



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

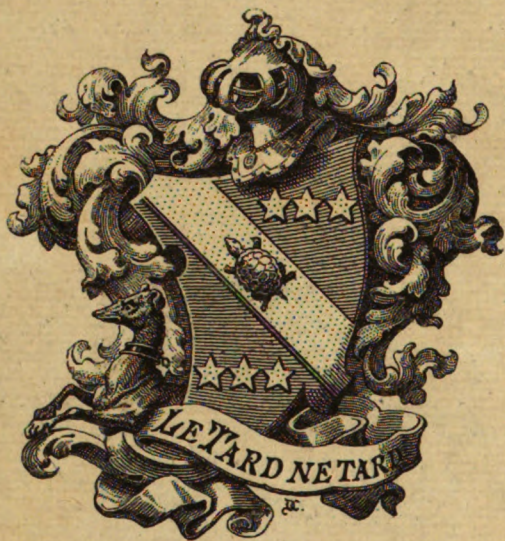
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

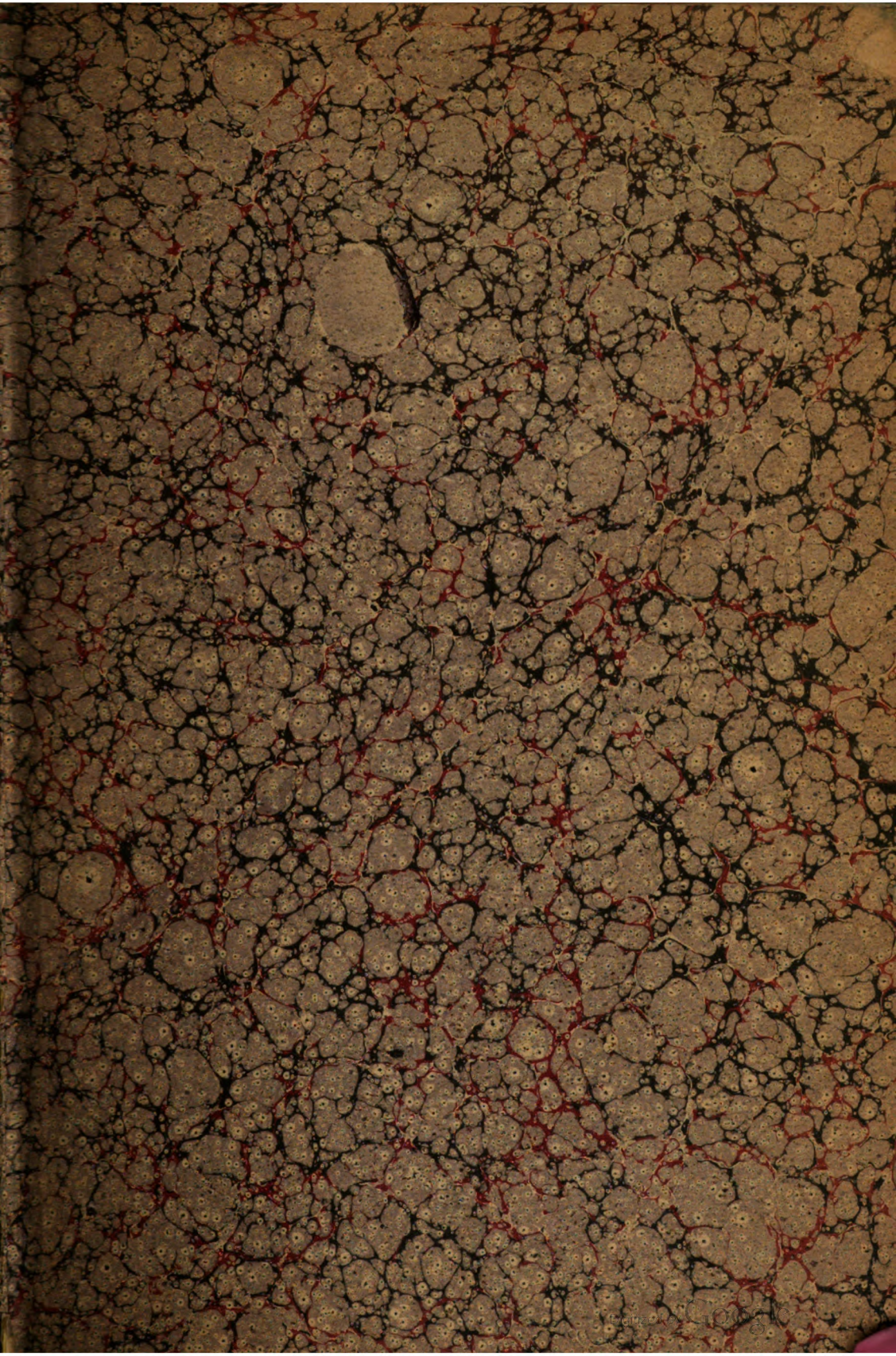
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Ex - Libris,
A. DE LA BOURALIERE.



all
pages
1200

PC
609.1
S8

SOCIÉTÉ
DES
ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

BULLETINS
DE
LA SOCIÉTÉ
DES

ANTIQUAIRES DE L'OUEST, Poitiers

4^e SÉRIE 1847-49.

POITIERS,
CHEZ OUDIN, LÉTANG ET PICHOT, LIBRAIRES.

PARIS,
CHEZ DERACHE, LIBRAIRE, RUE DU BOULOUY, 7.

1847.

Dunning
Nijhof
2-11-27
13603

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

BULLETIN

DU PREMIER TRIMESTRE DE 1847.

SOMMAIRE.

- I. — *Allocution* prononcée à la séance d'installation, par M. LÉON FAYE, président.
- II. — *Rapport* sur la restauration du chœur de l'église St-Jacques de Châtelleraut, par M. FOUCART.
- III. — *Appendice* à l'article sur la *Grand'Gueule*, par M. DE LA LIBORLIÈRE, membre résidant.
- IV. — *Discours* prononcé aux funérailles de M. de la Fontenelle, par M. LÉON FAYE.
- V. — *Compte rendu*.

ALLOCUTION

PRONONCÉE A LA SÉANCE D'INSTALLATION DU 7 JANVIER 1847,

Par M. LÉON FAYE, président.

Moins je pouvais prétendre à l'honneur de présider la Société des Antiquaires de l'Ouest, moins j'aurais osé solliciter les suffrages que vous m'avez spontanément accordés, plus je dois craindre de ne pas répondre dignement au témoignage de confiance que j'ai reçu de vous.

Je ne saurais le dissimuler : en prenant possession du fauteuil

de la présidence, j'éprouve une vive appréhension. Pourrait-il en être autrement, quand, jetant un regard en arrière, je me reporte par la pensée vers les hommes éminents qui l'ont occupé avant moi, depuis M. Mangon de la Lande, vénérable fondateur de la Société, jusqu'à M. Jeannel, que nous avons vu partir naguère avec tant de regrets ? Dans l'intervalle qui sépare ces deux noms, MM. Nicias Gaillard, de la Fontenelle, Foucart, Bussière, Lecointre, de Lamariouze et de Chergé ont successivement dirigé vos travaux avec une rare distinction ; et, dans une solennité récente, M. Lesson est venu se placer avec éclat à côté de ses prédécesseurs.

Oui, Messieurs, en pensant à ces hommes recommandables, j'ai compris davantage combien peu j'étais digne d'être choisi pour continuer le mandat qu'ils ont si heureusement rempli. Aussi, l'avouerai-je, convaincu de mon insuffisance, et craignant d'assumer une trop grande responsabilité, j'avais songé d'abord à décliner cet honorable mandat. Cédant toutefois à de bienveillantes instances, j'ai accepté les fonctions auxquelles vous m'avez appelé, persuadé que votre concours éclairé ne me ferait pas défaut et me rendrait ainsi la tâche plus facile. Ce concours qui m'est indispensable, je le sollicite avec confiance de mes collègues du bureau, des membres du conseil d'administration, de vous tous, Messieurs, promettant en retour le dévouement le plus sincère aux intérêts de la compagnie.

Si, lors de la séance publique annuelle, les usages académiques imposent à votre président l'obligation de faire entendre des paroles qui témoignent de l'importance de vos travaux, lors de la séance d'installation il ne semble pas hors de propos qu'il accompagne ses remerciements de quelques réflexions sur les moyens de maintenir la prospérité de la Société. Permettez-moi donc, Messieurs, de vous entretenir en peu de mots de cet intéressant objet.

En 1843, une commission avait été chargée de rédiger le catalogue de notre musée ; mais ce travail une fois achevé, elle fut dissoute. — Ne serait-il pas convenable de la rétablir d'une manière permanente, sous le nom de *commission du musée*, en la chargeant spécialement de la conservation et du classement des objets que nous possédons, et de la recherche de ceux qui seraient suscep-

tibles d'être placés dans cet établissement et dans le cabinet des antiques et des médailles? Inutile d'ajouter que notre questeur, par la nature même de ses fonctions, serait appelé à faire partie de cette commission, dont l'utilité et l'opportunité ne me paraissent pas contestables.

La bibliothèque de la Société a désormais acquis, par des dons nombreux, une certaine importance, mais les richesses qu'elle renferme sont inconnues, pour ainsi dire, de la plupart d'entre nous; le moment n'est-il pas venu d'en faire imprimer le catalogue général à la suite du dernier bulletin de l'année 1846, et de l'adresser à tous les membres titulaires résidants ou non résidants?

D'un autre côté, ne perdons pas de vue qu'au delà de l'enceinte où elles tiennent leurs séances ordinaires, les sociétés scientifiques n'ont de valeur réelle que par leurs publications. C'est donc principalement vers ce but que doivent tendre nos efforts. Du reste, sur ce point, je suis heureux de le dire, il nous suffira de continuer l'œuvre si bien commencée. Nos Bulletins et nos Mémoires ont mérité à la Société des Antiquaires de l'Ouest l'estime du monde savant et la bienveillance de l'administration supérieure. Mais ce n'est pas assez de réunir les matériaux dignes d'être publiés, il faut encore que la publication soit faite avec célérité. Si, dans de rares circonstances, quelques retards ont eu lieu, ils ont tenu, vous le savez, à des circonstances tout à fait imprévues; néanmoins, au moment de commencer une nouvelle série de volumes et de bulletins, nous devons faire en sorte de prévenir de pareils retards, et il appartient naturellement à notre conseil administratif, qui, aux termes de nos statuts, forme la *commission d'impression*, de rechercher les moyens susceptibles d'assurer une régularité si désirable.

Je le répéterai en finissant, Messieurs, c'est par cette régularité, et en suivant la route si glorieusement parcourue jusqu'à ce jour, que notre compagnie conservera la place honorable qu'elle a conquise parmi celles qui, dans d'autres provinces, se livrent à des travaux du même genre. Bien des gens redisent sans cesse que la ferveur des membres des sociétés savantes ne tarde pas à s'éteindre. Donnons un éclatant démenti à ces détracteurs; prouvons qu'après douze années d'existence, la Société des Antiquaires de l'Ouest a autant de séve que le jour où elle fut fondée, et que ses membres

sont encore animés d'une ardeur aussi vive, d'un enthousiasme aussi louable. Le savant confrère que je viens de remplacer au bureau a dit éloquemment (1) que la mission de l'antiquaire était une mission de science, de patriotisme et de conservation. Je proclame à mon tour cette vérité, Messieurs; mais je proclame en même temps que nous saurons toujours accomplir cette belle mission, parce que jamais ne s'éteindront en nous le zèle pour la conservation de nos monuments, le culte de la science et l'amour de la patrie.

NOTE

SUR LA RESTAURATION DU CHŒUR DE L'ÉGLISE SAINT-JACQUES DE CHATELLERAULT,

Par M. FOUCART.

Le chœur de l'église Saint-Jacques de Châtellerault avait été défiguré par de prétendues restaurations. M. l'abbé Boislabeille, curé actuel de la paroisse Saint-Jacques, désirant remettre les choses dans leur état primitif, consulta M. l'abbé Auber, historiographe du diocèse, membre de notre Société. Après un examen attentif, notre collègue déclara que le chœur devait avoir été, dans l'origine, percé de fenêtres en plein cintre soutenues intérieurement par des colonnettes. D'après ces indications on découvrit en effet les fenêtres, qui avaient été bouchées, et les colonnettes qui avaient été ensevelies sous le mortier. On put alors procéder à coup sûr. Mais la plupart des chapiteaux des colonnettes étaient dégradés, et il n'existait aucune autre trace d'ornementation intérieure. Afin de suppléer à cette lacune et de donner au chœur des ornements en harmonie avec son style, M. l'abbé Boislabeille neveu, vicaire de la paroisse, se livra à des recherches archéologiques sous la direction de M. l'abbé Auber, et fit plusieurs voyages, pour dessiner, dans les églises de la même époque, des ornements qu'il pût transporter à Saint-Jacques. Sous son intelligente direction, un ouvrier habile, le sieur Janvier, exécuta à des prix très-

(1) M. LECOINTRE-DUPONT, discours prononcé à la séance publique du 11 décembre 1842.

modérés des sculptures que l'on croirait sorties des mains d'un artiste du ^{xii}^e siècle. Aujourd'hui les sept fenêtres du chœur sont surmontées de plusieurs rangs d'élégantes archivoltes; un feuillage court sur les corniches, aux angles desquelles des animaux fantastiques sont placés tête à tête; les arêtes des trumeaux sont ornées de mascarons, de dentelures, etc. Les détails d'ornementation, bien qu'ils présentent un caractère homogène, varient cependant d'une fenêtre à l'autre, et ne sont répétés exactement qu'autour de la fenêtre correspondante.

Des stalles fort simples, et une boiserie qui s'élève jusqu'à la naissance des fenêtres, complètent la restauration du chœur de Saint-Jacques, que l'on peut maintenant citer comme un modèle. La partie de la boiserie qui est entre le dossier des stalles et les fenêtres est ornée d'une arcature romane. Il est à regretter que le manque de fonds ait empêché de sculpter les chapiteaux des colonnettes; mais c'est là une omission qu'il sera facile de réparer plus tard.

L'autel, qui avait mal à propos été porté en avant, a été remis à sa véritable place, au fond du sanctuaire. Au-dessus de l'autel brille un vitrail peint, sorti des ateliers dirigés par M. l'abbé Tournesac, du Mans. Il représente, au milieu, saint Jacques, patron de la paroisse, et autour, dans six petits médaillons réunis par d'élégants rinceaux, des scènes tirées de la légende du saint. Ce vitrail, dont je me plais à reconnaître le mérite, peut être l'objet de quelques critiques que je crois utile de formuler, dans l'intérêt même de la belle industrie que M. l'abbé Tournesac contribue à rétablir en France.

Le premier reproche que je lui ferai, c'est d'être trop pénétrable à la lumière. Ce défaut, commun à la plupart des vitraux modernes, provient-il de ce que l'on ne sait plus donner au verre une nuance satisfaisante, ou de ce qu'on emploie des verres beaucoup plus minces que ceux des vitraux anciens? ou bien l'action du temps sur le verre est-elle le complément nécessaire du travail de l'artiste?..... Peut-être obtiendrait-on l'effet désiré en dépolissant la surface extérieure du verre. Je sou mets cette observation aux personnes qui peuvent facilement faire l'expérience que j'indique.

Le choix des couleurs, si important pour un travail de cette na-

ture, ne me paraît pas très-heureux. La couleur dominante est le *vert-pomme* : saint Jacques est vêtu d'une tunique *vert-pomme* ; il y a dans un des médaillons un diable *vert-pomme*, et le *vert-pomme* se retrouve en plusieurs autres endroits du vitrail. Par-dessus sa tunique, saint Jacques porte un manteau *lie-de-vin*, couleur fausse qui est d'un effet désagréable ; enfin, le fond sur lequel se détache la figure principale est d'un bleu plus foncé et moins transparent que les autres couleurs, et qui par conséquent fait tache dans le vitrail : cet effet est d'autant plus sensible, que l'espace bleu est assez étendu. Un vitrail ne devrait jamais présenter de ces fonds unis, qui lui donnent de la ressemblance avec un tableau ordinaire.

Quelques jours après avoir quitté Châtellerault, je visitais à Saumur l'église Saint-Pierre, nouvellement restaurée. Au fond du chœur est un vitrail dans lequel dominant aussi le *vert-pomme*, le *lie-de-vin* et le bleu ; je reconnus, à l'identité des couleurs, qu'il avait la même origine que celui de Châtellerault. Sans doute, le *vert-pomme*, le *lie-de-vin* et le bleu, que l'on obtient facilement, permettent de fournir à bon marché des vitraux peints, et l'on sait combien le bon marché est important aujourd'hui, même en matière d'art ; mais il est à désirer qu'on trouve un moyen de concilier le bon goût et l'économie ; et ce moyen, je ne le crois pas introuvable.

Les sujets des médaillons sont empruntés à la légende du saint dont l'image occupe le milieu du vitrail ; l'un d'eux m'a frappé par sa bizarrerie. Le diable *vert-pomme* dont j'ai parlé tout à l'heure, et un de ses collègues de je ne sais plus quelle couleur, tiennent enchaîné un personnage qu'ils amènent devant saint Jacques. Il est assez difficile de comprendre le sens de ce tableau ; il faut pour cela remonter à la *Légende dorée*, laquelle raconte que saint Jacques donna ordre à deux diables d'amener devant lui un savant magicien nommé Hermogènes, qu'il convertit au christianisme. L'histoire de cet Hermogènes se continue dans d'autres médaillons.

Le choix de ce sujet me suggère une observation générale que je demande la permission de soumettre à la Société. Les vitraux peints ne sont pas seulement un objet d'art, ils ont surtout pour but de mettre sous les yeux des fidèles peu éclairés des images qui les instruisent et les édifient ; il faut donc que les scènes

qu'ils représentent soient intelligibles pour tous et ne soient pas de nature à fausser les idées. Or la représentation de prétendus miracles plus ou moins bizarres, tirés de chroniques apocryphes, peut avoir pour la classe que l'on veut instruire beaucoup d'inconvénients. Elle a en aussi, mais d'une autre nature, pour la classe plus éclairée, qui n'est que trop disposée à tourner en ridicule la religion et ses mystères. Sans doute on trouve dans les anciens vitraux beaucoup de peintures de ce genre; mais ce serait à tort que, par un désir d'imitation mal entendu, on voudrait les reproduire aujourd'hui. La naïve piété de nos ancêtres au moyen-âge ne souffrait pas de ces légendes; tout était pour elle sujet d'édification; l'impiété n'existait pas. Aujourd'hui la foi est raisonneuse, même chez les ignorants. Est-ce un bien, est-ce un mal? Je ne suis pas appelé à résoudre cette question; dans tous les cas, c'est un fait dont il faut tenir compte. Je ne propose pas de briser les anciens vitraux qui représentent des faits douteux; mais je propose de ne plus en faire de semblables, et de ne choisir dans la vie des saints, pour les exposer aux yeux du public, que des traits édifiants et authentiques dont les ministres de la religion puissent faire le sujet de leurs instructions. Ne valait-il pas mieux reproduire ici les souvenirs évangéliques de saint Jacques, présent à plusieurs actes importants de la vie du Sauveur, que les prétendus miracles de la *Légende dorée*? J'ajouterai une observation qui, je l'espère, ne paraîtra pas en contradiction avec ce qui précède. Saint Jacques a reçu de la tradition un costume qui n'est peut-être pas exactement conforme aux données historiques, mais qui le distingue des autres saints et le fait reconnaître immédiatement; il est toujours représenté coiffé d'un chapeau à larges bords, et portant sur ses épaules une pèlerine ornée de coquilles. A Châtelierault, saint Jacques n'a ni chapeau ni pèlerine; des coquilles figurent bien dans l'encadrement du vitrail, mais elles sont insuffisantes pour faire reconnaître le personnage principal, qui n'est plus qu'un saint quelconque. Il est des traditions populaires qu'il faut respecter quand on travaille pour le peuple, et le costume donné aux saints de temps immémorial doit être conservé par l'artiste qui veut être compris des masses.

Je ne voudrais pas terminer ce que j'ai à dire du vitrail de Châ-

tellerault par des critiques qui, après tout, sont fort contestables. Ce vitrail, malgré les défauts que je crois y reconnaître, défauts qui seront peut-être pour d'autres des qualités, est une œuvre remarquable, principalement par la correction et l'élégance des dessins, et par le choix des ornements. Il complète dignement l'habile restauration faite par M. le curé et M. le vicaire de Saint-Jacques, d'après les conseils de notre honorable collègue M. l'abbé Auber.

APPENDICE

A L'ARTICLE SUR LA *Grand'Gueule*, INSÉRÉ DANS LES *Vieux souvenirs du Poitiers d'avant 1789*,

Par M. DE LA LIBORLIÈRE.

A la fin de ma première notice sur la *Grand'Gueule*, j'avais adressé bien solennellement à ce personnage célèbre dans les annales poitevines un adieu que je croyais éternel ; mais y a-t-il en ce bas monde rien d'invariablement certain, de définitivement irrévocable?..... Je suis, à partir d'aujourd'hui, encore un peu mieux persuadé du contraire, et je dirai encore un peu plus souvent avec Ovide :

Omnia sunt hominum tenui pendencia filo.

Depuis la mise en vente de mon petit livre sur l'ancien Poitiers, j'ai eu occasion d'entrer dans la bibliothèque du séminaire.... J'y ai revu la *Grand'Gueule*.... Hélas ! c'est bien encore elle sans doute ; mais en même temps ce n'est plus elle !... Dans le premier mouvement, ma pensée s'est presque reportée vers *Énée* lorsqu'en voyant apparaître l'ombre d'Hector, il s'écrie douloureusement : *Hei mihi, qualis erat ! quantum mutatus ab illo !*

La fureur du *badigeonnage* et de la *restauration* est une des épidémies dont notre siècle semble avoir inévitablement compliqué l'ardeur dévorante dont il fait parade pour toutes les choses du temps passé. De même que sous Louis XIV on ne permettait à Auguste et à tous les personnages antiques de se montrer sur le

théâtre qu'avec la friperie des costumes modernes, nous imposons sans pitié aux monuments et aux objets curieux dont les âges recu-
lés nous ont laissé l'héritage, l'une ou l'autre des deux opérations les
plus anti-archéologiques qu'il soit possible d'imaginer, le grattage
et l'enluminure.... Pauvre Grand'Gueule!.... elle n'a pu éviter
l'invasion de ce nouveau genre de choléra !

Mais, pour le coup, en *faisant sa toilette*, c'est-à-dire en cou-
vrant d'une couche de peinture brillante de fraîcheur la croûte
poudreuse formée par un séjour de tant d'années dans les combles
du monastère de Sainte-Croix, il n'y avait pas moyen que le pein-
tre tirât aucun parti de ce magnifique fond jaune et de cette su-
perbe ornementation brun-chocolat qui sont le beau idéal, con-
sacré chez nous, du rhabillage de la vieille architecture. En re-
vanche, il restait, comme dédommagement de ne pouvoir déployer
les principales richesses actuelles de l'art, la ressource de *prendre
la nature sur le fait*. Alors, sans doute par souvenir imitatif d'un
grand nombre de reptiles, le corps du dragon a été barbouillé
d'une teinte verdâtre, en n'oubliant pas, bien entendu, de donner
au ventre et au dessous de la queue une nuance blancharde qui
prend naissance à l'estomac. Puis, comme le ciseau a dessiné en
relief sur le cou de l'animal, je ne saurais, je l'avoue, deviner à
quel propos, une sorte d'anneau formant collier, le pinceau n'a
pas voulu être en reste; afin de rendre cette décoration encore plus
frappante, il l'a chargée d'une traînée de rouge aussi vif qu'a pu
le fournir le vermillon le plus éclatant. Pour enchérir même en-
core, il a eu la générosité d'ajouter une sorte de nœud qui n'existe
pas dans la sculpture!.... Pauvre, pauvre, trois fois, cent fois
pauvre Grand'Gueule !

Sur une des ailes est affichée une pancarte annonçant : « Qu'il
» paroît certain que la pensée d'offrir l'image du démon terrassé
» par la vertu de la croix a présidé seule à l'origine de la représen-
» tation de ce monstre. » Je respecte sincèrement tout ce qui peut
se rapporter à des pensées religieuses ; mais chaque fois que l'exis-
tence n'en est pas aussi positivement démontrée que semblerait
l'affirmer l'écriteau, ou que l'intention ne se décèle pas par une
évidence entraînante, je regarde que non-seulement l'examen et
la discussion sont très-permis, mais même qu'ils servent autant

l'intérêt véritable de la religion que celui de la science, parce que toutes deux aiment et recherchent également la simple vérité.

Si, dans la procession où elle paraissait, la Grand'Gueule eût précédé immédiatement le reliquaire contenant la vraie croix, il aurait pu y avoir, sauf certaines observations que je ferai plus loin, quelque sujet d'adopter la présomption qu'on avait voulu en effet figurer allégoriquement le triomphe du signe sacré de la rédemption sur l'esprit de ténèbres ; mais l'effigie du dragon qui se rattachait à l'abbaye de Sainte-Croix par de vieilles traditions très en crédit, et qui n'avait aucun caractère prononcé de symbolisme, venait tout bonnement prendre une place fort peu distinguée et fort peu importante dans la réunion générale ; elle marchait obscurément à la suite de la sorte d'avant-garde formée par les bannières de toutes les églises dont le clergé assistait à la cérémonie, où il faut bien remarquer que les communautés de femmes n'étaient nullement représentées (1). L'image du dragon n'était par conséquent, d'après le rang qu'elle occupait, l'expression spéciale d'aucune idée particulière sur laquelle il devint essentiel de ne pas se méprendre, et on ne prétendait établir entre elle et la sainte relique aucune espèce de connexité même indirecte, puisqu'elles étaient séparées par toute la longueur du cortège. En résumé, la vraie croix était l'objet capital de la procession, tandis que la Grand'Gueule n'y comptait que comme un très-mince accessoire.

D'ailleurs, pour bien juger si la représentation du monstre peut passer avec vraisemblance pour celle « du démon terrassé par la » vertu de la croix, » quelques considérations étrangères à l'ordre intellectuel me paraissent mériter d'être consultées. Dans tous les groupes où la peinture et la sculpture retracent le triomphe de saint Michel et de saint Georges, de même que sur les décorations de tous les ordres institués en l'honneur de ces deux guerriers de la milice céleste, le mauvais ange est bien produit sous la forme d'un dragon, mais il est étendu soit sur le ventre, soit sur le dos. Toute son attitude révèle sa défaite : ses ailes et sa queue sont traînantes ;

(1) Qu'on veuille bien ne pas oublier que ce n'était point un aumônier de Sainte-Croix, mais un chanoine du chapitre de Sainte-Radégonde qui portait le précieux cadeau fait par l'empereur Justin II à la reine fondatrice.

il est visible qu'une force suprême l'accable d'une oppression à laquelle il s'efforcerait en vain de se soustraire, et qu'il n'exhale plus que les derniers abois de son impuissante rage (1). En regardant la Grand'Gueule, on voit au contraire qu'une tête orgueilleusement portée, une gueule évidemment béante, une langue bifurquée dardant avec fermeté sa double pointe, des dents étalées et grinçantes, des yeux sortant de leurs orbites, semblent défier les attaques et appeler le combat; que les griffes dilatées outre mesure paraissent attendre une proie; que le vaste déploiement des ailes annonce un vol libre et hardi dans l'espace; que la queue contournée en volutes vigoureusement redoublées dresse comme arme de réserve une sorte de tenaille dentelée également propre à saisir et à déchirer; tout, en un mot, loin de dénoter le maintien honteux d'un vaincu *terrassé*, affecte l'air conquérant d'un triomphateur qui se grandit de toute sa puissance. Mis en regard de la croix, le prétendu démon se montrerait donc, par sa contenance hostile, plus disposé à la narguer avec audace qu'à s'humilier devant elle.

Puis, si malgré les contradictions résultant de la configuration matérielle, on avait pu voir dans le simulacre du dragon l'image de l'esprit infernal atterré par la puissance divine, aurait-on souffert que l'*ange* plus que jamais *déchu* fût pompeusement décoré de rubans et de fleurs, que sa gueule regorgeât de friandises? N'eût-ce pas été offrir aux yeux une hypothèse en opposition complète avec celle qu'on aurait voulu présenter à l'esprit?... Enfin, le sobriquet burlesque de Grand'Gueule aurait-il été donné à l'ennemi du salut, produit sérieusement et pour ainsi dire officiellement comme tel par l'Église elle-même?... Quand il serait vrai que quelques incrédules, alors beaucoup moins communs et moins hardis qu'aujourd'hui, se fussent permis cette méchante plaisanterie, aurait-elle donc été adoptée si généralement qu'elle eût remplacé toute autre désignation, et qu'elle fût devenue à jamais la seule employée

(1) En mémoire de la condamnation des erreurs de Jean Hus et de Jérôme de Prague, l'empereur Sigismond avait, après le concile de Constance, créé un ordre de chevalerie appelé du *Dragon renversé*; mais le monstre qui représentait l'hérésie avait en effet une posture qui justifiait ce nom.

par les personnes pieuses, ainsi que par le clergé?... Plus je réfléchis, je le déclare, plus je trouve de motifs pour rejeter l'explication mystique de l'image du monstre volant, et pour ne pas faire à un mannequin populaire l'honneur immérité de le mettre en rapport étroit et direct avec l'un des objets les plus dignes de la vénération des chrétiens.

Au surplus, en admettant, malgré tout ce qui s'accorde pour y répugner si fort, que telle eût été l'idée primitive, on serait forcé de reconnaître que l'auteur d'un rapprochement bien moins édifiant que bizarre, puisqu'il s'établirait entre la réalité justement révérée et une imitation grossièrement fantastique, aurait manqué tout à fait de discernement et marché en sens inverse de son but. Il était, à coup sûr, aisé de prévoir que cette allégorie théologique s'élevant beaucoup au-dessus de l'intelligence commune, le peuple la descendrait à sa portée pour l'accommoder suivant son caprice, et que ce qu'on aurait prétendu offrir comme une grave et sublime parabole dégénérerait bien vite en parade triviale et ridicule.

Ainsi donc, de toutes façons, la Grand'Gueule ne saurait être considérée comme un symbole religieux; mais alors qu'était-ce donc réellement que la Grand'Gueule? demanderais-je une fois de plus à moi-même et aux autres.

Faudrait-il en revenir aux traditions vulgaires?... En réponse à cette question surgit aussitôt l'opinion modérée consacrée qui range les dragons dans la classe des êtres fabuleux (1). Mais, tout en mettant les dragons de côté, serait-ce heurter le bon sens et la vraisemblance que d'accueillir d'abord la supposition qu'un animal quelconque, remarquable par son espèce particulière ou par sa grosseur prodigieuse et sa force démesurée, aurait exercé dans le pays de cruels ravages (2); qu'ensuite le peuple, accoutumé à regarder comme ce qu'il y avait de plus terrible au monde les dragons, dont le modèle et le nom remontent jusqu'à l'antiquité la plus reculée, aurait appelé ainsi le monstre dévastateur, afin de donner par

(1) Plusieurs auteurs anciens donnent leur existence comme très-certaine. Plin en place dans l'Inde de si grands et de si forts, qu'ils étaient en guerre continuelle avec les éléphants.

(2) On sait que différentes races d'animaux qui existèrent autrefois sont aujourd'hui totalement perdues.

cette désignation une idée épouvantable au dernier degré, selon lui, de l'horreur du fléau ?

Une considération historique puissante viendrait appuyer ce système. Il est consigné dans les chroniques de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qu'au quatorzième siècle, le chevalier Gozon, grand commandeur de la Langue de Provence, vainquit une bête furieuse qui désolait les environs de la ville de Rhodes ; que la valeur qu'il déploya en cette occasion, et qui lui mérita les éclatantes félicitations du pape Clément VI, contribua principalement à le faire nommer Grand-Maitre, et que, dans l'épithaphe latine gravée sur son tombeau, se lisait le titre d'*exterminator draconis*, qu'il avait porté même de son vivant. Dira-t-on que le fait ne peut pas être vrai, parce qu'il n'existe pas de dragons ? Mais, d'après tous les détails donnés, l'indication précise du lieu de l'aventure et le récit très-circonstancié du combat, il n'est pas possible de douter qu'un monstre, quel qu'il fût, n'ait été tué par Gozon, et que la qualification de dragon, exacte ou non, ne lui ait été attribuée. Alors cette histoire fournirait tout naturellement l'explication de celles de la Grand'Gueule, de la Gargouille, du Graouilli, de la Tarasque, et de toutes les bêtes exterminatrices dont la mémoire s'est perpétuée en divers endroits (1). La présence à une procession de l'effigie de ces animaux féroces peut être justifiée le plus facilement du monde. Comme partout on attribuait leur défaite à la puissante intercession du saint patron du pays ; l'Église approuvait avec raison que le peuple manifestât publiquement, dans une cérémonie religieuse, la joyeuse expression de sa reconnaissance pour un bienfait signalé de la bonté de Dieu. De là, les rubans et les fleurs dont on chargeait l'ennemi vaincu, comme d'une sorte de trophée ; de là, les sucreries et les primeurs dont on lui remplissait ironiquement la gueule. De plus, à Poitiers, ainsi que je l'ai dit dans un autre endroit, la Grand'Gueule était portée par

(1) Il est à remarquer que chacun de ces dragons d'étalage portait un nom grotesque, et cette observation conduit à les isoler de tout ce qui a rapport à la religion. D'ailleurs, dans les autres villes où ils jouaient le même rôle que la Grand'Gueule à Poitiers, il n'y avait point de relique renommée de la vraie croix, et personne ne songeant à chercher d'interprétation allégorique à laquelle rien ne fournissait de prétexte, aucune autre idée ne venait se mêler à la tradition pure et simple.

un homme qui, bien que revêtu d'un surplis par-dessus son habit bourgeois, avait la tête couverte d'un chapeau à trois cornes décoré d'une cocarde. Après le péril passé, la multitude aime toujours à mêler de la fanfaronnade à ses démonstrations.

Quant à la forme du simulacre, j'ai déjà indiqué des motifs propres à justifier le choix de celle d'un dragon ailé, type extrêmement pittoresque, résumant en lui tout ce qu'il y avait de plus affreusement extraordinaire, et surtout consacré par les souvenirs des temps les plus immémoriaux (1).

On avait bien soin, pour les représentations du genre de la Grand'Gueule, de les faire aussi effrayantes qu'il était possible de les imaginer, afin, d'abord, de contenter le goût vulgaire pour le merveilleux et l'exagéré, puis ensuite pour rappeler avec plus d'énergie la mémoire des fureurs qui avaient fait un nombre de victimes qu'on se plaisait à grossir à l'infini.

Je ne sais si je m'abuse, mais il me semble que, considérées sous ce point de vue et dégagées de tous les accessoires ajoutés par la crédulité et même la superstition, les légendes de la Grand'Gueule et des autres épouvantails de la même espèce ne présenteraient

(1) Dans la mythologie grecque, on ne voit que dragons, soit devant le char de Cérès, soit à la porte du jardin des Hespérides, soit près de la Toison d'or, soit sur le rocher d'Andromède, soit dans le bosquet sacré de Cadmus, soit en mille autres lieux et mille autres circonstances. A Rome, un dragon était représenté comme gardien du temple d'Esculape; Virgile en fait sortir un du tombeau d'Anchise. Les Perses, les Daces, les Parthes, et après eux les Romains, avaient des dragons parmi leurs enseignes militaires. Lors de la découverte du *céleste empire*, on a trouvé chez les Chinois, qui pendant une si longue suite de siècles méritèrent bien mieux que jamais les Bretons le titre de *penitus toto divisos orbe*, des dragons brodés sur les habits de leurs mandarins; et il n'est pas douteux que, dans une contrée où le peuple est si fidèle aux anciennes coutumes et si ennemi de toute innovation, cette distinction ne datât de bien loin. Les Babyloniens du temps de Daniel adoraient comme un dieu un dragon vivant que ce prophète empoisonna. Une des bêtes de l'Apocalypse était un dragon roux. Le livre d'Esdras dit qu'on voyait près d'une des portes de Jérusalem la fontaine du Dragon, ainsi appelée parce que l'eau s'échappait de la gueule d'un dragon d'airain. Toutes les narrations orientales sont peuplées de dragons. Rien ne fut, en un mot, plus connu et plus célèbre que les dragons dans tous les temps et dans tous les pays. Si leur existence n'a effectivement jamais été qu'une fable, il serait curieux de savoir comment la même idée s'est répandue et conservée d'une manière si constante, si uniforme et si générale.

rien que de très-simple et de très-raisonnable. Je crois en même temps, je le répète, que l'explication allégorique à laquelle je m'étais borné dans le principe à reprocher de paraître *un peu subtile*, ne trouve plus, d'après l'examen approfondi où je suis entré, aucun fondement sur lequel on puisse l'appuyer sans s'égarer dans un sens forcé que repoussent non-seulement, on l'a vu, les considérations que j'ai appelées matérielles, mais même, sous plus d'un rapport, les considérations religieuses.

Je me regarde donc comme ayant droit de dire à mon tour « qu'il paraît certain » que la Grand'Gueule est la représentation d'un animal carnassier extraordinaire qui infesta quelque temps les bas quartiers de la ville, et dont le peuple fit aussitôt, suivant l'usage, un dragon volant. J'accorderai, si l'on veut, à ceux qui croient difficilement aux miracles, que sainte Radégonde ne le fit point tomber mort à ses pieds par l'effet d'une prière, au moment où il traversait les airs; cette concession me coûtera d'autant moins, je l'avoue, que rien ne démontre qu'il vécut du temps de cette bienheureuse reine; et de plus, que, malgré les ailes de chauve-souris dont on a décoré la prétendue copie, je suis tout persuadé que l'original ne tenait en rien à la gent volatile. J'admettrai dès lors, sans contester aucun, qu'il a péri sous les coups d'un criminel armé de pied en cap, ou par tout autre accident que l'on se plaira à choisir (1).

Quoi qu'il en puisse être de la façon dont nos ancêtres se virent délivrés des fureurs de la Grand'Gueule, on conviendra que, d'après la confiance sans bornes qu'inspirent au peuple de Poitiers les mérites de sa puissante patronne, il ne manqua pas sans doute de l'implorer avec ferveur dans cette fatale circonstance, et qu'ayant obtenu ce qu'il demandait, il a pu, je dirai même il a dû croire que la médiation de la royale protectrice avait seule fléchi le courroux céleste. Alors il a voulu, en perpétuant la mémoire du bien-

(1) La ville de Niort a toujours été, dit-on, en rivalité avec celle de Poitiers. Étaient-ce par ce motif, et pour établir une concurrence avec la Grand'Gueule, que les Niortais avaient aussi eux la tradition d'un monstre terrible tué par un criminel condamné à mort, à qui l'on avait promis sa grâce, et dont le masque de verre se brisa dans le combat? Mais là il n'y avait pas d'effigie commémorative qu'on portât dans une fête publique.

fait, témoigner avec la plus grande solennité sa vive gratitude. Soit qu'il ait fourni lui-même le premier exemple, soit qu'il ait suivi ceux qui avaient déjà été donnés ailleurs, il a fait apparaître, pour ainsi dire, à titre d'*ex voto*, parmi les pompes de la procession des Rogations, une image de dragon qui rappelle par son objet ces représentations de vaisseaux que suspendaient aux voûtes de quelques églises les marins échappés au naufrage (1).

Maintenant, pour rendre raison des particularités même les moins importantes, je dirai qu'il est probable que, si la Grand'Gueule restait habituellement déposée à l'abbaye de Sainte-Croix, c'était d'abord peut-être parce que ce monastère avait été le séjour de Ste Radégonde, et de plus parce que, suivant la tradition, les souterrains qui en dépendaient avaient servi de repaire au monstre dépeuplateur (2).

J'observerai que l'effigie actuelle, qui porte sur l'estomac le millésime de 1677, n'est vraisemblablement que le *fac-simile* et la remplaçante d'une autre représentation beaucoup plus ancienne, qui avait éprouvé les ravages du temps.

Devenu par le fait en quelque sorte historiographe de la Grand'Gueule, je n'ai pas cru devoir garder le silence sur les nouvelles

(1) J'ai vu, je ne dirais plus où, peut-être bien en Allemagne, la peau empaillée d'un crocodile énorme, suspendue de la sorte dans une église. Une légende merveilleuse dont j'ai oublié les détails se rattachait à cette exposition.

(2) J'ai ouï dire à l'une de mes parentes, qui dans son enfance avait été pensionnaire à Sainte-Croix, que le galetas servant de domicile à la Grand'Gueule donnait sur un corridor qu'elle et ses jeunes compagnes étaient souvent obligées de traverser. Si parfois la porte de communication se trouvait n'être pas fermée, c'était aux yeux de la troupe timide un acte d'héroïque bravoure que de continuer sa marche sans hâter le pas ; mais il y aurait eu excès de témérité audacieuse à tourner la tête du côté de l'ouverture, tant était grande l'influence des récits journaliers qui rappelaient le nombre des religieuses dévorées par la Grand'Gueule lorsqu'elles osaient descendre à la cave!... Ainsi donc, même dans un couvent, où l'on cherche souvent jusqu'à la minute à tout rapporter aux idées mystiques, la Grand'Gueule n'était connue que par la tradition populaire. Si elle eût réellement passé pour le symbole du triomphe de la croix, les pieuses bénédictines, sans doute mieux instruites que personne de cette interprétation, qui se rattachait non-seulement à la religion en général, mais même particulièrement à l'objet le plus précieux et le plus vénéré du trésor de leur communauté, n'auraient pas manqué de la communiquer à leurs élèves, et de la faire prévaloir sur toute autre croyance.

vicissitudes infligées à sa destinée. Je n'ai pu, je ne le dissimule point, me défendre d'un sentiment que j'aurais presque l'enfance d'appeler pénible, à la vue du travestissement éprouvé par l'un des objets auxquels se lient joyeusement les souvenirs de ma jeunesse; mais, ainsi qu'il arrive toujours, même dans les choses beaucoup plus sérieuses, une pensée consolante n'a pas tardé à s'épanouir au milieu de l'impression produite par la contrariété.

Monseigneur l'évêque de Poitiers s'est déclaré le protecteur de la science archéologique en créant une commission chargée de surveiller et de conserver tout ce qui se rapporte aux âges écoulés avant le nôtre; Monsieur le supérieur du séminaire est un des membres les plus distingués de la Société des Antiquaires de l'Ouest; j'espère donc pour celle que j'ai pensé appeler ma cliente que leur attention sera fixée un moment sur elle par les observations que je viens de présenter. J'aime à croire que, consultée par eux, la commission spéciale, qui devient tout à fait compétente dans cette affaire, pensera que la Grand'Gueule doit être débarrassée de ce par trop fidèle costume d'un gros lézard, ainsi que de ce par trop coquet collier rouge, qui lui procurent une fâcheuse ressemblance avec certaines enseignes de cabaret ou de marchand de tabac. Tous les membres de cette réunion préservatrice savent en effet à merveille que le barriolage est sévèrement proscriit, par un goût épuré, du domaine de la sculpture; que les prétendues copies de la nature ne sont jamais qu'une mascarade; que dans cette circonstance, le bon sens ne permettant pas de donner l'apparence du bronze à une pièce de si grande dimension, faite pour être portée par un seul homme, une teinte uniforme et foncée, couleur de vieux bois, est le seul coloris qui convienne au simulacre qu'on ne peut raisonnablement présenter que comme un bloc façonné par le ciseau, sans viser à en faire un *trompe-l'œil*. (1).

(1) Combien de statues qui ne manquent pas de quelque mérite deviennent complètement ridicules par l'assemblage des couleurs les plus tranchantes, les plus crues et les plus disparates qu'on ait jamais pu contraindre à jurer sur une palette! Et lorsqu'à force de bleu, de rouge, de vert, de jaune et de toutes les autres munitions de l'arsenal du barbouillage, on a grotesquement diapré à l'envi les draperies, les chairs et la chevelure, on s' imagine avoir atteint de la manière la plus parfaite la ressemblance d'un être animé, tandis qu'on n'a réellement produit que la carica-

J'éprouverais du reste une surprise que je croirais justement fondée, s'il n'était point décidé, par les juges naturels de la cause, que la légende explicative dont il est à propos et même nécessaire que l'effigie de la Grand'Gueule soit accompagnée, ne doit pas citer exclusivement, et, par là, prétendre imposer en quelque sorte telle ou telle opinion particulière sur un point historique controversé; mais qu'il est aussi raisonnable qu'utile qu'elle fasse connaître toutes les versions, afin qu'une critique saine et éclairée puisse les comparer, les discuter, choisir celle qui lui paraîtra la mieux fondée, ou même, si elle ne découvre rien qui la satisfasse, rester dans un doute tout à fait indépendant.

DISCOURS

PRONONCÉ AUX FUNÉRAILLES DE *M. de la Fontenelle*, LE 13 FÉVRIER 1847,

Par *M. LÉON FAYE*, président.

Après le double hommage (1) qui vient d'être rendu au citoyen vertueux, au magistrat intègre (2), à l'écrivain consciencieux, qu'il me soit permis d'ajouter quelques mots encore et de payer, à mon tour, un légitime tribut de regrets au savant antiquaire dont nous déplorons aujourd'hui la perte.

Fidèles au pieux usage qui veut qu'on rappelle les titres de gloire de l'homme qui n'est plus, avant de rendre à la terre sa dépouille mortelle, les deux orateurs que vous venez d'entendre vous ont rappelé par quels travaux le nom de *M. de la Fontenelle* a été entouré de célébrité; ils vous ont nommé ses principaux ouvrages (3), et, en vous entretenant des honorables distinctions qui lui furent accordées, ils ont constaté l'empressement avec lequel le premier corps savant du monde, les académies de France

ture d'une marotte de magasin de modes... Grand'Gueule et autres chefs-d'œuvre du même genre mis à part, en consultant tous les idiomes humains, depuis la langue phrygienne, que l'épreuve racontée par Hérodote engageait les anciens à considérer comme le langage primitif, réunirait-on assez d'anathèmes divers pour accabler le premier des peintres du monde, s'il s'avisait de vouloir colorier la Vénus de Médicis ou l'Apollon de Belvédère?

et celles des principales villes de l'Europe , l'admirent dans leur sein (4). Pour moi, je veux seulement vous dire ce que lui doit la compagnie au nom de laquelle je prends la parole dans cette triste solennité.

Il y a douze ans , Messieurs, quelques hommes de savoir et de dévouement jetaient les premiers fondements de la Société des Antiquaires de l'Ouest. M. de la Fontenelle, vous le savez, se trouvait parmi eux. Il fut ainsi l'un des fondateurs de cette association dont la mission est de rechercher, d'étudier, de conserver et de décrire les antiquités et les monuments historiques que possèdent les belles contrées qui s'étendent entre la Loire et la Dordogne. Bientôt il livra à ses collègues quelques-uns des trésors de sa vaste érudition, et contribua puissamment à la prospérité de la Société naissante.

Appelé plus tard à diriger ses travaux, il continua, en qualité de président, l'œuvre si heureusement entreprise, n'ayant rien tant à cœur que de prouver, comme il le disait lui-même , « qu'il n'est » pas de contrée plus historique que la terre du Poitou. »

Dans ces quelques lignes écrites à la hâte, et sous l'impression douloureuse qui les a dictées, n'attendez pas de moi, Messieurs, que j'énumère et que je cherche à apprécier les importants travaux dont M. de la Fontenelle a enrichi les volumes de nos Mémoires, les numéros de nos Bulletins. Il me suffira d'établir, comme un fait incontestable, que ses recherches sur les peuples de l'ancien Poitou, sur les voies romaines de ce pays, sur les coutumes de Charroux, et principalement sur les vigueries et les origines de la féodalité, sont à la hauteur de ceux de ses ouvrages qui ont le plus assuré sa réputation scientifique.

Ajouterai-je que jusqu'à ses derniers moments il n'a cessé de se consacrer tout entier aux recherches historiques qui faisaient le charme de son existence; que naguère encore il projetait d'élever un monument durable à toutes nos illustrations poitevines? Déjà quelques-uns des matériaux étaient préparés, et, dans un temps peu éloigné, il se proposait de réunir ses collaborateurs pour arrêter les bases de cette glorieuse biographie. Nous sommes, en effet, réunis dans la demeure de notre collègue, mais c'est pour lui dire un dernier adieu.

M. de la Fontenelle n'est plus, et sa mort laisse un vide im-

mense dans nos rangs; mais, au milieu de nos justes regrets, n'oublions pas, Messieurs, qu'il est un privilège réservé aux intelligences d'élite : c'est de laisser autre chose après elles qu'un souvenir périssable, bientôt effacé comme la génération qui l'a recueilli; c'est de vivre dans les annales de la science après avoir vécu dans la mémoire des hommes.

NOTES.

(1) Deux autres discours avaient été prononcés, l'un par M. Legentil, conseiller, au nom de la Cour royale; l'autre par M. Flandin, premier avocat général, président de la Société d'agriculture, au nom de cette compagnie.

(2) M. Armand Désiré de la Fontenelle, né au château de Vaudoré, commune de Saint-Jouin-de-Milly, arrondissement de Bressuire (Deux-Sèvres), le 24 avril 1784, avait été nommé conseiller auditeur à la Cour de Poitiers le 2 juillet 1808; — procureur impérial à la Rochelle, le 28 mai 1809; — conseiller à la Cour de Poitiers, le 2 septembre 1813. — Il avait reçu la croix de la Légion d'Honneur le 1^{er} mars 1826, pour prendre rang à partir du 22 mai 1825. Depuis l'année 1833 il était membre du conseil général des Deux-Sèvres. — M. de la Fontenelle n'avait pas accompli sa soixante-troisième année lorsqu'il est décédé à Poitiers, le 12 février 1847.

(3) Les principaux ouvrages publiés par M. de la Fontenelle sont :

I. — *Manuel raisonné des officiers de l'état civil*, 1813, in-12. — Cet ouvrage a eu deux éditions; la première, tirée à deux mille exemplaires, avait été épuisée en quelques semaines.

II. — *Mémoires et correspondance de Duplessis-Mornay* (avec M. Auguis), 12 vol. in-8°. Paris, Treuttel et Wurtz, 1822-1842.

III. — *Histoire d'Olivier de Clisson*, connétable de France, 2 vol. in-8°. Paris, Firmin Didot, 1826.

IV. — *Revue anglo-française*, 1^{re} série, 5 vol. in-8°; 2^e série, 2 vol. (1834 à 1843). Ce journal, fondé et dirigé par M. de la Fontenelle, contient, indépendamment de la chronique, des comptes rendus et autres articles signés D. L. F., plusieurs mémoires importants du même auteur, notamment : 1^o *Notice sur l'Île-Dieu* (Vendée), 1836, t. IV, p. 261 à 284, mentionnée par l'Institut; 2^o *Prise de Bressuire par Duguesclin en 1371*, 1836, t. IV, p. 352 à 362, également mentionné par l'Institut; 3^o *Le château de Mervent* (Vendée), 1834, t. I, p. 213; 4^o *Notice sur le palais de justice de Poitiers*, in-8°, Poitiers, 1837, t. V, p. 108; 5^o *Savary de Mauléon*, 1843, 2^e série, t. II, p. 309 à 353, etc., etc...

V. — *Chroniques Fontenaisiennes*, 1841, in-8°, contenant, 1^o la chronique du Langon, 2^o la chronique de Pierre Brisson, 3^o la chronique de la guerre des trois Henri.

- VI. — *Histoire des rois et ducs d'Aquitaine et des comtes de Poitou* (avec Dufour), 1842. Cet ouvrage devait former deux volumes in-8° ; le premier seulement a paru.
- VII. — *Statistique ou description générale de la Vendée par Cavoleau* (nouvelle édition), Fontenay-le-Comte, Robuchon, 1844, in-8°.
- VIII. — *Journal de Leriche, avocat du roi à St-Maixent, sur les guerres de religion*. St-Maixent, 1846, in-8°.
- IX. — *Histoire du monastère et des évêques de Lugon*, in-8°. Cet ouvrage, dont les dernières épreuves ont été corrigées peu de jours avant la mort de M. de la Fontenelle, paraîtra incessamment.
- X. — *Lois et usages maritimes de l'Aquitaine du nord* (Poitou, Aunis et Saintonge). 24 feuillets de cet important ouvrage sont tirées, et il serait vivement à désirer que l'impression fût continuée.
- XI. — *Histoire des seigneurs de Parthenay et de la Gastine du Poitou*. — Cet ouvrage est encore inédit ; mais dans le Bulletin de la Société d'agriculture de Poitiers, 1839, t. VII, p. 314 à 332, M. de la Fontenelle en a publié un extrait intitulé le *Maréchal de la Moilleraye*. — Cette notice a été également imprimée dans la Revue littéraire de l'Ouest, 1839, p. 129 à 163.
- XII. — *Articles biographiques* insérés dans le supplément de la *Biographie universelle* de Michaud, à partir du 56^e volume. — Les articles de M. de la Fontenelle sont signés F. T. E.
- XIII. — *Notice sur le Poitou*, insérée dans le tome IV de l'Histoire des villes de France, par Aristide Guilbert, publiée depuis 1844. L'article sur *Cognac* (t. III, p. 612) est également de M. de la Fontenelle.

Indépendamment de ces ouvrages, M. de la Fontenelle a publié un assez grand nombre de mémoires dans divers recueils, notamment dans ceux de la Société d'agriculture de Poitiers et de la Société des Antiquaires de l'Ouest de la même ville. Il convient de mentionner les plus importants :

I. — SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE.

M. de la Fontenelle avait été admis le 29 décembre 1821, trois ans après la fondation de la Société. — Nommé secrétaire perpétuel le 9 décembre 1825, il conserva ces fonctions pendant 16 ans ; après sa démission (26 février 1841), il fut successivement, en 1843, vice-président, et en 1845, président de la Société.

Parmi les nombreux articles qu'il a fournis on peut citer :

- 1^o *Pièces des barons trouvées à Chauvigny*, 1828, t. II, p. 205, réimprimé en 1832 sous le titre de : *Notice sur des pièces antiques trouvées à Chauvigny* (Vienne), in-8°, Poitiers.
- 2^o *Recherches sur la langue poitevine*, 1830, t. III, p. 33.
- 3^o *Comptes rendus des travaux de la Société*, 1830-31-34, t. III, p. 63 à 98 et 256 à 276 ; t. V, p. 50.
- 4^o *Coopération des Poitevins à la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Bâtard*, 1830, t. III, p. 352 à 365, inséré également dans la Revue normande, 1832, et dans la Revue anglo-française, t. I, p. 36 ; t. II, p. 221.
- 5^o *Notice sur l'octogone de Montmorillon*, 1835, t. V, p. 149 à 156.

- 6° *Les arts et métiers à Poitiers pendant les XIII^e, XIV^e et XV^e siècles*, 1836, t. VI, p. 77 à 109; mentionné honorablement par l'Institut en 1837.
- 7° *Recherches sur les chroniques du monastère de Saint-Maixent en Poitou*, 1837, t. VI, p. 170 à 179, 212 à 241 et 256 à 271. — Deux fois mentionné par l'Institut, au concours de 1837 et à celui de 1838.
- 8° *Notice nécrologique sur M. de Montbron*, 1841, t. IX, p. 139 à 144.
- 9° *Améliorations agricoles introduites ou à introduire dans le département de la Vienne*, 1845, t. XIII, p. 6 à 21.
- 10° *Recherches sur l'horticulture du haut Poitou, particulièrement dans les temps anciens*, t. XIII, p. 118 à 124, etc., etc.

II. — SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

Avant d'énumérer les travaux de M. de la Fontenelle comme membre de la Société des Antiquaires de l'Ouest, il est juste de rappeler qu'on lui doit l'idée de fonder un musée d'antiquités à Poitiers. Le 30 décembre 1831, à la séance publique de la Société d'agriculture, il s'exprimait ainsi : « Serait-il vrai qu'au moment même où nous parlons, il serait question de détruire.... le temple St-Jean?.... Un tel excès de vandalisme n'est pas supposable dans un siècle de lumière.... Une rue dans le quartier indiqué peut être ouverte sans que le monument de Saint-Jean soit un obstacle. Que cet édifice, au contraire, embellisse la nouvelle ligne de communication, qu'il y gagne un pourtour.... qui formera une place que l'étranger instruit viendra visiter; que là soit formé un musée d'antiquités départementales dont le local sera plus curieux encore que tout ce qu'il pourra contenir. » — Bientôt une double réclamation de la Société d'Agriculture de Poitiers et de celle des Antiquaires de Normandie appuya le vœu émis par M. de la Fontenelle. M. Ludovic Vitet vint ensuite à Poitiers. Enfin une délibération du conseil général décida que le temple Saint-Jean serait conservé; peu de temps après, cet édifice avait reçu sa destination actuelle, et on lisait ces mots au-dessus de la porte d'entrée : MUSEE DES ANTIQUITES DE L'OUEST. 1834. — Après avoir fondé un musée, l'idée de s'associer pour la recherche, l'étude, la conservation et la description des antiquités de la province, se présentait naturellement; aussi, dans le courant de la même année, le 12 août 1834, M. de la Fontenelle inscrivait-il son nom parmi ceux des fondateurs de la Société des Antiquaires de l'Ouest, dont il fut vice-président en 1835, et président en 1838.

Dans les bulletins il a inséré :

- 1° Un rapport sur un fragment de manuscrit intitulé *Lymoges sous les Anglois*, 1835, p. 18.
- 2° *Discours d'installation comme président* (22 novembre 1837), p. 366 à 371.
- 3° *Notice sur une charte de 1085, concernant l'abbaye de Charroux*, 1838, p. 74.
- 4° *Allocution* prononcée dans la séance du 29 mars 1838, p. 80 à 85.
- 5° *Lettre à M. Fauriel sur la charte d'Alaon*, 1838, p. 119 à 123.
- 6° *Note sur le projet de restauration des tombeaux d'Oiron*, 1838, p. 162.
- 7° *Discours de clôture de l'année académique 1837-1838*, p. 163.
- 8° *Recherches sur les deux voies romaines de Limonum (Poitiers) à Juliomagus (Angers), et de Limonum au Portus Namnetum (Nantes)*, 1841, p. 81 à 156.

Dans les Mémoires il a publié :

- 1° *Recherches sur les peuples qui habitaient le nord de l'ancien Poitou sur la Loire et la mer, lors de la conquête des Romains et de l'introduction du christianisme*, t. I, 1835, p. 75 à 122, reproduites dans les notes du tome 1^{er} de l'édition de l'Histoire du Poitou de Thiébaudeau, publiée à Niort par Robin et Cie.
- 2° *Le siège de Parthenay en 1419*, t. I, p. 161 à 175. — Inséré également dans la Revue anglo-française, t. III, p. 405 à 416.
- 3° *La Fronde en Poitou*, t. I, p. 176 à 193.
- 4° *Le duc Guillaume Fier-à-Bras et la duchesse Emme*, t. III, 1837, p. 217 à 225. (Extrait de l'Histoire des comtes du Poitou.)
- 5° *Le Poitou et ses principaux souvenirs historiques*, discours prononcé à la séance publique du 19 août 1838, t. V, 1838, p. 5 à 18. — Inséré également dans la Revue anglo-française.
- 6° *Notice relative à une pièce d'argent sur laquelle on lit les mots : Guillelmo et Victoria*, t. V, 1838, p. 153 à 156, insérée aussi dans la Revue numismatique, 1838, p. 432.
- 7° *Recherches sur les vigueries et les origines de la féodalité en Poitou*, t. V, 1838, p. 326 à 480.
- 8° *Les coutumes de Charroux*, t. IX, 1842, p. 419 à 465.

Une *Notice sur Isabelle d'Angoulême*, dont M. de la Fontenelle s'est occupé jusqu'à ses derniers moments, était destinée à la Société des Antiquaires de l'Ouest, et sera publiée par ses soins.

Parmi les autres ouvrages de M. de la Fontenelle on peut encore citer :

- 1° *Les ladres de Niort*, in-8°, Bourbon-Vendée, 1832.
- 2° *Sur quelques erreurs historiques relatives au Poitou*, in-8°, Poitiers 1834.
- 3° *Sur l'architecture féodale, à l'occasion du château de Cherveux*, in-8°, Poitiers, 1835.
- 4° *Duel projeté à Bordeaux en 1285, pour décider de la couronne de Sicile*, in-8°, Poitiers, 1835.
- 5° *Philippe de Comynes en Poitou*, in-8°, Douai, 1836. — Mentionné par l'Institut.
- 6° *Notice sur Tristan Rouault*, in-8°, Niort et Poitiers, 1837.
- 7° *Notice sur les privilèges des verriers*, in-8°, Blois, 1837.
- 8° *Sur le commerce de Niort et de la Rochelle avec la Flandre, par Gravelines, au XIII^e siècle*, in-8°, Niort, 1837.
- 9° *Deux voyageurs du Poitou à Tombouctou (Paul Imbert et René Caillé)*, in-8°, Niort, 1838.
- 10° *Duplessis-Mornay à la Forêt-sur-Sèvres*, 1842, in-8° de 38 pages, etc., etc.

La plupart de ces mémoires sont mentionnés dans une note intitulée *Indication des principales publications historiques de M. de la Fontenelle de Vaudoré*. — Paris, Crapelet, 1839, in-8° de 15 pages.

(4) M. de la Fontenelle a été revêtu d'un grand nombre de titres scientifiques; il était conservateur des monuments historiques du Poitou et de l'Aquitaine du nord,

— correspondant du ministère de l'instruction publique pour les publications historiques (Comité des chartes, chroniques et inscriptions), — correspondant de la Commission royale d'histoire de Belgique, — inspecteur divisionnaire de la société pour la conservation et la description des monuments historiques, — correspondant de la Commission des archives d'Angleterre (c'est à lui qu'est dû l'envoi fait en 1835 à la bibliothèque publique de Poitiers d'un exemplaire des ouvrages publiés par cette Commission; 14 bibliothèques de France seulement possèdent cette grande et importante collection, sur laquelle M. de la Fontenelle a publié une notice en 1835, dans les *Bulletins de la Société d'agriculture*, t. v, p. 268), — président de la section d'archéologie et d'histoire au congrès de Caen (1833), — secrétaire général du congrès de Poitiers (1834), — président du congrès de Douai (1835), etc., etc. Il prit, en outre, une part active au congrès archéologique tenu à Poitiers, en 1843, par la Société française pour la conservation et la description des monuments historiques. Il présida la seconde séance, fut le président et le rapporteur de la commission des vœux (son rapport est inséré dans le compte rendu de ce congrès, p. 226 à 236), et, indépendamment d'un grand nombre de communications verbales, il donna une note sur les diverses formes des tombeaux chrétiens déconvertis en Poitou, et sur les matières dont ils sont composés (*ibid.*, p. 201 à 205).

M. de la Fontenelle était membre d'un grand nombre de sociétés savantes. Sans parler de celles d'agriculture de Poitiers et des Antiquaires de l'Ouest, dont il a été question ci-dessus, il appartenait aux Sociétés des Antiquaires de France, — de Normandie, — de la Morinie, — de la Picardie et du Midi, — à celle de l'Histoire de France, — à l'Institut historique, — aux Sociétés académiques d'Angers, Angoulême, Blois, Bourbon-Vendée, Caen (3 sociétés); Cherbourg, Douai, Evreux (2 sociétés), Falaise, le Mans, Metz, Nantes, Niort (2 sociétés); Orléans, Rochefort, Rouen, Saint-Quentin, Tours et Valence; — à la Société géologique de France, — à la Société Linnéenne de Normandie, — et à l'Association agricole du centre de l'Ouest. — Enfin, hors de France, il était membre de la Société des Antiquaires de Londres et de l'Association britannique d'archéologie; il avait été désigné pour faire partie de celle des Antiquaires du nord de l'Europe, à Copenhague. — Mais, parmi toutes ces distinctions académiques, le titre dont il devait être le plus fier était sans contredit celui de membre correspondant de l'Institut de France (académie des inscriptions et belles-lettres), qui lui avait été accordé en 1838.

COMPTE RENDU.

Pendant le 4^{er} trimestre de 1847, la Société s'est réunie les 7 et 24 janvier, 19 février et 18 mars, et dans ces quatre séances elle a entendu les lectures suivantes :

1^o Une allocution de M. Lecointre-Dupont pour l'installation du nouveau bureau ;

2^o Le discours d'installation de M. Faye, inséré au présent bulletin ;

3° Une note de M. de Chergé sur des tombeaux et sépultures trouvés à Charroux ;

4° La suite de l'histoire de la cathédrale de Poitiers, par l'abbé Auber ;

5° Un rapport de M. Lecointre-Dupont, au nom de la commission chargée de l'examen d'une proposition de M. Pilotelle, tendant au dégagement du côté sud de l'église Notre-Dame de Poitiers ;

6° Un rapport de M. l'abbé Auber sur les questions choisies pour être présentées au congrès de Tours ;

7° Les notes historiques et bibliographiques sur M. de la Fontenelle, par M. Faye, insérées au présent Bulletin.

8° Une note sur une nouvelle manière de prendre des empreintes de médailles au moyen de la pile de Volta, par M. Jeannel ;

9° Une note de M. Lecointre-Dupont sur des monnaies offertes par M. Villain ;

10° La description et l'explication par M. Cousseau d'une monnaie de Simon Machabée, offerte par M. Villain ;

11° Quelques observations sur les noms de lieux dans le département de la Vienne, par M. Rédet (1^{re} partie).

Admissions.

Ont été admis comme membres titulaires résidants : MM. De-rome, doyen de la faculté des lettres, et Godet, avocat, docteur en droit ;

Comme membres titulaires non résidants : MM. l'abbé Boisla-beille, vicaire à Châtellerault ; Villain, docteur en médecine à Vouillé, et Letourneux, juge de paix à Lusignan.

Dons.

Pendant ce trimestre, les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par M. Chaudruc de Crazannes, de Montauban, *Notice sur une statuette antique en bronze d'Isis, récemment découverte aux environs de Toulouse* ; — Par l'administration du *Journal du génie civil*, les livraisons

44 et 45 de ce journal ; — Par M. Mauduyt, *Un mot sur un morceau de quartz d'une variété singulière* ; — sur une substance minérale non décrite, par M. Mauduyt père, et analyse de cette même substance, par M. Mauduyt fils ; — Par M. l'abbé Àuber, la table générale des dix premiers volumes du Bulletin monumental ; — Par la Société Française pour la conservation des monuments, le n° 8 du tome 12 du Bulletin monumental ; — Par l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont, les n° de septembre, octobre, novembre et décembre 1846 des *Annales de l'Auvergne* ; — Par M. Bouillet, de Clermont-Ferrand, le n° 4 du tome 7 des *Tablettes historiques de l'Auvergne* ; — Par M. Didron, les n° 1, 2 et 3 du tome 6 des *Annales archéologiques* (souscription de la Société) ; — Par M. Barthélemy, 1° *Observations sur quelques points de numismatique gauloise* ; 2° *Explication de quelques monnaies baronales inédites* ; — Par l'administration du journal *l'Institut*, les n° de novembre et décembre 1846, janvier 1847, et la table du volume de 1845 ; — Par M. de la Liborlière, le n° du 3 décembre 1846 du *Journal de la Vienne* ; — Par l'administration du journal *le Tournoi, journal des concours*, le premier n° de ce journal ; — Par M. de Caumont, le premier n° du *Bulletin de correspondance des sociétés savantes* ; — Par M. Virgile Galland, rédacteur de *l'Argus soissonnais*, un rapport sur une inscription trouvée près de Soissons ; — Par l'Académie de Dijon, le programme d'un concours pour l'année 1847 ; — Par M. Charles Dufour, d'Amiens, *Notice sur un cachet d'oculiste romain* ; — Par la Société de l'Histoire de France, le n° 12 de son bulletin de l'année 1846 ; — Par M. Charles des Moulins, de Bordeaux, *Quelques faits à ajouter à la description monumentale de la ville de Bazas* ; — Par M. Garnier, d'Amiens, *Historia regalis abbatiæ Corbeiensis* ; — Par M. Fillon, de Bourbon-Vendée, *Les Vendéens à Fontenay* ; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, son bulletin du quatrième trimestre de 1846.

Monnaies et médailles.

Par M. Mauduyt, médaille de la fédération de 1790 ; — Par M. Villain, 1° monnaie en bronze de Simon Machabée ; 2° tetradrachme en argent de Ptolémée Soter ; 3° deux petits bronzes d'Agrippa II, roi de Judée ; 4° Gallien P B ; 5° Maximien P B ;

6° Constantin P B ; 7° Magnence P B ; 8° Crispus P B ; 9° pièce du siècle de Justinien ; 10. monnaie arabe ; 41° monnaie italienne ; 12° monnaie du Bas-Empire ; 43° trois monnaies chinoises ; 14° cinq monnaies des colonies anglaises et hollandaises dans les Indes ; 15° une monnaie sicilienne.

Objets divers.

Par M. Mauduyt, au nom de M. Lefranc, 2 ferrements trouvés dans l'église St-Nicolas ; — Par le même, au nom de M. Letourneux, fragments d'un casque trouvés à Lusignan ; — Par M. Faye, 1° cachet des hospices de Poitiers pendant la révolution ; 2° lampe antique trouvée en 1837 dans l'île de Milo ; 3° émail représentant sainte Scolastique.

Chronique.

Dans la séance du 7 janvier 1847, la Société a nommé une commission du musée et des fouilles, composée de MM. Pressac, Mauduyt, Pilotelle, Lecointre-Dupont, et Dupré, architecte. Cette commission a été invitée à surveiller d'une manière spéciale les travaux de terrassement du chemin de fer, travaux qui pourront faire découvrir de nombreux objets d'antiquité.

Plusieurs questions intéressant à des titres différents la Société ont été discutées pendant ce trimestre.

Les réparations nouvellement faites à l'église Notre-Dame font regretter que le côté sud de ce monument ne soit pas dégagé des ignobles constructions qui le masquent. Sur la proposition de M. Pilotelle, la Société a nommé une commission composée de MM. Pilotelle, Lecointre-Dupont, Beauchet-Filleau, Dupré et Auber. La commission, après un consciencieux examen des lieux, fait de concert avec M. le curé de Notre-Dame, a présenté un projet qui, en respectant les droits de la fabrique et les nécessités du culte, permettrait de dégager le côté sud de l'église.

Le débadigeonnage de la sacristie de Sainte-Radégonde a fait découvrir des traces de peintures sur les nervures de la voûte. Les figures des trois personnes de la Sainte-Trinité et les symboles

des quatre évangélistes étaient peints également. On travaille à restaurer ces peintures.

M. Raimbeault, percepteur à Lusignan, a signalé à la Société la découverte de nombreux débris gallo-romains près de sa maison d'Écuré, à 300 mètres environ de la voie romaine de Poitiers à Saintes. Il y a trouvé notamment, au milieu d'un lit considérable de cendres recouvertes de blocs de silex, de nombreux fragments de poterie, les uns rouges, les autres couleur d'ardoise, et plusieurs urnes en verre, qui ont été brisées pour la plupart; il a pu sauver cependant un petit *lecythus* avec ses anses, et un beau vase, de forme carrée, ayant 18 centimètres de hauteur et portant sous les angles du fond les lettres G N I O. L'anse seule, qui est cannelée, était détachée du vase. M. Raimbeault avait déjà, à d'autres époques, recueilli dans le même endroit d'autres objets d'antiquité du même genre, et tout fait espérer que de nouvelles fouilles procureront de nouvelles richesses.

AVIS.

La Société ayant décidé que le catalogue des ouvrages composant sa bibliothèque serait publié à la fin des bulletins de 1846, la rédaction et l'impression de ce catalogue ont retardé l'envoi des numéros de septembre et de décembre. Ces deux bulletins réunis seront adressés sous peu aux membres de la Société.

Le volume des Mémoires de la Société pour l'année 1845 vient de paraître. Le prix de ce volume est de 6 fr. 50 cent. pour les membres de la Société et les libraires qui le prennent chez le trésorier, M. Rédet, et de 8 fr. pour les autres personnes.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1847.

SOMMAIRE.

- I. — *Notice* sur Guy Eder, baron de Fontenelles, ligueur breton, par M. GUIMARD.
 - II. — *Notice* sur les annotations de Jean Vincent de Melle, professeur de l'université de Poitiers, à un ouvrage de grammaire intitulé *Grecismus*, par M. LECOINTRE-DUPONT.
 - III. — *Nouvelles observations* sur une tessère romaine en ivoire, par M. MANGON DE LA LANDE.
 - IV. — *Note* sur quelques monnaies antiques, par M. LECOINTRE-DUPONT.
 - V. — *Description* d'une peinture murale du XVII^e siècle, découverte récemment dans la cathédrale de Poitiers, par M. l'abbé AUBER.
 - VI. — *Compte rendu et Chronique*.
-

NOTICE

SUR *Guy-Eder*, BARON DE FONTENELLES, LIGUEUR BRETON,

Par M. GUIMARD, membre correspondant.

Guy Eder, baron de Fontenelles, naquit en Bretagne en 1573, au château de Beaumanoir (1), dans la paroisse de Vieux-Bourg-Quintin, en la terre de Leslay, département des Côtes-du-Nord.

Il commença ses études au collège de Boncour, à Paris, et les interrompit fort jeune pour donner déjà des preuves de ce caractère aventureux et cruel qui plus tard coûta tant de sang à la Bretagne.

Dès l'âge de seize ans (1589), il déserte le collège; du prix qu'il

(1) Ce château existe encore aujourd'hui. Il appartenait, il y a quelques années, à MM. de Gravenreuth et de Reingberg, chambellans du roi de Bavière, descendants par les femmes de la branche *Eder* de la maison de Beaumanoir. Il a été vendu, en 1832, à M. Charles-Thérèse du Merdy de Catuëlan.

retire de la vente de ses livres d'étude et de ses vêtements, il achète une épée et un poignard, et prend la route d'Orléans pour aller rejoindre le duc de Mayenne, qui commandait l'armée de la Ligue; mais à peine a-t-il fait quelques lieues, qu'il est dévalisé par des voleurs et obligé de revenir au collège qu'il a abandonné.

Quelques mois plus tard, au moment où le duc de Mercœur, profitant du trouble et de la confusion que venait de causer la mort du duc de Guise, avait soulevé la province de Bretagne et fait prendre les armes aux paysans contre leur souverain légitime, en excitant leur fanatisme religieux, Fontenelles s'enfuit de nouveau du collège, revient en Bretagne, où il embrasse le parti de la Ligue.

Sa naissance (1), la considération dont jouissait sa famille, son esprit actif et entreprenant, son courage, son audace et sa beauté physique, lui donnent sur la populace, à laquelle il se mêle, une supériorité qu'elle s'empresse de reconnaître.

Il s'entoure bientôt d'une jeunesse hardie, impétueuse, propre en un mot à seconder ses projets. Sa petite troupe organisée et bien armée, il parcourt le pays, attaque à l'improviste les bourgades et les villages, les pille, fait prisonniers tous ceux auxquels il suppose les moyens de lui payer une forte rançon, quel que soit d'ailleurs le parti auquel ils appartiennent.

Ses premiers succès l'enhardissent, et bientôt il étend ses excursions jusque dans le comté de Tréguier; il pousse même l'audace jusqu'à tenter de se rendre maître de Guingamp, afin de

(1) Plusieurs historiens disent que la maison d'*Eder* était une branche de celle de Beaumanoir; d'autres prétendent seulement que Guy n'avait d'autre rapport avec cette famille que d'être né dans un château qui lui appartenait, mais qu'il n'existait entre ces deux maisons aucun lien de parenté. Je suis très-porté à considérer les *Eder* comme formant une famille particulière, et non pas comme une branche des Beaumanoir. Mais tout s'accorde pour faire présumer que, dans le courant du xv^e siècle, une alliance lui avait fait donner la dénomination d'*Eder-Beaumanoir*.

Cette famille, alliée à plusieurs bonnes maisons de Bretagne, figura dans la chevalerie dès le xiii^e siècle.

Elle a donné un évêque à Saint-Brieuc de 1428 à 1430. Elle portait de gueules à la fasces d'argent accompagnée de trois quintefeuilles de même. (Voir dom Morice, *Le Borgne*, Du Paz, page 714.)

s'en faire un lieu de refuge ; mais il ne peut parvenir à surprendre la vigilance de Kergomar, gouverneur de cette ville, et, obligé de se retirer, il dirige ses vues vers le château de Coëtfrec, situé près de Lannion, habité en ce moment par la femme du baron d'Avaugour, et défendu par une faible garnison.

Il réussit facilement à s'en rendre maître, le fortifie de son mieux, et, ainsi placé au milieu d'un riche pays, il commence par ravager *Lannion*, *Paimpol*, va jusque dans le pays de *Léon*, prend la ville de *Landerneau*, qu'il abandonne au pillage de sa troupe; celle de *Mésarnou*, où il enlève une jeune orpheline nommée *Marie de Koadelan*, fille de *Lancelot le Chevoir* et de *Renée de Koëtlogon*, riche de neuf à dix mille livres de rente, âgée de huit à neuf ans. Il la fit élever dans un cloître, l'épousa dans la suite, et, chose étonnante, dit le chanoine Moreau (1), il en fut aimé avec passion (2).

Le garnison de Tréguier, avertie de ses brigandages, s'avance vers le château de Coëtfrec, présente l'assaut, et débusque Fontenelles, qui est forcé de capituler.

Ainsi chassé, il se dirige vers Carhaix qu'il ravage; il s'empare de l'église, la fortifie, et la met à même de résister à un vigoureux coup de main.

Le prince de Dombes, le marquis de Koëtquen, Kergomar, Liscouet, et plusieurs capitaines royalistes venaient de mettre le siège devant Craon, lorsque de graves plaintes furent portées au duc de Mercœur, par les habitants de Château-Neuf-du-Faou, contre le baron de Fontenelles, qui, disaient-ils, bien qu'ils appartenissent au parti de la Ligue, les pillait, et les traitait avec plus de cruauté que ne l'eût fait l'ennemi lui-même. Le duc le fit arrêter et emprisonner; et en ce moment Fontenelles eut couru risque de perdre la vie, si les circonstances n'eussent été aussi critiques, et si le duc, ayant besoin de réunir le plus de forces possible, ne se fût laissé fléchir par l'intervention des

(1) Histoire de la Ligue en Cornouailles (édition de Mesmeu).

(2) M. Hersart de la Villemarqué a publié, dans son Recueil des chants populaires en Bretagne (3^e édition), une ballade bretonne sur cet épisode de la vie de Fontenelles, intitulée : *Fontenelles le Ligueur*.

autres capitaines. Il pardonna donc à son prisonnier, lui ordonna de se mettre à la tête de sa troupe, et de venir le rejoindre à Redon, afin d'aller avec lui attaquer les royalistes et les contraindre à lever siège de Craon.

Fontenelles obéit à ces ordres; mais, l'expédition terminée, il oublie bien vite le pardon qui vient de lui être accordé, et, ne trouvant pas le poste qu'il s'est choisi dans l'église de Carhaix assez sûr, il jette les yeux sur le château du Granec, que son propriétaire, Bellangé-Prémarmia, avait fait fortifier de manière à résister à une attaque sérieuse, et dans lequel *se trouvaient six moyennes pièces de canon en fonte verte.*

Convaincu que sa faible troupe ne lui suffirait pas pour se rendre maître de cette place de vive force, il songe à s'en emparer par la ruse.

Le bruit courait en ce moment que les royalistes étaient sur le point d'attaquer ce château avec du canon. Bellangé-Prémarmia devait naturellement, dans cette circonstance, avoir recours à son meilleur ami, Carné-Rosampoul, gouverneur de Morlaix; aussi Fontenelles envoya-t-il six de ses hommes lui annoncer qu'ils viennent de la part de Carné-Rosampoul l'avertir que l'attaque doit avoir lieu dans deux jours, qu'ils sont chargés par leur maître de l'informer qu'ils sont suivis par un corps de troupes qui arrive à son secours.

Prémarmia, trop crédule, fait abaisser le pont-levis et leur donne asile; à peine sont-ils introduits, que, saisissant le moment où les soldats du poste déposent leurs armes sur les tables du corps-de-garde, ils s'en emparent, arrêtent le maître du château et ses gens, qu'ils trouvent désarmés, les attachent, les enferment dans la grande tour, et déclarent occuper la place au nom de leur chef, *Guy Eder, baron de Fontenelles.* Averti du succès de sa perfide ruse, celui-ci se rend immédiatement au château, et bien qu'il appartienne au même parti que Bellangé-Prémarmia, il le chasse de sa propre demeure, sans lui permettre d'emporter même un seul de ses meubles.

Les populations environnantes, indignées de cette trahison, ravagées elles-mêmes par les fréquentes excursions de Fontenelles, et averties en outre que lors de ses sorties il ne laisse au château

qu'une faible garnison, tentent une nuit de l'en chasser à son tour; mais, peu aguerries, mal dirigées, elles se contentent de retrancher les chemins qui avoisinent le Granec, et s'endorment ainsi en toute sécurité. Fontenelles, averti par ses coureurs, revient sur ses pas avec une cinquantaine d'hommes seulement, force les retranchements mal gardés, surprend, une demi-heure avant le jour, les paysans endormis, et en massacre sept ou huit cents.

Sa férocité était telle, qu'il alla jusqu'à défendre aux parents de ses victimes de leur donner la sépulture. Tous ceux qui tentèrent de le faire la nuit furent impitoyablement massacrés. On raconte même qu'un jour qu'il se promenait aux environs de Granec, accompagné de Bellangé-Prémairia, de Jean de Rosmar (4) et de plusieurs autres seigneurs, on lui demanda s'il n'était pas incommodé par la puanteur qui s'exhalait des cadavres en putréfaction, il répondit que l'odeur d'un ennemi mort était toujours douce et agréable.

Maître de ce poste réputé imprenable, dominant une riche contrée sur laquelle il peut à l'aise exercer ses ravages, il s'occupe de le fortifier encore; aussi bientôt le voit-on joindre à l'église de Saint-Trémur de Carhaix, qu'il occupait déjà, le château de Cré-

(1) Jean de Rosmar, sieur du Murion, était l'un des lieutenants de Fontenelles, ainsi que cela résulte de la pièce suivante dont l'original se trouve aux archives du département des Côtes-du-Nord, déposées à la préfecture à Saint-Brieuc :

« Nous, Guy Eder, sieur de Fontenelles, capitaine de cent *chevaux légers* et
» deux cents *homme de pied*, gouverneur du fort de l'Isle-Guyon, ville de Douarnenez et pays circonvoisin, sous l'auctorité de monseigneur le duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, certifions à tous ceux qui cestes présentes verront que
» escuyer Jean du Rosmar, sieur du Murion, l'un de nosd. *chevaux légers*, lequel a
» esté en nostre service par temps de cinq ans ou plus durant, lequel auroit esté
» par nous employé et commendé tant aux affaires de la guerre que à négocier nosd. affaires et particulièrement.

» Nous estant bien acertainé de ses comportements et négociations, adérons et
» approuvons de nostre auctorité ce qui a esté fait, tant levée extraordinaire de deniers que toutes autres gestions, comme les ayant faict de nostre auctorité, adveu et commendement, et l'en deschargeons par foy et sermant.—En foy de quoy
» lui avons signé et délivré ceste. A l'Isle-Guyon ce 8^e jour d'octobre 1596. »

FONTENELLES.

(Sceau ovale représentant un écusson carré ou en bannière, portant une fasces accompagnée de trois quintefeuilles.)

mence, près du Faouët, et le château de Corlay, qu'il avait trouvé moyen d'enlever aux royalistes. Il tenait donc ainsi constamment en échec tout l'évêché de Cornouailles. Il s'empara successivement de *Quimper*, *Quimperlé*, *Quintin*, *Lannion*, *Morlaix*, *Roscoff*, situé au delà de Saint-Pol-de-Léon, et alla même jusqu'à Plancoët, où, dans une rencontre, il massacra un nombre considérable de paysans.

Il s'était adjoint depuis quelque temps *Anne de Sansay*, comte de *Magnane* (1), autre fléau de la basse Bretagne, qui occupait avec lui le château de Corlay (1595). Le maréchal d'Aumont parcourait en ce moment le pays, et passant à Corlay, il le fit sommer de rendre ce château, le menaçant, s'il lui laissait le temps de mettre ses canons en batterie, de ne lui faire aucun quartier. Fontenelles, effrayé de cette menace, fit sortir un de ses soldats pour qu'il allât s'assurer si le maréchal avait réellement des canons; mais il eut l'imprudence de confier cette mission à un homme peu sûr que l'on fit boire, et auquel on montra de loin des chariots qu'il prit pour de l'artillerie. On le mena ensuite à Guingamp, où on lui fit voir quelques canons sans affûts. Il était tellement ivre, qu'il ne s'aperçut pas même du trajet qu'on lui avait fait faire, et qu'il rentra en assurant à Fontenelles qu'il avait vu un nombre considérable de canons et tout le matériel nécessaire. Celui-ci, ajoutant foi à ses paroles, se rendit à composition.

Ainsi débusqué de ce poste, il gagna le château de Crémence, où il continua d'exercer ses brigandages accoutumés.

Quengat, gentilhomme royaliste, avait fait de vains efforts pour établir un poste fortifié à Douarnenès; il ne put y parvenir qu'après la reddition de Quimper. Ce gentilhomme avait fixé sa demeure dans l'île Tristan, qui joint le bourg de Douarnenès par une petite langue de terre que recouvre la marée haute. Fontenelles, présumant qu'il devait y avoir un grand butin à faire dans le châ-

(1) Le comte de Magnane était un seigneur breton qui se disait du parti de la Ligue, et qui profitait du trouble qui régnait en Bretagne pour piller indistinctement amis et ennemis. En 1596, pendant une trêve, à la tête de cinq ou six cents hommes, il s'empara de la ville de Quintin, d'où il fut si promptement débusqué par Kergomar, gouverneur de Guingamp, qu'il fut obligé d'abandonner tout son butin aux mains de ses ennemis.

teau, quitte Crémence, et tombe à l'improviste sur Douarnenès.

Quengat, qui avait supposé qu'en cas d'attaque on ne pouvait manquer de commencer par le bourg, et qu'il aurait ainsi le temps de se mettre en défense où de prendre la fuite par mer, se tenait peu sur ses gardes; mais Fontenelles attaque simultanément le bourg et l'île, en sorte que Quengat, surpris dans son lit, est fait prisonnier avec une partie de sa garnison, et emmené à Crémence, où, suivant sa coutume, Fontenelles, qui avait déjà fait en cette circonstance un riche butin, les traite avec la plus noire férocité, afin d'arracher à ceux qui étaient à même d'en payer une, la plus forte rançon possible.

A quelque temps de là, se souvenant que Douarnenès pouvait lui offrir un asile en quelque sorte inexpugnable, il prit le parti d'y établir sa demeure.

Kermoquer, gouverneur de Quimper, et Dupré, qui commandait la garnison de cette ville, ne songeant à opposer aucune résistance aux excursions de Fontenelles. Cette négligence manqua coûter la vie au capitaine Dupré, que le roi fut sur le point de mettre en jugement pour son inconcevable incurie.

Les habitants de Plougastel, ceux des villages environnants, voyant l'apathie des troupes, et sentant que le voisinage d'un pareil hôte était à redouter pour eux, prennent les armes afin de s'opposer à la réalisation de son projet.

De son côté, Fontenelles, averti de leur détermination, et comprenant le danger qu'il y avait pour lui à attendre l'attaque de ses ennemis à Douarnenès, où il n'avait pas encore eu le temps de se fortifier convenablement, marche au-devant d'eux; il les rencontre au milieu de la lande de Saint-Germain, dans laquelle il détache quelques cavaliers qui vont les provoquer, tandis que lui, à la tête du gros de sa troupe, se met en embuscade à une faible distance. Les paysans, à la vue des hommes détachés par Fontenelles, se débandent pour les poursuivre; ceux-ci feignent de prendre la fuite; en ce moment Fontenelles tombe sur eux à l'improviste, et en fait un tel carnage qu'on évalue à quinze cents le nombre des morts.

Cette victoire facile le rend maître de la campagne, sur laquelle il prélève, à six ou sept lieues à la ronde, de lourdes contributions

à l'aide desquelles il s'installe à Douarnenès, d'où il ne sort plus, pendant toute la guerre, que pour commettre de nouveaux forfaits.

Il prend un jour le parti d'attaquer *Penmarch*. Les paysans, informés de ce projet, s'arment contre lui, et fortifient l'église de Tréoutré, où ils enferment ce qu'ils ont de plus précieux. Fontenelles, avant d'attaquer cette position, conçoit le hardi projet d'aller s'assurer par lui-même de la nature des fortifications élevées par ses ennemis. Il s'y rend donc un jour accompagné de Laboulle, son lieutenant (1), et de quelques-uns des siens. Il se présente pour boire et jouer aux quilles avec les paysans. Cette imprudence faillit lui coûter la vie ; reconnu presque aussitôt par plusieurs d'entre eux, il fut sur le point d'être massacré, et ne dut son salut qu'à l'intervention d'un d'eux, qui, exerçant une certaine autorité sur la foule, l'empêcha d'être assassiné.

Fontenelles, échappé à ce danger, retourne à Douarnenès, et donne l'ordre à sa troupe de marcher immédiatement sur *Penmarch*. A son approche, les habitants se retirent dans leur fort. Il attaque d'abord l'église et engage les assiégés à parlementer ; ils y consentent, et tandis qu'il les occupe d'un côté sous prétexte de pourparlers, ses soldats s'introduisent d'un autre, massacrent un grand nombre d'hommes de la garnison, et font les autres prisonniers. Le butin que fit Fontenelles dans cette circonstance fut si considérable qu'il en chargea trois cents petits navires qu'il saisit à *Penmarch*, et qu'il emmena avec lui à Douarnenès.

Ce fut avec cette petite flotte que plus tard il parcourut les mers, prit et pillait un vaisseau anglais qu'il coula à fond ainsi que tout son équipage.

Le capitaine Dupré, honteux des reproches qui lui avaient été adressés par le roi, résolut d'attaquer Fontenelles et de s'en rendre maître ou de perdre la vie. Ce fut ce qui lui arriva. S'étant présenté devant Douarnenès avec une troupe de mille à douze cents hommes, il s'approcha le premier du fort et fut tué dès le commencement de l'action ; ses soldats effrayés renoncèrent à l'attaque en se retirant.

(1) *Laboulle* était un cordonnier d'une grande force physique, que Fontenelles s'était choisi pour lieutenant, et qui, disent les historiens, était encore plus féroce et plus sanguinaire que lui.

Pendant une trêve (1), Fontenelles avait su se concilier les bonnes grâces d'un certain capitaine nommé Duclou, qui commandait la garnison de Quimper. Ce capitaine avait promis de lui livrer la ville. Dans cette intention, il s'était retiré avec son régiment à une lieue en dehors de Quimper, sous prétexte d'observer les mouvements de l'ennemi ; mais en réalité il avait choisi ce poste pour pouvoir conférer secrètement la nuit avec Fontenelles.

Saint-Luc, général royaliste, ayant eu avis de ce projet de trahison, se rend à Quimper. A son arrivée, il eut d'abord l'intention de faire arrêter Duclou ; mais il préféra le mander près de lui, et lui faire connaître ses soupçons. Celui-ci ne chercha en aucune sorte à nier ses rencontres nocturnes avec Fontenelles ; seulement il prétendit que c'était un piège qu'il lui tendait, et qu'il était prêt à le livrer aussitôt qu'il en recevrait l'ordre. Saint-Luc lui enjoignit de le faire et lui accorda vingt-quatre heures pour le lui amener prisonnier. Aussitôt Duclou écrit à Fontenelles que, le moment lui paraissant propre à l'accomplissement de leur projet, il ait soin de venir la nuit suivante au lieu et à l'heure habituels de leur rendez-vous. Lui-même précède Fontenelles de quelques heures, et fait placer une trentaine d'arquebusiers derrière les haies voisines. Celui-ci arrive bientôt suivi de son lieutenant Laboulle. Duclou l'embrasse, cause quelques instants avec lui de la reddition de Quimper, et à un signal donné ses gens tirent quelques coups d'arquebuses ; Laboulle monte aussitôt à cheval et s'enfuit. Fontenelles veut le suivre à pied, mais une blessure qu'il avait reçue à la jambe au siège de Corlay arrête sa course, et il est saisi par Duclou, qui le retient dans ses bras jusqu'à l'arrivée de ses gens. On le conduit prisonnier à Quimper, où chacun désirait le voir livrer à la justice. Saint-Luc voulait d'abord l'envoyer à Rennes, afin qu'il fût jugé par le parlement ; mais il se décida enfin à le traiter en prisonnier de guerre, et le relâcha en exigeant de lui une rançon de quatorze mille écus.

Cet échec ne le déconcerte pas ; il retourne aussitôt à la tête de sa troupe dans la Cornouailles, et revient encore une fois tenter

(1) Cette trêve commença le 26 décembre 1595, et dura quatre mois et quelques jours.

l'attaque de Quimper. Confiant dans les intelligences qu'il s'est ménagées à l'intérieur, il présente l'assaut, mais il est forcé de se retirer sous une grêle d'arquebusades. Il retourne à Douarnenès, rassemble tout ce qu'il a de monde, et à la tête de mille à douze cents hommes, cavaliers et fantassins, il attaque de nouveau Quimper, qu'il espère cette fois enfin prendre de vive force.

Il se regardait, disent les historiens, comme tellement sûr du succès, qu'il avait emmené plusieurs charrettes et qu'il avait fait venir par mer plusieurs bateaux pour emporter le butin sur lequel il comptait.

Il arrive par les rabines de Pral-Amar, attaque la ville du côté des Capuçins, enlève une première barrière à l'entrée du faubourg, et parvient jusqu'à la place Saint-Mathieu.

Jean de Cochelain était par hasard arrivé le matin à Quimper avec sept cavaliers et un trompette; au premier signal, il fait monter ses hommes à cheval, se met à leur tête et court à la rencontre de Fontenelles.

De son côté, le capitaine Mayence était depuis la veille caserné avec deux cents fantassins au faubourg de la rue Neuve, du côté de Faourë. Fontenelles, prenant Cochelain et ses cavaliers, auxquels s'étaient joints quelques jeunes gens de la ville qui faisaient grand bruit, pour l'avant-garde d'un corps considérable de cavalerie; voyant, d'un autre côté, s'avancer les fantassins de Mayence, dont il ignorait la présence en ces lieux, prend la fuite en laissant sur la place plus de quarante morts; ses charrettes lui servent à remporter ses blessés, et ses bateaux retournent vides à Douarnenès.

Il perdit en outre dans cette circonstance cinquante à soixante chevaux, et une grande quantité d'armes.

Voulant réparer ce désastre, il se dirige vers la petite ville de Ponte-Croix. Les habitants avaient, pour se défendre contre lui, fortifié leur église (Notre-Dame-de-Rosandon). Ses soldats enlèvent en peu d'instants les barricades qui protègent la ville, massacrent ceux qui les défendent. Ceux qui peuvent échapper à cette affreuse boucherie se réfugient dans l'église, qui est bientôt elle-même forcée de se rendre; mais la tour, n'ayant qu'une seule issue, résiste encore quelque temps. Fontenelles, voyant qu'il ne peut

pàs facilement s'en rendre maître, engage les habitants, à capituler, et promet, *sous la foi du serment*, de les laisser se retirer en sûreté *bagues et vies sauves*.

Ville-Rouault, gentilhomme du pays qui commandait la population, descend le premier, accompagné de sa femme, la dame de *Kerbullic*, et d'un prêtre, le recteur de *Cosquer*; ils vont pour saluer Fontenelles, qui ordonne qu'on pendre Ville-Rouault et Cosquer à l'instant; mais auparavant ce monstre livre la dame de Kerbullic à ses soldats, qui accomplissent sur elle, en présence même de son mari, les plus atroces brutalités.

Cet acte infâme n'est pas le seul de ce genre qu'ait commis Fontenelles; on raconte qu'un jeune seigneur avait obtenu de lui et du duc de Mercœur un sauf-conduit; mais Fontenelles, bientôt informé qu'il est possesseur d'une fortune considérable et qu'il a une femme d'une rare beauté, fait cerner son château la nuit, le fait conduire de chambre en chambre, afin qu'il livre tout ce qu'il possède de précieux, puis le poignarde, et sur son cadavre encore fumant déshonore sa jeune épouse. Il fait ensuite attacher des chats furieux au cou d'un enfant nouveau né, qui meurt bientôt dans d'affreuses tortures.

Les personnes qu'il emmena de Ponte-Croix furent jetées par lui dans des cachots infects où elles mouraient en fort peu de temps (1).

Ces atroces cruautés avaient rendu son nom exécration dans toute la Bretagne; aussi Sourdéac, gouverneur de Brest, prit-il la résolution de l'en délivrer.

Il vint mettre le siège devant Douarnenès; pendant quelques temps cet état de choses n'eut d'autres résultats que d'arrêter les excursions de Fontenelles. Les assiégés tentèrent plusieurs sorties qui n'amènèrent aucun changement dans les positions réciproques

(1) « Ils étaient tellement pressés dans les cachots où il les fit jeter, » dit le chanoine Moreau, « qu'ils ne pouvaient aucunement se remuer, et ne pouvaient autrement se reposer que sur leurs excréments, où ils trempaient bien souvent jusqu'aux genoux, et n'avaient autre sépulture après leur mort que le ventre des poissons. » (*Histoire de la Ligue en Cornouailles*, édition Mesmen.)

des parties belligérantes. Le capitaine Mayence perdit la vie dans une de ces escarmouches (1).

Enfin Sourdéac, averti que les ligueurs venaient au secours de Fontenelles, et ne se sentant pas en mesure de leur résister, se vit contraint de lever le siège.

Henri IV, vainqueur des derniers rebelles d'Amiens, s'avancait vers la Bretagne pour mettre un terme aux désordres qui désolaient cette province; il était déjà parvenu aux Ponts-de-Cé, près d'Angers, et avait reçu en chemin les soumissions de *Vannes*, d'*Hennebon*, d'*Ancenis*, de *Machecoul*, de *Belle-Île*, etc., etc., lorsqu'il vit venir à lui la duchesse de Mercœur, qui, se jetant à ses pieds, implorait la grâce du duc son époux.

Le roi lui fit un accueil des plus froids; mais la belle Gabrielle, touchée des larmes de la duchesse, implora et obtint la grâce de Mercœur.

Le traité de pacification fut signé le 20 mars 1598, et Mercœur, rétabli dans ses *biens et honneurs*, sauf le gouvernement de la Bretagne, qui lui fut retiré, reçut, à titre d'indemnité, pour lui et ses capitaines, la somme énorme de 4,295,350 livres (2).

Fontenelles eut un délai de quinze jours pour faire sa soumission au roi; avant l'expiration de ce délai, il déposa les armes, mais il n'eut aucune part aux quatre millions qu'avait reçus le duc de Mercœur.

Le roi, en lui pardonnant tous ses crimes, le laissa maître du château de Douarnenès, et lui accorda des lettres d'abolition (3) dont la seule lecture, disent les historiens, faisait horreur, et que le parlement ne consentit à enregistrer *que sauf le droit des opposants*.

Ce pardon ne lui fut, dit-on, accordé que dans la crainte qu'il ne livrât Douarnenès aux Espagnols, avec lesquels on était encore en guerre.

Quatre ans plus tard, Fontenelles, dont l'esprit turbulent s'ar-

(1) Son corps fut porté à Quimper et enterré dans l'église, en récompense des services qu'il avait rendus au pays, et parce que sa femme était sœur de l'évêque de cette ville.

(2) Voir les Mémoires de Sully.

(3) Ces lettres d'abolition furent données à Angers au mois d'avril 1598, et enregistrées par le parlement de Rennes le 26 mai suivant.

rangéait mal du calme dans lequel il vivait, fut accusé de complicité dans la conspiration du maréchal de Biron. On parvint à découvrir des preuves incontestables de sa complicité (1). Ce nouveau trait de perfidie rappela toutes les horreurs qui avaient souillé sa vie ; il fut donc, au nom du roi et à la requête de la famille de la Ville-Rouault, qu'il avait si indignement flétrie, traduit devant le Grand-Conseil, et appliqué, malgré les supplications et les pleurs de Marie de Koadélan, son épouse, à la question ordinaire et extraordinaire, puis rompu vif sur la roue en place de Saint-Jean-de-Grève, où il languit environ six quarts d'heure (2), pour avoir convenu de livrer plusieurs places de Bretagne à l'Espagnol et recevoir d'eux des sommes d'argent considérables (3).

NOTICE

SUR LES *Annotations* de JEAN-VINCENT DE NELLE, PROFESSEUR DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS, A UN OUVRAGE DE GRAMMAIRE INTITULÉ *Grecismus*,

Par M. LECOENTRE-DUPONT.

J'ai acheté dans une vente publique, à Paris, il y a environ deux ans, un petit in-folio de 196 feuillets, sans titre, sans pagination, sans nom d'imprimeur, sans lieu ni date d'impression, offrant, du reste, avec ses caractères gothiques, ses initiales tracées en rouge à la main, et ses abréviations sans nombre, tous les caractères de la typographie de la fin du xv^e siècle ou des premières années du xvi^e (4). C'est une glose sur un traité de grammaire, composé en vers latins, sous le titre de *Grecismus*, par un certain Ebrard ou

(1) L'ordre d'arrêter Fontenelles fut donné à Rennes au sieur du Hirrol, gouverneur de Lamballe, par Charles de Cossé, comte de Brissac, le 15 juillet 1602.

(2) Le vendredi 27 septembre 1602.

(3) Voir le premier supplément du Journal du règne de Henri IV, par l'Etoile, édition de 1732.

(4) Cette édition a été mentionnée et décrite par Hain, dans son *Repertorium bibliographicum*, vol. 2, part. 2, p. 306.

On lit en tête de la première page : « ARGUMENTUM. »

« Johannis Vincencii Metulini Aquitanici in additionibus ad Grecismi postillam » prefacio feliciter incipit. »

La dernière page est ainsi terminée : « Viri literarum doctissimi magistri Ebrardi

Eberhard de Béthune, grammairien très-instruit et très-versé dans les belles-lettres, au dire de son annotateur, maître Jean-Vincent de Melle, *professeur en la florissante et féconde université de Poitiers*.

Ebrard de Béthune, malgré la célébrité dont son ouvrage a joui du ^{xiii}^e au ^{xvi}^e siècle (1), n'est maintenant guère connu. Quant à son commentateur, il paraît avoir été presque complètement oublié, car ni lui ni son livre n'ont été signalés par les écrivains qui se sont occupés de la bibliographie de notre province. C'est donc un nom de plus à inscrire sur la liste des auteurs fournis par le Poitou; c'est aussi un nouveau monument de l'histoire littéraire de notre ville et de son ancienne université; un nouvel ouvrage dont je viens demander l'admission dans notre bibliothèque poitevine. Heureux de vous révéler son existence, je ne chercherai point à en apprécier le mérite. Je laisse à des mains plus habiles le soin de le compiler avec plus de profit pour la science; de le rapprocher des autres ouvrages de grammaire du même temps, pour comparer la méthode de l'auteur avec celle des grammairiens de son siècle; de le confronter même avec les incunables des presses de Poitiers, dont on peut présumer qu'il est sorti, pour essayer de découvrir le nom de son imprimeur et de fixer sa date d'une manière plus précise. Je ne veux, par ce court aperçu, qu'appeler sur ce livre l'attention des hommes qui s'occupent des études grammaticales au point de vue historique, ou qui recueillent les souvenirs de nos anciens établissements d'instruction.

Un avis préliminaire, qui occupe la première gage de ce volume, nous apprend que l'ouvrage avait eu déjà une édition (2). Il paraît que, vers le commencement du ^{xvi}^e siècle, la propriété littéraire

• Bituniensis Græcismi liber feliciter explicit, unâ cum glosâ magistri Johannis Vincen-
• centii Metulini, in florentie ac fructiferâ Pictavensi universitate regentis. »

(1) Hain, dans son ouvrage déjà cité, vol. 1, part. 1, p. 389, nos 3012 et suiv., cite plusieurs éditions et plusieurs commentaires du *Græcismus*, imprimés à Paris, à Lyon et à Angoulême.

(2) Hain mentionne une édition de la glose de Vincent de Melle, donnée à Paris par Pierre Levet en 1487, et l'intitule ainsi : *Bethuniensis Ebrardi Græcismus, cum expositione Joh. Vinc. Metulini Aquitanici, in Pictaviensi universitate regentis*. — M. Beuchot (*Biog. univ.*, art. EBERHARD DE BÉTHUNE) dit que la première édition de *Græcismus* serait celle de Lyon, 1843, in-4°, avec un commentaire de Jean Vincent Metulinus, qu'on croit n'être autre que Quillet ou Quillot, professeur de belles-lettres à Poitiers.

n'était pas très-respectée dans notre province. Les amis d'un auteur s'emparaient sans façon de ses manuscrits, et les faisaient imprimer plus ou moins à son insu, plus ou moins contre son gré. C'est ce qui était arrivé à Tiraqueau pour son fameux Commentaire sur les lois matrimoniales et la puissance des maris (1). Maître Vincent de Melle éprouva pareille mésaventure. Sa glose, encore inachevée, et qu'il polissait tous les jours *en la léchant comme fait un ours pour ses petits* (2), fut, dit-il, soustraite du secrétaire de sa chambre, plutôt qu'elle ne lui fut arrachée par une douce violence. Dans cet état, on la porta à l'imprimeur; et, si nous l'en croyons, il n'eut pas lieu de se féliciter du zèle indiscret de ses éditeurs officieux. Sans égard pour ses renvois, ses corrections et ses notes, ils taillèrent en plein drap dans sa prose, retranchant, modifiant, intercalant, transposant sans intelligence des lettres, des mots, des phrases et même des chapitres, et, qui plus est, ajoutant des erreurs et des sottises de leur cru, sous prétexte de remplir des pages trop blanches. La nouvelle édition, sans être parfaite, devait faire disparaître toutes ces déplorables fautes; malheureusement la correction du texte laisse encore beaucoup à désirer.

L'avis préliminaire est suivi d'un éloge en vers de l'ouvrage d'Ebrard et de ses principales divisions. Ces vers donnent, je l'avoue, une pauvre idée du génie poétique de maître Vincent. Permettez-moi de vous citer les deux premiers distiques :

- Hic liber Ebrardi, celebris doctique magistri,
 - » Grecismus, fons est arida corda fovens;
 - » Gulus in irriguo tu margine siteris, a quo
 - » Sumere grammatices plura fluentia potes. »

Après cette pièce de vers vient une préface. L'auteur y examine le titre du livre qu'il annote, recherche la branche de la philosophie à laquelle il appartient, et expose les sujets dont il traite.

Ce titre de *Grecismus* a été, dit-il, donné à l'ouvrage du très-savant maître Ebrard à raison de sa partie la plus remarquable, où il traite des Grecs et des hellénismes, notamment des termes de grammaire et des noms des figures du langage, presque tous em-

(1) V. Bulletins de la Soc. des Ant. de l'Ouest, année 1838, p. 59.

(2) Ut eam demùm rudem et incompositam ursi more lambendo fingerem.

pruntés à la langue grecque. Et en effet il s'agit seulement, dans le *Grecismus*, de quelques principes généraux de grammaire et des principes particuliers à la langue et à la prosodie latine, et cet ouvrage ne s'occupe point des formes grecques étrangères au latin. Quant à l'objet du traité, il appartient, continue-t-il, ainsi que la rhétorique et la dialectique, à la branche de la philosophie que l'on nomme la logique, et qui n'a trait qu'à un être de raison, et non à la philosophie réelle, qui s'occupe des êtres effectifs. Maître Vincent passe en revue toutes les divisions de cette philosophie réelle, et nous avons remarqué dans cette revue l'étymologie qu'il donne au nom de mécanique. Ce mot, dit-il, vient de *mechor*, parce que la mécanique enchaîne, dans d'adultères amours pour de sordides intérêts, l'intelligence humaine créée pour la contemplation des pures vérités (1). Enfin les sujets traités dans les vers d'Ebrard sont distribués par maître Vincent en quinze livres. Le premier s'occupe des figures; le second, des fautes du discours; le troisième, de la prosodie, de la mesure des vers et des fleurs poétiques; le quatrième, de l'orthographe, des changements de lettres, des étymologies et des synonymes; le cinquième, des noms; le sixième, des pronoms; le septième, des verbes; le huitième, de l'adverbe; le neuvième, du participe; le dixième, de la conjonction; le onzième, de la préposition; le douzième, de l'interjection; le treizième, des noms irréguliers et défectueux, sous le titre de *accidentibus nominum*; le quatorzième, des verbes irréguliers et défectueux, sous le titre : *de accidentibus verborum*; le quinzième, de la syntaxe. Cette dernière partie est très-courte, la plupart des règles de la syntaxe ayant été développées ou du moins indiquées dans les livres précédents.

(1) *Facitivam autem continet etiam, quam dicimus mechanicam, de mechor, quod est adulteror; quia mechari faciat intellectum, sordidis involvendo eundem, qui ad sinceram rerum veritates creatus extitit contemplandum.*

Nous pourrions citer nombre d'étymologies tout aussi curieuses données par notre auteur; par exemple, *assiduus, quasi assibus plenus*, d'où le mot français *aise*. Au besoin, Vincent de Melle explique un mot par une espèce d'acrostiche : ainsi *flos* serait composé des mots *fundens latè odorem suum*. La philologie n'était point encore, de son temps, sur la voie de ces admirables découvertes, qui la rendent maintenant un des auxiliaires les plus puissants et les plus sûrs de la science de l'antiquaire.

On remarquera, dans l'énumération qui précède, l'absence des adjectifs. Notre auteur ne les considère point comme une espèce de mot distincte ; il les range parmi les substantifs, dont ils forment seulement une classe sous le titre de *noms adjectifs*.

Les figures sont divisées par Ebrard de Béthune en trois classes : *les figures de diction*, qu'il désigne sous le nom générique de *metaplasmi* ; *les figures de construction et de pensée*, auxquelles il donne le nom de *scemata* ; enfin, *les tropes* proprement dits. Les courtes notions données dans le *Grecismus* ne consistent guère qu'en une définition de chaque terme de grammaire, une énonciation des règles, ou une simple exposition de l'objet qu'exprime chaque mot, et des principales modifications que ce mot éprouve dans ses différents nombres, ses différents cas ou ses différents temps. Elles sont complétées par les notes du professeur poitevin, et surtout éclaircies par les exemples qu'il apporte, quand Ebrard lui-même s'est dispensé d'en fournir. Les vers suivants, qui sont les premiers du *Grecismus*, peuvent du reste donner une idée de l'ouvrage annoté :

Est propriè *metha* trans grecè, formatio *plasma* ;
Indèque transformatio dicatur *metaplasmus*.
Cumque quid adjicitur vel sustrahitur ratione,
Vel transmutatur, ut littera, syllaba, tempus,
Tunc habet hec fieri verè proprièque figura (1).

On voit, par cet exemple, que le bon Ebrard a voulu seulement faciliter la mémoire des écoliers, en présentant sous une forme métrique les principes de l'orthographe, de la grammaire et de la prosodie, et qu'il n'a pas eu plus de prétention à être poète que l'auteur du *Jardin des racines grecques*, livre si singulier parfois dans sa forme, si utile cependant pour enraciner un peu de grec dans la tête de nos collégiens.

Nous terminerons cet aperçu par une citation de notre commen-

(1) J'ai mis des points et des virgules et souligné les mots grecs, pour rendre le texte plus clair. Dans l'ouvrage il n'y a pas d'autres signes de ponctuation que le *point* et les *deux points*. On remarquera, dans le quatrième vers, la syllabe finale de *transmutatur* employée comme longue, quoiqu'elle soit suivie d'un mot commençant par une voyelle. Cette faute de quantité se rencontre chez la plupart des poètes latins contemporains d'Ebrard, qui vivait au XII^e ou au XIII^e siècle.

tateur , et nous choisirons ses remarques sur ce vers d'Ebrard de Béthune :

Sitque tibi propriè subscripta gradatio climax.

Climax fit propriè per descensum unius vocis ad alteram , vel climax est quùm de unâ dictione formamus aliam ; sed hoc potest esse dupliciter. Possumus enim formare sequentem dictionem à precedente , ità quòd remaneat in eâdem specie partis cum illâ à quâ formatur , aut ità quòd sit in diversâ parte orationis , et utroque modo fit climax , ut ibi :

Mars videt hanc , visamque cupit , quamcunque cupivit
Allicit , allectam viciat , prodit viciatam.

Eccè hic fit descensus à parte in partem divisâ specie (1). Similiter hic fit :

Quid levius flammâ ? flumen. Quid flumine ? ventus.
Quid vento ? mulier. Quid muliere ? nihil (2).

Ut ver dat florem , flos fructum , fructus odorem ;
Sic studium morem , mos sensum , sensus honorem.

Dicitur autem climax à *clivus* , quod est descensus. Impropietas patet ex variatione dictionis (*différence de signification*) que quodammodo perturbat intellectum ex repetitione cujusdam dictionis. Causa quarè potest fieri est convenientia significatorum in temporibus dictionibus (dictionis) , et differentia ejus in voce (*différence de désinence*). Causa quarè oportet fieri est oratus vel expressio sententie , ut per gradatum et vocis à voce descensum ostendantur diversi gradus in acquirendo amore (*la passion*).

On pourrait sans doute désirer plus de clarté dans l'expression de la pensée de l'auteur ; mais on doit reconnaître l'ordre et la précision de sa méthode , ordre qu'il a peut-être poussé jusqu'à l'exagération dans certaines parties de son ouvrage , en multipliant à l'excès les divisions et les subdivisions.

Nous ne continuerons pas davantage ces remarques. Nous déposerons sous peu de jours ce livre, inutile entre nos mains, dans la section poitevine de notre bibliothèque publique ; et là, nous l'espérons, il pourra éveiller l'attention d'hommes plus compétents

(1) Dans cet exemple, en effet, la gradation s'opère au moyen du changement des verbes dans leurs participes.

(2) Ce vers pèche encore contre la quantité ; les quatre syllabes du mot *muliere* sont toutes brèves.

que nous pour juger et faire connaître ce vieux monument littéraire de notre ancienne université.

NOUVELLES OBSERVATIONS

SUR UNE *Tessère romaine en ivoire*,

Par M. MANGON DE LA LANDE (1).

Dans la séance du 24 novembre 1886, j'ai eu l'honneur de vous soumettre des observations, à l'occasion d'une tessère trouvée à Poitiers, et à vous offerte par M. Nicias Gaillard.

Comme, chez les Romains, ces sortes de monuments avaient différentes destinations, c'est-à-dire, les tessères militaires, les tessères de théâtres, celles de libéralités, celles des gladiateurs, enfin les *tesseræ comitiales*, j'ai alors penché plus particulièrement, et à cause de l'existence, à Poitiers, d'un amphithéâtre connu aujourd'hui sous le nom *des Arènes*, j'ai penché, dis-je, pour les tessères des théâtres ou celles des gladiateurs ; mais le passage d'un auteur qui a traduit le grand dictionnaire de Samuel Pitiscus, me fait aujourd'hui changer d'opinion, opinion que je fonde sur ce que notre tessère ne porte, gravée sur l'ivoire et en grand, que la seule lettre A.

En effet, je lis dans ce passage que « les tessères servaient aussi » dans les comices pour donner son suffrage, et que, s'il s'agissait » d'un jugement pour condamner ou renvoyer quelqu'un absous, » le préteur était chargé de distribuer aux juges trois tessères, » dont l'une, marquée de la lettre A, exprimait l'absolution, » *absolvo*, l'autre, marquée d'un C, la condamnation, *condemno*, et » la troisième, d'une N et d'une L, pour dire *non liquet*, il n'est » pas évident, il est besoin d'un plus ample informé. »

Or c'est, selon toute apparence, une tessère d'absolution que présente notre monument, puisqu'il porte uniquement la grande lettre A, *absolvo*. Telle est la détermination que je crois la plus probable, et dans le sens de laquelle il me semble que doit être rectifiée ma première notice, en y annexant les présentes observations.

Et, comme je l'ai dit d'après les plus savants archéologues, si

(1) V. *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, t. 1, p. 306.

les tessères ont été classées parmi les antiques les plus rares, et si la nôtre a pu vous présenter un intérêt tout particulier parce qu'elle paraissait se rattacher en quelque sorte au monument des Arènes, elle n'aura pas aujourd'hui moins d'importance en venant vous rappeler que, dans l'antique *Limonum*, il a existé une grande institution qui a précédé ces cours de justice si célèbres encore dans la ville de Poitiers.

Sous ce rapport, vous m'excuserez, Messieurs, d'être revenu sur une question que j'aurais désiré rendre plus digne de vos utiles et savants travaux.

NOTE

SUR QUELQUES *Monnaies antiques*,

Par M. **LECOINTRE-DUPONT**.

Notre nouveau collègue, M. le docteur Villain, m'a communiqué quelques anciennes monnaies qu'il a rapportées de ses voyages en Terre-Sainte et en Afrique, et qu'il se propose d'offrir à la Société. L'intérêt que m'ont offert plusieurs de ces monuments numismatiques m'a engagé à vous entretenir quelques instants de ces pièces.

La plus belle et aussi la plus ancienne est une tétradrachme du premier des Lagides, de Ptolémée Soter, recueillie par notre collègue dans un voyage à Jérusalem, au mois d'octobre 1842.

A l'obvers, elle présente la tête diadémée du roi d'Egypte; au revers, un aigle dressé sur le foudre, avec la légende ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ΒΑΣΙΛΕΩΣ. Dans le champ est la lettre P isolée, et au-dessous un monogramme formé des lettres ΠΑΡ (1). La conservation de la pièce est magnifique; les bords seuls paraissent avoir souffert du frottement, qui du reste n'a pu que faire perdre un peu de son poids à la monnaie, sans endommager le type ni la légende. Le titre de l'argent paraît être très-élevé. On sait, du reste, que les Grecs, à cette époque, se rapprochaient du fin, pour la loi de leurs monnaies, autant que le leur permettaient leurs procédés d'affinage.

(1) L'alpha s'appuie par le haut sur le milieu de la barre transversale du Π, dont le second jambage forme le montant du P.

Son poids est de 14 grammes 26 centig., ou 268 grains ; 60 grains de moins que la tétradrachme attique ; sa valeur intrinsèque serait de 3 fr. 9 cent.

Rien, dans la légende, ne caractérise le premier des Lagides ; mais que l'on compare la belle tête empreinte sur cette médaille avec le portrait suivant de Ptolémée I^{er}, tracé par Eckhel d'après des figures incontestables de ce prince, et il ne pourra rester aucun doute sur l'attribution de la pièce de M. le docteur Villain.

« Il est très-facile, dit le savant conservateur du musée impérial » de Vienne, de distinguer Ptolémée Soter des autres princes du » même nom. Son front est large et osseux, son menton allongé, » sa figure annonce l'approche de la vieillesse (1). »

Quant à la lettre P isolée, elle ne peut être ni le chiffre de l'année du règne, ni celui de l'olympiade ; nous la considérerons donc, avec Pellerin et Eckhel, comme une marque monétaire, spéciale soit à l'ouvrier, soit à l'atelier, soit à l'émission. On sent que nous ne pouvons pas avoir la clef de ces signes particuliers.

Le monogramme ΠΑΡ ou ΠΑΠΡ doit-il être aussi rangé dans la catégorie des différents monétaires ? C'est encore l'opinion d'Eckhel, opinion contraire à celle de Vaillant, qui voit dans les sigles de cette nature les initiales des noms des villes de l'Égypte dans lesquelles les monnaies des Lagides ont été frappées. La tétradrachme qui nous occupe pourrait, d'après ce dernier système, être attribuée à la ville de *Paprémis*.

La collection de la Société s'enrichit, par le don de M. Villain, d'une pièce qui unit un certain degré de rareté à une superbe conservation, et à une fabrication admirable. En effet, d'après Eckhel (2), les monnaies d'or des Ptolémées sont très-rares, celles d'argent rares, celle de bronze communes, et le cabinet impérial de Vienne ne possédait que 26 tétradrachmes des rois Lagides, lorsque l'illustre auteur a écrit son ouvrage, si bien intitulé : *La Science des anciennes monnaies*.

Notre collègue a rapporté du même voyage deux petits bronzes

(1) Soterem inter Ptolemaeos omnes facillimè distinguas. Froni illi ampla et osses, mentum projectum, ætas in senium vergens. — *Doctrina numorum veterum*, t. IV, p. 6.

(2) Rarissimi aurei, rari argentei, obvii ænei. — *Ibid.*, p. 4.

du dernier roi de Judée de la famille d'Hérode. Ces deux petites monnaies lui ont été données par le père Miguel, procureur du couvent des franciscains de Jérusalem.

La légende est en caractères grecs. On distingue les deux premières lettres du mot *Βασιλεως*; le nom *Αγrippα*, à la suite, est bien lisible. Cette légende entoure un parasol, emblème du commandement chez les anciens peuples de l'Orient (1), et même chez quelques nations modernes de l'Afrique et de l'Asie. Au revers sont trois épis de blé, et un caractère trop altéré pour que nous puissions en déterminer la valeur d'une manière positive.

Quelques savants voient dans le parasol de l'obvers une tente, et pensent que les types des deux côtés de cette pièce se rapportent aux cérémonies du culte juif, savoir : la tente, à la fête des tabernacles; les épis de blé, à l'offrande des prémices des fruits.

Si l'on admet cette opinion, cette monnaie serait la dernière qui aurait été frappée dans le système hébraïque. On en connaît plusieurs autres du même prince qui offrent des types inconciliables avec les idées religieuses des enfants d'Israël, et qui ont dû être fabriquées lorsqu'Agrippa, voyant sa nation sourde au conseil qu'il lui donnait de faire la paix avec les Romains, se fut uni lui-même à Vespasien pour combattre les Juifs.

L'attribution de ces pièces à Agrippa II est justifiée par l'existence de monnaies au même type, qui offrent pour lettre numérale un chiffre plus élevé que celui du nombre des années de règne du premier Agrippa.

Les ruines de Carthage ont été explorées par notre collègue, et il y a recueilli lui-même, en 1841, près de la chapelle élevée au lieu où mourut saint Louis, quelques autres médailles antiques qui empruntent surtout leur intérêt de l'endroit où elles ont été découvertes. Ces médailles, toutes en petit bronze, sont des empereurs Gallien, Maximien, Constantin et Magnence, et de l'infortuné César Crispus. Leurs revers sont communs. Une autre pièce paraît appartenir au siècle de Justinien; elle a été tellement aplatie dans une de ses parties, qu'il est impossible de reconnaître l'effigie et la légende. Enfin se trouvent jointes à ces six médailles ro-

(1) V. *Revue numismatique*, 1843, p. 275, pl. XI, n° 5.

maines une très-petite monnaie arabe d'une date assez récente, et une médaille antique de la Sicile, portant d'un côté la tête de Diane, de l'autre une tête de cheval, sans aucune épigraphe.

M. Villain vous offre encore une médaille plus intéressante que toutes celles que je viens de vous signaler; mais il ne m'appartient pas de vous entretenir de cette pièce, qui présente le beau nom de Simon Machabée, car son étude exige la connaissance d'une langue à laquelle je suis complètement étranger. Je cède donc la parole à M. l'abbé Cousseau, qui a bien voulu déterminer cette monnaie et vous la faire connaître (1).

DESCRIPTION

D'UNE *Peinture murale* du XVIII^e siècle DÉCOUVERTE RÉCEMMENT DANS LA CATHÉDRALE DE POITIERS,

Par M. l'abbé **AUBER**.

Depuis quelques jours, notre belle cathédrale reçoit les hommages nombreux d'une foule inaccoutumée de visiteurs. D'où lui viennent-ils, et serait-ce qu'un public peu soucieux ordinairement de ses beautés artistiques aurait compris tout à coup son esthétique et son mérite matériel? Nous n'en sommes pas encore à cette popularité de l'art; mais, en voyant s'arrêter tour à tour, ou en même temps, dans certaine nef de la basilique, ou la bonne femme qui murmure que c'est bien beau, ou l'homme du monde, dont le goût plus exercé se préoccupe moins du sujet que de la composition et des idées, on s'avoue nécessairement qu'il y a dans ce fait un intérêt qui n'est étranger à personne, et que je veux essayer aujourd'hui de vous faire comprendre.

Il y a plusieurs mois déjà qu'en passant dans le bas-côté septentrional, au fond duquel est placée la sacristie, mes yeux furent frappés par un groupe de deux ou trois lettres découvertes naguère par un érailement fortuit du badigeon. Je m'approche, je gratte légèrement : d'autres écaillures s'échappent et augmentent

(1) La notice de M. l'abbé Cousseau sera publiée plus tard dans les *Mémoires de la Société*.

d'autant sous mes yeux une collection de caractères alphabétiques : peu à peu les mots arrivèrent, et le soir même j'avais une inscription complète dont le sens m'indiquait la présence d'un tableau, et de cinq autres dont la place était encore à deviner.

La saison était peu favorable pour entreprendre un débadigeonnage complet ; je remis l'opération, et je l'ai reprise depuis une quinzaine de jours, lorsque, arrivé au chapitre de mon Histoire de la cathédrale où je parle de ses anciennes peintures, il m'a fallu dévoiler le mystère. Un lavage à l'eau tiède, fait au moyen d'un tampon de drap fortement promené sur le mur, et renouvelé en dernier lieu par une éponge qui enlevait les dernières traces de la chaux, m'a rendu un tableau à l'huile dont les diverses parties semblaient naître sous un pinceau magique, à mesure qu'elles se dégageaient de leur sale enduit.

Ce tableau occupe tout l'entre-colonnement borné d'un côté par la porte de la cour, et de l'autre par la grille qui sépare la nef secondaire du déambulatoire ; il a 2 m. de large sur 2 m. 70 c. de haut. Le plan général est formé de sept parties bien distinctes. La principale tient le milieu de la composition, et présente, dans un cadre à quatre pans, un groupe de cinq personnages ; l'un, assis sur une estrade élevée et couverte d'un tapis brun, est l'Enfant Jésus, revêtu d'une longue robe bleue, coiffé d'une de ces perruques qui complétaient le luxe des costumes à la cour de Louis XIV ; il montre du doigt le Père céleste, tel que Michel-Ange nous l'a fait au Vatican, planant au-dessus du groupe, la boule du monde à la main, et laissant échapper de son sein, entre lui et le Dieu fait Homme, l'Esprit-Saint qui les unit, sous la forme mystique de la colombe. Écoutant les révélations de ce divin maître, Marie et Joseph à sa droite, à gauche Anne et Joachim, sont assis sur deux plans fort rapprochés. Les deux femmes touchent de plus près au Christ, comme ayant avec lui des rapports de parenté plus notables. Il y a dans tout ce monde un ensemble plein de dignité et de calme ; les poses sont naturelles, les draperies bien agencées ; la figure de Ste Anne pêche seule par une expression tant soit peu commune. Les autres sont bien devinées, et disent tout ce qui convient à chacune. Le Père éternel vaut mieux encore : c'est une belle tête de vieillard qui pourrait servir de modèle.

— Au-dessous de l'estrade où siège l'Enfant Jésus, est un ovale à fond bleu, sur lequel est écrit, en lettres jaunes : *la Sainte Famille*.

Ce cadre principal se trouve engagé au milieu de quatre médaillons ovales de 35 c. de haut sur 25 de large, qui rentrent un peu dans ses angles, et dont chacun reproduit l'un des principaux mystères de la Ste Vierge. Un cinquième surmonte le tout et en forme le couronnement. Dans le premier médaillon, à gauche du spectateur, on voit la Naissance de Marie. Cet effet d'intérieur nous ramène bien à ce que les dessins ou tableaux de l'époque nous ont transmis d'un ménage du xvii^e siècle : grande pièce, cheminée à large ouverture, où la flamme pétille devant un linge blanc que fait chauffer une servante. Près de là, sur un premier plan, deux ménagères vues de profil, l'une debout, l'autre à genoux devant un vase plein d'eau, se disposent à l'ablution de l'enfant, dont la tête est déjà radiieuse, et qu'elles tiennent de leurs quatre mains avec un air de sollicitude qui n'échappe point à l'observateur ; tandis qu'au fond de la chambre, dans un lit à colonnes que surmonte un long baldaquin vert, et près duquel se trouve une chaise garnie en velours rouge, dont la forme est redevenue à la mode de nos jours, l'accouchée est environnée de sa parenté. — Une lampe à quatre branches est suspendue au plafond, et éclaire cette scène, sur laquelle il semble en effet qu'une fenêtre à petits vitraux ne répand qu'un jour insuffisant.

A droite commence la vie évangélique de Marie. L'ange lui annonce le mystère de sa maternité miraculeuse. Une table où reposent des ouvrages de femme, un livre ouvert, dont les pages contiennent les paroles coopératrices de la rédemption : *Eccce Ancilla Domini* ; l'ange planant sur un voile de nuages, montrant le ciel d'une main, et apportant de l'autre le lys symbolique à la Vierge agenouillée dans une posture modeste et pieuse : c'est toute cette image où le ton blafard surabonde, et qui laisse loin derrière elle, pour le mérite, celle qui la précède. La Vierge seule a dans son costume et sa pose quelque chose d'heureux qui dédommage du reste.

Maintenant revenons au côté gauche, et regardons le sujet placé au-dessus de la Naissance de Marie. C'est sa vie intérieure, œuvre

très-remarquable de conception, et qui, seule, a plus de mérite que toutes les autres ensemble, parce qu'elle indique dans son auteur une grande puissance de pensée mystique. Nous avons vu le messager du ciel annoncer à la Vierge de Nazareth quelle gloire lui était réservée. — Elle a donné son consentement, *fiat mihi secundum verbum tuum*. Dès lors elle est devenue une créature à part, ne vivant plus qu'en Dieu, et cet état continuel de son âme unie au Seigneur par les élans de la charité divine, est ce qu'a voulu rendre le peintre. Marie donc, au milieu d'un groupe de nuages qui s'éclaire autour d'elle; et se condense en s'éloignant, se présente, les mains jointes sur la poitrine, les regards élevés, l'attitude droite, pleine d'une extase surnaturelle, au Père céleste qui paraît au-dessus d'elle dans la même ligne perpendiculaire, et la bénit à la manière latine, c'est-à-dire de la main étendue, sauf l'annulaire et le petit doigt (1). De sa main gauche il tient le globe d'azur paré de la croix d'or. Un beau manteau rouge, la tiare, symbole du pouvoir suprême, derrière laquelle se dessine le triangle lumineux, figure de la trinité des Personnes, la blancheur argentée de la barbe et la majestueuse gravité de la physionomie, prouvent un grand sentiment des convenances, et beaucoup d'entente de l'art. La simple robe blanche de la Vierge et sa légère ceinture bleue sont d'un effet charmant : tout son être annonce la femme bénie entre toutes, l'objet des complaisances du Dieu qui la regarde. De petits anges s'ébattaient autour du Seigneur. Entre lui et Marie, l'Esprit-Saint descend à toutes ailes sur la créature virginale qui aspire à ses dons mystérieux.

C'est dans cette vie toute céleste sur la terre que Marie devait trouver les mérites seuls capables de la faire entrer dans les desseins providentiels. Ce tableau est donc destiné, dans le plan du peintre, à relier le mystère de l'annonciation au suivant. — Et voilà en effet que dans le quatrième médaillon, en face, se déroule la purification légale de Marie, devenue mère, et la présentation du Sauveur dans le temple de Jérusalem. Marie et Joseph, l'une à genoux, l'autre debout, se tiennent à la porte du sanctuaire. De-

(1) Ceci est remarquable comme point de symbolisme liturgique observé encore à une époque où les pensées de ce genre avaient été presque entièrement oubliées dans l'art chrétien.

vant eux siège le grand prêtre, dont le fauteuil, richement décoré, est abrité d'une vaste draperie verte à franges d'or. La beauté religieuse de son éphod et de sa tunique blanche relèvent encore la douce majesté de ses traits que voile à demi-sa longue et éclatante barbe de vieillard. Il tient entre ses mains le précieux enfant, dans lequel il voit prophétiquement, avec Siméon, la ruine et la résurrection d'Israël, et qui, reconnaissable à son auréole, semble rester là avec une docilité pleine d'abandon. Les deux colombes de l'offrande reposent tranquillement dans un panier, au pied de la vaste table dressée devant le pontife; deux lampes allumées tombent de la voûte, et rappellent la lumière nouvelle révélée aux nations. Tout serait bien ici, sans un enfant de chœur à genoux, qui tient un cierge allumé près de la table, et dont la mine équivoque ferait plutôt penser à une amende honorable qu'à une cérémonie religieuse dont il prend sa part.

Enfin voici l'Assomption, couronnant l'œuvre au-dessus duquel elle se développe dans le cinquième médaillon. Un tombeau vide d'où sortent un suaire inutile et des fleurs qui se mêlent à ses plis; des apôtres suivant des yeux la femme divine qui s'élève environnée d'esprits bienheureux, forment ce complément de l'histoire de la Vierge. Ce n'est pas le meilleur morceau de notre découverte. En général, l'effet en est lourd; il est dû sans doute au peu de distance que le peintre a laissé entre le tombeau et la femme qui s'en échappe : défaut difficile, d'ailleurs, à éviter, sans diminuer de beaucoup les proportions de cette dernière, qui ne pouvait être vue que dans un certain éloignement.

Au-dessous de cet ensemble, le donateur, selon le pieux usage du temps, apparaît à genoux, les mains jointes, en costume ecclésiastique, c'est-à-dire en soutane noire, recouverte d'un surplis fort ample dont les bords étalent une élégante broderie. Le col du surplis est attaché sous le rabat transparent par deux galons qui laissent retomber sur la poitrine deux glands touffus, d'assez bon genre comme ornement. Des manchettes relevées sur celles de la soutane sont fixées par deux galons noirs noués en rosettes. Son bras gauche porte une aumusse en pelleterie. La figure est douce et pieuse sans affectation; elle s'encadre bien dans une chevelure noire qui descend en flots bouclés sans dépasser le haut des épaules : elle nous rend probablement les traits véritables du person-

nage. Derrière lui, une main appuyée sur son épaule droite, montrant de l'autre l'auguste image de la Trinité et de la Sainte Famille, dont il vient de doter l'église, son ange gardien, debout, laisse échapper de sa bouche ces mots écrits sur le fond du tableau : **PARCE ILLI, DOMINE**. Le donateur dit pour sa part : **MARIA, MATER DEI, MEMENTO MEI**; il a devant lui un pupitre sur lequel un psautier ouvert laisse lire ces versets du ps. 50 : **AVERTE FACIEM TUAM A PECCATIS MEIS, ET OMNES INIQUITATES MEAS DELE — COR MUNDUM CREA**. En face, l'autre coin est occupé par un évêque revêtu de ses habits pontificaux, la crosse à la main droite, un livre à la gauche. C'est le patron de notre homme, dont le nom, **ST^o RENATUS**, brille près de sa tête, en toutes lettres, et qui, zélé protecteur de son client, émet aussi pour lui une humble prière : **NON INTRES IN JUDICIUM CUM SERVO TUO, DNE** : et, pour ne laisser aucun doute sur l'origine et le but de cette pieuse image, une inscription remplit tout l'espace laissé vide à ce dessein entre le bon chapelain et le saint évêque, et voici ce qu'elle nous apprend :

SACRATISSIMAM
HANC FAMILIAM
VNA CVM ALIIS
QVINQVE MISTERIIS
RENATVS LORIN PRIMVS
ISTIVS ECCLESIE
CAPPELLANVS SVIS
SVMPTIBVS DEPING
VOLVIT ET
FVN
ANNO DO NI
ÆTATIS 57
ORATE DEVM PRO EO.

Voilà qui dit tout, sauf la date, malheureusement effacée, et que des recherches ultérieures nous diront peut-être. Nous avons donc ici une peinture faite par le premier chapelain de notre église cathédrale. Ce chapelain avait nom René Lorin ; et si, comme le dit clairement la phrase, il est le donateur et le fondateur de cet ouvrage, vous trouverez sans doute un intérêt de plus

à la résurrection de ce morceau, qui, sans être un chef-d'œuvre, n'est cependant pas sans mérite, et nous offre dans certaines parties des caractères de naïve piété qui font bien penser de l'artiste. Il n'y faut chercher, nous l'avouons, ni la science de la perspective ni celle du clair obscur; on y peut noter des fautes de dessin, mais on y remarque aussi avec plaisir des jeux de physionomie bien rendus, un coloris que près de cent cinquante années, plus cinquante autres, au moins, de badigeonnage, n'ont pas affaibli, et des détails assez curieux pour l'histoire de l'église. Ainsi nous avons vu de quel costume moins mesquin que le nôtre se revêtaient les ministres inférieurs de la cathédrale; le médaillon de la Présentation nous rend celui des enfants de chœur ou des simples clercs avec leurs manches pendantes. Les ornements épiscopaux de saint René sont aussi ceux de nos évêques qui suivirent M. de la Rocheposay, mort en 1652, dont la mitre, comparée à celle-ci, était beaucoup plus écrasée, si l'on en juge par celle qu'on lui a donnée dans le tableau d'autel qui décore la chapelle de paroisse. Enfin cette peinture murale est encore un objet curieux de rapprochement avec trois autres tableaux, dont deux sur bois, que possède le Chapitre, et dont les donateurs figurent au premier plan. C'est pourquoi j'ai cru, Messieurs, que vous attacheriez quelque importance à sa découverte et à sa restauration.

Un renseignement erroné a pu faire croire un instant que le badigeonnage en question était une des œuvres mauvaises de la révolution, et qu'il aurait été fait vers 1793. Des contemporains de cette époque, qui avaient eu antérieurement des habitudes dans la cathédrale, m'ont assuré que jamais ils n'y avaient vu ce tableau, et que l'assertion à laquelle j'avais cru le premier n'était fondée en aucune manière. On ne peut donc guère assigner un temps précis, pas plus qu'une cause plausible à cet acte de vandalisme. Quoi qu'il en soit, il paraît qu'avant de subir cette ignominieuse opération, le tableau avait éprouvé les outrages de quelques coups de marteau. De nombreuses éraillures, surtout dans ses parties basses, l'attestent et nuisent; tel qu'il est aujourd'hui, à son ensemble. Néanmoins il est très-susceptible d'une bonne restauration. La date seule a disparu entièrement. C'est une perte

regrettable; mais on juge bien aux lettres de l'inscription, aux mots *Sainte Famille*, et à certains caractères que j'ai signalés, que le travail doit remonter jusqu'au milieu du règne de Louis XIV, c'est-à-dire au dernier quart du xvii^e siècle (1).

On voit encore, par de nombreuses traces laissées sur le bord du soubassement au-dessus duquel le peintre avait travaillé, qu'une grille en fer a dû jadis protéger son ouvrage; il ne serait pas impossible qu'un autel eût été placé en avant, comme il y en avait un vis-à-vis, dans la nef méridionale. C'est là qu'était attaché le titre de notre chapelain, ce qui explique parfaitement le choix qu'il avait fait de cette partie de l'église pour y placer un témoignage de sa piété généreuse (2).

Somme toute, il s'en faut que cette découverte soit celle d'un chef-d'œuvre; mais, en observant une distance qui entraînerait nécessairement dans la pensée du peintre, on reconnaît un ensemble qui ne manque ni de ton ni d'harmonie. De plus, c'est un souvenir local, et cette dernière considération doit faire tenir, pensons-nous, à une restauration qui, nous l'espérons, sera prochaine.

(1) Après avoir écrit cette notice, j'ai eu la preuve authentique de la valeur de ces conjectures.

René Lorin était déjà chapelain et bachelier le 22 mars 1641. — De 1647 à 1656, il était secrétaire des bacheliers, et on le voit, le 16 décembre de cette dernière année, marguillier de la même compagnie. — Il était mort avant le 2 janvier 1690. — Ces dates ont été fournies à M. Rédet par les anciens registres du chapitre, conservés à la Prefecture de la Vienne. En les rapprochant de l'âge de 57 ans, qui était celui du donateur quand le tableau fut peint, et de sa 25^e année, supposée par celle de son sacerdoce, on trouve, à peu de chose près, la date assez précise qui nous manque. L'image a dû être faite de 1670 à 1675, ce qui était bien l'époque d'abord assignée par moi. René Lorin serait donc mort presque octogénaire, peut-être même un peu plus âgé.

(2) Ici encore j'ai vu mes suppositions confirmées : une pièce des registres cités plus haut, en date du 12 mai 1683, mentionne l'autel de la *Sainte Famille*.

COMPTE RENDU

Pendant le deuxième trimestre de 1847, la Société s'est réunie les 15 avril, 6 et 20 mai et 47 juin, et dans ces quatre séances elle a entendu les lectures suivantes :

1^o Note sur un tiers de sol d'or de Bayeux, trouvé à St-Gervais (Vendée), par M. Maurain de Sourdeval ;

2^o Quelques observations sur les noms de lieux dans le département de la Vienne (2^e partie), par M. Rédet ;

3^o Description des pierres closes de Charras (deux monuments celtiques de la Charente-Inférieure), par M. Faye ;

4^o Plusieurs fragments de l'Histoire de la cathédrale de Poitiers (suite), par M. l'abbé Auber ;

5^o Notice sur les Annotations de Jean Vincent de Melle, professeur en l'université de Poitiers, au *Gracismus* d'Ebrard de Béthune, par M. Lecointre-Dupont ;

6^o Description d'une peinture murale du xvi^e siècle, découverte récemment dans la cathédrale de Poitiers, par M. l'abbé Auber.

Admissions.

MM. Ledoux, de la Rochelle, et Pedroni, de Bordeaux, ont été admis, le premier comme membre titulaire non résidant, le deuxième comme membre correspondant.

Dons.

Pendant ce trimestre, les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par l'administration du journal *l'Institut*, les n^{os} de février, mars et avril de ce journal ; — Par M. le docteur Rigollot, *Mémoire sur de nouvelles découvertes de monnaies picardes*, et une petite statuette de Midas ; — *Annales archéologiques* (souscription de la Société), 4^e, 5^e et 6^e livraisons du t. vi ; — Par la Société d'agriculture du Puy, la 4^e livraison du t. iv et la 1^{re} du t. v de ses Bulletins ; — Par la Société de l'Histoire de France, les n^{os} de janvier, mars, avril 1847 ; — Par la Société d'agriculture de Rochefort, ses procès-verbaux (1844-1846) ; — Par la Société d'agriculture d'Indre-et-Loire,

ses Annales pour 1846; — Par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, *Mémoires et documents* publiés par cette Société, t. iv; — Par M. Roach-Smith, *The Numismatic chronicle*, n^{os} 34 et 35; — *The journal of the British archæological association*, n^{os} 8 et 9; — *Proceedings of the Society of antiquaries of London*, n^{os} 5, 6, 7; — Par M. l'abbé Texler, *Histoire de la peinture sur verre en Limousin*; — Par M. Bouillet, *Tablettes historiques de l'Auvergne*, 8^e année, n^o 1; — Par M. Comte, *Atlas d'histoire naturelle*; — Par la Société archéologique de Sens, n^o 1 de son Bulletin; — Par M. Fillon : 1^{er} *Acte de vente du Doignon*; 2^e premier volume de son *Histoire de Fontenay*; — Par les secrétaires généraux du xv^e congrès scientifique de France, le programme de cette session; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, son 1^{er} Bulletin pour 1847; — Par l'Académie de Reims, programme de son concours pour 1848; — Par M. Cartier, *Règlement des ouvriers monnayeurs fait en 1354*; — Par MM. Cartier et de la Saussaye, *Revue numismatique*, année 1846 (souscription de la Société); — Par le Ministre de l'intérieur, le Catalogue des cartulaires des archives départementales.

Manuscrits.

Par M. Lecoindre-Dupont, *Table des documents sur la ville de Loudun*, publiés par M. Arnault-Poirier.

Dessins.

Par M. Ledoux, calque d'une gravure appartenant à la bibliothèque publique de la Rochelle, représentant l'ancien pont Saint-Sauveur de cette ville, vue du côté du port.

Monnaies et médailles.

Par M. Maurain de Sourdeval, empreinte d'un tiers de sol d'or de Bayeux; — Par M. Valère Faye : 1^o cinq centimes de Monaco; 2^o monnaie grecque de Capo d'Istria; — Par M. Perquia, un jeton de Louis de Gonzague; — Par M. Lecoindre-Dupont : 1^o double tournois du roi Jean; 2^o monnaie de Charles de Blois, duc de Bretagne, imitation du double tournois du roi Jean; 3^o denier de Charles le Mauvais, roi de Navarre, probablement frappé en Normandie; — Par M. Ledoux, quinze clichés de monnaies de la première et de la seconde race, la plupart frappées en Poitou; un cliché d'un de-

nier de Mauléon, un autre cliché d'un méreau du chapitre de St-Hilaire de Poitiers, enfin un cliché bronzé du franc d'argent du roi de la Ligue, Charles X, cardinal de Bourbon.

Objets divers.

Par M. Alp. Pichot, empreinte d'une pierre gravée, trouvée à Poitiers, rue des Écossais.

Chronique.

La quinzième session du congrès scientifique de France s'ouvrira le 4^{er} septembre prochain à Tours, dans une des salles de l'archevêché, et durera douze jours. MM. les secrétaires généraux du congrès avaient invité la Société à proposer quelques questions intéressant l'histoire, l'archéologie et les beaux-arts. Sur le rapport d'une commission composée de MM. Cardin, Rédet, Pressac, Lecoindre-Dupont et l'abbé Auber, rapporteur, la Société a présenté les questions suivantes, qui ont été inscrites au programme de la session :

- « Rechercher comment, pourquoi, où et à quelle époque ont été »
- » fixées les règles de la science héraldique ? »
- « Rechercher les éléments de l'histoire civile et administrative »
- » de la ville de Tours et du bourg de St-Martin, de 1151 à 1203 ; »
- » quels droits y exerçaient simultanément les rois de France et les »
- » rois d'Angleterre, notamment quelle part ces princes purent »
- » avoir dans la fabrication de la monnaie de l'église de St-Martin, »
- » et comment cette monnaie tournois devint la base du système »
- » monétaire de la France entière ? »
- » Quels sont l'origine, la destination primitive et les divers usages, »
- » aux différents siècles du moyen-âge, des parvis ménagés devant »
- » la porte principale des églises ? »
- « Du XIII^e au XVI^e siècle inclusivement, on remarque fréquem- »
- » ment sur les verrières l'image des artistes ou donateurs : a-t-on »
- » retrouvé aussi l'image des sculpteurs ou architectes sur les »
- » sculptures ou bas-reliefs qui ornent les tympans et autres por- »
- » tions historiées de nos églises gothiques ? Comment les distingue-

» t-on des autres personnages, ou bien en sont-ils séparés et munis
» de quelques signes caractéristiques ? »

« Rechercher quelles modifications les croyances de féerie ont
» reçues du contact des idées religieuses et chevaleresques du
» moyen-âge et du mélange des traditions de l'Orient ? »

« Rechercher si les chants des premiers chrétiens étaient des
» traditions de la musique grecque ou de la musique hébraïque ? »

Une exposition d'objets d'art anciens aura lieu, pendant la session, par les soins de la Société archéologique de Touraine, et plusieurs excursions archéologiques seront faites par la section d'histoire et d'antiquités du congrès.

Dans sa séance du 19 février, la Société avait adopté les conclusions suivantes, qui lui avaient été présentées par une commission chargée de l'examen d'une proposition de M. Pilotelle, tendant à provoquer le dégagement du côté sud de l'église Notre-Dame.

1° Emettre le vœu que l'église Notre-Dame soit dégagée des boutique, porche, magasin et sacristie qui masquent le côté sud de ce monument ;

2° Inviter M. le président à transmettre ce vœu à l'administration municipale et à lui signaler le terrain et les bâtiments classés sous l'article 1242 du plan cadastral de la ville, avec le petit toit touchant à l'église dépendant de l'article 1241, comme pouvant remplacer les servitudes qui seraient enlevées à l'église par suite de ce dégagement ;

3° Dans le cas où l'administration municipale prendrait en considération le vœu de la Société, provoquer le concours de M. le ministre de l'intérieur pour l'achat des terrains et bâtiments destinés à remplacer la sacristie actuelle et ses annexes ;

4° Dans le cas de la réalisation de la mesure projetée, inviter la fabrique à faire replacer l'inscription commémorative du rétablissement de la statue de Constantin dans la partie du mur de l'église où cette statue se voyait autrefois, et à utiliser, s'il est possible, dans les travaux d'appropriation des nouvelles sacristies, les arceaux existant au-dessus du petit porche qui serait détruit.

D'après la demande de M. Pilotelle, qui avait porté sa proposition dans le sein du conseil municipal, les conclusions de la

Société n'ont été transmises à M. le maire qu'au commencement du mois de mai dernier. La commission du conseil municipal, dans le but d'agrandir la place publique, a proposé de dégager non-seulement le côté sud, mais en outre tout le chevet de l'église; et le conseil a voté cinquante mille francs applicables à cette dépense dans le cas où le gouvernement voudrait se charger du surplus des frais.

Si ce dernier projet ne peut se réaliser, il est vivement à désirer que l'exécution du dégagement partiel proposé par la Société soit tout au moins reprise par le conseil municipal. La mise en vente des terrains et bâtiments formant les parcelles 1241 et 1242 du plan cadastral, par suite du décès de l'ancienne propriétaire de ces immeubles, donne à cette mesure une opportunité et une urgence qu'elle n'avait pas au moment où la commission de la Société a présenté son rapport.

Sur la demande de M. Robin, architecte de la ville, membre de la Société, une commission composée de MM. Faye, l'abbé Cousseau et Rédet, s'est adjointe à une commission du conseil municipal, afin d'examiner quel système de charpente et de toiture il conviendrait d'employer pour la restauration des couvertures de l'église Saint-Hilaire.

Le jury chargé de régler les indemnités dues à M. Robert-Boncenne pour les terrains et bâtiments qui lui seront pris à l'effet de dégager la façade du Palais des anciens comtes de Poitou, du côté de la rue des Cordeliers, vient de fixer cette indemnité au chiffre de soixante-quinze mille francs. Bientôt cette curieuse façade, si longtemps cachée aux regards, et presque complètement ignorée à Poitiers même, sera entièrement démasquée, et ce vieux et vénérable témoin de la proclamation de Charles VII, rappellera puissamment encore le courage et la constance de nos pères à repousser le joug des Anglais et à sauver la nationalité française.

Par arrêté en date du 26 juin, M. le Ministre de l'instruction publique a accordé à la Société une subvention de trois cents francs. La lettre adressée par M. de Salvandy au président de la Société,

pour lui annoncer cette allocation, est un témoignage d'honorable sympathie que la Société est heureuse de consigner dans ce bulletin :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT ,

» J'ai l'honneur de vous informer que, sur le rapport qui m'a été
» fait des travaux de votre Société et des recherches qu'elle pour-
» suit dans l'intérêt de la science, j'ai mis à sa disposition une
» somme de trois cents francs, imputable sur le crédit qui m'a été
» alloué, en 1847, pour encouragement aux compagnies savantes
» du royaume.

» Je désire que votre Société trouve dans cette décision un té-
» moignage de ma vive sympathie pour elle, et je serais heureux
» qu'il me fût possible plus tard de renouveler et d'augmenter
» même l'indemnité qui lui est attribuée aujourd'hui. »

M. Jeannel a fait connaître à la Société un procédé extrêmement simple et rapide pour obtenir des empreintes de monnaies et de médailles, au moyen de l'électricité.

Ce procédé, dont la découverte est due à M. Morreu, doyen de la Faculté des sciences de Rennes, est d'une exactitude parfaite. Voici en quoi il consiste :

On place sur un corps conducteur de l'électricité une lame de verre, sur cette lame de verre un morceau de papier enduit d'une couche extrêmement légère de colle de dextrine. Sur ce papier on pose, du côté de la colle, sans secousse ni déplacement, la pièce enduite avec le bout du doigt de plombagine porphirisée, dont on a enlevé l'excès en soufflant. On approche de la pièce, ainsi isolée, d'une des armatures d'une bouteille de Leyde médiocrement chargée. L'étincelle part. On relève délicatement la pièce en ayant soin qu'elle ne frotte pas. On humecte avec la respiration le papier, et l'empreinte est faite. Elle est alors renversée. On peut avoir une empreinte directe en se servant de l'empreinte renversée prise sur un papier non collé, et qui alors jouera le rôle de pièce. Pour que les deux papiers soient plans et coïncident, on met dessus une pièce de cinq francs. La théorie est simple; la plombagine partageant l'élan électrique de la pièce qu'elle enduit, est repoussée par cette pièce, et dardée sur le papier où elle est attirée par l'électricité contraire du conducteur placé sous le verre. Une empreinte prise

sur un tissu de soie le pénètre et la montre directe sur la face qui touchait le verre.

La plombagine qui s'attache à la pièce en est enlevée au moyen d'un peu d'eau de savon, sans laisser aucune trace.

Une colonne milliaire datant du III^e siècle vient d'être découverte à Rom. Elle a été transportée dans le musée de Niort par les soins de la Société de statistique des Deux-Sèvres.

En démolissant d'anciens murs à Montmorillon, à l'entrée du faubourg Gravaux, entre le nouveau pont et l'enclosure du petit séminaire (ancienne Maison-Dieu), on a trouvé, dans les premiers jours d'avril, une grande quantité de monnaies du XII^e siècle. Presque toutes ces pièces sont des deniers tournois de l'abbaye de Saint-Martin, ou des deniers angevins portant le nom des Foulques, ce qui ne prouve pas que ces pièces soient contemporaines des Foulques, comtes d'Anjou, car la fabrication des monnaies angevines au nom de Foulques paraît s'être prolongée presque jusqu'à la fin du XII^e siècle. Quelques rares exemplaires de deniers et d'oboles d'Angoulême, aux quatre annelets avec une croix grecque au milieu, et de *barbarins de Limoges*, présentant le nom et la tête de St Martial, étaient mêlés aux deniers de Tours et d'Angers. M. E. Chambert a offert au cabinet de la ville de Poitiers quatre de ces monnaies d'une très-belle conservation, savoir : un denier de l'abbaye de Saint-Martin de Tours, un denier au nom de Foulques d'Anjou, un barbarin de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges et une obole d'Angoulême.

Les travaux de restauration de l'église Saint-Nicolas de Civray viennent de faire découvrir des fresques fort curieuses qui étaient cachées par le badigeon. On y remarque notamment un sujet légendaire.

Dans la séance publique du 4^{er} juin 1848, la Société archéologique de Béziers décernera :

1^o Une couronne de laurier en argent à l'auteur de la meilleure pièce de vers sur un sujet qui est laissé au choix des concurrents;

2° Un rameau de chêne, aussi en argent, à l'auteur des meilleures recherches sur un point de l'histoire du Languedoc au moyen-âge.

Les concurrents devront adresser, avant le 15 mai 1848, leurs pièces en double expédition à M. le secrétaire de la Société archéologique à Béziers; les deux exemplaires porteront en tête une épigraphe qui sera répétée dans un billet cacheté où sera écrit le nom de l'auteur.

Nécrologie.

La Société a perdu dans le cours de ce trimestre un de ses membres les plus honorables, M. de la Liborlière, ancien recteur de l'académie de Poitiers. Quoiqu'il ait exprimé par écrit le désir *qu'il ne fût, après sa mort, rien dit, rien écrit qui pût appeler sur lui l'attention*, la Société ne croit pas manquer à ce vœu en exprimant les vifs regrets que lui cause la perte d'un membre dont la parole a souvent animé ses séances par des communications utiles, par des observations piquantes et judicieuses, et dont la plume a enrichi ses publications des travaux suivants :

1° Rapport sur des gâteaux d'une forme particulière qu'on prétendait faire remonter jusqu'aux mystères d'Isis ;

2° Notice sur Mélusine ;

3° Remarques sur une nouvelle édition de l'Histoire du Poitou, de Thibaudeau : M. de la Liborlière y donne d'amples et précieux détails sur ce qu'a été l'église de Saint-Hilaire de Poitiers ;

4° Rapport sur l'ouvrage de MM. Louyrette et de Croy, intitulé Louis XI et le Plessis-lès-Tours ;

5° Rapport sur le Précis historique du Poitou, de M. Giraudeau de Saint-Gervais ;

6° Souvenirs de l'ancienne université de Poitiers ;

7° Notice sur Diane de Poitiers ;

8° Observations sur le Tableau des émigrés du Poitou, publié par M. Beauchet-Filleau ;

9° Appendice à l'article sur la Grand'Gueule inséré dans les Vieux Souvenirs du Poitiers d'avant 1789.

Sous ce dernier titre, M. de la Liborlière avait réuni et publié à part une foule de renseignements curieux sur les monuments, les

institutions, les mœurs et les usages de cette ville, avant la révolution.

Dans cet opusculé, comme dans ceux dont nous venons de citer les noms, et dont plusieurs ont une tout autre importance que ne le ferait supposer leur titre modeste de Rapport ou de Remarques, M. de la Liborlière montre une grande connaissance des choses et des hommes de notre pays, une netteté, une exactitude, une précision remarquables, une étendue, une sûreté de mémoire vraiment extraordinaires, et qui faisaient de lui un homme que personne ne pourra remplacer.

M. Mangon de la Lande a aussi été enlevé à la Société, le 10 juin dernier, à l'âge de 78 ans.

M. de la Lande prit la part la plus active à la fondation et à l'organisation de la Société, dont il fut nommé président dans la première séance, tenue le 13 août 1834. Son dévouement de tous les instants aux intérêts de la Compagnie, ses nombreux travaux, l'autorité de sa parole, l'aménité de ses formes et la bienveillance de son caractère, lui valurent la même distinction en 1836 et 1838; et la bonne direction qu'il ne cessa de donner pendant six années, comme président ou vice-président, aux travaux de la Société, dont il fut véritablement l'âme, n'a pas peu contribué à lui assurer la place distinguée qu'elle occupe dans le nombre des corps savants de la France.

M. de la Lande avait quitté Poitiers en 1840, mais il était toujours resté attaché de cœur à la Société qu'il avait fondée; il lui adressait de fréquentes communications, et le présent Bulletin contient encore la preuve du bon souvenir qu'il gardait des objets d'antiquité recueillis sur le sol de Poitiers; de même que la correspondance affectueuse qu'il entretenait avec plusieurs des membres de la Société montre tout l'attachement qu'il conservait pour ses anciens collègues. Aussi, les regrets causés par sa perte ne sont pas moins vivement sentis à Poitiers que s'il eût continué toujours à résider dans cette ville où il comptait pour amis tous les hommes qui avaient pu le connaître et apprécier les excellentes qualités de son cœur, qualités qui, chez lui, surpassaient encore les dons si brillants de l'esprit.

Une notice plus étendue rappellera les travaux et les titres scientifiques de M. de la Lande, dont la mort n'a été connue de la Société que lorsque l'impression de ce Bulletin était déjà très-avancée.

L'administration de la Société fait une autre perte, bien moins douloureuse, il est vrai, car elle n'est que partielle et momentanée, mais très-regrettable néanmoins, par suite de l'éloignement de son président, M. Faye, nommé procureur du roi à Civray. Tous les membres ont pu remarquer quelle impulsion nouvelle les travaux et les publications de la Société ont reçue pendant la courte présidence de M. Faye, grâce à l'activité et au rare esprit d'ordre qui le distinguent.

M. Faye a fait, dans la séance du 47 juin, ses adieux à ses collègues, dont il emporte l'estime et l'affection. L'expression des regrets de la Société, les vœux qu'elle forme pour le prompt rappel de M. Faye à Poitiers, ont été consignés au procès-verbal de la séance.

Les lettres et paquets pour le président de la Société devront être maintenant adressés à M. Ménard, vice-président.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

TROISIÈME TRIMESTRE DE 1847.

SOMMAIRE.

- I. — *Lettre de M. Faye sur les peintures découvertes dans l'église St-Nicolas de Civray.*
 - II. — *Observations sur le nouveau vitrail de l'église St-Jacques de Châtellerault, par M. l'abbé AUBER.*
 - III. — *Compte rendu et Chronique.*
-

LETTRE

SUR LES *Peintures murales* DE L'ÉGLISE SAINT-NICOLAS DE CIVRAY,

Par M. FAYE, Président de la Société.

Dans le courant du mois de mai dernier, pendant qu'on exécutait les habiles travaux qui rendent à l'église St-Nicolas de Civray son antique et majestueuse simplicité, deux ouvriers aperçurent, en grattant la muraille qui termine le transept de droite, des restes de peintures. On les dégaga avec précaution de l'enduit qui les recouvrait, et on vit apparaître une large fresque que depuis bien longtemps sans doute le badigeon avait cachée à tous les regards.

La muraille sur laquelle les peintures ont été placées est large de 5 m. 30 c. environ, et la fresque occupe toute la largeur du pan. Elle se trouve élevée de 3 m. 50 c. au-dessus du sol de l'église, et a elle-même 1 m. 75 c. de hauteur, en y comprenant l'encadrement

général, composé d'une bande de rubans à plis roses et bleus sur un fond jaune clair, dans la partie supérieure ; roses et blancs sur un fond brun, dans la partie inférieure, dont il ne reste que quelques traces.

Cette fresque est divisée en six parties, auxquelles je donnerai le nom de panneaux. Le fond est alternativement bleu et brun-rouge, parsemé de sphères ou boules jaunes dont je ne m'explique pas la présence. La peinture des second et troisième panneaux a été considérablement endommagée à l'époque, sans doute assez reculée, où une petite fenêtre, aujourd'hui murée, fut percée dans cet endroit.

Les deux premiers panneaux occupent presque la moitié du tableau (2 m. 40 c.) ; et sont séparés par une ligne jaune qui semble indiquer qu'il n'existe aucune relation entre les sujets qu'ils représentent. Les quatre autres, au contraire, beaucoup plus étroits, puisqu'ils n'ont ensemble que 2 m. 90 c. de largeur, ne se distinguent que par la différence de teinte du fond, et ne contiennent qu'un même sujet.

Après ces détails préliminaires, j'arrive à la description de chaque panneau :

Le premier à gauche représente un prêtre occupé à dire la messe. Sur l'autel on voit le calice et deux chandeliers. Au-dessus est un ange qu'on distingue difficilement. Le prêtre est un vieillard à large tonsure ; sa chasuble est jaune, brodée de feuilles symétriquement disposées en croix et de couleur brune. Le manipule et l'étole sont jaunes et bordés d'une frange. L'amict rabaissé sur le cou et la forme allongée de la chasuble me paraissent caractéristiques.

Dans le second panneau, on aperçoit un seigneur ayant sur la tête une couronne. Il porte une longue tunique brune avec des ornements jaunes, et un large manteau doublé d'hermine. Il est agenouillé devant un saint personnage que les dégradations du panneau ont effacé, et dont on aperçoit seulement le sommet de la tête entouré d'une auréole. Une ligne jaune sépare, ainsi que je l'ai dit, cette scène de la précédente, ce qui permet de croire qu'elle en est indépendante ; j'en trouve une autre preuve dans la position même du seigneur, puisqu'il tourne le dos au prêtre qui officie.

Cette seconde scène est également séparée par une ligne jaune de celle qui commence dans le troisième panneau.

Malgré les dégradations considérables qu'il a subies, on y reconnaît encore la tête et les pieds de devant d'un cheval lancé au galop. Son cavalier est évidemment le même seigneur, qui se livre au plaisir de la chasse ; il porte encore sa couronne , et se trouve en compagnie d'un autre seigneur dont on ne voit que la tête.

Dans le quatrième panneau est un archer vêtu d'une tunique, tête nue et son arc à la main ; il vient, je suppose, de lancer une flèche contre un cerf que poursuit une levrette blanche à collier jaune.

Ce cerf, qui fuit de toute la vitesse de ses jambes, occupe le cinquième panneau, orné d'un bel arbre blanc à plusieurs branches portant quelques feuilles.

Dans le dernier panneau , un moine est assis , son livre sous le bras , à l'ombre d'un autre arbre à branches et feuilles brunes. Le cerf arrive haletant, et le saint personnage lui met la main sur la tête , pour montrer sans doute qu'il prend ce pauvre animal sous sa protection. Le moine est, comme le prêtre , un vieillard à barbe blanche, à large tonsure. Sa tête est entourée du nimbe.

Il est évident qu'une même scène se trouve représentée dans les quatre derniers panneaux , et qu'elle est consacrée au souvenir de quelque chronique ou de quelque légende. J'ai essayé de la décrire, il ne fallait pour cela qu'un peu de bonne volonté ; mais je n'oserais entreprendre de l'expliquer.

Il ne faut pas chercher dans ces fresques la correction du dessin, l'harmonie des couleurs ; tout cela est dur , incorrect , mais tout cela est d'une simplicité naïve qui intéresse involontairement. Il est grandement à désirer que ces peintures soient convenablement restaurées.

Au sommet de la voûte de l'église de Civray , si digne de l'attention des antiquaires , l'architecte , M. Jolly , a fait conserver des vestiges d'anciennes peintures qui consistent en deux bandes d'ornements pouvant servir de modèle. Je crois qu'à une autre époque une grande partie de l'église était peinte ; j'en ai trouvé , du moins , sur les piliers et dans quelques autres parties de l'édifice , des preuves non équivoques.

L'ÉGLISE SAINT-JACQUES DE CHATELLERAULT,

SON NOUVEAU VITRAIL. — OBSERVATIONS A CE SUJET SUR UN ARTICLE DE
M. FOUCART,

Par M. l'abbé **AUBER**, chanoine et historiographe du diocèse de Poitiers.

Je vous ai quelquefois entretenus, Messieurs, en 1846, des restaurations entreprises à Châtellerault par la fabrique de l'église paroissiale de St-Jacques. M. Foucart, notre honorable collègue, vous en a parlé aussi dans une note insérée ci-dessus, p. 4 de ce volume. Il a joint à son précis des réflexions sur le vitrail en style du XIII^e siècle qui décore maintenant la fenêtre terminale. Me permettez-vous d'apporter à mon tour quelques remarques et sur l'œuvre en elle-même et sur les observations dont elle a été l'objet? L'art se rattache si étroitement à l'archéologie, celle-ci a tellement besoin de lui, que les notions qu'on peut se faire de l'un doivent nécessairement influencer sur celles de l'autre. C'est donc tendre à s'éclaircir que discuter les théories diverses que chacun a le droit de présenter sans doute, mais que chacun peut aussi, par la même raison, examiner et reprendre. C'est par là que ces théories, dégagées plus tard de ce qu'elles doivent nécessairement encore avoir de hasardé et d'incertain, passeront à l'état de principes, deviendront les bases d'une science qui commence à peine de nos jours, et, pour elle comme pour tant d'autres, ramèneront tout à l'unité de doctrine. Quant aux divergences d'opinion exprimées en pareil cas, elles ne cesseront pas d'être ce qu'elles furent toujours entre nous : des guerres tranquilles dont les armes sont des livres ou des pensées, et qui, entreprises dans les plus honorables intentions, sur un territoire neutre, n'empêchent point les parties belligérantes de se tendre la main au milieu même du combat.

J'ai raconté succinctement à M. de Caumont, dans une lettre imprimée au *Bulletin monumental* (1), et M. Foucart vous a redit lui-même en peu de mots quel avait été l'objet de mes soins dans l'église qui nous occupe. Une restauration du sanctuaire en style

(1) T. XIII, p. 315.

roman fleuri des ^x^e et ^{xiii}^e siècles, auxquels il appartient ; une ornementation aussi remarquable par la richesse et la variété de ses motifs que par la bonne exécution des sculptures, sous la main d'un ouvrier intelligent qui s'est élevé là à toute la hauteur d'un artiste ; la disparition des boiseries, du plâtre et des barbouillages à l'huile qui insultaient au bon goût en cachant jusqu'aux moindres restes de la décoration primitive : tels sont les principaux traits à signaler dans cette rénovation si heureuse, dont on sentira mieux l'importance si j'offre ici une rapide esquisse du monument.

A en croire Bouchet (1), sa fondation remonte à l'année 1077. Elle est due à Isembert II, évêque de Poitiers, qui la donna à l'abbaye de St-Savin, dont elle devint un prieuré. En 1093, le saint évêque Pierre II confirme cette donation par une charte (2). On y voit que dès lors elle possédait le titre et les droits d'église paroissiale. Depuis cette époque, l'abbé de St-Savin présentait à la cure.

A ne considérer que l'abside principale et les deux petites qui s'y accolent, ces dates n'ont rien de surprenant, et c'est en effet le type que nous a laissé l'architecture poitevine du ^x^e siècle. On voit même qu'il s'y rapproche beaucoup du ^{xiii}^e par l'élégance du dessin, la pureté des coupes et la délicatesse des moulures. Les deux bas-côtés qui se développent parallèlement à la nef médiane jusqu'à la croisée seulement, sont fort étroits et s'éclairent par de grandes baies en plein cintre qui s'évasent beaucoup en dedans et dont le rétrécissement ne laisse pénétrer qu'un jour assez rare. Mais les travaux de construction auront dû se prolonger pour d'autres parties accessoires, et l'inspection des voûtes et des chapiteaux ne permet pas de les attribuer à la même époque. Aux arcades en tiers-point, aux nervures encore épaisses, mais garnies de tores sculptés qui soutiennent la courbure des voûtes, aux motifs variés des corbeilles qui couronnent les piliers cantonnés, et dont quelques-unes n'ont pas été achevées, on voit clairement qu'il faut aller jusque vers 1180 pour trouver le dernier terme de l'œuvre. La porte occidentale, avec ses demi-cercles toriques embellis d'une

(1) Annales d'Aquitaine, ad ann. 1077.

(2) Archives départementales, *Abbaye de St-Savin*, charte de 1090.

profusion de moulures parfaitement traitées, et ses chapiteaux historiés de symboles mystiques, témoigne aussi de la dernière période romanè, mais moins avancée que celle de l'arcature ogivale des arcs-doubleaux intérieurs. Ce fait doit persuader que l'église n'a été achevée, comme bien d'autres, comme notre cathédrale en particulier, qu'après sa consécration : les voûtes n'auront été formées qu'après tout le reste, et les lenteurs de l'édification auront pu mettre une cinquantaine d'années entre l'abside et le portail, quoique dès 1093, c'est-à-dire seize ans après la fondation, l'enceinte eût déjà été construite avec tous les caractères de cette époque.

Les latéraux ont perdu leur pureté primitive au xvi^e siècle, où des chapelles y ont été pratiquées, soit pour agrandir le vaisseau, qui ne compte que quatre travées en avant du sanctuaire, soit pour réparer quelques dégradations des guerres civiles. Le latéral nord n'a qu'une de ces chapelles. Deux autres garnissent celui du sud ; puis une dernière, formée de deux travées, se jette en hors-d'œuvre le long de l'absidiole méridionale, et sert de sacristie : des nervures et des retombées prismatiques, de petites colonnettes grêles coiffées de chapiteaux infundibuliformes, des voûtes ornées d'écussons grattés naguère par l'excessif amour de l'égalité, des caissons et des pendentifs assez gracieux forment la décoration de ces annexes.

Quant au sanctuaire, il se déroule en hémicycle, s'éclaire d'une fenêtre terminale en plein cintre peu évasée et d'une largeur peu commune dans le reste du diocèse, mais qui m'a semblé être particulière à cette baie dans le Châtelleraudais ; Bonneuil-Matours et Vouneuil-sur Vienne en offrent surtout deux exemples remarquables et du même âge. Autour de cette principale ouverture règne une suite d'arcades bouchées et de fenêtres disposées alternativement : ces dernières, larges aussi, mais beaucoup moins que la première, et d'un évasement beaucoup plus profond. Leurs archivoltes, en couronnant l'ensemble de cette arcature, reposent sur des chapiteaux, dont les colonnes servent de pieds-droits aux fenêtres et charment l'attention par la riche variété de leurs ornements. Les méandres, les losanges enchaînés, les disques vides enlacés en chaînes perpendiculaires, les fleurons, les têtes de clou, les pointes de diamant, les palmettes, les enroulements de toutes

sortes, s'y sont donné rendez-vous et déployaient avec une prodigieuse fécondité toutes les moulures favorites du genre byzantin. Des animaux fantastiques, des feuillages, des branches de vigne chargées de leurs fruits garnissent les têtes des colonnettes, les impostes qui les réunissent au-dessous de la retombée des arcades, et quelquefois aussi les angles montants des fenêtres. Tout ce travail est dû au ciseau de M. Janvier, entrepreneur domicilié à Châtellerault, dont la rare intelligence a parfaitement saisi et promptement rendu le type roman avec sa lourdeur dans les êtres animés, avec sa délicatesse dans les feuillages et les profils. On comprend combien la présence d'un tel ouvrier peut devenir utile dans une province, et ce specimen doit faire espérer que M. Janvier donnera, au besoin, dans quelques autres de nos églises, des preuves de son facile talent.

La voûte de cette partie absidale du monument était, comme presque toutes celles de cette période architecturale, formée en berceau par un mélange de ciment et de moellons. Il lui fallait donc un enduit sur lequel, en attendant mieux, on a passé un lait de chaux que remplacera un ciel bleu étoilé d'or. L'appareil, aussi en moellons, est disposé par une couche de mortier fin à recevoir des peintures dont les motifs pourront être pris à St-Savin, ou à quelques-uns de ces temples anciens ou nouveaux, dont la construction ou la restauration est confiée à Paris à des mains sûres et habiles. — Puis, cette première portion de l'église convenablement ornementée, on fera participer à sa gloire tout le reste, ses nefs, sa croisée, ses deux absides secondaires; on réparera, par une imitation dont nous avons maintenant le secret, certains détails de la façade rongés par le salpêtre et le temps, et la fabrique de Saint-Jacques pourra se vanter d'avoir rendu à la ville un des plus intéressants édifices du Poitou.

Mais ne manquerait-il pas à une église du moyen-âge l'un de ses traits propres et saillants, si ses fenêtres n'étaient ornées de ces belles verrières que le peuple, comme nous, n'y contemple jamais sans admiration? Ce sera donc encore un des premiers soins à donner au chœur de Saint-Jacques; et pourquoi pas à tout l'ensemble de sa fenestration? un heureux essai a déjà ému sur ce point la fabrique et les paroissiens. Leur Patron brille, au milieu de la splen-

deur de sa vie immortelle, dans un vaste vitrail qu'il nous faut maintenant décrire, et sur lequel nous appelons surtout l'attention de nos lecteurs ; c'est ici que va commencer notre tâche de critique et notre polémique amicale.

Ce vitrail, commandé par moi, au nom de M. le curé de Saint-Jacques, à l'une des fabriques du Mans, fut exécuté sous la direction de M. Lusson, artiste distingué, l'un de ceux qui jusqu'à présent m'ont semblé le mieux comprendre ce merveilleux langage de l'art catholique. Les dimensions totales de l'œuvre sont de 3 m. 25 c. de haut sur 2 m. de large. Elle est divisée en trois compartiments établis sur un fond d'azur, comme presque toutes les verrières du *xiii^e* siècle : celui du milieu est un encadrement formé d'une suite de coquilles dites peignes de St Jacques, et que surmonte une Jérusalem céleste, riche de tous les détails qui caractérisent cette espèce de dais. St Jacques le Majeur y paraît en pied, ayant un mètre de haut, sinon un peu plus. Il est revêtu d'une robe verte au bas de laquelle festonne une bordure en broderie jaune d'un bel effet. De cette robe une portion se cache sous un manteau brun. Pieds et tête nus, à la manière des apôtres, le nôtre porte à la main gauche un simple bâton de pèlerin n'ayant pour tout ornement qu'un nœud vert à l'extrémité supérieure. De la droite, enveloppée par respect dans un pli du manteau, il tient le livre fermé, autre signe distinctif de l'apostolat, et qui se fait ici remarquer par une grande beauté d'exécution. L'attitude du saint est digne et grave ; la figure, sérieuse par les traits, reçoit de l'heureux agencement des cheveux et de la barbe une noble sérénité. Les draperies sont élégantes, bien contournées et ne sentent nullement la roideur. Le plan sur lequel est posé le Saint se forme de plusieurs rangs de jolis rinceaux dont les couleurs variées se marient parfaitement au bleu du fond et y dessinent une ravissante mosaïque.

Les deux autres compartiments se composent, à droite et à gauche de celui-ci, d'une suite de médaillons circulaires de 30 à 35 cent., reliés par des rinceaux entrelacés auxquels se mêlent des fleurs de fantaisie dont le *xiii^e* siècle est si prodigue. Ces six médaillons reproduisent un trait de la vie de St Jacques emprunté à la *Légende dorée*. — Selon un usage fréquemment suivi par les peintres

verriers du moyen-âge , le premier sujet est placé au bas du vitrail, à gauche du spectateur ; le second le suit sur la même ligne horizontale ; puis le troisième se place au-dessus du premier , le quatrième au-dessus du second , et ainsi de suite jusqu'au sixième , qui se trouve posé le plus haut , à main droite. Avant de décrire les sujets choisis par notre peintre , voyons ce que raconte de l'apôtre le célèbre archevêque de Gênes, auteur de la fameuse *Légende*.

D'accord avec l'Évangile et les Actes , il nous représente Saint Jacques prêchant dans la Judée. C'est le seul fait authentique de sa longue narration. Pendant que le Saint s'efforce de convertir les Juifs , un docteur pharisien nommé Hermogène lui envoie son disciple Philetus pour argumenter contre lui : Philetus revient converti au christianisme. Hermogène, irrité, le lie par des sortilèges qui lui interdisent tout mouvement. — Instruit de ce fait , St Jacques envoie son manteau à Philetus , qui se trouve délivré en le touchant , et s'enfuit vers son libérateur. Alors Hermogène ordonne aux démons de lui amener l'apôtre et le néophyte garrottés. Mais, chemin faisant, et quand ils se disposent à obéir, les démons sont enchaînés par un ange qui les tance rudement et les force d'aller trouver le saint et de lui révéler leur mésaventure. A son tour, celui-ci leur commande de lui amener Hermogène : ce qu'ils font aussitôt, non toutefois sans avoir éprouvé quelques mauvais traitements du magicien. Jacques refuse alors d'user de sa puissance sur lui pour les venger, veut au contraire que le Juif soit débarrassé de ses liens, lui permet d'aller où il voudra ; et comme Hermogène, peu rassuré sur les intentions des mauvais esprits, demande au saint, pour sauf-conduit, quelque objet qui lui appartienne, il en reçoit son bâton, qui le garantit de tout danger. Hermogène, vaincu, abandonne tous ses livres de magie à saint Jacques ; puis il se range parmi les chrétiens. — De là, jalousie du grand prêtre Abiathar, et ordre d'Hérode de mettre à mort l'évêque de Jérusalem. Pendant qu'on le mène au supplice, il guérit un paralytique. — Ce miracle convertit un scribe nommé Josias, qui se jette aux pieds du martyr et proteste qu'il est chrétien. Baptisé aussitôt par St Jacques, il partage sa couronne en mourant avec lui sous l'épée du bourreau (1).

(1) *Lég. dorée*, t. 1, p. 172 et suiv., 1843.

Tel est le fond sur lequel il fallait exécuter notre verrière, et voici comment M. Lusson en a distribué les détails :

5.

St Jacques
est mené au supplice
par deux soldats qui ont
l'épée au côté; l'un d'eux a
de plus une massue. Une corde est
passée au cou de l'apôtre dont le peuple
à genoux reçoit la bénédiction. —
Ici tout est tellement recon-
naissable qu'on a cru pou-
voir omettre les noms
propres.

3.

St Jacques
donne son bâton
à Hermogène, qui le
reçoit à genoux. Derrière
lui un disciple à la figure
douce et intelligente, sans doute
Josias déjà entraîné vers la bonne doc-
trine, quoique non encore converti, tient
sous le bras un livre fermé. Il regarde
son maître avec respect et attention.
Une colonnade couronnée de cha-
piteaux feuillés et sveltes fait
le fond de ce médaillon.
Au-dessous du siège
de l'apôtre,
S. IACOBVS.

1.

St Jacques, assis,
prêche les Juifs qui se
tiennent debout devant lui.
Il leur présente une coupe d'or,
expression du sacrement devenu le
signe le plus sensible de la rédemption.
Au-dessous du St on lit S. IACOBVS.
Son manteau est bistre, sa tu-
nique blanche. Les Juifs ont
des poses variées qui ont
du mouvement et
de la naïveté.

6.

St Jacques
à genoux devant
Abiathar qui est assis,
tenant un glaive, et une
jambe appuyée en travers sur
l'autre. Le grand prêtre donne l'ordre
de mort à un bourreau qui saisit le saint
par les cheveux et lève l'épée sur sa tête.
Au-dessus de cette tête qu'entoure un
nimbe doré, une main sort d'un nuage
et suspend une couronne d'or. Derrière
le saint, Josias à genoux prie les mains
jointes et attend son tour de mourir.
Comme St Jacques, il n'a plus que sa
tunique blanche. Sous l'estrade
du juge, ABIATHAR. Au-
dessus de la tête
de Josias,
IOSIAS.

4.

Hermogène
apporte ses livres
de magie à St Jacques
toujours assis sur un petit
escabeau. L'apôtre tient d'une
main un livre entr'ouvert; de l'autre
il semble expliquer à Hermogène un pas-
sage des écritures. Josias, qui déjà
est plus avancé dans son amour
de l'Évangile, est assis à côté
du maître. Au bas de la
scène sont écrits les
mots : IACOBVS.
HERMOGENES.

2.

Deux
démons cornus,
l'un d'une carnation
brune, l'autre entière-
ment vert, le premier armé
d'une massue, le second tenant
Hermogène par une corde qui lie ses
mains, amènent celui-ci à St Jacques.
L'apôtre est assis sur un petit coffre sculpté
dans la forme d'une maison du XIII^e
siècle. Il bénit le magicien dont la
délivrance est ici opérée : au-
dessous, S. IACOBVS. Le dé-
mon vert a des ailes
aux hanches et le
corps velu.

On voit dans cette suite de faits ceux qui dans la légende sont les plus remarquables. St Jacques y apparaît toujours la tête ceinte d'un nimbe rouge, excepté dans la dernière scène; il a toujours les pieds nus; il tient toujours son livre symbolique. La manière du *xiii^e* siècle, sauf l'excessive roideur qu'il faut attribuer au dessin de cette époque, règne là avec toute sa naïveté; son beau coloris; le ton général en est fort bon, plein d'harmonie; la perspective y est aussi un peu mieux ménagée qu'au moyen-âge; car le tableau sera vu de près, et l'artiste, qui a pris de ce temps tout ce qui peut aujourd'hui raisonnablement s'en prendre, a su en éviter les défauts, ou ce que nous croyons en être, sans faire néanmoins une œuvre moderne dont l'édifice aurait eu le droit de s'étonner. Une des indications qu'il a saisies avec un bonheur remarquable, et qui a bien son mérite, consiste à n'avoir jamais représenté les mêmes personnages, dans les différents médaillons où ils figurent, qu'avec les mêmes costumes et autant que possible les mêmes traits : cette particularité, qui est avant tout dans la nature, aide beaucoup, on le sent, pour la lecture de ces histoires muettes. On doit le féliciter aussi d'avoir donné à son vitrail une armature de la plus grande solidité; le cadre et ses principales divisions sont formés de fortes bandes de fer, et les résilles de plomb qui réunissent les petites parties de chaque tableau sont faites avec un soin qui lui promet une longue durée.

Dans un coin du plan inférieur qui sert comme de piédestal au saint, nous lisons : *HOC VITRUM POSITUM EST ANNO DOMINI 1846, CURIS D. AUG. BOISLABEILLE, HUIUS ECCLESIE RECTORIS, ET D. J. B. BOISLABEILLE, VICARII EJUS ET NEPOTIS.* — De l'autre côté, en face : *M^{re} de Lussan, au Mans.*

Tous ces noms avaient droit à une place dans cette belle page, dont l'effet est vraiment beau, et impose agréablement au regard dès l'entrée de l'église. Placée en forme de retable au-dessus du grand autel, qui occupe maintenant le fond de l'abside, cette verrière ne donne au sanctuaire qu'un jour de demi-teinte qui charme les yeux sans les éblouir. Un tableau de ce genre en appelle d'autres autour de lui, qui viendront compléter dans quelque temps la haute idée qu'on s'est faite de cette paroisse.

Cependant il est arrivé à cette composition ce qui advient à tant

d'autres. En travers de la satisfaction générale s'est glissée contre elle une petite critique dont nos Bulletins, Messieurs, conserveront à jamais l'expression très-douce et très convenable, il est vrai, mais sur laquelle j'ai cru qu'il n'était pas impossible de revenir. Aussi bien je sens le besoin de me venger d'une certaine infidélité de M. Foucart. Une première fois nous avons visité ensemble, comme membres de la commission archéologique diocésaine, les réparations plastiques de Châtellerault : nous restâmes parfaitement d'accord sur l'éloge qu'elles méritaient. Une seconde fois mon compagnon m'échappe, va seul examiner la fragile merveille dont je lui avais annoncé la pose récente, et, à mon grand désappointement, revient à Poitiers par Saumur pour désenchanter mes espérances. A l'entendre, ce vitrail, dont il se plait toutefois à proclamer le mérite, pêche par trop de translucidité, par le choix des couleurs; ensuite il attaque surtout le *vert-pomme*, auquel il en veut spécialement, lui reprochant de dominer, tandis que dans le fond général il ne voit que du bleu, et que conséquemment le bleu domine lui-même : — il se plaint de la tunique *vert-pomme* du principal personnage, de certain diable *vert-pomme* qui lui déplaît souverainement, et de *je ne sais plus quelle couleur* donnée à un autre *de ses collègues*. Vous comprenez, Messieurs, qu'il s'agit ici d'un autre diable. Quant à notre collègue, à nous, il récrimine fortement contre la *Légende dorée*; il se demande si ses miracles bizarres, ses chroniques apocryphes peuvent bien remplir le but qu'on se propose dans les images d'église, qui doivent tendre à l'instruction et à l'édification des fidèles; il craint que de tels faits ne servent de textes à la malveillance, qui respecte peu la religion et ses mystères; et, en dépit du moyen-âge, qu'il prétend imité mal à propos en cela, sans vouloir, il l'avoue, briser les anciens vitraux entachés de ces vieilleries, il propose de n'en plus faire de semblables. Il eût donc été mieux, selon M. Foucart, de reproduire les souvenirs évangéliques de St Jacques, qui me semblent pourtant, à moi, peu capables de se traduire en images intéressantes (1). Et puis, s'écrie-

(1) En effet, il n'est parlé de St Jacques dans les livres saints qu'aux chapitres iv et x de l'évangile de St Mathieu, aux vi^e et ix^e de celui de St Luc, et au xii^e des Actes des apôtres. Or, St Mathieu raconte dans la première de ces citations que Jé-

t-on, le bon saint n'a pas dans la verrière de M. Lusson le costume traditionnel, le chapeau à larges bords, la pèlerine ornée de coquilles...—on pourrait ajouter : ni la calebasse au bout du bâton.—Voilà, Messieurs, quels ont été les estimables scrupules de M. Foucart. J'avais promis d'y répondre, car les reproches adressés au tableau de verre, je les méritais en partie, *puisque'il faut parler net*, ayant imposé à M. Lusson le choix de la *Légende dorée* ; mes motifs ressortiront des principes généraux que je vais poser, et peut-être voudra-t-on reconnaître bientôt avec M. Foucart lui-même que *ses critiques, après tout, sont fort contestables*.

Il est bon de prévenir que l'artiste du Mans, ayant eu connaissance de l'article publié dans le Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, s'était mis en défense, et avait répondu avec non moins de justesse, selon moi, que de convenance, aux observations de M. Foucart (1). Cette réponse ne traite que la question d'art et réfute les objections qui s'y rapportent. En reproduisant ses propres idées, je tâcherai de les corroborer par d'autres prises dans le fond même du sujet, et j'examinerai en outre comment doivent toujours s'observer, en de pareils travaux, les enseignements de l'esthétique chrétienne.

1^o La transparence trop claire des vitraux modernes peut venir sans doute du peu d'épaisseur de leur verre. J'en sais à qui ce reproche ne convient que trop, et il est certainement à souhaiter que les fabricants se conforment, sur ce point important, aux observations qu'on leur adresse de toutes parts ; mais ici je me suis convaincu que l'épaisseur n'est pas moins de 2 millimètres, ce qui offre sur le peu d'étendue de chaque facette, et eu égard à la soli-

sus ayant vu Jacques et Jean, son frère, dans une barque où ils raccommoiaient des filets avec leur père Zébédée, il appela les deux jeunes gens pour se les adjoindre. — Dans la seconde, on ne voit que son nom figurant parmi ceux des douze. — Saint Luc répète cette simple mention ; puis il parle de la transfiguration dont St Jacques fut témoin, et dans les actes il se contente de dire « qu'Hérode fit mourir Jacques par l'épée. » — Où peut-on voir dans ces quatre passages des sujets de tableaux ? Impossible de rendre une de ces situations de St Jacques sans l'embrouiller avec les personnages qui l'entourent. Pour avoir de lui quelque peinture, il faudra donc de toute nécessité recourir à la tradition, qui vient souvent suppléer l'histoire ou les enseignements écrits, avec l'assentiment exprès de l'Église.

(1) LA VIENNE, journal de Châtellerault, 3 juillet 1847.

dité de leurs réseaux métalliques, toutes les conditions nécessaires de résistance. Il ne faut pas d'ailleurs se persuader que la teinte plus forte des vitres du moyen-âge leur vienne seulement d'une plus grande densité de matière pour une surface égale : elles la doivent particulièrement à l'action du temps, qui dépose non pas seulement, comme le dit M. Lusson, sur les contours de chaque compartiment, mais aussi sur toute leur étendue, une sorte de lèpre qui ternit peu à peu l'éclat primitif et finit par l'altérer sensiblement. Hâter cet effet de lumière par une opération qui dépolirait le verre en l'altérant, quelque peu même que ce fût, ce serait aussi prévenir la marche lente des siècles et diminuer d'autant sa durée. Mieux vaut sans doute en rester pour toute notre vie où en furent nos aïeux, afin que nos neveux de l'an 2400 trouvent les verrières que nous leur léguerons en aussi bon état que nous voyons de nos jours celles de 1250. Admettant donc qu'à Châtellerault la matière vitrifiée dût être plus compacte, ce qui n'est certainement pas indispensable, toujours est-il que le coloris général en est fort remarquable ; les nuances s'y fondent avec beaucoup de douceur, y sont réparties avec intelligence, et ne choquent pas tant l'œil de l'observateur que l'a prétendu la plume spirituelle de notre critique. Au reste, c'est une difficile question que celle des couleurs ; je ne sais si les jurys appelés chaque année à s'exprimer sur le mérite des expositions de peinture se sont jamais vus d'accord à cet égard. Chacun trouve sa théorie dans ses propres yeux, et très-souvent de la meilleure foi du monde la rend indépendante des principes établis. Il est donc bien rare qu'un jugement rendu en pareil cas puisse demeurer sans appel (1).

2° Ceci nous mène à l'accusation lancée contre le *vert-pomme*, et franchement, Messieurs, je ne la trouve pas mieux fondée. *Vert-pomme* est un mot qui en lui-même a bien son petit effet dans un petit coin de papier écrit en style sérieux. Répété deux ou trois fois, il n'en a que plus de puissance sur les rieurs ; le *brun-clair* peut bien aussi recevoir un rôle officieux dans l'affaire, et en-

(1) On a reconnu que les peintres eux-mêmes ne donnent souvent dans l'excès de telle ou telle couleur qu'on leur reproche que par une disposition naturelle de leur vue.

fin le *je ne sais plus quelle autre couleur*, outre le mérite d'être un peu vague, a bien celui d'attaquer à la fois toutes les nuances d'un tableau. Cette méthode d'analyse n'empêche pas que la réunion de ces diverses teintes, et le choix de chacune d'elles en particulier, n'aient produit, de l'avis de plusieurs, un ensemble plein de richesse et d'harmonie. Le vert prétendu pomme n'est point du tout ici le vert connu sous ce nom ; il brille, plus ou moins foncé, dans toutes les verrières du *xiii^e* siècle, où je le retrouve en profusion, et pour s'en convaincre il ne faut que lever les yeux dans notre magnifique édifice de St-Pierre ; et si M. Lusson a fait de cette nuance moins forte un essai timide encore, et qu'il avoue, pour le vitrail de St-Jacques, il y a tout lieu de croire qu'on ne pourra que l'en féliciter, aussi bien que du manteau de l'apôtre, qui n'est pas *lie de vin*, comme on l'a dit, mais violet brun, comme le fait observer M. Lusson : couleur qui a de la gravité, et dont le ton sévère, habilement opposé aux couleurs plus riantes qui l'encadrent, contribue singulièrement au gracieux de la composition.

3° Quant aux fonds bleus unis, mêlés parfois d'un bleu plus clair où le jour fait miroiter la moire et ses charmantes ondulations, est-ce bien sérieusement qu'on peut leur demander compte de leur présence ? Mais cette riche couleur est la plus ordinaire dans nos vieux vitraux ; elle s'y étend sous les mille sujets qui les historient ; elle est dans les fonds, dans les costumes, dans les monuments ; elle y a son symbolisme à part, et quelques grandes fenêtres en sont tellement chargées, que les épisodes de l'histoire sainte n'y brillent que comme de simples et petites mosaïques à peine saisissables à l'œil nu. Je citerai pour exemple la première fenêtre géminée du latéral nord dans la cathédrale de Poitiers. Là, presque tout est d'azur, et beaucoup d'autres dans ce même monument attestent une préférence marquée pour ce fond bleu, qui a le double avantage de répandre un jour plus sombre et de faire mieux ressortir les couleurs qu'on lui associe.

4° Voici venir le diable *vert*, et l'autre dont la couleur n'est pas facile à trouver, paraît-il, quoiqu'elle soit brune, en vérité. M. Lusson justifie ces illustres personnages en disant que le premier, dans l'esprit populaire, est plus spécialement adapté à toute idée de reptiles, et que l'autre, par sa carnation assombrie, exprime

mieux la dégradation et la chute de l'ange rebelle. Cette double raison me paraît d'autant meilleure, qu'elle exprime une idée symbolique. Elle a été comprise, au reste, des grandes époques de l'art. Nos belles églises gothiques nous montrent des diables de toutes les couleurs; vous y en trouverez de verts, de rouges, de jaunes, de bruns même; et je propose à tout incrédule de s'en convaincre à peu de frais, car vis-à-vis la verrière citée tout à l'heure, un certain génie de cette nature souffle à un roi des Ammonites les ordres qu'il donne à Balaam. Je ne voudrais pas répondre que le vert n'eût été assigné à l'esprit de ténèbres, dans les verrières anciennes, par une raison qu'on ne peut apprécier généralement aujourd'hui, mais qui n'en a pas moins un sens fort appréciable. Dans le vitrail de St-Gervais et St-Protais, à la cathédrale du Mans, le bourreau qui se tient auprès de St-Protais a une clamyde verte; celui qui frappe Ste-Valérie a un sayon vert (1). — Cette couleur verte, au XIII^e siècle, semble être la moins estimée des quatre qu'on emploie dans les cérémonies de l'Eglise; car le blanc sert pour les confesseurs et les vierges, le rouge pour les apôtres et les martyrs, le noir pour les jours de jeûne, et le vert pour les simples fêtes (2). Ces rapprochements peuvent bien ne pas manquer de quelque fondement plausible; on n'a donc pas un tort évident d'y attacher quelque importance quand il s'agit d'imiter. Enfin il y a de nombreux exemples d'hallucinations où les diables paraissent bleus ou verts, sans qu'on sache trop en deviner la cause; mais des faits de ce genre ont pu suffire, à certaines époques, pour répandre la persuasion que ces couleurs étaient celles de Satan (3). Ces idées, une fois adoptées, ont dû constituer une des notions de l'art, et si l'on sent le besoin de revenir au moyen-âge, il faut les lui conserver comme une tradition respectable qui a ses droits acquis, et à laquelle on ne peut rien enlever sans risquer de l'altérer d'abord, puis de la rendre bientôt méconnaissable.

5^e M. Lusson, d'après nos indications expresses, a pris ses sujets dans le livre de Jacques de Varaze (Jacobus de Voragine), auteur

(1) Bulletin monumental, t. VII, pp. 371 et 372.

(2) Le P. Lebrun, Explicat. des cérém. de la messe.

(3) Walter-Scott, Hist. de la démonologie, ch. 1^{er}.

de la *Légende dorée*. C'est là, de tous les points que l'on censure, celui auquel on paraît attacher une plus grande importance. On voudrait mieux que cela aujourd'hui ; on accumule les arguments contre ces légendes qui firent le plaisir de nos aïeux. Voyons quelle valeur ont ces objections.

Et d'abord la plupart des sujets représentés à Châtellerault sont reproduits des verrières de Chartres et de Bourges. Le peintre à qui on les demande ne peut mieux faire sans doute que de copier ces œuvres auxquelles tous les connaisseurs ont voué leur admiration. De partout on encourage ces imitations quelquefois peu dignes d'être approuvées, mais fort heureuses ici et pleines d'un mérite, j'ose le dire, qui a souvent justifié à mes yeux la préférence que j'avais cru pouvoir donner aux ateliers de M. Lusson. D'autres n'ont pas jugé autrement, et d'autres encore, on peut le croire, jugeront ainsi. — On conteste la convenance des sujets ; mais cette question, sur laquelle on insiste, rien ne paraît devoir la rendre embarrassante. M. Foucart, en l'exposant, se rappelle deux diables amenant devant St Jacques un nommé Hermogène ; il voit d'assez mauvais œil cet Hermogène revenir dans d'autres médaillons. Il faut avouer que cet exposé est d'une brièveté peu propre à intéresser le lecteur à Hermogène. Pour moi, qui ai tout à l'heure raconté le fond de cette histoire, j'en viens promptement à la défense de mon client : je lui garde sa place et je prétends prouver qu'il doit la tenir.

En effet, on se récrie sur ce qu'ont d'apocryphe de telles représentations ; mais qui peut assurer qu'elles le soient, au moins dans leurs détails principaux et dans ce que les faits ont de visible ? Combien de gens apportèrent des livres de magie aux pieds des apôtres, comme leurs *Actes* en font foi (1) ? Combien de miracles, dans les livres saints, opérés par le manteau d'Élie (2) et la ceinture de St Paul (3), et même par le bâton d'Élisée (4) ? — Au nombre des faits moins certains pour la foi proprement dite, combien l'Église en reçoit-elle qui n'ont pour garants que la sainteté ou la

(1) Chap. xix.

(2) 4^e liv. des Rois, ch. ii, v. 14.

(3) Act. xix, 12.

(4) 4^e liv. des Rois, ch. iv, v. 29.

véracité éprouvée d'écrivains respectables? Le martyr de St Jean devant la Porte-Latine n'a d'autre témoignage que celui de Tertulien, suivi bientôt par toute l'antiquité ecclésiastique; les actes si extraordinaires de St Antoine, et ce qu'il a écrit des rapports permis aux démons avec l'homme (1); la croyance chrétienne sur ce sujet, si bien définie par St Pierre (2), n'autorisent-ils pas assez l'intervention de plus ou moins de ces mauvais anges? Et quand bien même, ce que nous pouvons facilement admettre, il n'aurait été pour rien ostensiblement dans l'action dont notre verrière offre les détails, n'est-il pas vrai qu'instigateur de tous les maux, de toutes les mauvaises pensées, comme la foi nous l'enseigne expressément (3), le diable a dû s'attribuer un rôle dans l'opposition des païens au christianisme? — Tous les Pères l'ont redit mille fois, et surtout ceux des premiers siècles. Et vous voudriez que ce rôle fût effacé d'un *mystère* où la nature même des choses lui donne tant de part? Mais il n'y a que la personification de cet être si redoutable qui puisse réellement expliquer et sa nature méchante et son incessante activité contre nous. Cela posé, comment rendrez-vous ce rôle nécessaire, vous artiste? comment établirez-vous son influence dans le fait qu'il vous faut peindre, sinon en matérialisant l'être spirituel et insaisissable par une image qui nous le rende avec toutes les idées que nous en avons? Je ne sache pas qu'aucun peintre ait jamais pu représenter la tentation du Christ au désert, par exemple, sans lui adjoindre le tentateur; et là il a bien fallu donner à l'ange tombé un extérieur, des attributs qui le rendissent reconnaissable. Ne m'apportez donc pas la vaine délicatesse de nos incrédules, leur susceptibilité malheureuse qui ne se scandalise jamais que de ce qui nous édifie, nous chrétiens. Laissez-les rire de notre foi, s'amuser de la naïveté de nos pères : je comprends que ce puisse être pour eux un prétexte. — Mais, pour cela, nous n'irons pas, je l'espère bien, dénaturer l'art catholique en lui ôtant sa vérité, sa poésie même, ou en rejetant *comme une idolâtrie l'allégorie* qu'il inspira et les hautes leçons qu'il sut toujours y renfermer.

Cependant, dites-vous, « faut-il encore que les scènes représentées

(1) 1^{er} discours aux moines, n^{os} 5 et 6.

(2) 1^{re} épître, ch. v, v. 8.

(3) Math. XIII. — II Cor., IV, XI, et ailleurs.

dans les médaillons soient intelligibles pour tous. » — Permettez que je le nie , ou qu'au moins je distingue. Veut-on établir par ces mots , que le vulgaire , au premier coup d'œil , doit comprendre le sens de ces tableaux qui l'étonnent ? C'est exiger de lui plus que nous ne pouvons nous-mêmes qui , avec notre connaissance de l'histoire des fabliaux , des légendes et de l'art , restons maintes fois des heures entières à deviner un médaillon ou un chapiteau , qu'encore nous ne devinons pas toujours. — Prétend-on n'admettre que des scènes tellement populaires , que personne ne les méconnaisse ? Vous devez dès lors restreindre au cadre le plus étroit vos sujets de prédilection. Le Crucifiement , le Baptême de N.-S. , la Prédication de St Jean-Baptiste , et quelques autres qu'on voit partout , compléteront votre répertoire ; et encore combien d'intelligences n'y verront que des images privées pour eux d'une signification spirituelle ! Cette condition d'intelligibilité que vous imposez à nos travaux de peinture ne peut donc être absolue ; elle devra toujours être relative au degré d'instruction de chacun. Dès lors , nécessité d'une explication de la légende. Or , pour les hommes d'étude , un mot suffit. Les noms d'Hermogène , de Josias , d'Abiathar , inscrites sous quelqu'un des personnages , comme ailleurs ceux d'Abraham , de Loth et de David , nous mettent sur la voie et nous éclairent ; ou du moins , en excitant notre curiosité , ils nous portent à des recherches qui finissent par nous satisfaire. Pour les autres à qui ces recherches sont impossibles , ils ne souffriront pas plus du mutisme forcé de nos légendes que de la discrétion tout aussi obstinée de tant de fresques ou de toiles qui les environnent , et qui sont également pour leur esprit une lettre morte. A cela pourtant je trouve un remède : il n'est pas d'année où la fête patronale , où celle de quelque saint , ne ramène une occasion naturelle de parler au peuple des actes et des vertus des glorieux personnages dont le souvenir sanctifie nos églises. Voilà pour les pasteurs de quoi expliquer toute une verrière. Ils commenceront par les faits évangéliques sans doute ; puis ils rendront compte de ces autres faits qui ne sont que de pieuses croyances , mais dont le récit plaît encore aux âmes simples , et ne dit rien , d'ailleurs , qui sorte des possibilités de cet ordre de choses ; ils y trouveront la matière d'une instruction intéressante sur le mauvais ange et la façon

mystérieuse dont il se mêle aux affaires de l'humanité. La couleur même du diable sera l'objet d'une explication basée sur le sens topologique ou moral. On ne peut donc rien voir ici qui ne puisse devenir aussi utile que tout autre genre de peinture. M. Foucart fait donc très-sagement « de ne pas vouloir briser les anciens vitraux. » Je crois avec lui que ce serait dommage.

6° Enfin, l'adversaire du vitrail nouveau se répand en regrets sur le vieux costume de l'apôtre, dont on l'aurait privé bien maladroitement; son élégie soupire après le « chapeau à larges bords, la pèlerine armée de coquilles, » le tout *conforme aux données historiques, et que St Jacques avait reçu de la tradition*. — Mais de quelle tradition, s'il vous plaît? De celle que les amateurs de la Renaissance, déserteurs eux-mêmes, et bien coupables, de la tradition antique, vous ont faite, uniquement pour le plaisir d'innover. Ces messieurs, non moins forts en critique que la *Légende dorée*, avaient adopté la fiction du voyage de Compostelle; les eux-mêmes de la tradition véritable, ils ôtèrent à St Jacques son manteau et sa longue robe, ses pieds nus et son livre; ils l'affublèrent d'une redingote et d'une pèlerine en cuir, l'armèrent d'un bourdon orné de l'indispensable gourde, dispersèrent çà et là sur sa poitrine et sur son dos les deux portions disjointes de bivalves plus ou moins authentiques, et, au lieu du St Jacques vénéré alors des populations catholiques, ils nous donnèrent un vrai marchand de complaints, dont chacun put très-bien demander la patrie et le nom. En fait d'anachronisme, parlez-moi de celui-là! On jette sur l'apôtre, dont le voyage en Galice n'est plus soutenable depuis le concile de Latran, tenu en 1215 (1), le même vêtement que durent prendre, longtemps après lui, les pèlerins que ses reliques attirèrent à Compostelle. Pour moi, je trouve plus sage de l'habiller comme ont fait les peintres qui, depuis les catacombes jusqu'aux basiliques du xv^e siècle, se sont scrupuleusement astreints, pour les apôtres, à un type spécial, et les ont toujours faits très-reconnaissables. La coquille étant l'attribut des pèlerinages d'outre-mer, je ne veux pas qu'on en charge St Jacques, dont le voyage en Espagne n'est rien moins que prouvé; mais je consens bien qu'on en pare l'encadre-

(1) Labbe, *Conc.*, t. II, p. 1245.

ment de ses images , car le pèlerinage de Compostelle , si souvent entrepris à cause de ses reliques , autorise ce genre d'ornement, dont le sens mystique contribue à désigner le personnage. N'oublions donc pas , en un mot , que l'art dégénéré a seul doté notre saint de ce que M. Lusson appelle si bien un *accoutrement* , et que le costume que lui rend l'art véritable , ramené à ses plus pures traditions , est réellement celui qu'autorisent les spécimen du xiii^e siècle.

Me voici au bout de ma tâche. On voit qu'en défendant M. Lusson je me suis sur quelques points défendu moi-même. Je crois avoir plus fait encore : j'ai pu justifier l'emploi des légendes dans nos œuvres de peinture moderne , et c'est là une question aujourd'hui fort intéressante, qu'un prêtre et un antiquaire ne peuvent guère abandonner. Une autre raison , Messieurs , m'a paru capable de me faire entrer dans cette lice. Vous l'avez déclaré souvent , d'accord en cela avec toutes les sociétés savantes : ni vous , ni aucune d'elles ne prend la responsabilité des jugements de ses membres. Chacun doit avoir en effet le champ libre pour émettre ses opinions et discuter celles d'autrui. Il est cependant un principe auquel nous sommes voués : la *conservation* des théories artistiques , la défense de ces antiquités nationales , qui toutes se renferment dans les souvenirs chrétiens pendant une durée de huit siècles. Or , ne serait-il pas à craindre qu'en voyant dans nos Mémoires des doctrines que n'avoueraient ni les bonnes traditions ni la sévérité d'une critique réfléchie , on n'attribuât à la compagnie des pensées individuelles qu'elle n'aurait cependant émises que sous bénéfice d'inventaire? J'ai cru qu'il fallait au moins consacrer la preuve du contraire. La voici : je ne la donne pas pour mienne ; elle est , je le sais bien , celle des maîtres qui , de nos jours , règlent la matière , et nous disent , comme résumé de tous leurs enseignements , qu'en archéologie comme en liturgie , la bonne méthode est de tout ramener aux pratiques des temps anciens : *Omnia referenda ad antiquitatem*. En prouvant que M. Lusson s'est tenu étroitement attaché à ce principe , que son œuvre est d'accord avec les règles posées , je crois vous avoir convaincus aussi que la légende en elle-même ne doit pas être exclue des verrières que réclameront désormais nos monuments religieux. Heureux si dans cette dispute académique,

où les deux premiers antagonistes ont mis un ton si remarquable de politesse modeste et de bienveillance, j'ai pu jeter quelque idée utile, et combattre mon digne adversaire sans trop déroger à ses leçons !

COMPTE RENDU.

Pendant le troisième trimestre de 1847, la Société s'est réunie les 15 juillet et 19 août, et dans ces deux séances elle a entendu les lectures suivantes :

1° Les observations de M. l'abbé Auber sur le nouveau vitrail de l'église St-Jacques de Châtellerault, insérées au présent Bulletin ;

2° Deux fragments de la description de la cathédrale de Poitiers, par M. l'abbé Auber ;

3° Une note de M. Ménard sur la restauration de la sacristie de Ste-Radégonde.

Admissions.

Ont été admis comme membres titulaires non résidants : MM. La Ferrière, Inspecteur général des Facultés de droit, à Paris, et Lary, ancien professeur, membre de la Société de Statistique des Deux-Sèvres, à Niort.

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par M. le Ministre de l'instruction publique, *Papiers d'État du cardinal Granvelle*, t. vi, et *Histoire de la captivité du roi François I^{er}* ; — Par la Société française pour la conservation des monuments historiques, les *procès-verbaux de la xiii^e session du congrès archéologique* ; — Par la Société royale des Antiquaires de France, le tome viii de la seconde série de ses *Mémoires* ; — Par la Société de l'histoire de France, ses *Bulletins* n^{os} 5, 6 et 7 de 1847 ; — Par la Société archéologique de Beziers, 9 livraisons de son *Bulletin* et le compte rendu de sa séance publique du 13 mai dernier ; — Par l'Académie royale de Rouen, le *Précis analytique de ses travaux pour 1846* ; — Par la Société libre des beaux-arts, le tome xv de ses *Annales* (1846), et 7 livraisons détachées ; — Par la Société ethnologique de Paris, les tomes i et ii de ses *Mémoires* et son *Bulletin*

de 1846 ; — Par l'Académie de Reims, prospectus de l'*Histoire de Reims* ; — Par la Société royale d'agriculture, commerce et belles-lettres d'Indre-et-Loire, la 4^{re} livraison du t. xxvii de ses Annales ; — Par l'Académie de Clermont-Ferrand, la livraison de mai et juin 1847 de ses Annales ; — Par M. de la Villegille, de Paris, *Journal de Louis XV*, par Barbier ; — Par M. Hercule Robert, *Notice sur la Vénus de Quinipily* ; — Par M. Lair, de Caen, *Procès-verbal de la séance du 19 mars 1847 de la Société d'agriculture de Caen* ; — Par M. Bouillet, de Clermont-Ferrand, *Tablettes historiques de l'Auvergne*, 8^e année, 2^e livraison ; — Par M. le docteur Allonneau, de Thouars, *Mémoire sur la réforme en Poitou* ; — Par M. d'Eichtal, de Paris, secrétaire de la Société ethnologique, un discours prononcé dans le sein de cette Société ; — Par M. A. de Barthélemy, de St-Brieuc, *Notice sur les monnaies des Aulerici* ; — Par M. V. Simon, de Metz, 1^o *Notice sur deux bas-reliefs de la galerie de la bibliothèque de Metz, représentant des chevaliers* ; 2^o *Observations sur l'origine et la destination des rouelles* ; 3^o *Notices archéologiques sur Metz et ses environs et sur les matériaux employés à Metz, dans les temps antiques, tant pour la construction que pour la décoration des monuments* ; 4^o *Recherches sur l'emplacement du palais des rois d'Austrasie, à Metz* ; 5^o *Aperçu de l'ouvrage de M. Petit-Radel, intitulé Recherches sur les Monuments cyclopéens* ; 6^o *Notice sur une médaille de Valens* ; 7^o *Notice sur IBLIODURUM* ; 8^o *Notice sur une villa découverte près de Sorbey, en 1836* ; — Par M. Didron, *Annales archéologiques*, t. vii, liv. 1 et 2 (souscription de la Société) ; — Par l'administration du journal *l'Institut*, les n^{os} 137 et 138 de ce journal.

Lithographies.

Par M. l'abbé Texier, de Limoges, des épreuves lithographiées de plusieurs inscriptions du Limousin.

Monnaies et médailles.

Par M. Ledoux, de la Rochelle, le cliché d'un tiers de sol d'or mérovingien de Chemillé (Maine-et-Loire).

Objets divers.

Par M. Mauduyt, un contre-sceau de la Roche-sur-Yon, du xv^e siècle ; — Par MM. Dulin et l'abbé Auber, divers morceaux de sculpture gallo-romaine et du moyen-âge, découverts dans une fouille faite à la cathédrale pour la recherche d'une ancienne crypte.

Chronique.

Dans la séance du 15 juillet, M. le Préfet de la Vienne a annoncé à la Société que le jury d'expropriation avait fixé à soixante-quinze mille francs la valeur des maisons appartenant à M. Boncenne, qui masquent la belle façade du palais de Poitiers, du côté de la rue des Cordeliers, et que cette somme est à la disposition de l'administration départementale pour désintéresser M. Boncenne aussitôt que les formalités de droit auront été remplies.

M. Compaing, ingénieur ordinaire du chemin de fer, a découvert, non loin de la Tricherie, un aqueduc de 30 cent. carrés d'ouverture, qui semble avoir traversé le Clain et s'être dirigé vers le Vieux-Poitiers. Plusieurs débris romains ont été trouvés dans les environs de la Tricherie, sur la ligne du chemin de fer.

Le Congrès scientifique de France, séant à Tours, a, sur la proposition de MM. l'abbé Auber, Cartier père, de la Sicotière, Eugène Lecointre et Lecointre-Dupont, membres de la Société des Antiquaires de l'Ouest, émis le vœu que LES STATUES TUMULAIRES DES PLANTAGENETS, ENLEVÉES DE FONTEVRAULT EN 1846, ET TRANSPORTÉES AU MUSÉE DE VERSAILLES, SOIENT RÉTABLIES DANS UNE ÉGLISE DE FONTEVRAULT, SI ON PEUT LEUR Y DONNER UNE PLACE DÉCENTE, OU DU MOINS DÉPOSÉES DANS UN MONUMENT RELIGIEUX DE L'ANJOU, DE LA TOURAINE OU DU POITOU, CONSTRUIT PAR HENRI II ET ÉLÉONORE D'AQUITAINE.

M. d'Imbert de Mazères vient d'être appelé de la préfecture de la Vienne à la préfecture de Vaucluse. La Société perd, par son éloignement, un de ses membres résidants les plus zélés, les plus assidus. M. d'Imbert aimait les arts; il savait apprécier tout l'intérêt des vieux souvenirs et des vieux monuments, et il prêtait à la Société le concours le plus actif et le plus bienveillant pour la restauration de nos édifices historiques. Ses heureuses démarches auprès du Ministre de l'intérieur ont beaucoup contribué à obtenir les allocations qui ont sauvé et permis de restaurer plusieurs monuments du département. La façade du palais de Poitiers, que recommandent de si grands et si nobles souvenirs, lui devra bientôt son dégagement.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 1847.

SOMMAIRE.

- I. — *Extrait* d'une notice statistique sur la commune d'Avanton, par M. FAYE.
- II. — *Réponse* aux observations de M. l'abbé Auber au sujet de l'église St-Jacques de Châtellerault et de son nouveau vitrail, par M. FOUcart.
- III. — *Notice* sur la commune de Perrier, par M. CH. DE SOURDEVAL.
- IV. — *Rapport* sur des sépultures gallo-romaines découvertes à Écuré, présenté au nom de la commission chargée de diriger les fouilles faites dans cette localité, par M. EUGÈNE LECOINTRE.
- V. — *Note* sur les travaux archéologiques de M. Mangon de la Lande, par M. LECOINTRE-DUPONT.
- VI. — *Compte rendu et chronique.*

EXTRAIT

D'UNE NOTICE STATISTIQUE SUR LA commune d'Avanton (Vienne).

Par M. FAYE, Président de la Société.

La commune d'Avanton, située à 42 kilomètres de Poitiers, fait partie du canton de Neuville. C'était, avant la révolution, une paroisse de 410 feux (1). En 1846, d'après le recensement officiel, sa population ne dépassait pas 588 habitants. Des villages ou hameaux que renferme cette commune, celui de Paché est le plus considé-

(1) *État des villes, bourgs et paroisses du Poitou...* (manuscrit sans date, du commencement du XVIII^e siècle, conservé aux archives du département de la Vienne.)

nable ; Avanton ne se compose que du château, de l'église, du presbytère et d'une maison servant d'école et de salle d'asile, sous la direction de trois religieuses de la congrégation de La Puy.

L'étymologie du mot AVANTON me semble assez difficile à indiquer. Dans le document le plus ancien qui le mentionne, il est écrit AVENTUM. Ne pourrait-on pas dire que ce nom a été formé des mots *adventum*, pour désigner un lieu assez élevé et exposé à l'action des vents, comme le sol calcaire d'Avanton ? Je n'ai pas besoin d'ajouter que je donne cette explication pour ce qu'elle peut valoir et que je la livre très-volontiers à la critique des érudits. L'étymologie du mot PACHÉ est rappelée par dom Fonteneau (1). Ce nom, suivant lui, aurait été formé du mot celtique *Pech*, *Prach* ou *Pach*, qui signifie : élévation, coteau, éminence.

Le village de Paché appartenait, au XII^e siècle, à Etienne de Migné. Mais, en 1116, ce seigneur en fit don à l'abbaye de Montierneuf : « *Omnes terram quam habebam in Magniaco villā quæ est super flumen Ausanciam, vel circa villam supradicti Magniaco, sive ad villam PACHIACUM* (2). » Le donateur s'était réservé la moitié des dîmes et des revenus. Mais, quatre ans après, en 1120, il s'en dessaisissait également, « *in Magniaco vill... vel in totā parochiā Magniaci, sive ad villam PACHIACUM* (3) ; » énonciations, qui, pour le dire en passant, prouvent que Paché n'a jamais fait partie de la paroisse de Migné. Enfin, pour compléter sans doute ces actes de libéralité, Guillaume IX, duc d'Aquitaine et comte de Poitou, abandonna à la même abbaye, vers la même année, tous les droits et coutumes qu'il avait sur Paché : « *Omnes consuetudines, quidquid habebam ego, aut servientes mei per me habebant apud villam Magniacum et ad PACHIACUM* (4). »

Je n'ai rencontré dans la commune d'Avanton aucune antiquité celtique, et ce lieu n'a été le théâtre d'aucun événement important. Je ne dois pas omettre cependant de consigner dans cette note une conjecture qui se rattache à une époque intéressante de notre his-

(1) *Étymologies celtiques des noms de lieux du Poitou*, LXXV, 495.

(2) Dom Fonteneau, XIX, 139.

(3) *Ibid.*, 163.

(4) *Ibid.*, 159.

toire nationale. A l'angle formé par la grande route de Poitiers à Loudun, et par un chemin appelé chemin des *Sarrasins*, se trouve un terrain assez étendu, appelé le *Champ de la Bataille*. A mon avis, ces deux noms doivent être des souvenirs du passage des Arabes en Poitou, et de la fameuse bataille gagnée, en 732, sur Abd-el-Rhaman, par Charles-Martel. Non pas que j'aie l'intention de contester que le combat se soit livré, comme on l'a établi dans ces derniers temps (1), au lieu dit Moussais-la-Bataille, et que, m'emparant des énonciations des chroniques : *In suburbio Pictaviensi*, — *apud Pictavum*, — *non longè Pictavis*, — *juxta civitatem Pictavis*, — j'ose aller jusqu'à prétendre qu'il faut placer le champ de bataille dans le voisinage d'Avanton. Mais il est permis de supposer qu'un engagement dont l'histoire n'a pas gardé le souvenir a eu lieu dans cet endroit. On sait qu'après avoir pillé l'abbaye de Saint-Hilaire de Poitiers, Abd-el-Rhaman se dirigeait sur Saint-Martin de Tours, dans l'espoir d'y faire un immense butin. On sait encore qu'il traînait à sa suite environ quatre cent mille Arabes de tout âge et de tout sexe. Il est vraisemblable qu'une partie de cette multitude passa par Avanton, et alla rejoindre, en prenant la route qui a gardé le nom de *Sarrasins*, la voie romaine de Poitiers à Tours, jusqu'au lieu où Charles-Martel, avec son armée, parvint enfin à atteindre les ennemis de la foi et de la France.

A l'appui de la conjecture qui précède, je pourrais invoquer la découverte faite, à diverses époques, en labourant le *Champ de la Bataille*, de ferrements et autres objets qui, à mon grand regret, n'ont pu m'être représentés. Je puis invoquer encore une découverte plus récente. Dans le courant du mois de mai 1844, le nommé Bardoux, du hameau de la Vallée, trouva en creusant un fossé autour de sa vigne, au lieu dit le Bois-des-Chaignerottes, près la Bardonnière, un objet en or ayant la forme d'un carquois. Il s'empressa de l'apporter à Poitiers, où il fut vendu 860 francs à un orfèvre de Loudun (2). Cet objet, dont la société des Antiquaires de l'Ouest possède un dessin, exécuté par M. Arnault-Poirier, était orné de dé-

(1) Voir les *Bulletins de la Société d'agriculture de Poitiers* (juillet 1827), et les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest* (1844), p. 70.

(2) Voir *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest* (1844), p. 55.

corations en relief qui ont dû être faites au repoussoir. Il est en or fin et pèse 289 grammes. Sa longueur est de 55 centimètres sur un diamètre supérieur de 13 centimètres. J'avais pensé qu'il avait pu être perdu à l'époque du passage des Arabes en Poitou ; mais, bien qu'il parût avoir la forme d'un carquois, il me semblait difficile d'en préciser l'usage, lorsque M. Lecointre-Dupont a bien voulu me communiquer une lettre de M. Charles Roach-Smith, secrétaire de l'Association britannique d'archéologie à Londres, en date du 7 novembre 1844, dans laquelle cet antiquaire annonce qu'il a communiqué à cette Société le dessin de l'objet trouvé dans la commune d'Avanton, et que le révérend Brymer Belcher, après s'être livré à diverses recherches, a reconnu qu'il avait quelque ressemblance avec certains ornements que les femmes Druses, en Syrie, portent sur la tête. Il est d'autant plus probable que c'était en effet un de ces ornements, qu'il ne faut pas oublier qu'un grand nombre de femmes suivaient l'armée d'Abd-el-Rhaman. Le métal précieux qui compose ce bijou arabe et la délicatesse du travail indiquent en outre qu'il appartenait à une femme d'un rang élevé.

J'ai déjà dit qu'Avanton était le chef-lieu d'une paroisse. Cette paroisse, qui dépendait dans le principe de l'archiprêtré de l'Assye (*de Sede*) et plus tard de celui de Dissais (1), est désigné ainsi qu'il suit, dans le pouillé du Grand-Gauthier, commencé en 1280 et fini en 1304 : « *Ecclesia de AVENTUM — Patronatum habet capitulum Beatæ Mariæ Majoris Pictavensis* (2). Le droit de bissexte et le revenu de l'église sont illisibles.

L'église d'Avanton, placée sous le vocable de saint Laurent, me paraît dater du xiv^e siècle, et n'a rien d'intéressant sous le rapport archéologique. La nef a 19 mètres de long sur 6 de large. Au xvii^e siècle on l'allongea de 3 mètres, mais ce prolongement n'est pas voûté comme l'autre partie de l'édifice. Au-dessus de la porte d'entrée on lit la date de 1643, qui est celle de la restauration dont je viens de parler. A l'extérieur, la muraille est consolidée par plusieurs contre-forts. Le clocher, de forme carrée, est peu élevé et orné sur chaque face de deux petites croisées. Une fenêtre ogivale,

(1) Pouillé du diocèse de Poitiers, 1782.

(2) *Folio* 1742, *verso*.

placée au-dessus du maître-autel, et quelques autres petites ouvertures, éclairent l'intérieur de l'église, entièrement badigeonnée à la moderne, c'est-à-dire enduite d'une couche épaisse d'ocre jaune, sauf les nervures de la voûte, qui sont barbouillées de peinture grise. Deux petits autels dédiés l'un à la Vierge, l'autre à saint Mandé, établis à peu près à l'époque où l'église a été allongée, présentent sculptés dans la boiserie du retable, les chiffres des seigneurs d'Avanton qui ont concouru à cet embellissement (1).

Les annales de la paroisse sont des plus modestes. Le 22 octobre 1598, le curé d'Avanton, *rector de Aventonio*, assista au synode général tenu ce jour-là, dans l'église cathédrale de Poitiers, par messire Geoffroy de St-Belin, évêque de cette ville (2). Le 3 août 1763, eut lieu le baptême de la nouvelle cloche, qui avait pour parrain Louis-Joseph-Charles Savatte de Genouillé, de l'ordre royal et militaire de St-Louis, ancien capitaine au régiment du Limousin, pensionné du roi, et pour marraine demoiselle Rose Gaudon. Je ne dois pas oublier d'ajouter qu'un acte de cette cérémonie fut dressé et inscrit à sa date, sur le registre des actes constatant le baptême des nouveau-nés. C'est en 1770 que paraît avoir eu lieu la dernière inhumation faite dans l'église. Toutes les épitaphes gravées sur les pierres tumulaires sont aujourd'hui illisibles. Le 15 février 1793, un voleur s'introduisit dans l'église par une petite fenêtre placée au-dessus de l'autel de St-Mandé, et déroba la presque totalité des vases sacrés. Pendant la tourmente révolutionnaire, les exercices du culte furent à peine interrompus, et le 29 janvier 1804, en présence d'un grand concours de fidèles, l'abbé Joseph Lucas Ayrault, nommé par l'évêque à la succursale d'Avanton, fut installé dans ses fonctions. Parmi les anciens curés, j'aime à citer l'abbé Amiot, qui dirigea la paroisse depuis 1684 jusqu'au 16 mai 1740, et fut inhumé dans l'église après 56 ans de sacerdoce dans la même paroisse. On accourait autrefois de très-loin à Avanton, pour obtenir la guérison des enfants atteints à la figure du mal dit *mal de saint Laurent*.

(1) A l'autel de la Vierge, le chiffre de Duflos est formé d'un D et d'un F entrelacés; à l'autel de Saint-Mandé, d'un C et d'un D (Claude Duflos). Le chiffre d'Antoinette Lesecq est le même aux deux autels, il se compose des lettres A. L. S. entrelacées.

(2) Dom Fonteneau, III, 48.

Indépendamment de l'église paroissiale, il existait dans la commune deux chapelles, l'une au village de St-Mandé, l'autre à Paché.

La chapelle de St-Mandé, qui avait l'évêque pour collateur (1), est mentionnée dans un titre du 11 décembre 1491, contenant cession de plusieurs rentes faite par le prévôt de l'abbaye de Montierneuf au sacristain de cette abbaye, pour l'entretien de quelques torches allumées tous les jours pendant la messe à l'élévation : « *Necnon quadraginta solidos turonenses etiam redditus quos dictus prepositus acquisivit ab Egidio Dauseon, agriculture, commoranti juxta capellam SANCTI MANDETI, in parochia de Aventonio* (2). » En 1738, le chapelain de St-Mandé était messire Michel Dufay, chantre et chanoine de l'église St-Laurent-les-Anges. La chapelle, qui n'avait rien de monumental, est maintenant une habitation particulière, et ne se reconnaît plus qu'à la petite fenêtre en ogive qui en éclairait l'intérieur.

Près du mur de clôture d'un terrain attenant à la maison où demeurait autrefois le chapelain de St-Mandé, et qui appartient aujourd'hui à M. Girard, conseiller à la cour royale, est une statue en pierre d'un assez bon travail, représentant un jeune homme à longue chevelure, vêtu d'une tunique et d'un manteau. Les gens du pays lui donnent le nom de *Saint-Jean*. D'où provient cette statue, à quelle époque a-t-elle été déposée dans cet enclos ? c'est ce que personne ne saurait dire. Elle a subi de nombreuses mutilations ; les bras manquent, la tête est détachée du tronc et la figure notablement endommagée ; toutefois, si malgré ces dégradations elle était jugée digne d'être admise au musée du temple St-Jean, M. Girard n'hésiterait pas à en faire hommage à la Société des Antiquaires. Dirai-je encore qu'il y a moins de trente ans, elle était un objet d'effroi pour certaines imaginations impressionnables, et qu'une femme de St-Mandé me racontait naguère qu'alors qu'elle était jeune fille, elle avait tremblé bien souvent, le soir, à l'aspect de *Saint-Jean*, et qu'une fois même, à l'heure du crépuscule, elle l'avait vu s'animer comme le marbre de Pygmalion et s'élancer à sa poursuite.

La chapelle de Paché n'est pas mentionnée dans le pouillé de 1782. Elle était placée sous l'invocation de saint Roch, et je trouve

(1) Pouillé de 1782.

(2) Dom Fonteneau, xix, 605.

dans les registres de l'état civil de 1764, que le curé d'Avanton fut autorisé à y célébrer un mariage. C'était sans doute la chapelle particulière de la maison noble qui existait dans ce village.

Avant de parler du château d'Avanton et de ses seigneurs, je dirai que, sous le rapport judiciaire, la paroisse était une de celles qui relevaient des justices seigneuriales ressortissant de la sénéchaussée et du présidial de Poitiers. Le seigneur y avait droit de haute justice. Mais le village de Paché était compris dans le ressort de Saint-Jean de Montierneuf (1). Quelques titres conservés aux archives de la préfecture, et que M. Rédet m'a communiqués avec son obligeance accoutumée, m'ont appris qu'il existait autrefois des notaires dans la paroisse d'Avanton. Ainsi un acte de 1632 a été reçu par M^{re} Marot et Grateyre, notaires, tabellions royaux, résidant en la paroisse d'Avanton. En 1762, M. Chillaud était notaire au même lieu. Leurs minutes ont sans doute été dispersées, car je ne crois pas que les noms de ces notaires figurent sur la liste de ceux de l'arrondissement de Poitiers, dressée avec beaucoup de soin en 1835, par M. Ginot, notaire honoraire.

Le château d'Avanton, plus moderne à mon avis que l'église, est bien conservé et digne d'intérêt. Le corps principal de bâtiments, qui est flanqué à sa partie supérieure de deux tourelles, me paraît avoir été construit vers le commencement du xvi^e siècle. Les deux ailes, le colombier et les autres servitudes datent seulement des dernières années du xvii^e. On remarque au-dessus de la porte d'entrée les traces très-apparentes du choc d'un boulet, ce qui indique que pendant les guerres de religion le château n'a pas été à l'abri de quelques insultes. Du sommet de cet édifice on domine toute la contrée, et la vue s'étend sans aucun obstacle à une distance considérable.

Il est vivement à regretter que les archives du château aient été anéanties. Il ne reste plus qu'une liasse d'actes conservés aux archives départementales, et qui n'offrent pour la plupart qu'un médiocre intérêt. Les titres, baillettes et autres papiers relatifs au château, remplissaient deux sacs, qui furent déposés à la municipalité d'Avanton, le 29 octobre 1793, en même temps que les titres de la

(1) *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest* (1844), p. 417.

maison noble de Paché. Le 24 novembre suivant, après vêpres, tous ces papiers, ayant été transportés au pied de l'arbre de la liberté, furent livrés aux flammes; et pour que rien n'échappât à la destruction, la garde nationale resta sous les armes pendant cet auto-da-fé d'un nouveau genre.

En visitant le château, j'ai remarqué une assez grande quantité de pièces de bois sculptées, d'un excellent ciseau, provenant du château de Bonnavet. M. de Lamardière, propriétaire actuel du château d'Avanton, qui a su utiliser plusieurs de ces sculptures pour la décoration intérieure des appartements, a bien voulu m'assurer qu'il se dessaisirait volontiers, en faveur du musée du temple St-Jean, de quelques écussons et autres bas-reliefs. Il m'a appris, en outre, qu'à mesure que les pavés d'une salle à manger, posés dans les premières années de ce siècle, avaient besoin d'être remplacés, on retrouvait sous chaque pierre d'autres débris des splendeurs du château de Bonnavet, et qu'on voyait apparaître de nouveau, après un long outrage, ces riches sculptures dont notre musée poitevin possède un trop petit nombre d'échantillons (4).

La destruction des archives du château d'Avanton ne me permet pas de nommer tous ses anciens maîtres. Cependant, à l'aide de quelques pièces déposées à la préfecture, et des registres de l'état civil, j'ai suppléé autant que possible à la perte des documents livrés aux flammes pendant la révolution.

En 1422, on trouve Jean LABBÉ, seigneur d'Avanton.

Le 1^{er} octobre 1482, Jacques GIBOUREAU « escuyer, advoue tenir » du seigneur de Beaumont son houstel, fief, terre et seigneurie » d'Avanton, avec toutes et chacune ses appartenances et appendances quelconques, de terre, fuye et garenne estant à l'entour » de son dict houstel d'Avanton que en son bois assis près du chemin par où l'on va dudict lieu d'Avanton aux Lordines. »

En 1547, François AUBERT lui avait succédé (2). D'abord con-

(1) M. de Lamardière m'a montré également deux statues en bois, provenant, à ce qu'il paraît, de l'ancienne communauté de la Trinité de Poitiers.

(2) Voir dans le *Dictionnaire des familles du Poitou*, publié par M. Beauchet-Filleau, une notice intéressante sur François Aubert, seigneur d'Avanton.

seiller au parlement de Paris, puis membre de la grand'chambre, ce magistrat eut l'honneur d'être appelé le premier, en 1554, à remplir les fonctions de président de la sénéchaussée de Poitiers, et d'être chargé, en 1559, de la rédaction des articles de la coutume de Poitou, qui furent modifiés à cette époque. A la suite des troubles qui désolèrent Poitiers, Aubert, ayant donné des garanties aux catholiques en prenant part au jugement de Jacques Herbert, ancien maire, condamné à être pendu, sous la prévention d'avoir favorisé l'entrée des protestants à Poitiers, Aubert, dis-je, fut élu maire de cette ville en 1564 et 1565. Il y a lieu de penser que c'est lui qui fit construire le château d'Avanton ; sous son prédécesseur, messire Giboureau, escuyer, il n'existait encore qu'un *hustel*, pour me servir de l'expression contenue dans l'aveu de 1482. D'ailleurs François Aubert, qui s'était logé à Poitiers, rue de la Prévôté, dans une maison presque fortifiée, avait dû à plus forte raison, pour sa sûreté personnelle, mettre son hôtel d'Avanton à l'abri d'une surprise de la part des protestants.

C'était une honorable famille que celle de François Aubert. Claire Aubert, sa sœur, fut la seconde femme du célèbre professeur Robert Irland. De leur mariage naquit Bonaventure Irland, à qui, suivant Dreux-Duradier, Bonaventure Aubert, son oncle et son parrain, abandonna gratuitement sa charge de président au présidial de Poitiers.

Barthélemy AUBERT fut, ainsi que François, et président au même présidial et seigneur d'Avanton. En 1574, sa fille se maria avec Louis de Fay de Payraud, frère de Jean de Fay, évêque de Poitiers.

Le 4 septembre 1625, Jean Papon, seigneur des Bardonnieres, « advoue les tenir à foy et hommage lige... de Dlle Marie AUBERT, » Guillaume DE LA BRUYÈRE, Jean DU LUC, escuyer, et Damoiselles » Marie, Françoise et Magdeleine DU LUC, sieurs et dames de la » maison d'Avanton, et à cause de la dicte maison. »

Onze ans plus tard, le 17 juillet 1634, même aveu rendu par Jean Papon, mais seulement « à noble homme Guillaume DE LA » BRUYÈRE, sieur d'Avanton. »

Après lui, on trouve Claude DUFLOS, seigneur d'Avanton, conseiller du roi et receveur de ses finances en Poitou, décédé le 20

septembre 1654, à Bourbonne-les-Bains, d'où son corps fut ramené à Avanton et inhumé dans l'église le 25 septembre suivant.

Antoine DUFLOS succéda à son père dans ses fonctions de conseiller du roi et de receveur général des finances en Poitou. Quelques actes de 1662 à 1668 sont signés par Louis DUFLOS, seigneur des Villiers, Charlotte-Hélène DUFLOS, et Antoinette LESECQ, qualifiée dame d'Avanton. Les initiales de cette dame, sculptées avec celles de Claude Duflos sur la boiserie des petits autels de l'église paroissiale, prouvent qu'elle contribua comme lui aux embellissements de St-Laurent-d'Avanton.

En 1717, dame Antoinette DUFLOS, sœur d'Antoine, veuve de Joseph Payraut, vivant escuyer, seigneur de la Chèze et de la Chapelle-Parigny, conseiller du roi au présidial de Poitiers, était dame d'Avanton, et demeurait ordinairement à Poitiers, paroisse de la Chandelière.

Payraut, sieur DE LA CHÈZE, fils ou petit-fils d'Antoinette Duflos, devint à son tour seigneur d'Avanton et posséda le château jusqu'à la révolution.

J'aurais voulu terminer cette notice par quelques observations sur les habitudes et les croyances locales; mais, outre qu'elles diffèrent peu sans doute de celles des autres lieux de cette partie de l'ancien Poitou, je n'ai pas séjourné assez longtemps à Avanton pour étudier les mœurs de ses habitants. J'ai remarqué seulement que la veille de la Saint-Jean, on fait à Saint-Mandé le feu de joie traditionnel; on l'appelle la *Jaunée*, et il est allumé par le doyen d'âge du village. Pendant qu'il brûle, hommes, femmes et enfants circulent lentement à l'entour, une branche d'arbre à la main. De temps à autre ils s'arrêtent, s'accroupissent et se chauffent le dos, afin, disent-ils, que « *l'échine ne leur fasse pas mal en métives.* » Au lieu d'un rameau, quelques-uns prennent une tige de *bourbon*, c'est-à-dire de joubarbe des toits (1). Ils la suspendent ensuite au plancher, et si elle ne fleurit pas dans l'année, c'est la preuve irrécusable qu'un sorcier a visité la maison.

(1) *Sempervivum tectorum*, L.

RÉPONSE

AUX OBSERVATIONS DE M. L'ABBÉ AUBER, AU SUJET DE L'*Église Saint-Jacques de Châtellerault et de son nouveau vitrail* (1),

PAR M. FOUCART.

Les observations critiques que j'ai eu l'honneur de présenter à la Société, relativement au vitrail de St-Jacques de Châtellerault, ont motivé deux réponses, l'une de M. Lusson, peintre-verrier au Mans, insérée dans le journal *la Vienne* du 3 juillet 1847; l'autre de notre honorable collègue M. l'abbé Aubert, insérée dans le dernier numéro du Bulletin de la Société (3^e trimestre). Permettez-moi, Messieurs, de vous entretenir encore quelques instants de ce sujet, qui rentre dans le cercle de vos travaux.

Deux questions ont été soulevées par moi, l'une purement *artistique*, l'autre *religieuse*.

Sur la question artistique je me suis tenu dans une grande réserve; je me suis demandé si on ne pourrait pas donner aux vitraux neufs plus d'opacité; j'ai critiqué le choix de quelques couleurs, j'ai trouvé les unes trop claires, les autres trop foncées.

M. Lusson a répondu à mes différentes observations en homme de bonne composition; il admet que la critique n'est pas complètement dénuée de fondement, il reconnaît *avoir essayé* quelques parties d'une *nouvelle nuance* d'un vert que j'ai, dit-il, improprement appelé *vert-pomme*, et dont la richesse d'effet ne pourrait, à son avis, que produire un délassement pour l'œil; il ajoute que cette nuance n'est pas sans exemple dans les vitraux anciens. Enfin il veut bien, en terminant, me remercier des conseils que je donne, et dont il pense qu'on peut en d'autres circonstances tirer avantage. (Voir le numéro du 3 juillet 1847 du journal *la Vienne*, qui s'imprime à Châtellerault.)

Quant à notre honorable collègue M. l'abbé Aubert, il est intraitable sur la question artistique; il est passionné pour le *vert-clair*,

(1) V. le *Bulletin* du troisième trimestre de 1847, p. 72.

que je ne veux plus appeler *vert-pomme*, puisque ce mot paraît le choquer ; il tient prodigieusement au *violet brun*, que j'ai eu le tort d'appeler *lie de vin*. Je me garderai bien, conformément au proverbe, de disputer avec lui *des couleurs* ; je le ferai d'autant moins, qu'il explique très-bien, dans une note, que la cause de la prédilection que nous avons pour une couleur se trouve dans une disposition naturelle *de notre vue*. Je n'essayerai pas, vous le comprenez, de modifier les *organes visuels* de notre collègue ; je lui demande la même tolérance à mon égard.

Ainsi donc, quand même mon excellent collègue n'aurait pas commis l'*imprudence* de me laisser aller seul à Châtellerault, et aurait eu soin de m'accompagner pour me démontrer la beauté de ses couleurs de prédilection, l'effet aurait encore été le même pour moi, parce qu'il lui aurait été impossible de me faire voir *par ses yeux*.

J'arrive à la seconde question, plus importante sans contredit que la première. Ici M. l'abbé Auber se trouve seul en cause, il accepte seul la responsabilité du choix du sujet, et il nous raconte, pour nous le faire comprendre, un véritable *imbroglio* d'anges, de diables et de saints qui se jouent des tours les uns aux autres. Je me garderai bien de répéter ce que j'ai déjà dit sur ces *légendes apocryphes*, qui pouvaient ne pas choquer au moyen âge, mais que je trouve dangereuses à notre époque. M. Auber me répondrait comme il l'a fait dans sa notice, que rien ne prouve que l'histoire d'Hermogène, de son disciple, de l'intervention du diable, soit *apocryphe*, et nous ne serions pas plus avancés qu'auparavant. Je cherche donc ici non des raisonnements mais des autorités, et je les choisis de telle nature, qu'un catholique n'ait plus qu'à s'incliner devant elles.

Voici comment s'exprime le Concile de Trente sur le sujet qui nous occupe, dans sa session 25 : De invocatione, veneratione et reliquiis sanctorum et *sacris imaginibus* :

« Illud vero diligenter doceant Episcopi, per historias mysteriorum nostræ redemptionis *picturis* vel aliis similitudinibus expressas, *erudiri et confirmari populum* in articulis fidei commemorandis, et assiduè recolendis : tum verò ex *omnibus sacris imaginibus magnum fructum percipi* ; non solum quia admonetur populus beneficiorum et munerum quæ à Christo sibi collata sunt ; sed etiam quia *Dei per*

sanctos miracula et salutaria exempla oculis fidelium subjiciuntur..... In has autem sanctas et salutas observationes si qui abusus irrepserint eos prorsus aboleri sancta synodus vehementer cupit, ita ut nullæ falsi dogmatis imagines et rudibus periculosi erroris occasionem præbentes statuuntur. »

Vous le voyez, Messieurs, le concile de Trente veut que les images soient telles, que le peuple puisse en retirer un grand fruit. Je demande quel fruit on peut retirer de ces histoires bizarres qui sont toutes frappées au même type, et qui ne sont qu'une parodie grossière des miracles de l'Écriture sainte. Ne doit-on pas les ranger au nombre de ces abus dont le synode désire si vivement la répression ? « *Eos prorsus aboleri sancta synodus vehementer cupit ita ut nullæ falsi dogmatis imagines et rudibus periculosi erroris occasionem præbentes statuuntur.* » C'est pour ce motif que le concile veut qu'aucune image ne soit exposée dans les églises sans l'autorisation épiscopale, qu'aucun miracle nouveau ne soit admis, qu'aucune nouvelle relique ne soit reçue sans l'approbation de l'évêque éclairé par l'avis des théologiens : « *Nemini licere ullo in loco, vel ecclesiâ, etiam quomodolibet exemptâ, ullam insolitam ponere, vel ponendam curare imaginem, nisi episcopo approbata fuerit : nulla etiam admittenda esse nova miracula, nec novas reliquias recipiendas, nisi eodem recognoscente et approbante episcopo, qui simul atque de eis compertum habuerit, adhibitæ in consilium theologis et aliis piis viris, ea faciat quæ veritati et pietati consentanea judicaverit.* »

Si nous cherchons maintenant l'approbation qui a été donnée aux miracles racontés dans la *Légende Dorée*, et l'autorité que nous devons attacher à la parole de Jacques de Voragine, son auteur, voici ce que nous trouvons dans la Biographie de Feller :

« Jacques de Voragine ou Jacques de Varaze, né dans l'État de Gênes, vit le jour vers 1230 ; il se fit dominicain, fut provincial et définiteur de son ordre, et ensuite archevêque de Gênes en 1292. Il édifia cette église par ses vertus et tâcha de l'instruire par ses ouvrages ; le plus connu est intitulé la *Légende Dorée*. Ce prélat, plus pieux qu'éclairé, mourut en 1298. Les protestants ont fait de cette légende une espèce de triomphe contre les catholiques, en décrivant cet ouvrage comme si ceux-ci étaient intéressés

à le défendre. — Ce n'est pas aux protestants qu'on en doit la critique; Claude d'Espence, docteur de Paris, Melchior Canus, Jean-Louis Vivès, l'appelèrent une *Légende de Fer* dès le xvi^e siècle. Elle a été désapprouvée par le père Béranger de Laudon, général des dominicains, mort en 1330, qui chargea le père Bernard Guidonis d'en publier une autre fondée sur de meilleurs actes. — Il y a cependant quelques savants qui ne la trouvent pas aussi méprisable que les protestants nous la représentent. »

L'abbé Ladvoat, docteur et professeur en Sorbonne, s'exprime ainsi dans son Dictionnaire historique sur la *légende dorée* : « Cet écrit est rempli de piété, mais il n'y a ni critique ni discernement, et l'on y trouve une infinité de *faibles puériles et ridicules*, ce qui a fait dire à Melchior Canus que *l'auteur de cette légende avait une bouche de fer, un cœur de plomb et un esprit peu sévère et peu sage*. » (V. v^e Jacques de Voragine.)

Ici, Messieurs, les faits parlent assez d'eux-mêmes. Au nombre des abus qui ont fait tant de tort à la religion, il faut placer ces prétendus miracles créés par l'amour du merveilleux et propagés par un zèle dont on ne saurait trop déplorer l'aveuglement et les écarts. Ces récits substituaient la superstition à la piété, une sorte de mythologie grossière aux miracles éclatants qui servent de base à la religion. D'un autre côté ils choquaient les esprits plus éclairés par leur invraisemblance, et les amenaient à envelopper dans une même réprobation la vérité et l'erreur. Aussi lorsque Luther et Calvin se posèrent en réformateurs, ils trouvèrent dans ces légendes absurdes un puissant auxiliaire, et entraînèrent ainsi dans l'hérésie un grand nombre d'âmes qui ne surent pas distinguer ce qui était de Dieu et ce qui provenait des hommes. Le biographe de Jacques de Voragine nous l'apprend, *les protestants se sont fait une arme de son livre*. En vain des docteurs catholiques l'ont censuré; en vain, dès le xiv^e siècle, un général des dominicains l'a condamné; le *Livre de Fer*, comme l'appelle l'un d'eux, a servi à porter des coups funestes au catholicisme.

Lorsque la réforme si nécessaire à l'Église a été opérée par l'Église elle-même dans le concile de Trente, nous voyons l'abus que nous signalons attaqué et proscrit par les décrets de cette auguste assemblée; et quand les Pères expriment ce désir violent

de réprimer les abus qui s'étaient glissés dans les images exposées aux yeux du peuple, ils comprenaient sans doute dans leur anathème cette *Légende Dorée*, déjà condamnée par de graves autorités, et dont ils ne pouvaient ignorer que les hérétiques s'étaient fait une arme contre l'Église catholique (1).

Ainsi, Messieurs, se trouve justifiée, ce me semble, la critique que j'ai faite du sujet choisi pour le vitrail de Châtellerault; il ne fallait rien moins, pour me donner l'assurance de soutenir une lutte sur cette matière avec M. l'abbé Auber, que la décision du concile de Trente et l'approbation que des membres éminents du clergé ont bien voulu donner à mon opinion.

ADDITION.

Qu'il nous soit permis de citer à l'appui de notre opinion le passage suivant d'une lettre de Pierre le Vénérable, général de l'ordre de Cluny au ^{xii}^e siècle :

« Nosti quantùm me pigeant *falsa* in ecclesiâ Dei *cantica*, quantùmque *nugæ canoræ* mihi odibiles. Inter quas, nam plurimæ sunt, cum nuper in festo magni patris Benedicti hymnum, præter sententias, metricam legem, seriemque verborum, peroptimum et cantari audirem et cantare cogere, nimium, sed non tunc primum, ægrè tuli et tanti viri *veras laudes mendaciter proferri* erubui. Nam, præter aptitudinem sententiarum quæ nulla est, *ad minus viginti quatuor mendacia*, canticum illud citato percurrere animo, in ipso reperi. Non igitur ut præsumptor, sed ut horum quæ Dei sunt in hac licet minimâ parte zelator, sumptâ ex magni Gregorii verbis materiâ, in laude omnipotentis Dei ipsiusque jam dicti patris, ejusdem metri hymnum composui, etc. »

Lib. iv, Epist. xxx. *Apud Bibliothecam veterum Patrum*, t. xxii, p. 926.

Ainsi, Pierre le Vénérable ne peut pas souffrir dans l'Église de Dieu les faux *cantiques* et les *niaiseries sonores*; il rougit de ce

(1) Melchior Canus, dont Ladvoat et Feller citent l'opinion sur la *légende dorée*, a paru avec éclat au concile de Trente, sous Paul III (voir le Dictionnaire historique de Ladvoat, v^e Canus.)

qu'on a substitué *des mensonges* aux faits véritables si dignes de louange; il a compté au moins *vingt-quatre mensonges* dans le cantique de St-Benoît, et, transporté par son zèle, il a composé en l'honneur de Dieu et du saint fondateur de son ordre un hymne nouveau, dont il a puisé les faits dans les récits de *Grégoire le Grand*.

Il nous est permis de conclure de cette citation que Pierre le Vénérable ne serait point allé demander ses renseignements à la *Légende Dorée*, si elle eût existé de son temps, et qu'il n'aurait point admis dans un vitrail peint, ce cantique visible, perpétuellement exposé aux yeux de la multitude, les choses qu'il blâmait avec tant de force dans un cantique que l'église ne chantait qu'à certains jours.

NOTICE

SUR LA commune du *Perrier* (1) (Vendée),

Par M. CH. DE SOURDEVAL.

La commune de Perrier occupe le centre du vaste marais compris entre les îles de Rié, de Monts et le continent. On n'y trouve pas de noyau rocheux, mais seulement un point un peu plus élevé que le reste, où la terre est mélangée de sable. Ce lieu porte le nom d'*île Paradis*, ou de *Pé* (2) *de l'île*. Bassompierre, qui vint avec Louis XIII au Perrier, nomme cette contrée *île de Périé*. Elle était, dit-il, séparée de l'île de Rié par un canal large comme la Marne, sur lequel il y avait un pont nommé d'*Aurouet*. Il se trompe sur le nom du pont; celui d'*Orouet* séparait l'île de Monts de l'île de Rié, tandis que cette dernière était séparée de l'*île de Périé* par le pont des *Mottes*, qui est indiqué à l'état de ruines dans la carte de Masse, dressée en 1705. Aujourd'hui ce pont n'existe pas plus que le

(1) Le nom de cette commune est généralement écrit dans les vieux titres : *Le Perrier*; on trouve dans les titres les plus anciens : *Sanctus Salvator de Perio*, Saint-Sauveur des marais du Périer; dans Bassompierre, *Périé*; en patois *Prère*. L'administration et les dictionnaires géographiques ont adopté l'orthographe actuelle *Le Perrier*.

(2) *Pé*, *puy*, sommet.

cours d'eau dont il permettait le trajet aux passants; mais un pré porte encore le nom du pont des Mottes, de même qu'un autre point porte le nom de pont d'Orouet, bien qu'on n'y voie ni pont ni ruisseau. La commune de Perrier est ou était en effet une île, car son pourtour est tracé par une chaussée; mais presque partout cette chaussée est aplanie et cultivée, attendu que le bras de mer contre lequel elle servait de rempart est tout à fait comblé.

Le bourg du Perrier est plus ancien qu'on s'est tenté de le croire d'après son terrain d'alluvion, si moderne que Bassompierre le trouva, pour ainsi dire, en état de formation, et qu'aujourd'hui encore le terrain qui l'entoure est envahi par les eaux pendant l'hiver. Mais l'histoire de cette humble paroisse se trouve racontée d'une manière fort curieuse dans le recueil des titres de la fabrique. Ce recueil, copié sur un seul registre, a été fait en 1788, sur la demande du curé Antoine de la Barre, par les soins de Jacques Naulleau, procureur fiscal, en présence de Henri Collinet de la Charrault, sénéchal de la seigneurie et chatellenie du Perrier. On s'adjoignit, pour les titres difficiles à lire, avariés par le temps, l'humidité, le défaut de soins, un expert nommé Pierre-Charles Josse, de la ville de Pouzauges, lequel prêta serment, puis procéda à la révision et au dépouillement des titres. La plus ancienne de ces pièces est un mémoire d'ouvrage que l'expert a présumé être du ^{xii}^e siècle, mais dont il n'a pas trouvé la date; il s'est borné à en donner quelques extraits. Celle qui vient ensuite est une rente de sept sous envers la fabrique de *St-Sauveur des Marais du Perrier*, consentie par Rousseau ou Rousseau, devant Giraud, notaire de la seigneurie, le 23 septembre 1389. Malheureusement ces vieux écrits ont été paraphrasés ou traduits par le copiste et non donnés littéralement; ils offriraient, sans cette fâcheuse réforme, de curieux documents pour l'histoire du patois local. Quelques mots seuls y sont conservés, mais les noms d'hommes y sont généralement écrits en patois, comme *Rousseau*, *Micha*, *Massonneau*, pour Rousseau, Michaud, Massonneau. On y trouve même le nom d'un curé *Poya*, sans doute pour Poyau. Ces titres sont généralement ceux d'arrentements de terrain que faisait la fabrique à des particuliers. Le mode en était assez singulier. On suivait pour cela, dit chacun de ces vieux parchemins, l'usage de la paroisse, dont les affaires devaient

toujours se traiter dans le cimetière, devant la croix *oxanne* ou *hozamnière*. Les notables, au sortir de la messe, s'y assemblaient au nombre de douze, composant, disent nos titres, *la portion la meilleure et la plus saine des habitants*. Puis l'arrentement était mis à l'encan, et l'acte d'adjudication était rédigé sur-le-champ par les deux notaires de la seigneurie et châtellenie du Perrier. Il résulte de ces nombreux documents que l'île du Perrier était aussi étendue dès le xiv^e siècle qu'elle l'est aujourd'hui, puisqu'il y est question de lots de terre sur les parties les plus éloignées, comme le pont des Mottes, Orouet, etc. Malheureusement ce précieux registre de neuf cents rôles de papier timbré n'est pas en la possession de la fabrique, qui, à défaut de loi, a vu tous ses titres se prescrire.

Pendant la révolution, le Perrier, considéré comme centre du Marais insurgé, a subi les coups les plus rudes de la part de la colonne infernale aux ordres du général Thureau. Les maisons ont été dévastées et incendiées; les petites futaies qui entouraient les bâtiments de chaque ferme furent rasées. La sacristie où logeait l'état-major a seule été épargnée. Les habitants, pour se soustraire aux baïonnetes sanguinaires, se plongeaient au fond des fossés et y restaient immobiles, la tête seule hors de l'eau, mais cachée au milieu des joncs et des roseaux.

RAPPORT

SUR LES *Fouilles faites à Écuré*, SUR LA PROPRIÉTÉ DE M. RAIMBAULT, PRÉSENTÉ
AU NOM D'UNE COMMISSION COMPOSÉE DE MM. LETOURNEUX, MAUDUIT ET E. LECOINTRE,

Par M. E. LECOINTRE.

Le voyageur qui, il y a 16 ou 18 siècles, se rendait de Limonum à la capitale des Santons, suivait une direction un peu différente de la route actuelle de Poitiers à Saintes. Vous connaissez, soit par les itinéraires, soit par des travaux publiés sur les voies romaines du Poitou, les principaux points de cette ligne. Sortie de Poitiers, à peu près dans les lieux où s'élève aujourd'hui la porte de la Tranchée, elle touchait à Fontaine-le-Comte, passait la Vône à

2 kilom. en amont de Vivône, et de là se dirigeait sur Saintes par Rom, Brioux et Aunay.

Mais si les points principaux sont fixés, on est loin de connaître le tracé entier de cette voie importante, d'avoir recueilli tous les renseignements sur les villas et les monuments qui existaient en grand nombre sur ses bords. Aussi avez-vous accueilli avec empressement la bienveillante communication que vous fit, il y a quelques mois, M. Raimbault, percepteur à Lusignan. Des travaux entrepris par lui dans sa propriété d'Ecuré, pour procurer quelques soulagements à la classe pauvre pendant le rude hiver de 1846-1847, avaient amené la découverte d'un cimetière gallo-romain. L'état du terrain, que couvrait encore la récolte, et plus tard les vacances qui nous ont dispersés, empêchèrent la Société de faire plus tôt des fouilles; mais, dans votre dernière séance, une commission composée de MM. Mauduyt, Letourneux et Eugène Lecointre, fut nommée pour explorer ces débris. Mes collègues ont bien voulu me céder le plaisir de faire connaître les résultats de notre voyage.

Permettez-moi, avant d'entrer en matière, de vous tracer ici le plan des lieux.

Ecuré est situé à 6 kilomètres sud-ouest de Vivône, à 400 mètres à gauche de la voie romaine de Poitiers à Saintes. Nul doute que ce lieu n'ait été très-anciennement habité. Dans la cour même de sa maison d'habitation, M. Raimbault a recueilli une hache celtique en pierre; des médailles romaines et du moyen âge y ont été rencontrées à diverses reprises. La *villa Scuriaca* est citée dans plusieurs chartes du x^e siècle comme se trouvant dans le *pagus* de Vivône (1).

Le cimetière gallo-romain s'étend sur un plateau légèrement incliné au nord, entre Ecuré et la voie romaine, à 300 pas environ de cette dernière; une haie, remplacée maintenant par un fossé

(1) La treizième année du règne de Lothaire (966 ou 967) un certain Raynordus et conjux ejus Rengardis donnent à l'abbaye de St-Cyprien *in villa quæ vocatur Scuriaca, in vicaria Vicovedonense*, cultum et incultum quantum ibi habebant. (D. Fonteneau, t. VI, p. 253). Ce cartulaire de St-Cyprien faisait encore mention de la *villa Scuriacus* en 962, et celui de St-Maixent en 967. — (Renseignement communiqué par M. Raimbault.)

dont la direction est perpendiculaire à la voie romaine, formait au nord la limite du cimetière : du moins on n'a pas trouvé de sépultures au delà ; peut-être cependant ont-elles été détruites par la charrue , car elles n'étaient pas protégées par l'amas de terre que les eaux ont formé au-dessus de la haie ; en faisant le fossé on a trouvé des sépultures sur une longueur de 70 mètres : nous ignorons sur quelle largeur elles s'étendaient.

Maintenant que la position du terrain est bien déterminée , je passe à la description des objets qui s'y sont rencontrés.

Les tombeaux que nous avons à décrire n'appartiennent pas aux grands de la terre ; nous n'y avons trouvé ni les fastueuses inscriptions des monuments qui bordaient la voie Appienne et le chemin des tombeaux à Pompéi , ni les tumulus qui , en Angleterre , recouvraient les restes de riches Romano-Bretons (1). Les morts d'Ecuré n'ont pas fait graver sur de longs monolithes , comme notre Sabinus , le souvenir de leur science et la douleur de leurs amis ; on n'a déposé près de leurs restes ni les parfums précieux ni les objets qui leur furent chers : plus modeste est le dernier asile des enfants du peuple , à qui ce champ de repos paraît avoir été destiné. On peut lui appliquer ce vers d'Horace :

Hoc miseræ plebi stabat commune sepulcrum.

A quelques centimètres de profondeur , trente au plus dans les endroits où la charrue n'a pas accumulé la terre , nos fouilles nous montraient , de distance en distance (0,66 c. environ), de petites fosses remplies d'une terre que sa couleur noire faisait aisément distinguer (2) ; des débris de poteries et de vases en verre nous auraient facilement fait reconnaître une sépulture si , en présence de cette terre noire provenant des cendres du bûcher , et signalée comme s'étant rencontrée dans tous les cimetières anti-

(1) V. Les fouilles faites dans les tumuli de Bartlow, in the parish of Asdhon in Essex (*Archæologia*, t. xxv, p. 1, et t. xxvi, p. 300).

(2) L'analyse chimique a fait reconnaître dans cette terre du carbonate de chaux , du chlorure de soude et de potasse , de l'hulmate des mêmes bases dû à la décomposition des matières organiques qui y ont séjourné , du carbonate de fer. (*Note de M. Mauduyt fils.*)

ques (1), nous avons pu garder quelques doutes. Malheureusement l'infâme charrue, pour emprunter une expression du digne antiquaire de Walter-Scott, Jonathan Oldebruk, n'a pas eu plus d'égards pour les mânes de nos Gallo-Romains que pour les ruines de son *pretorium* : les urnes en terre et en verre, recouvertes par une trop faible couche de terre, ont été brisées (2), et, en avançant dans le champ, les traces des sépultures deviennent de moins en moins apparentes; la couche de terre noire disparaît ou s'amoindrit; les débris de poterie et de verre se trouvent à fleur de terre ou mêlés à la couche végétale.

Renonçant donc à poursuivre des fouilles infructueuses, nous sommes revenus sur le bord du fossé : ici la présence d'un buisson, maintenant arraché, avait fait accumuler environ 0,66 c. de terre végétale, ainsi qu'on peut s'en convaincre en comparant le niveau des deux champs que sépare le fossé. Cet amas de terre a préservé les urnes qu'il recouvrait contre les accidents qui ont brisé celles qui n'avaient pas la même protection; aussi est-ce sur le bord du fossé, ou en le creusant, qu'on a trouvé les différents vases appartenant à M. Raimbault, et dont je pourrai, grâce à son obligeance, vous donner la description. Nos recherches n'y ont pas été vaines (3). Quelques coups de pioche mirent bientôt à nu des pierres brutes, formant une enceinte cubique de 20 centimètres de côté. Au milieu, et scellée aux parois par la terre végétale qui s'y était peu à peu infiltrée, paraissait une urne en terre renversée (fig. 1). Malgré les précautions des ouvriers, elle avait été entamée par un coup de pioche, et elle se brisa quand je voulus la prendre; dessous, et recouvert par elle, était un vase en verre mince (fig. 2), contenant des cendres et des débris d'ossements. La précaution qu'on avait eue de le recouvrir d'un second vase en poterie em-

(1) V. Montfaucon, t. v. — *Archæologia*, t. xxv et xxvi. — Notice de D. Fonteneau sur les découvertes des Gilliers, citée par M. Gibault. — M. de Caumont, t. II, etc.

(2) La plupart des morceaux de verre nous ont paru appartenir à des vases semblables à celui dessiné fig. 2.

(3) Nous avons trouvé le long du fossé un vase carré haut de 10 c. et large de 5 c. brisé et rempli de terre noire; le goulot, qui devait être très-large, est brisé (fig. 7). On voit des vases semblables dans l'atlas du Cours d'antiquités monumentales de M. de Caumont, 2^e partie, pl. xxix, fig. 11.

pêchait tout mélange de la terre végétale avec les ossements; les pierres brutes non cimentées suffisaient pour préserver les débris humains contre tout choc extérieur. Cet ensemble de précautions dans la sépulture d'un homme qui dut être pauvre nous montre quel était le respect des anciens pour la cendre des morts. Dans toutes les sépultures que nous avons ouvertes, nous avons trouvé ces pierres entourant les débris des urnes; la couche supérieure avait été seulement arrachée par la charrue. Une seule n'avait pas de pierre; mais nous avons rencontré dans la terre noire, mêlés aux débris de poterie et de verres, plusieurs clous qui faisaient sans doute partie d'une boîte destinée à renfermer l'urne. L'existence de ces boîtes en bois a été bien prouvée par plusieurs découvertes. Dans le cimetière gallo-romain de Bordeaux, on a trouvé de nombreux clous, et M. de Caumont n'hésite pas à croire qu'ils faisaient partie d'une boîte. Dans la belle découverte de Fontenay, notre collègue, M. Fillon, a rencontré la poignée et la serrure du coffre qui contenait les outils et le squelette d'un peintre. A Bartlow, en Angleterre, des clous étaient placés symétriquement aux quatre angles d'un parallélogramme; le bois était réduit presque entièrement en poussière, mais on en reconnaissait facilement la place : on a pu même en retirer un morceau de chêne de 4 pouces d'épaisseur (1). (*Archeologia*, t. xxvi, p. 300 et s.) Enfin Sénèque nous apprend qu'on faisait des urnes en or et en argent, mais le plus souvent en terre, en verre et en bois.

Nous avons dit qu'on avait déjà trouvé dans le même endroit plusieurs vases et des débris de verre et de poterie. Voici la description de ces objets, qui nous ont été confiés par le propriétaire, M. Raimbault.

Objets en verre.

1^{re} Bouteille en verre blanc épais, formant un parallépipède rectangle de 0,12 de haut et de 0,09 de face; elle a un col haut de 0,05, et dont le diamètre est de 0,05, une seule anse placée sur le

(1) La longueur et la grosseur des clous trouvés à Écuré me ferait penser que les parois de la boîte étaient très-épaisses.

col, large de 0,04. Le verre est uni et sans ornement; le fond présente seulement un cercle dont le diamètre est de 0,04; dans les quatre angles on voit les lettres CNIO, formant peut-être le nom du fabricant (1). (Fig. 3 et 4.)

2^e Deux autres urnes, malheureusement brisées, mais dont nous avons pu réunir assez de morceaux pour en donner un dessin exact, étaient hautes de 0,10 et de 0,11, et larges de 0,12 et de 0,10. L'une et l'autre avaient un col haut de 0,02, et large de 0,08 et de 0,09, et point d'anses. (Fig. 8 et 9.)

3^e Deux petites urnes lacrymatoires, hautes de 0,05 (fig. 5 et 6), et larges de 0,06. L'une présente des stries dans le sens de la hauteur.

Objets en terre cuite.

Une patère en terre rouge sans ornement, de nombreux débris de vases de la même terre, ont été trouvés; d'autres morceaux de vases présentent divers ornements que la petitesse des fragments empêche de décrire et de dessiner.

D'autres terres sont entièrement noires; les vases qu'elles formaient n'offrent pas d'ornements.

Nous avons trouvé des fragments revêtus d'une teinte noire à l'extérieur, et dont l'intérieur, sauf un peu plus de dureté et de finesse dans le grain, ressemble beaucoup à la poterie grise dont on rencontre tant de débris dans les découvertes du genre de celles dont je vous parle. M. Artis (2) a entrepris l'association britannique d'archéologie du procédé employé par les Romains pour la coloration de leurs poteries. (*V. n° 1 of the Journal of the british archaeological association.*) Suivant l'honorable gentleman, on aurait donné cette couleur noire à la poterie en la faisant cuire à l'étouffoir dans ce qu'il appelle un fourneau à fumée (*smoker kiln*), avec des joncs ou des glaieuls. Des expériences couronnées de succès appuient l'opinion de M. Artis.

(1) Des vases semblables ont été trouvés à Fontenay et en Angleterre. (*V. Archaeologia*, t. XXIV et XXV.)

(2) M. Artis s'est beaucoup occupé de la fabrication des poteries antiques. V. un article de lui sur les fours à poteries. (*Journal of the british archaeological association*, 1846, juillet, p. 184 et suiv.)

Il n'est pas rare de trouver en Angleterre de ces poteries noires. La découverte faite dans le comté de Kent, en 1846, en a offert plusieurs milliers d'exemplaires de toutes les formes et de toutes les dimensions. Sur de vastes terrains que la mer envahit tous les jours, on a retrouvé toute une fabrique de poterie romano-bretonne, que notre collègue M. Roach Smith (1) attribue aux derniers temps de la domination romaine dans la Grande-Bretagne. La terre des environs, cuite, suivant le procédé indiqué par M. Artis, avec les glaieuls de la plage, prend la couleur noire que nous trouvons sur nos poteries.

L'oxyde de fer aurait été employé, suivant M. Artis, pour donner aux poteries romaines les belles couleurs rouges qu'elles ont conservées à travers les âges (*Journal of the british arch. ass.* 1846, p. 165.) Du reste, les procédés des Romano-Bretons, et sans doute ceux des Gallo-Romains, différeraient peu des nôtres; leurs poteries étaient moulées ou tournées; leurs fours ressemblaient assez à ceux qu'on emploie pour la porcelaine (2). Mais je termine cette digression, que le désir de vous faire connaître quelques-uns des travaux de nos correspondants d'outre-Manche m'a engagé à prolonger, et je reviens à Écuré.

Les débris de poterie les plus abondants que nous ayons rencontrés appartenaient à ces poteries grises, grossières et mal cuites, que l'on trouve dans tous les cimetières de cette époque. Celui de Bordeaux seul a fourni plus de vingt mille vases de cette sorte (3). Les nôtres, du moins autant que nous en avons pu juger par les débris que nous avons rencontrés, appartenaient à des vases à long col, de la forme de ceux dont on se sert encore aujourd'hui pour mettre l'huile.

Certes, dans les sépultures que nous venons de décrire, il n'y en a pas de splendides; ôtez les deux urnes, le vase n° 3, les deux lacrymatoires, et quelques poteries rouges et ornées, vous n'aurez aucun vase destiné spécialement à contenir les cendres des morts, aucun vase qui n'ait pu servir à des usages domestiques. La seule sépulture complète qui ait été trouvée n'était recouverte que par la

(1) *Journal of the British arch. assoc.*, 1846, juillet, p. 136.

(2) *Ibid.*

(3) M. de Caumont, *Cours d'antiquités monumentales*, 2^e partie.

partie inférieure du vase en terre grise que j'ai décrit ; des pierres brutes et sans ciment la protégeaient. Dans tout cela il n'y a pas de luxe ; cependant une pensée aristocratique a présidé au classement de ces sépultures, et même parmi les pauvres, même dans le champ de repos, on a maintenu les distinctions de la terre. Au fond du cimetière, au plus loin de la voie romaine, on n'a retrouvé que des fragments des poteries les plus communes, pas de verre. Les débris de verre et de poteries ornées se sont rencontrés sur le point le plus rapproché de la voie romaine qu'il nous ait été permis d'explorer.

Il nous reste maintenant à fixer, approximativement du moins, la date de ces sépultures.

Notons d'abord qu'elles appartiennent à l'époque gallo-romaine. La forme des vases qu'on y trouve, deux médailles très-frustes du 1^{er} siècle de notre ère, qui y ont été rencontrées, le prouveraient suffisamment, si nous ne savions déjà que les Romains ont importé dans les Gaules l'usage de brûler les morts. Il n'y avait même pas longtemps que cette coutume s'était introduite à Rome. Pline nous apprend que les Romains brûlèrent leurs morts dans les guerres lointaines, pour ne pas les laisser exposés aux insultes de l'ennemi (1) ; et peut-être la crainte des outrages que lui-même avait fait subir aux restes de Marius poussa-t-elle Sylla à ordonner, le premier des Cornéliens, que l'on brûlât son corps (2). L'influence de la religion chrétienne avait fait tomber cet usage à peu près en désuétude du temps du grand Théodose (3), et sous Théodose II ce n'était déjà plus qu'un souvenir (4).

Toutefois il paraît que la coutume de brûler les corps ne se conti-

(1) *Ipsium cremare apud Romanos non fuit veteris instituti ; et postquam longinquis bellis obrutos erui cognovere, tunc institutum. Et tamen multæ familiæ prius servavere ritus sicut in Corneliâ nemo ante Syllam dictatorem traditur crematus.* (Plin., 7-54.)

(2) *Calli Marli sitas reliquias apud Anienem dissipari jussit Sylla victor, acerbior odio incitatus, quam si tam sapiens fuisset quam fuit vehemens, quod haud scio an timens suo corpori posse accedere, primus ex patriciis Corneliis voluit cremari.* (Cicéron, de legibus.)

(3) Commentaire de Godefroy sur le Code théodosien.

(4) Macrobe, historien contemporain, s'explique ainsi : *Licet urendi corpora defunctorum usus nostro tempore nullus sit.* (V. *Ant. expl. de Montfaucon*, t. V, 1^{re} part., p. 19 et 20.)

nua pas dans les Gaules passé le III^e siècle ; les médailles qu'on a trouvées dans d'autres cimetières où se sont rencontrés les mêmes vases qu'à Ecuré me porteraient à croire qu'on doit assigner à ces sépultures les trois premiers siècles de notre ère.

Il serait trop long de vous donner ici la liste des nombreux cimetières de cette époque qu'on a trouvés dans les Gaules. Suivant M. de Caumont, elle se monte à plus de cent. L'Angleterre n'est pas moins riche en monuments de ce genre, et il n'est guère de volume de l'*Archæologia*, ou du *Journal of the british archæological association*, ou des *Collectanea antiqua*, qui ne contienne la description de quelque sépulture romano-bretonne. Je ne vous parlerai que d'un seul, qui, par sa position, vous intéresse d'une manière toute spéciale, le grand cimetière des Giliers, situé sur l'emplacement actuel de notre belle promenade de Blossac. M. Gibault, après avoir décrit les objets qui s'y sont rencontrés, et dont plusieurs offrent une grande ressemblance avec ceux trouvés à Ecuré, émet l'opinion qu'ils appartaient à un cimetière purement gaulois ; suivant lui, les Romains ayant forcé les Gaulois du voisinage à venir peupler Limonum, ceux-ci auraient voulu garder au moins des sépultures différentes, et auraient établi leur cimetière loin des murs de la ville romaine. Je ne saurais admettre cette opinion de M. Gibault (1) ; il l'aura sans doute empruntée, avec les dessins qui accompagnent son mémoire, à celui de Beaumesnil (2) ; et cet antiquaire, qui n'hésitait pas à voir des figures gauloises dans les modillons de nos monuments religieux du XI^e et du XII^e siècle, n'avait pas grand-peine à confondre des sépultures gallo-romaines avec celles purement gauloises. Les vases, les médailles qu'on a rencontrés aux Giliers sont romains ; et quand les Gaulois eurent assez emprunté aux arts des Romains pour construire les sépultures des Giliers, alors la fusion était complète ; il n'y avait plus de Gaulois ni de Romains, mais seulement des Gallo-Romains ; et les Gaules étaient devenues une des provinces les plus attachées à l'Empire.

Ma tâche est terminée ; la commission regrette de n'avoir pas à mettre sous vos yeux des résultats plus satisfaisants de ses travaux.

(1) *Antiquités monumentales et pittoresques du haut Poitou*, 1^{re} livraison.

(2) Mss. de la bibliothèque de Poitiers.

Qu'il nous soit permis, en finissant, de remercier M. de Fontaine, qui a bien voulu dessiner les objets trouvés ; M. Mauduyt fils, qui a fait l'analyse des terres contenues dans les sépultures ; et surtout d'exprimer à M. Rimbault notre reconnaissance de l'aimable hospitalité qu'il a offerte à votre commission, du zèle avec lequel il a dirigé nos fouilles. Nous avons l'honneur de vous présenter, sur sa demande, M. Rimbault comme membre titulaire non résidant ; ses connaissances historiques et locales, ses courses continuelles à travers le canton de Lusignan, lui permettent de recueillir de nombreux renseignements dans ces lieux, où l'époque romaine et le moyen âge ont laissé une riche moisson de souvenirs, et nous avons l'espoir que l'acquisition de M. Rimbault ne sera pas pour la Société le résultat le moins avantageux de notre voyage.

NOTICE

SUR LA VIE ET LES TRAVAUX ARCHÉOLOGIQUES DE M. MANGON DE LA LANDE,

Par M. LECOINTRE-DUPONT.

Chaque année, à votre séance publique, votre secrétaire rappelle en peu de mots les services des membres qui ne sont plus, et paye à leur mémoire un juste tribut d'éloges et de regrets. Là se borne, d'ordinaire, l'hommage rendu, au nom de la Société, aux collègues que nous avons perdus. Mais il est des membres qui ont donné à la compagnie un si généreux concours, qui ont rendu à la science tant de signalés services, qui laissent de si excellents souvenirs, que pour eux la Société ne saurait se borner à ce faible témoignage de reconnaissance. Quand ils lui sont enlevés par la mort, elle aime à voir retracées en détail, dans une notice particulière, les différentes phases de la vie de ces hommes d'élite ; elle est fière d'entendre rappeler leurs travaux et leurs succès, qui ont été pour elle autant de titres d'honneur, et elle se plaît à les proposer comme modèles à ceux qui ont entrepris de marcher sur leurs traces. A la tête de ces collègues si dignes de nos regrets, s'était placé sans contredit le membre dont je vais essayer d'esquisser la vie, M. Mangon de la Lande, le principal fondateur de la Société et son président dès le moment de sa formation.

M. CHARLES-FLORENT-JACQUES MANGON DE LA LANDE était né le 1^{er} février 1770, à Roye en Picardie. Son père, ancien officier de la maison militaire du roi, remplissait dans cette ville les fonctions de receveur des domaines. Il les avait obtenues comme retraite, après avoir été grièvement blessé à Minden; et, en février 1791, il les transmit à son fils, qui venait de terminer à Paris ses études classiques et ses cours de droit, et qui dans la même année s'unit à Mademoiselle Adrienne-Françoise-Charlotte de Bazon de Montberault, compagne dévouée qui, concentrant sur lui toutes ses affections, devait pendant cinquante-six années lui rendre tout le bonheur dont lui-même l'entourait.

M. de la Lande passa dans l'emploi de receveur à Roye les années les plus agitées de la Révolution. Sous le Directoire, en 1796, il fut nommé vérificateur dans le Pas-de-Calais et dans la Somme; puis, en 1799, il fut appelé aux fonctions d'inspecteur. Après les avoir successivement exercées dans les départements de l'Ourthe, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Vendée, de la Seine-Inférieure, de la Haute-Loire, du Loiret, de l'Aisne et du Calvados, il fut nommé en 1832 directeur à Guéret, et enfin transféré, avec le même titre, à Poitiers, au mois de décembre 1833.

Nous avons été les témoins de l'activité infatigable qu'il déployait dans l'exercice de ses fonctions, malgré son âge avancé. Nous avons pu apprécier son rare esprit d'ordre et de suite, la largeur de ses vues, la scrupuleuse équité qu'il apportait dans l'interprétation souvent si difficile des lois de l'enregistrement. Son impartialité entre les intérêts du trésor et ceux des contribuables était telle, que jamais elle ne fut suspectée. L'aménité de son caractère, l'exquise urbanité de ses formes, lui conciliaient les cœurs de ceux-là même contre lesquels il avait à faire exécuter les mesures fiscales qui ressortissaient de son administration. Si quelque chose doit nous étonner, c'est qu'avec de telles recommandations personnelles, M. de la Lande n'ait obtenu qu'un si lent avancement, après de si fréquents changements de résidence. Ne nous plaignons pas toutefois de ces changements : notre collègue leur dut l'avantage, si précieux pour l'antiquaire, de voir beaucoup par lui-même, de pouvoir étudier et comparer grand nombre de monuments dispersés sur différents points de la France et de la Belgique; il leur dut surtout

de pouvoir explorer bien des lieux célèbres dans la lutte de César et de la nation celtique, et d'éclaircir, grâce à cette connaissance des lieux, plus d'une difficulté des Commentaires du conquérant romain.

Cinquante années de travaux dans l'administration lui donnaient droit au repos. M. de la Lande prit sa retraite au mois de mai 1840. Il avait enfin reçu, quatorze mois auparavant (8 mars 1839), la récompense due à ses longs et loyaux services, la décoration de la Légion-d'Honneur.

Telle fut la carrière administrative de M. de la Lande. Au milieu des travaux de ses fonctions publiques, son activité sut trouver encore des loisirs pour les sciences et les belles-lettres, et c'est surtout de sa carrière littéraire et scientifique que nous avons à nous occuper ici.

M. de la Lande s'adonna de bonne heure à la poésie. On ne saurait compter le nombre des pièces de vers fugitives qu'il avait composées, les unes pour des réunions de famille et d'amis, d'autres pour les loges maçonniques, les associations philanthropiques, ou les sociétés savantes dont il faisait partie; d'autres pour de nombreux recueils auxquels il donnait volontiers sa collaboration. Son travail était si facile, que sa plume pouvait à peine suffire à écrire ces improvisations poétiques à mesure que la rime se présentait à son esprit. Ce goût pour la poésie légère ne s'est éteint chez lui qu'avec la vie; seulement, dans ses dernières années, il emprunta presque tous ses sujets à l'histoire et à l'archéologie, sciences auxquelles il avait fini par consacrer exclusivement toutes ses études, tous ses loisirs.

Nous n'avons point de données positives sur l'époque à laquelle M. de la Lande avait commencé à s'occuper d'antiquités. Son premier travail archéologique qui nous soit connu est un mémoire manuscrit sur les *Caletes* et la ville de *Juliobona* (Lillebonne), composé en 1819 ou 1820. M. de la Lande était alors âgé de cinquante ans; mais ce travail prouve qu'il s'était préparé, depuis longtemps déjà, à écrire sur de pareils sujets par l'examen des monuments et l'étude des écrivains de l'antiquité, spécialement de César, son auteur favori.

De la Seine-Inférieure M. de la Lande avait été transféré dans la

Haute-Loire. A peine arrivé dans ce nouveau département, il s'occupa d'étudier ses antiquités et de les faire connaître dans un savant mémoire qu'il adressa à la Société des Antiquaires de France. Cette Société admit ce travail dans ses publications, et conféra à l'auteur le titre de membre correspondant, dans sa séance du 19 août 1821. Plus que tout autre ouvrage, *le Mémoire sur les antiquités de la Haute-Loire* (1) contribua à fonder la réputation scientifique de M. de la Lande. Il lui valut notamment une mention honorable de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans la séance du 18 juillet 1828.

La même distinction fut accordée, dans la même séance, à une dissertation sur *Genabum*, composée pendant le séjour que M. de la Lande fit dans le Loiret en 1824. Cette dissertation, où l'auteur a groupé avec art tous les arguments qui tendent à placer à Gien l'antique *Genabum*, a été insérée dans un recueil publié, en 1851, par M. Séb. Bottin, sous le titre de *Mélanges d'archéologie*. Dans un nouveau mémoire adressé en 1843 à la Société des Antiquaires de France, M. de la Lande chercha à appuyer par de nouveaux arguments son opinion, qui avait été vivement attaquée par le savant M. Jollois (2).

M. de la Lande avait été appelé à Saint-Quentin. Cette ville et ses environs, dont le sol est si riche en débris d'antiquités romaines, devinrent l'objet de ses explorations. Un mémoire sur des fouilles pratiquées dans le camp romain de Vermand, de 1826 à 1828 (3), fut jugé digne d'une mention honorable que l'Académie des inscriptions et belles-lettres décerna à M. de la Lande dans sa séance du 3 août 1832.

(1) SAINT-QUENTIN, Tilloy, 1826, 225 pages in-8°. — Le *Mémoire sur les antiquités de la Haute-Loire* est une seconde édition, considérablement augmentée, du travail publié, en 1823, par la Société des Antiquaires de France (t. IV, 1^{re} série), sous le titre d'*Essais historiques sur les antiquités du département de la Haute-Loire*.

(2) *Examen de quelques objections faites contre l'existence gauloise de la ville de Gien*. Ce mémoire, qui n'a pas été imprimé, est mentionné dans le rapport de M. Bourquelot sur les travaux de la Société des Antiquaires de France, t. VIII (2^e série), p. XIX.

(3) La bibliothèque de la Société possède la seconde édition de ce travail, qui porte pour titre : *Mémoire sur les fouilles du camp romain de Vermand, de 1826 à 1828*, réimprimé par ordre de M. le préfet. LAON, Melleville, 1828.

Quel nom portait la ville de Saint-Quentin avant de prendre celui de son saint patron ? Telle fut surtout la question que M. de la Lande se proposa d'élucider pendant son séjour dans le département de l'Aisne, et, dans une dissertation publiée en 1825, il revendiqua pour cette ville non-seulement le nom d'*Augusta Veromanduorum*, dont quelques écrivains avaient voulu gratifier le camp de Vermand, mais encore le nom de *Samarobriva*, que Douai et Amiens se disputaient.

Deux antiquaires de Douai et d'Amiens, MM. Bruneau et Rigollot, contestèrent les conclusions de M. de la Lande. Celui-ci leur répondit, en 1827, par deux nouveaux mémoires qu'il soumit, ainsi que sa première dissertation, à l'Académie des inscriptions et belles-lettres et à la Société de géographie de France. L'Académie lui décerna une mention honorable, et la Société de géographie de France, par l'organe de M. Bottin, son rapporteur, déclara que M. de la Lande avait géométriquement démontré que la *Samarobriva* de César ne saurait être placée autre part qu'à Saint-Quentin.

Ce jugement ne fut point accepté par un des adversaires de notre collègue, qui dut encore, dans une quatrième dissertation (1), répondre à de nouveaux arguments du savant antiquaire d'Amiens. La lutte se prolongea même entre de nouveaux combattants, plusieurs années après son départ de Saint-Quentin. M. de Cayrol soutint les droits d'Amiens, bien appuyés, nous devons l'avouer, par certains textes des ix^e et x^e siècles, dont M. de la Lande avait trop peu tenu compte (2); et M. Charles Quentin essaya de faire prévaloir la thèse de M. de la Lande (3).

En devenant inspecteur des domaines de première classe dans le département du Calvados, M. de la Lande se trouva mis en contact avec les principaux membres de cette Société des Antiquaires de Normandie qui a si puissamment contribué à répandre dans les

(1) Mémoire en réponse, ou quatrième dissertation sur *Samarobriva*, ancienne ville de la Gaule, par M. Mangon de la Lande, président honoraire de la Société académique de Saint-Quentin. — SAINT-QUENTIN, Tilloy, 1829. — 46 pages in-8°.

(2) *Samarobriva* ou Examen d'une question de géographie ancienne, par M. de C.... AMIENS, 1832. — 126 pages in-8°.

(3) *Samarobriva*, ou Saint-Quentin. — SAINT-QUENTIN, Cotteneat, 1832. — 87 pages in-8°.

provinces de France le goût des études archéologiques. Il ne tarda pas à en faire lui-même partie, et il lui paya son tribut par un travail intitulé : *Examen critique d'un mémoire sur les mesures itinéraires employées par César dans ses Commentaires sur la guerre des Gaules*. Ce travail, resté manuscrit, mérita à son auteur des éloges très-flatteurs, consignés dans le rapport présenté à l'Académie des inscriptions et belles-lettres par sa commission des antiquités nationales, le 3 août 1832.

Des recherches d'un intérêt plus local lui valurent un hommage auquel il ne fut pas moins sensible. Quand il quitta le Calvados, en 1832, une souscription se forma pour la publication de son *Mémoire sur l'antiquité des peuples de Bayeux*, qui parut par les soins de M. Ed. Lambert (1), un des membres les plus distingués de la Société des Antiquaires de Normandie.

La Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers avait invité la Société des Antiquaires de Normandie à unir ses efforts aux siens pour la conservation de notre temple Saint-Jean. M. de la Lande fut rapporteur de la commission nommée pour suivre cette affaire. Vous savez que les démarches faites sur sa proposition et celle de MM. de Caumont et de la Fontenelle furent couronnées de succès. La Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts récompensa le zèle de M. de la Lande en lui décernant le titre de membre correspondant, qu'il devait, deux années plus tard, échanger contre le titre de membre résidant.

En effet, nommé directeur de l'enregistrement et des domaines à Poitiers au mois de décembre 1833, il fut admis comme membre titulaire de la Société d'agriculture le 9 avril 1834, et dans la séance publique du 17 juin suivant il lut une pièce de vers intitulée *le Paysan d'Anatolie*. Plusieurs autres morceaux de poésie et de nombreux rapports insérés ou mentionnés dans les bulletins de cette Société (2), sont autant de témoins de la part active qu'il prit à ses travaux jusqu'au moment où il laissa notre ville.

(1) *Mémoire sur l'antiquité des peuples de Bayeux*. — BAYEUX, C. Groult, 1834. — 106 pages in-8o.

(2) *Mort d'Auguste* (en vers), t. VI, p. 205. — *Le Remède homœopathique* (en vers), t. VII, p. 333. — *Plaisanterie* (en vers) lue en séance publique et mentionnée t. VIII, p. 33. — *Rapport sur un Mémoire de M. Mignon, tendant à établir que la bataille*

Depuis plusieurs années déjà tout était préparé à Poitiers pour la formation d'une société archéologique. Quelques tentatives individuelles avaient eu lieu pour sa fondation, mais elles avaient échoué devant la crainte d'ébranler la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts, et surtout devant le manque d'un chef qui réunît toutes les sympathies et qui inspirât à tous respect et confiance.

L'arrivée de M. de la Lande à Poitiers fit cesser ce dernier obstacle. Aussitôt qu'il put être connu et apprécié, presque tous les amis des études archéologiques se groupèrent autour de lui. M. Mazure, alors professeur de philosophie au collège royal, et notre savant collègue M. Cardin, proposaient chacun un plan d'association, celui-ci dans l'intérêt plus spécial de la conservation des monuments et des documents historiques, celui-là dans le but de l'étude et de la description des antiquités. On résolut de fondre ensemble ces deux projets.

Une réunion eut lieu, à la fin de juillet 1854, à la bibliothèque publique. La formation d'une société provinciale d'antiquaires, avec Poitiers pour centre, fut proposée, et fut l'objet d'une vive opposition de la part de quelques membres de la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts. Le président de cette compagnie déclara que l'association projetée n'avait aucune chance de succès, qu'elle ne compterait jamais vingt-cinq membres à Poitiers, et que le seul parti à prendre était de se réunir à la Société d'agriculture, en demandant qu'elle formât dans son sein une section spéciale d'archéologie et d'histoire. MM. Mazure et de la Fontenelle de Vaudoré, jusqu'alors partisans déclarés de la formation d'une Société d'antiquaires, se rallièrent à cette opinion de M. Boncenne. M. de la Lande repoussa tous leurs arguments; il fit valoir l'exemple de

entre le roi Jean et le Prince-Noir se serait donnée à Voulon, t. v, p. 139. — Rapports sur différents bulletins de la Société académique du Mans, t. v, p. 156; vi, p. 41 et 117; viii, p. 217. — Rapport sur le procès-verbal de la séance publique de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Alx, t. v, p. 165. — Rapport sur les Annales de la Société d'agriculture, sciences et commerce du Puy, t. v, p. 266. — Rapport sur les travaux de l'Académie de Dijon, t. vii, p. 101. — Rapport sur un bulletin des Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de Tours, t. viii, p. 10.

Caen, où la Société des Antiquaires de Normandie, sans nuire aux autres compagnies savantes déjà existantes dans cette ville, avait pris un si rapide et si glorieux développement; il montra toutes les ressources du Poitou en hommes d'étude et en monuments de l'antiquité, et il ajouta, en se retirant, que la Société existait dès ce moment, qu'il ne s'agissait plus que de formuler ses statuts et de recueillir pour elle de nouvelles adhésions qui ne lui feraient pas défaut. MM. Dupuis-Vaillant, Foucart, Rédet et Lecointre-Dupont suivirent M. de la Lande. Ils arrêtèrent qu'une circulaire serait adressée sans retard aux personnes connues dans le ressort de la Cour royale de Poitiers pour s'intéresser aux études archéologiques. Des adhésions nombreuses arrivèrent de Niort, de Châtellerault, de Saintes, de Lusignan, etc., et dans deux séances tenues les 13 et 19 août, chez M. Dupuis-Vaillant, qui avait offert son salon pour ces réunions, la Société fut constituée sous le nom de *Société des Antiquaires de Poitou, Aunis et Saintonge*, bientôt changé, sur la demande de M. Cartier d'Amboise, en celui de *Société des Antiquaires de l'Ouest*; un règlement fut adopté et le bureau constitué.

M. de la Lande fut nommé président, et jamais choix ne fut mieux justifié. En même temps qu'il communiquait à la Société les résultats de ses savantes études sur plusieurs inscriptions romaines et divers monuments antiques de notre cité et de ses environs, il obtenait, par d'actives démarches, d'abord l'autorisation de la compagnie par M. le préfet de la Vienne et par le ministre de l'intérieur; puis la concession du temple Saint-Jean pour l'établissement d'un musée d'antiquités, qui fut bientôt enrichi de nombreux objets dont il provoqua le don; enfin, la fusion des collections historiques et archéologiques de la ville avec celles de la Société. Il se chargea lui-même de la disposition des objets gallo-romains dans le musée, et il refit en entier, d'après la méthode de Mionnet, le catalogue des médailles romaines de la ville, en y intercalant celles de la Société (1). Il entretint en outre des relations suivies avec la

(1) Les médailles de la ville avaient été, en grande partie, classées par M. Joseph Barbier, d'après la méthode de Mezzabarba, et M. Lecointre-Dupont en avait dressé le catalogue d'après ce classement, que M. de la Lande crut devoir abandonner pour se conformer au mode adopté au cabinet des médailles de la bibliothèque nationale.

plupart des hommes qui s'occupaient d'études archéologiques dans l'ouest de la France ; il obtint d'eux d'utiles indications, des dons précieux pour le musée et la bibliothèque, et presque toujours leur adhésion à la Société, qui, à la fin de sa première année d'existence, comptait déjà cent vingt-cinq membres, dont quarante-huit titulaires résidant à Poitiers.

Sans doute, le développement rapide et les succès de la Société ne furent pas dus à M. de la Lande seul. Le concours empressé qui lui fut donné par plusieurs membres résidants, notamment par MM. de Jussieu, alors préfet de la Vienne, Ménard, Foucart, Dupuis-Vaillant, Rédet, Nicias Gaillard, et aussi par le vénérable évêque d'Orléans, monseigneur de Beauregard, contribua puissamment à assurer à la Société naissante la place honorable qu'elle prit, dès son origine, parmi les corps savants de la France ; mais il est certain que M. de la Lande imprima, par son zèle et par son énergie, l'impulsion la plus heureuse aux études archéologiques, mal dirigées jusqu'alors à Poitiers. Aussi, tous les amis de ces études aimaient-ils à venir prendre ses conseils et recevoir sa direction. C'est que sa science appartenait à tous ses collègues, et qu'il était heureux d'en prodiguer les trésors, au lieu de les réserver pour lui seul ; c'est que pour lui la Société des Antiquaires de l'Ouest était un but et non un marchepied ; c'est, enfin, que le savant n'avait point détruit en lui l'homme poli, aimable et bienveillant. Loin de là ! personne ne sut jamais mettre en pratique avec plus de grâce les lois de l'urbanité la plus exquise, de l'obligeance la plus communicative, de la confraternité la plus affectueuse, et, à l'occasion, de la charité la plus compatissante.

La respectueuse confiance qu'il inspirait ne se démentit point pendant tout le temps de son séjour à Poitiers. Le règlement de la

— Dans le nouveau classement, les médailles appartenant à la Société des Antiquaires sont étiquetées et cataloguées à l'encre rouge, et celles de la ville à l'encre noire. M. de la Lande a augmenté beaucoup la collection de médailles de la Société, soit en lui reportant des dons qui lui étaient faits à lui-même et qu'il a eu le soin d'inscrire sous le nom des donateurs, soit en détachant pour cette collection des pièces du précieux médaillier qu'il avait formé pour lui-même dans ses diverses résidences. Il avait contribué, avec le même désintéressement, à la formation des collections numismatiques et archéologiques du Puy et de Guéret.

Société ne permettait pas de lui continuer deux années de suite les fonctions de président : il fut nommé vice-président en 1835, puis de nouveau président en 1836 et 1838, et de nouveau vice-président en 1837 et 1839. Il l'était encore lorsqu'il nous quitta, le 20 mai 1840, suivi par les regrets de tous les hommes qui avaient pu le connaître, mais surtout des employés de son administration et des membres de la Société des Antiquaires de l'Ouest, qui, par son éloignement, perdaient un ami, un chef, un centre commun.

Ses travaux archéologiques à Poitiers avaient attiré sur lui l'attention du gouvernement. Par un arrêté du 25 mai 1840, le ministre de l'intérieur le nomma inspecteur des monuments historiques pour le département de la Manche, et correspondant de son ministère. Plus tard, en 1845, le même ministre récompensa ses soins pour la conservation des antiquités du Mont-St-Michel, en lui décernant la belle médaille de bronze dont le type figure en tête du nouveau diplôme de notre Société. Le ministre de l'instruction publique le nomma aussi correspondant des comités historiques formés près de son ministère, et d'une commission instituée pour la recherche et la publication des inscriptions romaines. M. de la Lande, familiarisé par une longue étude de la numismatique et de la paléographie anciennes avec les sigles des sculpteurs romains, excellait dans l'interprétation des inscriptions. Il répondit par de nombreuses et intéressantes communications au vœu du ministre, qui lui offrit, comme témoignage de satisfaction, un exemplaire de la Paléographie de Wailly.

M. de la Lande s'était retiré à Avranches auprès d'un de ses enfants. Il trouva dans cette ville une Société archéologique organisée; il prit à ses travaux une part très-active, et ne tarda pas à en devenir le président. Toutefois ses études sur les antiquités de l'Avranchin ne lui firent point négliger celles du Poitou, pas plus que les honneurs dont la Société d'Avranches l'entoura ne purent lui faire oublier la Société qu'il avait fondée à Poitiers. Il adressa au président de nombreuses communications, et même plusieurs notices qui ont été insérées dans nos Mémoires de 1844 et nos Bulletins de 1844 et de 1847 (1). Il rédigea aussi pour la Société des Antiquaires de

(1) V. plus loin la liste des articles de M. de la Lande insérés dans les publications de la Société.

France un *Essai analytique et statistique sur les monuments gaulois du département de la Vienne* (1), accompagné de nombreux dessins très-soignés. Déjà, en 1838, il avait soumis à la même Société quelques *Observations sur plusieurs monuments antiques de Poitiers*, notamment sur les arènes, les aqueducs et le temple Saint-Jean, en réponse à des opinions émises sur ces monuments par M. Grille de Beuzelin (2).

Le climat brumeux d'Avranches ébranla profondément une santé que les longs travaux de l'administration, que des études continues, que l'âge même avaient à peine altérée. M. de la Lande se détermina trop tard à aller résider à Paris près de son fils aîné. Les deux années qu'il passa dans la capitale ne furent pour lui qu'une longue souffrance supportée avec tout le courage de l'homme de bien. Sa maladie ne put cependant l'empêcher de se livrer à ses études favorites, et, le 24 mai 1847, il mettait la dernière main à un de ses travaux les plus importants, l'*Histoire de l'empereur Julien*. Le 10 juin suivant il expirait sans agonie, avec la pleine jouissance de toutes ses facultés intellectuelles.

Telle fut la vie de M. Mangon de la Lande, vie bien remplie par l'accomplissement consciencieux et ponctuel des devoirs de ses fonctions administratives, par ses travaux littéraires et scientifiques, par les soins et les joies de la famille. Comme administrateur, comme savant, sa carrière, nous l'avons vu, fut des plus honorables ; comme époux et comme père, elle fut aussi heureuse qu'il est permis de le souhaiter. Une épouse qui, pendant cinquante-six années de tendresse et de confiance réciproques, de la plus douce intimité, s'associait à tous ses goûts, prenait part à ses études et à ses jouissances, se montrait fière de tous ses succès, était toujours, comme lui, bienveillante et affectueuse pour ses collègues, pour ses amis ; deux fils, dignes l'un et l'autre de tels parents, l'aîné officier supérieur des plus distingués dans le corps d'état-major ; le second, manufacturier habile et en même temps laborieux anti-

(1) V. Mémoires de cette Société, 2^e série, t. VIII, p. III.

(2) Ces observations ont été imprimées dans le t. IV, 2^e série, des Mémoires de la Société des Antiquaires de France, p. 36.

quaire, qui consolerait la science de la perte de M. de la Lande père, s'il n'était pas des pertes que rien ne saurait réparer : voilà quelle était sa famille. On trouverait difficilement un bonheur domestique plus parfait.

Sans ambition, sans autre recommandation que ses travaux, il était parvenu à un des postes les plus élevés de son administration ; il pouvait parer sans crainte sa poitrine des insignes de l'honneur, car tout le monde avait applaudi à la décision qui les lui avait conférés sans qu'il les eût recherchés ; les hommages de la science, qu'il n'avait point sollicités non plus, étaient venus le trouver, et il avait vu son nom inscrit sur les listes de plus de vingt sociétés savantes de la France et de l'étranger (1) ; les Sociétés de Saint-Quentin et d'Avranches lui avaient même décerné le titre de président honoraire. Enfin partout et toujours M. de la Lande avait su se faire aimer de tous, estimer de tous, respecter de tous ; et il a emporté d'unanimes regrets.

MULTIS ILLE BONIS FLEBILIS OCCIDIT.

LISTE DES ARTICLES DE M. DE LA LANDE IMPRIMÉS DANS LES
PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ.

BULLETINS.

Premier volume (années 1834, 1835, 1836 et 1837).

Discours sur l'acquisition des deux bornes milliaires de Chauvigny.

Mémoire sur l'autel gallo-romain de Bapteresse.

Proposition sur les moyens à prendre pour la conservation des antiquités.

Rapport sur l'emplacement de l'ancien *Limonum*.

Rapport sur une médaille hébraïque.

Rapport sur la médaille gauloise de Duratius.

Opinion sur la pierre levée de Poitiers.

Rapport sur le 6^e volume des Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie.

(1) Sociétés des Antiquaires de France, d'Écosse, de Normandie, de l'Ouest, de Morinie et de Picardie ; Société de statistique universelle ; Société d'histoire naturelle et d'antiquités de la Creuse ; Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers ; Académies de Rouen, Caen, Amiens, Saint-Lô, Douai, Lille, Cambrai, Valenciennes, le Puy, Saint-Quentin, Bourbon-Vendée, Bayeux, etc., etc.

Notice sur une colonne itinéraire de Constance Chlore et sur la pierre votive de Lepida.

Notice sur une bourgade gauloise et un *oppidum* romain au Puy-de-Gaudy (Creuse).

Notice sur la ville ancienne de *Limonum*.

Rapport sur des fouilles faites à Poitiers, rue de l'Hospice.

Notice sur le médecin Langlois de Belestat.

Notice sur un pied de statuette en bronze et une tessère en ivoire trouvés au quartier de Montierneuf.

Deuxième volume (années 1838, 1839 et 1840).

Notice sur plusieurs fragments de statues en bronze.

Rapport sur le 10^e volume des *Mémoires* de la Société des Antiquaires de Normandie.

Rapport sur la 2^e partie du tome 1^{er} des *Mémoires* de la Société d'archéologie du département de la Somme.

Mémoire sur les thermes romains d'Evau, département de la Creuse (1).

Rapport sur la colonne itinéraire de Scorbé-Clervault.

Allocution prononcée dans la séance d'installation du bureau, 22 novembre 1838.

Rapport sur un fragment d'inscription existant près de la rue Saint-Savin.

Rapport sur la découverte d'un tombeau gallo-romain dans la commune d'Availles.

Relation sur les Tours-Milandes.

Rapport sur une excursion au plateau d'Arlot, près Château-Larcher.

Réflexions à l'occasion des ossements d'animaux trouvés sous les débris d'un dolmen à Mavaux.

Rapport sur les travaux de la Société pendant les vacances de l'année 1839.

Notice sur une médaille attribuée à Induciomare.

Quatrième volume (année 1844).

Extrait d'un mémoire sur les coins en bronze.

Cinquième volume (année 1847).

Nouvelles observations sur une tessère romaine en ivoire découverte à Poitiers.

MÉMOIRES.

Années 1834 et 1835.

Discours prononcé à la séance publique le 27 août 1835, p. 19.

Rapport sur les galeries souterraines de Poitiers, p. 49.

Dissertation sur le tombeau romain de Varenilla, p. 195.

Rapport sur les colonnes milliaires de Chauvigny et autres, p. 218.

(1) M. de la Lande avait communiqué ce mémoire, en 1834, à la Société des Antiquaires de France.

— V. le tome II, seconde série, des *Mémoires* de cette Société, p. VIII.

Année 1836.

- Dissertation* sur la pierre levée de Poitiers, p. 40.
Rapport sur la question de l'*ascia*, p. 267.
Notice sur une médaille gauloise, p. 337.
Second rapport sur les galeries souterraines de Poitiers, p. 344.

Année 1837.

- Discours* prononcé à la séance publique du 20 août 1837, p. 9.
Compte rendu des travaux pendant les vacances, p. 69.
Notice sur une colonne milliaire, p. 120.
Les arènes de Poitiers (1), p. 124.

Année 1838.

- Rapport* sur les monuments celtiques de Château-Larcher, p. 39.
Nouvelles observations relatives à la pierre levée de Poitiers, p. 90.
Études paléographiques sur des inscriptions découvertes en Afrique, p. 95.

Année 1839.

- Discours* prononcé à la séance publique du 18 août 1839, p. 5.

Année 1840.

- Note* sur une inscription romaine, p. 99.

Année 1841.

- Notice* sur deux canons pris sur l'armée anglaise, lors du siège du Mont-St-Michel, en juin 1423, p. 143.

COMPTE RENDU.

Pendant le quatrième trimestre de 1847, la Société s'est réunie les 4 et 15 novembre et 16 décembre. Dans ces trois séances elle a entendu les lectures suivantes :

1° Notice sur la commune du Perrier (Vendée), par M. Mourain de Sourdeval;

(1) M. de la Lande avait joint à son mémoire sur les arènes de Poitiers des *Recherches sur les combats, les luttes et les jeux qui se célébraient dans les amphithéâtres et les cirques des anciens*. La Société ne put pas faire imprimer cet appendice, qui parut dans *le Spectateur*, revue littéraire publiée à Poitiers en 1840 et 1841 par M. David de Thiais. M. de la Lande a donné au même recueil : 1° des recherches sur l'aqueduc romain de la ville de Poitiers; 2° une anecdote historique en vers, intitulée : *Un médecin de Poitiers en 1748*.

2° Histoire de la cathédrale de Poitiers (*suite*), par M. l'abbé Auber;

3° Notice sur la commune et le château d'Avanton, par M. Faye;

4° Mémoire du même membre sur les antiquités de Rochefort;

5° Recherches sur les anciens seigneurs de Chatellaillon, en Anis, et sur la famille des Isembert, évêques de Poitiers, par le même membre;

6° Nouvelles observations de M. Foucart sur le vitrail de St-Jacques de Châtellerault;

7° Notice sur l'abbaye de St-Benoît de Quinçay (première partie), par M. Eugène Lecointre;

8° Rapport du même au nom de la commission chargée de pratiquer des fouilles dans le cimetière gallo-romain d'Ecuré.

Admissions.

Ont été admis comme membres titulaires non résidants : MM. Ritter, de Fontenay, et Rimbault, de Lusignan; comme membres correspondants : MM. Mourain de Sourdeval, de Tours, président de la Société archéologique de Touraine, et Latapie, de Paris.

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par la Société des Antiquaires de Picardie, le tome VII de ses *Mémoires*; — Par la Société de l'histoire de France, le n° 8 de son *Bulletin* (1847); — Par M. Didron, les *Annales archéologiques*, livraisons 4 et 5 du tome VII (souscription de la Société); — Par M. Lecointre-Dupont, le livret de l'exposition d'objets d'art faite à Tours à l'occasion du Congrès scientifique; — Par l'Académie de Reims, les 4 premiers n° de son *Bulletin* (1847); — Par M. Barthélemy, *Explication de quelques monnaies baronniales inédites*; — Par la Société d'agriculture de Caen, les *procès-verbaux de ses séances*; — Par M. Brommet : 1° le prospectus de l'*Archæological*

journal; 2° Notice sur M. de la Fontenelle;—Par M. Roach-Smith, les n° 36 et 37 (avril et juillet 1847) du *Numismatic Chronicle*, et un numéro de *The literary Gazette*; — Par M. Lary, Notice sur quelques monuments anciens;—Par M. Cartier fils, *Du symbolisme dans l'art chrétien*; — Par l'Académie de Clermont-Ferrand, les livraisons de juillet et août des Annales de l'Auvergne; — Par M. Lesson, *le Musée Anaïs*; — Par l'Académie de Saint-Quentin, Annales du département de l'Aisne; — Par la Société d'agriculture de Douai, le volume de ses Mémoires (1845-1846); — Par M. de Caumont, Définition de quelques termes d'architecture; — Par la Société archéologique de Touraine, le tome 4^{er} de ses Mémoires; — Par la Société d'agriculture de Rochefort, *les procès-verbaux* de ses séances pour les années 1845 et 1846 et les six premiers mois de 1847; — Par M. Mauduyt : 1° Rapport de la commission chargée d'examiner la maladie du pain pendant l'été 1847; 2° Nouvelles considérations sur l'*oidium*; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, le n° 2 de son Bulletin (1846); — Par M. Cartier père, Notice sur un document monétaire du moyen âge;—Par M. Fillon, 1° *Pièces contre-révolutionnaires*; 2° *Maisons des hommes illustres de Fontenay*; 3° *Deux Héroïnes vendéennes*; 4° *Entrée des Vendéens à Ancenis*; 5° *la Chasse royale aux rebelles du bas Poitou*; 6° *la Défaite de M. de Soubise*; 7° *les Muses du petit séminaire de Luçon*; 8° *Notice sur St-Cyr en Talmondais*; — Par M. Mathieu, de Clermont-Ferrand, Un dernier mot à M. Jean-Baptiste Bouillet; — Par M. Laferrière, Compte rendu de la séance d'ouverture des facultés de Rennes; — Par M. Lair, de Caen, Compte rendu d'un concours agricole; — Par l'administration de la Revue agricole, le n° d'octobre et novembre 1847 de ce journal; — Par la Société d'histoire naturelle et d'antiquités de la Creuse, son 6° Bulletin; — Par M. Mangon de la Lande ils, deux Dissertations de M. de la Lande père sur Samarobriva.

Manuscrits et dessins.

Par M. Arnaud-Poirier, de Loudun, sa Description monumentale des cantons de Loudun et Moncontour (2 vol. mss. in-fol°); — Par M. Ledoux, de la Rochelle, Calque d'un dessin de l'ancien pont Saint-Sauveur de la Rochelle, conservé à la bibliothèque de cette ville;

— Par M. de Fontaine, 1^o dessins réduits de quelques-uns des objets gallo-romains trouvés à Fontenay; 2^o neuf dessins de grandeur naturelle des vases de la même époque déterrés à Fontenay.

Monnaies.

Par M. Mauduyt, un petit bronze de Constantin, au revers de *providentia*; — Par M. Eugène Lécointre, teston de Henri II, roi de Navarre.

Objets divers.

Par M. Mauduyt : 1^o au nom de M. Mongrand, une lampe romaine trouvée à Cherchell; 2^o en son nom personnel, un fragment de vitrail représentant St Liguair; — Par M. Pilotelle, empreinte du sceau de la juridiction des cuirs à Chauvigny; — Par M. Raimbault, percepteur à Lusignan : 1^o empreinte du sceau de l'enregistrement de Poitiers pendant la révolution; 2^o débris de poteries et de vases en verre de l'époque gallo-romaine, trouvés à Ecuré.

D'autres fragments et une urne en verre intacte ont été recueillis par la commission chargée d'explorer le cimetière d'Ecuré, et déposés au musée de la Société. (V. ci-dessus, p. 133.)

M. Eugène Lécointre a offert en outre à la Société deux meules en granit ayant appartenu à des moulins à bras de l'époque gallo-romaine. L'une de ces meules est percée au centre d'un trou rond; l'autre, d'une espèce de trèfle. Toutes deux sont concaves; leur diamètre est de 0,42 centimètres, et leur épaisseur de 0,12. Plusieurs poids en brique, dont un a été également déposé au musée de la Société, ainsi qu'un fragment du col d'une grande amphore, un poids en pierre de la même forme que ceux de brique, et divers débris de flûte en os, qui ont été malheureusement dispersés, accompagnaient les deux meules. Le tout était déposé au haut de la montée de la Roche (1), dans un trou creusé dans le rocher, d'environ 1 m. 50 au carré, et de 0,66 c. de profondeur.

(1) Sur la route de Saumur, à 2 kil. de Poitiers.

Chronique.

Dans sa séance du 14 septembre 1847, la Société française pour la conservation et la description des monuments historiques, réunie en congrès à Limoges, a alloué 100 francs à la Société des Antiquaires de l'Ouest pour participer à la restauration de la sacristie de Sainte-Radégonde de Poitiers.

La Société a tenu sa séance publique le lundi 27 décembre; M. Derome, un de ses membres, et doyen de la faculté des lettres, avait mis à la disposition de la Société la salle des exercices de cette faculté. M. Ménard, vice-président, a ouvert la séance par le discours d'usage; M. Eugène Lecointre, secrétaire suppléant, a présenté le rapport sur les travaux de la Société pendant l'année 1847.

Ces deux lectures ont été suivies d'une Notice sur une monnaie de Simon Machabée, par M. l'abbé Cousseau, et d'un Mémoire sur D. Rivet et l'histoire littéraire de la France, par M. Lecointre-Dupont. Ces quatre morceaux sont dans les volumes de Mémoires de 1846 et 1847.

Le lendemain, la Société a procédé au renouvellement de son bureau. Ont été élus :

<i>Président,</i>	MM. Ménard.
<i>Vice-président,</i>	Lecointre-Dupont.
<i>Secrétaire,</i>	Félix Dupuis.
<i>Secrétaire suppléant,</i>	Eugène Lecointre.
<i>Trésorier,</i>	Rédet.
<i>Questeur,</i>	Pressac.

Membres du Conseil d'administration.

MM. l'abbé Auber.
Foucart.
Bourbeau.
Derome.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

PREMIER TRIMESTRE DE 1848.

SOMMAIRE.

- I. — *Recherches historiques* sur l'ancienne seigneurie de la Roche-sur-Yon, nommée ensuite Bourbon-Vendée et aujourd'hui Napoléon-Vendée, par M. l'abbé AUBER, chanoine de Poitiers, historiographe du diocèse.
 - II. — *Compte rendu et chronique.*
-

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR L'ANCIENNE SEIGNEURIE DE LA ROCHE-SUR-YON, NOMMÉE ENSUITE BOURBON-VENDÉE ET AUJOURD'HUI NAPOLEON-VENDÉE ,

Par M. l'abbé AUBER, chanoine de Poitiers, historiographe du diocèse.

La Société des Antiquaires de l'Ouest reçut en 1847, de M. Mauduyt, l'un de ses membres résidants, un contre-sceau en cuivre, dont la description me fut confiée. J'acceptai d'autant plus volontiers cette tâche, qu'il y a, selon moi, grande importance à préciser, autant que possible, l'origine, l'usage, l'histoire, en un mot, des objets antiques dont nous pouvons enrichir notre musée. Ils n'ont d'intérêt, effectivement, que moyennant les souvenirs qui s'y appliquent, et ces souvenirs leur donnent parfois un prix qu'il est utile de constater. Nous avons une preuve de plus en faveur de ce principe dans le contre-sceau dont je vais parler. Il est de forme circulaire et d'un module de 27 millimètres. Au milieu d'un double grènetis où se trouvent en légende les mots : CONTRE-SCÉL DE LA

ROCHE-SUR-YON, est un écu chargé mi-parti d'une croix potencée, cantonnée de quatre croisettes, qui est de Jérusalem, et semé de fleurs de lis, au lambel de 3 pendants, qui est d'Anjou (1). La légende, écrite en majuscules gothiques, semble remonter, par ces caractères, jusqu'au xv^e siècle. C'est la pensée que j'en ai eue à sa première inspection.

Mais comment un cachet de la seigneurie de la Roche-sur-Yon laissait-il sur les actes qu'il authentiquait l'empreinte des rois de Jérusalem? Ce fait m'a conduit à quelques recherches d'où résulte pour moi qu'il a appartenu au bon et chevaleresque René, duc d'Anjou, comte de Provence, roi de Sicile et de Jérusalem, dont l'histoire est tout à la fois celle d'un prince brave, loyal, religieux, et celle d'un homme de lettres distingué, d'un ami des arts, qu'il sut cultiver jusque dans sa retraite forcée de Bracon, en leur faisant exprimer, par un touchant symbolisme, les cruelles inquiétudes de son cœur. On a du 12 mai 1462 une pièce manuscrite citée par M. Marchegay, archiviste du département de Maine-et-Loire (2), et dans laquelle on voit René prendre les titres de roi de Jérusalem et de Sicile et de duc d'Anjou.

Or René devait porter ce titre de roi de Jérusalem depuis 1435, époque de son avènement au trône de Naples, jusqu'en 1442, qu'il céda forcément à Alphonse d'Arragon, son compétiteur. Depuis cette époque jusqu'en 1480, qu'il mourut, la légitimité incontestable de ses droits sur la couronne de Sicile, et leur consécration par le pape Eugène IV, qui, selon l'usage du temps, lui en avait donné l'investiture, durent lui faire garder ses prétentions, et il demeura nanti du royaume de Jérusalem comme l'est aujourd'hui le roi de Sardaigne, dont les monnaies ne manquent pas de rappeler ce chimérique apanage. L'objet dont je parle peut donc remonter jusque vers l'an 1440, et ne peut pas être postérieur à 1480.

Ainsi le musée de la Société doit une estime particulière à ce

(1) « Le sceau de la cour du comte d'Anjou portait en 1276 un écusson parti : à dextre, aux armes d'Anjou (semé de France, brisé d'un lambel de trois pendants); à senestre, aux armes de Provence (palé de six pièces).— Au contre-sceau on voit une fleur de lis, et autour † S. CYRIL KROLI, comitis Andegavensis— † ad causas. » (M. N. de Wailly, Paléographie, t. II, p. 197. —

(2) *Bulletin monumental*, t. VII, p. 448.

contre-sceau. Il est certainement celui d'un prince qui a pu le presser de sa main ; de cette main qui peut-être enlumina un des plus beaux manuscrits de notre bibliothèque publique de Poitiers , et qui aurait pu aussi l'apposer, en témoignage d'une parole inviolable , sur la promesse si noblement remplie envers le comte de Vaudemont.

L'examen de ce petit objet a été pour moi l'occasion d'aborder , non sans quelque utilité, je l'espère, un sujet qui peut également avoir son intérêt dans l'histoire du Poitou. La Roche-sur-Yon a joué son rôle dans les temps féodaux. Seigneurie d'abord , puis principauté, on la rencontre souvent dans nos vieilles chroniques, étalant sa bannière semée de fleurs de lis de France , ou chargée du léopard anglais. Son genre de célébrité n'est pas , il s'en faut , au-dessous de beaucoup d'autres villes de son rang , à qui l'on a daigné faire au moins les honneurs d'une notice historique ; et toutefois , depuis longtemps oubliée , elle ne figure avec quelque distinction dans aucun des nombreux ouvrages de géographie imprimés depuis deux cents ans. Consultez Larmartinière, Corneille, l'abbé d'Expilly, Moréri et leurs copistes modernes ; ils vous diront que la Roche-sur-Yon est un « bourg de France dans le Poitou , sur la petite rivière d'Yon , à 6 lieues au nord-ouest de Luçon , avec titre de principauté , et appartenant à la maison de Conti. » Cela dit , tout est dit. Quelques recherches m'ont heureusement fourni le moyen de réparer cette injustice. Je vais établir ce qu'on peut savoir, par les monuments anciens, de son origine, des vicissitudes de son existence politique ; je donnerai une suite sinon complète (ce qui est peu facile) de ses seigneurs et de ses princes , du moins assez étendue pour guider , par des indications sûres et puisées aux bonnes sources, un historien qui tôt ou tard pourra venir après moi.

Ces recherches, commencées le 12 février 1848, n'ont été complétées que le 24 mars. Entre ces deux dates s'est levée une nouvelle période de l'histoire moderne : la Roche-sur-Yon a repris le nom qu'elle avait reçu de l'empire. J'ai laissé néanmoins deux ou trois fois, dans le cours de mon travail, celui de Bourbon-Vendée, sous l'inspiration duquel j'avais écrit. — L'histoire de ses vicissitudes n'en doit pas être moins curieuse.

CHAPITRE I^{er}.

De 987 à 994.

Origines. — Variantes des noms latins de la Roche au moyen âge. — Description du site. — Premiers faits militaires.

La Roche-sur-Yon doit son importance primitive à une fondation religieuse, comme tant d'autres localités qui se sont accrues dans la suite, et qui, ayant commencé par les murs d'un monastère, sont devenues des villes florissantes ou des centres plus ou moins considérables de population. On peut remonter jusqu'au x^e siècle et y trouver des traces de ses origines : elle y est désignée sous le nom de *Roca super Oion*, qu'on lui voit encore au xiv^e. Ce nom a tellement varié jusqu'à nous, qu'il devient curieux de suivre ses transformations multipliées, et d'y voir comment, après sept ou huit siècles d'une orthographe arbitrairement remaniée, nous l'avons définitivement aujourd'hui tel qu'on le trouve déjà en 1216. Voici, d'après de nombreuses chartes que j'ai examinées pour ce travail, les variantes que j'ai recueillies, et dont plusieurs, par une bizarrerie assez remarquable, se trouvent parfois dans les mêmes pièces :

- En 987. Rupes.
4035. Rocha super Oionis fluvium.
1092. De Rocha. — De Rupe super Oium. — Rocca super Oium.
4096. Rocha super Oium.
1404. De Raucā.
1122. Apud Rocham castrum quod vulgariter dicitur super Hohium.
1125. De Rocha super Oium.
1428. Rocham castrum quod vulgariter dicitur super Hohium.
4203. Rocha super Eonam.
Avant 1208. Terra Rochæ.
En 1240. Rocha super Oyqnem.
1242. De Rupe.
4246. Castrum de Rocha super Oyonem.

- 1220. Rocha super Oeon.
- 1225. Rocha super Eium et super Eum. Super Ium et sur Jum.
- 1255. Rocha super Oyon.
- 1256 et 57. Rocha super Yon. Super Eonium, et Rocha super Yom.
- 1270. Rocha super Oyon.
- 1294. La Roche-sur-Yon.
- 1296. Rupes super Yon.
- 1324. De Rocha.
- 1346. Apud Rocham super Oyn.
- 1408. Roca super Oyon.
- 1503. Roca ad Oyonam.

Depuis le *xv^e* siècle, les actes publics ayant dû être écrits en français, cette nomenclature n'a plus varié, et c'est la Roche-sur-Yon irrévocablement. Le lecteur aura observé d'ailleurs que ce mot est le même en 1294 que de nos jours. En 1210, on disait *Rocha super Oyonem*, comme nos géographes d'il y a cent ans, qui tous se sont accordés, comme nous l'avons dit, à traduire ainsi le nom français dans les dictionnaires assez bienveillants pour lui consacrer deux ou trois lignes de souvenir.

Quoi qu'il en soit, ce nom exprime très-bien la position de notre petite ville. C'est sur une colline, à égale distance à peu près de Luçon, des Sables, de Montaigu et de Challans, que s'éleva, on ne sait plus quand, sur un rocher escarpé, une forteresse dont la position militaire eut jadis son importance. C'est surtout du côté sud, en arrivant de Luçon, qu'on est ravi du pittoresque de ses perspectives. A ses pieds, et la défendant du côté oriental, la petite rivière d'Yon, qui baigne la ville actuelle de Bourbon-Vendée, épanche ses eaux depuis l'étang de la Chevillonnière, au S.-O. de la forêt des Essarts, jusqu'au Grand-Lay, où elle se confond avec le marais de la Claye, et coule dans un bassin le plus souvent resserré par des coteaux élevés, de nature granitique et schisteuse. Non loin de la forteresse, au sud-ouest, apparaissait une vaste forêt dont on rencontre à peine de notre temps quelques vestiges, et qui semble avoir toujours porté ce même nom.

Les premiers faits militaires consommés sur cette terre féodale

987. y apparaissent, selon les chroniques, vers 987. En ce temps Guillaume le Grand, comte de Poitiers, eut un démêlé avec Geoffroy Grisegonelle, comte d'Anjou. L'affaire dut se vider par les armes. Les deux contendants se rencontrèrent près de la Roche-sur-Yon, et Guillaume, vaincu en bataille rangée, fut poursuivi par le comte jusqu'à Mirebeau. Là des conventions se firent par suite desquelles le premier abandonnait au second et à ses successeurs la ville de Loudun et quelques autres terres, à la charge de l'hommage envers les comtes de Poitiers (1). Les historiens contemporains qui racontent ce fait s'exprimeraient en termes douteux quant au théâtre de cet événement, si la géographie n'autorisait à penser qu'il est bien réellement question ici de notre petite ville. Les uns disent que Guillaume fut battu *près d'un lieu nommé les Roches* (2); d'autres ne nomment pas le lieu du combat (3); mais l'Art de vérifier les dates (4), en citant le texte de D. Luc d'Achery : *In praelio campestri superavit eum. SUPER RUPES*, traduit ce dernier mot par *la Roche-sur-Yon*. L'inspection de la carte a dû suffire effectivement pour faire reconnaître le champ de bataille, qui devait se trouver au nord de Mirebeau et de Loudun, du côté de l'Anjou. Les savants bénédictins que je cite disent, au reste, que l'action se donna *près d'un château* : je soupçonne que Grisegonelle, à qui il appartenait dès ce temps, s'y était renfermé pour attendre Guillaume, à qui son surnom de Fier-à-Bras convient assez (mal, il faut l'avouer, en cette rencontre.

CHAPITRE II.

De 994 à 1094.

Fondation du prieuré de St-Lienne. — Les Montiers. — Églises de St-Hilaire et de St-Michel. — Geoffroy de Thouars. — Les moines de Marmoutiers mis en possession du prieuré. — Redevance due au chapitre de Poitiers. — Erreur de Thibaudau.

994. Autour du château fort n'était pas encore, en 994, un nombre

(1) Art de vérifier les dates, t. x, p. 95.

(2) D'Achery, Spicil., t. III, p. 232.

(3) Adhémar Chaban., apud Labbe, *Nov. biblioth. Ms.* t. II.

(4) T. XIII, p. 49.

d'habitations très-considérable, quoiqu'une charte de cette année y mentionne une église dans laquelle furent transportées les reliques de St Lienne ou Léonius. Ce saint prêtre, disciple de notre grand Hilaire qui l'honora de son intimité, était mort à Poitiers vers la fin du iv^e siècle, peu de temps après son maître et son ami. On l'avait enseveli dans une chapelle édifiée proche de l'église connue sous le vocable du saint docteur. De nombreux miracles, illustrés par saint Fortunat (1), avaient fait de ses reliques l'objet de la vénération des fidèles, et ces témoignages de sainteté duraient sans doute encore cinq siècles plus tard, lorsque Ingelenus, seigneur de la Roche, fit transporter ces précieux restes dans son domaine. Mais les chanoines de Saint-Hilaire de Poitiers, dit Thi-baudeau, n'y consentirent qu'en faisant de l'église de la Roche-sur-Yon un prieuré de leur collégiale, avec droit sur toutes ses acquisitions à venir, et un cens de dix sous qu'elle payerait annuellement au chapitre, à la fête de Saint-Hilaire, célébrée *aux calendes de novembre* (2). Guillaume III, comte de Poitou, qui, d'après le même auteur, approuva cette convention, y statua, de son côté, que les seigneurs de la Roche ne pourraient établir de chanoines dans cette église sans le consentement du chapitre, et que celui-ci s'obligeant d'aller tous les ans célébrer à la Roche, le 12 juin, la fête de la

(1) *Vita Sti Hilarii, passim.*

(2) Je suppose que cette fête est celle de la Translation de St Hilaire, qui se fit vers 507, après la victoire de Clovis sur Alaric, lorsque St Fridolin eut reconstruit, sous l'épiscopat d'Adelphius, l'église et le monastère. Dom Fonteneau prétend, dans une note de ses manuscrits, que l'office du 1^{er} novembre se faisait à Saint-Hilaire partie de la Toussaint et partie de la Dédicace de cette église, qui aurait été faite antérieurement ce même jour. Mais je crois qu'on pourrait apporter une autre raison de cette coïncidence apparente d'une fête patronale et de la Toussaint. En effet, quoique cette dernière fût établie généralement dès le ix^e siècle, il est probable qu'elle n'avait pas encore, à la fin du x^e, toute la solennité qu'on lui a donnée par la suite, et qu'on se croyait permis de lui préférer celle d'un fondateur et patron spécial. Rapillon, chanoine de St-Hilaire, paraît avoir eu avant moi cette persuasion, et c'est pour la réfuter que D. Fonteneau allègue l'office de la Dédicace. Mais, outre que notre bénédictin ne dit pas quand a commencé la simultanéité des deux offices, cette dédicace n'aurait-elle pas été l'application même, faite pour la première fois, du nom de St-Hilaire à l'église nommée d'abord St-Jean et St-Paul, ou à celle que St Fridolin fit reconstruire? Rien de plus croyable, et cela concilierait très-bien l'opinion de Rapillon et la mienne avec la remarque de D. Fonteneau.

translation de saint Lienne, les prêtres de la Roche viendraient aussi à Poitiers solenniser la translation de saint Hilaire (4). Ces termes semblent indiquer que les prêtres d'abord placés dans le prieuré n'appartenaient pas au chapitre, mais qu'il se réservait d'y en établir tôt ou tard. J'aurai à revenir sur ce fait. Quoi qu'il en soit, c'est à ces bonnes relations que la seigneurie dut ensuite l'église qu'on trouve dès le XI^e siècle, sous le vocable de St Hilaire, en dehors de la Roche. Une autre église de St-Michel, non moins ancienne, lui fut réunie en 1642, et conservée au culte jusqu'en 1829. C'est un édifice roman aujourd'hui abandonné, et qu'on aperçoit près du boulevard de la nouvelle ville, sur la route de Saumur (2).

Vers
1035. Le prieuré de Saint-Lienne possédait non loin des bords de l'Yon deux églises, dont le territoire formait une paroisse appelée dès lors les Moutiers (*monasteria*), et dont nos cartes signalent encore la position précise à quatre ou cinq kilomètres d'Avrillé. Plusieurs titres fort anciens écrivent *les Mustiers*.

Vers
1040. On voit par une charte de cette époque, éditée avec beaucoup d'autres par M. Marchegay, que Geoffroy, vicomte de Thouars, Adenor sa femme, et leurs fils Aimery et Savary, donnèrent à St-Martin de Marmoutiers des terres labourables qui s'étendaient le long de la petite rivière (3). Plus tard, vers 1040, sur un alleu qu'ils possèdent dans cette même paroisse des Moutiers, ils lui donnent encore une rente de C sous (4). Il faut conclure de là, d'abord, que la célèbre abbaye avait déjà des rapports avec ce pays, où bientôt elle acquerrait des possessions plus considérables, et que le vicomte de Thouars était sans doute seigneur de la Roche-sur-Yon. On remarque parmi les signataires de cette charte un certain Martin Malmouche (*Mala Musca*), dont le nom est encore connu aujourd'hui dans la Touraine.

Nous touchons à l'une des époques les plus intéressantes de notre histoire. La Roche va s'animer, et prendre pour ainsi dire une physionomie du moyen âge.

(1) Thibaudau, Hist. du Poitou, t. 1, ch. 4.

(2) M. de Ste-Hermine, note de la nouv. édit. de Thibaudau, t. 1, p. 449.

(3) Cartularium prioratus Roche super Oionem, in-8°, p. 1.

(4) *Ibid.*, p. 2.

Les chanoines de Marmoutiers avaient eu, de très-ancienne date, 1092. un canonicat dans l'église de St-Hilaire de Poitiers. Nous ne savons comment cette possession était tombée en désuétude ; mais il paraît qu'à la fin du ^x^e siècle il n'en restait plus de traces. L'idée vint à Bernard, abbé de Marmoutiers, de renouer cette vieille liaison. Il se rendit donc en 1092 à Poitiers avec onze de ses moines, parmi lesquels figurait Helgod, qui avait quitté le siège épiscopal de Soissons pour la vie monastique. Il réclama des chanoines de Saint-Hilaire-le-Grand que le canonicat anciennement possédé dans leur église par les moines tourangeaux fût rendu à ceux-ci, et qu'on y ajoutât la desserte de l'église de Saint-Lienne, dont le culte recevrait ainsi plus d'extension. Le chapitre poitevin accorda l'un et l'autre. Les frères de Marmoutiers furent pourvus d'une prébende ; le prieuré de la Roche leur fut donné à perpétuité, avec toutes ses appartenances, à la seule condition de la rente perpétuelle de X sous, monnaie de Poitiers, payable chaque année aux calendes de novembre. En reconnaissance de ce bienfait, les enfants de St-Martin offrirent à ceux de St-Hilaire une belle chape ornée d'insignes et de symboles qui rappelaient les deux grands confesseurs du ^{iv}^e siècle (1). Le saint évêque Pierre II, alors sur le siège de Poitiers, confirma cette donation, et y ajouta pour condition expresse que les religieux du prieuré payeraient aussi à son église cathédrale une redevance de X sous, dans le chapitre assemblé le jour de la fête de tous les saints (2).

Il est remarquable que cette convention répète textuellement l'obligation de X sous de rente et du terme de la Toussaint imposée à la communauté de Saint-Lienne dès sa fondation. Serait-ce le simple rétablissement d'un usage oublié avec le canonicat que Marmoutiers est venu réclamer à Saint-Hilaire, ou bien Thibaudau se

(1) Cartular., p. 5. — D. Font., x, 409.

(2) Cartularium prioratus, p. 7. — Cette particularité a échappé à l'attention des annotateurs de Thibaudau. Elle est cependant exprimée en termes formels : « *Reddant X solidos per singulos annos in capitulo Pictaviensis ecclesie CANONICIS*. Il est vrai que l'exemplaire publié par M. Marchegay ne contient pas ce dernier mot ; mais ce ne peut être qu'une inadvertance de copiste, puisqu'on le retrouve dans D. Fonten., t. xvii, p. 392, et dans D. Estiennot, Antiq. Benedict., 4^e partie, fo 762.

sera-t-il trompé, comme il y est sujet, en attribuant à la fin du x^e siècle un fait que des preuves authentiques ne révèlent que plus de cent ans après? L'une et l'autre de ces conjectures a ses probabilités, selon moi. L'obscurité qui nous cache l'existence du prieuré de Saint-Lienne, de la fin du x^e siècle à la fin du suivant, laisse croire que, par suite des secousses sociales si fréquentes dans ces temps de guerre et de destruction, le monastère aura pu souffrir la famille se disperser, les titres disparaître: de là cette réclamation des moines de Saint-Martin, qui semblent se raviser tout à coup après un long désistement de leur prébende de Saint-Hilaire, et demander comme une grâce qu'elle leur soit rendue. Mais, quant à la possession du prieuré, les termes de la charte de 1092 sont trop explicites pour laisser croire que ces mêmes moines l'aient jamais possédé antérieurement. Pourquoi, en effet, n'y serait-il aucune-ment question de cette possession antérieure? Il faut donc regarder comme déplacés, quant à leur date, les détails donnés par Thibau-deau, qui a d'ailleurs le grand tort de ne citer aucune source.

CHAPITRE III.

De 1094 à 1110.

Bernard de la Roche. — Origine du Bourg, — de St-André d'Ornay, — de Venansault. — Cimetières et baptistères communs.

A peine les moines étaient-ils assis dans leur nouveau prieuré, qu'ils devinrent l'objet de générosités nouvelles. Bernard de la Roche, seigneur du lieu, voulant pourvoir à son salut et à celui de ses parents, confirma la donation précédente, et y ajouta de sa part l'église de St-Hilaire, bâtie en dehors de la Roche (*de foris Rocha*), avec toute la paroisse, la faculté d'y établir un cimetière, et le droit de bâtir un bourg où et quand ils le jugeraient à propos. C'est l'origine du Bourg-sous-la-Roche (1). De plus, il leur abandonne par don l'église renfermée dans l'enceinte du château du Luc (2), et celle du Poiré, avec les terres qui en dépendent. L'évêque de Poi-

(1) Ce bourg est devenu une commune qui compte maintenant 2,000 habitants, et une cure de seconde classe. (Cavoleau, annoté par M. de la Fontenelle, p. 743.)

(2) Le Luc est le nom de deux petites villes fort rapprochées l'une de l'autre, distantes de 16 à 20 kil. de la Roche, sur la route de Nantes aux Sables.

tiers sanctionna cet acte par une charte datée de 1104. On voit que cette sanction a toujours été nécessaire dans la discipline de l'Eglise pour autoriser la vente, l'acquisition ou la commutation des bénéfices. Quant à Bernard, il fut reçu pour ces bienfaits en participation des prières et bonnes œuvres des religieux, et, pour resserrer ces liens de charité, D. Hilgod (*domnus Hilgodus*), qui dirigeait alors le prieuré voisin d'Ornay (*de Oreniaco*), lui donna cent livres en monnaie, en pur témoignage de gratitude (1). Ce ne fut pas tout. Aimery, fils de Joscelin de la Roche, et sans doute neveu de Bernard, donna encore à Saint-Martin tous ses droits sur l'église de Saint-Lienne, et reçut du même Hilgod, en marque de sainte amitié, trois cents sous et une coupe d'argent. Parmi les témoins de cet acte, on remarque un Chevrier de la Roche (*Caprarius de Rocha*), un Guillaume Mauclou (*Willelmus Malus Clavus*), un Taveau de Mareuil (*Tavellus de Marolio*), et plusieurs autres dont les noms se sont perpétués jusqu'à nous.

Ce prieuré de Saint-André d'Ornay dépendait aussi de Saint-Lienne. Il lui avait été donné par un de ses chanoines, Pierre Leroux (2). Celui-ci en se faisant moine à Marmoutiers, et laissant à son frère Robert toutes ses richesses, n'en avait excepté que cette église, plus les dîmes qui devaient être prises sur la laine, les agneaux et les pourceaux de ses anciennes possessions. Robert étant mort, Simon, son fils, sanctionna ces pieuses libéralités, les reconnut libres de toutes redevances, et se réserva seulement une rente annuelle de XII deniers, qu'on lui payerait à la Saint-Jean-Baptiste, pour service de chevauchage (3). Il paraît d'après cette clause, dont nous verrons d'autres exemples, que les héritiers des donateurs avaient coutume de prendre sur les donataires dont ils confirmaient la possession certains droits qui

Vers
1094.

(1) D. Estlennot, *Antiq. Bened.*, 4^e part., f^o 76.

(2) M. Marchegay s'est trompé en assignant à la charte qui constate cette donation environ 1090. Elle se rapproche plus de 1095, car elle est postérieure à la prise de possession de St-Lienne par les moines de Marmoutiers, laquelle est certainement de 1092.

(3) *In servicium caballii*. Ducange ne s'explique pas sur cette expression assez obscure. Je pense que ce devait être un impôt levé par le seigneur sur tous les lieux féodaux de sa dépendance pour l'entretien d'un certain nombre de cavaliers qui faisaient sous lui le service militaire.

semblaient tenir ceux-ci à leur égard dans une sorte de dépendance (1).
Vers 1100.

Le bourg de Venansault (2) avait, dès ce même temps, une église dédiée à saint Pierre, où les chanoines de Saint-Lienne possédaient certaines redevances. J'y vois aussi un droit de baptistère et de sépulture (3). Le premier de ces droits tenait à la coutume où l'on était alors de ne baptiser qu'à certaines époques de l'année, dans un petit nombre d'églises uniquement destinées à l'administration du sacrement, et disséminées à d'assez longues distances. Les fidèles pourvoyaient à l'entretien de ces édifices par des offrandes volontaires. Quant au droit de sépulture, il était beaucoup plus répandu, et se trouvait attaché surtout à des monastères, vers lesquels se portait de préférence la dévotion des peuples. Là était un cimetière protégé par les moines, où venaient dormir du dernier repos, dans des sépulcres de pierre creusés de leurs mains, ceux qu'inspirait une fervente confiance en leurs prières. Nous avons dans ce fait l'explication des nombreux sarcophages de Civeaux, de Saint-Pierre-des-Églises, et nous voyons ici un exemple de plus du soin que l'on avait de mettre ces cimetières sous la tutelle significative de l'apôtre qui dispose des clefs du ciel.

CHAPITRE IV.

De 1110 à 1208.

Exactions de deux seigneurs de la Roche contre le prieuré de St-Lienne.— Fondation de l'abbaye de Belle-Fontaine. — Evêques de Poitiers bienfaiteurs du prieuré. — Série chronologique des seigneurs de la Roche et des prieurs de St-Hilaire.

Vers 1110. Si les frères de Saint-Lienne trouvaient de zélés protecteurs dont la générosité favorisait leur naissante entreprise, ils n'étaient pas exempts non plus des vexations trop communes alors de la part des gens de guerre. Un de leurs voisins, Pierre, qui n'est pas désigné autrement, trouva les Moutiers à sa convenance, et, plus fort que les pacifiques possesseurs, il mit la main dessus. Ceux-ci recou-

(1) Cartular., p. 3 et 4.

(2) *De Vanaleco*, aujourd'hui chef-lieu d'une commune à quelques kilom. de Bourbon; a 1,800 habitants.

(3) Cartular., p. 7.

rurent à l'évêque de Poitiers, Pierre II, qui, embarrassé d'une foule d'affaires du même genre, et se voyant peut-être d'ailleurs en face d'un ennemi difficile, ne se pressa pas autant qu'ils l'auraient voulu. Ils recoururent donc au saint-siège, ressource ordinaire des faibles opprimés. Pascal II écrivit au pontife, s'étonnant de sa longue tolérance, et lui ordonna de forcer l'usurpateur à vider les lieux, et de le traiter, s'il s'y refusait, comme un ravisseur des biens de l'Église et un contempteur de la justice. Cette lettre est écrite vers 1110 environ (1).

Rien ne nous dit quelle fut la suite de ces menaces ; mais elles produisirent sans doute leur effet ordinaire : après quelque résistance, l'homme d'armes céda, et l'Église rentra dans ses biens, à moins que l'exacteur, s'étourdissant sur les suites éternelles de ses méfaits, n'attendit, pour restituer, les sévères avertissements de la mort. C'est ce qui arriva vers 1120 à Bernard, seigneur de 1120. la Roche, le fils sans doute de ce Bernard que nous avons vu permettre aux moines d'édifier un bourg au pied du château, et qui depuis lors (20 octobre 1111) leur avait encore cédé une place contiguë à leur monastère. Quelques désaccords étaient survenus entre lui et les religieux. Peut-être avait-il contesté, après la mort de son père, les bienfaits de celui-ci, quelque bien donnés et acceptés qu'ils fussent. Mais une grave maladie survint ; la mort s'approcha, et le remords avec elle. En témoignage de son repentir, Bernard légua à Saint-Lienne la terre du *Bugnon* (de Bunio), sise dans la paroisse du Poiré (2).—De tels faits se renouvelèrent encore peu après. Un Joscelyn de la Roche avait gratifié le prieuré d'une terre à lui appartenant, nommée la *Maumilonière*. Après la mort de Bernard dont je viens de parler, Garath, fils de Joscelyn s'en empara de force, et la garde. Dieu permet que bientôt après sa femme accouche malheureusement, et que de graves accidents fassent craindre pour sa vie. Elle supplie son mari avec larmes de pourvoir à son salut, et le ravisseur se hâte de remettre en possession le prieur Gourmil, à qui par une grande générosité il donne encore un livre qu'il ne lui devait pas (3). L'histoire de ces

(1) Cartular., p. 9, n° x.

(2) *Ibid.*, p. 11, n° xiv.

(3) Cartular., n° xv.

temps où la force tenait souvent lieu des lois, et où ses abus ne pouvaient céder qu'à la religion, est pleine de semblables exemples.

On est fondé à croire, mais sans preuves bien positives, les titres s'étant perdus dans les incendies des guerres civiles, qu'au commencement du ^{xii}^e siècle, les seigneurs de la Roche-sur-Yon fondèrent l'abbaye de Notre-Dame-de-Belle-Fontaine, appartenant aujourd'hui au diocèse d'Angers, et alors à celui de Poitiers, qui renfermait tout le territoire dont on fit en 1517 les diocèses de Maillezaïs et de Luçon. Cette maison reçut de grands bienfaits des seigneurs de Maulévriers (*mala tempora*). Après avoir été soumise quelque temps à Marmoutiers, elle devint enfin immédiatement dépendante du prieuré de St-Lienne : les moines y suivaient donc la règle de St-Benoît ; ils furent remplacés en 1642 par les seculiers (1). En 1774, elle était en commande, avait un revenu de 4,000 liv. et relevait du diocèse de la Rochelle (2). Des trappistes l'habitèrent depuis, et y sont encore.

Nous savons aussi, par d'autres parchemins tirés du cartulaire de St-Lienne, plusieurs autres actes de concessions, de transactions, d'échanges ou de restitutions passés entre les seigneurs de la Roche et les prieurs du monastère pendant le cours du ^{xii}^e siècle. Mais cette longue et uniforme série de documents conçus presque tous dans les mêmes termes est moins intéressante que monotone. Les évêques de Poitiers, Guillaume IV, Grimoard, Jean III, Maurice de Blason, y figurent parfois comme autorité première ; les doyens du chapitre Aimery et Gosbert, ce dernier surtout, devenu célèbre par son opposition ardente à St Bernard, y souscrivirent avec l'archidiacre Guillaume Airic. Mais parmi ces noms il en est qui se rattachent à notre histoire et qui peuvent établir une suite des seigneurs de la Roche et des prieurs de St-Lienne. Je les recueille ici avec la date des pièces qui me les fournissent (3) ; et par occasion j'y ajouterai, à partir de 1369, les noms des princes qui possédèrent successivement et à divers titres, jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle, le vieil héritage d'Ingehenus.

(1) Du Tems, Clergé de France, t. II, p. 531.

(2) D. Beaunier, Bénéfices royaux, t. I, p. 193.

(3) Cartular., *passim*.

	SEIGNEURS.	PRIEURS.
Vers 987.	Ingelenus.	
En 1035.	Geoffroy, vicomte de Thouars.	
1092.	Bernard.	Guillaume.
1100.	Bernard.	Geoffroy et Odon.
1111.	Bernard.	Hervey.
Vers 1120.	Bernard.	Id.
	Joscelin.	Gourmil.
	Garat.	Pierre.
		Guillaume.
1166.		Geoffroy.
1170.	Chévrier.	
Vers 1180.	Hergard.	Halmeric.
1190.	Hugues.	Pierre Moren.
1208.	Bernard de Machecoul.	
	Guillaume de Mauléon.	Willelmus Rufus.
Avant 1212.	Bernard Chales.	Guillaume (1).
1215.	Beatrix, veuve de Guillaume de Mauléon.	
1213.		Gilbert.
1217.	Aimery de Thouars.	Willemus Roselli.
1218.	Brienne de Montaigu.	(Dernier prieur que nous aient fait connaître les documents écrits.)
1228.	Hervé de Volure.	
1256.	Maurice de Belleville.	
1258.	Alphonse, comte de Poitou.	
1292.		
1316.	Challes (Karolus), comte de Valois et d'Anjou.	
1369.	Louis I ^{er} , comte d'Anjou.	
1370.	Le prince de Galles.	
	Le duc de Lancastre, son frère.	
1384.	Olivier de Clisson.	

(1) « Testes sunt Vuillelmus prior de Rocha, et Peregrinus socius ejus; *Rogertius prior ejusdem loci*, etc. » Ce texte ferait supposer que Pellerin (Peregrinus), aurait pu être sous-prieur, *socius*; mais quel est ce Rogier qui signe *prieur du même lieu* ?

Maison d'Anjou.

- 4388. Louis II, duc d'Anjou, et Yolande d'Aragon.
- 4410. Marguerite de Clisson.
Isabelle de Bourgogne.
- 4417. Louis III, duc d'Anjou.

Maison de Beauvau.

- 4423. Pierre de Beauvau.
- 1434. Bertrand de Beauvau.
- 4454. Louis de Beauvau.

Maison de Bourbon-Vendôme.

- 1477. Jeanne de Bourbon-Vendôme et Louis de Joyeuse.

Ducs de Montpensier, princes de la Roche-sur-Yon.

- Vers 4484. Louis I^{er} de Bourbon.
Louis, II^e du nom, son fils.
- Vers 4539. Charles de Bourbon.
Henri de Bourbon.
- 1569. François de Bourbon.
- 1593. Henri de Bourbon.
- 1608. Marie de Bourbon, duchesse d'Orléans.
- 1626. Anne-Marie-Louise de Bourbon, *la Grande Mademoiselle*.

Maison de Bourbon-Conti.

- Avant 1666. Armand de Bourbon-Conti.
- 1684. François-Louis de Bourbon-Conti.
- 1694. N., second fils de François-Louis.
- 1698. N., troisième fils de François-Louis.
- Après 1698. Louise-Adélaïde, *Mademoiselle de la Roche-sur-Yon*.
Louis-François, son neveu.
- 1776. Louis-François-Joseph.

CHAPITRE V.

De 1208 à 1246.

Bernard de Machecoul, seigneur de la Roche. — Guillaume de Mauléon et Béatrice.
— Légende fabuleuse. — Almeri de Thouars. — Fondation et histoire de l'abbaye
des Fontenelles. — Savary de Mauléon. — Brienne de Montaigu et Agnès. — Hervé
de Volvire.

Reprenons le cours des événements.

La Roche appartenait, au commencement du ^{xiii}^e siècle, à Ber- 1208.
nard de Machecoul, qui la donna en dot à sa fille Béatrice en lui
faisant épouser Guillaume de Mauléon, seigneur de Talmont. Les
deux époux, voulant donner à St-Lienne une marque de leur vé-
nération, accordèrent en faveur du prieuré liberté pleine et entière
à un de leurs serfs nommé Daniel Breton, en l'obligeant à prendre
soin par lui et ses successeurs d'une lampe qui devait brûler nuit
et jour dans l'église où reposaient les reliques. Ceci dut se passer
avant 1208 (1). Plus tard et à différentes reprises, ils ajoutèrent
quelques autres dons à celui-là, tant pour le prieuré que pour
d'autres églises de leur dépendance. Ils eurent un fils nommé
Éblouin, qui figure, à cette même année 1208, comme participant
à la donation de cent sous de rente annuelle pour l'entretien de
quatre cierges qu'on devait allumer à toutes les messes célébrées
dans l'église prieurale.

Mais la légende fabuleuse du moyen âge va jeter sur notre his-
toire l'encre de ses merveilleux souvenirs. A en croire une
vieille tradition, cette Béatrice qu'on vient de voir mariée au sei-
gneur de Talmont, et qui par cette union était devenue dame de
la Roche, aurait pris goût pour la chair humaine jusqu'à faire en-
lever chaque jour par ses gens, dans les environs de sa terrible
demeure, un enfant dont on alimentait sa table. Son maître d'hôtel,
dont ces hideux repas inquiétaient sans doute la conscience, finit
par substituer aux enfants de jeunes chiens. L'anthropophage n'y vit
d'abord aucune différence; mais, instruite bientôt de cet heureux
stratagème, elle admira le bon naturel de l'ingénieux cuisinier, et
au lieu de le manger lui-même, ce que bien d'autres en ce temps

(1) Cartular., *appendix*, n° 1.

auraient fait à sa place, elle fit un retour sur sa gourmandise, puis son repentir la conduisit dans la forêt de la Roche-sur-Yon, où, renfermée dans une étroite cellule, elle pleura jusqu'à la fin de sa vie

« L'abominable erreur de ses goûts dépravés, »

et voulut les expier en y fondant une abbaye.

Cavoleau, à qui j'emprunte cette légende, la traite de conte populaire très-absurde (1). Il a eu le malheur de ne pas deviner le côté poétique des naïfs récits de nos campagnes. Mais, de son temps, on ne savait pas encore qu'il y a toujours quelques faits obscurcis par le laps des années sous ces étonnantes fictions. Comme lui, nous ignorons, il est vrai, la source de cette croyance des bonnes gens de la contrée; mais qui ne sait combien d'actes de la vie féodale ont pu accrédi-ter en des intelligences bornées, et d'autant plus avides de choses surprenantes, l'opinion si défavorable à la dame de ces lieux? Souvent il suffisait, à ces époques d'arbitraire et de violences, qu'un seigneur fondât un monastère pour lui supposer quelque grave motif de pénitence; et il faut bien avouer aussi que telle fut souvent la cause réelle de ces pieuses libéralités. Pour peu que l'imagination populaire y cherchât une raison secrète qu'elle ne pouvait pas toujours deviner, il lui devenait facile de s'en faire une; la moindre circonstance spécieuse était exploitée dans ce sens, et ainsi se fondaient le pouvoir des fées et les prodiges redoutables du sombre manoir des châtelains.

Après le conte, voici la vérité réduite à ses proportions naturelles.

1210. Béatrice devint veuve de Guillaume de Mauléon peu de temps après son mariage, et dans une charte que M. Marchegay a un peu trop reculée en l'attribuant à l'année 1215, et qui doit avoir précédé 1210, on la voit renouveler la donation faite en 1208 pour le luminaire de St-Lienne (2). Bientôt elle se remarie à Aimery, vicomte de Thouars, et lui apporte entre autres seigneuries celle de la Roche. Les historiens, éclairés par les titres écrits que possédait autrefois le prieuré de la petite ville, ou le monastère de Marmoutiers, ne peuvent signaler dans la vie de la noble dame que l'établissement de plusieurs maisons religieuses, auquel elle con-

(1) Description du département de la Vendée, in-4°, 1818, p. 293.

(2) Cartular., *appendix*, n° III.

courut avec ses deux époux pour ce qui regardait son douaire. Au nombre de ces fondations, et comme la plus célèbre, il faut compter l'abbaye des Fontenelles (*de Fontenellis*). Non loin de la Roche était une vaste forêt de son nom que j'ai déjà signalée. C'est au milieu de cette solitude, dont les mystérieuses profondeurs auront probablement surexcité l'imagination du peuple, qu'avec le consentement de Béatrice et de ses enfants, le seigneur de Talmont établit l'abbaye des Fontenelles par une charte datée de 1210. Ce lieu, ainsi nommé de plusieurs sources d'eau vive qui y surgissaient, n'était distant du château que d'une lieue. L'église fut dédiée sous le vocable de Notre-Dame. Les fondateurs y appelèrent des chanoines réguliers de la Chancelade, autre monastère d'augustins créé un siècle auparavant en Périgord, et que l'évêque Guillaume d'Auberoche venait d'ériger en abbaye (1). Ils leur donnèrent le droit de minage sur la seigneurie, un bois et des terres dans la forêt, toutes leurs redevances sur les marchés de la Roche, un terrain vague à Payré (2), proche l'église St-Michel, et d'autres produits annuels de moindre valeur; enfin ils ajoutèrent le cens sur les boucheries de Payré (3); pour tout quoi les chanoines devaient entretenir à perpétuité dans l'église abbatiale une lampe qui y brûlât nuit et jour, et allumer deux cierges de plus pendant toutes les messes (4).

Un autre don de quelques héritages dans la terre de Talmont et ailleurs fut encore fait par le même en 1212 (5); et en 1215 Savary de Mauléon, neveu de Guillaume, en donna confirmation après la mort de son oncle, dont il avait hérité.

Enfin, l'année suivante, 1216, Brienne de Montaigu voulant s'assurer après sa mort un anniversaire de prières dans la communauté, l'y fonda à perpétuité par une concession de terres et rentes diverses, plus un setier de froment et un de farine, à prendre sur

(1) Du Tessa, t. II, p. 685 et 669.

(2) *Unum aliquid apud Peretum, juxta ecclesiam Sti Michaelis*. L'eiraud, qu'on a nommé dans quelques coutumes de France *eiral*, est défini par Ducange : *ager qui nec colitur nec aratur*; et il cite pour exemple de l'emploi de ce mot la charte que je traduis ici.

(3) *Census carnificium de Pereio*. C'était le droit perçu sur l'abatage ou la vente des animaux de boucherie. Ce lieu de *Pereio* est aujourd'hui le *Poiré*, chef-lieu de canton à 8 ou 10 kilom. de la ville. Une charte de 1092 le nomme *Petratum*.

(4) Gallia Christiana, t. II, col. 1432. — V. etiam *Instrumenta*, ad calcem, col. 420.

(5) D. Fonteneau, t. VIII, p. 413.

un moulin que l'Yon faisait tourner au bas du château, et que D. Fonteneau appelle dans une note *le moulin de Beçons* (1).

Béatrice s'était-elle ménagé près de l'abbaye un lieu de repos, un oratoire solitaire où elle pût aller vaquer en liberté à la prière et à la méditation ? y faisait-elle d'assez fréquentes visites pour accréditer les bruits, répandus peut-être dès lors, d'une retraite absolue ? L'histoire ne permet à cet égard que des conjectures, unique moyen de concilier son silence avec le conte cité par Cavoleau.

Ce monastère reçut, dans la suite, d'un grand nombre de seigneurs de la Roche, de grandes libéralités. Vers 1490 il tomba en commande ; les hérétiques le brûlèrent en 1562, détruisirent l'église et massacrèrent les moines (2). Après cette catastrophe, il n'y resta plus que l'ombre de son ancienne splendeur. Il languit dans une existence précaire qui amena bientôt l'oubli de la règle, et le relâchement qui en est l'infailible conséquence. Les fondations étaient négligées, et, quoiqu'on en trouvât un motif trop valable dans l'extinction des rentes et des biens-fonds devenus la proie des spoliateurs du xvi^e siècle, il paraît que certaines obligations auraient pu encore se remplir, puisque l'abbé fut condamné en 1612 à pourvoir à l'entretien de la lampe et de la cire pour le grand autel. Ce triste dénuement durait encore en 1615, lorsque le prieur claustral Jean Rousseau, de concert avec ses religieux, obtint que la réforme y serait introduite. L'arrêt qui fit droit à leur requête est du 24 juillet 1614. Le 13 octobre suivant, Jacques de Flavigny et Antonin Frollaud, l'un chanoine et grand vicaire, l'autre curé de Luçon, s'y rendirent, assistés de plusieurs supérieurs des monastères du voisinage. Ils confirmèrent le prieur dans sa charge, remirent en vigueur la règle de Saint-Augustin, firent procéder devant eux à l'élection aux emplois, et réglèrent les comptes. La régularité fut ainsi ramenée dans cette maison. Dès lors les religieux reprirent l'usage de chanter matines à 4 heures du matin depuis Pâques jusqu'à l'Exaltation de la sainte Croix (14 septembre), et à cinq heures le reste de l'année. On devait tenir chapitre tous les ven-

(1) Dom Fonteneau, t. VIII, p. 419, 420.

(2) L'abbé était alors Jean de Bar (et non pas de Barre, comme l'écrit Thibaudau), gentilhomme courageux qui se trouva sept ans après *en bon équipage* à la défense de Poitiers, et s'y battit contre Coligny. (V. *le Siège de Poitiers*, par Li-berge.)

dredis après matine, coucher dans un dortoir commun; il ne fallait jamais manger hors de la communauté, ni omettre la lecture publique pendant les repas (1).

L'abbaye des Fontenelles se maintint dans sa nouvelle ferveur jusqu'à la fin du dernier siècle. Son revenu n'était alors que de 2,500 à 3,000 liv. (2). Comme tant d'autres, elle succomba sous les efforts de nos grands orages politiques. On ne retrouve maintenant que ses ruines, qui attirent parfois le voyageur dans les agrestes environs de Venansault; au milieu des débris des cloîtres est une fontaine d'eau minérale ferrugineuse.

Dans l'église, devenue paroissiale, on montre encore les tombeaux de Guillaume de Talmont, de Béatrice qui y fut inhumée en 1235, et de Jeanne sa fille, qui apporta en dot la terre de la Roche-sur-Yon à Maurice de Belleville, et mourut plus de vingt ans après sa mère.

Ce qui prouve que l'union de Guillaume de Talmont et de 1214. Béatrice fut de courte durée, c'est que des pièces de l'an 1214 parlent d'elle comme étant déjà remariée à Aimery de Thouars, qui devint ainsi seigneur de la Roche. Le sceau d'Aimery, décrit par le P. Anselme (3), était *d'or semé de fleurs de lis d'azur au franc quartier de gueules*. On y lisait S. AIMERICY. DOM. DE MACHECO. Au contre-scel, un poisson (4), et pour légende † *Aymerici de THOARCIO*. DOM. DE M. Il figure encore, en 1229, reconnaissant à l'abbaye de la Chaise, près Saumur, le droit d'usage dans ses bois (5).

Dom Estiennot nous a conservé une charte dont il dit avoir vu 1218. l'original (6), par laquelle Brienne de Montaigu et Agnès, sa femme, donnaient, en 1218, aux religieux de St-Lienne, vingt sous de rente en pure aumône, pour l'entretien d'une lampe à faire brûler sans

(1) D. Font., VIII, 489.

(2) Hesselin, Dict. de la France, vo *Fontenelles*. — Du Tems, *loc. cit.*

(3) Histoire généalogique de la maison de France, t. IV, p. 193.

(4) Ce poisson s'explique, je crois, par la seigneurie de Luçon, que possédait le vicomte de Thouars. On sait que le mot latin *lucius* est le nom du brochet. Le chapitre de Luçon en portait trois sur ses armoiries, et on les voyait encore à la dernière clef de voûte du bas-côté nord de la cathédrale, avant que la flèche dont la ruine a endommagé cette partie de l'église ne fût frappée de la foudre en 1846.

(5) P. Anselme, *loco cit.*

(6) Antiquitates Benedictinæ, IV^e part., fo 765. — Cartular., *appendix*, no 5.

interruption devant le corps du saint. Ce Brienne portait *de gueules au lion rampant d'hermine*. Il y avait donc dès lors entre le prieuré et la famille de Montaigu des relations d'amitié qui devaient bientôt se fortifier par une alliance entre cette famille et celle des seigneurs de la Roche.

Aimery de Thouars ajouta, cette même année, à ses précédentes générosités, une donation de bois de chauffage dans sa forêt, une rente de 60 sous qu'il percevait dans la terre de Château-Fromage(1), et quelques autres droits en faveur du prieuré. En reconnaissance, les religieux accordèrent un des leurs pour aumônier à la famille(2).

1225. Il n'est de si bons voisins qui puissent rester toujours d'accord. Le monastère des Fontenelles et celui de la Roche étaient trop rapprochés l'un de l'autre pour que les intérêts communs ne se trouvassent pas confondus parfois, et ne vinssent troubler quelque peu la paix de ces pieuses solitudes. Une contestation s'étant élevée, dont on ne voit pas clairement le sujet, quoiqu'il paraisse suffisamment qu'il s'agissait de possessions territoriales, on se débattit longtemps de part et d'autres, et il fallut que des commissaires fussent délégués par le pape Honorius III pour vider le procès en dernier ressort. Ils y parvinrent, grâce au bon vouloir de Maurice et de Béatrice, qui, « pour rétablir la paix et bonne union, et en vue de Dieu, » donnèrent au couvent de Marmoutiers et à sa maison de la Roche-sur-Yon tous les droits sur les eyrauds y appartenant au Peu-de-Gay (3), à Avrillé (*Avrillosa*, *Avrillose*), et ailleurs; moyennant quoi l'abbaye de St-Martin abandonna à celle des Fontenelles toutes ses appartenances qu'elle avait eues sur elle et sur la paroisse de St-André d'Ornay. De leur côté, les religieux augustins donnèrent cinquante sous de rente annuelle sur le moulin et l'étang de *Biote*, payables par moitié à Pâques et à Noël; faute duquel paiement le prieur de la Roche pourrait faire saisir l'étang et le moulin.

(1) *Castrum Casei* et *Castrum Fromage*. Ce fut après 1791 une commune, réunie depuis à celle du Bourg-sous-Bourbon.

(2) Cartular., n° xxvi.

(3) *Poi-de-Jai* dans la charte de Béatrice, et à *Peu-de-Gay* dans celle de son mari.

Cet acte se passa au mois de juin 1225. Nous ne voyons pas que la paix ait été troublée dans la suite entre les deux maisons (1).

On conserve dans les archives du département de la Vendée une charte de 1228, qui renouvelle et continue l'obligation de la lampe à entretenir devant les saintes reliques du prieuré, moyennant une rente de 20 sous, faite par Hervé de Volure (2) sur des biens qu'il avait à Challans et autres lieux.

En 1239, Guiberte, femme de Maurice, sire de Belleville, donna, du consentement de son mari, à l'abbaye des Fontenelles, la terre de la Maletière (*Maletariam*) et toutes ses dépendances, situées dans la paroisse de St-Flaive, entre le ruisseau de ce nom et le bois de Gemelo, appartenant au seigneur de la Roche. Un certain Gérard Chevrains et sa femme firent aussi, l'année suivante, abandon de ce qui pouvait leur revenir sur cet enclave, et les moines s'obligèrent à prier pour les nouveaux bienfaiteurs et leurs parents (3).

CHAPITRE VI.

De 1246 à 1267.

Maurice de Belleville et Jeanne de Thouars. — Alphonse, comte de Poitou, tient le château de la Roche. — L'abbaye des Fontenelles affranchie du *ténement*. — La Malatère. — Hommage d'Aimery de Thouars au roi St Louis. — Prétentions de Maurice et de Jeanne sur le palefroi de l'abbé de Marmontiers. — Alphonse, frère de St Louis, seigneur de la Roche.

Jeanne, fille d'Aimery de Thouars et de Béatrice, la même dont nous avons signalé la sépulture auprès de la leur dans l'église des Fontenelles, épousa, avant 1246, Maurice, seigneur de Belleville, fils de Brienne de Montaigu. Ils avaient été déjà mariés, l'un à Guiberte, d'après mes conjectures, et l'autre à un seigneur de

Vers
1246.

(1) Cartular., no^x XXVIII, XXIX, XXX et XXXI.

(2) M. de Ste-Hermine, *ubi suprà*, dit de *Veluire*. La charte porte réellement de *Volure*. On a dit depuis, et on dit encore de *Volvre*. — V. Cartular., append., no VI.

(3) Le *Dictionnaire des familles du Poitou* date cet acte de 1230. L'assentiment donné en 1240 par Gérard se serait donc fait attendre dix ans, ce qui n'est pas probable. C'est donc bien 1239 qu'il faut lire, comme D. Fonteneau l'a écrit (*Mem.* t. XIV, p. 279 et 281.) Je crois aussi que le Maurice de Belleville qu'avait épousé Guiberte est le même qui va se remarier avec Jeanne de Thouars, et dont le *Dictionnaire* fait un personnage différent.

Luçon, dont elle apporta à son second époux le fief avec celui de la Roche. Mais nous allons voir, par un hommage d'Aimery de Thouars, que cette châellenie relevait encore de sa suzeraineté, au moins pour certaines portions du territoire qu'il y possédait.

1249. Quelque temps après, en 1249, Alphonse, comte de Poitou, ayant voulu rejoindre en Palestine son frère St Louis, songea probablement à mettre les principales forteresses de son apanage à l'abri d'un coup de main pour lequel les grands vassaux auraient peut-être profité de son absence. Il obtint de Maurice et de Jeanne un accord d'après lequel il ferait tenir par ses troupes, et pendant cinq ans, leur château de la Roche-sur-Yon. Ils étaient aussi obligés envers le comte à l'hommage lige que Maurice reconnut en 1253, et pour sa terre de Belleville il lui devait l'estage (*estagium*) (1), c'est-à-dire l'obligation de résider sur telle terre indiquée par le suzerain, pour la défendre contre les attaques des guerroyeurs.

1255. En 1255, Jeanne fit à l'abbaye des Fontenelles une nouvelle concession des droits qu'elle avait sur le ténement de la Malatère. C'est bien cette même propriété donnée en 1239 par Guiberte : les termes des deux chartes sont identiques ; mais le mot de *ténement* employé ici fait comprendre que l'abbaye avait toujours été soumise envers les seigneurs de la Roche à certains devoirs dont elle est dégagée par ce dernier acte. Jeanne y prend la qualité de dame de la Roche-sur-Yon, et elle a soin d'y exprimer la clause ordinaire : *cum autoritate et assensu Mauricii de Bellavilla, ultimi sponsi mei* (2).

Au mois de juillet de cette même année, Aimery de Thouars fit hommage au roi St Louis, pour les terres qu'il possédait dans la châellenie de Bugon (*Bugontii*) et de la Roche. La formule de cet acte, si fréquemment usitée au moyen âge, offre assez d'intérêt pour que j'en donne le texte que nous ont conservé les bénédictins. « Moi, Aimery de Thouars, fais connaître à tous ceux qui verront » ces présentes, que j'ai fait à mon très-cher et illustre seigneur » Louis, roi de France, hommage lige contre toute créature qui » puisse vivre et mourir, de tous les fiefs que je tiens de lui dans les » châellenies de Bugon et de la Roche-sur-Yon et de leurs appar-

(1) M. Beauchet-Filleau, Dictionn. des fam. du Poitou, t. 1, p. 279.

(2) D. Fonteneau, *ubi supra*, p. 283.

« tenances. Et, la main sur les saints Évangiles, j'ai juré de prêter
« fidèle service à ce même monseigneur le roi et à ses héritiers,
« et de leur rendre, ou à leurs mandataires ou héritiers, ces mêmes
« châteaux, comme aussi grand et moindre secours toutes fois que
« j'en serais requis. En témoignage de quoi j'ai fait munir ces pré-
« sentes lettres de mon scel. Donné à Melun, l'an du Seigneur mil
« deux cent cinquante-cinq, au mois de juillet. »

Un ancien usage qui devait remonter à la fondation du prieuré de Saint-Lienne, mais dont aucun titre écrit n'est parvenu jusqu'à nous, autorisait, ce semble, les seigneurs de la Roche à s'emparer du cheval ou palefroi monté par l'abbé de Marmoutiers, lorsqu'il venait pour la première fois, après son élection, faire la visite des maisons dépendantes de son ordre. L'absence de toutes pièces à cet égard laisse croire que cette prétention était peu fondée, et l'on ne sait sur quelles raisons durent s'étayer Maurice et Jeanne pour exiger ce droit lorsque l'abbé Geoffroy vint faire, vers l'année 1256, sa première visite au prieuré. Geoffroy se refusa à cette concession, qui pouvait ouvrir la voie à d'autres exigences. Maurice n'en tint compte, et s'empara du palefroi, prouvant ainsi que la raison du plus fort est la meilleure, sinon la plus juste. Un tel acte ne devait point passer sans réclamations, et, ce qui prouve assez bien que le sire de Belleville était peu sûr de son fait, on convint de part et d'autre que les prieurs de Chemillé (*de Chemilliaco*), de la Roche et des Fontenelles, s'emploieraient à découvrir l'existence de ce droit, soit en relisant le chartrier de Marmoutiers et de St-Lienne, soit en recueillant les souvenirs des plus anciens religieux. L'accord, passé au mois de janvier, donnait jusqu'à la fête suivante de l'Ascension pour compléter ces recherches, dont les parties s'engageaient à subir les conséquences, et tout devait se terminer avant la Pentecôte (1). Les recherches ne produisirent aucune preuve en faveur des prétendants ; il y eut cependant encore de nouvelles chicanes, car au mois de novembre on voit Jeanne déclarant par un compromis s'en rapporter sur la question à Geoffroy, trésorier du chapitre de Tours. Elle et son mari s'engagèrent à suivre l'avis de ce nouvel arbitre, sous peine d'une perte de cent marcs d'argent. Il

(1) Cartular., no xxxii.

en fut ainsi du côté des moines. La chose examinée, une sentence d'arbitrage fut prononcée le 30 juillet 1257, qui débouta les demandeurs, et leur imposa sur la cause un *silence perpétuel*, en établissant qu'ils n'avaient jamais eu de droit. Ceux-ci ne contestèrent pas plus longtemps; fidèles à leur promesse, ils reconnurent par écrit authentique la validité de leur condamnation, et s'engagèrent pour eux et leurs ayants cause à ne jamais revenir sur la chose jugée (1). On ne dit pas s'ils payèrent les cent marcs d'argent : je le suppose; mais les moines, jugeant, à la manière dont cette contestation s'était élevée, qu'il fallait en prévenir le retour, prirent d'autant plus de précautions; et lorsque Alphonse de France, comte de Poitou, devint seigneur de la Roche, ils ne manquèrent pas de lui demander une renonciation formelle à tout droit semblable; ce que le prince accorda par une charte donnée à Poitiers au mois de mars 1259 (2).

Ce fait expliquerait-il que dès lors la seigneurie de la Roche aurait cessé d'appartenir à Maurice et à Jeanne? Ce serait possible. C'est en effet du chef de cette dernière qu'elle était entrée dans la maison de Belleville. Jeanne en conservait même le titre comme celui d'une dignité personnelle, et dans plusieurs des chartes que je viens de citer elle prend la qualité de dame de la Roche-sur-Yon, pendant que son mari se qualifie seulement seigneur de la Garnache et de Montaigu. En l'absence de toutes pièces probantes, je suis réduit à conjecturer, mais avec toutes les probabilités possibles, que Jeanne, se voyant sans enfants, aura cédé la seigneurie de la Roche au comte Alphonse, qui, nous l'avons vu, en appréciait la position. Cette cession doit même s'être opérée en 1258; et cette année aura été celle de la mort de Jeanne, car, le 24 novembre, mourut Aimeric, abbé des Fontenelles, qui parait n'avoir été élu qu'après 1247, et c'est sous son gouvernement qu'elle et Maurice firent leurs dernières donations à cette abbaye (3).

Un autre Maurice de Belleville, sans doute fils du précédent et de Guiberte, figura plus tard comme seigneur de la Garnache et de

(1) Cartular., n° xxxiii et seq.

(2) *Ibid.*, n° xxix.

(3) Du Tems, Clergé de France, t. II, p. 573.

Montaigu; mais nous n'avons pas d'indices certains qu'il ait possédé la terre de la Roche. Tout fait croire au contraire qu'il n'y eut jamais aucune part, la suite non interrompue de ses possesseurs nous apparaissant très-clairement dans le cours de notre histoire. Je n'en parle donc ici qu'à cause de ses liens de famille. C'est lui qui, en 1307, fut un des quatre barons relevant de l'évêché de Poitiers qui portèrent l'évêque Arnault d'Aux de l'église Notre-Dame à la cathédrale pour l'installation du prélat (1).

CHAPITRE VII.

De 1267 à 1317.

Alphonse donne son ordonnance sur le droit de rachat. — Philippe le Hardi et Philippe le Bel. — La Roche-sur-Yon a le titre de ville. — Elle passe à la Maison d'Anjou dans la personne de Charles comte de Valois; à quelles conditions. — Elle devient bientôt après indépendante de la Couronne. — Confirmation des privilèges de l'abbaye des Fontenelles.

Voilà donc la Roche dans la maison de France; ses destinées grandissent, mais elle aura aussi des vicissitudes proportionnées à sa gloire.

Au mois de mai 1267, le comte Alphonse donna son ordonnance 1267. sur le droit de rachat dû aux possesseurs des fiefs, et livré jusqu'alors au bon vouloir des seigneurs. Il le régla au revenu d'une année; ce qui devint plus tard la base adoptée par la *coutume* du pays. Les plus hauts barons de la province signèrent cette charte, et parmi leurs noms on lit celui de Maurice de Belleville. Au reste, cette sage mesure, désirée depuis longtemps, devait mettre fin à beaucoup d'abus, et prouve de reste que les hauts suzerains n'étaient pas indifférents au bien-être de leurs peuples, qu'ils s'efforçaient toujours de soustraire, dès que l'occasion leur en était offerte, aux dures exigences des grands vassaux.

Alphonse mourut sans enfants le 21 août 1271. Les lois féodales 1271. prescrivaient la réversion de ses biens au domaine royal, et Philippe le Hardi mit sous sa main le comté de Poitiers, dont la Roche

(2) Besly, *Evêques de Poitiers*, p. 162. — J'ai décrit cette cérémonie avec tous ses détails, puisés aux sources contemporaines, dans mes *Recherches sur Simon de Craudaud*. (Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest, 1840, p. 262.)

faisait partie. Ce ne fut pas sans de longues contestations, nées de l'interprétation de ces mêmes lois; et nos ancêtres durent à cette circonstance de voir fixer la théorie des apanages. Après Philippe le Hardi, Philippe le Bel possède la province et ses belles châtellenies. La Roche a le titre de ville, ce qui montre qu'elle est entourée de murs et fortifiée. On se rappelle ce bourg que les religieux de Saint-Lienne avaient été autorisés à bâtir : des remparts se sont élevés autour de lui, et, moins de deux siècles après, le voilà ne
1296. faisant plus qu'un avec l'antique forteresse. C'est en 1296 que se trouve pour la première fois ce titre de ville à notre petite localité. C'est peut-être aussi à l'honneur qu'on lui en fait, sans en séparer toutefois un autre genre d'intérêt, qu'elle dut, au mois de février de cette année, de passer avec toutes ses dépendances aux mains de Charles de Valois, à qui Philippe son frère la céda par lettres données à Paris au mois de février. Charles, outre l'apanage dont il portait le nom, avait aussi les comtés d'Alençon et d'Anjou. Il reçut la nouvelle seigneurie pour lui et ses ayants droit, donna en échange une égale quantité de terres prises dans les comtés de Valois ou d'Alençon, et reconnut pour suzerain le roi de France, qui conserva sur l'objet donné les droits d'hommage et de ressort (1). Nous voyons ici comment la Roche-sur-Yon, dont le sol est toujours poitevin, passe à la maison d'Anjou, et appartiendra désormais à ses comtes, jusqu'à ce qu'elle revienne de nouveau à la couronne.

Au mois d'octobre suivant, le même roi étant à Lille, et voulant reconnaître les services que lui avait rendus ce même frère Charles de Valois, lui fit remise de sept cents livrées de terre ou environ qu'il lui devait pour l'échange consenti en février (2). Ce chiffre nous donne l'estimation de ce que valait alors la seigneurie, puisque l'échange s'était fait de part et d'autre moyennant une quantité de terrain dont la valeur égalait en livres monétaires le nombre

(1) Laurière, Ordonnances des rois de France, février 1297 (v. style).—D. Martenne, Thes. anecdot., t. III, col. 1277. — D. Fonten., t. XVII, p. 93.

(2) M. Marchegay, Bulletin monumental, *ubi suprà*. La *liorée* de terre représentait toute la superficie qu'on pouvait évaluer au prix d'une livre en argent. Sept cents livrées devaient donc valoir 700 livres. — Malgré les diverses acceptions données à ce mot, ce sens paraît le plus naturel et s'autorise de plusieurs exemples que cite Ducauge, au mot *libra*, *librata terra*.

des *livrées* de terre portées au contrat. Or la livre de 20 sous valait à peu près 9 francs de notre monnaie, d'après les calculs de Leblanc (2). C'était donc une somme totale de 6 à 7,000 francs que Charles gagnait à cette remise, laquelle somme, à cette époque, représentait de 50 à 60 mille francs d'aujourd'hui.

La dépendance de la couronne, à laquelle Charles s'était assujéti en recevant le domaine de la Roche, ne dura guère plus de deux ans. Au mois d'août 1299, nous voyons Philippe, qui était alors à 1299. l'abbaye de l'Aumône, diocèse de Chartres, remettre à son frère l'hommage qu'il s'était réservé, et le transmettre au comte d'Anjou, selon les prescriptions de la législation féodale (2). Le seigneur de la Roche ne relevait donc, pour ce domaine, que de lui-même.

En 1317, ce même prince Charles, comte de Valois, d'Alençon, 1317. de Chartres, d'Anjou, et seigneur de la Roche-sur-Yon, confirme aux moines de Fontenelles les privilèges accordés au couvent dans le territoire de ladite seigneurie par la pieuse fondatrice (3).

Vers ce même temps un Jean de Villeneuve reconnaît devoir à cette abbaye cent sous pour les bois des Maltères, qu'il tenait à ferme des religieux. On se rappelle que la terre de ce nom leur avait été donnée en 1239 par Guiberte, femme de Maurice de Belleville. Le bois de *Gimel* (*nemus Gimellum*) est encore cité ici comme formant l'une des limites de cette terre; il est toujours du domaine de la Roche. Cette reconnaissance est du 6 janvier 1320 (1521, nouv. sty.) (4).

CHAPITRE VIII.

De 1369 à 1384.

Occupation anglaise. — La Roche assiégée par Chandos. — Trahison et châtiement du gouverneur Jean Blondeau. — Louis I^{er}, comte d'Anjou, seigneur de la Roche. — La seigneurie donnée par Edouard III, roi d'Angleterre, au Prince-Noir. — Elle passe de celui-ci à son frère le duc de Lancastre. — Ce dernier l'affirme à des chevaliers. — Importance de la ville au XIV^e siècle; elle donne lieu à des contestations

(1) Traité des monnaies.

(2) M. de Marchegay, *loc. cit.*

(3) Gall. Christ., t. II, col. 1434.

(4) D. Font., t. XIV, p. 299.

entre les rois de France et d'Angleterre. — Olivier de Clisson la prend sur les Anglais.

Une ère nouvelle s'ouvre devant le château fort ; les faits de guerre vont colorer ses chroniques de teintes plus austères. Aux temps primitifs il a fallu l'élément religieux qui fonde et qui civilise ; maintenant c'est l'attaque et la défense ; c'est la chevalerie armée de pied en cap, comme plus tard ce ne sera plus que la maison de plaisance, un titre d'aristocratie princière, et enfin un chef-lieu de département prenant sa part dans le mouvement général de la civilisation moderne.

1369. Pendant la trop longue période historique de l'occupation de l'Aquitaine par les Anglais, notre forteresse eut un rôle multiple et changea plusieurs fois de maîtres, selon que la fortune des armes la jeta aux mains des étrangers ou des nationaux. Les deux partis se disputaient la possession d'un magnifique pays ; le prince de Galles, Canolle, Chandos, le capital de Buch, parcouraient, à la tête de gens armés, les différentes provinces pour les contenir. Le bas Poitou se faisait remarquer par son énergique résistance. La Roche, fortifiée par ses moyens naturels et munie de troupes déterminées, fut assiégée en 1369 par Chandos. La réputation qu'on lui avait faite, après plusieurs assauts vaillamment repoussés, d'être imprenable, ne put tenir contre la perfidie du gouverneur Jean Blondeau, qui la livra en secret pour une somme convenue de 6,000 livres. Mais le traître ne jouit pas longtemps du prix de son crime. S'étant, après sa feinte capitulation, retiré à Angers, il fut convaincu de trahison, et le comte d'Anjou, Louis I^{er}, second fils du roi Jean, le fit lier dans un sac et précipiter dans la Loire (1). Louis I^{er} était donc alors seigneur de la Roche sur-Yon ; il était brave et expérimenté dans la guerre ; mais le supplice de Blondeau semble autoriser le reproche qu'on lui fait d'avoir suivi parfois les impressions d'un caractère dur et inhumain. On se ressentit surtout de la sévérité de ses châtimens dans le Languedoc et la Guyenne, dont son père lui avait confié la lieutenance, et où il réduisit plusieurs villes qui s'étaient tournées du côté des Anglais (2).

(1) Smolet, Hist. d'Anglet., t. vi, p. 359. — Vély, Hist. de France, t. x, p. 182.

(2) Art de vérifier les dates, 2^e partie, t. xiii, p. 71.

De 1363 à 1370, la Roche-sur-Yon faisait partie de la prévôté de Fontenay-le-Comte. Dans les pièces originales conservées de cette époque, nous la voyons donnée en apanage par Edouard III au prince de Galles son fils, et entrer pour une part dans le revenu que ce prince retirait du sceau des authentiques de Fontenay (4).

Mais, à cette dernière année 1370, l'autorité d'outre-mer commençait à chanceler dans le Poitou. Edouard crut nécessaire d'y envoyer du renfort, et chargea de venir au secours du prince de Galles le duc de Lancastre, son fils puîné. Celui-ci, qui s'était vu forcé, pour subvenir aux frais de l'expédition, de mettre en gage son beau comté de Richmon, se fit donner en dédommagement par son frère les seigneuries de la Roche-sur-Yon et de Bergerac. Cette cession, consentie au château de Cognac, est monumentée par la pièce suivante, assez curieuse pour être citée tout entière avec son orthographe et son style :

« Edward, ainzne filz du roy de Ffrance et d'Engleterre, prince
» d'Aquitaine et de Galles, duc de Cornoailles, conte de Cestre,
» seigneur de Biscaie et de Castre-d'Ordiales;
» Ffaisons savoir à touz, que pour la très grande affection et
» amour que nous avons a nostre très chier et très amé frère Jehan,
» duc de Lancastre, a ycelli nostre frere avons donne et donnons
» par cestes presentes nostre chastel ville et chastellanie de la
» Roche sur Yon avec touz les profitz et esmolumens rendes,
» revenues, homages et autres devoirs, et avec toute juridiction,
» haute moyene et basse appartenanz audit lieu, a avoir et tenir
» les dictes choses a nostre dit frère et aux hoirs mascles de son
» corps lovement procrééz, par ainxi que nostre dit frere facet à
» nous et à nos hoirs homage lige et les autres devoirs a nous
» apparteignanz et acostumez estre faiz, pour les terres et sei-
» gneuries susdictes. En tesmoing des quieux nos diz don et octroy,
» nous avons fait mettre nostre grand seele empendent à ces
» presentes.
» Donne a nostre chastel de Compnhac, le huytiesme jour d'oc-
» tobre, l'an de grâce mil troiz cenx sexante et dix. »

(2) M. Jules Delpit, Documents français qui se trouvent en Angleterre, t. 1, p. 148.

Malgré cet accroissement de fortune, et le charme que devait trouver un prince anglais à posséder quelque chose de cette belle terre de France, Jehan se lassa bientôt d'une guerre continuelle à soutenir contre des vassaux toujours moins dociles au joug étranger. Il ne tarda pas d'abandonner ses nouvelles possessions avec le commandement de toute l'Aquitaine à la garde du sénéchal 1371. de Poitou, qui était alors Thomas de Felton (1). Un an après, et par une endenture du 25 septembre, signée à la Rochelle (2), le duc afferma, *pour le prix de cynk cents marcs de la monnaie d'Angleterre*, à Thomas de Percy, qui venait de remplacer à Felton, à Jean Harpedenne et à Régnaud de Vivône, tous trois *chivalers*, les ville, chastel, chastellenie et ressort de la Roche-sur-Yon, avec tous les profits qu'ils pourraient faire sur les terres des seigneurs non encore soumis, comme étaient ceux de Laval et de Clisson; et dans le cas où ces derniers se rangeraient sous l'obéissance du roi d'Angleterre et du prince de Galles, ce qui diminuerait notablement ces profits, les fermiers devaient obtenir une diminution du prix de ferme, laquelle serait stipulée par des experts au choix des parties (3).

L'importance qu'avait alors la petite ville se voit assez par les contestations élevées entre Edouard et Charles V, qui venait de succéder à Jean sur le trône de France. Dès 1368, des difficultés avaient eu lieu entre eux pour la terre de Belleville, que l'Anglais voulait s'attribuer avec ses dépendances, quoique le traité de Brétigny l'eût exclue des concessions faites au vainqueur. Dans ces dépendances était la Roche-sur-Yon, qui paraît là encore comme une perle excitant la convoitise des gens d'outre-mer. Placée en effet sur les confins du Poitou et de l'Anjou, elle avait toujours été d'un grand secours pour défendre l'une et l'autre province, et s'en emparer c'était résoudre une des difficultés qui retenaient nos ennemis dans leurs limites. Edouard y tenait donc en proportion

(1) M. Jules Delpit, Docum. français qui se trouvent en Angleterre, t. I, p. CXLIV.

(2) Endenture, *indentura*. C'était, d'après Ducange, un acte signé ou scellé par les parties, et dont les bords étaient dentelés comme le sont aujourd'hui les passe-ports, les billets de commerce, etc., etc., afin qu'on pût au besoin reconnaître leur authenticité en les présentant à la souche.

(3) Delpit, p. CXLIV et 180.

des efforts que Charles faisait pour ne pas la rendre. Cette affaire s'étant compliquée de vives discussions sur les otages du roi Jean, qu'on retenait toujours à Londres, et sur l'hommage lige des seigneurs aquitains, que les deux rois prétendaient également recevoir, mais qui par les traités appartenait réellement au roi de France, il fallut négocier. — Des commissaires furent nommés. Ceux de France, tout en faisant réserve de l'hommage, sur lequel leur maître ne voulait rien céder, et à bonne raison, offrirent le Rouerge, le comté de la Marche, ce que le comte d'Etampes, Louis II, avait en Guyenne par sa femme Jeanne, veuve du connétable Gauthier de Brienne, tué à la bataille de Poitiers; enfin ils offraient encore la Roche-sur-Yon. Edouard, le plus grand chicaneur de son siècle, et dont la meilleure politique était souvent la mauvaise foi, se récriait sur l'estimation de ces terres, qui, disait-il, ne valaient *peut-être* pas celle de Belle-Ville. On eut beau lui répondre que ce qu'on lui présentait valait mieux que ce qu'on voulait recouvrer, et que les otages étaient pour beaucoup dans l'importance de cet échange, il trouva moyen de rompre les conférences, garda les seigneurs français prisonniers, et la Roche-sur-Yon demeura une place anglaise (1). Mais la guerre durant toujours dans le pays, et Jean de Montfort, duc de Bretagne, s'étant rallié à l'Angleterre, malgré son hommage prêté à Charles V le 13 décembre 1365, ce dernier chargea Duguesclin de s'emparer des États du traître; bientôt Rennes, Vannes et plusieurs autres places considérables furent enlevées. De la basse Bretagne au Poitou il n'y avait pas loin. Le connétable, pendant qu'il cernait le château de Derval, envoya Olivier de Clisson assiéger la Roche, éloignée 1373. seulement de deux ou trois journées. La garnison anglaise s'y défendit bien : plusieurs assauts furent énergiquement repoussés, et, suivant un usage peut-être regrettable de ces temps chevaleresques, où l'humanité marchait de front, quoi qu'on en ait dit, avec l'honneur militaire, on convint de se rendre si l'on n'était pas secouru dans treize jours. Le secours n'arriva point; la capitulation rendit la ville et le château à leurs premiers maîtres (2).

(1) Belleforest, chronique, *ad ann.* 1364.

(2) Smolet, t. VI, p. 381. — Vély, t. X, p. 275. — Froissard, t. 1^{er}, fo^{ec}clvij, dit

CHAPITRE IX.

De 1384 à 1423.

Olivier de Clisson, seigneur de la Roche. — Louis I^{er} d'Anjou et Yolande d'Aragon. — Origine des prétentions des ducs d'Anjou à la couronne de Naples et à celle de Jérusalem. — Louis II, duc d'Anjou, seigneur, et Isabelle de Bourgogne, dame de la Roche. — Suite de quelques chancelliers de la seigneurie à différentes époques de son histoire.

1384. En 1384, je trouve un sire de Clisson titulaire de la seigneurie de la Roche-sur-Yon. Ce ne peut être que le connétable Olivier, puisqu'il ne mourut que plus de vingt ans après, en 1407. Charles V lui aura probablement donné la forteresse que sa valeur avait rendue à la France, ou bien il la tenait de ses alliances avec les Belleville. Devenu maître de ce territoire, il confirme, cette année, les donations et privilèges stipulés jusqu'alors en faveur de l'abbaye des Fontenelles (1).

1388. En 1388, autre confirmation donnée par une reine de Sicile et de Jérusalem, dame de la Roche-sur-Yon, que les auteurs du *Gallia Christiana* ne nomment point (2), mais qui doit être Yolande, nièce de Martin, roi d'Aragon, mort en 1410. Cette princesse était femme de Louis, II^e du nom, duc d'Anjou, comte du Maine, de Provence, et roi de Naples par son père Louis I^{er}, à qui la reine Jeanne, sa mère adoptive, avait transmis le royaume de Naples en 1380 (3). Voilà donc l'origine des prétentions des ducs d'Anjou au titre de rois de Jérusalem, dont nous avons des preuves héraldiques dans le contre-scel du xv^e siècle.

C'est ce même Louis II qui, en qualité de seigneur de la Roche, fait apposer, le 13 octobre 1408, le scel de cet apanage sur le vidimé de lettres données par un Savary de Mauléon en faveur du prieur de Belle-Noue, dépendant de la Réau. Ce vidimé est signé par « *Jametus Symez*, clerc, garde du scel établi à la Roche-sur-Yon

que l'armistice dura *trente* jours, au lieu de *treize*. La ressemblance de ces deux mots a pu tromper les copistes.

(1) *Gall. Christ.*, t. II, col. 1434.

(2) *Ibid.*

(3) Art de vérifier les dates, t. XIII, p. 72 et 73.

pour Louis, roi de Jérusalem et de Sicile, et seigneur de ladite Roche (4). »

Je trouve encore à la date de 1440 une dame de la Roche-sur-Yon, désignée, dans un acte en faveur du monastère des Fontenelles, comme comtesse de Penthievre, vicomtesse de Limoges et dame de Clisson (2); mais son nom manque absolument dans l'acte. Cependant cette princesse ne peut être qu'Isabelle, quatrième fille de Jean Sans-Peur, duc de Bourgogne, qui épousa en 1406 Olivier de Blois, comte de Penthievre, vicomte de Limoges, et petit-fils du connétable Olivier de Clisson (3); ou sa mère, Marguerite, fille du même connétable, mariée en 1388 à un Jean de Blois, père d'Olivier (4). On voit que la seigneurie venait à l'une et à l'autre du chef de leur père et aïeul.

Je viens de nommer un garde du scel de la Roche-sur-Yon. Avant de continuer notre série de faits, je vais rassembler dans une courte digression les autres renseignements que mes recherches m'ont fournis à ce sujet.

On trouve un assez grand nombre de pièces authentiquées jadis par l'apposition de ce cachet; mais pas une, que je sache, n'en a conservé l'empreinte. Nous savons seulement par ces actes que la justice haute, moyenne et basse fut toujours rendue, et l'on y peut recueillir les dons de quelques-uns des sénéchaux et chanceliers. Le plus ancien titre de ce genre que j'aie trouvé remonte à l'année 1212. C'est la donation faite par Guillaume de Mauléon aux moines des Fontenelles, signée entre autres par *Ruffinello senescallo de Rupe* (5). Ce même Ruffinel signe en 1220 un autre don fait à l'abbaye de la Grenetière : *Senescallo de Roca super Oeon fluvium* (6).

En 1294, c'est un *vidimus* donné par *Andres de la Buxière, clers, garde dau scia de la seneschauchie de Poyto establi à la Roche-sur-Yon pour nostre seynnor le rey de France* (7).

(1) D. Fonten., t. xxiv, p. 273.

(2) Gall. Christ., *ubi suprà*.

(3) De Barente, Hist. des ducs de Bourg., t. III, p. 71.

(4) Art de vérifier les dates, t. XIII, p. 257 et suiv.

(5) D. Font., t. VIII, p. 413.

(6) D. Font., t. IX, p. 196.

(7) D. Font., t. IX, p. 265.

En 1346, le chancelier appose ainsi son protocole : *Robertus Jacobi, clericus, custos sigilli senescalchie Pictav. quondam apud Rocham super Oyon instituto* (1). En 1374, c'est « Pierre de la Baubretierre, scelleur et garde du scel établi en partie de la sénéchaussée de Poitou par monseigneur le duc de Berry et d'Auvergne (2) ; » en 1386, « Pierre de la Gaubretierre, porteur et garde de celui scel qui jadis fut pousé et établi aux contrats de la Roche-sur-Yon par nostre seigneur le roy de France. » Il est clair que ce chancelier est le même que le précédent, dont la première lettre a été changée dans l'une ou l'autre des pièces que je cite ; le même prénom, la proximité des dates, n'en laissent pas douter. Quant à la formule de *scel établi jadis*, elle se répète sur beaucoup de contrats, et paraîtrait consacrer une différence entre le sceau royal et celui du seigneur. Cette différence existait souvent en effet. Jusqu'au xiv^e siècle, les justices seigneuriales employèrent leurs sceaux particuliers ; ce n'est qu'après une ordonnance de Louis X, du 17 mai 1315 (3), que les baillis et les sénéchaux durent avoir de petits sceaux portant les armes du roi. Mais les seigneurs et les juges appartenant à des familles nobles n'abandonnèrent pas tous l'ancien usage ; ils se contentaient souvent de mentionner le sceau royal, le protocole du chancelier, et n'apposaient pas moins le leur : c'est ainsi que la pièce de 1386, vidimée par Pierre de la Gaubretierre, est réellement scellée du sceau du duc de Berry, comte de Poitou. Revenons à nos chanceliers.

En 1399, c'est encore Pierre de la Gaubretierre ouvrant un acte dans les mêmes termes que celui de 1374 (4). En 1408, nous avons vu Jamet Symez. En 1429, Nicolas Mélié, scelleur et garde dudit sceau, se désigne ainsi en tête d'un acte *passé en la cour du scel établi en la ville et chastellenie de la Roche-sur-Yon pour très-haut et très-excellent prince le roi de Jérusalem et de Sicile*. C'est le dernier que je rencontre, et je vais parler bientôt du prince René, dont il constatait la suzeraineté.

(1) D. Font., p. 463.

(2) T. XIV, 307.

(3) Ordonn. des rois de France, *ad hunc ann.* — D. Mabill. Diplomat., *passim*.

(4) D. Font., t. XIV, p. 307.

CHAPITRE X.

De 1423 à 1448.

Louis III, duc d'Anjou, vend à réméré la seigneurie de la Roche à Pierre de Beauvau. — Le bon roi René. — Ses malheurs dans la guerre de Naples ; sa vie privée en Anjou, et ses chasses à la Roche-sur-Yon. — Le séjour de cette seigneurie abandonné à des capitaines. — Les Chabot et leurs violences. — René fait un accord avec les religieux des Fontenelles. — Droit du prieur de St-Lienne de nommer un maître d'école au Poiré. — Institution de l'ordre du Croissant.

Le duc d'Anjou, Louis III, ayant continué d'élever sur les 1423. royaumes de Sicile et de Jérusalem les prétentions que la reine Jeanne de Naples avait léguées à son aïeul Louis I^{er}, se trouvait en Italie en 1423. Les collaborateurs de D. Clément n'ont pas mentionné ce fait, qu'établissent les lettres de Louis, datées de Rome, le 4^{er} juillet, et donnant pouvoir à sa mère, Yolande d'Aragon, de gouverner et administrer en son absence toutes ses provinces (1). Cette pièce, dont je dois la communication à l'obligeance de notre excellent collègue M. Rédet, est citée dans un acte de vente de la ville, châtellenie et terre de la Roche-sur-Yon à Pierre de Beauvau, chevalier, sous condition toutefois que l'acheteur n'en pourrait rien distraire comme objet de vente au-dessus d'une valeur moyenne de cent livres tournois par an. Cette condition s'explique par la clause de réméré à laquelle l'acquéreur se soumettait pour le cas où le duc d'Anjou ou ses héritiers auraient voulu reprendre le domaine, aliéné seulement, disait Yolande, « pour aider à supporter partie » des charges et grands affaires que nostredit filz a de présent à » soustenir pour la conquête de sesditz royaumes et pour mieux » refourmer l'estat de la seigneurie. » Nous pouvons croire, en effet, que l'estat de sa seigneurie avait besoin de *refourme*, si nous observons que sur les *six mille escuz d'or* reçus comptant, le vendeur accorda trois cents livres tournois *pour les employer et convertir en la réparation dudit chastel* (2). Or ces 300 livres tournois représentaient

(1) Copie d'un vidimus du 18 novembre 1425. — Archives du département de la Vienne.

(2) L'écu d'or était, en 1423 et en 1425, d'après Leblanc, *Traité des mon.*, à la taille de 64 au marc, et à 23 carats de loi. Sa valeur intrinsèque serait donc aujourd-

une valeur actuelle de 50,000 fr. De plus, on convenait aussi que, « ou cas que par fortune de guerres des Anglois qui de présent sont » en ce royaume ou autres ennemis, ledit chastel seroit prins et » conquis sur ledit acheteur ou sur ses gens et officiers, et que » lui, ses héritiers ou ayans cause seroient deboutez de la possession... et de la revenue, » Yolande ou son fils donneraient aux parties lésées « jusqu'à la valeur de 600 liv. tournois de rente par » chacun an en pays de Provence. » Que si les vendeurs ou leur descendance voulaient, quand bon leur semblerait, recouvrer la propriété de l'objet vendu, le rachat se ferait moyennant les sommes reçues par eux comme prix de la vente actuelle, à laquelle somme on ajouterait tout ce que le sire de Beauvau aurait dépensé en *réparations et autres loyaux costs* au delà des 300 liv. à ce octroyées. Ce contrat fut signé, après la reine, par les évêques d'Angers et de Fréjus, dont le premier était chancelier du comte; le sire de Trèves, un juge, l'archidiaque de la cathédrale, et un chanoine du nom de Jehan Porchier, nom malheureux en Poitou, et qui deux ans auparavant avait figuré fort mal aux fourches patibulaires de Chauvigny, comme je l'ai raconté ailleurs (1).

Ce Pierre de Beauvau, qui achète ici la seigneurie et la paye un si haut prix à beaux deniers comptants, était issu d'une ancienne et illustre famille célèbre dans l'Anjou dès le commencement du ^x^e siècle (2). Il fallait, au reste, que la ville de la Rochesur-Yon eût une grande valeur de position, pour qu'on attachât un si grand prix à la recouvrer un jour. C'est ce qui explique d'autant mieux la cause de réméré si nettement posée au sire de Beauvau, l'attention qu'avait eue le comte Alphonse de s'en assurer la possession avant son départ pour la Palestine; de là aussi les contestations sur le même point entre la France et l'Angleterre, et enfin la convoitise de Louis XI, qui finira par se l'attribuer.

1434. Louis III étant mort sans enfant en 1434, l'Anjou échut à René son frère, qui, déjà duc de Lorraine et de Bar par sa femme Isa-

d'hui de 12 fr. 63 c., qui, multipliés par 6,000, et évalués au taux de notre monnaie actuelle comparée à celle du temps, portent les 6,000 écus d'or jusqu'à 757,800 fr.

(1) Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest, 1840, p. 363.

(2) Biographie universelle.

belle, devint aussi comte de Provence, hérita des droits de sa famille au royaume de Naples et de ses prétentions à celui de Jérusalem. On sait les malheurs de cet excellent prince et les agitations de sa vie. Le comte de Vaudemont lui disputa d'abord le duché de Lorraine, et, le bon droit succombant à Bullègneville, en 1431, René tomba entre les mains de son injuste compétiteur, qui le retint prisonnier au château de Dijon jusqu'à la mort de Louis III. Étant devenu libre, en 1436, au moyen d'une grosse rançon, il se dirigea sur le royaume de Naples. Ses premiers succès furent suivis de revers, et son rival, Alphonse V, roi d'Aragon, finit par rester maître du royaume en 1442. 1436.

René, qui, malgré sa valeur et son entente des choses militaires, aimait les arts, les lettres, et par conséquent le repos que demande leur culture, se consola de cette perte en revenant à une sorte de vie privée où les tournois, la poésie, la peinture, les actes de bienfaisance, signalèrent de plus en plus l'éclat de son esprit et la bonté de son cœur. On aime à le voir, dans les naïfs et attachants récits de Bourdigné (1), « resjouyr sa vieillesse à son puissant chastel » d'Angiers, édifier galeries et jardins, faire viviers et piscines pour » nourrir poissons, les voir nager et esbattre par l'eau clère; avoir » oiseaulx de diverses manières en buissons et arbresseaulx pour en » leurs chants se délecter. » Souvent il allait visiter le couvent de la Baumette, ermitage qu'il avait fondé et fait tailler dans le roc sur les bords de la Loire, au-dessus d'Angers; ou bien avec les bourgeois de la ville, les artistes et les savants attirés à sa cour, il se rendait pour deviser dans son autre solitude de la *Reculée*, élevée aussi par ses soins sur la rive opposée du même fleuve. Souvent encore il s'esbattait à la chasse du cerf dans ses domaines de Launay, de Baugé et de Beaufort: La forêt de la Roche-sur-Yon devenait parfois le lieu de ces rendez-vous chevaleresques; alors, peut-être, le château se ranimait à la présence du suzerain et de sa noble *compagnie*. Mais ces beaux lieux ne lui appartenaient pas en propre: plus d'une fois René aura regretté la perte de ce magnifique domaine, que sa famille et lui avaient perdu sans retour, et dans lequel un séjour pas-

(1) Cité par M. de Quatrebarbes, t. 1^{er} de sa magnifique publication des Œuvres complètes du roi René.

sager et cérémonieux, dû aux politesses des seigneurs de Beauvau, ne lui permettaient pas de planter en ces *vergiers*, et sous la bénigne influence de ces aspects pittoresques, « les fleurs de ceillels de Provence, roses de Provins et de muscadetz, et plusieurs autres singularités ignorées en Anjou auparavant. » Sauf ces apparitions du *bon roi*, comme le peuple l'appelait, d'un nom glorieusement consacré par quatre siècles, la demeure seigneuriale devait être depuis longtemps solitaire, ou du moins privée des hauts représentants de la féodalité angevine; elle ne voyait plus que des hommes de guerre y tenant garnison plus ou moins considérable, selon les besoins du temps et les recrudescences de guerre qu'y apportait le séjour des Anglais. Cela étant, le pays gagnait peu; il n'avait plus pour maîtres au manoir que les capitaines chargés d'y représenter le seigneur tant bien que mal, et les archives poudreuses de cette époque nous ont transmis des faits d'où nous pouvons conclure que de tels défenseurs étaient d'assez mauvais voisinage. Ce reproche pèse particulièrement sur les membres en assez grand nombre de l'illustre famille des Rohan-Chabot, qui semblent s'être perpétués aux *xv^e* et *xvi^e* siècles dans la capitainerie du château, dont ils habitaient d'ailleurs les environs dès le commencement du *xiii^e* siècle. Je vois l'un d'eux, dès 1425, possédant *sous la Roche* cette terre du Payré ou Poiré dont nous avons vu quelques revenus donnés par Béatrice à l'abbaye des Fontenelles; il donne en partage cette terre 1437. à l'aînée de ses deux filles (1). En 1437, était capitaine pour René, Perceval-Chabot, seigneur de la Turmelière et de Liré. Il donne, en septembre de cette année, à Estienne Bernard, trésorier du comte, quittance de cent réaux d'or à 30 fr. la pièce sur l'octroi fait à lui, Chabot, par les sujets de la châtellenie. Ces officiers tiraient donc un assez bon revenu de leur charge. Plût à Dieu qu'ils n'en eussent tiré que cela! Jacques de Chabot, fils de Tristan, capitaine de la forteresse de Luçon, commandait celle de la Roche; secondé par ses deux fils, Léon et Germain, il prit le parti, pour mettre fin à l'opposition faite par un seigneur de Jaunay au mariage de sa fille, d'enlever celle-ci de vive force: Agnès de Jaunay demeura donc quelque temps enfermée sous la garde du ravisseur, qui l'épousa enfin par

(1) Dict. des fam. du Poit., t. 1. p. 573.

contrat du 15 avril 1443. Lui et ses deux fils obtinrent, trois ans après, 1446, des lettres de rémission pour un crime qui n'entraînait pas moins que la peine de mort. Cette indulgence n'empêcha pas, elle encouragea peut-être un autre acte de violence de la part de Germain, qui, ayant succédé à son père, enleva un jour Geoffroy de Féron, trésorier de France dans la généralité d'Angers, et le retint prisonnier sous je ne sais quel prétexte. Il fallut aussi à cet étrange dépositaire de l'autorité du plus bénin des princes une amnistie qui le lava bientôt après de cette vexation arbitraire. Ce n'est pas le dernier reproche que l'histoire adressera aux Chabot.

Pour en revenir à René, que les capitaines nous ont fait oublier un instant, nos cartulaires ont conservé les témoignages de sa bienveillante pitié envers les moines des Fontenelles. Par lettres écrites à Aix le 7 juin 1448, il approuva et confirma leurs privilèges, à la charge par eux d'un anniversaire de prières et de messe pour le repos de son âme (1). C'est cette même année qu'il fonda à Angers l'ordre chevaleresque du Croissant, et que fut rendu un arrêt dont le fond est d'autant plus remarquable aujourd'hui, qu'il fait une des plus importantes questions de la civilisation moderne.

Dans ce xv^e siècle, les études florissaient, et l'Eglise s'appliquait, comme toujours, à les répandre et à en conserver le droit. A une époque bien antérieure, et probablement dès l'origine, le prieur de St-Lienne avait eu, entre autres privilèges, celui de mettre dans la paroisse du Poiré *un homme clerc et lettré pour tenir les écoles en icelle*. Vincent, seigneur de Pont-de-Vic, dans cette même paroisse, contesta ce droit au prieur, et tout d'abord y mit empêchement. Mais une sentence de palais débouta Vincent, et maintint le prieuré.

Quant à l'ordre du Croissant, il fut institué non en 1464, comme plusieurs l'ont dit à tort, mais cette même année 1448. René le mit sous l'invocation de St Maurice, patron de la ville d'Angers, et le forma de cinquante chevaliers dont aucun n'était distingué des autres par aucun grade ni dignité. Il fallait faire preuve, pour y être admis, de quatre lignes de noblesse, être duc, prince, marquis ou comte, ou du moins issu d'ancienne chevalerie. Un Bertrand de

(1) Gall. Christ., t. II, col. 1434.

Beauvau, allié par son mariage à la maison d'Anjou, fut le premier sénateur : c'était comme le chef de l'ordre ; il était élu annuellement, mais sans aucune prérogative au-dessus de ses confrères. Le costume des membres était blanc, relevé de velours cramoisi. D'un croissant porté sur le bras droit, avec la devise : *Los en croissant*, pendaient plusieurs aiguillettes d'or, désignant par leur nombre celui des occasions périlleuses où le chevalier s'était signalé (1). Cet ordre s'éteignit avec son fondateur, qui s'était efforcé, en le créant, de ranimer les dernières lueurs de la chevalerie, astre déjà presque éteint, et dont la disparition allait enlever à l'histoire le plus attrayant de ses prestiges comme le plus sûr mobile des nobles actions.

CHAPITRE XI.

De 1448 à 1484.

Une alliance des Beauvau avec la maison de Vendôme fait passer la Roche dans la famille de Bourbon. — Ses rapports avec la baronnie de Champigny. — Hommage de René d'Anjou à Louis XI pour la Roche. — Mort de René. — Mort de Louis de Beauvau. — Jeanne de Bourbon, dame de la Roche, et Louis de Joyeuse, seigneur. — Erreur du P. Anselme.

Nous avons vu comment une nouvelle famille était devenue propriétaire de la Roche par l'acquisition qu'en avait faite Pierre de Beauvau. Pierre eut un fils nommé Bertrand, qu'aimait beaucoup le roi René, et à qui il avait fait épouser Marguerite, une des deux filles naturelles qu'il avait eues dans sa jeunesse, et non Blanche, comme Vély l'a dit par mégarde. Bertrand eut pour fils Louis, qui devint premier chambellan du prince, sénéchal d'Anjou, et mérita l'estime et l'attachement de son maître autant que la vénération de tous ceux qui le connaissaient. Louis épousa Marguerite de Chamblei. De ce mariage naquit une fille unique, Isabelle de Beauvau. 1454. qui, en épousant, le 9 novembre 1454, Jean de Bourbon, V^e de nom, comte de Vendôme, est qualifiée dans le contrat *dame de Champigny-sur-Frèude et de la Roche-sur-Yon*. Louis de Beauvau lui-même y est dit seigneur de la même terre (2). Cette généalogie

(1) Vély, *Hist. de France*, t. XVI, p. 340.

(2) *Art de vérifier les dates*, t. X, p. 426 ; — t. XII, p. 507.

assez obscure jusqu'ici, ne m'est apparue qu'à grand'peine à travers les vieux livres, qui me l'ont enfin montrée dans toute la vérité de ses détails (1).

Ici va s'ouvrir une phase toute nouvelle pour l'histoire du vieux manoir. Jean de Bourbon était trisaïeul du roi Henri IV. Isabelle lui donna plusieurs enfants, et forma ainsi la branche de nos rois qui porta le nom de Bourbon-Vendôme. De ces enfants nous allons voir le second devenir la tige des princes de la Roche-sur-Yon, qui furent plus tard ducs de Montpensier. Moréri a remarqué que par cette alliance toutes les têtes couronnées de l'Europe descendaient de la maison de Beauvau. On s'explique aussi par elle pourquoi ces deux derniers titres se trouvent ensuite pendant si longtemps unis dans les mêmes personnes à la baronnie de Champagne.

Le 12 mars 1462, René prêta foi et hommage pour le duché d'Anjou et ses dépendances, entre autres Loudun et la Roche-sur-Yon, à son neveu Louis XI (2). Comment cette dernière place est-elle comprise dans cet acte de soumission? c'est une question à éclaircir. Il semble que l'hommage aurait dû se prêter par Isabelle ou Louis de Beauvau. Peut-être la condition de réméré et la suzeraineté naturelle du duc d'Anjou établissaient-elles ainsi ce point dans les *coutumes* provinciales. Quoi qu'il en soit, il paraît que cette cérémonie eut lieu à Bordeaux, d'où le roi de France data les lettres d'attestation. A partir de cette époque, René, dont les excellentes qualités ne furent pas récompensées en ce monde, ne trouva plus autour de lui que des sujets d'amertume; et comme s'il n'eût pas suffi à ses épreuves de perdre l'un après l'autre son fils et son petit-fils, dont la mort le laissa sans héritiers directs, il fallut encore qu'il excitât l'envieuse cupidité de l'astucieux Louis XI, et celui de ses parents auquel il aurait dû pouvoir se fier le plus n'eut pas honte de convoiter l'Anjou. Sous le grossier prétexte d'anciennes intelligences entre René et le duc de Bourgogne, le roi proposa au parlement d'instruire le procès du prince le plus loyal du royaume. Le parlement opposa adroitement des difficultés sur la forme à

(1) Le P. Anselme.

(2) M. Marchegay, *ubi suprà*.

suivre. Alors le roi, ne pouvant s'emparer de la province *par justice*, s'en saisit, mit garnison dans le château d'Angers, et réunit tout le duché au domaine de France; mais il le restitua bientôt après. René, tranquille enfin, se retira en Provence, où il vécut adoré de son peuple jusqu'à l'âge de 72 ans, et mourut à Aix le 10 juillet 1480 (1).

- Louis de Beauvau étant à Rome pour une mission importante
1472. près du saint-siège, y mourut en 1472; sa fille Isabelle le suivit de
1475. près au tombeau, étant morte en 1475.

- Jean de Bourbon et Isabelle eurent une fille nommée Jeanne.
1477. Elle épousa, le 3 février 1477, Louis de Joyeuse, chambellan de Louis XI, seigneur de Bothéon en Forez, et comte de Grandpré. La Roche lui appartenait; elle l'apporta à son époux, et le roi, qui avait fait ce mariage, leur confirma la pleine et entière possession de cette terre par lettres du 28 avril 1479 (2).

1481. En décembre 1481, cette confirmation est renouvelée je ne sais pourquoi. Mais je remarque ici une erreur du P. Anselme, qui a confondu cette confirmation avec une donation nouvelle qu'il suppose faite à un Louis, II^e du nom, fils de Tanneguy, vicomte de Joyeuse, lequel Louis aurait été différent de celui qui précède. Moréri, mieux instruit de la véritable filiation de cette famille, montre ce prétendu donataire comme étant le même qui fut nanti en 1479 par son mariage, et devint la tige des comtes de Grandpré. M. Marchegay n'avait pas observé ce double emploi en publiant les quelques notes recueillies avant lui par le savant religieux.

Jeanne de Bourbon mourut en 1487. Louis lui survécut jusqu'au 4 mars 1498.

CHAPITRE XII.

De 1484 à 1539.

Louis de Bourbon, I^{er} du nom, duc de Montpensier, devient prince de la Roche-sur-Yon. — Il protège le chapitre de Champigny-sur-Veude. — Extinction de la ligne masculine des Chauvigny. — Louis, II^e du nom, duc de Montpensier. — Période

(1) Art de vérifier les dates, t. x, p. 428; — t. xiii, p. 81.

(2) Moréri, aux mots *Joyeuse* et *Bourbon*. — M. Marchegay, *loc. cit.*

d'obscurité pour la Roche. — Rapports toujours maintenus entre le prieuré de St-Lienne et le chapitre de St-Hilaire. — Louis II acquiert la souveraineté de Dombes. — Monnaies à son type.

Jeanne et Louis avaient cessé de posséder avant leur mort la seigneurie de la Roche, qui avait changé ce titre en celui de principauté. Le premier qui paraît s'en être qualifié est Louis de Bourbon, 1^{er} du nom, second fils de Jean de Bourbon et d'Isabelle de Beauvau. Il était frère de Jeanne, et c'est sans doute par un arrangement de famille que cette transmission se sera faite. Déjà il possédait au nombre de ses apanages le *comté* (1) de Montpensier et la baronnie de Champigny-sur-Vecde, qui appartenaient depuis longtemps à la famille royale de France. Louis assista en 1484 au sacre de Charles VIII. Les auteurs du *Gallia* 1484. *Christiana* le signalent comme ayant protégé singulièrement le chapitre de Champigny, et citent des lettres enregistrées au parlement de Paris, constatant le droit accordé, sur sa demande, au doyen de cette collégiale, de porter les insignes épiscopaux. Cette concession, qui n'eût pas été du goût de St Bernard (2), fut ratifiée en 1502 par Pierre d'Amboise, évêque de Poitiers (3).

1502.

1503.

Le 23 mars 1503, il épousa à Moulins Louise de Bourbon-Montpensier, veuve d'André de Chauvigny, seigneur de Châteauroux, en qui finit la ligne masculine de l'illustre maison de Chauvigny. Cette princesse était fille de Gilbert de Bourbon, comte de Montpensier, et de Claire de Gonzague, et me paraît être parente au 4^e degré de ce second mari. Lors de cette union il y avait un peu plus d'un an qu'André était mort, instituant sa femme légataire de tous ses biens, à très-peu de chose près. Les autres héritiers attaquèrent le testament : de là un procès qui, d'appels en appels, et après beaucoup de frais, comme de raison, se ter-

(1) La terre de Montpensier fut érigée en *comté* vers le milieu du xiv^e siècle ; elle ne devint *duché* qu'en 1538, par lettres de François 1^{er}, données au mois de février et enregistrées au parlement le 6 mars suivant. Le titre de pairie qui y avait été joint par les mêmes lettres ne fut confirmé qu'en 1606. Il faut donc regarder Louis 1^{er} de Bourbon comme souche d'où sortirent des *ducs*, quoiqu'il n'ait porté lui-même que le titre de comte. — Voir Moréri.

(2) V. le livre du saint, intitulé *de Consideratione*.

(3) *Gallia Christ.*, t. II, col. 1202.

mina en 1519 par une transaction peu avantageuse aux légitimes possesseurs (1).

1515. En 1515, Louis de Bourbon, comme membre de la famille royale de France, portait avec d'autres seigneurs le deuil d'honneur aux funérailles de Louis XII, où un autre seigneur du Poitou, le sire de la Trémoille, portait la bannière toute semée de fleurs de lis d'or (2).

Amateur des arts et de la magnificence, il consacra, de concert avec Louise, des sommes énormes à l'embellissement de sa terre de Champigny. Il y fit construire le château, confondu vers 1630 dans une ruine commune avec tant d'autres que le cardinal de Richelieu fit démolir. C'est à lui aussi qu'on doit la sainte Chapelle, chef-d'œuvre de goût, remarquable surtout par ses curieuses et magnifiques verrières, et qui fait encore, en même temps que l'admiration des voyageurs, un beau sujet d'étude pour les archéologues (3). Ce monument fut érigé en collégiale, probablement par les fondateurs, quoique Thibaudeau l'attribue, sans en donner de preuve, à leur fils, Louis II. C'est là qu'ils furent reposer du
1520. dernier sommeil, l'un en 1520, l'autre seulement en 1561, destinée ainsi à survivre de beaucoup à ses deux époux, et âgée alors de plus de 80 ans.

Leur fils, Louis II de Bourbon-Montpensier, né à Moulins le 40
1538. juin 1513, posséda après eux la Roche-sur-Yon. En 1538 il épousa Jacqueline de Longwic, comtesse de Bar-sur-Seine, puis en 1570 Catherine de Lorraine, fille du fameux duc de Guise. On croit que c'est à l'occasion de son premier mariage qu'il orna la sainte Chapelle de ses beaux vitraux (4). Parmi ses enfants, tous du premier lit, je remarque une Jeanne qui fut abbesse de Ste-Croix de Poitiers en 1570, et passa ensuite au monastère de Jouare, qu'elle gouverna aussi jusqu'à sa mort, arrivée en 1624. Ce prince s'est acquis dans les combats une réputation que l'histoire a consacrée. Fait prisonnier en 1557 à la bataille de St-Quentin, il s'en vengea

(1) La Thomassière, *Hist. du Berry*, p. 535 et suiv., in-f°.

(2) D. Félibien, *Hist. de Paris*, t. IV, p. 632.

(3) Le P. Anselme, t. I, p. 353.

(4) M. de Chergé, *Notice historique sur Champigny*, dans les *Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, 1837, p. 150.

deux ans après en décidant successivement le gain de celles de Jarnac et de Moncontour. En 1574 il commanda l'armée envoyée en Poitou contre les huguenots qui venaient de reprendre les armes. Il y réduisit plusieurs places, entre autres Talmont, Mirebeau, Lusignan, et s'occupait au siège de Fontenay-le-Comte, vaillamment défendu par Giron de Bessay et d'autres seigneurs poitevins engagés dans le protestantisme, lorsqu'il fut rappelé à la cour par les prévisions qu'avait Catherine de Médicis de la mort prochaine de Charles IX. Après la mort du roi, il revint en Poitou, recommença le siège, et prit la ville après un assaut de plusieurs jours (1). Avec la gloire d'un grand capitaine, il laissa malheureusement aussi une réputation d'entêtement et de ténacité qui lui fit faire bien des fautes, non moins que son avarice, qu'on ne peut guère plus excuser que sa cruauté dans les guerres civiles. Brantôme, qui rit de tout, en a parlé peu avantageusement sous ce rapport, et prouve que sous d'autres aussi importants le prince n'était guère plus scrupuleux que les gens de cour de cette époque licencieuse (2).

Nous ne voyons pas que la principauté de la Roche-sur-Yon se fasse remarquer à cette époque par ses rapports avec les nouveaux possesseurs. Leur grandeur, leur poste à la cour et dans les affaires, lui ont fait tort, et c'est loin d'elle que se passent les événements où elle ne figure que par son nom. Cependant le prieuré de Saint-Lienne y conserve toujours sa marche silencieuse et paisible à travers les temps. Le 47 mai 1538 il est cité dans un acte du chapitre de Saint-Hilaire avec le titre de prieuré-cure. Il paye encore exactement chaque année la rente de X sous que St-Hilaire percevoit depuis l'an 1092, ce dont fait foi une quittance datée de 1539, la dernière que je trouve. Enfin il paraît que le zèle de la bonne amitié s'était quelquefois exercé de la part des moines envers la célèbre collégiale jusqu'à lui faire de petits cadeaux; car, dans un état du trésor de celle-ci dressé en 1541, on cite un *corporalier couvert de velours violet, en forme d'un livre, donné par le prier de la Roche, servant à deux fremouères d'argent doré* (3).

(1) Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay, par M. Fillon, t. 1^{er}, p. 148 et suiv.

(2) Brantôme, OEuvres complètes, t. ix, p. 322 et suiv. et 334.

(3) Dom Fonten., t. xii, p. 268.

Louis II, qui avait vu son comté de Montpensier érigé en duché par François I^{er}, avait ambitionné aussi un autre avantage d'une bien plus haute portée. Héritier naturel du connétable de Bourbon, dont les biens avaient été séquestrés en 1526, son père, Louis I^{er}, avait réclamé après la mort du duc ; mais les domaines furent, malgré tout, unis à ceux de la couronne ; les Dombes s'y trouvaient comprises. Cependant la famille de Montpensier n'abandonna pas ses instances, que Charles-Quint appuya, et dont il fit une condition du traité de Madrid. Après la mort de l'empereur, l'affaire était encore en suspens, et les débats durèrent jusqu'en 1560, qu'on les termina enfin en faveur des demandeurs. Ce ne fut cependant qu'en 1564 que le duc fut recevoir lui-même l'hommage de ses vassaux et tenanciers. On conserve dans les cabinets différents types de monnaies marquées à son coin : ce sont des pistoles et demi-pistoles d'or, des testons d'argent, des douzains et des liards de billon, des doubles et deniers tournois de cuivre. Celles de ces pièces les plus répandues portent les millésimes variés de 1574 à 1582. Elles montrent généralement la tête de Louis à gauche, avec la légende *Ludovicus dux Borbonii dux Montispenseri, princeps Dombarum* ; — au revers, l'écu aux armes de Bourbon, ou une croix qui varie souvent de forme, et presque toujours la devise : *Dominus adjutor meus et redemptor meus*. On a aussi des médailles frappées à Trévoux comme les monnaies, et sur lesquelles il est représenté à cheval (1).

Louis II mourut le 23 septembre 1582. Il fut, comme son père, enterré dans les caveaux de la sainte Chapelle de Champigny, au-dessous des croisillons, où leur postérité devait aussi venir les rejoindre (2).

CHAPITRE XIII.

De 1539 à 1569.

Charles de Bourbon-Montpensier, duc de Beaupréau, devient prince de la Roche-sur-Yon. — Jacques de la Roche-sur-Yon, évêque de Langres. — Henri, fils de Charles.

(1) M. Mantellier, *Notice sur les monnaies de Trévoux et de Dombes*, p. 33, in-8°. Paris, 1844.

(2) Ste-Marthe, *Histoire de la maison de France*, t. II, p. 215 à 230, *passim*.

— Sa mort funeste à Orléans. — Anecdote racontée par Brantôme. — Répartition des Chabot ; leurs violences envers les vicaires de la Roche.

Il paraît que du vivant de Louis II le titre de la Roche-sur-Yon avait été cédé, sans doute comme apanage des puînés, à son frère Charles de Bourbon, qui fut aussi duc de Beaupréau et gouverneur du Dauphiné : c'était donc une branche cadette qui s'établissait dans la propriété ; mais cette fois elle valait bien l'aînée. Charles donna de fréquentes preuves de bravoure et de talent militaire dans les guerres que la France soutint sous les rois François I^{er}, Henri II, François II et Charles IX. N'ayant par lui-même qu'un modique patrimoine, il se fit une grande fortune en épousant en 1539 Philippine de Montespedon, veuve du maréchal de Mon- 1539.
tejan et dame de Beaupréau, par laquelle on voit que cette belle seigneurie entra dans la maison de Montpensier. En 1544 il s'en- 1544.
ferma dans Châlons-sur-Marne, assiégé par les troupes de Charles-Quint, et fut pris dans une sortie. En 1552 il concourut dans Metz, où l'élite de la noblesse était allée se jeter avec le duc de Guise, à la défense de cette place contre les Impériaux, qui furent obligés de lever le siège (1). Après son mariage, il s'était fait remarquer à la cour avec plus d'éclat que beaucoup d'autres seigneurs qui l'avaient éclipsé jusqu'alors. Mais il fit surtout briller ce grand état de maison quand il fut chargé, en 1559, de conduire en Espagne Elisabeth, fille de Henri II, qu'un traité de paix avec la France venait de donner pour seconde épouse au fils de Charles-Quint. Il signa après son père au contrat de mariage, où il prend le titre de prince de la Roche-sur-Yon, qu'il avait par conséquent dès ce temps-là. On le retrouve au même titre sur le contrat de mariage passé la même année entre Emmanuel-Philibert de Savoie et Marguerite de France, duchesse de Berry. Il y signa après son père (2).

Revenu d'Espagne, il était en 1561 lieutenant général com- 1561.
mandant pour le roi Charles IX la ville de Paris ; et quand ce prince ordonna que toutes les armes restées aux mains des habitants fussent portées à l'hôtel de ville, Charles de Bourbon

(1) Daniel, *Hist. de France*, t. VII, p. 893 ; — t. VIII, p. 72.

(2) D. Fonteneau, t. XXIII, p. 89 et 98.

fut chargé de transmettre, le 21 octobre, à la grand'chambre, les lettres patentes données à cette fin (1).

1562. Je ne sais précisément en quelle année la principauté échet à Jacques de la Roche-sur-Yon, qui fut élu en 1562 évêque et duc de Langres. Quelques-uns des biographes de ce prélat ont prétendu qu'il était né d'un laboureur; mais d'autres, le regardant comme fils naturel de Charles de Bourbon, dont je viens de parler, attribuent ce qu'on a dit de l'obscurité prétendue de sa naissance au soin qu'eut son père de le faire élever par un paysan de Tillar, village du diocèse de Beauvais (2), dont il passait sans doute pour être le fils. En 1562, le siège de Langres ayant vaqué par la mort de Claude de Longwic, le même qui avait été administrateur du diocèse de Poitiers, le chapitre voulait le remplacer par Anne du Châtelet ou Claude de Bauffremont, qui se partageaient les voix; mais Charles IX fit élire Jacques. Le *Gallia Christiana* et le P. Viguier, dans sa *Généalogie des comtes de Champagne*, se sont trompés en disant qu'il mourut en 1565, et qu'il ne vint jamais dans son diocèse. Le P. Anselme (3) relève cette erreur en prouvant qu'il vivait encore en 1568.

Jacques de la Roche-sur-Yon portait *écartelé au 1^{er} et 4^e d'azur à 3 fleurs de lis d'or.*

1565. Que Jacques ait été ou non le fils d'un villageois du Beauvoisis, ou celui d'un prince de la première maison de l'Europe, il est certain que Charles de Bourbon mourut en 1565 sans laisser d'enfants légitimes, le seul qu'il eût eu de Philippine de Montespedon étant mort avant lui. Ce fils avait été aussi prince de la Roche-sur-Yon et marquis de Beaupréau. Il est connu sous le nom de Henri de Bourbon. « C'étoit, dit Brantôme (4), l'un des beaux, gentils et honnêtes jeunes princes qu'on eût su voir. » En 1560, la cour ayant donné un tournoi à Orléans, « où le roi et toute la jeunesse se jouoient à cheval, » Charles-Robert, comte de Maulévrier, renversa Henri d'un coup de lance et le tua. Quelque involontaire que fût ce malheur, Charles

(1) D. Félibien, *Hist. de Paris*, t. III, p. 683.

(2) Du Tems, *Clergé de France*, t. IV, p. 520.

(3) *Hist. général.*

(4) *Ubi supra*, p. 334.

de Bourbon en éprouva un tel ressentiment contre Maulévrier, qu'il promit de venger dans son sang la mort de son fils, et il fallut toutes les instances du roi Charles IX et de la reine sa mère, pour obtenir un peu de sécurité au malheureux vainqueur, qui s'était enfui. Cette promesse n'empêcha pas qu'à quelque temps de là, les deux personnages s'étant rencontrés, « mondit sieur le prince, dit » le gentilhomme périgourdin, mit l'espée au poing. Ce fut à l'autre à avoir bonnes jambes, et par bonne rencontre va trouver une fuyée, qu'il contourna plusieurs fois, ainsi que monsieur le prince le poursuivait, toujours l'espée au poing. Enfin il se sauva glamment, dont il y eut après de la risée parmi nous (1). »

Vers ce temps nous rencontrons au château de la Roche un Léon 1565.
Chabot qui y demeure en qualité de commandant. C'est un petit-neveu de ceux qui y gouvernaient au siècle précédent, et dont les hoirs s'y étaient sans doute maintenus sans interruption. Celui-ci, seigneur de Puyraveau, fut dispensé de se trouver en 1557 au ban de la noblesse du Poitou, parce qu'il servait comme archer dans la compagnie du prince de la Roche-sur-Yon, Henri, tué dans le tournois d'Orléans. Mais il paraît qu'ils avaient embrassé les nouvelles opinions religieuses, et que Léon en profitait à l'avantage de sa bourse et de ses plaisirs, comme toute la noblesse d'alors, qui n'avait réellement eu aucun motif plus sérieux de changer de religion. On peut voir dans un opuscule de M. Fillon (2) comment le capitaine Chabot s'entendait à faire des épisodes aux guerres civiles, et l'aventure de René de Colombier ne prouve pas en lui beaucoup de dispositions aux scrupules. Le 7 juin 1565, il fut nommé lieutenant du château (3), où il se trouvait encore dix ans après. Mais alors il n'était pas encore calviniste, je pense; car ceux de ce parti étant venus assiéger la forteresse, soit que Léon ait été forcé de la rendre et de s'en justifier ensuite, soit qu'il ait eu besoin de prouver plus tard l'énergie de sa défense, il se fit donner, le 25 septembre 1575, par les paroissiens de Venansault, une attestation en bonne et due forme qu'il avait bien défendu la place (4). En 1781, cette pièce

(1) Brantôme, *ubi supra*, p. 334.

(2) Un capitaine de compagnie franche à la fin du XVI^e siècle, in-8°, Fontenay, 1847.

(3) Dict. des fam. du Poitou, au mot CHABOT, *passim*.

(4) Affiches du Poitou, an. 1781, p. 189.

tomba entre les mains de M. Jouyneau-Desloges ; il invita les intéressés à y reprendre ce titre de famille, qui probablement se sera de nouveau perdu, car il paraît avoir échappé aux recherches de M. Beauchet-Filleau.

En 1564, un Antoine Chabot, écuyer des *Étigneaultz*, faisait profession de la religion prétendue réformée, et aussi d'exercer contre les clercs certain droit de violence que ses coreligionnaires s'étaient maintes fois attribué. Outre cet avantage, il s'était emparé des fruits et revenus des deux vicariats de la paroisse du *Bourg-soubz-Laroche* ; et comme sans doute les ecclésiastiques frustrés de leur avoir ne supportaient pas de telles exactions sans se plaindre, il résolut de leur faire vider les lieux. Un jour donc il se présente à la Roche accompagné d'un second, s'empare de messire Mathias Pothier, l'un des vicaires ; il lui fait donner les *hestrivières*, et, après l'avoir ainsi *outragé en sa personne*, il parvint à lui faire une telle peur que le pauvre clerc se vit contraint d'*aller demeurer en Rhé*.

Bientôt le second vicaire, Jehan Chauvereau, eut son tour ; mais il ne céda point aussi facilement. Après avoir été *menassé et intimidé à bastre*, il fit bonne contenance, ne lâcha pas un pied de terrain, et, le 12 octobre, fit constater par-devant maître Jacques Rochereau, notaire de Luçon, et les sévices qu'il avait soufferts et son droit d'administrer la paroisse sous l'autorité qui l'en avait chargé. Rien ne nous dit si Antoine Chabot se tint pour averti, ou s'il tira vengeance de cet acte de pacifique résistance.

Je dois ajouter, pour atténuer un peu l'esprit de tyrannie, qui semblait être devenu héréditaire dans cette famille d'ailleurs si recommandable, qu'elle a eu des membres dont le beau caractère a mieux mérité de l'histoire. Un de leurs descendants était gouverneur de Bourgogne en 1572. Quand il reçut les ordres de la cour pour le massacre des huguenots, il refusa d'y obtempérer en niant que cet ordre pût venir de *Sa Majesté*. Les documents ultérieurs ont prouvé qu'il avait raison et que chacun aurait dû répondre comme lui.

CHAPITRE XIV.

De 1589 à 1608.

La principauté de la Roche revient à la branche aînée des Montpensier par François de Bourbon. — Son fils Henri, aîné de Henri IV. — Tombeau de ce prince à Champigny. — Son portrait tracé par Brantôme. — Lettres autographes écrites pendant les troubles de Poitiers en 1589.

Par la mort malheureuse de Henri, la principauté de la Rochesur-Yon revint à la branche aînée des Bourbons-Montpensier dans la personne de François de Bourbon, son fils aîné, duc de Montpensier et de Châtellerault. Il suivit avec zèle le parti de Henri IV pendant les guerres de la Ligue, et s'en montra le ferme soutien. En 1589, il se trouvait avec son père à Jarnac et à Moncontour, puis à Arques et à Ivry en 1590. Il mourut non cette même année, comme le marque Moréri, mais bien en 1592, d'après le père Anselme, et le 4 juin. Il avait épousé et perdu peu de temps après une princesse de la maison d'Anjou, dont il n'eut qu'un fils, qui est le suivant. On a de lui quelques monnaies de cuivre et de billon, sorties des ateliers de Trévoux, de 1585 à 1590. 1592.

Henri de Bourbon duc de Montpensier était né en 1575. Quand mourut son père, il n'avait donc que dix-neuf ans ; mais ses bonnes qualités, jointes aux souvenirs de sa maison, lui firent donner, un an après, le gouvernement de Normandie par Henri IV. Il s'était déjà battu bravement en beaucoup de rencontres, et notamment à Craon le 25 mai 1592 ; il y fut vaincu après un combat de 7 heures et des prodiges de valeur à la tête de sa seule compagnie d'ordonnance. Son mariage avec Henriette-Catherine de Joyeuse ne lui donna qu'une fille. Blessé à la bataille de Dreux, en 1593, il souffrit toujours depuis, et mourut des suites de cette blessure, après deux ans de langueur, le 28 février 1608, regretté de Henri IV et de toute la France (1). Quand ce grand roi, qui s'entendait si bien à apprécier les grands hommes, apprit la perte qu'il venait de faire dans la personne de ce prince, il témoigna en avoir une profonde douleur, et traça son éloge funèbre le plus honorable en rendant témoignage

(1) D. Font., XIV, 573.

qu'il avoit bien aimé Dieu, servi son roy, bien fait à plusieurs, et jamais tort à personne (1). Après de magnifiques funérailles qui lui furent faites à St-Denis par ordre du roi, son corps fut transporté à Champigny. On y voit encore, dans la chapelle des Montpensier, son tombeau, mutilé en 1793. On y a maltraité sa statue en marbre blanc, à genoux devant un prie-Dieu, et de fort belle exécution. La tête, endommagée dans tous ses détails, en avait été séparée, jetée dans un puits, et n'y fut réunie qu'après plusieurs années (2). Sur deux des faces du tombeau sont gravées trois inscriptions, dont deux allégoriques tirées de l'Écriture, et au-dessus de la porte de la chapelle, un éloge historique en vers latins d'une facture élégante rappelle les vertus de Henri, le tendre attachement de sa noble épouse, et sa fin aussi consolante devant Dieu que glorieuse devant les hommes, toutes choses heureusement résumées dans les deux derniers vers :

Felix qui potuit meritis utrumque probatus
Sic animam cælo, patriæ sic reddere vitam

L'attachement de la famille Montpensier à la cause royale lui avait attiré la haine du parti contraire. Le duc de Nemours, l'un des chefs des ligueurs, s'empara en 1592 de la souveraineté de Dombes, et fit fabriquer dans l'hôtel des monnaies de Trévoux des espèces aux armes de France. Quoique ces espèces eussent été singulièrement affaiblies, le prince obtint en 1594, de Henri IV, qu'elles auraient cours nonobstant leur mauvais aloi, et que la présence du coin de France ne laisserait rien préjuger contre sa souveraineté. Dès cette année 1594, on recommença donc le monnayage au coin des ducs de Montpensier, et l'on a de lui, sous des types différents, des pièces de valeurs assez diverses en or, en argent et en billon (3). Celles en or sont assez rares.

Catherine de Joyeuse survécut de beaucoup à Henri, n'étant morte qu'en 1656.

Brantôme, qui voulait écrire sur ce prince, n'a pas accompli ce dessein, parce qu'il vécut peu après lui. Voici ce qu'il en dit à la fin

(1) Le P. Anselme, t. 1, p. 358.

(2) M. de Chergé, *loc. cit.*

(3) M. Mantellier, *ubi supra*, p. 51 et suiv.

de la notice consacrée à son père François de Bourbon : « Monsieur » de Montpensier d'aujourd'hui, tout jeune qu'il est, a fait tout » plein de belles preuves de ses armes et de son courage, ainsi » qu'il paroît aux belles et honorables marques qu'il a reçues d'une » grande arquebusade au visage, sans autres grands combats, ren- » contres et sièges qu'il a desjà faits en si bas asge, que c'est une » chose très-étrange; outre plus que c'est un très-bon et gracieux » prince, vraie-semblance de ce bon roy saint Louys, autant en » beauté qu'en valeur (1). »

Il nous reste de Henri de Bourbon trois lettres écrites en entier de sa main, en 1589, de Châtellerault et de Tours, à un sieur de Noysières, qui paraît avoir eu alors à Poitiers quelque commandement militaire (2). Les deux premières sont du 8 mai. Elles pressent le commandant de contenir de tout son pouvoir les habitants *sous l'obéissance qu'ils doivent à Sa Majesté*, et témoignent, par l'empressement du prince à réitérer ses instances par deux occasions consécutives, qu'il n'avait pas une entière confiance dans les dispositions de la cité. C'était quelques jours avant l'apparition de Henri III sur les coteaux que baigne le Clain, car, le 17, averti en secret par quelques bourgeois des agitations intérieures, et craignant que la Ligue ne s'y fît un parti redoutable, le roi s'était établi en observation en vue du château, et manifesta l'intention d'entrer dans la ville. Mais il avait compté sans les ligueurs, qui en effet refusèrent de le recevoir et lui envoyèrent même quelques coups de canon. Obligé de se retirer, il déclara la ville de Poitiers coupable de révolte, et transféra le présidial à Niort (3). Mais ces mesures sévères ne firent qu'augmenter la fermentation. Le roi en redouta les conséquences, et ce fut lui sans doute qui persuada au duc de Montpensier d'adresser aux habitants, bien plus encore qu'au sieur de Noysières, cette lettre, dont tous les sentiments donnent une haute idée du cœur élevé qui la dicta :

« Monsieur de Noysières, vous aurez pu entendre le commandement que le roy m'a fait de m'acheminer en Bretagne. Avant » que partir j'eusse bien désiré faire parroistre aux habitants de la

(1) Vie des hommes illustres et grands capitaines, 3^e part., p. 342.

(2) C'est le même peut-être qui s'était distingué en 1569 au siège de Poitiers, où il se battit vaillamment sur la brèche. Liberge écrit *Noysières*, p. 83, éd. de 1846.

(3) Thibouteau, Hist. du Poitou, t. III, p. 88.

» ville de Poitiers combien je suis amateur de leur repos et con-
» servation, et pour cela m'employer auprès de Sa Majesté pour
» moyenner qu'elle mist en oubly ce qui s'est passé, de quoy il est
» impossible qu'elle ne se ressente, s'il n'y est remédié de bonne
» grâce. J'apprehende extrêmement leur ruyne pour le bon nombre
» d'amys que j'y ai et ne veux rien espargner pour la divertir s'ils
» sont en volonté d'entrer en leur debvoir, je vous supplie leur
» représenter le déshonneur, l'infamye dont leur postérité sera
» souillée, oultre les misères qu'ils supporteront s'ils continuent
» ce qu'ils ont commencé. Je ne suis poulcé en cecy que de la com-
» misération de leur mal futur, lequel ils peulvent évitter s'ils
» veullent ouvrir les yeulx et prévoyr le danger qui les menace.
» Que donc ils ayent pitié d'eux mesmes et advisent ce que je
» pourray faire pour eux et leur liberté. J'obligeray ma vie et mon
» honneur envers Sadite Majesté s'ils me font cognoistre avec vérité
» qu'ils veulent demeurer sous son obéissance. Je m'assure que
» leur roy leur sera si bon qu'après l'avoir esprouvé il ne leur res-
» tera plus grand regret que de n'avoir plustôt recouru à sa clé-
» mence, de laquelle je leur donne espérance s'ils s'en rendent
» dignes. Vous êtes serviteur et officier de Sa Majesté, M. de Noy-
» sières, vous avez de l'honneur et des biens, et qui plus est beau-
» coup de créance parmi le peuple. Sadite Majesté le sait : faites-
» lui parroistre votre fidélité afin au moins que ne soyez blasmé et
» les vôtres à l'advenir. Je vous le conseille pour Dieu, mettez-y
» la main si vous aimez votre honneur, votre patrie, votre vye et
» moy qui suis particulièrement

» Votre plus affectionné et bien assuré amy,

» Henri DE BOURBON.

» De Tours, le XXII^e jour de juing 1589 (1). »

CHAPITRE XV.

De 1608 à 1666.

Marie de Bourbon-Montpensier, duchesse d'Orléans, dame de la Roche. — Type de ses monnaies frappées à Trévoux. — Sa mort prématurée. — Anne-Marie-Louise de Montpensier, dite la *Grande Mademoiselle*.

Henri eut pour fille unique Marie de Bourbon-Montpensier, née

(1) Cette lettre ainsi que les deux autres sont de la collection de M. de Boismorand.

à Gaißon le 17 octobre 1605. Elle eut de sa mère la principauté de la Roche-sur-Yon, que celle-ci avait conservée en douaire. Le roi Henri IV avait désiré qu'elle épousât un jour le duc d'Orléans, son second fils, et, quoiqu'il fût plus jeune qu'elle encore, elle lui fut fiancée à peine âgée de trois ans. Les conditions du mariage 1608. avaient été réglées quelques jours avant la mort de Henri entre lui et le roi lui-même, qui était venu à cet effet le trouver en sa demeure à Paris (1). Par ce contrat, Marie était déclarée légataire universelle de son père, et cette immense succession passait à la descendance de Henri IV. Mais en 1611 le duc d'Orléans mourut. On songea alors à reporter sur Gaston, duc d'Anjou, son frère et troisième fils de Henri IV, le projet d'alliance arrêté en 1608. Richelieu le voulait, les amis du duc d'Anjou ne le voulaient pas, désirant pour lui de plus hautes destinées. Celui-ci, de son côté, mobile par caractère, changeait souvent de pensée à cet égard, et enfin, prenant tout à coup une résolution pendant un voyage à Nantes, il y épousa *promptement et à petit bruit la princesse, qu'on avait fait venir de Paris avec grosse escorte* (2). La cérémonie se fit le 6 août 1626. — Marie devint ainsi duchesse d'Orléans, son époux ayant 1626. quitté pour ce titre celui de duc d'Anjou (3).

Marie, pendant sa minorité, avait été placée sous la tutelle de sa mère, puis sous celle du cardinal de Joyeuse. Dès 1643 on frappa à Dombes des monnaies à son coin. L'obvers représente sa tête entourée des mots MARIA P-DOMBAR-D-MONTISP. Au revers, un écu aux armes de Bourbon, couronne fleurdelisée, et toujours l'ancienne devise : DUS ADIVTOR.-ET REDEM.-MEUS.

Après son mariage, la monnaie de Trévoux reçut les noms et les armes réunies des deux époux. On y voit leurs têtes affrontées, leurs monogrammes couronnés, ou l'écu partie d'Orléans et de Bourbon surmonté de la couronne fleurdelisée. 1627.

Le vendredi 4 juin (4) de l'année suivante, huit jours après avoir

(1) *Bessompierre*, cité par M. Mantellier, p. 59.

(2) *Mémoires du duc de Rohan*, *ibid.*, p. 64.

(3) V. dans la *Biographie universelle* le curieux article ORLÉANS (Gaston-Jean-Baptiste de France).

(4) On a varié sur cette date, que les uns disent être le 29 mai, les autres le 11 juin,

donné naissance à une fille, la duchesse d'Orléans, dame de la Roche-sur-Yon, expirait au Louvre. Un héraut vint à une fenêtre du palais annoncer ce triste événement à la foule attendrie (1), et la principauté de la Roche-sur-Yon devint encore l'apanage d'un enfant, Anne-Marie-Louise de Montpensier.

Mais cet enfant devait être un jour *la grande Mademoiselle*, c'est-à-dire autant que bien des hommes de son temps.

Son père reçut du roi Louis XIII sa garde et sa tutelle, en y joignant l'administration de ses biens, dont il était usufruitier. C'est à quoi il faut attribuer la présence du père et de la fille sur un assez grand nombre de mêmes pièces frappées par les soins de Gaston en 1628. Mais, à partir de 1629, Gaston y figura seul avec le titre de prince usufruitier de Dombes jusqu'après 1650. Alors Marie, ayant atteint sa vingt-troisième année, fut émancipée par Louis XIV, et entra en jouissance de ses biens (1).

On ne la nommait à la cour que *Mademoiselle*, et on la reconnaît, dans quelques parchemins du temps, à ses différents titres et apanages, qui tiennent toujours sept ou huit lignes de grosse expédition. L'une des plus riches héritières de l'Europe, et pouvant se faire une vie paisible, heureuse et honorée de tous, elle lui préféra les orages politiques, dont le bruit satisfaisait plus sûrement sa vanité. Il est vrai qu'elle obéit en cela à un entraînement de famille : son père était l'un des principaux chefs de la Fronde. Elle suivit naturellement ce parti et s'y donna tout entière. Après le combat
1652. livré le 2 juillet 1652 dans le faubourg St-Antoine, elle fit tirer le canon de la Bastille sur les troupes royales, pour favoriser la retraite du prince de Condé à travers Paris ; ce que Louis XIV ne lui
1653. pardonna point. En 1653, éloignée de la cour par des conjonctures difficiles, elle se retira à St-Fargeau, l'une de ses terres, et y demeura jusqu'en 1657 ; elle composa dans cet intervalle une grande
1657. partie de ses mémoires, qu'elle continua ensuite jusqu'en 1688, et

confondant le jour de la naissance de l'enfant avec celui de la mort de sa mère. Mais elle ne mourut que huit jours après ; la naissance de l'une eut lieu le 29 mai, et la mort de l'autre le 4 juin.

(1) Félibien, *Hist. de Paris*, t. v.

(2) M. Mantellier, *passim*.

dont le seul mérite est de jeter des curiosités au milieu d'une foule de détails insignifiants, montrant à chaque page, comme quelques autres écrits de la même main, une femme frivole et coquette bien plus qu'un auteur utile et attachant. Sa conduite privée se ressentit de l'esprit qui inspira ses ouvrages. C'est elle qui ayant été sur le point d'épouser le comte de Lauzun, en fut empêchée par Louis XIV, qui l'avait d'abord permis, devint l'objet de la fameuse lettre par laquelle madame de Sévigné annonçait à M. de Coulanges « la chose la plus étonnante, la plus surprenante, la plus • merveilleuse (1) », et, pour son malheur, contracta enfin avec ce même Lauzun un mariage secret dont elle ne tarda pas à se repentir.

Le 6 mars 1666, elle reçut l'aveu des bénédictins de la congrégation de St-Maur et leur hommage pour les seigneurie et châtellenie du Port-de-Piles, situées à l'extrême limite de la Touraine et du Poitou, sur la Creuse. Les Montpensier possédaient le duché de Châtellerault, longtemps contesté à leur famille par la Couronne, mais qui leur était resté paisiblement acquis depuis que François II leur avait donné gain de cause en faveur d'une dame de leur nom (2). C'est à titre de duchesse de Châtellerault que Mademoiselle recevait des religieux dont je parle un devoir de cinq sous par an pour le fief de Mousseaux et autres, et de trois sous pour le fief de Piles. Ils devaient au même titre une messe basse dans la chapelle du lieu chaque dimanche et fête de l'année (3).

Mlle de Montpensier mourut le 5 mars 1693. Son corps fut porté à St-Denis, et son cœur au Val-de-Grâce, qu'elle avait protégé par de grandes libéralités. Elle laissa toute sa fortune, à l'exception de 200,000 livres de legs pieux, à Monsieur, frère de Louis XIV.

CHAPITRE XVI.

De 1666 à 1791.

La principauté de la Roche passe à la branche de Bourbon-Conti. — Armand de Bourbon. — Ses travaux militaires. — Ses écrits. — Son frère François-Louis. — Eloge

(1) Lettre du 15 décembre 1670.

(2) Brantôme, t. ix, p. 320.

(3) Pièces manuscrites sur parchemin conservées dans les archives de la mairie de Port-de-Piles.

de ce dernier par le duc de St-Simon. — Erreur de la *Biographie universelle*. — Trois enfants de François-Louis princes de la Roche-sur-Yon. — Sa fille, *Mademoiselle de la Roche-sur-Yon*. — Louis-François, son neveu. — Son opposition au système gouvernemental de Louis XV. — Il tue le P. Ducerceau. — Louis-François-Joseph, dernier prince de Conti et de la Roche-sur-Yon.

Nous voici arrivés à l'époque où la principauté de la Roche-sur-Yon passe dans la maison de Conti et lui forme un nouvel apanage. Ces deux titres se réunissent pour la première fois dans la personne d'Armand de Bourbon, second fils de Henri de Bourbon, 11^e du nom, prince de Condé et premier prince du sang sous Louis XIII. Ce Condé fut aussi le père du grand capitaine dont les victoires contribuèrent tant à l'illustration du règne suivant. Armand fut donc le frère de ce héros. Né à Paris le 11 octobre 1629, il eut pour mère Charlotte-Louise de Montmorency. Je ne vois pas clairement comment la Roche-sur-Yon devint la propriété de cette branche, sinon par quelque une des alliances qui existaient antérieurement entre les Montmorency et les Montpensier. Armand étudia d'abord la théologie, se destinant à l'état ecclésiastique. Les troubles de la Fronde étant venus bientôt après agiter les esprits, il prit le parti du parlement contre celui de la cour, commandé par son frère. Ensuite Condé s'étant joint à lui pour cabaler contre Mazarin, ils furent tous deux enfermés pendant treize mois à Vincennes, à Marcoussy et au Havre, après quoi Armand accepta en 1653 la main d'Anne-Marie Martinozzi, nièce du cardinal, et satisfît ainsi l'une des plus chères envies du ministre. En 1654 on lui donna le gouvernement de Guyenne. Il prit aux Espagnols, cette même année, Villefranche et Puycerda. Trois ans après, moins heureux en Italie, où la France avait cependant des succès, il s'unit vainement au duc de Modène contre Alexandrie, qu'ils ne purent prendre. Devenu gouverneur du Languedoc, il s'appliqua à une vie chrétienne, vers laquelle ses premières études le ramenèrent, et composa quelques livres de morale, entre autres le *Traité des devoirs des grands* et celui de la *comédie et des spectacles selon la tradition de l'Église*. On croit que les austérités de ses dernières années abrégèrent sa vie, qu'il termina à Pézenas le 21 février 1666.

1666. Il paraît que la principauté de la Roche appartenait, même avant sa mort, à son frère François-Louis de Bourbon, né le 30 avril 1664,

et que Louis XIV avait fait venir avec lui à la cour pour y être élevés, après la mort de leur mère, avec le Dauphin. En effet, dès l'an 1684 on le voit figurer avec ce titre, sur un acte cité par le P. 1684. Anselme, comme ayant tenu au baptême Marie-Anne de Bourbon, qu'on appela plus tard Mademoiselle de Montmorency. Il eut même successivement, avant de porter le nom de sa famille, les titres de comte de la Marche et de comte de Clermont. Il ne fut donc prince de Conti qu'à la mort de son frère aîné, qu'il avait accompagné dans presque toutes ses campagnes en s'y couvrant de gloire comme lui. Après ces belles actions, il devint lieutenant général et chevalier des ordres en 1686. Le 29 juin 1688, il épousa Marie-Thérèse de 1688. Bourbon, sa cousine, petite-fille du grand Condé, qui dans sa retraite de Chantilly développa dans son neveu, par ses instructions, le génie militaire qui devait en faire un héros. Bientôt en effet on le vit s'illustrer par un admirable mélange de prudence et de valeur devant une foule de places qui, en Flandre et en Allemagne, tombèrent au pouvoir des Français, et dans plusieurs batailles, au nombre desquelles celles de Nerwinde et de Steinkerque auraient suffi pour l'illustrer. Tant de belles actions lui méritèrent le surnom de Grand, que l'histoire lui a conservé, et attirèrent sur lui l'admiration de toute l'Europe. C'est à ce sentiment universel qu'il dut d'être appelé au trône de Pologne après la mort de Sobieski. C'était en 1697. Il se rendit à Varsovie; mais peu de temps 1697. avait suffi à l'électeur de Saxe, qui y brigua la couronne, pour se faire un parti qui le plaça sur le trône. Le prince français, qui avait fait peu de cas d'un tel honneur, se hâta de revenir à Versailles sans le moindre regret d'avoir perdu ce qu'il n'avait pas cherché. En 1709, sur le point d'aller prendre le commandement de l'armée 1709. de Flandre, il mourut à Paris le 22 février, emportant des regrets universels, et âgé seulement de quarante-cinq ans.

Ce prince était doué des plus belles qualités. Le duc de Saint-Simon, qui semble n'avoir écrit que sous l'impression du plaisir de médire, dit cependant qu'il fut « les constantes délices de la » cour, des armées; la divinité du peuple, le héros des officiers, » l'amour du parlement et l'admiration des savants les plus » fonds. » Rousseau lui a consacré une de ses plus belles odes, la

x^e du second livre; Massillon prononça son oraison funèbre. Rien n'a manqué à sa gloire!

M. Weis, dans la *Biographie universelle*, paraît s'être trompé en donnant au grand Conti pour épouse une Adélaïde de Bourbon, dont il aurait eu Louis-Armand, qui va suivre. Ce prince ne contracta qu'une seule alliance, celle de sa cousine *Marie-Thérèse*, citée plus haut, et c'est d'elle que naquirent sept enfants, au nombre desquels je vais signaler ceux qui nous intéressent.

Mais, avant de poursuivre, observons ici que la Roche-sur-Yon, dès lors qu'elle appartient aux maisons de Montpensier et de Conti, ne fut presque jamais plus que l'apanage des puînés, le titre principal de la famille passant toujours aux aînés comme un droit acquis.

1693. De François-Louis naquit, le 18 novembre 1693, un fils qui mourut quatre jours après sans avoir été nommé; il eût hérité de la principauté avec les autres titres.
1694. Le 4^e décembre 1694, naissance d'un second fils dont les historiens ne disent pas le nom, mais qu'ils désignent comme prince de la Roche-sur-Yon. Il meurt le 26 avril 1698.
1695. Un troisième, né le 9 décembre 1695 (1), hérite alors de la principauté. Les biographes qui parlent de lui ne s'accordent ni sur la date de sa naissance ni sur celle de sa mort. Après lui, naît, le 2 novembre 1696, Louise-Adélaïde de Bourbon-Conti, septième enfant de François-Louis. Elle posséda la terre sous le nom de Mademoiselle de la Roche-sur-Yon, ne fut baptisée, je ne sais pourquoi, que le 16 février 1707, et ne mourut qu'en 1760, sans avoir été mariée.

La période de 54 ans pendant lesquels cette princesse dut conserver ses droits sur la Roche ne laisse pas croire que son frère Louis-Armand, qui fut d'abord comte de la Marche, et prit le nom de Conti après la mort de son père, ait été prince de la Roche-sur-Yon. Mort 23 ans avant sa sœur (en 1727), il laissa entre autres enfants Louis-François de Bourbon, prince de Conti. Celui-ci recueillit avec

(1) Et non pas 1675, comme on l'a imprimé, peut-être involontairement, dans la *Biographie universelle*. Si François-Louis n'était pas né, comme il est certain, en 1664, il ne pouvait pas être père en 1675.

la succession de sa tante Louise-Adélaïde l'apanage qui l'avait distinguée; car Piganiol de la Force (1), en parlant de la Roche-sur-Yon en 1754, la cite comme « appartenant à M. le prince de Conti. » Il était né le 43 août 1717, et avait reçu de la Providence autant 1717. d'esprit que de courage. Après avoir fait preuve de l'un dans les guerres de 1741 et 1744, et s'y être montré à la fois général et soldat, il consacra l'autre à la littérature et aux arts, qu'il protégea en les cultivant. Il s'était mis en opposition avec Louis XV, et plus encore avec la cour, en blâmant certains actes d'administration dont il faut avouer que beaucoup étaient blamables. Sous Louis XVI il contribua beaucoup au renvoi de Turgot, dont les réformes lui paraissaient dangereuses, et mourut à Paris le 2 août 1776, après une maladie dont il prévint les suites sans en rien perdre de sa galté naturelle et de sa présence d'esprit. Le P. du Cerceau avait été son précepteur, et l'ayant accompagné en 1730 au château de Vêret, près de Tours, le jeune prince, qui possédait pour la première fois un fusil, s'en servit mal et tua son vieux maître. Cet accident le rendit longtemps inconsolable.

De son mariage, contracté avec Louise-Diane d'Orléans, fille du fameux régent, était né, le 4^{re} septembre 1734, Louis-François-Joseph, qui fut connu jusqu'à la mort de son père sous le nom de comte de la Marche, et prit ensuite, selon l'usage de la famille, celui de prince de Conti. Il fut en 1750 chevalier des ordres du Roi; en 1757, il servit en Allemagne, se battit bien à Hastenbeck, et participa à la conquête de l'électorat de Hanovre. En 1758, colonel d'un régiment d'infanterie et gouverneur du Berry, 1758. il donna de nouvelles preuves de valeur à la bataille de Crewelt. En 1792, les agitations de la France le forcèrent de se réfugier en Es- 1792. pagne, où il mourut après 1807, sans laisser d'enfants légitimes de son mariage avec une sœur du duc de Modène, que les Français avaient dépouillé de ses États en 1796.

Tel fut donc le dernier prince de la Roche-sur-Yon. C'est à lui que la principauté, qui ne pouvait guère plus avoir que des faveurs de ce genre, dut en ces derniers temps l'établissement d'un bureau de poste aux lettres, avantage assez rare alors, et que Jouyneau-Des-

(1) *Descript. de la France*, t. x, p. 122.

loges signalait en 1775 comme un de ceux qui existaient en petit nombre dans cette partie du Poitou (1). Il cite encore en 1784 la fontaine d'eaux minérales ferrugineuses qui surgissait sur son territoire, aux Fontenelles, et dont les eaux sont légèrement hépatiques (2).

CHAPITRE XVII.

De 1791 à 1848.

Dernière période de l'existence féodale de la Roche-sur-Yon. — La commune. — Le district. — On en fait la capitale du département de la Vendée. — Agrandissement. — Embellissements intérieurs. — On lui donne le nom de Napoléon-Vendée, — puis de Bourbon-Vendée. — Eglise grecque. — Population à diverses époques du XIX^e siècle. — La Roche-sur-Yon reprend le nom de Napoléon-Vendée.

Après cette morne existence de plusieurs siècles, où la féodalité éteinte ne pouvait plus illustrer les châteaux forts par de belles défenses et des combats en dehors des ponts-levis; après cette longue suite d'années pendant lesquelles tout l'honneur de la demeure seigneuriale consista à voir accoler son nom à celui de princes du sang dont beaucoup moururent peut-être sans l'avoir visitée, la belle et antique châtellenie vit son existence se modifier
1791. comme tout le reste. En 1791, le prieuré et l'abbaye furent abandonnés. La seigneurie devint commune; elle participa, comme toutes les bourgades des environs, aux modestes privilèges d'une municipalité; elle fut un des districts du département de la Vendée, dont
1793. Fontenay était le chef-lieu. En 1793, la Roche-sur-Yon devint le chef-lieu d'une division militaire des armées catholiques et royales. C'est de là que devait s'établir la correspondance avec tout le pays circonvoisin. Les chefs ne s'étant pas entendus, ce centre d'opérations n'eut qu'une existence de peu de jours (3). Mais Napoléon, qui trouvait Fontenay trop peu central pour un chef-lieu, dont le rôle administratif doit être surtout de répandre autour de lui les lumières et

(1) *Affiches du Poitou*, 1775, p. 104.

(2) *Ibid.*, p. 141.

(3) *Pièces contre-révolutionnaires du commencement de l'insurrection vendéenne*, publiées par M. Fillon, de la Soc. des Antiq. de l'Ouest, in-8°, Fontenay, 1847, p. 59 et suiv.

l'industrie, et n'adoptant d'ailleurs en cela qu'une idée de l'Assemblée constituante, résolut de placer au centre de la circonscription départementale le point lumineux d'où s'échappassent tant de rayons. Par un décret du 5 prairial an XII (24 mai 1804), il désigna le petit bourg de la Roche-sur-Yon comme devant être, à partir du 4^{er} fructidor suivant (18 août), la capitale de la Vendée. Comme conséquence, il voulut y attacher des grandes routes, canaliser la petite rivière, et faciliter ainsi les communications administratives et commerciales.

Tout ébahie de cette métamorphose inattendue, la Roche vit tracer autour d'elle une enceinte pour 15,000 âmes, quoiqu'elle n'en comptât encore que 434. Là s'élevèrent rapidement une préfecture avec ses dépendances, une caserne pour 2,000 hommes non loin de l'emplacement de l'ancien château, dont on ne voit plus que des vestiges; une autre caserne pour deux brigades de gendarmerie et leurs officiers, une manutention des vivres, un hôpital civil et militaire, seize maisons pour loger les principaux fonctionnaires, un lycée pour 150 élèves, un tribunal, des prisons, enfin une halle. Tout cela ne constituait encore que les édifices indispensables, et coûta jusqu'à trois millions (1). Avec cette richesse improvisée, la Roche reçut un nom nouveau, et dut s'appeler Napoléon-Vendée. C'était justice, et rien ne dut sembler en effet plus convenable que d'imprimer à cette œuvre le nom déjà illustre de son fondateur.

Cependant d'autres constructions manquaient encore. Avec le personnel de l'administration le nombre des habitants s'était élevé, dit Cavoleau, que je suis pour la plupart de ces détails, à 4,902 qu'on y trouva lors du recensement de 1812. Quand donc on eut élevé des édifices, percé des rues sur une même largeur et bordées de maisons de passable apparence, quoique trop basses, on songea aux choses d'embellissement. Sur le plateau central d'où la féodalité du moyen âge avait si longtemps contemplé les champs lointains cultivés par les vassaux de la seigneurie, fut dessinée une place publique, entourée d'arbres plantés en allées, où se trouvent l'hôtel de ville, le tribunal, l'église, le lycée.

Quand vint la révolution de 1814, les habitants de Fontenay, qui

(1) Guide du voyageur en France, in-8°, Didot, 1839.

n'avaient pu voir qu'avec déplaisir leur suprématie administrative passer à la Roche-sur-Yon, députèrent à Louis XVIII pour lui demander le rétablissement de leur préfecture. — On dut répondre négativement. Bientôt M. du Fougereais, député de la Vendée, fit changer le nom de Napoléon en celui de Bourbon (1). C'était imprimer à la petite cité un souvenir de la fidélité que le département avait montrée en des jours malheureux à la dynastie restaurée, et ce motif valait bien celui qui avait fait changer l'antique dénomination de la bourgade. Au reste, cette royale galanterie fut accompagnée d'un beau cadeau de baptême : le gouvernement fit achever une église paroissiale dont les fondements avaient été jetés par l'empire, et accorda des fonds pour d'autres objets de convenance ou d'utilité. Cette église est un édifice de forme grecque, comme on en pouvait faire alors. Sa façade, élevée sur plusieurs degrés, se décore d'un fronton triangulaire et d'une colonnade de style dorique. « Ses deux clochers, qui apparaissent d'assez loin, dit M. de la Fontenelle, ont l'apparence de deux grandes cheminées (2). » A l'intérieur, les trois nefs sont séparées par deux rangs de six colonnes corinthiennes, dont les chapiteaux sont d'un beau travail. La voûte à plein cintre est couverte de caissons peints.

Ainsi, plus rien des vieux souvenirs historiques, des anciens monuments qui reflètent leurs teintes moyen âge sur la Roche, sinon dans les archives départementales, où se conservent en liasses les parchemins d'où viennent en grande partie ces recherches, et dans la bibliothèque communale, qui se vante de posséder de cinq à six mille volumes.

En 1816, la population était de 2,400 âmes ; en 1840, on la portait à 3,904 : c'est encore loin des 15,000 qui pourraient y être.

1848. Mais, pour conduire mon histoire jusqu'à son dernier chapitre, il faut bien enregistrer le dernier fait qui s'y rapporte. On sait avec quelle persévérance le conseil général de la Vendée et un député de ce département revenaient presque chaque année, de 1830 à 1847, demander à la tribune constitutionnelle, pour la cité qu'ils représentaient, le nom de son régénérateur. Ce beau zèle, que je ne juge

(1) Recherches sur Fontenay, t. 1, p. 508 et 516.

(2) Note de la 2^e édit. de Cavoleau, p. 128.

point ici, n'eut pas de succès, les Bourbons n'aimant pas plus que d'autres, quand ils y réfléchissaient, à déchirer leurs titres de famille. Mais il est advenu tout dernièrement qu'un décret a effacé de la carte de France et des poteaux itinéraires le nom donné par la restauration et conservé par Louis-Philippe. On le remplace de nouveau par celui de 1804 : Bourbon-Vendée redevient la ville de Napoléon. L'illustre poète qui préside aux destinées de notre naissante République, et dont la signature, avec sept autres, authentique le décret du 18 mars 1848, semble donc avoir dit pour la Roche-sur-Yon, comme pour les songes si gracieux de sa jeunesse, comme pour tant d'autres choses de ce monde :

Ainsi tout change, ainsi tout passe,
Ainsi nous-mêmes nous passons!... (1).

COMPTE RENDU.

Pendant le premier trimestre de 1848, la Société s'est réunie les 20 janvier et 9 mars, et dans ces deux séances elle a entendu les lectures suivantes :

1^o Discours de remerciement par M. Ménard, élu dans la dernière séance président de la Société;

2^o Rapport de M. Ménard sur l'ouvrage de M. Wismes intitulé *la Vendée* (1);

3^o Rapport de M. l'abbé Auber sur le mauvais état des voûtes de St-Hilaire;

4^o Par le même, Mémoire historique sur l'ancienne seigneurie de la Roche-sur-Yon et sur un contre-scel de René d'Anjou, inséré au présent bulletin.

Admission.

Dans la séance du 9 mars, la Société a admis M. de Wismes comme membre correspondant.

(1) Lamartine, *le Golfe de Baïa*.

(1) Cet ouvrage renferme 40 planches lithographiées avec un talent remarquable, et reproduisant des vues des monuments et des sites les plus intéressants de la Vendée, des Deux-Sèvres, de Maine-et-Loire et de la Loire-Inférieure. — Chaque planche peut s'acquérir isolément au prix de 1 fr. 25 c., chez M. Dauvin, libraire à Poitiers.

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par M. de Reume, *Recherches historiques et généalogiques* sur les Elzeviers ; — Par M. Bouillet, *Tablettes historiques de l'Auvergne*, 8^e année, n^o 3 et 4 ; — Par M. A. Barthélemy, *Notice* sur différentes monnaies éduennes ; — Par M. J. Corblet, *Discours* sur l'art chrétien ; — Par M. Hucher, *De la monnaie noire de Bretagne* ; — Par la Société de l'Histoire de France : 1^o le n^o 40 de son bulletin pour 1847, et le n^o 4 pour 1848 ; 2^o son *Annuaire* de 1848 ; — Par la Société historique et archéologique du Limousin, les 5^e et 4^e livraisons de son tome 2 ; — Par l'Académie de Reims, *Procès-verbal* de ses séances des 12 et 19 novembre 1847 ; — Par M. Cartier de Paris, *le Jugement de Paris* (extrait de la *Revue archéologique*) ; — Par M. Gilbert, *Chapelle St-Aignan et Cloître Notre-Dame* (extrait de la *Revue archéologique*) ; — les n^{os} d'août, septembre, octobre, novembre et décembre 1847 du journal *l'Institut* ; — Par la Société britannique d'archéologie, les n^{os} 40, 41 et 42 de son journal ; — Par M. Roach Smith, 1^o *The Numismatic chronicle*, n^o 58 et 59 ; 2^o *Collectanea antiqua*, n^o 9 ; — Par la Société archéologique de Genève, le tome v de ses *Mémoires* ; — Par la Société d'agriculture d'Indre-et-Loire, ses *Annales* pour 1847 ; — Par M. Boileau, 4^o *Recherches* sur les arquebusiers et les arbalétriers de France ; 2^o *Notice* sur l'aqueduc de Fontenay, près Tours ; — Par M. d'Hombres-Firmas, *Note* sur l'amphithéâtre de Pouzzoles ; — Par l'Académie de Clermont-Ferrand, *Annales de l'Auvergne*, n^o de novembre et décembre 1847 ; — Par la Société polytechnique, ses *Prospectus* ; — Par la Société des Antiquaires de Londres, *Procès-verbaux de ses séances*, n^o 14 et 12 de 1847 ; — Par l'Athénée de Beauvoisis, ses *Bulletins* de 1847 ; — Par M. Deville, *Examen d'un passage de Pline* ; — Par M. Pallu, *Éloge historique de M. de la Fontenelle* ; — Par M. Didron, *Annales archéologiques*, t. vii, 6^e livraison ; t. viii, 4^e et 2^e livraisons ; — Par M. de Sourdeval, 1^o sa *Notice* sur les sires de Retz ; 2^o *Histoire de la maison de Gondî par Corbinelli*.

Médailles.

Par M. de la Fenestre, deux médailles romaines de Vespasien et de Trebonianus Gallus.

Chronique.

Dans sa séance du 20 janvier 1848, la Société, sur le rapport de M. l'abbé Auber, a nommé une commission composée de MM. Ménard, Rédet, Dupré, architecte, l'abbé Auber et Cousseau, pour constater l'état de dégradation des voûtes de St-Hilaire, et aviser aux moyens de le faire cesser.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1848.

SOMMAIRE.

- I. — *Les Antiquités de Rochefort*, par M. FAYE.
 - II. — *Note sur un manuscrit relatif au château d'Oyron (Deux-Sèvres)*.
 - III. — *Compte rendu et chronique*.
-

LES ANTIQUITÉS DE ROCHEFORT

Par M. FAYE.

Tout est moderne à Rochefort ; le sol sur lequel repose la ville est lui-même, en partie du moins, de formation récente ; les naturalistes sont là pour le dire. On peut donc conclure *a priori* qu'il n'est pas de terre plus ingrate pour ces archéologues pur sang qui se prennent d'enthousiasme à la vue d'une médaille fruste, d'une muraille en ruines, et trépignent de joie en présence d'un fragment d'inscription ou de charte qu'il s'agit de déchiffrer, de traduire et surtout de commenter.

A Rochefort, en effet, pas d'antiquités proprement dites, rien en apparence qui puisse entretenir le culte que quelques érudits ont voué avec ardeur aux choses d'autrefois. — L'église Notre-Dame, appelée *la vieille paroisse*, a subi des mutilations qui ne permettent plus de l'étudier, et il ne reste pas le moindre vestige de l'ancien *castrum* vanté par un des vieux historiens de la Saintonge (1), qui

(1) Armand Maichin, *Hist. de la Saint.*, p. 217.

disait, avec cette naïveté de langage dont nous avons perdu le secret : « C'estoit un fort bon chasteau qui a donné bien de la jalousie » aux rois de France et d'Angleterre. »

Mais faut-il donc, de toute nécessité, qu'un monument, une médaille, un manuscrit remontent à plusieurs siècles, pour attirer les regards d'un antiquaire digne de ce nom ? En mainte occasion, des circonstances fortuites ne peuvent-elles pas donner à des objets peu anciens un certain air de vétusté, et ne constituent-ils pas alors, qu'on me pardonne le rapprochement, de véritables antiquités modernes ?

Cette proposition, je l'avoue, ressemble beaucoup à un paradoxe ; qu'il me soit permis cependant de la justifier par quelques exemples.

I.

Au milieu du jardin public de Rochefort on remarque sur un piédestal en pierre un vase en bronze d'une assez grande dimension (1). Involontairement les promeneurs l'examinent avec intérêt, et se demandent quelle fut son origine, sa destination, et comment il se trouve aujourd'hui mêlé, en quelque sorte, aux fleurs du parterre de cette charmante promenade. — Comme eux, en le voyant pour la première fois, j'éprouvai d'abord un vif sentiment de curiosité, puis, mon instinct d'antiquaire se réveillant soudain, je l'explorai avec autant d'attention que si le hasard eût offert à mes yeux un splendide débris échappé par miracle aux ravages du temps.

Tout justifie d'ailleurs l'empressement des curieux. Ce bronze d'une forme assez élégante est chargé de gracieux ornements, et, indépendamment de deux bas-reliefs, on y observe trois inscriptions, c'est-à-dire bien plus qu'il n'en faut pour absorber momentanément toutes les facultés intellectuelles d'un amateur d'archéologie.

Deux vers de la prose du dimanche de la Pentecôte :

LAVA · QVOD · EST · SORDIDVM ·

RIGA · QVOD · EST · ARIDVM ·

(1) M. Lesson en a donné un dessin dans l'atlas de ses *Fastes historiques* (pl. 64).

forment la première inscription. Or, si l'on se demande quelle est cette eau salubre avec laquelle on peut laver tout ce qui est impur, arroser tout ce qui est desséché, on ne saurait hésiter un instant : il s'agit d'eau bénite, et cette interprétation si naturelle acquiert un nouveau degré d'évidence quand on lit un peu plus bas la déclaration suivante :

EN · LHONNEUR · DV · TRÈS · HAUT · QVI · SANCTIFIA · LEAV ·

FRANÇOIS · RAILLARD · ET · SA · FEMME · DONNERENT · CE · VAISSEAV ·

Ces deux lignes, qui, sinon par la mesure, au moins par la rime, semblent avoir la prétention de ressembler à des vers, prouvent que le vase en bronze était un baptistère, et en même temps un de ces *ex-toto* tant de mode à une autre époque. Elles aident aussi à expliquer les scènes représentées dans les bas-reliefs. Obéissant au caprice des donateurs, l'artiste, au milieu du plus apparent, a placé saint Denis tenant sa tête dans ses mains. Un oiseau plane au-dessus de lui, portant dans son bec une branche de chêne ou d'olivier. En avant, un religieux à longue barbe paraît montrer au saint décapité un homme couvert d'un ample manteau, les mains jointes avec dévotion et humblement agenouillé. Sur le bas-relief du socle on voit encore cet homme se prosternant aux pieds d'un prélat, en présence de nombreux spectateurs, et cette scène édifiante est reproduite jusqu'à trois fois. Le mot de l'énigme sculptée sur ce *vaisseau* n'est pas difficile à trouver. Il s'agit, je suppose, du retour à la foi catholique d'un chrétien égaré, et il est infiniment probable que François Raillard faisait ainsi couler en bronze une page de son histoire. Quant à l'artiste, s'il s'est vu contraint de laisser à la sagacité des admirateurs de son œuvre le soin d'en donner l'explication, il a du moins livré sans mystère son nom à la postérité dans une troisième inscription où le vase lui-même, prenant pour ainsi dire la parole, redit à tout venant :

LÉONARD · HERVÉ · SCVLPTEUR · ET · FONDEVR · MA · FAICT · EN · LAN · 1659 ·

Assurément le baptistère n'a pas été fondu à Rochefort en 1659; ce lieu n'était qu'un humble village, et sept années devaient s'écouler encore avant que la volonté de Louis XIV y créât une riche cité.

Comment donc ce bronze nous est-il arrivé? Voici à cet égard la tradition que j'ai recueillie. Au commencement de la révolution, on vit entrer à la fonderie plusieurs chariots chargés des dépouilles des églises de Bordeaux et des villes voisines : c'étaient des débris de cloches, des ornements en cuivre destinés à être convertis en canons, et parmi ces objets figurait le vase de Léonard Hervé (4). L'élégance des ornements, la bizarrerie des bas-reliefs, le préservèrent peut-être de la destruction, mais rien ne put le soustraire à une déplorable profanation. Transporté de la fonderie dans l'arsenal, et là enterré à demi dans la boue, on l'utilisa pour faire boire quelques vaches qui paissaient alors dans l'intérieur du port. Un jour enfin les regards d'un artiste s'abaissèrent vers lui. On le retira de la fange et on l'installa sur le piédestal où il est aujourd'hui. Une nouvelle profanation l'attendait dans cet endroit : on traita le baptistère comme un vil pôt à fleur, et un chétif laurier rose y végétait encore il y a peu d'années. Au lieu de laisser ce vase, qui commence à se dégrader, exposé à toutes les intempéries des saisons, il eût été plus convenable de le placer dans une des églises de Rochefort. En le rendant ainsi à sa destination première, sa conservation était assurée, et on se serait associé en outre aux pieuses intentions de François Raillard.

Quoi qu'il en soit, ne doit-on pas reconnaître que le vase du jardin public, malgré sa date récente, a sans contredit bien plus de prix que bon nombre de vieux fragments conservés dans les musées!

II.

L'étranger qui visite les établissements de l'arsenal de Rochefort s'étonne qu'aucun d'eux ne soit décoré d'inscriptions. Tous cependant devaient recevoir sur leur façade un de ces distiques latins destinés à faire l'admiration des savants, qui comprennent quelquefois, et le désespoir des ignorants, qui ne comprennent jamais.

Un poète qui naquit, pour ainsi dire, en même temps que la ville nouvelle, était l'auteur de ces distiques. Il s'appelait François Bou-

(1) Le bas-relief du baptistère permet de supposer qu'il appartenait à une église placée sous l'invocation de St Denis.

tard, et était à la fois prieur de Château-Renard et abbé de Boisgrolaud (4).

Or, il faut l'avouer, la modestie n'était pas le partage de François Boutard. Bien qu'il ne fît que des vers latins, il était parvenu à se faire connaître de Bossuët par l'envoi d'une ode qui accompagnait des pigeons adressés au prélat pour sa fête, et il avait obtenu de Louis XIV, par son intermédiaire, une pension de mille livres. Dès lors il s'intitula sans façon le poète des Bourbons, *vates Borbonidum*; il fit plus : un jour en s'enivrant, comme certains abbés de son temps, il crut se trouver une grande ressemblance avec Horace, et vite il ajouta à son titre de versificateur bourbonnien celui d'héritier de la lyre du poète de Vénuse, *Venusini pectinis hæres*. Vénuse, chacun le sait, était la patrie d'Horace.

Mais si, comme quelques poètes, François Boutard était pétri d'amour-propre, on ne saurait du moins l'accuser d'ingratitude. Toutes les statues de Louis le Grand furent chargées de ses vers, et c'est encore à sa reconnaissance que nous devons les inscriptions destinées aux monuments d'un arsenal que son bienfaiteur avait fondé!

Ces inscriptions se recommandent par une grande concision, et si, malgré l'obscurité qui doit en résulter, c'est là ce qui fait le mérite du genre, gloire sans contredit, gloire à François Boutard, prieur de Château-Renard, abbé de Boisgrolaud!

Construite en 1666, la corderie fut le premier monument du port, et elle est restée un des plus beaux ateliers de nos arsenaux maritimes. Boutard a constaté son importance en ces termes :

CANNABIS IN VARIOS PROPERAT SE VERTERE FUNES,
HIS VIDEN'IMMOTAS, HIS VOLITARE RATES?

Une traduction est indispensable, et j'ai hâte de dire que le premier historien de Rochefort (2), le père Théodore de Blois, s'est chargé de la faire. Mais à de vile prose il a préféré de la prose rimée, se justifiant avec bonhomie « des vers abondamment répandus dans son livre, » — d'abord à cause « de la stérilité du sujet, » —

(1) Né à Troyes en 1664, mort en 1729.

(2) *Histoire de Rochefort*, 1787, in-4°.

puis parce qu'il s'était laissé entraîner par l'exemple de beaucoup d'auteurs, entre lesquels il cite de préférence le cardinal Bona, « qui » a semé beaucoup de poésie dans son *Traité de la psalmodie divine*. » On verra, du reste, qu'au latin trop laconique peut-être de l'abbé Boutard le père Théodore a substitué un français beaucoup trop prolix assurément, comme pour justifier une fois de plus la vérité de l'adage italien : *Traduttore, traditore* !

- Le chanvre déguisé sous différentes formes ,
- Composé dans ces lieux après mille travaux ,
- Les cordages divers, l'âme de nos vaisseaux ;
- Car l'un tient en repos ces machines énormes ,
- L'autre à son gré les fait voltiger sur les eaux. »

La fonderie, établie en 1668, et devenue dans ces dernières années une vaste usine où se confectionnent les machines des bâtiments à vapeur, offre encore à Boutard l'occasion de louer le grand roi :

LIQUITUR ÆS FLAMMIS SEQUE HORRIDA DENSAT IN ARMA
REX GEMINI LODOIX ÆQUORIS UNDE TOMAT.

Le dirai-je ? Théodore a trouvé moyen d'amplifier encore cet éloge ampoulé :

- Des fourneaux enflammés on voit l'airain liquide
- Couler ici, former l'instrument homicide
 - Que Vulcain destine pour Mars ,
- Et d'où le Jupiter qui gouverne la France,
 - Fait tirer les foudres qu'il lance ,
- Pour régner sur les mers , ou forcer les remparts. »

L'auteur et le traducteur ont célébré ensuite, et toujours avec le même bonheur d'expression, le magasin général, le magasin des vivres, la salle d'armes, l'hôpital, l'école des gardes de la marine. Ce serait abuser de la patience de ceux qui m'écoutent que de transcrire impitoyablement toutes ces inscriptions. Je me bornerai donc à citer celle composée pour l'hospice des orphelins, dont la fondation rappelle la mémoire si vénérée de Michel Bégon, de ce docte intendant qui, comme le dit ingénieusement son épitaphe,

trouva Rochefort bâti en bois et le laissa construit en pierres (4).

QUAM FULGENS PIETATE DOMUS ! QUAM SUMPTIBUS ! ILLI
QUÆ SINE MATRE JACET, PLURIMA MATER ADEST.

Inspiré par ces beaux vers, le traducteur s'écrie :

- Filles qui vous trouvez et sans mère et sans père,
- De votre sort craignez peu les rigueurs ;
- Si le destin cruel vous refuse une mère
- Ici vous en trouvez plusieurs ! »

J'entends crier grâce. Encore une inscription cependant ; mais elle n'est plus de François Boutard, et Théodore ne l'a pas traduite.

Devant la place d'Armes de Rochefort existe une fontaine élevée en 1754, et surmontée d'un groupe assez massif, représentant la Charente qui donne la main à l'Océan en lui portant le tribut de ses eaux (2) ; sur cette fontaine, du côté de la place, on lit le distique suivant :

LÆTA DIU VARIOS ERRABAM NYMPHA PER AGROS ;
LÆTIOR IN VESTRIS MOENIBUS ECCE FLUO.

- Nymphé heureuse, j'errai longtemps dans les prairies ;
- Plus heureuse aujourd'hui, je coule dans vos murs. »

Le compliment est bien tourné, mais est-il bien sincère, et la pauvre nymphe n'a-t-elle pas dû souvent regretter, quoiqu'elle dise, la perte de sa liberté ? Il était du reste impossible qu'un mensonge exprimé en termes si gracieux ne fût pas gracieusement accueilli ; aussi est-ce la seule inscription que les habitants de Rochefort aient gravée dans leur mémoire et sur le monument. On l'attribue généralement à Dulaure, médecin recommandable, d'abord échevin, puis maire de la ville. Quelques personnes cependant assurent qu'elle fut composée par son frère, auquel des

(1) NASCENTEM HANC URBEM LIGNEAM INVENIT,

..... LAPIDEAM RELIQUIT.

L'épithaphe de Bégon est due à M. de Lagny.

(2) Dû au ciseau d'un maître sculpteur du port, nommé Bourguignon. — Vlaud et Fleury, *Hist. de Rochef.*, t. 1, p. 436.

poèmes licencieux, et surtout la publication du *Compère Mathieu*, n'ont pas fait assurément une réputation digne d'envie.

III.

Laissant de côté nos monuments, nos inscriptions, voulez-vous entrer dans le domaine des faits? Transportons-nous à la bibliothèque de la marine; là vous serez en présence de trois cent cinquante volumes manuscrits, contenant les lettres de la cour et les dépêches adressées aux intendants de Rochefort. Dans cette vaste collection, vous trouverez à chaque page de curieux renseignements sur les embellissements successifs apportés à l'arsenal, sur le mouvement de nos flottes, la construction de nos vaisseaux; mais vous y trouverez en même temps des souvenirs qui, mieux que tout ce qui précède, semblent nous rejeter bien loin en arrière, et exhalent par cela même un suave parfum d'antiquité. Ainsi vous y verrez qu'au XVIII^e siècle, sous un règne glorieux, dans un temps de civilisation et de lumières, l'alchimie avait encore de nombreux partisans, non pas seulement dans les classes inférieures de la société, mais aussi dans les plus hautes régions, puisqu'à la tête de ceux qui croyaient encore à la conversion des métaux semblait se placer le chef de l'État lui-même, le grand roi Louis XIV (1).

Ecoutez, en effet, ce que le comte de Pontchartrain, ministre de la marine, écrivait, le 2 septembre 1705, à l'intendant Bégon : « J'ay » aussy rendu compte à Sa Majesté de la conversation que vous » avez eue avec le capucin qui prétend avoir le secret de convertir » le cuivre en argent et en or. S. M. désire que vous le fassiez » travailler en quelque lieu secret, soit à la Rochelle, soit à Roche- » fort, en votre présence, si vous en avés le temps, ou de celle » (*sic*) de quelque personne sûre, afin qu'il en fasse lui-même » l'épreuve, et envoyés moi la matière qui en proviendra, afin que » j'en fasse faire l'essay. Vous aurez soin de m'informer de ce qui » se passera sur cela. » En *post scriptum*, le ministre ajoutait de sa main : « Vous voyés la conséquence du secret, soit que ce se-

(1) MM. Viaud et Fleury, dans leur *Histoire de Rochefort*, t. 1, p. 226, n'ont pas manqué de raconter cette singulière anecdote.

» cret soit bon, soit qu'il ne vaille rien, de quelle importance il
» est qu'il ne soit pas connu. »

Bégon transmet d'abord à Pontchartrain un mémoire rédigé par le capucin, et bien obscur sans doute, puisque peu de jours après, le 46 septembre, le ministre répondait : « Le chymiste habile et
» honneste homme qui a esté employé pour travailler sur le mé-
» moire que le religieux capucin vous a donné pour faire la con-
» version du cuivre en argent et en or, demande quelques éclair-
» cissements dont il dit qu'il a absolument besoin pour pouvoir
» mettre en pratique ce que ce religieux propose ; vous trouverez
» plus loin l'état de ces éclaircissements, que je vous prie de com-
» muniquer à ce religieux, afin qu'il puisse les donner en marge de
» chaque article , de manière cependant qu'il n'y ait plus de doutes
» sur la parfaite intelligence de tout ce qui est contenu dans ce
» mémoire. »

Un mois s'écoula ; le capucin s'embrouillait probablement dans ses réponses. Aussi Bégon, pour s'en débarrasser, je suppose, engagea le ministre à le mander à Paris, et le 21 octobre il reçut l'ordre de le faire partir. — « J'ay rendu compte au roy de ce que
» vous m'avez écrit au sujet du père capucin qui prétend avoir la
» science de la conversion des métaux. Puisque vous êtes d'avis de
» le faire venir à Paris, S. M. a bien voulu en donner l'ordre à son
» provincial. Je vous l'adresse afin que vous le lui fassiez tenir ;
» quand ce provincial lui aura envoyé son obédience, vous lui
» ferez donner une place au carrosse de la Rochelle à Paris. »

Notre alchimiste arriva donc à Paris, et, ce qui s'y passa, on le devine aisément. Le pauvre capucin eut beau faire, il ne put jamais dire comme le joueur heureux :

« Sous *mes* heureuses mains le culvre devient or (1), »

et il eut même à se repentir d'avoir attiré sur lui l'attention du roi et d'un de ses ministres. Le 42 mai 1706, ce dernier écrivait en effet à Bégon : « Vous trouverez cy-joint une lettre du religieux
» capucin qui estoit venu icy pour travailler à la conversion des
» métaux. Il me marque qu'il est en Berry, fort maltraité par ses

(1) Régard. — *Le Joueur* (acte 3, scène VI).

» supérieurs parce qu'il est venu icy. Je vous prie d'écrire au lieu
» où il me marque qu'il est, soit à l'intendant, ou à toute autre
» personne de considération que vous jugerés à propos, pour faire
» savoir que vous connaissés ce religieux et pour engager ses supé-
» rieurs à ne luy faire aucun mauvais traitement, et au contraire
» à le bien traiter, marquant que S. M. est satisfaite du compte
» qu'il a rendu de ce qu'il savoit. » Louis XIV pouvait-il laisser
croire qu'il avait été dupe des illusions d'un pauvre moine? Plus
charitable que les religieux du Berry, Bégon rappela à des senti-
ments d'humanité les supérieurs de notre alchimiste, qui finit ses
jours dans l'obscurité la plus complète, après avoir rêvé peut-être
sous sa robe de capucin les honneurs, la fortune et l'immortalité.

Je pourrais raconter encore maintes vieilles choses de cette jeune
cité de Rochefort, mais je craindrais de fatiguer la bienveillante
attention de ceux qui m'écoutent, et je m'empresse d'arriver à la
conclusion suivante, que je formule dans cet aphorisme : L'an-
tiquaire comme le botaniste peut trouver partout des sujets d'étude.

NOTE

SUR UN MANUSCRIT RELATIF AU CHATEAU D'OYRON (DEUX-SÈVRES),

Par M. DE WIENNES.

Dans la bibliothèque de mon oncle, M. Héracle de Polignac, au
château d'Outrelaize, par Langannerie, entre Caen et Falaise
(Calvados), existe un précieux volume manuscrit dont on ignore
la provenance. Ce volume a 63 centimètres de haut sur 50 de large.
Il est relié en maroquin rouge, et porte sur le plat : *Feuës et plans
des seigneuries d'Oyron, Moncontour et Cursé*, et au-dessous les armes
du duc d'Antin, fils de madame la marquise de Montespan. Des
pièces ou parties intégrantes de ces armes, *une tour et une tête de
Maure*, se trouvent aussi répétées dans l'ornement qui encadre le
dessus du volume, et également dans le dos.

La première feuille de ce volume porte au milieu d'un encadre-
ment excessivement riche, dessiné et peint à l'aquarelle par le cé-
lèbre Le Pautre, et orné des armes du duc d'Antin avec les écartel-

lements : *Recueil des vues et plans, carte générale et particulière du château et seigneurie d'Oyron, des baronnies de Montcontour et de Cursé, avec les cartes et arpentages de chaque métairie, levé par Matis, arpenteur du roy, en l'année 1713, et orné par le sieur Le Pautre, architecte et graveur ordinaire du roy* (4).

Suivent 25 plans très-soignés, peints à l'aquarelle, et dont les titres sont dans des cartouches ornés, dessinés par Le Pautre avec un goût infini. Ces plans, étant pliés par le milieu, ont par conséquent 63 centimètres de haut sur 100 de large.

Le 1^{er} est intitulé : Vue du château d'Oyron du côté de l'entrée;

Le 2^e — Vue du château d'Oyron du côté de Montcontour;

Le 3^e — Vue du château d'Oyron du côté du bourg;

Le 4^e — Vue du château d'Oyron du côté de Cursé;

Le 5^e — Vue du château d'Oyron du côté de Thouars.

Ces cinq vues sont assez bien faites, et ornées de quantité de petites figures, de riches équipages, de cavaliers, etc. On y voit toutes les maisons du bourg, les églises, chapelles, jardins. La cinquième est prise du même côté que la première, mais les bâtiments y sont plus petits, de sorte qu'on y voit, en outre du château, tout le bourg, l'église, l'hôpital, et une immense étendue de campagne.

Le 6^e est intitulé : Plan du rez-de-chaussée du château d'Oyron;

Le 7^e — Plan du premier étage;

Le 8^e — Plan du deuxième étage;

Le 9^e — Plan des combles du château d'Oyron;

Le 10^e — Carte générale des seigneuries d'Oyron, des baronnies de Montcontour et de Cursé avec ses environs. (Cette carte est très-intéressante; le nom de chaque fief, les rivières, les buttes, tout y est très bien indiqué.)

Le 11^e est intitulé : Carte du château, jardins et bourg d'Oyron. (On y voit le plan détaillé du petit parc.)

Le 12^e : Carte du grand parc d'Oyron, avec les arpentages des terres de la ferme de Monpalais.

Le 13^e : Carte d'arpentage des terres qui font partie des fermes d'Oyron, dans la plaine du côté de Cursé.

(1) On ne pourrait aujourd'hui faire exécuter un semblable manuscrit à moins de vingt à trente mille francs.

Le 14° : Carte d'arpentage des terres faisant partie des métayries d'Oyron, avec les dépendances du château de Terzay. Sur une portion des terres est écrit : Province de Touraine, et l'on voit, tracée en noir, la séparation.

Le 15° : Carte d'arpentage des terres qui font partie des fermes d'Oyron dans la plaine du côté de Montcontour.

Le 16° : Carte de Cursé avec les arpentages des fermes et héritages qui en dépendent. — (Il n'y a pas de vue de château.)

Le 17° : Carte d'arpentage des bois et brandes de la tour Imberg, dépendant du domaine de Cursé. (On y voit une petite tour, et au-dessous : Tour Imberg, mesure.)

Le 18° : Carte d'arpentage de la métairie de Glénouze et de celle de la Corbinière, dépendantes de la baronnie de Cursé.

Le 19° : Carte de la seigneurie de St-Léger, de la Roche-Rabasté, faisant partie de la baronnie de Cursé.

Le 20° : Carte de Montcontour, avec les arpentages des héritages de la ferme de Villeneuve.

(La vue de la tour est petite, et ne peut être d'une grande utilité pour savoir quelle était à cette époque l'état du château de Montcontour.)

Le 21° : Carte d'arpentage des marais à pacages de Montcontour.

(Cette carte, sur laquelle sont indiqués les marais et pâtures de chaque commune, ceux des abbayes et des particuliers, avec leurs noms, peut être utile aujourd'hui pour des *procès de particuliers à communes* ou de *communes à communes*. Beaucoup de ces pâturages marécageux sont intitulés cabannes, ainsi : *Cabanne de Placin*, *cabanne de la Martellerie*, etc. D'autres parties sont désignées sous le nom de *pacages*, d'autres de *pastures*, et d'autres de *marais*. On y voit aussi les canaux de la Dive, etc.)

Le 22° est intitulé : Carte d'arpentage des *marets* (*sic* pour marais) à bleds de Montcontour.

• (Cette carte offre le même genre d'intérêt que la précédente. Il s'y trouve une légende indiquant la contenance exacte de chaque cabanne, celle des fossés, etc...)

Le 23° est intitulé : Plan de la bataille de Montcontour remportée par l'armée du roi Charles IX, commandée par M. le duc d'Anjou, le 27 septembre 1579.

(Cette carte est faite avec beaucoup de soin ; on y voit tous les régiments avec les noms des commandants ; et comme les chemins, les bois, les eaux y sont très-bien rendus, elle pourrait être utile à ceux qui s'occuperaient spécialement de ce sujet, auquel la Société des Antiquaires de l'Ouest a consacré déjà un mémoire intéressant.)

Le 24^e : Carte de *Frontenay, Messay et St-Clair*, faisant partie du domaine de Montcontour.

Le 25^e : Carte d'arpentage de la métairie de *Bouret*, située à la Grimodière, dépendante du domaine de Moncontour et Oyron.

(On y voit l'indication de *château Cagne ruiné*, et la source de la Dive.)

Toutes ces cartes renferment les indications des croix, moulins, buttes, justices, chapelles, etc., etc., avec des vues très-petites, mais dont plusieurs peuvent fournir d'utiles indications. — Toutes sont coloriées.

Une dernière page renferme dans un riche encadrement le chiffre *du duc d'Antin*.

Si quelqu'une des cartes dont je donne l'indication offrait un intérêt spécial à quelque membre de la Société, il pourrait, en passant en Normandie, aller frapper à la porte du toit hospitalier de mon oncle, sinon lui écrire à l'adresse indiquée ci-dessus, et le prier de faire faire un calque. — On pourrait du reste m'adresser la demande (6, rue Royale, à Nantes) ; je me chargerais volontiers de la faire passer.

COMPTE RENDU.

Pendant le deuxième trimestre de 1848 la Société s'est réunie les 15 avril, 18 mai et 15 juin, et dans ces trois séances elle a entendu les lectures suivantes :

1^o Mémoire historique sur l'ancienne seigneurie de la Roche-sur-Yon et sur un contre-scel de René d'Anjou (suite et fin) inséré au bulletin précédent ;

2^o et 3^o Deux fragments de l'histoire de la cathédrale de Poitiers, par le même ;

4^o Notice sur l'abbaye de St-Benoit de Quinçay (suite), par M. E. Lecointre.

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par l'Académie de Rouen, le *Précis de ses travaux*; — Par la Société **Havraise**, *Résumé de ses travaux*; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, le n° 4 de son *Bulletin* pour 1847; — Par M. Mauduyt, liste des objets acquis pour le cabinet; — Par M. de Caumont, 1° *Bulletin de correspondance de l'institut des provinces*, n° de février et mars 1848; 2° adresse de l'*Institut des provinces* aux Sociétés savantes; — Par la Société de l'Histoire de France, son *Bulletin* de février 1848; — Par la Société française, *Rapport sur les archives de la Sarthe*; — *Annales archéologiques*, t. VIII, livraisons 3, 4, 5 et 6 (souscription de la Société); — Par M. Charles Guimard, *Notice sur la cathédrale de St-Brieuc*; — Par la Société de Numismatique de Londres, le n° d'avril du *Numismatic chronicle*; — Par M. Orchard Halliwell, le roman de la *Morte Arthure*; — Par l'administration du journal l'*Institut*, les numéros de janvier et février 1848; — Par l'Académie de Caen, ses *Mémoires* de 1847; — *Chronique de Maleu* (souscription de la Société); — Par la Société d'Agriculture de Rochefort, 9 numéros de son *Bulletin* (janvier 1844 à janvier 1848); — Par M. Lesson, *Ère celtique de la Saintonge*; — Par M. Deville, *Revue des architectes de la cathédrale de Rouen*; — Par M. l'abbé Corblet, *Journal des prédicateurs*, n° de février 1848.

Objets divers.

Par M. de Wismes, *Note sur un manuscrit relatif au château d'Oyron*, insérée au présent bulletin; — Par M. E. Lecointre, deux deniers d'Alphonse, frère de Saint-Louis, frappés à Toulouse et à Riom.

Chronique.

Le cabinet des médailles et antiques de la ville de Poitiers s'est enrichi de quelques précieux objets.

Nous citerons : 1° un poids municipal de Bordeaux, du temps de la domination anglaise. Ce poids est en cuivre, de forme ronde, du module de 64 millim. Il pèse deux cents grammes. D'un côté, il offre dans le champ une porte de ville crénelée, avec la légende romane MEIA LB COMVNA DE BORDEV (demi-livre ou marc de Bordeaux); de l'autre, le lion d'Aquitaine passant, au-dessous la lettre G, et autour la légende latine : ANNO DOMINI MCCCXVI;

2° Des médailles romaines consulaires, en argent, des familles Accoleia, Actia, Antia, Aurélia, Curiatia, Egnatia, Fabia, Farsuleia, Flaminia, Hostilia, Licinia, Lucilia, Mænia, Maria, Minucia, Papiria, Pedania, Petronia, Pinaria, Pomponia, Quinctia, Roscia, Rubria, Sempronia, Sulpicia, Tullia et Valeria; et en bronze, des familles Mæcilia et Rubillia;

3° Des médailles romaines impériales, en argent, d'Agrippine la Jeune, de Galba, de Plautille, d'Aquilia Severa; en bronze, d'Agrippine l'Ancienne, de Carausius, de Delmatius, de Galeria-Valeria, de Jovien et de Romulus;

4° Un royal d'or du roi Jean; un écu d'or aux porcs-épic de Louis XII, et deux écus d'or au soleil de François I^{er} et de Henri III, ces trois dernières monnaies trouvées à Secondigny, arrondissement de Parthenay.

L'administration municipale a fait, en outre, déposer au temple Saint-Jean une inscription commémorative de la construction de la grande arche du Pont-Joubert, en 1450, sous la mairie de H. Larchier.

M. Bourbeau, maire de Poitiers et membre du conseil d'administration de la Société, a acquis le portail sculpté de l'ancienne juridiction consulaire, dû au ciseau du Poitevin Girouard. On reconstruit ce monument dans le parc de Blossac.

Un paysan des environs de Lusignan a découvert, il y a deux mois, un petit trésor composé de 1450 pièces dont voici la liste :

Monnaies royales.

1° Louis VI (1108-1137), Orléans,	6 pièces.
2° Louis VI (1108-1137), ou Louis VII (1137-1180), Paris,	31
3° Philippe II (1180-1223), Paris, Arras, Montreuil,	65
4° <i>Id.</i> — scs, Martinus,	6
5° <i>Id.</i> — ou Philippe III (1270- 1285), tournois,	355
6° Louis VIII (1223-1226), ou Louis IX (1226- 1270), tournois,	779

Monnaies baronales.

7° Henri I ^{er} (1162-1175), ou Henri II (1226) ar- chevêque de Rheims (Duby, pl. VIII, n° 9),	3
--	---

8° Guillaume I ^{er} (1176-1202), ou Guillaume II (1249-1226), archevêque de Rheims (Duby, pl. VIII, n° 5),	3
9° Eléonore de Vermandois (1182), Duby, pl. CIII, fig. 2),	1
10° Renaud, comte de Boulogne (1191-1227), Duby, pl. LXXIV, n° 1,	2
11° Deniers de l'abbaye de St-Martin de Tours avant 1204,	74
12° Alphonse, frère de St-Louis, comte de Toulouse (1249-1271), deux variétés,	19
<i>Id.</i> de Riom, deux variétés,	5
12° Charles I ^{er} , comte de Provence (1285),	3
13° Thébaut, comte de Champagne, deniers de Provins,	46
14° Frustes,	76
Total,	4,450

L'examen des pièces les plus modernes de ce trésor prouve qu'elles ont été peu de temps en circulation. On peut donc fixer approximativement la date de leur enfouissement à la fin du xiii^e siècle ou dans les premières années du xiv^e.

Dans la séance du 18 mai, M. Mauduyt a fait connaître la découverte de constructions romaines dans la propriété de M. Duval à Celle-l'Évêcaut (Vienne); la Société a nommé une commission composée de MM. Mauduyt, Letourneux et Raimbault, pour explorer ces ruines et lui faire un rapport.

Depuis quelques jours les travaux de déblaiement sont commencés au pied de la tour Maubergeon et devant la façade sud de la grande salle du palais de justice. La Société, dans sa séance du 15 juin, a nommé une commission composée de MM. Ménard, Foucart, Bussière, Pilotelle et Villain, pour surveiller les travaux et présenter un projet de nivellement pour la nouvelle place, et de restauration pour la tour de Maubergeon.

La Société vient de faire paraître ses deux volumes de Mémoires pour 1846 et 1847.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

TROISIÈME TRIMESTRE DE 1848.

SOMMAIRE.

- I. — *Histoire de la bibliothèque de Poitiers*, par M. PRESSAC.
II. — *Compte rendu et chronique.*
-

HISTOIRE

DE LA BIBLIOTHÈQUE DE POITIERS,

Par M. PRESSAC.

La bibliothèque de Poitiers, comme le plus grand nombre de celles des départements, ne date que de l'époque de la République. Cependant un des intendants du Poitou, M. le Nain (1), avait eu la pensée d'en former une dans la capitale de la province de son gouvernement.

Ce projet, qu'il ne réalisa pas, on ne sait pourquoi, reçut, peu d'années après lui, un commencement d'exécution.

M. Desgrois, trésorier de St-Hilaire et chancelier de l'Université de Poitiers, étonné sans doute qu'une ville dans les murs de laquelle une nombreuse jeunesse venait chercher les précieux enseignements que lui distribuaient gratis les doctes professeurs de

(1) Jean le Nain, chevalier, baron d'Asfeld, intendant de la généralité de Poitiers, de 1732 jusqu'à 1743. Il avait succédé à François de Beaussan, seigneur de Blauville. Son successeur fut Nicolas-René Berryer. (V. *Almanach provincial et histor. du Poitou* pour l'année 1769.)

ses Écoles, ne possédât de bibliothèque publique, résolut de la doter d'un établissement si utile, qu'il considérait probablement, dans sa patriotique pensée, comme un moyen de rendre à la vieille université de Poitiers l'antique célébrité dont il la voyait quelque peu déchuë.

Il se mit à l'œuvre : son dessein une fois connu, on s'empressa de lui offrir des livres. Il réunit aussi quelques manuscrits et un assez grand nombre de médailles. Sa mort funeste arrêta d'aussi heureux commencements (1).

L'un de ceux qui s'étaient associés à son œuvre par le don de quelques ouvrages, Jouyneau-Desloges, qui a consigné ces détails dans ses *Affiches du Poitou* (année 1774, p. 190), ne dit point si, de son vivant, le généreux chanoine eut la satisfaction de faire jouir le public de sa collection. Tout ce qu'il apprend, c'est que, 20 ans avant l'époque où il écrivait, par conséquent en 1754, il avait vu plusieurs des livres qui en faisaient partie, dans une salle des écoles de droit. Il avait ouï dire que depuis ils avaient été transportés au Palais, dans une pièce arrangée exprès pour en faire le vaisseau d'une bibliothèque publique. Que sont-ils devenus, ces livres ? On n'en sait rien. Deux seuls volumes, précieux à double titre, et par leur rareté et par le souvenir qu'ils rappelleront à perpétuité, peuvent être cités avec certitude pour avoir appartenu à la bibliothèque que le louable zèle du trésorier de Saint-Hilaire l'avait portée à former; ce sont : 1° *l'Instruction du roy en l'exercice de monter à cheval, par messire Antoine de Pluvinel... Paris, Pierre Rocolet, M.DC.XXVII, in-fol.* ; 2° *Antiquitatum Romanarum Pauli Manutii liber, de legibus ; index rerum memorabilium, Venetiis, Aldus, M.DL.VII, in-fol.* On lit sur le frontispice de chacun : *Andreas Richard Desgrois, Ecclesiæ Bⁿⁱ Hilarii thesaurarius, cancellarius, Bibliotheca Pictaviensis auctor et parens, 1754. Orate pro eo.* Les mots *parens* et *orate pro eo*

(1) André-Joseph-Richard Desgrois, nommé par le roi, en 1746, trésorier de l'église de St-Hilaire, mourut le 14 octobre 1761, d'une chute qu'il fit du haut de l'hôtel de la trésorerie, qu'il faisait bâtir. Ce fut par l'atroce méchanceté de ses ouvriers, qui n'ajustèrent que d'un bout une planche d'échafaudage sur laquelle il devait passer pour visiter leurs travaux. (V. Thibaudéau, *Abrégé de l'Hist. du Poitou*, t. I^{er}, p. 91). — La trésorerie occupait, place St-Hilaire, l'emplacement sur lequel a été bâti depuis l'hôtel de M. de Curzay.

ne se trouvent pas sur le second. L'un et l'autre sont aujourd'hui dans la bibliothèque dont nous écrivons l'histoire. Le *Pluvet*, relégué dans l'ombre de la salle haute, attend qu'on lui fasse les honneurs bien mérités d'une reliure un peu plus somptueuse que celle toute délabrée qui recouvre les feuillets qu'elle laisse échapper. Mieux vaudrait toutefois pour lui qu'il demeurât dans son état de pauvreté, que de se voir restaurer aussi pitoyablement que l'a été le rare volume du savant imprimeur de Venise.

Ce projet de bibliothèque publique, le modeste rédacteur des *Petites Affiches du Poitou* ne le laissa pas oublier; plusieurs fois, dans ses feuilles, il le rappela à ses concitoyens, sans craindre de les importuner. On ne peut, disait-il, présenter trop de fois des vérités utiles. A ceux qui alléguaient les difficultés de conduire à terme cette entreprise, il répondait : « Commençons donc; vous » n'avez qu'à vouloir. On fait tout le bien que l'on veut, quand on » le veut bien (1). » Et il continue, en indiquant des moyens excellents pour arriver à la réalisation de ce qu'il sollicite sans grever les ressources de la ville.

Conseils inutiles! il était décidé que ce ne serait que du milieu des ruines d'une révolution qui devait raser jusqu'au sol le vieil édifice social, que naîtrait enfin l'établissement tant désiré.

Les étudiants de l'école de droit avaient pareillement, dans l'intérêt de leurs études, senti la nécessité de son existence : aussi exécutèrent-ils pour eux, et avec leurs ressources particulières, ce que n'avait pu jusque-là la puissance de l'administration, excitée par des vœux souvent exprimés (2), et par l'exemple d'une ville voisine, bien moins importante à tous égards que Poitiers (3).

On sera peut-être bien aise de connaître comment la chose se fit. Les *Affiches du Poitou* (an. 1783, p. 14 et 45) nous l'apprennent. Nous leur en emprunterons le récit, en l'abrégeant.

Le 6 janvier 1783, les étudiants étant réunis à l'hôtel de ville, dans la grande salle des Écoles, où ils venaient d'élire un prévôt

(1) *Affiches du Poitou*, ann. 1774, p. 190.

(2) *Affich. du Poitou*, ann. 1774, p. 123, 190; 1775, p. 182; 1776, p. 3 et 25.

(3) Jean-de-Dieu-René Bion, curé de Notre-Dame de Niort, légua à cette ville, en 1771, la bibliothèque nombreuse et bien choisie qu'il possédait. Elle fut le premier fond de celle qui existe aujourd'hui à Niort. (*Affiches du Poitou*, 1774, p. 123.)

et un lieutenant, le premier proposa à l'assemblée d'ouvrir une souscription pour former une bibliothèque commune. La proposition fut accueillie avec empressement : sur-le-champ les bourses de tous les assistants s'ouvrirent. MM. les professeurs (1), voulant s'associer eux aussi à une œuvre qui ne pouvait que produire les plus heureux fruits, offrirent pour local à la bibliothèque future une portion de la salle appartenant aux écoles.

L'entreprise marcha rapidement vers son but : dès le 30 du même mois, l'ouverture de la naissante bibliothèque se fit solennellement dans cette salle dont nous venons de parler. Ce fut un véritable jour de fête pour la cité. Ses musiciens y firent entendre les plus gracieuses symphonies de l'époque. Le prévôt, M. de Senailhac, et M. Turrault de Beauregard, prononcèrent chacun un discours, dans lesquels ils firent ressortir, en général, l'avantage des bibliothèques publiques, et, en particulier, celui qu'on devait attendre de celle qu'ils inauguraient au sein de la ville que l'un d'eux, dans son enthousiasme, appela, non sans quelque vérité, *l'Athènes du Poitou et de tout l'ouest de la France pendant des siècles*.

Tous les jours, les étudiants s'assemblaient dans cette bibliothèque pour y travailler. Enchantées de les voir s'appliquer avec tant d'ardeur à l'étude, plusieurs personnes se défirent généreusement de quelques bons livres (2) en faveur d'un établissement qui leur paraissait appelé à exercer la double action de l'utilité scientifique et de l'influence morale.

Ces heureux commencements, cet élan général, donnaient les plus brillantes espérances pour l'avenir. Le nombre des volumes déjà réunis au jour de l'ouverture fit augurer, suivant Jouyneau-Desloges (3), qu'il s'élèverait promptement à un chiffre considérable.

(1) PROFESSEURS OU ANTÉCESSEURS.

MM. Chevalier père, doyen.
Fouchier, professeur royal du
droit français.
Labadie.
Chevalier fils.

N.....

DOCTEURS AGRÉGÉS.

MM. Regnault de Beauvallon.
Mignot.
Allard.
N.....

(V. *Almanach provincial et historique du Poitou*, an. 1783.)

(2) *Affich. du Poit.*, 1783, p. 61.

(3) *Ibid.*, p. 45.

Ces prévisions n'eurent pas le temps de se réaliser ; et la jeunesse studieuse qui avait créé, avec tant de promptitude et de zèle, cette bibliothèque, ne s'en servit que bien peu d'années. On touchait à une grande et terrible époque : le vent révolutionnaire, qui dut souffler d'abord plus violemment au lieu où elle était placée, en dispersa sans doute les volumes. Une douzaine d'ouvrages cependant échappa à la tourmente : un *Cujas*, les Pandectes de *Pothier*, le Commentaire de *Valin* sur la coutume de la Rochelle, figurent parmi eux. On les rencontra, en 1806, dans quelque coin de l'hôtel de la mairie. Recueillis par le secrétaire de la nouvelle école de droit, organisée au mois de juin de cette année, ils furent déposés alors à la bibliothèque de la ville : un récépissé lui en fut donné par le bibliothécaire. Réclamés depuis par les professeurs, ils en sont sortis, en 1844, pour passer dans celle que ces messieurs ont commencé à former à cette époque pour leur usage particulier (1). Ils portent sur leurs plats extérieurs ou sur leur titre : *Bibliothèque des étudiants en droit de Poitiers*. Uniques débris de ce monument glorieux pour ceux qui l'avaient fondé, ils suffiraient seuls pour en perpétuer le souvenir, quand nous n'aurions pas d'autres témoignages de son existence. On en trouvera un autre, non moins intéressant, dans le tableau ci-dessous (2).

(1) V. le Rapport de M. Foucart, doyen de la Faculté de droit, sur les travaux de la Faculté pendant l'année 1843-1844, lu à la distribution des prix aux étudiants, le 23 novembre 1844 (*Journal de la Vienne*, 26 novembre 1844).

(2) NOMINA LEGUM AUDITORUM QUI BIBLIOTHECAM COMMUNEM FUNDAVÈRE
ANNO MDCCLXXXIII DOMINI.

De Senalliac, <i>Præpositus</i> .	De Beauregard.	Chabot.
Ménard, <i>Sub-Præpositus</i> .	Babaud.	Clédat.
Vigier, <i>Ærarius</i> .	Delort.	Collonnier.
Allonneau.	Fradin (<i>Modestus</i>), <i>Sub-</i>	Confex de la Chambre.
Clément.	<i>Ærarius</i> anno 1785.	De Gennes.
Favri.	Filhon.	Du Rousseau.
Feuillade.	Gaudin.	Gambier.
Imbert.	Marot.	Lambert.
Minault.	Moreau.	Lavialle.
Montsec, <i>Præpositus</i> an-	Belleau.	Marchand.
no 1784.	Berry.	Orceau.
Rigaudière.	Briand.	Pallu.

La révolution survint, et ses lois spoliatrices mirent aux mains de la République, à Poitiers comme ailleurs, une immense quantité de livres.

Les riches bibliothèques de l'abbaye de St-Cyprien, des couvents des capucins et des cordeliers, de l'ancien collège des Jésuites, celles de l'évêque et de tous les corps ecclésiastiques et communautés religieuses, furent saisies dans les trois années de 1791, 92 et 93 (1). On allait vite en besogne à cette époque; pas assez cependant

Roy, <i>Ærarius annis</i> 1784 et 1785.	Tixier de la Chapelle. Arnaud.	Gennet, <i>Sub-Ærarius anno</i> 1785.
Bellineau.	Creuzé.	Corderoy.
Pays-Meslier.	Desquarts.	Drouhet.
Pichard de la Caillère.	Fradin.	Thierriot.
Hilairet.	Gaillard.	Favre.
Argenton.	Hélon.	Berthelot du Breuil.
Arnault de la Grozelière.	Lecoinge.	Juzeau.
Babinet.	Lemasson de Montfort,	Houdet du Gravier.
Bonneau.	<i>Propositus anno</i> 1785.	Rouil.
Brothier.	Renard.	Dutemple.
Chabot.	Savary.	Mimault.
Chesneau.	Sauzeau, <i>Ærarius anno</i> 1785.	Morel.
Christophe.		Robert.
Lavaud.	Serph.	Arnault.
Rigaud.	Thibeau.	De Gonore.
Bion.	Lesuire.	Duplessis.
Chasse.	Bourjolly.	Guillet.
Chasseaux.	Arceau.	Mauffâtre.
Cruvelliers.	Pichard.	De Jame.
David.	Bourdin.	Du Portuis.
Leullier.	Bernard.	Nourry.
Dechilloux.	Babaud de la Picauderie.	Fontenettes.
Durand de la Pâtellière.	Cervenen de Chambord.	Forêts.
Gateau.	Michault.	Ayraud.
Grammont.	Pallu de Marigny.	Jacques.
Lelong.	Debort.	Pontols.
Tabart.		

Stephanus-Petrus-Julianus Catineau de la Roche, condiscipulorum causâ, hujusce Tabulæ typos ordine composuit, die mensis januarii anno 1786 (*).

(1) La bibliothèque de la ville possède une copie, écrite il y a trente et quelques années, du *Catalogue des livres contenus dans l'abbaye de St-Cyprien de Poi-*

(*) L'exemplaire de ce tableau, qui est à la bibliothèque de la ville, est probablement le seul qui existe.

aux yeux de *certains citoyens dévoués* jusqu'à la délation. La lettre suivante, copiée fidèlement sur l'original, en est la preuve :

« CITOYEN,

» Toujours occupé de ce qui peut contribuer au bien général, et notamment à l'enseignement des sciences mathématiques; considérant que le mobilier des émigrés doit être vendu, et que l'administration s'occupe d'établir une bibliothèque publique, je crois devoir vous observer qu'il y a quantité de bibliothèques particulières, appartenant à des émigrés, qui renferment des ouvrages précieux qu'il seroit intéressant de placer dans la bibliothèque : par exemple, celle de M. de Vilmore, du côté de St-Savin; du comte de Moussi, à La Contour; du marquis de la Roche-Dumaine, au Fou; du marquis de Plumartin, à Plumartin ou à la Roche-Posay; de M. Milon, à Gensai; du marquis Dalmori, du côté de Luzignan; du comte de Chataigné, à Toufou, etc....

» A Poitiers, celle du marquis de Nieuil, du marquis de Vitré, de M. Filleau; mais dans celle-ci, il y manque l'Astronomie de Lalande, en quatre volumes in-4°, que madame Filleau a prêtée à M. Rousseau de la Cour, ci-devant échanson, qu'il faut lui faire rendre; celle de M. de Labrosse, ci-devant garde du Roy, où l'on trouve plusieurs ouvrages de mathématiques intéressants, tels que le Cours de Bélidor, les Éléments de fortifications du maréchal de Vauban, Tables des logarithmes de Gardiner, etc.; celle de M. Dutillet, contenant aussi d'excellents livres de mathématiques et de physique, un superbe cabinet de physique expérimentale avec une

tiers, ordre de St-Benoît, congrégation de St-Maur, fait en l'an 1786, et le Catalogue alphabétique des livres de monseigneur Martial-Louis de Beaupoil de Saint-Aulaire, évêque de Poitiers, abbé commendataire de l'abbaye royale de Saint-Taurin d'Evreux; à Poitiers, MDCCLXXVIII, in-fol. — Celui-ci est un beau volume relié en veau éc. Sur le frontispice sont les armoiries colorées du prélat. L'ordre alphabétique qu'on y a suivi est celui du titre des livres.

Dans un ouvrage sur les anciennes bibliothèques en Poitou, que, Dieu aidant, nous comptons publier un jour, nous parlerons de ces bibliothèques et d'un grand nombre d'autres, sur lesquelles nous avons réuni déjà bien des documents. Que les personnes qui en auroient à leur disposition quelques-uns *qu'elles ne voudraient pas utiliser*, nous permettent de leur adresser la prière de nous les communiquer.

machine électrique suivant le système du docteur Franklin, et un petit vaisseau de ligne d'environ 6 pieds de longueur, armé de 50 petits canons, qui m'éviteroit la peine d'en construire un pour ma clace (*sic*), qui m'est indispensable pour les démonstrations relatives à la marine.

» Je vous supplie d'ordonner qu'il soit fait un triage de tous les livres de mathématiques qui se trouveront dans toutes les bibliothèques, pour être déposés dans ma clace sous ma responsabilité, parce qu'il faut que j'aie sous les yeux, autant que faire se pourra, tous les livres relatifs à cet enseignement, ainsi que les modèles que je ferai de ma main, si on n'en trouve point : car il me faut des vaisseaux, des fortifications, des machines hydrauliques, etc. ; mais je ferai peu à peu tout ce qu'il me faut ; je n'ai pas besoin d'ouvriers, ma main me suffit ; et, pour parvenir à ce but, je dénicherai présentement jusqu'à la bibliothèque du Père éternel. Je vous supplie de ne rien perdre de vue, d'agréer le zèle et les sentiments fraternels de votre concitoyen.

» Signé G.....l.
G.....l.

» Poitiers, ce 17 décembre 1792, l'an 1^{er} de la Rép. franç. (1). »

La lettre porte bien la signature entière de son auteur, mais nous ne croyons pas convenable de divulguer son nom. Lui-même, soit par un reste de pudeur, soit par *prudence*, voulait qu'il demeurât inconnu à tout autre qu'à celui à qui il s'adressait ; car il avait pris soin d'écrire en tête : *Cette lettre doit être lue particulièrement, et n'en point donner connaissance au public.*

Des avis si précieux furent mis à profit, on peut bien le croire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on trouve à la bibliothèque des ouvrages portant les marques ou les noms d'à peu près tous ceux qui figurent dans la lettre du sieur G.....l.

Les livres arrivèrent à charretées. A mesure qu'on enlevait une bibliothèque confisquée au profit de la nation, on la déposait en un lieu séparé. La loi du 4 janvier 1792 prescrivit la con-

(1) V. l'original (archives de la préfecture), liasse concernant la bibliothèque. Cette lettre ne porte point de suscription ; mais elle a dû être adressée à quelqu'un des administrateurs du département.

lection de catalogues séparés pour chacune de ces bibliothèques.

Ce fut une loi sage et utile, parce qu'elle pouvait arrêter le gaspillage et le désordre qui régnaient généralement alors dans les administrations communales, et parce qu'elle permettait, lorsque viendrait le sénatus-consulte du 6 floréal an X (1), de restituer, avec connaissance de cause, à chaque légitime propriétaire, le bien qui lui appartenait.

On suivit mal à Poitiers les prescriptions de la loi : les commissaires bibliographes chargés du travail ne firent aucun usage des instructions qu'ils avaient reçues. Au lieu de catalogues sur cartes, ils dressèrent, sans méthode, des inventaires en cahiers, manquant des indications bibliographiques les plus indispensables, où les titres des ouvrages étaient estropiés, et ceux des manuscrits et des livres en langues anciennes ou étrangères à peine énoncés.

Toutes ces bibliothèques, tirées ensuite de leurs dépôts respectifs, furent jetées confusément dans de grandes salles du collège (2). Près de 50 mille volumes s'y trouvèrent entassés.

Des monceaux de livres ne constituent pas une bibliothèque : pour en faire sortir une de ce chaos, il fallait, indépendamment d'une instruction variée, des connaissances spéciales, beaucoup de travail, une courageuse persévérance, et, surtout, l'amour des livres, sans lequel il n'y a jamais gu et il n'y aura jamais de bon bibliothécaire. Heureusement pour la ville de Poitiers, il se trouvait alors dans son sein un homme qui réunissait toutes les qualités qu'exigent ces fonctions : c'était un des membres de cette grande famille cénobitique, dont nos érudits d'aujourd'hui ne devraient jamais prononcer le nom sans un sentiment profond de respect et de reconnaissance ; car ils ne vivent, ou peu s'en faut, que du butin recueilli pendant des siècles par les doctes et modestes enfants de St Benoît : leur science serait souvent à jeun, sans les provisions abondantes que leur ont laissées ces infatigables travailleurs.

Il s'agissait de créer une bibliothèque. Cette œuvre difficile fut

(1) Le sénatus-consulte du 6 floréal an X ordonna la restitution aux émigrés de tous leurs biens non vendus.

(2) V. *Tableau du travail bibliographique fait, à Poitiers, depuis la loi du 2 pluviose an II* (archives de la bibliothèque). Ce tableau est de la main de D. Mazet.

confiée aux soins et aux talents du bénédictin Dom Mazet : le trois octobre 1792, un arrêté des administrateurs du département le nomma bibliothécaire (4). L'excellence de ce choix leur fait honneur.

Une tâche si laborieuse avait de quoi effrayer ; mais le courageux D. Mazet ne recula point devant elle. Les salles du collège lui furent ouvertes. Lorsqu'il y pénétra, un peu de joie se mêla sans doute aux souvenirs pénibles que dut faire naître en lui le spectacle qui s'offrit à sa vue. N'allait-il pas retrouver là la précieuse bibliothèque de son couvent de St-Cyprien ! Il pourrait de nouveau en contempler les richesses ! C'était pour lui rentrer en possession d'un bien perdu.

Il s'enfonça dans ce dédale, sans autre fil, pour l'y guider, que les catalogues informes qu'avaient faits les commissaires de 1794 et 1792. C'est là qu'on le vit, du matin jusqu'au soir, chercher, trier les volumes, rassembler et classer les ouvrages, qu'il cataloguait ensuite d'après le système bibliographique le plus généralement suivi.

Il était sur le point d'atteindre le but de la noble entreprise qu'il poursuivait ainsi sans relâche depuis quinze mois, quand parut la loi du 8 pluviôse an II, qui exigeait des administrations de districts qu'elles fissent dresser un récolement des inventaires qu'elles avaient dû faire des livres et manuscrits des ci-devant corps ecclésiastiques, communautés, etc..... et d'en faire rédiger des catalo-

(1) V. l'arrêté (archives de la préfecture). — Cette nomination souleva un conflit entre le conseil général du district de Poitiers et les administrateurs du département. Chacune des deux autorités croyait trouver, dans la loi du 27 mars 1791, le droit de nommer à cet emploi. Le conseil général du district aurait provisoirement à l'exécution de l'arrêté, qui péchait, disait-il, dans la forme, et que le soin de la conservation des droits de la municipalité lui faisait un devoir d'attaquer. — Par le même arrêté, le citoyen *Berducat* fut nommé également bibliothécaire ; mais il n'accepta sans doute pas cet emploi, ou ne le conserva que bien peu de temps, car, nulle part ailleurs, dans tous les documents que nous avons compulsés, il n'est question de lui ; D. Mazet figure toujours comme le seul bibliothécaire (*).

(*) V. aux archives de la préfec. la lettre du conseil général du district, en date du 19 octobre 1792 ; la réponse, du même jour, des administrateurs du département, et une nouvelle lettre du district le lendemain.

gues sur cartes par ordre alphabétique. La loi réglait que des commissaires, auxquels on pourrait allouer une indemnité qui ne dépasserait pas 5 fr. par jour, seraient choisis par les districts pour ce travail, lequel devait être terminé au bout de 4 mois. Il eut été impossible au bibliothécaire, même avec le secours de l'employé qu'on lui avait donné, peu après son entrée en fonctions (1), d'exécuter, en un si court délai, ce qui était ordonné : les citoyens Jouyneau-Desloges, Pontois et J.-B. Usson furent désignés pour l'aider (2). Ils ne lui prêtèrent leur concours, on ne sait pourquoi, que pendant trois mois; mais il profita plus longtemps de celui du citoyen François Chesneau (3).

(1) Cet employé se nommait Duclos; il avait été libraire avant d'entrer à la bibliothèque. Il partagea seul, de 1792 jusqu'au jour de sa mort, les travaux de D. Mazet, qui lui a rendu le témoignage que, pendant l'exercice de ses fonctions, il ne cessa pas un instant de mériter sa confiance (*). Son traitement fut fixé d'abord à 600 fr., puis à 900, ensuite à 1,500 et une livre et demie de pain par jour, et réduit enfin à 800 fr., lors de la diminution qu'il fut ordonné que supporteraient les traitements de tous les commis (**). Duclos mourut subitement le 9 thermidor an VI, en arrivant à Châtellerault, où il était allé, envoyé par D. Mazet, afin d'examiner le dépôt de livres qui s'y trouvait. C'est ce que nous apprend une lettre du commissaire du pouvoir exécutif près la municipalité de cette ville, écrite à D. Mazet, le lendemain, en réponse à celle dont était porteur le malheureux Duclos. Son supérieur fut sensible à cette perte : en écrivant, à la réception de cette nouvelle, le 11, aux administrateurs du département, pour leur demander de surseoir à son remplacement jusqu'à ce qu'il leur eût présenté un successeur, il s'exprime en ces termes honorables sur son compte : « Je ne puis plus douter de la mort malheureuse du citoyen Duclos, employé à la bibliothèque, connu de vous favorablement pour son zèle et par les qualités de son cœur. Cette perte excite mes justes regrets (***) ».

(2) V. aux archives du département une pièce relatant la nomination de ces commissaires. Elle est datée du 2 prairial an II. Ils reçurent l'indemnité de 5 fr. par jour.

(3) V. le *Tableau du travail bibliographique* déjà cité.

(*) Lettre de D. Mazet aux administrateurs du département, en date du 8 ventôse an V. (Archives de la préfect.)

(**) Représentation de D. Mazet aux citoyens composant le jury d'instruction près l'école centrale, en date du 8 brumaire an V, pour obtenir la conservation de Duclos dans son emploi, qu'il était menacé de perdre par suite d'une décision ministérielle. — Tableau daté du 13 pluviôse an IV, relatif aux dépenses de la bibliothèque du département de la Vienne, depuis la loi du 8 pluviôse an II. (Archives de la préfect.)

(***) V. la lettre du commissaire du pouvoir exécutif, le citoyen Guillemot aîné, aux archives de la bibliothèque, et celle de D. Mazet aux archiv. de la préfecture.

Il fallut alors reprendre, pour ainsi dire, en sous-œuvre, tout ce qui avait été fait, et recommencer un autre classement d'après la méthode arrêtée par le comité d'instruction publique.

Loin de se décourager, l'infatigable bibliothécaire poussa encore avec plus d'ardeur, s'il est possible, le nouveau travail qui lui était imposé; car, au bout de cinq mois, partait le premier des sept catalogues qu'il adressa successivement, jusqu'au 2 ventôse an IV (21 fév. 1796), au comité général d'instruction publique à Paris.

Tous ces catalogues étaient sur cartes. Avant de les envoyer, il fit faire de chacun d'eux une copie sur feuilles qu'il fit relier séparément (1).

Quand son œuvre fut achevée, il devait régner un ordre parfait dans la bibliothèque dont on peut le regarder comme le créateur. Voici quelle était sa distribution : elle était divisée en sept dépôts, désignés, ainsi que leurs catalogues respectifs, par les lettres A, B, C, D, DD, E, F.

Le dépôt A contenait les livres qui formaient la partie la plus précieuse des bibliothèques des corps ecclésiastiques et communautés religieuses de Poitiers.

Le dépôt B contenait les livres de l'évêque de Poitiers, M. Beau-poil de Saint-Aulaire, tant ceux de Dissay (2) que ceux du palais épiscopal.

Dans le dépôt C étaient ceux de MM. Irland de Bazoges et Constant, son oncle.

Le dépôt D réunissait ceux de 54 autres personnes. Les livres, classés suivant l'ordre des matières, y étaient séparés par fonds portant les noms des anciens possesseurs (3).

(1) V. le *Tableau du travail bibliographique* déjà cité.

(2) Dissay, à 16 kilom. de Poitiers, où les évêques avaient un château.

(3) Voici les noms des personnes auxquelles appartenaient les livres qui composaient ce dépôt, avec les séries de numéros sous lesquelles les ouvrages étaient rangés :

*1 Sarte de Lisle, prêtre déporté,	6 De Measemé, émigré.	581 à 592
n° 1 à 137	7 De la Fuye, émigré.	603 — 625
2 Irland, prêtre émigré.	8 De Boisragon, émigré.	626 — 682
3 De Vernon, émigré.	9 De Vaucelles, émigré.	683 — 714
4 Renault, émigré.	10 La Guérivière, prêtre	
*5 De Martel, émigré.	déporté.	715 — 747

La bibliothèque de M. Filleau formait à elle seule le dépôt DD. Le dépôt E était une seconde réunion de livres provenant de diverses personnes, au nombre de 14. Il s'y trouvait en outre des livres venant du séminaire de St-Charles et de l'officialité, puis un supplément de la bibliothèque de M. de Saint-Aulaire, évêque de Poitiers (4).

11 De Neuchèse, émigré.	748 à 762	23 De St-Georges, émigré.	1703 à 1747
12 Curé de Béruges, prêtre déporté.	763 — 807	*24 De Mortiers, émigré.	1448 — 1837
*13 Richard, prêtre condamné.	808 — 824	25 Pont-Jarneau, émigré.	1838 — 1907
14 D'Alogny, émigré.	825 — 848	*26 Bernard, prêtre déporté.	1908 — 2047
15 De la Sayette, émigré.	849 — 879	*27 De Lalstre, père d'émigré.	2048 — 2466
16 Poulte de Nieull, émigré.	880 — 902	*28 Dubrac, prêtre déporté.	2467 — 2574
*17 Boyard, prêtre déporté.	909 — 948	*29 Marconnay, prêtre déporté.	2575 — 2636
18 Constant, prêtre déporté.	949 — 973	*30 De Landerneau, prêtre déporté.	2637 — 2712
19 Le vicaire de la Palu, déporté.	974 — 1004	31 De Vitré, émigré.	2713 — 2836
*20 Quintard, prêtre déporté.	1005 — 1405	32 De Chasteigner, à Chenché, émigré.	2837 — 2941
21 De Pradel, à Abin, émigré.	1406 — 1553	33 Le même, à Poitiers.	2942 — 3030
22 Le même, à Poitiers.	1554 — 1702	34 Penin, prêtre déporté.	3031 — 3098

L'astérisque désigne ceux auxquels, suivant les lois, les livres furent remis.

Une note de la main de D. Mazet, à la fin du catalogue, apprend que l'original, fait sur cartes, fut achevé le 18 frimaire an III (8 déc. 1794), et envoyé au comité d'instruction publique, par l'agent national dans le département, le 20 du même mois.

(1) Noms des différentes personnes auxquelles appartenaient les livres du dépôt E, et indication des séries de numéros sous lesquels ils étaient rangés.

1 Brunet, ex-jésuite, n° 1 à 99	*7 Lemit, prêtre déporté.	474 à 530
2 Deviellechêze, prêtre.	8 Inconnu.	531 — 577
3 Macé, prêtre émigré.	*9 Guillon, prêtre émigré, déporté.	578 — 642
*4 Leroux et Dutrehan, prêtres déportés.	*10 Thibault de la Roche-Tulon, émigré.	643 — 860
5 Inconnu; livres envoyés par le comité révolutionnaire.	*11 Devilliers, prêtre déporté.	861 — 999
*6 Lamothe Dulys, condamné.	*12 Dupuy, et avec plusieurs livres des biblio-	

Dans le dépôt F avaient été relégués tous les livres de moindre valeur qui venaient de la même source que ceux du dépôt A, c'est-à-dire des bibliothèques des corps ecclésiastiques. C'étaient des livres anciens, pour la plupart reliés en parchemin (1).

Ces différents dépôts contenaient ensemble 34,527 volumes, formant 18,483 ouvrages répartis comme il suit :

Dépôts.	Ouvrages.	Volumes.
A.	5,484	7,226
B.	910	2,559
C.	595	1,478
D.	5,098	7,272
DD.	1,227	1,343
E.	1,494	3,044
F.	7,678	8,867
Total,	18,483	34,486

Indépendamment de ce nombre de livres, déjà si considérable, il restait dans d'autres dépôts environ 3,000 volumes in-fol., 1,200 in-8° ou in-12 à classer, et qui auraient pu fournir un catalogue de plus de 2,000 ouvrages bien complets, mais dont le mérite avait paru inférieur à ceux déjà catalogués. En outre, 4,500 in-fol. et

thèques St - Aulaire, et Guillon, supérieur du séminaire de St- Charles. 1000 à 1336	14 Pruel, prêtre déporté. 1438 à 1488
13 Séminaire de Saint- Charles et officialité. 1337 — 1437	15 Supplément à la bi- bliothèque du ci-de- vant évêque de Pol- tiers, Beaupoll de St- Aulaire. 1489 — 1494

L'astérisque désigne encore ici les personnes à qui leurs livres furent restitués.

Comme sur le catalogue du dépôt D, on lit à la fin de celui de ce dépôt, ces mots de la main du même D. Mazet : « Achevé le 3 ventôse an III, le catalogue sur cartes » (originales), envoyé au comité d'instruction publique par l'agent national le 16 du même mois. »

(1) V. aux archives de la préfecture un cahier in-fol. de la main de D. Mazet, intitulé *Notes sur l'état de la bibliothèque près l'école centrale, et autres dépôts de livres dans ce département*. Il renferme les renseignements les plus curieux. Un double de ces notes fut envoyé au ministre de l'intérieur à la fin de messidor an IX (juil. 1801). La lettre écrite au préfet, par le même, à ce sujet, est aux archives de la préfecture.

6,000 vol. de tous autres formats, presque tous imparfaits ou à moitié pourris, furent jetés au rebut (1).

En deux ans de temps, depuis la loi de pluviôse an II jusqu'au 2 ventôse an IV (24 fév. 1796), date de l'envoi du dernier catalogue, un travail immense avait été fait : et cependant, pour le soutenir dans ce pénible labeur, qui l'absorbait tout entier, le laborieux bibliothécaire n'avait que son amour passionné des livres, et certainement aussi la conscience du bien qu'il opérait ; car, pour toute récompense, il ne recevait *que l'indemnité de 5 fr. par jour en assignats* ; et encore, conformément à la loi qui défendait le cumul, la pension dont il devait jouir comme ancien religieux était-elle comprise dans cette somme. Le discrédit du papier monnaie fut si rapide, que bientôt son assignat quotidien vint à ne plus suffire au morceau de pain de chaque jour : pour ne pas mourir de faim, il fut réduit à adresser, le 2 frimaire an IV (23 nov. 1795), aux administrateurs du département, une pétition par laquelle il les priait de le faire jouir *de la distribution journalière de pain* que la loi accordait aux employés de la République. Il demandait, en outre, s'il n'y aurait pas justice de leur part à lui accorder dorénavant un traitement en qualité de bibliothécaire, puisqu'il en exerçait gratuitement les fonctions, depuis plus de trois ans, avec un zèle qui avait mérité leur approbation (2).

Une demande si juste ne pouvait être rejetée : sur-le-champ, les

(1) Tous ces renseignements sont tirés du *Tableau du travail bibliographique* que nous avons cité plusieurs fois, et des catalogues de ces dépôts, qui, à l'exception de ceux A et F, existent dans les archives particulières de la bibliothèque. La perte de ces deux catalogues est excessivement regrettable ; elle dérobe à nos recherches des documents certains sur la composition des bibliothèques dont ils étaient formés.

(2) V. l'original de la pétition (archives de la préfecture). Nous en reproduisons les principaux passages :

- Le citoyen Mazet vous expose que, vu le discrédit des assignats, il lui est impossible de pouvoir subsister avec l'indemnité de 5 francs par jour qu'il perçoit
- comme commissaire bibliographe. Il vous prie de vouloir bien le faire jouir de la
- distribution journalière en pain que la loi accorde aux employés de la République...
- L'exposant soumet aussi, citoyens, à votre justice, de statuer si, en qualité de
- bibliothécaire, dont il exerce gratuitement les fonctions, depuis plus de 3 ans,
- avec un zèle qui a mérité votre approbation, il ne doit pas toucher désormais un
- traitement quelconque. •

administrateurs arrêtaient qu'il recevrait la livre et demie de pain fixée par la loi, remettant à aviser plus tard au moyen de lui assurer un traitement (1). Ils en trouvèrent l'occasion deux mois après, en envoyant, le 9 pluviôse (23 janv. 1796), au ministre de l'intérieur, le tableau des dépenses faites pour la bibliothèque depuis la loi de nivôse an II (2). Ils lui exposaient dans leur lettre que la loi du 5 brumaire précédent, sur l'organisation de l'instruction, tout en disant qu'il y aurait près de chaque école centrale une bibliothèque publique, ne parlait pas du traitement à allouer au bibliothécaire, dont les fonctions cependant étaient importantes; que néanmoins ils ne croyaient pas devoir prendre sur eux, en les assimilant à celles de professeur, de leur attribuer les mêmes avantages.

« Dans la commune de Poitiers, la bibliothèque est déjà formée; » on peut même dire qu'elle est un des plus beaux établissements » de la République en ce genre, ajoutaient-ils. C'est principale- » ment aux soins et aux rares talents de *Mazet*, ci-devant *bénédictin*, qu'il est dû. Tout entier à sa patrie, cet excellent citoyen a » employé ses moments à recueillir tout ce qui s'est trouvé de plus » précieux dans l'étendue du département pour la propagation des » lumières et la splendeur des sciences, de manière que, dans un » temps où une horde sacrilège se plaisait à fouler aux pieds les chefs- » d'œuvre de l'art; lui, de son côté, travaillait de toutes ses forces à re- » lever l'empire des lettres et à assurer son triomphe dans ce petit point de » la France (3). »

Le ministre écouta favorablement ces observations, et il ordonna de suite que le bibliothécaire près l'école centrale jouirait du traitement de 2,000 fr. accordé aux professeurs; 600 fr. furent consacrés à celui de l'employé, et 500 aux achats de livres (4).

(1) Leur arrêté se trouve en marge de la pétition; il est signé Chasteau, président, Butaud, Tribot, et d'un quatrième nom qu'il n'est pas possible de lire.

(2) Elles se montaient, pour indemnité aux commissaires bibliographes, copies de cartes, etc., à 7,036 liv. 6 s. 5 d. (V. le Tableau de ces dépenses aux archives de la préfet.)

(3) V. l'original de la lettre (archives de la préfet.).

(4) V. la note fournie par D. Mazet au préfet le 13 floréal an XI (arch. de la préf.). Le 20 du même mois intervint, du reste, la loi relative à la nomination et aux traitements des bibliothécaires des écoles centrales, par laquelle ils furent assimilés, en tout, aux professeurs de ces écoles.

L'homme qui a été l'objet des éloges que contient la lettre des administrateurs méritait assurément ceux que nous lui avons donnés plus haut, et ils suffiraient, s'il en était besoin, pour en être la justification. Ils ne doivent pas néanmoins faire oublier que, s'il fut l'architecte de ce monument, *l'un des plus beaux de la République*, il ne prépara pas de ses propres mains tous les matériaux qui servirent à l'élever. On doit se rappeler que des commissaires bibliographes y travaillèrent pendant trois mois, et qu'un autre homme instruit, et capable sans doute, leur succéda (1), et continua à l'aider pendant plus d'un an. Les services enfin de son employé Duclos durent lui être de quelque utilité; le témoignage qu'il lui a rendu autorise à penser ainsi.

Le monument était achevé; désormais le public pouvait être introduit au milieu des richesses dont le laborieux bibliothécaire lui préparait depuis des années la facile jouissance. Un arrêté des administrateurs du département, en date du 25 pluviôse an V (13 février 1797), ordonna qu'elles lui fussent livrées. Ce ne fut toutefois qu'une quinzaine de jours après que la chose eut lieu, ainsi que le démontre le passage suivant d'une lettre que leur écrivait D. Mazet le 8 ventôse (28 fév.) : « A la veille » d'ouvrir la bibliothèque nationale, conformément à votre arrêté » du 25 pluviôse, il serait besoin de papier, plumes, etc. (2). »

Les jours d'entrée furent fixés aux 2, 4, 6 et 8 de chaque décade; le public était admis depuis deux heures jusqu'à cinq, et même depuis 9 heures du matin jusqu'à midi, le 2 et le 6 (3).

La loi du 5 brumaire an IV (25 oct. 1795), sur l'organisation définitive des écoles centrales, près desquelles il devait y avoir une bibliothèque publique, fut suivie d'une *instruction* ministérielle

(1) C'était un ecclésiastique qui s'appela François Chesneau. Il paraît, par le tableau des dépenses faites pour la bibliothèque, que, dans le mois de frimaire an III, il travaillait à la bibliothèque en qualité de commissaire bibliographe, et qu'à la fin de vendémiaire an IV (oct. 1795), il n'avait pas encore cessé ses travaux.

(2) Lettre de D. Mazet aux administrateurs du département. (Archives de la préfec.) — C'est donc par inattention que M. l'abbé Gibault a dit, p. 10 du discours prononcé par lui à l'ouverture de la bibliothèque, en 1829, que ce fut en l'an IV que le public commença à jouir de cet établissement.

(3) *Journal de Poitiers et du départ. de la Vienne*, n° du 5 germinal an V, p. 3.

pour la formation de ces bibliothèques. Il y était dit : « En général, » il sera permis aux bibliothèques d'écoles centrales de se com- » pléter provisoirement en livres de toute espèce, autant qu'il leur » sera possible, dans les dépôts les plus voisins. »

Cette disposition n'échappa pas au vigilant D. Mazet. Le 15 mesidor an IV (3 juil. 1796), il écrivit aux administrateurs du département pour leur demander d'obtenir des districts l'envoi des catalogues qu'ils avaient dû faire des livres saisis dans leurs ressorts respectifs, afin qu'il pût connaître les ouvrages qui, y étant portés, manquaient à la bibliothèque de l'école centrale.

Le 21 (9 juil.), des ordres furent expédiés en conséquence (1). On s'y conforma plus ou moins lentement; les catalogues, d'ailleurs, n'avaient point été faits partout, notamment à Montmorillon (2). Pour que la mesure s'exécutât avec plus de discernement et de promptitude, celui qui l'avait provoquée fut autorisé à aller lui-même sur les lieux faire ses choix. Il visita successivement les divers dépôts, à l'exception de celui de Montmorillon, et une assez grande quantité de livres furent destinés par lui à en être extraits. Lorsqu'il fallut les transporter à Poitiers, on s'aperçut que quelques-uns avaient disparu par la négligence, ou peut-être même par la volonté des autorités locales (3).

(1) Lettre de D. Mazet et circulaire des administrateurs du département aux autorités des districts. (Archiv. de la préfet.)

(2) Lettre de la municipalité de Montmorillon du 8 fruct. an IV (25 août 1796), en réponse à la circulaire des administrateurs du département. (Archiv. de la préfet.)

(3) A Civray, par exemple, un manuscrit superbe et de la plus haute importance pour l'histoire ecclésiastique du diocèse de Poitiers, avait disparu. Nous en donnons le titre, afin que, dans le cas où il ne serait pas anéanti, ceux qui connaîtraient son existence voulussent bien nous indiquer le lieu où il se trouve. Nous prions alors son possesseur de nous permettre de l'examiner avec soin, pour pouvoir ensuite en donner une notice aussi détaillée que le comporterait le mérite de ce monument liturgique. Voici son titre : *Proprium B. Mariae de Regali* (vulgairement *la Reau*) (*). C'est un volume très-grand in-fol., sur parchemin et avec figures enluminées. Nous avons recueilli sur ce manuscrit, nous ne savons plus où, une note

(*) L'abbaye de Notre-Dame de la Reau, de l'ordre des chanoines réguliers de St-Augustin, était située sur les bords du Clain, dans la commune de St-Martin-Lars, arrondissement de Civray. Il s'y trouve encore de remarquables ruines de son église et des bâtiments claustraux. On ne sait pas bien quand et par qui cette abbaye a été fondée.

Lusignan fournit 250 vol. ; Loudun n'en voulut donner que 85.

fort intéressante que nous regrettons de n'avoir pu retrouver dans nos papiers. Elle faisait connaître l'époque de sa confection (fin du xvii^e siècle ou commencement du xviii^e), la somme qu'il avait coûté aux moines, et vantait surtout la beauté des figures dont il était orné. Ce sont là les seuls souvenirs qui nous soient restés du contenu de cette note ; ils sont peu précis, mais on peut les considérer comme certains. Un second manuscrit, également, avait été ou soustrait ou égaré : c'était un volume in-4^o, relié en maroquin rouge, sur *l'Art de la guerre*, dédié à l'impératrice de Russie. Le catalogue n'en dit rien de plus. Un autre volume, le *Ceremoniale episcoporum*, Parisiis, 1633, in-fol., eut le même sort. Moins précieux sans doute que les précédents, puisque ce n'était qu'un livre imprimé, la rareté de cette édition, les remarquables figures dont elle est ornée, et la beauté de l'exemplaire, qui était revêtu d'une somptueuse reliure en maroquin rouge, doivent cependant faire regretter sa perte.—Les livres saisis dans la circonscription de ce district furent transportés au chef-lieu et déposés (à l'exception d'un grand nombre qui furent soustraits avant) dans un appartement qui faisait partie du couvent des religieuses bénédictines de la ville. Ce fut là que, après la suppression du district, D. Mazet alla faire le choix dont nous parlons. Plus tard, d'après le document que nous suivons, furent enlevés quelques ouvrages de jurisprudence, de théologie et des Pères de l'Eglise. Il n'est pas dit au profit de qui, ni par quel ordre. Le reste, qui était *peu de chose*, à ce qu'on rapporte, fut pillé en grande partie par des individus qui s'introduisirent dans l'appartement au moyen du mauvais état du plancher. Tout ne disparut cependant pas ; car en 1816, le 9 août, le sous-préfet de Civray écrivait au préfet de Poitiers que, dans un local de la commune, existaient *quelques vieux livres* provenant d'anciennes maisons religieuses, et qui étaient dévorés des rats ; que si on les vendait, on pourrait en retirer une somme de 100 à 120 fr., qui s'emploierait utilement à l'achat de quelques meubles nécessaires à l'usage de la sous-préfecture. M. le sous-préfet demandait donc à être autorisé à faire la vente de ces livres pour se mettre dans ses meubles. Son supérieur ne goûta pas ses raisons ; il refusa. Mais, le 13 octobre de l'année suivante, un nouveau sous-préfet revint à la charge. Il n'avait pas vu les choses des mêmes yeux que son prédécesseur, car les *quelques vieux livres* de celui-ci se trouvaient changés en une assez grande quantité. C'était bien encore de *vieux livres rongés par les rats*, et qui plus est, *pourris par l'humidité*. Pour cette fois, cependant, il ne s'agissait plus de meubles à acheter, mais de réparations à faire au bâtiment où ils étaient déposés. Le préfet, en homme éclairé et en sage administrateur, répondit, quatre jours après, que, pour pouvoir se prononcer avec connaissance de cause, on eût à lui envoyer un catalogue de ces livres. On n'en fit rien. Enfin, le maire de la ville étant venu à Poitiers cinq mois après, dans les premiers jours d'avril de 1818, il exposa au préfet que faire un catalogue ce serait bien long, que les livres n'en valaient pas la peine, etc. Ces divers témoignages décidèrent le préfet à donner l'autorisation qu'on sollicitait, non, toutefois, sans demander de nouveaux renseignements au membre du conseil d'arrondissement qui faisait alors les fonctions de sous-préfet. C'est de cette lettre, en date du 7 avril, que nous avons tiré ce que nous venons

Il en vint 285 de Civray; Montmorillon en envoya 772 pour son

de dire, quelques lignes plus haut, sur ce dépôt de livres si fâcheusement gaspillé. Celui qui l'a écrite assurait que ce qu'il en restait alors *devait être considéré comme bouquins* (*). Nous avons connu personnellement ce fonctionnaire : c'était un honorable vieillard plein de probité et de droiture, mais peu lettré ; et il est bien permis de ne pas adopter aveuglément un jugement porté par lui sur l'importance ou la valeur des livres qu'il condamnait par ce mot *bouquins* ! mot terrible, qui a été une sentence de mort pour mainte œuvre de science ou de génie, comme celui d'*aristocrate* ou de *suspect* l'a été, en un certain temps, pour des milliers d'honnêtes gens.

Bien que cette note soit déjà un peu longue, et qu'on la jugera peut-être en dehors de notre sujet, nous demandons la permission d'y ajouter quelques mots sur les dépôts de Châtellerault et de Loudun.

Dans cette dernière ville, les livres qu'on y avait recueillis furent mieux traités, au témoignage de D. Mazet (**), que dans les autres chefs-lieux de district, ce qui expliquerait pourquoi, sur les 228 vol. qui avaient été choisis pour être transportés à Poitiers, on n'en laissa enlever, comme nous le disons, que 85. Faute d'un local nécessaire, la municipalité fit déposer, nous ne savons point l'époque, ce qui lui restait dans un appartement de l'hôtel de la sous-préfecture : c'est ce que nous apprend la lettre, en date du 12 décembre 1812, que M. le sous-préfet de Loudun adressa à M. le préfet de Poitiers, en réponse à une circulaire du ministre de l'intérieur, qui ordonnait qu'il fût dressé partout un *Tableau des livres et manuscrits existant dans chaque dépôt littéraire ou bibliothèque appartenant soit aux départements, soit aux communes*. Ces livres, *très-anciens*, disait M. le sous-préfet, *sont en majeure partie des ouvrages de piété et de théologie incomplets*, provenant des ci-devant communautés religieuses. Alors M. le préfet écrivit (27 décembre) d'examiner de nouveau, et de voir si ces livres, *ne pouvant servir*, ne seraient pas *susceptibles d'être vendus par adjudication*, ou par ouvrages ou au poids. La réponse (14 janv. 1818) fut la même que la première, sauf quelques petites variantes cependant : *ces livres sont PRESQUE TOUS incomplets, très-anciens POUR LA PLUS GRANDE PARTIE, ET NE SONT QUE des ouvrages de piété et de théologie*, presque tous in-12. Dans l'opinion de M. le sous-préfet, ils ne pouvaient être vendus qu'au poids. Néanmoins, bien qu'il n'attachât aucune valeur à ces livres, pas même pour être vendus à l'épicier, qui n'en ferait pas *grand cas*, disait-il, *parce que le papier était trop petit*, il les trouvait bons à orner la pièce de son hôtel dans laquelle ils se trouvaient. Nous craindrions de faire une fausse supposition en soupçonnant que ces livres, qui devaient faire l'ornement d'une chambre où se tenait parfois M. le sous-préfet, n'étaient pas si chétifs qu'il le croyait, si surtout se trouvaient parmi eux les ouvrages qui, choisis par D. Mazet en l'an V, ne furent pas livrés. Quoi qu'il

(*) *V.* cette lettre aux archives de la préfecture, ainsi que celles des sous-préfets de Civray, du 9 août 1812, 13 octobre 1817; du préfet, 17 octobre, même année, et 3 avril 1818.

(**) *Notes sur l'état de la bibliothèque près l'école centrale et autres dépôts de livres dans le département.*

contingent (4). Châtelleraut, quoique plus tardivement, fut obligé aussi lui de contribuer pour 447. Tous ces transports s'effectuèrent du commencement de l'an V au mois de vendémiaire an VIII (2).

De la sorte, la bibliothèque se trouva enrichie de 2,090 vol. de bons ouvrages, parmi lesquels il s'en trouvait de rares et de fort importants, comme on peut s'en convaincre en lisant la note ci-dessous (3).

en soit, il fut autorisé par M. le préfet (17 févr. suivant) à les conserver dans son appartement. Peut-être sont-ils encore au même lieu (*).

À Châtelleraut, il existait encore en 1817 une collection de bons livres, reste du dépôt formé à la révolution. Il y en a un catalogue aux archives de la préfecture ; il contient 2,567 volumes. C'est celui qui fut envoyé le 19 mai de cette année par le sous-préfet de la ville, sur la demande qui lui en avait été faite, par M. le préfet du département, le 14 du même mois. Nous y avons remarqué en le lisant plusieurs excellents ouvrages : par exemple, l'Histoire de la milice française, du P. Daniel ; — deux exemplaires des Annales d'Aquitaine ; — l'Histoire de Louis le Grand par les médailles..... du P. Ménétrier ; — les Mémoires de Brantôme ; — la Vie du duc d'Epéron, par Girard ; — la Bibliothèque française de l'abbé Goujet ; — l'Histoire du théâtre français, par les frères Parfait ; — l'Histoire d'Angleterre de Rapin de Thoyras ; — la Bibliothèque universelle de Leclerc ; — 209 vol. du Mercure de France, etc., etc. En somme, il y avait là un bon noyau de bibliothèque.

(1) Ce nombre de volumes, plus élevé que celui fourni par les autres districts, ne vient point de ce que le dépôt de Montmorillon était le plus considérable (il était au contraire un des moindres), mais de ce que, formé principalement des bibliothèques des augustins et des récollets, où se trouvaient des collections de bons livres, il offrit l'avantage d'y pouvoir puiser plus largement. La moisson eût certes été plus abondante encore, si l'on n'eût pas mis, à dessein sans doute, un peu moins d'empressement, dans ce district que dans les autres, à faire exécuter les lois. Il paraît qu'on s'embarassa peu de faire rendre au chef-lieu les livres du dehors, car ceux que possédait le duc de Mortemart dans sa maison de la forge de Verrières y restèrent sous le séquestre jusqu'au commencement de l'an IX, qu'ils furent envoyés à Poitiers sur la réclamation de D. Mazet. Ceux du comte de Moussy, qu'on se rappelle avoir vu vendre aux enchères, il y a six ou sept ans, à son château de Lacontour, furent ou oubliés ou respectés. Il en fut de même pour quelques autres bibliothèques. C'est là la cause pour laquelle le catalogue du dépôt de Montmorillon, que la municipalité fit dresser et envoya au département le 24 pluviose an IV (13 févr. 1796), ne contient que 3,000 vol. (*V. ce catal., archiv. de la préfet.*)

(2) *V. Notes sur l'état de la bibliothèque près l'école centrale.* — Catalogues des livres extraits des dépôts de Montmorillon, de Loudun, de Châtelleraut et de Civray. (*Archives de la préfet.*)

(3) *Volumes venus de CIVRAY, in-fol.* : Dictionnaire de la Bible, par D. Calmet,

(*) *V. aux archives de la préfecture les diverses lettres citées.*

Vers le même temps, une occasion s'offrit d'y en ajouter quel-

4 vol.; — *Inauguratio basilicæ Sanctæ Genovevæ*, 1 vol.; — *Histoire universelle*, par d'Aubigné, *Maille*, 1616, 3 vol.; — *Mémoires de Sully*, 8 vol.; — *Médailles sur les principaux événements du règne de Louis le Grand*, gr. in-fol.; — *Histoires des connétables, chanceliers... de France*, par Den. Godefroy, 1 vol.; — *Histoire générale de la maison royale de France*, par Anselme de Ste-Marie, 9 vol.; — *Histoire d'Alsace*, par Laguille, 2 vol.; — *Athanasii Kircherii China illustrata*, 1 vol.

Volumes in-4° : *Instructions pour les jardins*, par la Quintinie, 2 vol.; — *Traité des études*, par Rollin, 2 vol.; — *Histoire ancienne*, par le même, 6 vol.; — le *Sanctuaire de Bourges*, par Catherinot, *opuscule fort rare*; — *Histoire de la ville de Blois*, par Bernier, 1 vol., très-bel exempl. mar. rouge; — *Histoire des chevaliers de Malte*, par Vertot, 4 vol.

Les suivants furent envoyés de MONTMORILLON : *Biblia sacra, ex offic. Rober. Stephani*, 1538-40, in-fol., exempl. en gr. pap.; — *Histoire des auteurs sacrés et ecclésiastiques*, par D. Remi Ceillier, 23 vol. in-4°; — *Traité historique du chant ecclésiastique*, par l'abbé Lebeuf, 1 vol. in-8°; — *École de la chasse aux chiens courants*, par Leverrier de la Conterrie, 1 vol. in-8°; — *Historiæ Augustæ scriptores*, Francofurti, 1588, 3 vol. in-fol.; — le Rozler et Epithome, *Historial de France*, goth., 1 vol. in-fol.; — *Histoire de St Louis*, par Filteau de la Chaise, 2 vol. in-4°, gr. pap.; — *Mémoires de l'état de la France sous Charles IX*, 1578, 3 vol. in-8°; — *Histoire universelle*, par d'Aubigné, *Maille*, 3 vol. in-fol.; — *Histoire du Berry*, par Th. de la Thaumassière, 1 vol. in-fol.; — la *Religion des Gaulois*, par D. Jac. Martin, 2 vol. in-4°.

Parmi ceux de LOUDUN, ceux-ci méritent certainement d'être remarqués : *Chante-Pleure d'eau vive, cœur componct fait joyeux en larmoyant; seu Penitentialis irriguum cum focario et scintillantibus*, ou le *Fusil de pénitence avec ses alu-mettes*, 1437, in-8°, goth.; — Recueil curieux et édifiant sur les cloches de l'Eglise (par dom Remi Carré), *petit volume in-12, peu commun*, qu'il ne faut pas confondre, comme l'ont fait quelques catalographes, avec le *Traité des Cloches* du célèbre curé de Vibraye; — *Sexti Empirici adversus mathematicos lib. III*, Gentiano Herveto interprete; — *Sexti Philosophi Pyrrhonianarum hypotyposeon lib. III*, Interprete Henr. Stephano, *Parisiis*, 1569, in-fol.; — *Histoire des plantes*, par Linocier, 1584, in-16; — *Dictionnaire de la langue bretonne*, par D.-L. le Pelletier, in-fol.; — les *Essais poétiques d'Antoine de Nervèze*, Poitiers, 1605, in-12, *volume fort rare* d'un auteur poitevin, oublié par Dreux du Radier dans la Bibliothèque histor. et crit. du Poitou; — *Voyage du Levant fait par le commandement du Roi en 1621*, par le S. D. C. (Deshayes-Courmenin), in-4°; — *Histoire naturelle et morale des îles Antilles*, avec un vocabulaire caraïbe, in-4°; — *Historia eccles. de martyrio fratrum ord. S. Francisci*, qui in Anglia sub Henrico VIII, et in Belgio sub p^{ro} Auriaco, et in Hybernâ sub Elizabetha, ab anno 1526 ad ann. 1582, passi sunt; *Parisiis*, 1582, in-12; — *Hostie miraculeuse de Paris*, par le S^r Melon, 1634, in-12; — *Suetone Tranquille : la tres illustre Vie, faitz et gestes des douze Cesars*, translâtée de latin en françois par G. Michel dit de Tours, 1520, in-fol., goth. Nous devons ajouter

ques autres qui lui manquaient. Le vigilant bibliothécaire ne manqua pas de la saisir. En l'an VII, mourut à Poitiers M. Thoreau, amateur distingué, qui possédait la plus riche et la plus nombreuse collection de livres qu'il y eût alors dans cette ville et même au

XIX libri Moralium Beati Job, a XVII inclusive ad XXXV....., beau manuscrit in-fol., sur vélin, écriture du ^{xiii} siècle, avec lettres tournares et capitales en or et en couleurs.

Dans le catalogue de CHATELLERAULT, nous avons, en le feuilletant, noté ceux-ci : SS. Bibliorum concordantiæ, *Colon. Agripp.*, Balth. ab Egmont, 1684, in-8°; — Horæ diurnæ et noct. ad usum Orientalium (arabice), in-12; — J. Reuchlin de Arte cabalistica, libri III, 1517; *ejusdem* de Verbo mirifico, 1514, in-fol.; — Claudiani Opera, ex offic. Elzeviriana, 1650, in-12; — Ariane, par Desmarets, 1724, 3 vol. in-12; — les Facétieuses Nuits de Straparole, 1611, 2 vol. in-12; — De orbis terræ concordia, libri IV (aut. G. Postello), in-8° (1543); — Histoire des grands chemins de l'empire romain, par Bergier, 2 vol. in-4°, exempl. en gr. pap.; — Jugement de tout ce qui a été imprimé contre le cardinal Mazarin (par Naudé), in-4°; — Histoire de la ville de Rochefort, par le P. Théodore de Blois, in-4°; — Thomæ Pope-Blount Censura celebriorum authorum, *Londini*, 1690, in-fol.; — Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illust. dans la répub. des lettres (par Nicéron), 44 vol. in-12; — les Bibliothèques de Lacroix du Maine et de Du Verdier, 1772, 6 vol. in-4°; — Histoire littéraire des troubadours (par l'abbé Millot), 3 vol. in-12. On tira du même dépôt six ouvrages poitevins, tous les six fort rares. On y recueillit aussi plusieurs manuscrits : *Mémoires manuscrits du sieur d'Aubery, avec quelques pièces en vers* non imprimées, vol. in-fol., rel. en mar. rouge, dor. s. tr.; — 3 vol. manuscrits in-4°, contenant des *pièces diverses en vers et en prose* (sans autres désignations dans le catalogue); — 19 autres manuscrits sur parchemin, ou sur pap. fort, tant in-4°, qu'in-8° ou in-12, le plus grand nombre en mauvais état, provenant, dit le catalogue, de la ci-devant abbaye de la *Merci-Dieu* (*). Il est impossible, sur des indications aussi vagues, de reconnaître ces divers manuscrits parmi ceux qui font aujourd'hui partie de la bibliothèque; mais, pour celui des *Mémoires du sieur d'Aubery*, nous ne l'avons trouvé ni sur l'ancien catalogue, rédigé en 1806, ni sur le nouveau, qui date de 1835; enfin, nous n'avons découvert, nulle part, aucune trace constatant qu'il soit jamais entré à la bibliothèque. Qu'est-il devenu? N'aurait-il point été rendu à la famille de ce gentilhomme poitevin, laquelle existe encore?

Quant au dépôt de LUSIGNAN, nous n'avons trouvé, ni à la bibliothèque, ni aux archives de la préfecture, aucun document qui nous ait indiqué le moindre ouvrage en provenant.

(*) Notre-Dame de la Merci-Dieu, ordre de Cîteaux. Cette abbaye fut fondée en 1061, sous le nom de Becheron, qu'elle a porté jusqu'en 1175. Son fondateur s'appelait Echivard ou Bequivard, seigneur de Freully en Touraine. Il y fut enterré, ainsi que plusieurs autres seigneurs de cette terre. La Merci-Dieu était située dans la paroisse de Poësy-le-Vieux, qui fait aujourd'hui partie de la commune de la Roche-Poësy.

loin ; ses héritiers la vendirent aux enchères. C'est de là que sont venus l'*Antiquité expliquée de Montfaucon*, les *Cérémonies et coutumes religieuses de tous les peuples*, le *Monde primitif* de Court de Gébelin, les *Fables de La Fontaine*, 4 vol. in-fol., fig. d'Oudry; les *Histoires de Bourgogne, de Bretagne et de Languedoc*, par les bénédictins. Ce dernier livre, superbe exemplaire en maroquin rouge, doré sur tranches (aux armes), est l'un des plus beaux de la bibliothèque. Le tout coûta 623 francs. Cette somme fut payée, par arrêté des administrateurs du département en date du 9 floréal, sur les fonds destinés pour les menues dépenses de l'école centrale (1).

Dans les premiers jours de l'an IX, arrivèrent les livres de la maison de la forge de Verrières, dont il a été parlé dans la *note* de la p. 241. Les romans faisaient la majeure partie des trois cents et quelques volumes qu'on y ramassa. Cette pacotille était bien loin de valoir les belles acquisitions de la vente Thoreau (2).

Très-peu avant, à la fin de thermidor an VIII, on prêta au tribunal d'appel, sur la demande de son président, 251 volumes d'ouvrages doubles presque tous de jurisprudence (3).

La bibliothèque s'augmentait aussi un peu, chaque année, au moyen des dépenses que lui permettaient de faire les 500 francs dont elle disposait annuellement. Ils ne lui procurèrent, il est vrai, rien de bien remarquable : on ne pourrait guère citer que la *Description des plantes cultivées dans les jardins de Cels*, par Ventenat. Les ouvrages que le gouvernement donnait ne valaient pas mieux. Au reste, bibliothécaire et ministres n'en pouvaient *mais* : c'étaient fruits de la saison; on sait qu'elle n'en produisit pas beaucoup de bons (4).

(1) *V.* (archiv. de la préfet.) cet arrêté et une lettre de D. Mazet du 2 floréal.

(2) *V.* (archiv. de la préfet.) l'*Inventaire* de ces livres fait en thermidor an VI, et les lettres de D. Mazet, du préfet de Poitiers et du sous-préfet de Montmorillon, dans le courant de fructidor an VIII.

On trouva, dans cette maison de la forge de Verrières, *treize morceaux de marbre formant le mausolée du ci-devant duc de Mortemart*, est-il dit dans l'*inventaire*. Ils furent, comme les livres, mis sous le séquestre. Nous ne savons ce que ces débris, peut-être œuvre remarquable d'art, sont devenus. Il conviendrait à la Société des Antiquaires de l'Ouest de s'enquérir de leur sort.

(3) *V.* le catalogue aux archiv. de la préfet. et à celles de la bibliothèque.

(4) *V.* (archiv. de la préfet.) les états des livres achetés et ceux des livres donnés par les ministres.

Nous arrivons à l'an XI, époque fatale pour la bibliothèque. Et, chose assez remarquable, le premier consul, qui, par l'établissement de ses lycées, n'avait pas pour unique but de se rendre le maître de l'instruction publique, mais aussi de l'améliorer, ne prit pas garde que son arrêté du 8 pluviôse (28 janv. 1803), en faisant abandon aux communes des bibliothèques des écoles centrales, lui enlevait une des pierres fondamentales de son œuvre, et dont l'État se repentirait dans la suite de ne pas pouvoir se servir. A l'apparition de ce funeste arrêté, D. Mazet comprit bien vite que l'existence de sa chère bibliothèque était menacée. Il s' alarma, non sans raison, à la pensée de voir s'écrouler le monument qui lui avait coûté tant de soins et de peines, et, pour l'étayer, il eut recours au préfet, auquel il adressa, le 43 floréal (3 mai), la pétition dont nous rapportons ci-dessous les principaux passages (1).

(1) « D'après les lois et règlements sur l'instruction publique portant établissement des lycées, il ne paraît pas que les bibliothèques des écoles centrales soient conservées.

« Dans cet état de choses, que deviendra l'immense collection de livres qui se trouvent dans la bibliothèque publique de ce département, si votre sollicitude ne prend le soin de suppléer aux dispositions de la loi? Vous savez combien cette bibliothèque est riche en excellents livres sur toute sorte de matières.
« Notre dépôt littéraire est tout formé; il est même placé au collège dans un local qui n'est aucunement compris dans la distribution des appartements nécessaires au lycée. . . . qui sera établi. Vous penserez, citoyen préfet, que l'on doit faire tous ses efforts pour la conserver au public, qui en jouit depuis dix ans avec reconnaissance, et qui sent tout le prix de ce bienfait du gouvernement.
« . . . Le conseil de département, qui est à la veille de s'assembler. . . . ne se séparera sûrement pas sans avoir émis son vœu pour qu'il soit fait des fonds à ce sujet.

L'exposant vous prie, citoyen préfet, de prendre cet objet en considération, et de vouloir bien le mettre sous les yeux du conseil. . . . Vous en connaissez toute l'importance, et combien il serait affligeant pour votre cœur, et pour tous les amis des lettres, qu'un aussi bel établissement, si fécond en richesses de toute espèce pour le domaine des sciences, fût peut-être exposé aux plus funestes dilapidations. Cette perte, une fois faite, serait irréparable et la dispersion de la bibliothèque sera plus soigneusement consignée dans notre histoire que n'a jamais été aucune calamité publique arrivée dans cette commune. J'avoue que je mets tout mon bonheur à la conservation de ce précieux dépôt, mais il sera glorieux pour votre administration d'y avoir contribué. »

Dans des *Notes sur les frais d'entretien de la bibliothèque*, annexées à cette lettre, D. Mazet prie le conseil, au cas où il croirait nécessaire de faire des réductions

Suivant la loi du 14 floréal an X (1^{er} mai 1802), et le décret du 8 pluviôse an XI (28 janv. 1803), les écoles centrales disparaissaient successivement devant les lycées (1). Le tour de celle de Poitiers arriva le 16 floréal de l'année suivante (6 mai 1803). L'arrêté qui réglait toutes les dispositions à prendre pour la formation du nouvel établissement exigeait que, pour le 1^{er} germinal an XII (22 mars 1804), il se trouvât pourvu de tout ce qui était nécessaire à la réception de 150 élèves. Les vastes bâtiments du collège furent trouvés insuffisants pour cela; il devint donc nécessaire, *urgent* (c'est ainsi du moins qu'on l'assurait) d'évacuer tous les lieux, et la pauvre bibliothèque fut sur le point d'être jetée en entier par les fenêtres. On se contenta néanmoins d'en faire passer plus poliment par la porte douze à treize mille volumes. M. le préfet Cochon de l'Apparent, de concert avec M. le maire, arrêta que le bibliothécaire désignerait ceux qui devaient subir ce sort, et que les pros crits seraient vendus par celui-ci.

En effet, la vente se fit sans publicité aucune et à l'amiable (2).

sur le budget de l'établissement, de ne les point faire porter sur le modique traitement de 600 fr. de l'employé, mais seulement sur celui du bibliothécaire et sur la somme destinée à l'achat des livres. Cette somme était de 500 fr. par an, nous l'avons déjà dit, et le traitement du bibliothécaire de 2,000.

« Depuis 1793 jusques en l'an IV (est-il dit dans ces mêmes notes), l'administration centrale du département de la Vienne a seule fait les frais d'entretien de la bibliothèque, soit pour les traitements du bibliothécaire et de l'employé, soit pour les dépenses journalières.

« Depuis le mois de ventôse an IV jusqu'à ce jour (13 flor. an XI), tous les frais d'entretien ont été payés par le gouvernement, et l'état des dépenses de la bibliothèque publique près l'école centrale de ce département est fixé à la somme de trois mille cent francs, savoir :

• Traitement du bibliothécaire.	2,000 fr.
• — de l'employé.	600
• Dépenses journalières et achats de livres.	500

» Total. 3,100 »

V. (archiv. de la préfet.) l'original de ces notes et de la pétition.

(1) « A mesure que les lycées seront organisés, le gouvernement déterminera celles des écoles centrales qui devront cesser leurs fonctions. » (Loi sur l'instruction publique, titre IV, art. 22.)

(2) V. aux archiv. de la préfet. la correspondance de D. Mazet, du maire et du préfet à ce sujet.

Le tout fut livré à raison de 3 sous la livre les in-fol., et 1 sou 6 d. les autres formats, maximum des offres qui avaient été faites.

Un habitant de la ville devint l'acquéreur de cette masse de volumes, pesant 33 milliers de livres, et qui lui coûta 3,000 fr. (1) !!! encore avait-il presque fallu le prier pour conclure ce marché. Il en fut quitte cependant pour réaliser *un mince bénéfice de trois mille francs* ! faire des cadeaux à ses amis, et se garder pour lui de quoi se former une assez honnête bibliothèque. Une partie de l'acquisition, *les volumes reliés en parchemin, les petits formats*, le rebut enfin, suivant l'opinion de l'acquéreur (de qui nous tenons tous ces détails), ceux que l'épicier rejeta dédaigneusement comme incapables d'envelopper le sucre ou la chandelle, et comme indignes apparemment de faire des cornets de poivre, n'eurent plus, après un tel affront, qu'à aller se faire broyer sous les marteaux de la papeterie de St-Benoît.

Il est difficile de croire que cette déplorable destruction *de petits volumes* ne fit pas périr quelques-uns de ces trésors qui font la joie des bibliophiles assez heureux pour les posséder, et le perpétuel tourment de ceux que leur infortune a condamnés à les poursuivre en vain toute leur vie. Certainement disparut aussi plus d'un bon livre que le savant, aujourd'hui, regrette d'être obligé d'aller chercher hors de son cabinet, parce que la rareté des exemplaires ne lui a pas permis de se le procurer.

Plaintes inutiles ; les morts ne reviennent point ! Un tel nombre volumes retranchés ainsi, d'un seul coup, du corps de la bibliothèque, laissèrent un vide immense sur ses rayons : il s'agrandit encore en 1806 par les nouvelles restitutions qui eurent lieu. M. l'abbé Irland, MM. Filleau et de Bazoges, appuyés sur le sénatus-consulte du 6 floréal an X, réclamèrent leurs livres. On fit droit à leur demande : c'était justice. Les deux derniers rentrèrent en possession de la presque totalité de leur bien : 84 volumes seu-

(1) Cette somme fut employée à *payer quelques mois du traitement des professeurs d'histoire naturelle et du bibliothécaire, devenus à la charge de la commune, et qui, pour cette année déjà avancée, n'avaient pu être portés au budget.* Ce sont les propres paroles de D. Mazet, dans une lettre du 19 août 1812 adressée au préfet à la veille d'une autre vente. (V. la lettre aux archiv. de la préfet.)

lement de la bibliothèque de M. Filleau furent retenus *comme affectés à un service public*. Quant à M. Irland, il ne put en recouvrer que 142 des 209 qu'on aurait dû lui remettre; le surplus fut réservé pour les mêmes raisons (1).

Cette vente, ces restitutions avaient singulièrement diminué la fortune de la bibliothèque et jeté la perturbation dans l'ordre de son classement. Il y avait nécessité à en établir un nouveau dans ce qui restait; mais la municipalité de Poitiers, trouvant que c'était trop sans doute de conserver environ 24,000 volumes, parmi lesquels il est juste de dire qu'il y avait encore des doubles, chargea le bibliothécaire de faire un choix dans ce nombre (2). Celui-ci tira des anciens catalogues (3), pour composer la bibliothèque de la ville, 41,422 volumes imprimés et 79 manuscrits,

(1) *V. pétitions de MM. Irland et de Bazoges, réponses du ministre et lettres du préfet et du bibliothécaire à ce sujet.*—Pétition de M. Filleau et réponse du ministre. (Archiv. de la préfet.)

(2) *V. (archiv. de la préfet.) la correspondance du maire et du préfet, et une lettre de ce dernier du 13 juin 1806 au ministre.*

(3) *V. (archiv. de la préfet.) État général des livres tirés des différents catalogues pour former la bibliothèque de la commune de Poitiers.*

Nous reproduisons cet état, qui a l'avantage de faire connaître l'origine des livres qui entrèrent dans la formation de cette nouvelle bibliothèque.

Catalogues.	Volumes.
A.	5,434
B.	875
D.	2,818
E.	633
G.	1,662
Total.	11,422

Signé : *H. Masot.*

On se rappelle qu'à la page 232 nous avons expliqué quels étaient les catalogues désignés par les quatre premières lettres. Quant à la dernière, nous ne saurions dire quel est celui qu'elle indique. Nous croirions volontiers qu'il y a erreur, et qu'on a voulu écrire F et non pas G; à moins qu'il ne s'agisse d'un huitième catalogue qui n'aurait été rédigé, toutefois, qu'après le mois de messidor an IX, car à cette date, dans les *Notes sur l'état de la bibliothèque près l'école centrale et autres dépôts de livres dans le département*, il n'est encore question que des sept catalogues A, B, C, D, DD, E, F.

qui formèrent un seul catalogue (1). Le maire de la ville ap-
prouva ce travail le 4^{er} juin 1806. Il fut immédiatement remis au
préfet; et, le 13 du même mois, ce magistrat écrivit au ministre
de l'intérieur pour le prier de l'autoriser : 1^o à prendre un arrêté
qui assurât à perpétuité, à la ville de Poitiers, les livres contenus dans
ce nouveau catalogue (2); 2^o à faire, dans les 40,000 volumes au
moins qui pourraient rester, d'abord un choix de 3,000 volumes
environ pour composer la bibliothèque de l'évêché, puis un se-
cond choix destiné, conformément à l'article 27 de l'arrêté du 19
frimaire an XI (40 déc. 1802), à aider à la formation de la biblio-
thèque spéciale du lycée; 3^o à vendre le surplus, qui était considéré
comme de rebut, et à acheter, du prix en résultant, les ouvrages
nécessaires à compléter cette dernière bibliothèque. « Veuillez ,
» je vous prie, monseigneur, disait-il en finissant sa lettre, dif-
» férer le moins possible à me donner l'autorisation que je ré-
» clame, tant pour le bien de la ville *que pour mettre dorénavant*
» *V. Exc. et moi-même à l'abri des importunités journalières qui cesse-*
» *ront dès que tous ces livres seront authentiquement consacrés à des*
» *établissements publics* (3). »

Le 30 août, l'autorisation fut accordée sans observation, en ce
qui concernait les deux premiers paragraphes de la lettre du préfet;
mais le ministre modifia l'une des dispositions du troisième, en af-
fectant le produit de la vente *soit à l'établissement de la bibliothèque*
communale, soit à l'achat des ouvrages d'une utilité journalière qui pour-
raient lui manquer (4).

Pendant la vente ne se fit point, et ni l'évêché ni le collège
ne recueillirent les avantages qui leur étaient concédés. On ne tint
non plus nul compte, en 1809, d'une lettre-circulaire, en date du
30 janvier, du ministre des cultes Bigot de Préameneu, par laquelle
les évêques étaient autorisés à prendre dans les bibliothèques les

(1) Ce catalogue existe à la bibliothèque.

(2) Dès le décret du 8 pluviôse an XI, qui abolissait définitivement les écoles cen-
trales, et ordonnait en même temps que leurs bibliothèques seraient mises à la dispo-
sition des municipalités, la ville de Poitiers était entrée en jouissance et supportait,
aux termes du décret, les charges de l'établissement.

(3) V. la lettre du préfet (archiv. de la préfect.).

(4) V. l'original de la lettre du ministre (archiv. de la préfect.).

doubles des ouvrages à l'usage des ecclésiastiques et des étudiants des séminaires (1).

Ce ne fut qu'au mois de janvier 1812 que M. de Saint-Sauveur, évêque nommé de Poitiers, après avoir renouvelé des demandes antérieures, vint à bout d'obtenir l'abandon de 2,700 volumes pour former une bibliothèque à l'évêché et une au séminaire (2). De son côté, le lycée, revenant sans cesse à la charge pour obtenir l'exécution d'un arrêté ministériel du 8 frimaire an XII (3 nov. 1803) (3), toujours éludé, avait reçu, le 23 novembre précédent, 346 volumes (4).

Nous avons encore une perte à enregistrer, mais au moins ce sera la dernière. En 1814, le 15 octobre, parut un décret qui ordonnait que, dans le courant de 1812, les bâtiments de tous les lycées de l'empire fussent disposés de manière à pouvoir contenir, *autant que possible*, 300 élèves. Le recteur et le proviseur se mirent en devoir de prendre les mesures nécessaires pour cela. Ils parcoururent leur lycée : pas moyen, selon eux, d'y placer les 300 lits demandés. Dehors donc la bibliothèque, *cette étrangère qui nuirait au bon ordre qui devait exister dans une maison d'éducation* (5). N'étaient-ils pas chez eux ? Le décret du 41 décembre 1808 n'avait-il pas attribué à l'Université les biens non aliénés des anciens établissements d'instruction publique. Le conseil municipal ne pensait pas tout à fait ainsi ; il trouvait, lui, le moyen de placer les 500 lits sans déranger

(1) V. l'original de cette lettre (archiv. de la préfet.).

(2) V. lettre de M. de St-Sauveur au préfet, — du préfet au bibliothécaire (archiv. de la préfet.), et *État des livres remis à Mgr l'évêque le 25 janvier 1812* (archiv. de la bibliothèque.).

(3) Cet arrêté portait, art. 1^{er} : « Les 1,500 volumes accordés à chaque lycée pour sa bibliothèque par l'art. xxvii de l'arrêté du gouvernement du 19 frimaire an XI, et désignés dans le catalogue imprimé par ordre du gouvernement, seront pris dans la bibliothèque centrale de la ville où le lycée est situé, et mis par le maire à la disposition du proviseur sur son récépissé. » — Art. 2. « Si ces 1,500 volumes ne se trouvent pas dans la bibliothèque centrale, le proviseur est autorisé à se les procurer de la même manière dans les bibliothèques des écoles contrales supprimées par l'établissement du lycée, ou dans les dépôts de l'arrondissement. »

(4) *État des livres remis pour former la bibliothèque du collège.* (Archives de la biblioth.).

(5) Paroles de M. le recteur dans sa lettre du 25 juin 1812 au préfet.

la bibliothèque, qu'il ne regardait pas comme un hôte de trop mauvaise compagnie sous le toit d'une maison d'éducation.

Mais les instances devinrent plus pressantes. Les droits de propriété qu'on faisait valoir sur des bâtiments dont la ville supportait toutes les charges, et pour lesquels, au moment même, on demandait des sacrifices considérables (1), lui paraissaient quelque peu contestables. Puis, une grande raison, toujours déterminante en pareil cas, et contre laquelle il n'y avait guère moyen d'argumenter : on n'avait pas d'argent pour déménager ; la caisse municipale, il paraît, était au plus bas. Donc, le conseil ne se hâtait pas de chercher un refuge à la proscrite.

Le recteur se fâcha alors ; il écrivit au grand maître de l'Université, au préfet, pour que chacun d'eux usât de son autorité sur le conseil municipal, afin de l'obliger à vider les lieux. Le temps pressait ; il fallait que tout fût prêt pour la prochaine rentrée des classes, et l'on était à la fin de juin (2) : il fallut bien se soumettre.

Par sa délibération du 3 juillet, le conseil municipal nomma deux commissaires pour examiner si, dans les bâtiments de l'école de droit, qui appartenaient à la ville, on ne pourrait pas trouver le local dont on avait besoin. Réuni de nouveau le 8 pour entendre le rapport de ses commissaires, le conseil prit enfin la détermination de retirer la bibliothèque des salles du lycée. Mais les termes dans lesquels il formula sa décision montrent qu'il se soumettait plutôt à des exigences qu'à des raisons. « Le conseil estime, dit le procès-verbal de la séance, que, *s'il y a nécessité* de faire le déplacement de la bibliothèque, c'est dans l'aile droite de l'école de droit qu'il convient de la placer (3). » Ainsi se trouva résolue la question du changement de local (4). C'était bien quelque chose ; ce n'était pas tout cependant. Pour l'opérer, ce changement, des

(1) L'augmentation des lits et les autres dépenses de réparations étaient à la charge de la commune.

(2) *V.* Arrêté du conseil municipal du 15 mai 1842. — Délibération du même, le 3 juillet suivant. — Correspondance du préfet, du maire, du recteur, etc., à ce sujet, dans une liasse spéciale. (Archiv. de la préfet.)

(3) *V.* aux archiv. de la préfet. les copies de ces deux délibérations du conseil municipal.

(4) La bibliothèque était placée, au collège, dans les appartements au-dessus des classes de l'aile faisant face à la chapelle, à droite de la cour d'entrée. — On trouve

dépenses assez élevées étaient nécessaires, et on vient de voir que l'état des finances de la ville ne permettait pas d'y faire face. Le cas était embarrassant; comment faire? Aussi bien inspiré qu'en 1803, on ne trouva rien de mieux que de vendre encore des livres : la bibliothèque dut payer de ses fonds son déménagement. Le moyen, il faut en convenir, était certes, de tous ceux qu'on aurait pu rencontrer, le plus économique : plus on vendrait de livres, moins on en aurait à transporter et à caser ; partant, moins de dépenses.

On demanda au bibliothécaire un *état* des ouvrages qu'il croirait pouvoir être vendus; il en fournit un (1). Alors on ressuscita des cartons de la préfecture cette vieille lettre du ministre de l'intérieur, en date du 30 août 1806, qui autorisait à vendre *les livres de rebut* pour en employer le produit soit à l'établissement de la bibliothèque, soit à l'achat des ouvrages les plus utiles qui lui manqueraient. Le préfet crut sans doute sa responsabilité suffisamment à couvert derrière cette autorisation surannée, et il rendit un arrêté (2) ordonnant la vente de plus de sept mille volumes (3) qui ne se trouvaient pas compris dans le catalogue de 1806. La grande majorité de ces livres concernait la théologie. Il y avait parmi eux quelques ouvrages incomplets et beaucoup de doubles, dont faisaient partie ceux prêtés à la Cour d'appel et qu'on avait remis. Le 30 octobre, on commença la vente; elle ne s'acheva pas de suite, on ne sait pourquoi. Le 26 juin de l'année suivante, elle fut reprise. Elle produisit en tout 5,550 fr. 03 c. (4). Cette somme,

aux archives de la préfecture (liasse de la bibliothèque) un plan très-bien fait du 1^{er} étage du collège, et dans lequel est indiqué tout l'emplacement qu'elle occupait. Une mauvaise copie de ce plan existe aussi aux archives de la bibliothèque.

(1) Il contenait 4,820 volumes, dont 1,000 in-fol., 1,120 in-4°, 900 in-8° et 1,800 in-12. Indépendamment de ce nombre, le bibliothécaire indiquait, comme ne pouvant être vendus qu'au poids, 2,470 volumes de tous formats, mis au rebut antérieurement. (V. cet état aux archiv. de la préf.)

(2) V. cet arrêté de la main du préfet (archiv. de la préf.).

(3) Il paraîtrait toutefois, si l'on s'en rapportait aux deux catalogues qui furent faits pour servir à cette vente, et qui existent aux archives de la bibliothèque, qu'il n'aurait été vendu que 5,802 volumes. Mais probablement qu'on ne prit pas la peine de cataloguer ce qu'il y avait de plus chétif : c'est ce qui doit expliquer la différence qui se trouve dans ces deux nombres.

(4) V. aux archiv. de la mairie un état intitulé : *Recettes de deux ventes de livres de la bibliothèque.*

quoique bien minime, dépassa néanmoins les espérances du bibliothécaire, car il ne croyait pas que cette quantité de livres, vendue à Poitiers, dût rapporter au delà de 3,675 fr. 25 c. Aussi disait-il, dans sa réponse aux diverses demandes du préfet : Plusieurs ouvrages, tels que la *Polyglotte* de Lejay, les grandes *Bibles* de D. Calmet et autres, les *Conciles* de Labbe, les belles éditions des SS. Pères, se vendront mal à Poitiers et pourraient se vendre ou s'échanger à Paris avec avantage. On ne tint apparemment nul compte d'une observation si sage, car on trouve, dans les deux catalogues dont nous venons de parler, tous ces ouvrages que D. Mazet voulait qu'on envoyât à Paris. En les parcourant, on voit, par les prix d'adjudication qui ont été ajoutés à la majeure partie des articles, que tous, à peu près, ont été vendus à vil prix (1), même pour cette époque (1812-1813), où l'on avait, il est vrai, bien d'autres soucis que celui d'acheter des livres pour son plaisir ou pour ses études. Bien petit était le nombre de ceux qui avaient le loisir de se faire savants, et l'espèce toute pacifique des bibliophiles allait

(1) Le *St-Hilaire* et le *St-Ambroise* des bénédictins se donnèrent, l'un pour 7 fr. 50 c. et l'autre pour 15 fr.; le *St-Jérôme* fut payé seulement 38 fr., et le *St-Grégoire le Grand* 20 fr.; mais les trois volumes du *St-Athanase*, joints aux deux de la *Collectio nova Patrum gr. et lat.*, edente B. de Montfaucon, ne purent dépasser 24 fr. ! Les trois éditions de *St-Bernard*, données par Mabillon, ne produisirent ensemble que 13 fr. 75 c. ! La collection des *Conciles* de Labbe, dont il y avait trois exemplaires, fut adjugée : 1^o à 52 fr.; 2^o à 57 fr., et 3^o à 56 fr.; la *Polyglotte* de Lejay atteignit, elle, 60 fr. La *Bibliotheca mundi*, de Vincent de Beauvais, édition de Douai, 1624, quatre énormes in-folio, fut adjugée à 9 fr., prix inférieur à la valeur du papier; les neuf volumes in-folio de l'*Histoire généalogique de la maison de France*, par le P. Anselme, se vendirent pourtant 42 fr. Mais ce sont là les ouvrages qui montèrent le plus haut; pour le reste, on ne compte plus que par 2 fr., 1 fr., par centimes même le plus souvent : c'est ainsi qu'on donna pour 2 fr. 50 c. le *Roy d'armes, ou l'art des armoiries*, par Gilbert, 1640, in-fol.; pour 1 fr. 25 c., *Antonii Bonfinii Rerum Hungaricarum Decades quatuor et dimidia*, 1581, in-fol.; l'*Histoire d'Espagne*, de Marianna, *Moguntia*, 1605, in-fol., pour 75 c., et les *Chroniques de Savoye*, de Guill. Paradin, 1552, in-4^o, pour 50 c. Et ainsi du reste, car nous ne choisissons pas.

Que l'on compare ces prix avec ceux auxquels s'élevaient les mêmes ouvrages dans les ventes publiques, il y a moins d'une année encore, on verra quelle différence l'application générale à toutes sortes d'études chez une nation apporte à la valeur des instruments de travail indispensables à ces études.

s'éteignant chaque jour sur les champs de bataille, où, au lieu de livres, elle ramassait force lauriers qu'elle prisait un peu moins; nous pardonnera-t-elle de le penser et surtout de le dire.

Le 7 sept. 1815, on commença le transport de la bibliothèque. Ce travail dura jusqu'au 27 du même mois. Les frais qu'il occasionna, ainsi que tous ceux de maçonnerie, couverture, menuiserie, vitrerie, serrurerie, etc., qu'il fallut faire pour approprier le local à sa nouvelle destination, s'élevèrent à la somme de 3,580 fr. 54 c. (1), à peu près les deux tiers du produit total de la vente.

La bibliothèque se composait alors de 42,536 volumes, parmi lesquels les manuscrits entraient pour 93; c'était, en un peu moins de sept années (depuis juin 1806), une augmentation de 1,021 volumes imprimés et de 44 manuscrits (2).

C'est ainsi que par une suite d'actes, les uns justes, il faut bien le dire, les autres irréfléchis au moins, un établissement d'abord si considérable en était venu à un si petit nombre de volumes! et encore, pour avoir le chiffre exact auquel il était tombé, faudrait-il retrancher de ces 12,536 volumes tout ce que lui avaient procuré les achats et les dons qu'on lui avait faits, montant les uns et les autres à 2,000 volumes au moins.

La bibliothèque va entrer maintenant dans une ère nouvelle où nous n'aurons plus, au lieu de pertes, que des accroissements continus à enregistrer. La misérable allocation de 200 fr. qu'on lui attribuait chaque année depuis 1806 ne lui permettait pas de se donner le moindre ouvrage de quelque importance. Aussi, pendant ces sept années, à l'exception des manuscrits, elle ne fit que de pauvres acquisitions. Ce qu'elle dut à la générosité du gouvernement ne valait guère mieux (3).

(1) V. *journal du travail et de la dépense pour le transport et le placement des livres de la bibliothèque dans le nouveau local.* (Archiv. de la bibloth.)

(2) V. aux archives de la préfecture, *Tableau indicatif de la quantité de volumes que contient la bibliothèque*, adressé, au mois de janvier 1813, au préfet par D. Mazet.

(3) V. aux archives de la préfecture, les divers mémoires des livres achetés, et les lettres des ministres annonçant les envois qu'ils faisaient.

Mais bientôt, le calme revenant au sein de la patrie agitée, avec la paix se réveilla le goût des études. Les sciences et les lettres accélérèrent partout leur marche trop longtemps ralentie. Poitiers dut alors comprendre que, sous peine d'en arrêter la rapidité dans ses murs, il ne pouvait plus désormais laisser le budget de sa bibliothèque fixé à une somme aussi minime. Malgré cela, 400 fr. seulement furent destinés, en 1815, par le conseil municipal, aux acquisitions, reliures et menues dépenses d'entretien. Il n'y avait pas encore avec cela de quoi s'enrichir bien vite. Heureusement que le conseil général du département lui vint en aide, l'année d'après, par une allocation de pareille somme.

La situation de l'établissement se trouvait ainsi sensiblement améliorée. Néanmoins la voie de prospérité qui lui était ouverte ne paraissait pas, avec raison, assez large, au désir de son vieux bibliothécaire, dont les années n'avaient point affaibli le zèle; car, dans le mois de janvier 1817, il sollicitait l'intervention du préfet pour obtenir de faire porter à 4,000 fr., au budget de la ville, le chapitre des acquisitions (1). Lorsqu'il formait ainsi des plans pour l'avenir de sa chère bibliothèque, ses espérances trompaient sa vieillesse : il ne se doutait pas que son heure dernière était si proche. En effet, le 4^{er} mai suivant, il expirait presque subitement (2).

Il laissait dans sa succession un cabinet composé d'un choix d'excellents livres, d'un bon nombre de raretés et de curiosités bibliographiques, de plusieurs manuscrits, de chartes, de gravures, de médailles, de divers objets d'art, d'antiquités, d'histoire naturelle et de l'immense collection de documents manuscrits recueillis pour

(1) V. sa lettre au préfet. (Archiv. de la préfet.)

(2) Hugues Mazet, ancien bénédictin de l'abbaye de St-Cyprien de Poitiers, naquit le 15 février 1743 à Sury, petite ville du Forez, aujourd'hui département du Rhône. Un arrêté du chapitre général de la congrégation de St-Maur le nomma successeur de D. Rivet et de D. Fonteneau pour continuer leurs travaux sur l'histoire du Poitou. Cet honneur fut bientôt suivi d'un autre : ce fut d'être choisi par le comte d'Artois, depuis Charles X, pour écrire l'histoire de cette province, qui venait de passer dans l'apanage de ce prince. (V. dans les *Affiches de Poitiers*, nos 21, 22 et 24 de 1817, une notice sur D. Mazet, par M. Bernardy.)

l'histoire du Poitou par le laborieux D. Fonteneau, dont il avait reçu mission de continuer l'œuvre.

M. l'abbé Gibault, qui fut choisi, quatre mois après la mort de D. Mazet, pour le remplacer dans sa charge (4), connaissait à fond cette collection. Le zèle et l'activité que, dès l'instant de sa nomination, le nouveau bibliothécaire ne cessa jamais de déployer pour l'établissement auquel il se voua corps et biens, on peut le dire, puisqu'il lui consacrait chaque année la meilleure partie de son traitement (2), ne manqua pas de signaler à l'autorité communale les richesses renfermées dans le cabinet du défunt, et il la pressa vivement de ne pas les laisser échapper. Quelques difficultés s'étaient élevées entre les héritiers et la municipalité au sujet de la remise de livres qu'on supposait avoir pu être transportés chez l'ancien bibliothécaire pour faciliter ses travaux (3). De son côté, le préfet était intervenu, lors de la levée des scellés qui avaient été apposés à son domicile en l'absence de ses héritiers, pour revendiquer, au nom du gouvernement, tous les *titres, chartes, diplômes et manuscrits relatifs à l'histoire du Poitou* formant cette précieuse collection de D. Fonteneau que D. Mazet avait lui-même contribué quelque peu à augmenter.

Nous n'avons pas à examiner le plus ou le moins de légitimité de ces prétentions; ce qu'il nous importe de dire, c'est que le différend se termina, tout au profit de la ville, par l'achat de la totalité du cabinet, que les héritiers cédèrent pour la très-modique

(1) *V.* aux archiv. de la préfet. l'arrêté du préfet, en date du 21 août 1817, portant nomination de M. Gibault à l'emploi de bibliothécaire de la ville.

(2) Ce traitement était de 2,000 fr. : la moitié de cette somme, d'abord, était abandonnée par M. Gibault au profit de l'établissement; sur l'autre moitié il donnait 800 fr. à l'employé de service, qui auparavant était payé par la ville et ne recevait que 600 fr.; de sorte que M. Gibault avait en tout, pour lui, 200 fr. ! Il est vrai qu'on porta en 1821 son traitement à 2,200 fr., mais ce fut à la condition qu'il ferait faire pour 200 fr. de reliure à ses frais. Quelle faveur ! (*V.* sur l'abandon de ces 1,000 fr. de son traitement, une pétition de M. Gibault au conseil général en 1822, et une autre pétition au même conseil en août 1827, aux archiv. de la préfet.)

(3) *V.* la demande du maire et du conseil municipal au préfet (11 mars 1818), pour demander l'autorisation de faire assigner les héritiers de D. Mazet, et autres pièces concernant ce différend. (Archiv. de la préfet.)

somme de 3,000 fr. (1). Ce n'était pas, laissant en dehors les *recueils* de D. Fonteneau, dont la valeur est inappréciable pour le Poitou, le quart de ce qu'il aurait produit s'il eût été livré aux enchères. Pour justifier notre assertion, nous voudrions qu'il nous fût possible de donner ici la copie entière de l'inventaire qui en fut fait; on verrait qu'il ne contenait pas un volume qui ne fût recommandable soit par la rareté, soit par l'importance ou la singularité du sujet, le mérite scientifique ou l'exécution typographique, etc. (2). Mais nous aurons plus loin l'occasion d'en signaler plusieurs, lorsque nous ferons une rapide énumération des principales richesses de notre bibliothèque, qui doit à cette acquisition la plus grande partie de celles qu'elle possède.

Certes, la ville de Poitiers n'a jamais fait, et ne fera assurément jamais, de marché aussi avantageux pour ses collections. Sa bibliothèque s'enrichit alors de 50 manuscrits, la plupart fort importants; de 1,346 ouvrages imprimés, formant tout au plus 2,500 volumes, dont près de la moitié était formée de *livres sortis des presses du Poitou ou composés par des auteurs nés dans cette province, et d'ouvrages pouvant servir à son histoire*. Le curieux bénédictin s'était appliqué, depuis 1783, à réunir, sous le titre de *Musæum Pictonicum*, tout ce que des recherches persévérantes lui avaient offert en ce genre.

Les autres objets devinrent, chacun de leur côté, le fondement des *cabinets d'antiquités* et d'*histoire naturelle* que possède aujourd'hui la ville. Tous les deux sont la création de M. Gibault, et ils demeurèrent, sous sa direction, annexés à la bibliothèque. Ancien professeur à l'école centrale, il savait que la collection d'histoire naturelle qu'on y avait formée pour l'enseignement des élèves, était demeurée chez le professeur, M. Denesle, où elle avait continué à servir à l'instruction des étudiants en mé-

(1) V. aux archives de la préfecture une copie de la délibération du conseil municipal, en date du 28 mars 1818, dans laquelle cet achat fut décidé. Le lendemain, M. Pallu-Dubellay, délégué par le conseil, passa avec les héritiers un acte sous signature privée qui en consacra les conditions.— Copie de ce sousseing est aux archives de la préfect.

(2) Cet inventaire existe en double exemplaire; l'un est à la bibliothèque, et l'autre aux archives de la préfecture.

decine qui venaient recevoir ses leçons. Faute de meubles et d'un logement convenables, cette collection avait considérablement souffert : la partie des animaux était placée dans un grenier, exposée à tous les inconvénients que présente un semblable local (1). Afin de la sauver d'une destruction totale, M. Gibault écrivit au préfet, en avril 1818, pour l'engager à nommer une commission qui se transporterait chez M. Denesle, alors fort malade, prendrait connaissance de l'état où se trouvaient les objets, et prierait la femme de ce pauvre vieillard de veiller à ce qu'il n'en fût rien détourné, afin, disait-il, que ce dépôt « vienne un jour compléter, autant que » possible, l'acquisition que nous avons faite, et mériter à nos fragments le titre de *cabinet* (2). » MM. Pallu-Dubellay et Filleau furent les commissaires délégués par M. le préfet. Ils trouvèrent chez M. Denesle « quelques animaux empaillés, et une collection, » encore précieuse, de fragments, échantillons soit de lithologie, » soit de minéralogie, et un grand nombre de coquillages ; » ce que ces messieurs regardèrent comme très-important à réunir aux collections acquises de la succession de D. Mazet (3).

Nous avons dit que M. Gibault était le créateur de ce cabinet d'histoire naturelle et de celui d'antiquités ; on ne saurait s'empêcher de le proclamer, lorsqu'on a lu sa volumineuse correspondance avec tous les préfets du département et les maires de la ville qui exercèrent l'autorité pendant son administration. Sans doute, ce fut avec leur agrément, et à l'aide de leur concours, qu'il édifia ; mais ce fut encore plus par son incroyable activité, par son zèle toujours éveillé, et au prix de sacrifices pécuniaires considérables, qu'il en vint à bout.

Nous consignerons ici quelques détails sur l'origine de ces deux établissements. On y verra leur fondateur poursuivant sans relâche ses projets et à l'affût de toutes les occasions qui pouvaient en accélérer l'exécution. Le 4 août 1819, il demande au conseil général

(1) V. (archiv. de la préfet.) une lettre de M. Gulchard d'Orfeuille, maire de Poitiers, au préfet, en date du 10 décembre 1816, dans laquelle sont contenus ces détails qui devaient être transmis au ministre de l'Intérieur, suivant sa demande.

(2) V. aux archives de la préfecture la lettre de M. Gibault.

(3) V. lettre du préfet à M. Pallu-Dubellay (8 avril), et lettre de M. Filleau au préfet (15 mai). (Archiv. de la préfet.)

des fonds pour continuation de travaux au cabinet d'histoire naturelle (1). Le 17 juillet 1822, il écrit au préfet : « Vous m'avez accordé un cabinet d'histoire naturelle; je songe à le peupler. J'ai de beaux commencements; il se présente une occasion assez favorable de nous fournir de ce qui nous manque : c'est l'ornithologie. Un particulier a une petite collection d'assez beaux oiseaux empaillés qu'on pourrait avoir pour 80 fr., et moins peut-être... Ce sont, M. le préfet, de ces occasions qu'il faut saisir, sous peine de les voir passer à d'autres villes ou établissements, quelquefois même à des particuliers; nous avons perdu ainsi une jolie collection de colibris, et cette occasion ne reviendra jamais (2). »

L'année précédente, il avait sollicité auprès du même magistrat la construction d'un local qui pût être à même de recevoir la collection de minéraux que M. de Cressac, ingénieur des mines, offrait de donner à la ville, sous la seule condition de la loger convenablement. Autorisé par le préfet, il fit dresser un devis des travaux à exécuter; il se montait à 1,300 fr. Cette somme lui paraissait un peu élevée; mais, comme il le faisait observer dans sa réponse, il en avait coûté davantage pour le *muséum des plâtres*, dont il avait eu l'idée, commencé les travaux, sollicité et obtenu l'achèvement (3). Dans sa pensée, cela ne devait donc pas arrêter. Il obtint ce qu'il demandait : le conseil municipal vota les fonds nécessaires (4).

(1) V. sa pétition. (Archiv. de la préfet.)

(2) V. l'original de la lettre aux archiv. de la préfet. — Le préfet autorisa, dès le lendemain, l'acquisition, et elle se fit pour la modique somme de 27 fr. Elle consistait en 25 oiseaux qui appartenaient au trompette-major du régiment de cavalerie en garnison à Poitiers. (V. aux archiv. de la préfet. la lettre, du 22 du mois, de M. Gibault au préfet, pour lui annoncer les conditions du marché qu'il venait de conclure.)

(3) Il paraît qu'on lui disputa cet honneur, ou qu'on ne lui sut pas tout le gré que son œuvre méritait : « Dussé-je, ajoutait-il noblement dans cette même lettre au préfet, dussé-je en éprouver autant pour celui (le *muséum*) d'histoire naturelle, je ne me refuserai point à obtenir à mon pays un établissement aussi précieux. » Et il continue en termes des plus pressants, les plus capables enfin d'entraîner le préfet à accéder à sa demande.

(4) Lettre de M. Gibault au préfet, le 2 janvier 1821. — Réponse du préfet, le 9 du

Des dons nouveaux le forcèrent à demander encore ; son local devenait chaque jour de plus en plus insuffisant. C'est au moyen de ces secours qu'il fit garnir d'armoires vitrées, disposées de façon à recevoir ses collections, la petite salle de la bibliothèque qui est au bout de la grande, et celle des combles, qui sert maintenant aux archives de la ville, à la bibliothèque de la Société des antiquaires, etc.

Ces dons divers, tous dus aux sollicitations de M. de Cressac, consistaient en minéraux, en une collection complète de sels gemmes provenant des mines nouvellement découvertes alors à Vic, dans le département de la Moselle, et, à ce qu'il paraissait, en une certaine quantité d'oiseaux étrangers empaillés (1).

même mois. — Autre lettre de M. Gibault au même, le 16. — Lettre de celui-ci au maire, le 17 mars. — Et enfin, autre lettre (17 sept.) de M. Gibault au préfet. (Arch. de la préfet.)

(1) Deux caisses de minéraux, l'une pesant 66 kilogr. et l'autre 73, furent données, par les administrateurs du Jardin du Roi au cabinet, sur la demande de M. de Cressac. (Lettres de celui-ci au préfet, en date des 14 et 19 août 1822, aux archiv. de la préfet.)

Dans la première de ces lettres, M. de Cressac disait au préfet que MM. les administrateurs du Jardin du Roi lui avaient fait espérer qu'ils donneraient à la ville de Poitiers une collection d'oiseaux étrangers empaillés ; qu'il n'y avait qu'à leur en faire la demande, à laquelle il ne doutait pas qu'ils n'accédassent. M. le préfet écrivit de suite, et les administrateurs répondirent qu'ils étaient disposés à le satisfaire, mais qu'ils demandaient en retour des productions du département, surtout des pétrifications et des fossiles. (Lettres du préfet et des administrateurs du Jardin du Roi, *ibidem*.)

La collection de sels gemmes fut envoyée en avril 1823, toujours par M. de Cressac, qui l'avait obtenue du muséum de l'école royale des mines pour la ville de Poitiers, ainsi que d'autres minéraux qui faisaient partie du même envoi. (Lettre de M. de Cressac au préfet, datée de Paris le 6 mai 1823, *ibid*.)

Dans cette même lettre, M. de Cressac annonçait comme à peu près certain un autre envoi de minéraux qui lui avaient été promis par le directeur général des mines, et il faisait savoir que M. le comte de Lalzer devait aussi adresser une suite de produits volcaniques de l'Auvergne, en échange de minéraux qu'il lui avait donnés pour le musée de Clermont. Enfin, il donnait avis au préfet qu'il venait de faire cadeau aux administrateurs du Jardin du Roi d'un certain nombre de produits du département, et qu'il fallait profiter de l'occasion pour réclamer d'eux, en retour, l'exécution de la promesse qu'ils avaient faite d'une caisse d'oiseaux empaillés.

Il n'était pas de soins, de peines, de sacrifices même, que M. de Cressac épargnât

C'est alors que, voyant son œuvre arrivée déjà à un certain degré de dimension, il songea à en assurer l'avenir et à partager avec un collaborateur le soin de sa prospérité future. Il s'adressa au préfet le 25 juin 1823, et le lendemain ce magistrat rendit un arrêté portant que : *Sur la demande et les observations de M. Gibault, il sera créé à Poitiers un musée d'histoire naturelle des nombreux échantillons recueillis par lui du cabinet de feu M. Denesle, ainsi que des objets dont M. de Cressac a fait don.* Par le même arrêté furent nommés : un *adjoint près la bibliothèque*, pour le *muséum d'histoire naturelle*, et un *sous-adjoint*. Le premier ne conserva pas ces fonctions, qu'il abandonna pour celles de la magistrature; le second a été plus tard investi seul du titre de conservateur, dont il exerce encore les fonctions. Ces deux messieurs avaient été choisis par M. Gibault, et leur nomination eut lieu sur *la demande formelle* qu'il en fit au préfet (1).

Le musée d'antiquités n'était pas pour l'actif bibliothécaire l'objet d'une moindre sollicitude. Il récoltait de toutes parts pour le former; s'adressait à tout le monde, au préfet, au conseil général du département; aux ministres (2); faisait exécuter des fouilles au

pour l'accroissement du cabinet d'histoire naturelle : nous le trouvons encore cette année écrivant, au mois d'août, des eaux de Martigné, au préfet, pour lui adresser le catalogue des minéraux qui composaient le dernier envoi; il lui fait part en même temps des bonnes dispositions du directeur général de l'école des mines, duquel il compte obtenir de nouveaux dons. Pendant son séjour aux eaux, il s'occupait à réunir une suite de coquilles et de fossiles qu'il expédierait aux administrateurs du Jardin du Roi pour en obtenir enfin la caisse d'oiseaux qu'ils promettaient depuis si longtemps. Dans tout le cours de cette lettre, M. de Cressac montre le plus vif désir de voir s'accroître rapidement le cabinet d'histoire naturelle de la ville de Poitiers, qui lui devait déjà tant. M. Gibault ne manquait jamais de le publier. Voici comment il s'en exprimait dans une lettre adressée au conseil général, au mois de juin 1823, pour en obtenir des fonds destinés à des acquisitions de livres et d'objets d'antiquités : « Quant à l'histoire naturelle, dit-il, nous n'avons besoin que de peu de secours; M. de Cressac est pour nous une mine abondante; ses soins, ses rapports avec tout ce qu'il y a de savant dans cette partie, son amour pour son pays, fondent nos espérances, et non-seulement excellent toute notre reconnaissance, mais lui donnent des droits à celle de tout ce que notre établissement peut avoir d'amis et de protecteurs. » (Original de la lettre aux archiv. de la préfect.)

(1) *V.* (archiv. de la préfect.) deux lettres de M. Gibault, l'une du 25 juin et l'autre du 26, puis l'arrêté du préfet.

(2) *V. ibid.*, dans les liasses concernant la bibliothèque et les cabinets d'antiquités

Vieux-Poitiers (4), aux *Tours-Milandes* près Vendevre, à la *Motte-de-Gannes* (2), sur le *champ de bataille du roi Jean* (3), au *Bois-Douset* (4), commune de Lavoux, à *Andillé* (5), etc.; dans l'église de *Montierneuf*, d'où il retirait des décombres un fragment considérable (portant l'inscription presque en entier) du nouveau cénotaphe élevé en 1645 à la mémoire de son fondateur, le comte Guillaume VI, et, le même jour, une partie de la tombe de l'abbé Pierre de Hauteville, qui, au commencement du xv^e siècle, rétablit la vie commune dans cette abbaye et en restaura les édifices (6). Il faisait lever les plans des lieux, dessiner les anciens monuments (7), sauvait de la destruction le remarquable *autel gallo-ro-*

et d'histoire naturelle, ses nombreuses lettres aux préfets, ses demandes de fonds, chaque année, au conseil général.

(1) *V.* aux archives de la préfecture, lettres au préfet des 9, 19 et 25 oct. 1820. Elles contiennent de nombreux et intéressants détails sur les fouilles faites dans cet endroit, et sur un plan des lieux que M. Gibault fit exécuter par M. Masson.

(2) *V. ibid.* lettre au même, du 25 oct. 1820.

(3) *V. ibid.* lettre au même, du 10 nov. 1820.

(4) *V. ibid.* lettre au même, en date du 5 mars 1823. — Découverte de haches gauloises en bronze.

(5) *V. ibid.* lettre au même, du 19 juin 1823. — Détails curieux sur ces fouilles.

(6) *V. ibid.* lettres au même, du 29 et du 30 oct. 1821. — Dans la seconde de ces lettres, M. Gibault fait part au préfet de son intention de faire placer les restes de ces deux monuments dans quelque partie de l'église pour les conserver, et de les faire restaurer. — Le préfet donna son approbation à ce projet le 2 nov. (*V.* sa lettre à M. Gibault, *ibid.*)

Nous n'avons pu savoir ce qu'était devenue, depuis lors, la tombe de Pierre de Hauteville. M. de Chergé, dans son savant *Mémoire historique sur l'abbaye de Montierneuf* (vol. de 1844 des Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest), ne dit rien de cette découverte, qu'il n'avait apparemment pas connue.

(7) *V. ibid.* lettres au même, en oct. 1820 et le 19 juin 1823 et 1829. — La lettre de 1820 est accompagnée d'un mémoire indiquant les dessins que M. Gibault avait fait faire et la somme due pour chacun à M. Audouin, le dessinateur; ce sont : 1^o vue intérieure de l'amphithéâtre de Poitiers; 2^o vue extérieure *du même*; 3^o tombeau de Ste Radégonde; 4^o chapelle sépulcrale de Notre-Dame; 5^o fragments de ruines à Andillé; 6^o première vue de ces ruines; 7^o seconde vue *des mêmes*; 8^o troisième vue; 9^o chapiteaux et bas-reliefs, *au même lieu*; 10^o tombeau, *ibid.*; 11^o fragments divers, *ibid.*; 12^o dessin du Vieux-Poitiers. — Tous ces dessins furent déposés, suivant le mémoire, à la bibliothèque de la ville.

La lettre du 19 juin 1823 parle d'un autre dessin *grossier* des déconvertes d'Andillé, et celle de 1829, d'un plan de l'aqueduc de Montreuil à Poitiers, copié par les soins

main de Baptesse (4), deux colonnes milliaires dans la commune de Chauvigny (2), quatre morceaux du monument célèbre nommé la *Pierre-qui-pue*, qu'il arracha de dessous un banc de jardin où les avait placés l'indifférence du dépositaire auquel les avait confiés la *Société d'émulation* de Poitiers (3). Dans un des magasins de l'hôtel de la mairie, il retrouvait le buste de la statue élevée à Louis XIV, en 1687, sur la place Royale, aux frais du corps des marchands de la ville (4).

Bien avant, il avait chaudement revendiqué pour la ville de Poitiers, auprès du ministre de l'intérieur, par l'organe du préfet, la restitution de statues qu'il supposait avoir été enlevées au pays à l'époque de la révolution (5) : c'étaient celles de *Louis de la Trimouille*, de *Charlotte de la Trimouille*, de *Jeanne de Vivône*, de *Diane de Poitiers* à genoux, et un groupe de cette dernière sous les attributs de

de M. Gibault, en 1823, sur un manuscrit qui avait été autrefois dans les mains de D. Mazet, et qui en était sorti sans qu'on sût comment.

(1) *V. ibid.* lettre du préfet au maire de Baptesse, le 9 juin 1821.

(2) *V. ibid.* lettre du même au maire de Chauvigny, le 9 juillet 1821.

(3) *V. aux archiv. de la préfet.* la lettre de M. Gibault au préfet. — Ce monument, l'objet pendant des siècles de la curiosité publique, avait existé dans l'église de St-Hilaire avant la révolution. Il devait sa célébrité à l'odeur qu'exhalait en la frottant la pierre, ou plutôt le marbre dont il était formé, et qui est connue des naturalistes sous le nom de pierre de porc ou de calcaire fétide. Ce beau fragment de sculpture antique, lors de la destruction du temple, avait été brisé et vendu en partie, avec d'autres matériaux, à un acquéreur qui l'avait maçonné dans un mur. La Société d'émulation le retira de là; et, lors de la petite révolution littéraire qui occasionna sa dissolution, elle le confia à l'un de ses membres, qui le fit détailler et en tira quatre pieds de banc pour mettre dans son jardin. C'est pour sauver d'une ruine complète ces restes curieux, que M. Gibault s'adressait au préfet dans la lettre citée. — M. Lecoindre-Dupont a donné (*Mémoires de la Société*, année 1842, p. 65) une notice sur ce monument, dans laquelle il est décrit avec la science et la sagacité qui signalent toutes les productions de l'auteur.

(4) *V. Lettre de M. Gibault* (15 nov. 1825) au préfet (*archiv. de la préfet.*), et p. 21 du *Discours prononcé à la bibliothèque publique* (au mois de novembre 1829) par le conservateur (M. Gibault). — La tête de cette statue est au musée des antiquités de l'Ouest; quant au buste, nous ne savons ce qu'il est devenu.

(5) M. Gibault se trompait quant à Jeanne de Vivône. Cette statue, avant de faire partie du musée des Petits-Augustins, était à l'Ave-Marie, à Paris. (*V. Lenoir, Musée des monuments français*, t. III, p. 128.) — Pour les autres statues, avait-il raison? c'est ce que nous n'avons point recherché.

Diane chasseresse, qui se trouvaient, à Paris, au musée des Petits-Augustins. Le ministre ne put se rendre entièrement aux vœux de M. le Préfet ; quatre de ces statues avaient déjà reçu une destination, et il ne pouvait plus disposer que de celle de Jeanne de Vivône (1).

A cette nouvelle, M. Gibault exprima ses vifs regrets de ce qu'on ne les restituait pas toutes à leurs *légitimes possesseurs* ; il voulait que M. le préfet réclamât, *comme un droit, quelques autres objets précieux en compensation* (2). Mais, à la réception de la statue promise, ce fut bien autre chose ; son mécontentement éclata en termes amers : « Jeanne de Vivône est arrivée ; je ne crois pas que ce soit, » ni sous le rapport de l'art ni sous celui des traits, Jeanne la » belle. C'est quelque chose de bien illusoire que de tels présents, » et 200 fr. que coûte le port !... Ne pourrait-on donc pas insister » pour avoir quelques dédommagements *de ce qu'on nous a envoyé* » et de ce qu'on ne nous envoie pas, soit en marbres, soit en plâtres » ou en tableaux (3) ? »

Antiquaire aussi intelligent que passionné, M. Gibault voulait, on vient de le voir, qu'on conservât les monuments sur les lieux où ils avaient été élevés. Ce sont ces sentiments qui lui dictaient, le 1^{er} juin 1821, une lettre au préfet, dans laquelle il le priait de vouloir bien placer sous la surveillance et la garde spéciale des maires des communes ceux qui se trouveraient dans chacune d'elles, et d'exiger un état détaillé de ces monuments ; il signalait à cette occasion l'autel de Baptesse et les colonnes milliaires de Chauvigny ; il y combattait énergiquement l'opinion de ceux qui pensent qu'il faut réunir au chef-lieu les antiquités éparses dans les départements ; voici en quels termes : « De cette façon, on dépouil- » lera, dit-il, les communes, et la capitale nous dépouillera ; la » terre française deviendra barbare ; il n'y aura qu'une ville dans » l'État, qu'une plaie à faire, qu'un coup à porter : ainsi ont péri » les grandes monarchies de l'Orient. Les monuments illustrent les » lieux où ils se trouvent ; ils y appellent le voyageur, ils y sont en

(1) Lettres du préfet au ministre de l'intérieur, le 22 sept. 1819 ; du ministre au préfet, le 13 janv. et le 21 avril. (Archiv. de la préfet.)

(2) Lettre de M. Gibault au préfet, 6 mai 1820. (*Ibid.*)

(3) Lettre de M. Gibault au préfet, le 11 mai. (*Ibid.*)

» harmonie avec ce qui les environne, s'y recommandent par les
» vieilles traditions et par des souvenirs souvent avantageux pour
» la patrie (1). » Quelques mots de cette citation ne semblent-ils
pas une espèce d'intuition de ce qui est arrivé deux fois depuis
que cette lettre fut écrite.

Nous nous sommes jeté, à ce qu'il semble, un peu loin de notre
bibliothèque; pas autant néanmoins qu'on pourrait le croire d'a-
bord; on en conviendra, si l'on veut bien se rappeler ce qui a
été dit : que le cabinet d'histoire naturelle et celui d'antiquités,
réunis avec elle dans le même local, étaient sous la direction im-
médiate du bibliothécaire, et lorsqu'on saura qu'ils y sont restés, le
premier jusqu'en 1832, et le second jusqu'en 1838. D'un autre côté,
ce que nous avons raconté n'était, à ce que nous croyons, que peu
ou point connu; on nous pardonnera donc cette digression, après la-
quelle nous avons hâte de revenir au lieu où nous nous étions arrêté.

Nous y retrouverons M. Gibault agissant avec non moins d'ar-
deur pour la bibliothèque que pour les deux autres établissements
qu'il fondait. Nous l'avons laissé, au mois de mars 1818, au mo-
ment de l'acquisition du cabinet de D. Mazet. Avant d'en opérer

(1) L'original de cette lettre est aux archives de la préfecture. — C'est dans cette
même lettre que M. Gibault demandait au préfet l'autorisation d'acheter, pour le ca-
binet d'antiquités, les objets suivants qu'offrait de céder un habitant de Poitiers,
M. Pontois :

- 1° Quatre sceaux en bronze, dont deux appartenaient au Poitou;
- 2° Une médaille d'argent représentant la Pucelle d'Orléans, travail très-précieux,
pour lequel D. Mazet avait offert, en échange, de vieux et bons livres;
- 3° Une vierge en albâtre de 15 pouces de hauteur;
- 4° Cinq vases antiques, dont deux égyptiens;
- 5° Un candélabre en terre cuite de 11 pouces de haut, et qui avait été possédé par
Diane de Poitiers et portant son chiffre et sa devise.

Cette lettre est un vrai monument du zèle infatigable de M. Gibault pour tout ce qui
pouvait tourner à l'illustration de la ville de Poitiers et à l'avancement des sciences
dans son sein. On y voit combien ses projets étaient nombreux. A propos de deux
médailles d'or, acquises 26 fr. de ses deniers, il parle de l'espérance qu'il nourrit de
pouvoir réunir assez d'objets de cette nature pour fournir des matériaux suffisants à
l'enseignement public de la numismatique, enseignement « qui donnerait, dit-il, à
» notre ville et à notre établissement (*le musée d'antiquités*) une sorte d'illustra-
» tion littéraire, ou pour mieux dire, ajouterait à celle dont elle a le droit de jouir. »

le transport, qui n'eut lieu qu'au mois de juin (1), on fit, dans le courant d'avril, un inventaire de ce que possédait la bibliothèque; on constata l'existence de 7,793 ouvrages, tant imprimés que manuscrits, que nous estimerons, sans crainte de nous tromper beaucoup, à 15,000 volumes au plus (2).

Cette même année, au mois de septembre, Mme Jouyneau-Desloges, la veuve d'un homme dont toute la vie avait été consacrée à des travaux modestes, obscurs si l'on veut, mais qui n'avaient d'autre but que le bien de ses semblables et l'illustration en tout genre de son pays (3), fit don à la bibliothèque, pour se conformer à l'une des volontés dernières exprimées par son mari, de 400 volumes de jurisprudence et de littérature, œuvres en partie d'auteurs poitevins. A ce cadeau, déjà précieux, elle joignit un nombre considérable de médailles de divers modules et d'époques différentes (4).

(1) V. lettre de M. Gibault au préfet, 5 juin, dans laquelle il lui annonce la translation du cabinet de D. Mazet. (Archiv. de la préfet.)

(2) Deux exemplaires de cet inventaire, fait par MM. Filleau et Pallu-Dubellay, existent à la bibliothèque.

(3) Il est étonnant que personne jusqu'ici n'ait songé à consacrer quelques lignes à la mémoire de Jouyneau-Desloges. On ne sait donc pas avec quel soin, quelle assiduité, par quels travaux et par quelles dépenses qui furent jusqu'à compromettre sa fortune, il poursuivit, pendant près de cinquante ans, ses investigations dans le domaine de la littérature et de l'histoire du Poitou. Que de notes, que d'éclaircissements sur ce sujet il a semés dans les *Affiches du Poitou*, qu'il fonda en 1773, et qui ont subsisté jusqu'à nos jours sous des noms et des formats différents, et avec des chances variables de fortune, mais toujours moins intéressantes à mesure que sa coopération diminuait.

Les *Affiches de la Rochelle* (années 1769 à 1772), les *Annonces politiques, religieuses, etc., du département de la Vendée*, le *Journal des Deux-Sèvres*, la *Décade philosophique*, même reçurent aussi leur part de ses communications et s'enrichirent du fruit de ses travaux et de ses recherches. Elles procurèrent aux *Mémoires de l'Athénée de Poitiers* et à ceux de l'*Académie celtique* plusieurs notices, dissertations, etc., qui figurent avec honneur dans ces recueils. Combien de volumes ne ferait-on pas de toutes les pages qu'a ainsi disséminées partout cet humble savant, qui fut aussi un homme de bien! Le Poitou peut le compter au nombre de ceux qui ont fait le plus d'efforts, dans une position étroite, pour la moralité, l'instruction et le bien-être de ses habitants. Qu'on lise surtout les neuf premières années des *Affiches* (1773 à 1781), on verra quelle était sa sollicitude pour tout ce qui pouvait y contribuer.

(4) V. dans les *Affiches de Poitiers*, année 1818, p. 593, un article de M. Gi-

Nous savons déjà que le conseil général du département, en 1816, accorda 400 fr. à la bibliothèque ; le même vote fut maintenu pour l'exercice de 1817 ; mais, pour celui de l'année suivante, M. Gibault sollicita avec chaleur une allocation plus élevée. On l'écouta, et elle fut portée à 600 fr. (1). On acheta avec cette somme les tomes 44, 45, 46 et 47 des *Rerum Gallicarum et Francicarum scriptores* ; les 44, 45 et 46^{es} tomes des *Ordonnances des rois de France*, et beaucoup d'autres bons ouvrages de médecine et de jurisprudence. Il n'était pas possible de faire un meilleur emploi de cet argent. Peu de temps après, la bibliothèque reçut de nouveaux accroissements. Ce furent d'abord les livres de médecine légués par le docteur de la Mazière, homme aussi distingué par ses vertus que par sa science ; ensuite un certain nombre d'ouvrages donnés par le savant et vénérable abbé Brumauld de Beauregard, qui venait d'être nommé à l'évêché de Montauban, et qui fut depuis évêque d'Orléans. La totalité de ces deux dons se montait à plus de 700 volumes (2).

Enfin, en juillet 1820, on avait acheté, des fonds accordés soit par le conseil du département, soit par le conseil de la commune ; plus de 500 volumes, tous de droit ou de médecine (3), à peu d'ex-

bault sur ce don de Mme Jouyneau-Desloges. V. aussi le *Discours prononcé à la bibliothèque*.

(1) Voici un état des fonds votés pendant dix ans par le conseil général pour la bibliothèque :

Exercice de 1816,	400 fr.	Exercice de 1821,	1,200 fr.
— 1817,	400	— 1822,	1,200
— 1818,	600	— 1823,	600
— 1819,	600	— 1824,	600
— 1820, pour achat de		— 1825, votés pour le	
livres,	300	musée,	600
— Recherches d'antiquités et conservation des monuments,			
	400		

Le ministre n'autorisa pas ce vote, par la raison que la dépense n'était pas départementale. A dater de cette époque jusqu'en 1830, nous n'avons pu trouver aucun document qui nous ait appris si ces allocations annuelles du conseil général avaient été continuées ou supprimées.

(2) V. un rapport de M. Gibault, Bulletin de la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers, séance du 20 juillet 1820, tome I, p. 32.

(3) Les principaux sont les *Leges atticæ* de Samuel Pettit ; — le *Codex Theodosianus*, édit. d'Ant. Marville, Lyon, 1665, 6 vol. in-fol. ; — les *Pandectes de Justi-*

ceptions près. C'est ce qu'assure M. Gibault dans une pétition au conseil général en 1822 (1). Le gouvernement, de son côté, pressé par les sollicitations incessantes de M. Gibault, avait rendu ses dons plus fréquents. Il y avait parmi eux beaucoup de beaux et bons ouvrages, tels que le grand *Dictionnaire des sciences naturelles*, le *Règne animal* de Cuvier, le *Journal des mines*, les *Annales de chimie et de physique*, les *Mémoires du muséum d'histoire naturelle*, les premières livraisons du superbe ouvrage *Flora Brasiliæ meridionalis*, la traduction d'*Hippocrate* par M. de Mercy, les œuvres d'*Euclide*, de *Strabon*, de *Ptolémée*, de *Proclus*, publiées dans le temps; le magnifique *Voyage autour du monde* du capitaine Freycinet, les *Monuments romains* de Nîmes, le *Musée royal*, par Laurent; les volumes, alors publiés, des *Notices et extraits des manuscrits de la bibliothèque du roi*, le *Journal des savants*, et bien d'autres encore non moins importants.

Qu'était-ce que tout cela pour satisfaire les désirs de l'ardent bibliothécaire? Il n'était pas homme à se contenter de si peu. Il avait lu dans le *Moniteur* (n° 278 de 1819) que le grand ouvrage sur l'Égypte venait d'être accordé par le ministre de l'intérieur à la ville de Niort. Son patriotisme s'indigne de cette préférence; à l'instant, il écrit au préfet et lui témoigne son étonnement de ce que la ville de Poitiers, qui réunissait tant de titres à passer avant Niort, fût encore à attendre ce qu'elle méritait de recevoir la première. Sa chaleureuse réclamation ne demeura pas sans effet; la bibliothèque reçut, au mois de juillet 1820, ce magnifique cadeau, qu'elle doit uniquement au zèle de M. Gibault (2). C'est encore pressé par lui que le conseil général vota, dans sa session de cette année, l'allocation de 4,200 fr. destinée à acheter la belle collection des classiques latins de Lemaire (3).

nien, mises dans un nouvel ordre par Pothier, et traduites par Bréard de Neuville;—*Toullier*;— le *Glossaire du droit français*, par de Laurière, etc.;—le *Dictionnaire des sciences médicales*, 60 vol. in-8°; — la *Flore* de ce dictionnaire, 8 vol. in-8°; — le commencement de l'*Anatomie* de Cloquet, etc.

(1) V. l'original aux archives de la préfecture.

(2) V. aux archives de la préfecture les nombreuses lettres de M. Gibault à ce sujet.

(3) V. sa lettre au conseil (archives de la préfecture), et le Bulletin de la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers, t. I, p. 33.

Nous ne poursuivrons pas l'énumération des accroissements annuels de notre bibliothèque; nous ne ferions plus qu'un fastidieux catalogue. Il suffira de dire que le gouvernement continua, pour sa part, à l'enrichir de ses dons, non pas autant toutefois qu'il l'aurait pu et que surtout M. Gibault l'eût désiré, car ses réclamations ne cessaient pas; il se plaignait amèrement, non sans raison quelquefois, du peu de justice avec laquelle étaient faites les répartitions de livres des divers ministères en faveur des bibliothèques départementales. Dans une lettre du 7 août 1822, adressée au préfet, il s'étonne que les bibliothèques de Tours, de Rennes, d'Angoulême même, aient reçu des ouvrages que Poitiers avait pour le moins autant de droits à obtenir que ces différentes villes; il le prie instamment de vouloir bien représenter au ministre que les bibliothèques de tous les chefs-lieux d'académie devraient être mises en première ligne, et, comme telles, avoir droit aux premières distributions. Dans une autre lettre du même jour, il revient à la charge auprès de ce magistrat, tant il se sentait blessé de ces préférences : « Il est inouï, dit-il, Monsieur le préfet, comme nous sommes » maltraités au ministère pour notre bibliothèque; nous ne recevons rien, et dans des villes inférieures on reçoit au contraire » des ouvrages magnifiques : ici (Angoulême), l'ouvrage de Mionnet, qui coûte 400 fr.; là (Rennes), le Voyage de M. de Humboldt, » qui se vend près de 1,000 fr.; presque partout, les classiques de » Lemaire, que nous aurions été obligés d'acheter, si vous ne les » aviez obtenus du conseil général. Il serait bien temps, bien » utile, de faire cesser cette défaveur que j'appellerai une injustice ignorée des chefs (4). »

La première de ces lettres nous apprend que M. Gibault estimait, à cette époque (août 1822), à 49,000 le nombre des volumes de la bibliothèque. Si nous nous en rapportons aux divers chiffres des augmentations successives que nous avons pris soin de constater, cette appréciation nous paraîtra un peu au-dessus du chiffre véritable. Quoi qu'il en soit, qu'on adopte ou non celui de M. Gibault, toujours est-il qu'une différence énorme le sépare de celui de l'année 1806, même en y ajoutant les deux mille et quelques

(4) Ces deux lettres sont aux archives de la préfecture.

volumes que D. Mazet avait conservés sans les comprendre dans son catalogue (1).

Une augmentation de cinq à six mille volumes rendait nécessaire la confection d'un nouveau catalogue. M. Gibault le sentit bien, et pour lui, sentir la nécessité de faire quelque chose, c'était déjà l'avoir commencée. Il se mit donc à l'œuvre; mais, mécontent de son premier travail, il le laissa de côté, et, recommençant avec une nouvelle ardeur, il se traça une tâche immense qu'il avait certes tout l'esprit et le talent suffisants pour conduire à fin, si, avec ces heureux dons de la nature, il avait eu plus de temps à y donner (2), et vingt ou trente années d'existence devant lui. Les événements de 1830, après lesquels il renonça, par un scrupule de conscience, à tous ses emplois, vinrent l'arrêter dans ses projets et le décharger du faix qu'il s'était imposé. Son catalogue, à lui, ne devait pas être qu'une sèche nomenclature de titres; il devait offrir, à la suite de celui de chaque livre, des notes de toutes sortes : critiques, historiques, bibliographiques; des extraits raisonnés du contenu de l'ouvrage (3). Nous avons raison, on le voit, d'ap-

(1) Lorsque nous avons parlé de ce catalogue, à la page 248, nous n'avons pas fait mention de ces 2,000 vol. C'est qu'il n'en est point question dans l'*État* présenté au préfet en 1806. Mais un double de cet état, qui existe à la bibliothèque, contient la note suivante de la main de D. Mazet :

« Et ne sont point compris dans cet *État général* présenté à M. le maire et à M. le préfet, plus de 2,000 volumes tirés du catalogue à part dans le cours de l'année; ce qui portera la bibliothèque de la commune de Poitiers à environ 14,000 volumes. »

Cet état se trouve dans les archives particulières de la bibliothèque, liasse n° 4. Il était primitivement collé sur l'un des plats intérieurs du catalogue. Rien ne nous a fait connaître à quel dessein ces 2,000 vol. en avaient été exclus, ni quels ils étaient.

(2) M. Gibault avait à satisfaire aux obligations du prêtre et aux devoirs du professeur de droit.

(3) M. Gibault fit connaître ses idées, ses projets, à ce sujet, dans son *Discours prononcé à la bibliothèque*, que nous avons déjà cité : « Vous savez, Messieurs, » disait-il en s'adressant à son auditoire, que ce serait une déception de ne voir dans un catalogue qu'un simple classement de livres. Un ordre de cette nature, soit alphabétique, soit systématique, n'est et ne serait qu'un inventaire sous un autre nom; et un De Bure, ou une Toise à la main, on pourrait rigoureusement y suffire; un tel ouvrage serait peu littéraire. Mais un catalogue est une conception qui s'aide de recherches multipliées, une analyse exacte du livre, un

peler cette tâche immense. Il ne put l'achever, et il laissa la bibliothèque sans catalogue, avant d'avoir pu substituer à l'ordre ancien, qu'il s'était trop hâté de bouleverser, celui qu'il méditait. Les matériaux qu'il avait préparés forment une masse énorme de papiers (1) dont il est presque impossible de rien tirer. Tout cela est écrit avec la rapidité de la pensée de celui qui tenait la plume: bien habile serait le paléographe qui déchiffrerait les traits hardis, fougueux, qui forment ces lignes hiéroglyphiques.

Si M. Gibault, au lieu d'entreprendre un catalogue sur d'aussi vastes bases, se fût borné à construire sur un terrain plus restreint, après avoir choisi, créé même, comme il en était capable, un bon système de classification, son catalogue eût assurément été parfait, et il fournirait aujourd'hui d'excellents éléments pour la rédaction de celui que ses successeurs n'ont pas encore terminé. Mais pour qu'il n'y eût eu rien à désirer dans son œuvre, il aurait fallu qu'il confiât à une main étrangère l'exécution de son plan; car, s'il avait le génie qui invente, il n'avait pas la patience qui édifie, qui achève, qui polit. Doué des brillantes qualités de l'esprit, homme de cœur et d'imagination, réunissant toutes les connaissances indispensables à un bon bibliothécaire, il lui manquait quelques-unes des qualités qui en font un accompli: l'esprit d'ordre surtout lui faisait complètement défaut.

Malgré cela, reconnaissons tout ce que la bibliothèque lui doit. Convenons que nul autre que lui n'eût su se créer autant de ressources, et qu'il eût été difficile d'en faire un meilleur emploi. Les

« aperçu des intentions qu'il renferme, un historique, s'il est possible, de ses éditions, de l'accueil qu'il reçut, de la réputation qu'il a conservée, qu'il pourra
» conserver encore. Un tel travail ne sort point de dessous la plume comme la Minerve armée; il faut ouvrir bien des livres, consulter bien des auteurs, compiler
» les biographes et les concilier, consulter les savants, interroger l'auteur et ses critiques. La notice cependant doit être brève et aisée. » (P. 24 du *Discours*).— On peut voir (même page) ce que M. Gibault avait déjà fait pour l'accomplissement de son projet.

Ce discours, de 29 pages in-8o, a été imprimé chez Saurin (1829). Il est devenu rare. Il est, du reste, écrit, comme tout ce qui sortait de la plume de l'auteur, avec une verve extraordinaire et une chaleur de style qui laisseraient croire qu'il a été prononcé par un jeune homme de 25 ans.

(1) Ils sont à la bibliothèque; ils forment cinq liasses volumineuses.

années de son administration furent, pour l'établissement, des années de prospérité, moins grande néanmoins que ne la lui avait fait rêver tout d'abord son ardent patriotisme. « Il faut, écrivait-il, » le 12 juin 1818, au préfet, pour le prier de lui faire obtenir du » conseil général les moyens de commencer à réaliser ses projets, » il faut qu'elle devienne (*la bibliothèque*) une des plus riches des » départements, le monument de la province, la réponse des » Poitevins à leurs détracteurs, une époque dans votre administration, un témoignage glorieux de la confiance qu'avaient » méritée les hommes appelés à délibérer sur la prospérité de cette » ancienne et belle partie de la France, la patrie du premier troubadour ou homme de lettres... La bibliothèque, dont les principaux frais, dont les dépenses ordinaires sont supportés par la » ville, n'existe pourtant pas seulement pour la ville; elle se » coordonne à l'instruction de la jeunesse du département, à l'ensemble et à l'intégralité des écoles, qui y sont fondées, non » pour la ville, mais pour la province entière : sous ce point de » vue, elle est réellement un établissement départemental, et il y » aura autant de justice que de munificence de la part des » notables du département, à faire pour elle de généreux » efforts (4). »

En 1822, dans sa pétition aux membres du conseil général (2), il exprime toujours cette pensée, qui ne l'avait plus quitté, d'un *grand établissement*, et il leur démontre que, malgré l'abandon de 1,000 fr. qu'il fait annuellement, il ne pourra atteindre son but s'ils ne viennent à son aide. Il espère des secours, mais des secours importants, pour un établissement *qui a droit à n'en point attendre de vulgaires*.

M. Gibault s'attacha surtout à acquérir des ouvrages de jurisprudence et de médecine (3). Il faut l'en louer; c'est une preuve

(1) V. l'original de la lettre (archiv. de la préfet.).

(2) V. la pétition (*ibid.*).

(3) Quand nous n'en aurions pas d'autres preuves, ces mots : « J'ai beaucoup » acheté pour le droit, beaucoup, ou du moins suffisamment, pour la médecine, un » peu pour l'histoire, » que nous lisons dans la pétition de 1822 au conseil général, nous suffiraient pour l'assurer.

que son zèle était aussi bien entendu qu'actif. Les livres que la bibliothèque, avant lui, possédait en ces deux sciences, étaient, et par leur nombre et par leur mérite, au-dessous du plus strict nécessaire pour une ville où se trouvaient une faculté de droit et une école de médecine (1). Mais les sommes qu'avait à dépenser le judicieux bibliothécaire étaient loin d'égaliser ses désirs et d'être en rapport avec les besoins de l'établissement.

Les manuscrits attirèrent encore sa vigilante attention : il en acheta beaucoup. Il comprenait que l'un des principaux devoirs d'un bibliothécaire doit être d'apporter tous ses soins à la recherche de ces précieux débris de la science, du génie, et souvent des folies des temps anciens. Il savait qu'il ne doit jamais laisser échapper l'occasion de leur donner un asile permanent dans le dépôt qui lui est confié. Il n'en trouva que 93 à son entrée à la bibliothèque (2); quand il en sortit, il en laissa, sans compter D. Fonteneau, 276. Cette remarquable série d'Heures gothiques imprimées sur vélin, aux marges surchargées des plus charmantes vignettes, c'est encore à M. Gibault qu'on la doit (3). Pour prix de son infatigable sollicitude, pour récompense de son dévouement si désintéressé, que recueillit-il ? Le salaire accoutumé des cœurs droits, des âmes généreuses qui se consacrent au bien avec abnégation, pour l'amour de lui seul, sans y chercher ni gloire ni profit, et l'opèrent sans l'emploi de ces moyens qu'on est convenu d'appeler de l'habileté, et auxquels nous serions tentés de donner un autre nom. Il recueillit l'injure et la persécution.

(1) On voit (archives de la bibliothèque), par la *liste des ouvrages remis au tribunal d'appel pour composer sa bibliothèque*, et par une autre *liste des ouvrages qui, ne se trouvant à la bibliothèque qu'en un seul exemplaire, n'ont pu en être distraits*, qu'on ne possédait au 10 fructidor an VIII (27 août 1799), le *droit canonique* excepté, que 39 ouvrages de jurisprudence formant 126 volumes.

(2) M. Gibault, dans son *Discours* cité déjà plusieurs fois, a dit, p. 25 : « J'ai trouvé en arrivant à la bibliothèque *soixante et quelques manuscrits*. » Il se trompait, ou bien son prédécesseur aurait induit en erreur le préfet, au mois de janvier 1813, en portant, dès lors, ce nombre à 93 dans le *tableau indicatif de la quantité de volumes que contient la bibliothèque*. Ce tableau est aux archives de la préfecture.

(3) V. p. 27 du *Discours* ci-dessus.

Oui, il fut abreuvé des dégoûts les plus amers (1) : on insinuaient contre lui des choses odieuses dont nous ne voulons point parler ; on l'accusait, comme d'un crime, de *n'acheter que des livres d'église*. Et pendant tout le temps de son administration, le seul ouvrage de théologie qu'il acheta fut *l'Essai sur l'indifférence en matière de religion*, par M. de Lamennais. Il était prêtre ; il ne devait songer qu'aux *livres d'église*.

L'âme éminemment sensible de M. Gibault dut se sentir bien des fois douloureusement froissée : ses travaux n'en étaient point interrompus. Il pouvait bien souffrir, mais la haine n'agitait point son cœur. « Des persécutions ne m'effrayeront point ; elles pourront » m'affliger, mais je sais à qui je dois les offrir, » disait-il, avec toute la placidité du chrétien, à l'une des premières autorités de la ville, en lui racontant, dans une lettre, les accusations auxquelles il était en butte ; et, en parlant de ses détracteurs, il ne trouvait d'autres paroles de vengeance que celles-ci : « Je voulais » leur faire du bien..., et ils me roulent sur un lit d'épines. »

L'affection de ses amis lui faisait oublier sans doute la rigueur et l'injustice de ses ennemis, et il trouvait à la préfecture des consolations qui l'honoraient et devaient le flatter. Là, on l'écoutait gracieusement, on condescendait à ses désirs. On est heureux de voir, dans la correspondance des premiers magistrats du département, qu'il jouissait auprès d'eux d'une grande faveur, et qu'ils avaient pour lui plus que de la bienveillance : des attentions délicates et une haute estime.

En résignant ses fonctions, M. Gibault dut emporter avec lui la satisfaction d'avoir fait tout le bien qui lui fut possible, sinon celui qu'appelaient ses désirs, aussi vastes que son imagination. Celle-ci, il faut en convenir, le portait toujours au delà du but qu'il se proposait. Il ne tenait pas toujours assez de compte des obstacles qu'il aurait à éviter ou à surmonter dans la carrière qu'il voyait ouverte. De là vient que tous les projets enfantés par lui, malgré leur importance, leur nécessité, malgré les vues généreuses et éminemment patriotiques qui les lui faisaient concevoir, n'ont pu toujours être conduits à bonne fin.

(1) Nos renseignements à ce sujet sont puisés aux sources les plus authentiques.

M. Gibault n'en est pas moins un homme à qui la ville, à qui les amis des sciences et des lettres doivent immensément : les musées d'antiquités et d'histoire naturelle sont là pour le proclamer ; la foule de monuments qui auraient péri sans lui l'atteste éloquemment. Il valait à lui seul toute une société d'antiquaires (1). Ses travaux resteront comme expression frappante de ce que peut une volonté ferme, décidée à surmonter tous les obstacles pour arriver au but qu'elle se propose.

M. Bonnet fut nommé à la place de M. Gibault. Il abandonna ce poste au bout d'une année pour celui de conseiller de préfec-

(1) Qu'on lise une lettre qu'il écrivait au préfet le 7 juin 1823. Il s'y plaint en termes énergiques des destructions qui s'accomplissent sous ses yeux. Dans le tableau qu'il fait de ces actes de vandalisme, il exprime ses craintes pour *Lussac* près de tomber ; sur le *Vieux-Poitiers*, dont il appréhendait de voir les ruines changer de mains, ce qui pourrait être pour elles l'arrêt d'une entière destruction. « De belles églises, d'anciens monastères sont vendus à la toise, s'écrie-t-il ; *Valence* n'est plus même une ruine ; la chapelle de *Dissay* a été rasée dès longtemps ; une tour du *Pont-Guillon* a été livrée à la cupidité des démolisseurs ; les autres appartiennent à des particuliers ; on n'entretient point la porte de *St-Cyprien*, et il y a cinq ou six ans j'en arrêtais la démolition commencée. Le gouvernement nomme des conservateurs ; mais que peuvent-ils donc faire ? des oraisons funèbres et célébrer des destructions. »

Dans cette même lettre, M. Gibault annonce au préfet que M. Thiolet a l'intention de lui dédier l'ouvrage sur les *Monuments et Antiquités* du haut Poitou, dont il doit rédiger le texte avec M. de la Fontenelle, et il le prie de lui prêter tout son appui auprès du conseil général pour en obtenir des moyens pécuniaires qui puissent faire réussir une entreprise qu'il lui présente comme pouvant marquer dans son département une époque littéraire. « M. Thiolet (le dessinateur), quoique établi à Paris, est né à Poitiers ; M. de la Fontenelle est Poitevin, je le suis également ; le lithographe, M. Lenglumé, l'est aussi. Cette entreprise sera donc toute poitevine, et nous n'y négligerons rien pour qu'elle ne soit pas rejetée des contemporains. »

Il avait foi en lui, en ses forces, en son dévouement, l'archéologue passionné ; mais le dévouement de tout le monde ne fut pas au diapason du sien. Il n'est pas besoin de dire que de cette entreprise, comme de toute autre, il n'entendait retirer, ainsi que M. de la Fontenelle, que l'honneur de servir son pays. Si elle ne réussait pas, ce fut bien plus à l'indifférence qui l'accueillait qu'il faut s'en prendre, qu'à la médiocrité de l'exécution lithographique des dessins, dans un temps où l'art était encore dans l'enfance.

Il appartiendrait à la Société des antiquaires de l'Ouest de consacrer à la mémoire de M. Gibault une notice digne de celui qu'elle doit s'honorer de compter parmi ses fondateurs.

ture. Et, après plusieurs mois de vacances, pendant lesquels l'administration fut confiée à un intérimaire, M. Doussin-Delys fut définitivement choisi, au mois de janvier 1833, pour l'occuper.

C'est ici que commence la période la plus florissante de la bibliothèque. Le budget de ses dépenses, qui déjà pour l'exercice de 1830 avait été porté de 800 fr. à 4,000 fr., fut élevé, dès cette année, pour l'exercice de 1834, à la somme de 4,500 fr. Cette augmentation lui permettait de satisfaire moins lentement à ses principales nécessités, et d'avancer d'un pas plus rapide vers le premier but qu'il lui était indiqué d'atteindre, c'est-à-dire la réunion dans son enceinte de toutes les sources de la science auxquelles ont besoin de puiser, dans une Faculté de droit, professeurs et élèves. Ce point fixa d'abord l'attention du bibliothécaire et du savant aussi plein de bienveillance que d'érudition qui lui prêta son généreux concours pendant tout le temps de son administration. Ils s'arrêtèrent ensuite au dessein de continuer la *Collection poitevine*, ce *Musæum Pictonicum* de D. Mazet, qui n'avait pas beaucoup grandi sous M. Gibault. Enfin, ils songèrent à profiter des occasions offertes par les ventes publiques de livres pour se procurer, dans toutes les classes, les ouvrages importants et de haut prix qui ne se trouvent point dans le commerce courant de la librairie, et que réclamait cependant l'élan général qui se manifesta partout alors pour les études sérieuses.

C'est d'après ce plan, sagement ordonné, que se sont faits, autant que possible, tous les achats de 1833 à 1844. Il n'est aucune de ces douze années qui n'ait apporté son contingent d'augmentations notables tant par le mérite des ouvrages que par leur valeur matérielle. Nous regrettons de ne pas avoir l'espace nécessaire pour en fournir la preuve en mettant sous les yeux du lecteur le catalogue complet de ces acquisitions (1). Elles ont été surtout considérables pour le Droit, dont la collection s'augmenta pendant ce temps de près de 1,300 volumes (2). De sorte que l'on peut regarder aujour-

(1) Nous donnerons, à la suite de notre travail, une liste des plus remarquables de ces acquisitions, l'ayant trouvée trop longue pour l'insérer ici.

(2) Ce chiffre est tiré d'un *Tableau du nombre de volumes entrés à la bibliothèque de Poitiers pendant onze ans (1833-1843)*, tableau fait par nous dans le

d'hui la bibliothèque comme possédant amplement, en cette partie, le nécessaire pour ce qui concerne les études universitaires. Ce qu'il faudrait encore, ce sont les livres où le droit s'unit à l'histoire, aux recherches administratives, etc.; une plus ample provision d'ouvrages de haute science enfin.

Après le Droit, c'est l'Histoire qui s'est le plus enrichie; nous avons compté 657 volumes achetés pour elle dans le même laps de temps. Les Sciences et Arts nous en ont offert 385, et les Belles-Lettres, moins bien partagées, 146 seulement. Pour la Théologie, elle a dû se contenter des deux minces in-8° du célèbre docteur Wiseman : *Discours sur les rapports entre la science et la religion révélée*; d'un in-folio du savant D. Mabillon : *Vetera Analecta*,... suite nécessaire d'un ouvrage que l'on possédait déjà, le *Spicilege* de d'Achéry.

Les 586 volumes entrés dans la bibliothèque poitevine témoignent que, suivant le plan tracé, on ne l'oublia point, il est vrai; mais on eût pu, même en achetant moins de volumes, faire bien mieux pour elle, surtout depuis 1839 qu'un fonds particulier de 500 fr. lui fut assigné par le conseil municipal, sur la proposition d'un de ses membres, homme de science et d'un haut talent, M. Gaillard, aujourd'hui avocat général à la Cour de cassation, lequel comprenait toute l'importance de cette collection, l'une des plus riches parmi le très-petit nombre de celles qui existent en France (1). Elle a vivement attiré l'attention de tous les inspecteurs qui l'ont visitée et a été l'objet de leurs éloges et de leurs recommandations (2). On le conçoit, l'utilité de ces archives.

mois de décembre 1843 sur les originaux des mémoires du libraire de la bibliothèque, et sur le registre dans lequel le bibliothécaire d'alors inscrivait les livres nouveaux qui entraient dans l'établissement. L'année 1844 n'est pas comprise dans notre tableau, mais nous en avons fait le relevé sur le mémoire du libraire.

(1) Clermont, la Rochelle et Niort, entre autres villes, possèdent des collections analogues. Le conseil général des Deux-Sèvres a même voté, depuis quelques années, un fonds spécial pour cet objet. M. de la Fontenelle, sur la proposition de qui cet établissement a été formé, a laissé, dans le même but, à la ville de Niort, déjà légitaire de ses manuscrits et de la collection poitevine qu'il avait réunie, une rente perpétuelle de 200 fr.

(2) Notamment MM. Michelet et Buchon. (V. le Rapport au ministre de l'instruction publique sur les bibliothèques et archives des départements du sud-ouest de la France (août-septembre 1835), par M. Michelet; Paris, imprimerie de Ducessois,

intellectuelles de toute une contrée s'étend à une foule de points, et ce ne sera que lors que dans chacune de nos provinces on en aura formé de semblables qu'il sera possible de dresser, sur des bases certaines, la grande statistique littéraire de la France.

Malgré sa richesse, cette collection est loin d'être complète; elle ne renferme pas le tiers des ouvrages compris dans la *Bibliothèque historique et critique du Poitou* de Dreux-Duradier, livre qui pourtant s'arrête à 1754, et dans lequel on peut noter une grande quantité d'omissions : nous-même, sans avoir poussé à fond nos recherches à ce sujet, nous pourrions facilement en indiquer trois ou quatre cents. Ce n'est donc qu'au moyen de sacrifices longtemps continués, et en ne laissant échapper aucune des occasions qui se présentent, qu'un bibliothécaire, qui saura les reconnaître, parviendra à former une collection complète. Ce serait le plus beau monument qu'on pût élever à la gloire littéraire d'une contrée qui a produit les Guillaume IX, les Savary de Mauléon, les Gilbert de la Porée, les Berchorius, les Bouchet, les Tiraqueau, les Besly, les Brisson, les Sainte-Marthe, les Boulliau, les Boullanger, les Chevreau, les Daillé, les Rivet et une foule d'autres théologiens, poètes, historiens, jurisconsultes, savants et littérateurs de tout genre, et au-dessus d'eux tous, le grand St Hilaire et ce génie créateur, l'immortel Viète.

Si l'on veut en arriver là, il faut marcher et ne pas s'arrêter, pour une mesquine économie de quelques francs, devant l'acquisition de tel ou tel volume. Il ne faut pas perdre de vue que ce volume que vous laissez aller, qui apparaissait peut-être en public pour la première fois, ne se retrouvera plus que dans dix, vingt ou trente ans; qui sait? jamais peut-être. L'histoire des livres est pleine de faits semblables.

Qu'est devenue la *Vraie et entière Description du pays de Poitou...*, par Pierre de Rogier, dont Lacroix du Maine parle de manière à ne pas laisser douter de son existence? Où se sont cachés l'*Aman*, d'André de Rivaudeau; le *Martyre de Ste Ursule*, du sieur Yvernaud, et les *Amours d'Angélique et de Médor*, par Guillaume Le Riche, œuvres

1836, in-4°; et celui de M. Buchon, inséré dans le *Journal de l'instruction publique*, année 1837, n° du 2 et du 5 novembre.

dramatiques de trois auteurs poitevins, pour que M. de Soleinne n'ait pu, pendant quarante années de recherches et de sacrifices, en rencontrer un seul exemplaire (1), et qu'il lui ait fallu se contenter de copies manuscrites?

Qui a vu quelque part, depuis la vente de la riche bibliothèque de Secousse, il y a bientôt cent ans, la *Réponse pour les Églises P. R. de Poitou, par Loris, sieur des Galesmières, au livre intitulé : de l'Examen de l'édit de Nantes dans la Guyenne, etc., par le P. Meynier, 1665, in-4° (n° 5204 du catal.)*; et cet autre que nous citons comme digne d'éveiller la curiosité des antiquaires poitevins : *Sacrarum Edium Petri et Hilarii apud Pictavos Encomium*, à J. Quintino; Parisii, 1540, in-12 (n° 5222)? Qu'on nous dise quand on verra maintenant le *Traité de l'Instruction du Cavalier, par le sieur du Breuil-Pompée, gentilhomme poitevin*, et les *Eclogues et autres œuvres poétiques de Jacques Bereau, Poitevin*, qu'on aurait dû acheter, celles-ci en 1835, à la vente de De Bure, et celui-là en 1842, à la vente Huzard, à laquelle on aurait pu même se procurer la traduction en allemand de ce curieux ouvrage (2). Où sont aujourd'hui...? Mais

(1) Le *Rivaudeau* est cependant moins rare que les deux autres : l'exemplaire qui se trouvait chez le duc de La Vallière (n° 17195 de son 2^e catal.) est passé à la bibliothèque de l'Arsenal (n° 10508), où nous l'avons vu; un second exemplaire se trouve à la bibliothèque de la ville de Nantes; un troisième était entre les mains de M. B. Fillon, de Fontenay, tout récemment encore, et il lui a fourni l'occasion de donner au public, sous ce titre : *le Cabinet de Tiraqueau*, un opuscule plein de choses fort curieuses sur l'auteur et le livre dont voici le titre : *Les OEuvres d'André de Rivaudeau, gentilhomme du bas Poitou. Aman, tragédie sainte, tirée du VII^e chapitre d'Esther, livre de la sainte Bible, à Jeanne de Foix, très-illustre et très-virtueuse Roïne de Navarre; outre deux livres du mesme auteur, le premier contenant les complaintes, le second les diverses poésies*. A Poitiers, par Nicolas Logeroy, M.D.LXVI, in-4°. — La brochure de M. Fillon, tirée à 50 exemplaires seulement, est un in-8° de 39 pages imprimé à Fontenay, chez Robuchen, 1848. Le plus grand nombre a été distribué aux amis de l'auteur. Guillaume Le Riche et Yvernaud faisaient aussi partie de la bibliothèque La Vallière (v. n° 17662 et 17504). L'un et l'autre sont également, sans doute, à l'Arsenal.

(2) Comme le titre du livre de notre écuyer poitevin ne se trouve ni dans *Dreux-Duradier* ni dans le *Manuel* de Brunet, on sera peut-être bien aise de le lire ici : *Traité de l'Instruction du Cavalier pour le rendre capable de dresser et emboucher toutes sortes de chevaux, sans qu'il aye besoin de l'ayde d'un escuyer, avec un raisonnement universel sur tous les airs de manège, dédié à la noblesse françoise*,

arrêtons-nous; en divulguant ainsi les *desiderata* trop nombreux de la collection, nous pourrions porter préjudice à ses intérêts. Nous ne nous exposerions pas au même risque en disant combien il est à jamais regrettable qu'on n'ait pas fait en sorte, en 1841, d'avoir le *Commentaire* (manuscrit) sur la coutume du Poitou, d'un avocat célèbre né dans nos murs, Étienne Gabriau de Riparfond (1). Non moins important, et d'un intérêt plus général, était ce second manuscrit : *Description des paroisses de l'élection de Fontenay-le-Comte, en bas Poitou, avec plusieurs remarques curieuses sur la Guyenne*, in-folio de 200 pages à peu près. Devait-il trouver une autre place que celle qui lui était naturellement marquée à côté des volumes de D. Fonteneau (2)?

Serait-on assez heureux pour rencontrer plus tard quelques-uns de ces volumes, on courrait encore la chance de les payer, cette seconde fois, plus cher que la première. Nous remplirions bien des pages d'exemples de livres dont le prix s'est élevé successivement, à mesure qu'ils se présentaient dans des ventes. Nous ne voulons

par le S^r du Breuil-Pompée, gentilhomme poitevin. *Poitiers*, Jean Fleuriot, 1666, in-8°. — Il a été traduit en allemand et imprimé avec le texte français à *Frankfort-sur-Mein*, 1670, in-fol., ainsi que *le Mansie royal* de M. de Pluvinel, auquel il était joint chez Huzard. (V. le catalogue de sa bibliothèque, t. III, n^{os} 4513 et 4515.) — Pour les *Éclogues* de D. Bereau, voyez *Dreux-Duradier* et *Brunet*, lequel nous apprend que ce vol. in-4^o de 1565, *Poitiers*, Bertrand Noseereau, s'est vendu 15 fr. à la vente de De Bure.

(1) Ce *Commentaire*, en 8 vol. in-8°, se trouvait dans la bibliothèque de M. le comte Abrial; vendu en 1841 (V. le catalogue, n^o 501), il a été acquis par MM. les avocats de Paris, qui ont tenu à honneur de placer dans leur nouvelle bibliothèque l'ouvrage du fondateur de celle que l'ordre possédait avant la Révolution. Très-certainement que ce manuscrit faisait partie de ceux qui avaient été légués par leur auteur, avec ses livres, pour former le premier fonds de cette ancienne bibliothèque des avocats, confisquée à la Révolution. (V. sur Riparfond, *Dreux-Duradier*, t. IV, p. 335, et *l'Essai sur les jurisconsultes poitevins antérieurs au Code civil.....* par M. Charles Ménardières, Poitiers, imp. de Saurin, 1843, in-8°; travail qui eût pu être plus complet, présenté surtout sous une autre forme, mais assurément fort remarquable.)

(2) Ce manuscrit sur papier, relié en basane, faisait partie d'une vente faite à Paris, au mois de novembre dernier, par le libraire Dellon, sous le titre de Bibliothèque de M. E. C. H^{***}. (V. n^o 1131 du catal.). Il a été adjugé fort peu au-dessus de 20 fr.

cependant pas qu'on prenne notre assertion d'une manière trop absolue, car nous reconnaissons que, là encore, la mode exerce son empire, et qu'elle fait *la hausse et la baisse* suivant le caprice ou le goût qu'elle inspire non-seulement aux bibliophiles, mais encore aux purs savants. Cependant, qu'on se le persuade bien, l'or est toujours de l'or.

On avait songé à joindre à cette collection, ce qui paraît en effet en être le complément indispensable, une suite d'autographes et de portraits des hommes célèbres dont on réunissait les ouvrages, des cartes géographiques du pays, des chartes (1); mais il est évident que ce projet n'a pas été suivi avec toute la vigilance qu'il méritait, ou bien qu'on a été peu heureux dans les recherches qu'on a faites, car notre *tableau* (on sait qu'il contient le relevé des acquisitions de onze années, 1833-1843) ne nous montre, pour tous achats en ce genre, que 35 autographes, 69 portraits, 7 cartes ou plans, et 17 chartes ou autres pièces manuscrites. Il serait fâcheux qu'on en demeurât à ces commencements.

Il est une autre source que nous ne voulons pas laisser ignorer, et que nous désirerions voir s'élargir, où s'est alimentée cette utile collection poitevine : nous voulons parler de celle que lui ont ouverte, par leurs dons, diverses personnes de qui elle a reçu, de 1833 à 1844, 140 volumes. La majeure partie provient de MM. Barbier et Cardin. La générosité de ces messieurs ne se bornait pas là; l'établissement en entier en recueillait des marques fréquentes; il ne s'est pas passé une année, pendant cette période, qu'ils ne l'aient enrichi de quelque chose (2). C'est à eux qu'est dû le plus grand nombre des 520 volumes qui lui sont venus de

(1) Les plus curieuses de ces chartes proviennent de l'abbaye de St-Maixent, et sont des *x^e* et *xi^e* siècles. Il y en a aussi qui appartiennent à d'autres localités. On possède également beaucoup de pièces d'époques diverses : parmi elles, on remarque surtout de nombreux papiers et manuscrits émanant de la famille Sainte-Marthe, et plusieurs pièces originales relatives au procès d'Urbain Grandier, achetées en 1835 à la vente de M. de Courcelles.

(2) Nos documents sur ce point sont puisés dans nos propres souvenirs et dans le *registre* d'entrées des livres à la bibliothèque. Quant aux chiffres que nous donnons, ils sont toujours le résumé de notre *tableau* que nous avons invoqué déjà plusieurs fois.

libéralités particulières. Les autres sont des présents offerts par les auteurs, ou proviennent de personnes dont nous regrettons de n'avoir pu découvrir les noms pour les livrer à la reconnaissance publique. Il en est cependant deux ou trois que nous connaissons et que nous nous faisons un devoir de nommer : ce sont MM. Pervinquière (Abel), de Chièvres et Bourgnon de Layre (1). En outre, M. Dupont, fils de l'ancien député, et M. Drault, député, ont donné une masse considérable de procès-verbaux de la chambre des députés, de budgets, de rapports et d'autres documents émanés d'elle. Ce dernier, nous l'espérons, continuera à augmenter cette collection si importante pour la législation et l'histoire de la France.

Bien qu'il soit vrai que la bibliothèque de Poitiers, en comparaison de beaucoup d'autres bibliothèques de province, n'ait reçu qu'une part fort mince dans les largesses du gouvernement né de la révolution de 1830, ce qu'elle tient de lui néanmoins mérite d'être rangé parmi ce qu'elle possède de plus précieux (2) : tels sont, entre autres, la *Faune française*, par Vieillot et autres (ouvrage non encore terminé) ; le *Traité complet de l'anatomie de l'homme*, par le docteur Bourguery ; l'*Anatomie et physiologie du système nerveux en général et du cerveau en particulier*, par Gall et Spurzheim ; le *Thesaurus græcæ linguæ* de Henri Estienne, nouvelle édition publiée par MM. Hase, de Sinner et autres, chez Didot ; le *Voyage aux Indes orientales*, par Bélanger ; la *Collection de documents inédits relatifs à l'histoire de France, publiée sous les auspices du roi* (Louis-Philippe) ; les volumes publiés des *Historiens des croisades*, les *Monuments de l'Égypte et de la Nubie*, par Champollion ; les *Vues pittoresques et*

(1) On doit à ce dernier un curieux et rare volume in-4° oblong dont il a fait cadeau en 1836 ; il contient *douze tableaux chinois peints et représentant l'éducation des vers à soie* ; chacun est accompagné d'une *explication du sujet* dans la langue du céleste empire. Il a enrichi en outre la collection d'autographes de plusieurs lettres d'hommes célèbres.

(2) Nous avons entendu dire et répéter bien des fois que cette défaveur dont elle était frappée tenait à ce que cette bibliothèque n'avait point de catalogue. Ce pouvait bien être le motif avoué des refus qu'on a subis, mais ce n'était point là le vrai, ou tout au moins le seul. Nous savons pertinemment, *de auditis*, qu'il y en avait d'autres tirés d'exigences politiques.

tópographiques de la Grèce, par le baron de Stakelberg; le superbe ouvrage de Fr. Saponieri : *Raccolta di più insigni fabbriche di Roma antica e sue adiacenze*, etc.

Malgré la haute valeur de quelques-uns de ces dons du gouvernement français, aucun certes n'est à comparer avec celui que la bibliothèque doit à la munificence du gouvernement de la Grande-Bretagne : il consiste dans la *Collection de documents législatifs et historiques publiés par la Commission des Archives d'Angleterre* (Records-Commission). C'est en 1835 que lui a été adressé le premier envoi de ce magnifique cadeau. Il se composait de 50 vol. in-folio et de 21 volumes in-4° ou in-8°. Chacun d'eux porte sur le revers du titre cette inscription : *This book is to be perpetual preserved in the public library of Poitiers. August. 1835. — C. P. Cooper, sec. com. pub. rec.* Depuis lors, on a reçu les autres volumes publiés, qui sont au nombre de 29, dont 2 in-8°. Nous ferons remarquer que quelques-uns des volumes étant épuisés lorsque ce cadeau a été fait à la bibliothèque, ils manquent à sa collection. De ce nombre sont les deux premiers volumes du *Domesday-Book, seu liber censualis Willelmi primi, Regis Anglie*. Il serait d'autant plus nécessaire de rechercher ces deux volumes, que le *Domesday-Book* est un livre éminemment curieux. C'est le cadastre fait par Guillaume le Bâtard de la terre d'Angleterre, quand il s'en fut rendu maître, et qu'il l'eut distribuée aux conquérants normands et autres qui l'avaient suivi. Cette immense publication, non encore achevée, et pour laquelle le gouvernement anglais a dépensé déjà plus de six millions de francs, n'est donc pas seulement importante pour l'histoire des trois royaumes; celle de tout l'ouest de la France, et particulièrement celle de nos contrées, si longtemps soumises à la domination britannique, y trouvera d'abondants matériaux presque tous ignorés jusqu'ici. Il est à regretter que le retrait de l'allocation annuelle que le parlement anglais mettait à la disposition de la Commission ait forcé celle-ci à suspendre ses travaux depuis quelques années. Espérons que ce ne sera qu'un temps d'arrêt, et que bientôt il lui sera permis de les reprendre. Nous savons, et il y aurait injustice de notre part à ne pas le consigner ici, que c'est principalement à la sollicitation du correspondant de la *Re-*

cords-Commission dans notre pays, feu M. de la Fontenelle, que la ville de Poitiers a été gratifiée de ce riche présent (1).

Au mois de juillet 1838, la bibliothèque recueillit dans son enceinte les anciennes archives de la ville, trésor oublié depuis longtemps et presque inconnu jusque-là de la génération actuelle. Elles étaient, avant cette époque, disséminées dans plusieurs salles de l'hôtel de la mairie et jusque dans les galetas où gisaient çà et là des monceaux de parchemins et des papiers exposés à être, sinon dérobés, au moins foulés aux pieds. Quelque curieux s'enquérât-il, par hasard en passant, des archives de la ville, on lui ouvrirait à la mairie deux armoires situées dans la salle du secrétariat, où se trouvaient quelques liasses de parchemins et des registres des délibérations appartenant au siècle dernier. Tels étaient, lui assurait-on, les seuls débris qui restassent des archives de l'ancienne et importante commune de Poitiers. Un vieil inventaire qui se trouvait là ne faisait que mieux connaître toute l'étendue des pertes qu'on avait à déplorer. M. Gaillard, dont nous avons parlé au sujet de l'allocation de 300 fr. obtenue par lui pour la bibliothèque poitevine, fut frappé de cette pensée qu'il n'était pas possible que ces deux armoires renfermassent tout ce qui restait de l'ancien *trésor* des titres de l'hôtel de ville; accompagné de M. Rédet, le savant archiviste du département, il résolut d'aller à la découverte de ce qui pouvait avoir survécu. Ses investigations furent couronnées du plus beau succès. Après avoir préalablement reconnu tout ce que contenaient les armoires du secrétariat, ces messieurs se mirent à parcourir les étages supérieurs de l'hôtel, fouillant les coins les plus obscurs et ramassant partout quelque fragment important. Une des

(1) Ceux qui voudraient avoir de plus amples détails sur cette collection pourront consulter le *Messenger des sciences de la Belgique*, 2^e liv. de 1834; les *Annales maritimes*, n^o de janv. 1835; le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, n^o de fév. même année; la *Notice* de M. de la Fontenelle sur les *publications de la Commission des Archives d'Angleterre*, dans le tome V des *Bulletins de la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers* (1834-35), p. 268; et mieux encore l'ouvrage du secrétaire de la *Commission*, M. C. P. Cooper, intitulé : *An account of the most important public Records of Great Britain*, etc. London, 1832. C'est une sorte d'introduction pour la collection.

salles du second étage restait encore à visiter : là étaient de grandes armoires placées les unes au-dessus des autres ; l'une d'elles ne pouvait être examinée qu'au moyen d'une échelle : ils l'ouvrirent, c'était le tombeau de la portion la plus précieuse des archives de la vieille cité ; ces débris furent rendus à la lumière. Ceci se passait au mois d'août 1837 (1). M. Rédet voulut bien se charger de réunir tous les membres disjoints de ce cadavre auquel il fallait redonner la vie. Dès l'instant il y consacra tous les courts loisirs qu'il put dérober à ses autres travaux. Aussi infatigable que savant et bon, il accomplit en moins de cinq ans la tâche laborieuse qu'il s'était *gratuitement* imposée : classement et inventaire, tout était terminé au mois de mai 1842. Grâce à lui, Poitiers peut jouir de ses archives, y retrouver les titres de ses anciennes franchises, de ses vieilles libertés, auxquelles, on ne sait comment, on se prend à songer malgré soi. Des services du genre de ceux de M. Rédet méritent la reconnaissance publique : nous ne doutons pas qu'elle ne lui soit acquise. Le conseil municipal, sur la proposition de M. Pilotelle, l'un de ses membres, a voulu consacrer le souvenir de la sienne par une médaille d'or qu'il a offerte en 1845 au désintéressé et obligeant archiviste (2).

(1) M. Gaillard, dans un rapport lu à la Société des antiquaires de l'Ouest, le 7 septembre 1837, a fait l'historique de cette découverte, sur laquelle il est entré dans des détails qui en font apprécier toute l'importance. On peut recourir à ce rapport, qui fait partie du tome 1^{er} des *Bulletins* de la Société.

(2) On sera bien aise, nous le croyons, d'avoir un aperçu de ce que ces archives contiennent de plus important. Voici en peu de mots de quoi elles se composent : 1^o privilèges, trois liasses ; — 2^o charges municipales, droits de préséance, élection du maire, etc., deux liasses ; — 3^o gouvernement politique : rapports de la commune avec le souverain et ses délégués, trois liasses ; — 4^o gouvernement civil : justice, police, voirie, arts et métiers, foires et halles, minage, monnaies, navigation, hospices, communautés religieuses, etc., trois liasses ; — 5^o gouvernement militaire : ban et arrière-ban, défense de la ville, artillerie, logement des gens de guerre, etc., deux liasses ; — 6^o revenus de la ville : deniers patrimoniaux, cens et rentes, etc., cinq liasses ; — 7^o appâtissement ou dixième de vin vendu en détail, deux liasses ; — 8^o barrages, octrois et dons royaux, deux liasses ; — 9^o charges imposées par le souverain : aides, subsides, emprunts et impôts levés sur les habitants de Poitiers, deux liasses ; — 10^o charges et dépenses communales : marchés et devis pour entreprises d'ouvrages, ordonnances, mémoires et acquits de dépenses, etc., dix liasses ; — 11^o comptes des recettes et des dépenses, quatre liasses ; — 12^o reddi-

Nous avons dit que l'entreprise trop vaste de M. Gibault fut cause qu'il ne laissa, en quittant la bibliothèque, de catalogues d'aucune sorte, ni de classement achevé dans l'arrangement des livres : il légua donc à son successeur un héritage de peine et de labeur, qui ne fit que passer par les mains de celui-ci, et revint tout entier à M. Doussin, qui l'accepta. C'était un terrain riche,

tion des comptes communaux : arrêts, transactions, etc., une liasse ; — 13° recueils et inventaires anciens, deux liasses ; — APPENDICE. 1° actes de la juridiction du maître, cinq liasses ; — 2° Dominicale ou communauté des pauvres de l'Hôtel-Dieu, sept liasses ; — 3° université, collèges, quatre liasses ; — 4° voirie : requêtes et ordonnances en matière de petite voirie, une liasse ; — 5° octrois, aides, étapes, comptes, etc., neuf liasses ; — 6° titres divers étrangers à la commune, six liasses. En tout 75 liasses.

En dehors de tout ce que nous venons d'énumérer, existent plusieurs liasses de papiers et registres concernant l'ancienne école de droit. M. le doyen de la Faculté actuelle les ayant réclamés, comme un bien qu'il pense appartenir à l'école, l'archiviste, craignant que, dans le cas où cette demande serait accueillie, il n'y eût alors une lacune dans le numérotage des liasses, a jugé à propos, en attendant la décision de la question, de laisser ces papiers hors rang. Il serait plutôt à désirer qu'on pût réunir à ce dépôt les autres registres que la Faculté possède, afin que tous les documents relatifs à l'ancienne université de Poitiers se trouvassent rassemblés en un même local.

Ce qui rehausse surtout le prix de ces archives communales, c'est l'existence d'une série de *registres de délibérations* qui remonte à 1412. Ces registres sont au nombre de 196 ; mais tous ceux qui sont postérieurs à l'an 1712 sont restés déposés au secrétariat de la mairie, sous le prétexte qu'on y a quelquefois recours. Ils sont au nombre de 64. Quoique les archives aient éprouvé beaucoup de pertes regrettables, comme le prouve trop bien l'ancien inventaire, elles conservent cependant la plupart des chartes originales de privilèges octroyés en divers temps à la ville de Poitiers, et notamment deux chartes de la reine Aliénor, de l'an 1199 ; de Philippe-Auguste, de l'an 1214 ; d'Alphonse, comte de Poitou, de Philippe le Bel, du prince de Galles, et la bulle et la charte de fondation de l'université de Poitiers, en 1431, etc. Toutes ces richesses attendent le futur historien de la vieille cité poitevine. L'inventaire de M. Rédet à la main, il pourra marcher d'un pas sûr et rapide. Cet inventaire forme un volume grand in-folio de 256 pages, et comprend : 1° une table méthodique ; 2° une table des titres perdus ; 3° une table alphabétique ; 4° une table chronologique.

Pour avoir de plus longs détails, consulter le *Rapport de M. Rédet sur les archives de la ville de Poitiers*, adressé au ministre de l'instruction publique, inséré dans le t. 3 des Documents historiques inédits tirés des collections manuscrites de la bibliothèque royale et des archives... des départements, publiés par M. Champollion-Figeac. (Faisant partie de la collection des documents inédits sur l'histoire de France.)

mais inculte qu'il lui fallait exploiter ; il se mit à l'œuvre et y employa toutes ses forces. Il trouva sur le domaine un vieux colon (1) qui, sous tous ses maîtres, y était demeuré attaché. Il dut lui être d'une grande utilité pour reconnaître ses possessions.

Parlons sans métaphore, et disons ce qui a été fait, pendant l'administration de M. Doussin, pour établir de l'ordre dans la bibliothèque et pour arriver à la doter d'un catalogue général ; mais auparavant exposons brièvement comment nous comprenons ce qu'il faut faire pour atteindre ce but.

Trois sortes de catalogues sont nécessaires pour qu'une régularité parfaite règne dans le service d'une bibliothèque destinée au public : un catalogue de placement, un catalogue méthodique et un catalogue alphabétique. Le premier, divisé d'après les salles que contient l'établissement et d'après les diverses espèces de formats, peut seul fournir les moyens de s'assurer immédiatement si tous les volumes déplacés ont été réintégrés à leur place, ou s'ils occupent toujours celle qui leur appartient : il présente ainsi un recensement continu, et prévient tout désordre, toute lacune. Le second, œuvre littéraire, et guide indispensable de ceux qui veulent faire profiter leurs études des ressources que recèle la bibliothèque qu'ils fréquentent, suit dans leurs nombreuses ramifications toutes les séries de la science ; il se coordonne à leurs plus petits détails, soit qu'ils dérivent de la nature même des matières, soit qu'ils aient pour origine les nuances de système et de secte des écrivains, ou l'âge et la contrée où ceux-ci ont vécu : il devient alors le cadre d'une immense histoire scientifique ou littéraire, et sa lecture, qui paraît n'être qu'une sèche nomenclature, instruit de la marche de l'esprit humain dans les carrières que Dieu lui a ouvertes, et des erreurs qui les ont trop souvent signalées. Un pareil travail, dans l'état actuel des sciences, demanderait, pour être par-

(1) Qui a fréquenté la bibliothèque depuis près de cinquante ans, et n'a pas connu celui que nous avons voulu désigner, feu M. Roy, qu'une mémoire heureuse et une si longue habitude avaient rendu, pour certaines parties au moins, un vrai catalogue vivant de la bibliothèque auquel on était souvent fort heureux de recourir ? Il avait été choisi par D. Mazet, et nommé, le 13 thermidor an VI (31 juill. 1798), pour remplacer l'employé Duclos, dont nous avons raconté la fin et les services. A la mort de M. Roy, décédé en 1845, la bibliothèque a fait une perte fort difficile à remplacer.

fait, des connaissances presque sans limites, et nul n'oserait s'engager dans la route qu'il faut suivre pour arriver à son exécution, si elle n'avait été jalonnée déjà par des hommes de talent. Le choix du système d'après lequel s'enchaînent les différentes subdivisions n'offre pas des difficultés moins grandes : ce n'est autre chose que le classement des opérations de l'intelligence, problème qui n'a pas été résolu, quoiqu'il ait été l'objet de bien des médiations depuis tantôt 500 ans (1), et qu'il ait provoqué, dans toutes les parties de l'Europe, celles d'une foule d'hommes érudits et de talent, tels que : Arias Montanus, Naudé, le jésuite Garnier, Nicolas Antonio, Cl. Clément, Araoz, Lipénus, Girard, Sallier, Casiri, Camus, Peignot, Brunet, Ebert, Daunou, Fortia d'Urban, Ampère, etc....; quoique sa solution ait tenté le génie de Leibnitz (2), et que la préface de l'Encyclopédie ait discuté les bases sur lesquelles il repose. Le troisième est un secours indispensable dans les occurrences très-fréquentes où l'on ne se ressouvient que du nom de l'auteur, avec une réminiscence vague qu'il a traité telle ou telle matière, ou lorsque l'ouvrage ne présente pas un caractère assez tranché, assez distinct, pour que son attribution à des subdivisions différentes soit impossible.

De ces trois catalogues, le premier a été rédigé, quant aux livres qui se trouvent dans la salle d'entrée et à une grande partie de celle du second étage; le second, quant aux *Belles-Lettres* et à la *Jurisprudence*, à l'exception du Droit canonique; et le troisième encore pour les *Belles-Lettres* et la *Jurisprudence*, moins toujours le Droit canonique. Enfin, un catalogue, non raisonné, il est vrai, mais méthodique, des *Manuscrits*, a été également fait : quoique trop sommaire et laissant beaucoup à désirer sous d'autres rapports, il suffit néanmoins au service de la bibliothèque.

Tous ces travaux existaient au premier janvier 1845, et ils se-

(1) Un certain Florian Treffer fit imprimer en 1580, à Augsbourg, une méthode de classer les bibliothèques. Ce livre fort médiocre passe pour le premier qui ait été écrit sur cette matière.

(2) Il nous a laissé le fruit de ses méditations sur ce sujet dans l'*Idea Leibnitiana bibliothecae publicae secundum classes scientiarum ordinanda fusior et contractor*. (V. l'édition de ses œuvres, par Dutens, t. v, p. 209.)

ront d'un puissant secours pour le bibliothécaire qui aura le vouloir et l'habileté des les utiliser.

Il doit sembler, par tout ce que nous avons rapporté, que nous n'avons rien dit que de vrai en avançant, tout d'abord, que la période administrative de M. Doussin avait été la plus florissante de la bibliothèque : l'ordre rétabli où il avait été troublé ; une augmentation de trois mille six cents et quelques volumes, parmi lesquels se trouvent des ouvrages du prix et du mérite de ceux qui ont été acquis (1) ; plusieurs travaux achevés ; d'autres commencés, et qui auraient été terminés probablement sans la retraite du bibliothécaire. Tout cela annonce une gestion non indigne de quelques louanges.

Nous voici rendu au terme que nous nous sommes proposé de ne point franchir le 1^{er} janvier 1845, époque à laquelle M. Doussin a cessé d'être bibliothécaire. Nous avons montré l'origine de l'établissement et ce qu'il était alors, raconté les phases diverses de sa décadence, qui le fit tomber de près de 50,000 volumes au-dessous de 12,000, et celles de son élévation suivante, qui a porté au double de ce chiffre sa fortune actuelle (2).

Notre amour de la vérité nous faisait un devoir de ne rien négliger pour la découvrir partout où elle serait accessible. Le soin, trop minutieux peut-être, que nous avons mis à indiquer les documents qui nous l'ont fournie, atteste que nous avons fait notre possible pour satisfaire à notre obligation. Le même motif a conduit notre plume, quand nous en avons laissé tomber tour à tour et l'éloge et le blâme.

Il est un blâme cependant que nous avons retenu jusqu'ici, que nous n'avons voulu adresser à personne en particulier, parce qu'il appartient plus ou moins à tous, sans qu'aucun néanmoins

(1) On trouvera la liste des principaux ouvrages, ainsi que nous l'avons dit, à la fin de notre travail, que contiendra le prochain bulletin.

(2) Au mois de novembre 1843, le bibliothécaire compta tous les volumes de l'établissement ; il en trouva 28,483, sans y comprendre une masse considérable de brochures. Dans la fin de cette année, et en 1844, ce nombre s'est accru de près de 150 volumes. Depuis lors, bien que les acquisitions n'aient pas été de beaucoup aussi nombreuses qu'antérieurement, nous n'avons pas craint d'adopter comme exact, à une très-petite fraction près, le chiffre de 24,000 volumes.

l'ait sciemment mérité, nous en sommes convaincus. Aussi qu'on regarde qu'en l'articulant, c'est plutôt un avertissement qu'un reproche que nous avons voulu faire entendre. Le voici donc : *La manière dont les livres de la bibliothèque ont été généralement relidés, depuis cinquante ans, est tout à fait défectueuse*. Nous avons cru ne pas devoir nous taire devant l'incalculable préjudice (1) qui en est résulté pour

(1) Qu'on ne se récrie point sur nos paroles ; qu'on veuille bien lire ce qui suit et voir, avant de nous accuser d'exigence et d'exagération.

La reliure est l'art de la conservation des livres. Ceci posé, un bibliothécaire doit, par conséquent, être *intéressé au moins*, s'il ne les connaît à fond, à tous les procédés, à tous les secrets de cet art. Sans cela, il sera la dupe des ouvriers inhabiles ou sans conscience, et il causera à l'établissement qui lui sera confié d'énormes dommages, et d'autant plus à déplorer, qu'ils seront irréparables. Nous ne craignons pas de le dire, un bibliothécaire ignorant dans cette partie des connaissances qu'il doit posséder, ne saurait être appelé conservateur, mais destructeur. Il dilapide la fortune publique ; le trésor qu'il a en dépôt périt chaque jour entre ses mains ; tel volume qui valait 6 fr. quand il l'a remis broché au relieur, ne vaudra plus qu'un ou deux francs quand il lui reviendra revêtu de sa reliure bâclée à la hâte, sans aucune des manipulations indispensables à une bonne confection : le livre n'aura été ni collationné, ni replié, ni battu ; la couture et l'endossure surtout, ces deux parties si importantes de la reliure, auront été faites avec la plus triste négligence ; on n'aura employé pour celle-là que le plus mauvais fil ; le livre aura été cousu à deux ou trois cahiers, sur trois ficelles, ou même deux, au lieu de cinq ou quatre au moins qu'il faudrait. Un tel volume, au bout de huit ou quinze jours de service, et souvent dès la première fois que vous l'ouvrirez, laissera échapper ses feuillets ; heureux encore s'il n'offrirait d'autre défaut que le manque de solidité ! S'il n'avait été que peu ou point rogné, le mal serait réparable : on recommencerait l'opération ; mais non : comme ses marges présentent à chaque feuillet les irrégularités les plus fâcheuses dans leur largeur, que la maladresse du relieur, quand ce n'est pas sa paresse ou sa rapacité, lui a fait pousser le couteau homicide jusqu'au texte, c'est un livre perdu ; il n'y a plus de remède.

Il y aurait une curieuse statistique à faire sur les milliers de volumes que les relieurs frappent ainsi chaque année d'un coup mortel. Il est bien vrai que papetiers, imprimeurs, libraires et auteurs ne s'en plaignent point ; le public n'y perdrait rien non plus, si ces exécutions *livresques* ne tombaient que sur ceux qui sont indignes de vivre ; mais ce qu'il y a de fâcheux, c'est que l'avidé ou inintelligent bourreau fait subir à tous indistinctement le même supplice. Voilà pourquoi nous voulons que le bibliothécaire sache guider la main du bibliopéage qu'il emploiera. Qu'il le choisisse entre mille, et qu'il préfère toujours l'artisan modeste qui travaille seul ou aidé du plus petit nombre d'ouvriers qu'il soit possible, qu'il puisse surveiller de près ; car jamais un livre n'est si bien fait que quand un seul ouvrier habile le confectionne

elle. Puisse notre observation arrêter dans son cours la source d'un tel dommage que nous avons trouvé existant ailleurs, mais en aucun endroit porté à si haut degré qu'à Poitiers.

d'un bout à l'autre; qu'il suive ces ateliers où l'on fabrique les reliures par milliers; jamais il n'est sorti de là un volume bien établi.

L'illustre Payne travaillait seul dans un petit réduit; il mourut pauvre, mais il a produit des chefs-d'œuvre qui lui ont acquis l'immortalité. De nos jours, nos relieurs les plus célèbres, Niedrée, Duru, Bazzonnet, suivent la même route; ils arriveront, comme lui, à l'immortalité; mais, plus heureux sans doute, chemin faisant, ils trouveront la fortune. Est-ce à dire que je veuille qu'un bibliothécaire ne fasse relier les livres de son dépôt que par ces célébrités? Non sans doute; cela ne pourrait être. Mais, avec un peu de recherches, il rencontrera toujours, sinon un homme habile, au moins un homme intelligent qu'il formera lui-même par ses conseils, et duquel il obtiendra promptement des reliures ordinaires, telles qu'elles conviennent à un établissement peu riche, convenablement confectionnées. Mais pour cela il ne faut pas qu'il exige de lui des reliures in-8° à 25 sous. Il n'est pas d'ouvrier qui puisse, à ce prix, en établir qui réunissent la solidité, l'élasticité, l'élégance, qualités qui caractérisent toute bonne reliure. C'est à obtenir, au plus haut degré possible, la réunion de ces trois qualités, de la première surtout, pour les reliures qu'il fera confectionner, qu'il doit apporter tous ses soins.

Pour ceux qui n'y ont pas réfléchi, qui n'ont jamais visité un atelier de relieur, au premier aspect la reliure leur paraît quelque chose de fort simple. Ils ne se font pas une idée de la multiplicité des opérations qu'a subies le livre qu'ils ont sous les yeux : la *pliage*, la *batture*, la *couture*, l'*endossure*, la *rognure*, la *couchure d'or*, la *dorure sur cuir* et la *dorure sur tranche*, la *parure des peaux*, la *marbrure des tranches*, etc., etc.....

Répetons donc que, pour apprécier tous ces détails, il faut les connaître. Fort malheureusement il est peu de bibliothécaires en province qui en soient capables. S'il n'en était pas ainsi, verrait-on, dans certaines bibliothèques, des livres qui, pour peu qu'ils aient servi au public, tombent en lambeaux. L'œil, aussi bien que le bon goût, ne seraient pas blessés de cet étalage de jolies demi-reliures en peau plus ou moins verte ou rouge qui en garnissent les rayons, et qu'on croirait avoir été mises là avec quelque intention maligne de lutter d'élégance et d'éclat avec les cabinets de lecture du plus bas étage. Nous proscrivons sans pitié ces monstruosité. La reliure d'un livre doit être appropriée à sa valeur, à son époque même, et nous ne voulons pas qu'on habille à la mode du dix-neuvième siècle une rareté du quinzième, comme nous avons eu l'affliction de le voir quelquefois.

En général, et sans nous arrêter aux exceptions, nous voudrions qu'une bibliothèque fit relier tous ses livres en veau et à nerfs; sinon, la basane seule, marbrée, jaspée, ou autrement, sera employée pour la majorité des livres, et le veau et le maroquin réservé pour les plus précieux. Nous ne souffririons la demi-reliure que pour le petit nombre d'ouvrages d'un usage journalier, et qui doivent être usés au bout d'un certain temps.

Il nous reste encore à accomplir la promesse que nous avons faite, page 257, à présenter le tableau des richesses principales de la bibliothèque dont nous venons de raconter l'histoire. La grosseur inaccoutumée de ce bulletin nous force à renvoyer au suivant cette espèce d'itinéraire où ne seront pas marqués tous les lieux, sans doute, mais qui indiquera au moins les stations les plus remarquables d'un pays inconnu.

Induit en erreur par les deux catalogues que nous avons cités, nous avons dit (p. 243, à la note) que le manuscrit des *Mémoires du sieur d'Aubéry* paraissait n'être jamais entré à la bibliothèque. Depuis que nous avons écrit cela, en cherchant dans le cabinet des manuscrits, ce qu'il ne nous avait pas été possible de faire auparavant, nous avons trouvé le précieux manuscrit, qu'il n'était pas facile de reconnaître sous le titre de : *Correspondance de Duplessis-Mornay, suivie de Poésies diverses*, qui lui a été donné dans le catalogue de 1835.

On ne sait presque rien sur les manuscrits de la bibliothèque de Poitiers, qui sont au nombre de près de trois cents. Nous nous proposons de les faire connaître plus tard, ayant déjà réuni quelques matériaux dans ce dessein. Nous ne donnerons pas un catalogue raisonné sans doute; pour cela, il nous faudrait deux ou trois années d'un travail assidu. Néanmoins, on y trouvera sur tous des détails suffisants pour attirer l'attention des personnes qui voudraient les étudier plus profondément. Nous ne nous refuserons pas, toutefois, à donner sur quelques-uns des notices plus étendues. De ce nombre sera celui des *Mémoires du sieur d'Aubéry*, fils de l'habile diplomate qui représenta la France en Hollande pendant plusieurs années de la fin du XVII^e siècle. Louis d'Aubéry, sieur du Maurier, était Poitevin et d'une famille qui subsiste encore. Cette circonstance ajoute un nouveau prix à la possession de cet important manuscrit.

ERRATA. — Page 222, ligne 1^{re} : *ne possédait*, lisez : *ne possédait pas*. — Page 232, ligne 19 : *et communautés religieuses de Poitiers*, lisez : *communautés religieuses du district de...* — Page 242, ligne 27 : 1437, lisez : 1537; ligne 30 : *PPo*, lisez : *PPe*. — Page 244 : (*aux armes*), lisez : *armoiries*. — Page 251, ligne 21 : *repport*, lisez : *rapport*; ligne 32 : 1642, lisez : 1812. — Page 252, ligne 22 : *le 30 octobre*, ajoutez : 1812. — Page 257, ligne 16 : *tout au plus*, lisez : *environ*.

Le compte rendu du trimestre fera partie du prochain bulletin.

COMPTE RENDU DU TROISIÈME TRIMESTRE.

Pendant le troisième trimestre de 1848, la Société des Antiquaires de l'Ouest s'est réunie les 20 juillet et 24 août, et dans ces deux séances elle a entendu les lectures suivantes :

Par M. Auber, Histoire de la cathédrale (suite);

Par M. Faye, Notice sur diverses chartes relatives à l'église de Fouras (Charente-Inférieure);

Par M. Lecointre-Dupont, Rapport sur les Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie;

Par M. Auber, deuxième réponse aux observations de M. Foucart sur le vitrail de Saint-Jacques à Châtellerault.

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par M. Aymar, *Recherches sur les Inscriptions de la ville du Puy*; — Par M. de la Lande fils, mémoire de son père sur *Samarobriva*; — Par M. Fillon, *Cabinet de Tiraqueau*; — Par M. Hucher, Études sur le vitrail de la rose de la cathédrale du Mans; — Par M. Roach-Smith, *Collectanea antiqua*; — Par la Société d'Emulation de Cambrai, programme de prix pour 1849; — Par la *Revue des Deux-Mondes*, son prospectus; — Par la Société archéologique du Limousin, la première livraison du tome III de ses Bulletins; — Par la Société Française pour la conservation des monuments, compte rendu de ses séances de 1847.

Médailles et monnaies.

Par M. Mauduyt : 4° petit bronze de Julia Helena; 2° obole tournois de Philippe IV; — Par M. E. Lecointre : 1° deniers de Philippe II d'Arras et de Montreuil; 2° double tournois de Philippe VI; 5° plusieurs monnaies de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI; 4° six esterlins et hardis du Prince-Noir.

Chronique.

Au commencement du mois de juillet 1848, des ouvriers, en jetant les fondements d'une maison dans l'ancien cimetière qui entourait l'église St-Maurice, près Gençay, ont découvert un petit trésor composé des pièces suivantes :

- 1 fleur de lis de Charles V;
- 46 hardis du Prince-Noir;
- 4 esterlins du même.

La pièce d'or de Charles V a été vendue chez un orfèvre.

Les hardis et les esterlins ont été achetés par M. E. Lecointre.

Ces 50 pièces peuvent se classer ainsi :

- 2 esterlins frappés à Poitiers;
- 2 *id.* frustes;
- 11 hardis frappés à Poitiers (deux variétés);
- 4 hardis frappés à Bordeaux (deux variétés)
- 3 *id.* à Figeac;
- 1 *id.* à Tarbes;
- 13 *id.* à la Rochelle;
- 4 *id.* à Limoges (deux variétés);
- 10 *id.* sans marque monétaire.

Total, 50

M. le ministre de l'instruction publique a accordé à la Société une allocation de deux cents francs, en exprimant, dans les termes les plus flatteurs, le regret que les ressources de son budget ne lui permissent pas de donner, cette année, un encouragement plus considérable aux travaux des Antiquaires de l'Ouest.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 1848.

SOMMAIRE.

- I. — *Notices* sur l'érection et la destruction de la statue de Louis XIV sur la place d'Armes de Poitiers, par M. FOUCART.
 - II. — *Réponse* aux observations de M. Foucart au sujet de l'article de M. l'abbé Auber sur le nouveau vitrail de l'église Saint-Jacques de Châtellerault, par M. l'abbé AUBER.
 - III. — *Compte rendu*.
 - IV. — *Chronique*.
-

NOTICE

*SUR L'érection et la destruction de la statue de Louis XIV SUR LA PLACE
D'ARMES DE POITIERS,*

Par M. FOUCART.

*Relation de ce qui s'est passé à l'érection de la statue du roi dans la ville de Poitiers, le 25 août 1687 : tel est le titre d'une notice imprimée à Poitiers, qui se trouve à la bibliothèque nationale, dans les Mémoires manuscrits de Nicolas Foucault, intendant du Poitou, par qui elle paraît avoir été rédigée. M. Clément, auteur du savant ouvrage sur l'histoire de l'administration de Colbert, a cru cette notice assez importante et assez rare pour la réimprimer au nombre des pièces justificatives dont il a fait suivre une nouvelle publication intitulée : *Le gouvernement de Louis XIV, ou la cour, l'adminis-**

tration, les finances et le commerce de 1683 à 1689. Il m'a semblé qu'une analyse de cette relation figurerait bien dans nos Bulletins (1).

Louis XIV a été, pendant la plus grande partie de son règne, l'objet d'un culte poussé jusqu'à une sorte d'idolâtrie. M. Clément a réuni dans son dernier ouvrage quelques faits qui peuvent donner une idée de l'exagération des flatteries dont il était difficile qu'il ne fût pas enivré. Ainsi le duc d'Aubusson de Lafeuillade, au témoignage de l'abbé de Choisy, cité par M. Clément, inaugurait la statue qu'il a fait élever à Louis XIV sur la place des Victoires, à Paris, « avec les mêmes prosternations que les païens faisaient » autrefois devant les statues de leurs empereurs. — Il voulait que » quatre flambeaux brûlassent nuit et jour devant elle; mais on » obtint, non sans peine, qu'ils ne seraient pas allumés le jour (2). » Il annonçait d'ailleurs l'intention d'acheter dans l'église des » Petits-Pères un caveau que l'on aurait poussé jusques sous la statue au-dessous de laquelle il se serait fait enterrer. » — Lorsque les princesses du sang, et, à plus forte raison, les autres dames, passaient dans la chambre du roi, elles faisaient une grande révérence à son lit. — Après de tels faits, on ne doit pas trouver étonnant que Saint-Simon ait dit qu'il n'aurait tenu qu'à Louis XIV de se faire adorer.

Ces sentiments d'une admiration exaltée se répandaient de la cour à Versailles, à Paris et dans les provinces; ils se manifestèrent à Poitiers, en 1687, par l'érection que fit le *corps des marchands* d'une statue dont voici la description donnée par la notice :

« Ce monument est une statue du roi en pied, dans une attitude » noble, majestueuse et digne du héros qu'elle représente. On y » remarque son air et ses traits, autant que le ciseau est capable » de les exprimer. Il est représenté habillé à la romaine, avec un » manteau royal semé de fleurs de lis qui lui pend derrière les

(1) M. Clément croit l'exemplaire de la bibliothèque nationale *unique*. Il en existe un dans la bibliothèque de Poitiers; mais je l'ignorais, ainsi que le public, qui attend toujours le catalogue des richesses enfermées dans cette belle collection.

(2) Les flambeaux donnèrent lieu au distique suivant :

Cadédis, d'Aubusson, je crois que tu nous bernes
De mettre le soleil entre quatre lanternes.

» épaules. Cette statue est posée sur un piédestal d'une très-belle
» architecture, enrichi de sculptures et de tous les ornements qui
» y conviennent. Quatre Termes, représentant des esclaves des dif-
» férentes nations subjuguées, soutiennent les quatre coins de
» l'architrave, et font voir, dans des airs et des attitudes particu-
» lières, des sentiments différents. Les quatre faces du piédestal
» sont occupées par quatre ovales qui renferment des tables de
» marbre noir où sont gravées les inscriptions : le tout à une dis-
» tance de huit pieds, entouré d'une balustrade en fer doré.
» Enfin ce monument est tel, qu'il y a sujet d'applaudir au zèle de
» ceux qui l'ont érigé et à l'habileté de celui qui l'a exécuté. C'est le
» sieur Girouard, dont le mérite a cela de particulier, qu'il n'est
» pour ainsi dire élève que de lui-même, puisque c'est seulement
» sur les beaux morceaux qui nous restent des anciens qu'il s'est
» formé dans une grande jeunesse et qu'il a mérité d'être employé
» aux travaux de Versailles, où il a fait voir l'excellent naturel
» qu'il a pour la sculpture. »

Le lieu principal de la fête était naturellement la place du *Vieux-Marché*, au milieu de laquelle était élevée la statue, et qui, à partir de cette époque, prit le nom de *Place Royale*. Quatre arcs de triomphe avaient été élevés à l'extrémité de chacune des quatre rues qui y aboutissent. Le premier était dédié au roi, le second à Monseigneur, le troisième à M. le dauphin, le quatrième aux enfants de France ; tous étaient surchargés de peintures allégoriques et de devises louangeuses en latin et en français. Le pourtour de la place était orné d'une quantité de *théâtres* pour la musique, pour les trompettes, pour les spectateurs. « Celui de la musique représen-
» tait le mont Parnasse. Apollon, élevé sur un piédestal, semblait
» animer les Muses, qui étaient placées aux différents endroits du
» théâtre, à célébrer les louanges du roi. » — Vient ensuite la description du théâtre des marchands, qui, « ayant la meilleure
» part à la fête, devaient y être placés commodément. — Celui des
» écoliers parut fort brillant. Les jésuites, dont on connaît le zèle
» pour la gloire du roi, souhaitant qu'ils entrassent dans cette
» fête et qu'ils contribuassent, autant qu'ils pourraient, à lui don-
» ner de l'éclat, les avaient fait dresser depuis longtemps à l'exer-
» cice des armes, et en avaient fait une milice aussi propre qu'elle

» était bien réglée ; de sorte que ce fut un spectacle de les voir
» tous rangés en bon ordre sur le théâtre qu'on leur avait préparé,
» qui était bordé de demi-piques et de drapeaux de différentes
» couleurs , et qui faisaient une face très-agréable. » Plus loin,
l'auteur donne à cette milice le nom de *troupes latines*.

La fête commença par un *acte* (une thèse) de philosophie dédié au roi, et dans lequel, dit le narrateur, les éloges du roi eurent autant de part que la philosophie. « Le soir, toutes les cloches
» commencèrent à sonner, et leurs carillons, se joignant au bruit du
» canon et à celui des trompettes et des tambours qu'on avait dis-
» posés sur les tours et sur les lieux les plus élevés de la ville, an-
» noncèrent agréablement la fête du lendemain. » Je recommande à l'autorité municipale ces tambours et ces trompettes placés sur les tours.

Le lendemain 25, messe solennelle et *Tu Deum* à la cathédrale.
« On eut le plaisir d'entendre une fort belle musique composée des
» plus belles voix de la province, et de plusieurs autres que M. l'in-
» tendant avait fait venir des provinces voisines. » — Panégyrique du roi par le révérend père Chesnon, jésuite, qui prit pour texte :
« *Cujus est imago hæc ?* — Il commença par expliquer la différence
» qui se trouve entre le culte qu'on rend à Dieu et celui qu'on
» rend aux souverains de la terre, et fit connaître à tout le monde
» que si Louis le Grand ne possède pas ces perfections infinies qui
» ne conviennent qu'à Dieu seul, il a pourtant reçu toutes celles
» qui en approchent davantage, et qui le rendent sur la terre
» l'image la plus sensible de la Divinité. »

Le service religieux étant achevé, on se rendit à la place Royale, où devait avoir lieu la principale partie de la fête, laquelle consista en décharges de mousqueterie et de canon, feu de joie, concert de trompettes, symphonie de violons, flûtes et hautbois, grand concert vocal et instrumental, et, le soir, illumination de toutes les maisons, depuis le premier étage jusqu'au toit; feu d'artifice, dans lequel des pétards et des pots à feu *écartèrent admirablement* tous ceux qui se trouvaient dans le voisinage.

Après le feu d'artifice, les *plus honnêtes gens* se rendirent à l'hôtel de M. l'Intendant, et furent arrêtés à la porte par un nouvel objet :
« C'était trois longues tables disposées en triangle, couvertes de

» viandes, abandonnées à la discrétion du peuple. Elles étaient
» dressées dans une petite place dont la figure est triangulaire, et
» où l'on abordait par trois rues à l'entrée desquelles il y avait des
» arcades ornées de festons. » (Chacun de nous reconnaît à cette
description le carrefour formé par les rues de la Mairie, des Cor-
deliers et des Grandes-Écoles.) « Les officiers de M. l'Intendant,
» placés au milieu de ces trois tables, avaient soin de les servir à
» mesure qu'on les dégarnissait, et de faire retirer ceux qui
» avaient soupé pour faire place aux autres; tandis que ceux qui
» n'en pouvaient approcher allaient se consoler à une fontaine
» jaillissante de vin, qui coulait depuis le matin à l'entrée de son
» hôtel. »

On pense bien que les *plus honnêtes gens* invités à se rendre à
l'hôtel de l'intendance y trouvèrent aussi un souper. « Quatre
» tables de vingt-cinq couverts chacune furent trouvées servies et
» furent occupées par toutes les dames que les hommes voulurent
» servir. »

» Le souper fini, la compagnie crut traverser une basse cour pour
» passer au jardin; mais, comme si elle se fût évanouie par enchan-
» tement, les dames furent agréablement surprises de se trouver
» sur une terrasse ornée de fleurs et de deux fontaines jaillissantes,
» par laquelle on descendait dans un grand et magnifique salon
» qu'elles n'avaient jamais vu, tout disposé pour le bal. » — Suit
la description de ce salon et de ses ornements, au premier rang
desquels figurait un buste du roi d'un mètre de haut, environné
d'un soleil, dont le tour et les rayons étaient couverts de lumières,
et accompagnés de fleurs de lis et d'LL couronnées sans nombre.
Vis-à-vis le buste était, sous un dais, un fort beau portrait du roi,
de la main de Mignard.

« Ce fut dans cette salle que plus de quatre-vingts dames qui
» avaient soupé chez M. l'Intendant, et toutes celles qui vinrent
» après souper, soutinrent parfaitement la réputation où les Poi-
»tevines sont de bien danser. »

Le lendemain 26, le présidial, à la tête duquel était M. de Rozes,
ne croyant pas avoir suffisamment rempli son devoir en assistant au
Te Deum que M. l'Intendant avait fait chanter dans la cathédrale,
en fit chanter un autre dans l'église des Cordeliers. L'après-midi, les

jésuites donnèrent une fête dans la cour de leur maison, aujourd'hui le lycée. « On y trouva un théâtre orné de très-belles décorations et chargé d'acteurs fort proprement vêtus. » — La fête commença par l'explication d'un *tableau énigmatique*, que M. l'Intendant avait fait venir de Paris. Ce tableau représentait Hercule sortant des Enfers et traînant avec lui Cerbère; quelques Furies semblaient l'insulter et s'opposer à son passage; mais Jupiter, du haut d'un nuage, applaudissait à son action; Isis, la déesse de l'admiration, en témoignait son étonnement, et la Justice, la balance à la main, semblait en fixer le prix et la valeur. Les beaux esprits de l'assemblée s'évertuèrent à chercher le sens de cette énigme, et ils en donnèrent différentes explications, très-ingénieuses sans doute, mais parmi lesquelles n'était point la véritable. Il fallut que M. de Carcassonne, fils de M. l'Intendant, en fît connaître le véritable sens; et certes son secours était bien nécessaire, car personne n'aurait imaginé qu'Hercule sortant des Enfers représentait la statue sortant de la carrière, et les Furies les instruments dont on s'était servi pour la faire. Jupiter, roi des dieux, qui paraissait applaudir à Hercule, était là pour signifier l'agrément qu'il avait plu à Sa Majesté de donner au dessein des marchands; Thémis marquait la présence des magistrats qui assistaient à la cérémonie; Isis signifiait l'admiration des peuples, etc.

Un autre tableau énigmatique représentait Orphée qui jouait du luth, et qui, par son harmonie, remuait les arbres et les plaçait en droite ligne sur le bord d'une rivière. Un des spectateurs profita de la rivière pour parler du passage du Rhin et dire de très-belles choses à la gloire du héros qui *conduisait cette belle action*; mais il était bien loin du mot de l'énigme, qui était *le Cours*. « C'est, dit » le narrateur, une promenade que M. l'Intendant fait faire sur » les bords de la rivière du Clain, aux portes de la ville, qui n'avait » aucune de ces sortes d'établissements. » Constatons ici, comme fait intéressant pour l'histoire de la ville, que le *Cours* n'appartenait pas, comme on le croyait, à la maison de Saint-Cyprien, et qu'il fut planté peu de temps avant 1687, par ordre de l'intendant Foucault, pour servir de promenade publique.

Après les deux énigmes, on *régala la compagnie*, pour me servir des expressions du narrateur, d'une *pièce de théâtre* en cinq actes

mêlés de plusieurs entrées de ballets, où l'on représenta Louis le Grand comme le plus grand des rois. « Pour la faire plus agréable-ment et d'une manière qui fût plus du tour et du génie de la poésie, on crut pouvoir représenter le roi et les princes ses voisins sous l'idée et le nom de dieux de l'antiquité avec qui ils ont des rapports plus singuliers. » — Voici comment on exécuta cette idée neuve et hardie : — « Le roi y parut sous le nom d'Apollon, que les anciens confondaient avec le soleil, symbole de notre grand monarque. Pluton, dieu des richesses, des enfers et des marais, figura les Hollandais et les autres peuples des Pays-Bas. Jupiter représenta l'empereur, à cause de son aigle, et Neptune supposa pour les Génois, les Algériens et les autres peuples maritimes. » Suit l'analyse de la pièce, dans laquelle, comme de raison, Apollon l'emporte sur tous les autres dieux, auxquels il finit par accorder la paix, qu'ils acceptent avec une grande joie. Enfin M. l'intendant distribua les prix aux écoliers, et s'engagea à en donner tous les ans « sous une condition qui doit tenir lieu d'une extrême faveur : c'est qu'on y prononcera, le jour de St-Louis, un panégyrique du roi. »

Les jours suivants furent employés à chanter le *Te Deum* et à des prières publiques pour la conservation et la prospérité de Sa Majesté. Mme de Nouilles, abbesse de Sainte-Croix, « fit chanter, le 27, une messe et un *Te Deum* où assistèrent tous les corps de ville, et où la beauté de la musique, qui était excellente, céda à l'éloquence du R. P. Dubois, jésuite, qui prononça un panégyrique du roi avec un succès qui surprit l'assemblée, n'ayant eu que 24 heures pour s'y préparer. » — Cette cérémonie fut suivie d'une aumône générale. — « Enfin, tous ont voulu signaler leur zèle dans cette occasion, jusqu'aux escoliers de droit, qui, ayant eu permission de s'assembler et d'entrer dans la réjouissance publique, ont été, en corps et sous les armes, à la statue, auprès de laquelle ils ont fait tirer un feu d'artifice. »

Ce récit est suivi des quatre inscriptions du piédestal de la statue, et de la centate, comme on disait aujourd'hui, qui a été chantée au moment de l'inauguration. Le dieu du Clais, réveillé par un bruit de tambours et de trompettes, demande ce que cela signifie et quelle est cette nouvelle divinité qui se présente à ses yeux. « Le

» chant des peuples répond à la surprise du dieu du Clain, et, lui
» faisant connaître Louis sous la figure du dieu Mars, prend oc-
» casion de chanter les louanges du monarque. » — Une note ap-
prend que « ces vers ont été mis en musique par M. Pain, maître
» de musique de St-Hilaire de Poitiers, avec un succès qui répond
» à l'idée qu'il avait donnée plusieurs fois de son habileté. » —
M. Clément a fait suivre ce document d'une lettre du père Lachaise,
qui remercie Nicolas Foucault, intendant du Poitou, de la *relation*
curieuse qu'il lui a envoyée de ce qui se passa à Poitiers, le jour de
la Saint-Louis, pour la cérémonie de l'érection de la statue du
roi, et dont il a soigneusement rendu compte au roi.

Peut-être, Messieurs, trouverez-vous, malgré votre juste admira-
tion pour Louis XIV, qu'il y a dans cette fête un peu trop de *Te*
Deum, de panégyriques et de louanges de toute espèce. Si l'odeur
de l'encens vous a affaibli le cœur, et que vous ayez besoin d'un
réactif, transportez-vous avec moi, le 16 août 1792, c'est-à-dire un
peu plus d'un siècle après les fêtes que je viens de décrire, dans
la salle où le conseil général de la commune de Poitiers était en
permanence, par suite des graves événements qui, six jours avant,
avaient renversé le trône des descendants de Louis XIV.

Voici ce qui s'y passa :

Un de messieurs, obtenant la parole, a dit : « Il appartient
» peut-être à celui qui, sachant allier l'amour de l'ordre et des
» hommes aux goûts les moins équivoques de l'indépendance et
» de la liberté; qui le premier osa, d'un trait de plume, effacer les
» titres pompeux que l'orgueil avait inventés; qui a été successive-
» ment chargé de faire disparaître les emblèmes et les chiffres de
» l'insolence et de la fatuité, de faire placer le bonnet de la liberté
» sur la porte du parc national, de substituer à des noms gothiques
» et ridicules ceux des grands hommes qui, par leurs veilles et
» leurs écrits immortels, ont préparé cette heureuse révolution qui
» rend à l'homme ses droits et sa dignité, combattent les cohortes
» de presque tous les despotismes de la terre, d'en détruire jusqu'aux
» images et d'anéantir ces honteux monuments de l'esclavage et
» de l'adulation. Je fais donc la motion de faire descendre *ce Louis*
» *quatorze, dont l'attitude fière et menaçante osa encore insulter ceux que*
» *son féroce orgueil a fait trop longtemps gémir.* »

Nous voici loin des panégyriques des RR. PP. Chesnon et Dubois.

La motion mise en délibération et discutée, il a été arrêté :
« Oui le procureur de la commune, que la statue de Louis XIV
» sera *descendue et détruite* » (l'auteur de la motion n'était pas allé si loin), « ainsi que le massif sur lequel elle est placée, et le fer qui
» l'entoure sera enlevé; que l'emplacement sera sablé et mis au
» niveau de la place, ce qui facilitera d'autant plus les évolutions
» militaires; que la statue de Louis XIV qui est sur la porte d'en-
» trée du tribunal de commerce (c'était un buste) sera également
» détruite, ainsi que toutes les autres, telles qu'elles puissent être
» et à quelques endroits publics qu'elles soient situées en cette
» ville... »

La sentence de destruction fut promptement exécutée, car, le surlendemain 18 août, le conseil, s'occupant d'adjuger des démolitions à faire à la maison commune, « un de messieurs fait observer que
» l'un des commissaires chargés de faire descendre la statue de
» Louis XIV et de faire détruire le piédestal a déjà vendu le mas-
» sif de ce piédestal, qu'il en reste encore quelques matériaux, et
» qu'il croit avantageux de les vendre. » Sur ce, il est décidé que les matériaux seront immédiatement vendus, et ils le sont en effet pour vingt-cinq livres. — Un autre membre demanda que les bancs en pierre qui entouraient le piédestal fussent transportés à Blossac. Il fut décidé qu'ils seraient placés sur la place d'Armes : ce sont très-probablement ceux qu'on y voit encore. Vous savez que la tête de la statue a été trouvée très-mutilée par M. l'abbé Gibault, et qu'elle est déposée au musée du temple St-Jean.

Telle est, Messieurs, l'histoire de la statue de Louis XIV qui ornait autrefois la place d'Armes de Poitiers. Élevée par le corps des marchands, par suite d'une juste reconnaissance pour le bien que Louis XIV avait fait à la France; inaugurée au milieu des acclamations générales, avec toutes les flatteries d'un courtisan habile et aussi avec toute la grandeur et tout l'éclat qu'on savait alors donner aux fêtes publiques, elle a été détruite, non par le corps des marchands, qui l'avait élevée, non par le peuple, qui était habitué à la respecter, mais par les ordres de quelques hommes imbus des doctrines prétendues philosophiques du XVIII^e siècle,

doctrines qui, supprimant les croyances religieuses, détruisant le culte des souvenirs, faussant la vérité historique, exaltant l'orgueil individuel, furent cause des malheurs et des crimes de notre première révolution. J'ai vainement cherché le procès-verbal de la destruction, je ne l'ai point trouvé; sans doute ceux qui avaient été chargés de cette mesure l'exécutèrent à la hâte; sans solennité, comme une action dont ils avaient honte.

Si maintenant, Messieurs, après un demi-siècle écoulé, nous examinons ce qui se passe autour de nous, nous serons frappés d'une amélioration bien grande dans les idées. Les rancunes politiques sont affaiblies, l'intelligence des faits historiques est plus grande, les monuments anciens sont respectés. Après la révolution de 1830, nous avons vu réunis dans le musée de Versailles tous les souvenirs et toutes les gloires de la France, le drapeau blanc à côté du drapeau tricolore, les fleurs de lis non loin des faisceaux républicains et de l'aigle impériale. Depuis huit mois que la république est proclamée de nouveau, nous n'avons eu à gémir sur aucun de ces actes de vandalisme si communs en 1792. Henri IV, Louis XIII et Louis XIV continuent à chevaucher sur les places publiques de Paris; Napoléon peut les contempler avec sa lorgnette du haut de la colonne de la place Vendôme, et certes aucun d'eux ne sera un obstacle au paisible développement de nos libertés. C'est qu'il y a entre 1792 et 1848 toute la différence qui existe entre une révolution qui commence et une révolution qui finit.

RÉPONSE

AUX OBSERVATIONS DE M. FOUCART AU SUJET DE L'ARTICLE DE M. L'ABBÉ AUBER
SUR LE nouveau vitrail de l'église Saint-Jacques de Châtelleraul (1),

Par M. l'abbé AUBER, chanoine de Poitiers, historiographe du diocèse.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les gens de lettres, je dirais vo-

(1) V. ci-dessus l'article de M. l'abbé Auber, p. 72, et la réponse de M. Foucart, p. 108.

lontiers les savants, si je ne songeais ici qu'à mon digne ami et adversaire, ont le malheur de ne pas toujours s'entendre. Les lois de la science et du goût sont quelquefois, en effet, si arbitraires, et reposent sur des fondements si peu assurés, qu'il faut bien s'attendre que la question dont on se croit le plus sûr pourra, tôt ou tard, amener quelque controverse inattendue. Pour mon compte, je croyais peu, quand j'écrivis ma notice sur l'œuvre d'art qui m'occupe encore ici, donner occasion à une polémique, et je vois, à la manière dont elle se prolonge, qu'on pourrait l'étendre indéfiniment. Toutefois ce n'est pas mon intention. Je réserve pour un ouvrage spécial la question que M. Foucart appelle *religieuse*, et j'examinerai, avec plus de soin et d'étendue que je ne le pourrais à présent, quel usage on peut faire de la *légende* dans l'art chrétien, sans blesser ni les prescriptions vénérées du concile de Trente, ni les sages pensées de Pierre de Cluny. Qu'il me soit permis seulement d'affirmer aujourd'hui que les dernières raisons alléguées contre les miennes paraîtraient plus spirituelles que solides aux lecteurs de nos Bulletins; que la singulière analyse de ces dernières ne peut rien ôter à la rigueur de mes raisonnements ni aux principes sur lesquels reposent mes explications. On peut toujours faire la plus joyeuse parodie d'un écrit sérieux et le travestir à l'aide d'ingénieuses hyperboles. Le seul moyen, pour le pauvre diable ainsi affublé, est d'en appeler aux lecteurs de sang-froid d'abord, et, pour un peu plus tard, à une discussion large et approfondie, où, développant ses preuves sans entraves ni interruptions, il forcera peut-être de comprendre comment et pourquoi il est *intraitable* sur des points que soutinrent avant lui de graves autorités.

Pour le moment donc, je me bornerai, en restreignant dans ses plus étroites limites la partie de notre discussion qui regarde le *vert clair* ou le *vert-pomme*, comme on l'aimera mieux, à dire qu'en attaquant ce dernier nom, qui n'est point du tout avoué par la technologie, M. Lusson et moi voulions ramener notre digne adversaire aux termes consacrés dans les traités de l'art; il en est ainsi de la couleur *lie de vin*, que nous avons appelée de préférence *violet brun*, parce que ce mot est celui des artistes et des fabricants. Enfin, quant aux *dispositions visuelles* de certains peintres ou con-

naisseurs, qui les font tendre, dans leurs compositions, vers une teinte foncée plutôt que vers une autre plus naturelle, et dont ils abusent sans le savoir, il est bien clair que c'est là une exception que nous pouvons soupçonner dans tel ou tel observateur dont le jugement n'est pas celui de beaucoup d'autres, et que, si nous ne voyons pas comme lui, si la foule des juges que nous attestons voit comme nous, c'est lui dont les *organes visuels* sont modifiés malheureusement, et rien ne lui donne le droit d'exiger à son égard la *tolérance* qu'il revendique de si bonne humeur.

Mais c'était un des points en litige de savoir si la couleur verte donnée à un diable de nos vitraux, et que blâmait M. Foucart, n'avait pas, dans la pensée de l'artiste, une raison avouée par le genre de peinture qu'il traitait. J'avais vu, entrevu, si l'on veut, quelque motif symbolique dans le choix de cette teinte donnée à un tel sujet. Je citais les auteurs qui protégeaient mes conjectures. C'était une partie importante de notre controverse : elle reposait sur de sérieuses raisons ; mais il est déplorable que les Pères de Trente n'en aient rien dit ; et c'est pourquoi, sans doute, on passe doucement sur tout cela, s'accrochant de préférence à deux ou trois petits articles dont on croit plus aisé de faire justice en les habillant comme une *charge*. Quoi qu'il en soit, on ne sera peut-être pas fâché de savoir à quoi s'en tenir sur mon opinion, et j'aime assez pour mon compte à l'appuyer de témoignages auxquels on voudra bien un peu s'en rapporter. Un livre existe, que j'ignorais quand j'écrivis l'article contre lequel notre honorable collègue a lancé les foudres de l'Eglisc. Edité en 1837, ce livre est devenu fort rare ; je n'ai pu me le procurer, mais un de nos collègues de la *Société française*, M. Charles Desmoulins, de Bordeaux, ayant lu mon pauvre article si persécuté depuis, voulut bien m'apprendre aussitôt de quelle utilité pouvait être à ma cause cet ouvrage aussi curieux que savant, et tantôt par analyse, tantôt par citations, il me fit trouver dans quelques-unes de ses pages une complète apologie de mon sentiment. On me pardonnera de laisser, en le citant, à son style plein de politesse, l'excessive bienveillance de ses compliments :

« Vous avez eu la bonté de m'adresser votre curieux Mémoire sur le vitrail neuf de Saint-Jacques de Châtellerault, avec celui

sur la peinture murale de la cathédrale de Poitiers. Merci, et très-grand merci pour toutes ces bonnes choses : mais c'est de la première (Saint-Jacques), que j'ai à vous entretenir aujourd'hui.

» A la page 45 de cette notice est un paragraphe commençant par ces mots : « *Voici venir le diable vert.* » Nous y voici. Le bon et spirituel M. Foucart vous a querellé au sujet de ce diable *vert* : il a eu tort. Vous avez défendu la couleur de votre diable : vous avez eu raison ; mais vous l'avez défendue sans avoir sous la main toutes les armes dont on peut se servir pour la défendre, et je viens vous en apporter une bonne. J'en suis désolé pour M. Foucart, que j'aime et vénère beaucoup ; mais c'est fini, je vous assure la victoire la plus complète, je vous mets en main un casse-tête, un malar, un tomahawk : votre adversaire est perdu.

» Je lis dans votre page 14 ces deux phrases :

1° « Je ne voudrais pas répondre que le *vert* n'eût été assigné à l'esprit de ténèbres, etc. »

» Oui ! il lui a été assigné, et vous allez voir comme.

2° « Hallucinations où les diables paraissent bleus ou *verts*, sans qu'on sache trop en deviner la cause..... persuasion que ces couleurs étaient celles de Satan. »

» Cette cause, je vais vous la dire (*doctus cum libro*).

» Cette couleur, c'est bien une de celles de ce peu estimable monsieur ! Écoutez donc, mon savant et vénéré collègue :

» Il y a de par le monde un livre fort bon, fort savant, mais fort peu répandu, et qui figurerait au nombre des plus utiles pour nous autres, gens de vieilleseries, appelés à les consulter parfois. Son titre est : *Des COULEURS SYMBOLIQUES dans l'antiquité, le moyen âge et les temps modernes*, par Frédéric Portal ; un vol. in-octavo de 309 pages en très-gros caractères, imprimé à Paris en 1837, chez Treuttel et Würtz, rue de Lille, 47. — M. F. Portal, alors maître des requêtes au conseil d'État, maintenant conseiller d'État ou à la cour des comptes, fils du baron Portal, ministre de la marine sous la Restauration, est un *protestant*, mais un protestant qui vaut mieux que bien de nos soi-disant catholiques, et à qui il n'échappe jamais un mot blessant pour nous, ou irrespectueux pour nos dogmes. Cet

ouvrage est un océan d'érudition. Il expose que les couleurs eurent la même signification chez tous les peuples de la haute antiquité, et que la langue des couleurs se retrouve dans les vitraux de nos cathédrales, comme dans les livres sacrés de l'Inde et les temples égyptiens. Toute couleur doit être expliquée par l'histoire des religions; dans chaque religion, trois époques distinctes, marquées par trois langues distinctes : langue *divine*, — *sacrée*, — *profane*. Cette dernière est la pâture jetée aux nations livrées à l'idolâtrie; nous ne l'avons donc pas, nous chrétiens, dans notre *religion*, mais c'est elle qui forme le langage *du monde* en fait de couleurs. Toute couleur a une signification *directe* et une signification *opposée*.

» Ainsi (principe de la symbolique des couleurs, p. 33) : *Le VERT signifie la régénération céleste et la DÉGRADATION INFERNALE, la sagesse et la folie.*

» Arrivé aux détails, et parlant du VERT dans la langue SACRÉE, M. Portal dit (p. 242 et 243) :

« Le vert, comme les autres couleurs, eut une signification négative; si elle était le symbole de la régénération de l'âme et de la sagesse, elle signifia, par opposition, la dégradation morale et la folie..... Swedenborg donne des yeux *verts* aux fous de l'enfer..... Dans le vitrail de la Tentation de J.-C., à Chartres, SATAN A LA PEAU VERTE ET DE GROS YEUX VERTS..... Anciennement, en France, d'après la Mothe-le-Vayer, le vert était le blason des fous..... L'œil, dans la symbolique, signifie l'intelligence, la lumière intellectuelle; l'homme peut le tourner vers le bien ou le mal. Satan et Minerve, la Folie et la Sagesse, furent représentés avec des yeux verts. »

» Eh bien, mon cher collègue, êtes-vous content? N'avez-vous pas deviné bien juste? Mais, de grâce, procurez-vous cet utile et excellent livre, où vous trouverez aussi la raison de la robe *verte* de l'apôtre St Jean.

Quant au diable *bleu*, « l'azur, symbole nécessaire de l'éternité divine, de l'immortalité humaine, devint, par une conséquence naturelle, une couleur *mortuaire*... Sur un manuscrit du *x^e* siècle, Jésus au tombeau a le visage *bleu* et son corps est entouré de bandellettes *bleues*..... Le bréviaire de Sarisburg montre, sur ses

» miniatures, des draps mortuaires *bleus*..... La Vierge est souvent
» vêtue de *bleu* après la mort du Christ; le prêtre a des ornements
» *bleus* en carême; aux approches de la semaine sainte, les images
» de J.-C. sont couvertes d'un voile *bleu*..... Dans une grande par-
» tie du Levant, on porte le deuil en *bleu*..... »

» Il me semble qu'on pourrait induire de là que le diable *bleu*
symbolise sa *mort éternelle*.

» J'oubliais le diable *brun* (*roux* ou *tanné*, couleur composée de
noir et de rouge) : « Typhon est le serpent maudit; et le serpent
» de l'Apocalypse, qui est le *diable* ou *Satan*, est *roux* ou *TANNÉ*, etc.,
» etc., etc. (p. 305). » — Bordeaux, 8 janvier 1848.

Qu'aurais-je encore à dire après cette complète justification de
mes idées? Rien, je le crois : cependant je cède à la tentation d'y
ajouter une surabondance de preuves; il faut qu'on soit bien per-
suadé que dans tous les âges Satan a été revêtu de vert de pied en
cap, et après les exemples que j'ai cités, qu'on sache encore où en
prendre d'autres.

Un de mes amis, qui a beaucoup d'esprit et de science, quoi-
qu'il n'appartienne à aucune société savante, m'écrivait de Paris :
« Votre petite dispute au sujet du *diable vert* m'a amusé. Elle m'a
» rappelé que parmi les vitraux célèbres des charniers de St-Étienne-
» du-Mont, à Paris, il s'en trouve un où j'admirais, en 1810, pen-
» dant les catéchismes, un superbe diable vert surmonté d'une
» tête de dragon, je crois, avec une gueule effroyablement ouverte
» et garnie d'un magnifique ratelier de dents et de crocs dignes de
» la bête. Autant que je m'en souviens, il avait une fourche à la
» main..... ou à la patte, comme il vous plaira; au reste, il doit y
» être encore; nous pourrions lui faire une visite quand vous vien-
» drez à Paris. Quoique j'aie souvent dans mon ancienne paroisse,
» je n'ai pas revu depuis longtemps ce pauvre diable, auquel je
» ne pensais plus. Il vous est redevable de mon souvenir. Voilà une
» belle œuvre pour un chanoine!.... »

Toujours est-il que les diables servent ici à quelque chose. Ils
viennent précisément en aide à un historiographe du diocèse.
Étrange destinée pour un chanoine, en effet, de se trouver entre
une foule de diables verts et l'un de ses meilleurs amis, et de se
voir, pendant que les uns lui tendent une main secourable et *verte*,

menacé par l'autre des inexorables textes d'un concile général!

Nous tâcherons, en temps opportun, de mettre tout le monde d'accord.

Poitiers, 18 juin 1848.

COMPTE RENDU.

Pendant le quatrième trimestre de 1848 la Société s'est réunie les 16 novembre, 7 décembre, 21 décembre et 26 décembre. Ce dernier jour, elle a tenu à midi sa séance publique, et, le soir, elle a procédé au renouvellement de son bureau et de son conseil d'administration. Dans ces cinq réunions elle a entendu les lectures suivantes :

1° Par M. Foucart, Mémoire sur l'érection de la statue de Louis XIV sur la place d'Armes de Poitiers;

2° Par M. Cartier d'Amboise, Relation fidèle de ce qui s'est passé en la construction du couvent des Capucins de la ville de Tours (*lu en séance publique*);

3° Par M. Faye, Note sur des antiquités romaines trouvées à Genouillé (Vienne), et sur un ancien camp, dit *Camp des Anglais*, existant dans la même localité;

4° Par M. Eugène Lecointre, Rapport au nom de la commission chargée d'explorer les débris romains trouvés à Mazais (*V. la chronique*);

5° Par M. de Matty de la Tour, Dissertation sur la voie romaine de Tours à Angers;

6° Par M. Foucart, Rapport sur quelques documents curieux conservés aux archives de la Vienne (*lu en séance publique*);

7° Par M. Ménard, Discours lu en séance publique;

8° Par M. Eugène Lecointre, Rapport sur les travaux de la Société pendant l'année 1848 (*lu en séance publique*);

9° Par M. l'abbé Auber, Description de la cathédrale de Poitiers au xvi^e siècle, avant les ravages des protestants;

10° Par M. de Chergé, Rapport sur la restauration du fanal des morts de Journet. (*V. la chronique.*)

Admissions.

La Société a admis, pendant ce trimestre, MM. de Matty de la Tour, ingénieur en chef de la Vienne, comme membre titulaire résidant,

Et J. Orchard Halliwell, antiquaire anglais, comme membre correspondant.

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Manuscrit.

Par M. Cartier d'Amboise, Copie d'une lettre d'un religieux de Marmoutier sur la réception d'une relique de saint Martin.

Imprimés.

Par la Société d'agriculture de Poitiers, ses Bulletins n^{os} 7 et 8 ; — Par M. Barthélemy, deuxième lettre à M. Lecointre-Dupont sur *les Monnayeurs* ; — Notice sur M. Tranchant ; — Par la Société académique de Rochefort, les n^{os} 6, 7, 8, 9, 40 de son Bulletin ; — Par la Société d'agriculture du Puy, le tome xii de ses Annales ; — Par la Société d'agriculture de Lille, ses Mémoires pour 1846 ; — Par la Société d'agriculture de Caen, *Concours de labourage pour 1848* ; — Par M. Dufour, Note sur une découverte de médailles et bijoux antiques ; — Tableau des prix proposés par la Société d'encouragement de l'industrie ; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, les n^{os} 1, 2 et 4 de ses Bulletins ; — Par la Société académique de Saint-Quentin, tome v de ses Annales ; — Par MM. Cartier et de la Saussaye, *Revue numismatique de 1847* ; — Par M. Cartier, *Monuments numismatiques de l'expédition de Charles VIII en Italie* ; — Par la Société britannique d'archéologie, les n^{os} 13 et 14 de son Journal ; — Par M. Roach-Smith, *Numismatic chronicle*, n^o 41 ; — Par la Société des Antiquaires de Londres, les n^{os} 12, 13 et 14 de ses procès-verbaux ; — Par William Devonshire, *Small observations on the aboriginal tribes of Britain* ; — Par M. Fillon, 4^e le Cabinet de Michel Ti-

raqueau; 2° *deux Héroïnes vendéennes*; 3° *Charte de concession des droits d'usage et de pacage dans les bois du Gats du seigneur de Sainte-Hermine*; 4° *Une fondation de saint Vincent de Paul à Luçon*; — 5° *Histoire de Guillery*; — 6° *Cinq pancartes placardées à Fontenay, pendant la première révolution, par l'armée catholique et la municipalité de la ville*; — Par l'administration du journal *l'Institut*, les n° 454, 452, 453 et 454 de ce journal; — Par la Société de l'École des chartes, le n° de mai et juin 1848 de sa *Bibliothèque*; — Par M. Aymar, du Puy, *Crypte de l'église de Bauzac* (Haute-Loire); — Par M. Charles Drouet, du Mans, deux livraisons de *Mémoires sur le Maine*; — Par la Société de l'Histoire de France, les n° 5, 6 et 8 de ses *Bulletins* pour 1848; — Par M. Hucher, deuxième supplément à son ouvrage sur les monnaies du Maine; — Par les ministres de l'instruction publique et de l'intérieur, plusieurs volumes des *Documents sur l'Histoire de France*: 1° *Mémoires militaires de la succession d'Espagne*, tome VII; 2° *Archives législatives de la ville de Reims*, deuxième partie; 3° *Négociations de la France dans le Levant*, tome I^{er}; 4° *les Olim*, tome III; 5° *Lettres des rois et reines*, tome II; 6° *Documents extraits des archives départementales*, tome III; *Statistique monumentale de Paris*, livraisons 20 et 21; *Tableau général des archives départementales antérieures à 1790*.

Médailles et objets divers.

Par M. Lecointre-Dupont, drachme d'Alexandre le Grand; — Par M. Antoine Pervinquière, deux beaux grands bronzes de Lucille et de Crispine.

Par M. Raimbaud, percepteur à Lusignan, un objet en bois de cerf, représentant un lion grossièrement sculpté. Peut-être est-ce un sceau des seigneurs de Lusignan, dont il porte les armes et dans le château desquels il a été trouvé.

Par M. Texier, plusieurs planches lithographiées contenant des inscriptions limousines.

M. Villain a rapporté de ses voyages en Egypte et en Asie de curieuses antiquités qu'il a offertes à la Société. Cette collection se compose de : 1° deux mains d'une momie; 2° avant-bras d'enfant;

3° momie d'Ibis ; 4° un canope et deux couvercles ; 5° deux statuettes en calcaire ; 6° quatre statuettes en terre, dont trois vernissées ; 7° figurines en airain ; 8° fragments de mosaïque trouvés à Sidon ; 9° pierre bitumineuse de la mer Noire ; 10° trois petits vases antiques trouvés dans l'île de Milo.

Chronique.

Dans sa seconde séance du 26 décembre, la Société a procédé au renouvellement de son bureau ; ont été nommés :

<i>Président,</i>	MM. l'abbé Auber.
<i>Vice-président,</i>	Félix Dupuis-Vaillant.
<i>Secrétaire,</i>	Lecointre-Dupont.
<i>Secrétaire adjoint,</i>	Eugène Lecointre.
<i>Trésorier,</i>	Rédet.
<i>Questeur,</i>	Pressac.

Membres du Conseil d'administration.

MM. de Matty de la Tour.
Foucart.
Ménard.
Bourbeau.

La Société, prévenue par M. Mauduyt que des débris romains avaient été trouvés à Mazais, commune de Vouneuil-sous-Biard, avait nommé trois de ses membres, MM. Mauduyt, Foucart et E. Lecointre, pour les explorer. La commission a reconnu qu'une villa romaine avait dû s'élever autrefois dans cet endroit. Des fouilles entreprises sous sa direction ont fait découvrir un pan de mur renversé, des briques à rebord et des débris de ciment. Les ouvriers employés aux travaux agricoles qui ont amené cette découverte avaient déjà mis à jour un fragment d'aqueduc curieux par sa grande largeur, le peu de hauteur de ses rebords, et en même temps par la pâte du ciment qui le compose. M. Deschamps ;

propriétaire du terrain où il a été trouvé, a généreusement offert ce morceau à la Société.

M. Faye a signalé à la Société la découverte de quelques débris qu'il croit d'origine romaine, faite aux Bergères, commune de Genouillé. A un ou deux kilomètres de cette localité, entre Montazai et Charroux, il a observé une enceinte antique désignée sous le nom de *Camp des Anglais*.

Cette enceinte, placée au milieu d'une plaine, sur un terrain qui forme une légère éminence, est assez régulière et se compose d'un parapet entouré d'un fossé jadis très-profond, mais presque comblé, parce que les cultivateurs y jettent les pierres qu'ils ramassent dans les champs. Elle a environ 160 mètres de largeur et présente une ouverture sur chaque face. Du côté du levant existait une autre petite enceinte supplémentaire composée d'un mur dont on reconnaît les traces à la surface du sol. A peu de distance de cette seconde enceinte, était un puits aujourd'hui comblé. Selon M. Faye, le nom de Camp des Anglais n'indique pas exactement la destination de cette enceinte. Mais doit-on y voir un camp romain; c'est ce qu'il ne saurait décider.

Depuis longtemps la Société se préoccupait de l'état de dégradation du curieux fanal du cimetière de Journet, et avait chargé l'un de ses membres, M. de Chergé, de le faire consolider. L'honorable inspecteur des monuments historiques de la Vienne ne s'est pas contenté de préserver de la destruction ce qui restait sur place du monument; assisté du curé et du maire de la commune, il a pu retrouver dans l'église la calotte du lampadaire, renversée dans des jours mauvais, et employée, lors de la réouverture des églises, comme bénitier. Conduire ce bénitier sur la place, de la place sur la colonne, au sommet de laquelle il s'adaptait parfaitement, fut pour notre collègue l'affaire de quelques heures; et la croix qui couronnait autrefois le lampadaire, retrouvée au pignon de l'église, où elle avait été posée après la Révolution, fut replacée au sommet du petit monument et en acheva la restauration. M. de Chergé a joint au rapport adressé par lui à la Société deux vues du lampadaire avant et après les travaux qu'il y a fait exécuter.

Dans son discours d'ouverture de la séance publique, M. Ménard a exposé un projet de restauration extérieure de la partie du palais des comtes de Poitou nouvellement dégagée, et recherché les moyens d'ouvrir à ce monument une entrée du côté de la rue des Cordeliers. Il a invité tous les membres, et même les personnes étrangères à la Société, à faire connaître leurs idées sur cette importante restauration. Déjà M. de Matty a soumis des plans, faits avec un soin remarquable, pour l'entrée projetée.

La Société a perdu, pendant ce trimestre, un de ses membres non résidants les plus instruits et les plus zélés. M. Arnaud-Poirier, de Loudun, a succombé, dans un âge avancé, à une longue et douloureuse maladie, qui ne lui a pas permis de mettre la dernière main à son beau travail sur les monuments de l'arrondissement de Loudun, dont la Société a publié la première partie dans son volume de Mémoires de 1846. Sa notice si consciencieuse sur les monuments celtiques de son arrondissement, insérée dans les Mémoires de 1837, et ses patientes recherches sur l'histoire de Loudun et de ses établissements, publiées dans le journal de cette ville, témoignent de tout l'amour pour la science qui animait ce vénérable vieillard, digne de tous les regrets de ses collègues.

La Société a fait une perte non moins regrettable en M. Rozey, professeur d'histoire au lycée de Poitiers. Depuis longtemps il étudiait avec soin et persévérance les importants manuscrits laissés par un Poitevin, d'Auberry, ambassadeur en Hollande sous Henri IV et Louis XIII, que possède notre bibliothèque publique, et préparait un mémoire propre à jeter un jour nouveau sur les négociations diplomatiques de la France à cette époque. La mort l'a enlevé à 37 ans, avant qu'il eut pu achever son œuvre.

La commune de Savigné, arrondissement de Civray, paraît avoir été le centre d'une tribu celtique, et le lieu de la fabrication des instruments en pierre et en os à son usage.

M. Brouillet, notaire à Charroux, et M. Joly, architecte, chargé de la restauration de l'église Saint-Nicolas de Civray, ont reconnu

que les parois, l'aire et la couverture d'une vaste grotte de cette commune, grotte située sur le bord de la Charente, sont formées, en partie, d'une agglomération de galets siliceux, de grès, de quartz, de calcaires roulés, dont plusieurs paraissent avoir subi l'action d'une forte chaleur. A ces pierres informes sont mêlés, sans ordre, de nombreux fragments de couteaux, de pointes de glaives et de flèches en silex blond, les uns bien taillés et affilés, d'autres seulement ébauchés et dégrossis, puis des charbons, des ossements en grand nombre, dont quelques-uns ont évidemment été aiguisés de main d'homme. Le tout forme une masse compacte reliée par un ciment calcaire.

La Société possède plusieurs de ces fragments de couteaux, qui lui ont été offerts, il y a quelques années, par M. Brouillet.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

PREMIER TRIMESTRE DE 1849.

SOMMAIRE.

- I. — *Notice* sur la fondation du couvent des Capucins à Tours, par M. CARTIER père.
- II. — *Notes* sur quelques chartes relatives à l'église de Fouras en Aunis, par M. FAYE.
- III. — *Compte rendu et Chronique.*

NOTICE

SUR LA FONDATION DU COUVENT DES CAPUCINS A TOURS (1601-1606),

Par M. CARTIER père.

Nous avons vu le couvent des Capucins de Tours, placé dans une situation magnifique, au sommet du coteau du faubourg Saint-Symphorien, sur la rive droite de la Loire; des bâtiments et des jardins on jouissait de la plus belle vue qu'on puisse imaginer : la ville de Tours, sur la rive gauche, déployait, de l'est à l'ouest, sa longue ceinture alors resserrée entre le fleuve et les remparts du Mail, et maintenant prolongée jusqu'au Cher; l'horizon, de ce côté, borné par les beaux coteaux de Veret, Saint-Avertin, Joué, Savonnières et Villandri, s'étendait, à droite, par delà l'embouchure du Cher dans la Loire, jusqu'auprès de Saumur, et à gauche au delà d'Amboise, dont on apercevait le château, ainsi que celui de Chantelou et son élégante pagode.

Sans nous permettre aucune réflexion sur les reproches qu'on a

faits aux associations religieuses, qui n'étaient, en réalité, que l'organisation de la prière et du travail; sans essayer de défendre les ordres qu'on appelait mendiants, et surtout les pauvres Capucins, qui renonçaient à un patrimoine, quelquefois opulent, pour vivre de la charité de leurs frères, prier et travailler dans leurs enclos, ordinairement peu fertiles, nous ne pouvons passer sous silence un avantage incontestable qui résultait pour la ville de Tours de l'établissement des Capucins sur un rocher absolument sans valeur, lorsqu'on le leur avait cédé sans faire le moindre tort à qui que ce soit.

Le couvent, ainsi que nous venons de le voir, dominait Tours; aucun recoin de la riche cité ne pouvait échapper à l'œil d'un observateur placé sur un point quelconque du plateau des Capucins. Or ces bons pères passaient une grande partie de la nuit à l'église : couchés avant la chute du jour pour jouir de quelques heures de repos, ils se relevaient bientôt pour se rendre au chœur; ils y retournaient encore bien avant l'aube. Si, dans les évolutions nécessaires pour aller remplir les devoirs religieux qu'ils s'étaient imposés volontairement, une clarté extraordinaire leur apparaissait sur la ville; si l'un d'entre eux apercevait la première lueur d'un incendie, le monastère entier partait comme un seul homme, et ces pieux cénobites, voués, sauf quelques frères quêteurs, à une clôture rigoureuse, se formaient en une compagnie de pionniers, couraient au feu, et souvent ils arrivaient les premiers pour prévenir et sauver les victimes. Les secours publics n'étaient pas encore organisés, qu'on voyait déjà les pères Capucins à l'œuvre : ils étaient partout, au falte des maisons, au plus fort du péril; rarement un incendie un peu grave finissait sans qu'il n'y en eût de blessés. A peine le danger passé, la pieuse cohorte regagnait son cloître, veillait encore sur la ville, et ne revenait se mêler aux affaires humaines qu'au premier sinistre où elle pouvait se rendre utile.

Ceci est historique non-seulement pour Tours, mais pour toutes les villes de France où se trouvaient des couvents de Capucins, ordinairement placés sur des hauteurs.

La ville de Tours n'a jamais eu à se plaindre de ces pauvres religieux, qui ont été dispersés par la tempête révolutionnaire; leur

couvent a été vendu, partagé, démoli, et sur son emplacement principal on a construit une maison de plaisance ordinairement louée à de riches étrangers.

La tradition locale et le petit nombre de publications historiques qui existent sur la Touraine nous ont appris avec quel zèle les habitants de Tours et les populations voisines ont concouru à l'établissement des pères Capucins. Après les malheurs des guerres de religion et les troubles de la Ligue, Tours, restée en grande majorité catholique et fidèle à Henri IV, au sacre duquel elle porta la sainte ampoule de Marmoutier, vit s'accroître le sentiment religieux de toutes les classes de la société, comme par une réaction contre les efforts du protestantisme pour détruire l'unité de l'Église. Plusieurs ordres religieux furent appelés pour fonder des maisons de prières, et entre autres les Capucins, qu'on demanda en 1604, mais qui ne furent installés dans leur couvent que dans le courant de l'année 1606.

Chalmel, dans ses *Tablettes chronologiques* (4), disait, sous la date de cette année 1606 :

« Établissement des Capucins à Tours. Si l'on en croit les mémoires du temps, jamais création ne fut plus rapide. Le terrain du coteau où ils sont placés est aplani dans l'espace de huit jours, et les matériaux ayant été préparés à l'avance, on n'emploie qu'un jour pour construire l'église et un autre pour la couvrir. Hommes, femmes, enfants, magistrats, tout le monde concourut aux travaux, où l'on se rendait au son du tambour. » — Il y a de l'exagération dans ce récit, mais le fond est vrai.

Le même, auteur dans son *Histoire de Touraine* (2), entre sur ce fait dans des détails beaucoup plus étendus ; il dit entre autres choses : « Tous les aplanissements ayant été terminés dans l'espace de quinze jours ; tous les matériaux ayant été apportés et disposés à l'avance, l'église, assure-t-on, fut bâtie en un seul jour et couverte dans un autre, si bien qu'en dix-sept jours les religieux furent en état de s'installer dans leur monastère. »

Nous pouvons rectifier ces conclusions et compléter tous les

(1) Tours, in-12, 1818.

(2) Tours, 4 vol. in-8°, 1828.

détails dans lesquels est entré notre historien ; nous ne les répétons pas ici parce qu'il les a puisés à une source que nous allons faire connaître, mais qu'il a un peu dénaturée et mal comprise. C'est une relation manuscrite que nous avons rencontrée, il y a une trentaine d'années, à la vente de la bibliothèque d'un ancien notaire de Tours, mort dans un âge très-avancé. Cette relation n'était qu'une copie écrite vraisemblablement vers le commencement du *xviii^e* siècle ; on verra par le texte de cette pièce qu'elle doit mériter entière confiance par la naïveté du récit et l'ensemble des circonstances qu'elle rapporte. Elle a été sans doute rédigée par un témoin oculaire, mais quelques années après l'événement, ainsi que nous le ferons remarquer après avoir rapporté la relation entière sans y rien changer.

Relation fidèle de ce qui s'est passé en la construction du couvent des pères Capucins de la ville de Tours, l'an 1604.

« François de la Guesle, qui estoit pour lors archevêque de Tours, le maréchal de Souveray, gouverneur, la noblesse, les bourgeois et les habitants, désirant avoir dans leur ville un couvent de Capucins, s'adressèrent aux supérieurs de l'ordre, qui accordèrent leur demande avec plaisir. Ils envoyèrent pour cet effet le révérend père Laurent de Paris pour prêcher dans la ville, frère Justin de Chaumont, lai, pour la fabrice du couvent, et trois autres religieux pour les assister en ce qui seroit nécessaire.

» L'endroit où on vouloit construire le couvent estoit une montagne inaccessible du costé de Saint-Simphorien ; il fallut de très-grands travaux, non-seulement pour trancher la montagne pour y faire la montée, qui a 200 marches, mais encore pour aplanir la place où devoit estre bâti le couvent, et pour y former plusieurs jardins, à quoy on procéda de la manière qui suit :

» Messieurs du clergé, la noblesse et tous les autres corps s'assemblèrent pour trouver les moyens d'exécuter une affaire si difficile ; il fut résolu que chaque corps en particulier ordonneroit une compagnie pour chaque jour : Mgr l'archevêque et tous les ecclésiastiques avec leurs domestiques prirent le premier jour et travaillèrent ; Messieurs de Saint-Martin avec leur clergé, qui est sous

leur juridiction, prirent le deuxième jour; les principaux de la ville, comme les maire et échevins qui estoient vingt-quatre, les trésoriers et autres de semblable condition, le troisième jour; Messieurs du présidial avec tout le reste de la justice, le quatrième jour; MM. les marchands, le cinquième jour. Mais, comme la quantité ne pouvoit se ranger sur la place, ils firent plusieurs compagnies et se divisèrent pour travailler autant de jours qu'il y avoit de compagnies. MM. les orfèvres les suivirent; après ceux-ci vint une quantité prodigieuse d'ouvriers en soye; les ouvriers mécaniques firent aussi leur tâche, suivant leurs rangs.

» Ce qui est à remarquer, c'est que tous ceux qui alloient travailler estoient vestus de leurs plus beaux habits, et alloient comme à quelque grande solennité. Les orfèvres estoient parés de quantité de chaines d'or, et leurs pelles de bois estoient peintes et leurs armes dessus, qu'ils portoient avec parade : on leur dit que ces instruments n'estoient point propres pour travailler; ils répondirent que leurs domestiques en apportoient d'autres, et qu'ils garderoient ceux-là en mémoire de la dévotion avec laquelle ils avoient travaillé à la fondation du couvent des Capucins, et pour apprendre à leurs enfants combien ils avoient esté fidèles aux choses qui concernent la gloire de Dieu.

» Toutes les paroisses circonvoisines voulurent avoir aussi leurs jours pour participer à la dévotion commune; toutes les campagnes y alloient en ordre avec les trompettes et les tambours, les enseignes déployées; il sembloit qu'ils allassent à quelque combat ou à quelque feu de joye. Il est à remarquer que lorsqu'ils arrivoient, ils trouvoient souvent que la place estoit prise pour quinze jours; de sorte qu'ils se trouvaient 4 à 5,000 sur la place avec leurs tambours, trompettes et enseignes déployées, qu'il faisoit beau voir sur la cime de cette montagne.

» Les paroisses de six lieues à la ronde y arrivèrent aussi sans en avoir esté priées, et dans celles où il ne se trouvoit point de gentilhomme pour y faire la fonction de capitaine, le curé le faisoit. M. le curé de Nouzillé, qui avoit près de soixante ans, se trouva sur la place à six heures du matin avec une compagnie de 600 hommes, et quoiqu'ils fussent beaucoup fatigués du chemin, ils

s'y prirent d'une telle ferveur, qu'ils sembloient, ce jour-là, achever de trancher la montagne.

» Il n'y arriva aucune confusion soit pour le travail, soit pour les repas. A dix heures les tambours battoient, on sonnoit les trompettes pour faire cesser le travail. Les vivres ne manquèrent point; tous les matins il y avoit quatre à cinq poinçons de vin défoncés; ceux qui les amenoient avoient deffense de dire le nom de ceux qui les envoioient.

» Les dames de la ville desquelles les maris estoient à travailler y alloient avec leurs enfants et leurs domestiques qui apportoitent toutes sortes de vivres, et pendant que leurs maris mangeoient, elles et leur suite travailloient avec grande ferveur. Les pères et mères avoient fait faire des hottes à leurs enfants proportionnées à leurs âges. Les dames qui n'avoient pas de quoi porter la terre la portoient dans leurs jupes, quoiqu'elles fussent de satin et de damas: ce qu'on remarqua particulièrement en Madame la maréchale de Souveray et Milles ses filles, surtout Madame de Lansac, sa fille aînée, qui travailloit d'une ferveur extraordinaire.

» Monseigneur l'archevesque et M. le gouverneur alloient fort souvent sur la place et témoignoient une extrême joie de voir avec combien d'empressement tout le monde se portoit au travail. Les fils du gouverneur, le marquis de Courtenvaut et le baron de Renouard, et quantité d'autres personnes de haute condition, mennoient les brouettes comme feroient de pauvres journaliers. Le roy Henry quatre, passant par la ville de Tours, et entendant parler de cette entreprise, alla sur la place, et, après avoir bien considéré et admiré ces travaux extraordinaires, il dit d'une manière agréable: « Ventre-saint-Gris, je n'oserois pas, avec toute ma puissance, » entreprendre des ouvrages de cette importance, et ces pauvres » pères l'entreprennent n'ayant rien du tout. »

» Quoique l'ouvrage fût de longue haleine, la ferveur ne manqua pas dans la continuation; car, lorsque le peuple cessoit de travailler, ceux du faubourg n'ayant point de jour particulier y alloient tous les jours sur les six heures du soir, et y demeuroient jusqu'à neuf à dix heures. Sur les trois heures après midi, certains députés apportoitent des fagots et des bûches, y mettoient le feu afin d'é-

chauffer les cailloux qui avoient esté découverts le même jour , la place en estant abondante, et qui estoient si gros, qu'on ne pouvoit les remuer à moins que de les rompre. La compagnie des portefaix tant de la ville que des faubourgs l'ayant entrepris, les uns apportoi-ent des masses de fer pour les rompre , et les autres emportoient les morceaux ; de sorte qu'en peu de temps la place estoit nette. Les bateliers de l'isle Saint-Jacques et autres fournissoient le sable et l'amenoient dans de grands bateaux dans l'un desquels il y avoit un fauconneau qu'ils tiroient à leur arrivée au port, pour avertir qu'on allât promptement les descharger. Les habitants de Rochecorbon amenèrent aussi la pierre pour le bâtiment ; d'autres venoient pour creuser les fondemens, afin de faire l'église.

» En sorte que tout estant préparé pour mettre la première pierre, on l'amena sur le port, au bas de la montagne ; elle pesoit 4 à 5 pièces de vin et fut néanmoins traînée en peu de temps. Le jour estant déterminé auquel on devoit faire la cérémonie pour poser la première pierre, les bateliers prirent leur temps afin de porter ce qui estoit nécessaire pour couvrir la place , et pour empêcher l'injure du temps , comme mâts , cordages et quantité de voiles cousues ensemble ; elles couvroient toute la place de l'église et empêchoient toute l'ardeur du soleil. Les charpentiers s'y trouvèrent aussi pour faire une sacristie de limandes, afin de vestir les prestres qui devoient faire la cérémonie ; les tapissiers y vinrent ensuite qui la tapissèrent de très-belles tapisseries, ce qui donnoit de l'admiration à tous les assistants.

» Tout estant bien préparé, Monseigneur l'archevesque ordonna une procession générale où assistèrent Messieurs de Saint-Martin, tous les corps religieux , tant ceux qui assistent ordinairement aux processions que ceux qui en sont exempts ; les religieux de Marmoutier, de Saint-Julien et de Saint-Cosme, voulurent aussi y assister. M. le gouverneur y fut des premiers, lequel, pour augmenter la cérémonie, fit préparer tous les canons et les boîtes de la ville et du chasteau. Tous les tambours et trompettes ne manquèrent pas de s'y trouver ; il y avoit aussi toutes sortes d'instruments, orgues, épinettes, flûtes, violes, violons et autres instruments ; les musiciens des deux célèbres chapitres y firent merveille. L'affluence du peuple, qui estoit venu de toutes parts, estoit si grande, qu'il seroit incroyable si on en marquoit le nombre.

» Monseigneur l'archevesque, revestu de ses habits pontificaux, et tout le reste en fort bon ordre, partirent de Saint-Gatien, où tout le monde estoit'assemblé, pour venir sur la place. En estant proche, sept pères capucins allèrent au-devant de la procession. Lorsqu'elle fut arrivée proche de l'autel, qui estoit parfaitement bien paré, Monseigneur bénit la première pierre, qui estoit à costé toute disposée. Les fondeurs y appliquèrent les armes qui estoient gravées sur le cuivre : celles de Sa Majesté, de Monseigneur l'archevesque, de son chapitre, de celui de Saint-Martin, des religieux de Marmoutier comme ayant donné la chapelle de Saint-Nicolas où est bâti le couvent, celles de Saint-Julien, de Saint-Cosme, de M. le maréchal comme gouverneur, de M. le duc de Montbason, grand écuyer, de M. le comte du Lude, de M. de Cangé et celles de la maison de la Bourdaisière. Chacun de ces Messieurs ou procureurs exprès de leur part se trouvèrent pour faire poser leurs armes dans les engravures faites sur la pierre.

» Ensuite Monseigneur se prépara pour dire la sainte messe, qui fut chantée avec toutes les solennités des voix et des instruments qu'on ne peut exprimer. A l'offertoire il arriva douze boulangers revestus de fort belles aubes et d'une couronne de fleurs chacun sur leur tête, les pieds nuds; les six premiers avoient chacun une torche de cire blanche pesant chacune quatorze livres, et les six autres portoient sur leurs épaules un brancard sur lequel il y avoit un pain de dix-sept boisseaux de fleur de froment, qu'ils posèrent près de l'autel. Monseigneur l'ayant béni, on le distribua au peuple; dix de ces boulangers restèrent devant l'autel, ayant leurs torches allumées; les deux autres furent donner le signal au chasteau, qui tira tous les canons pendant l'élévation, et les autres pièces d'artillerie; les tambours et les trompettes firent de leur mieux.

» La joye que tous les habitants marquèrent fut si extrême, qu'on ne peut l'exprimer; ils disoient tous que cet ouvrage estoit plustost du Saint-Esprit que de l'industrie des hommes. Plusieurs hérétiques en furent si persuadés, qu'ils se convertirent; entre lesquels il y a eu quelques orfèvres des plus anciens : ce qui excita tout le monde à continuer l'ouvrage avec plus de zèle et de ferveur. Comme les couvreurs n'y avoient encore contribué, ils s'assemblèrent au nombre de six cents et prirent la résolution de couvrir toute

l'église dans un jour. Ils travaillèrent avec tant de zèle et de succès, qu'ils en vinrent à bout ; et tous les autres ouvrages furent achevés dans la même année 1601. »

On voit par ce récit que son auteur rapporte à 1601 la construction du couvent des Capucins. Cette année fut réellement celle où le corps municipal fit les premières démarches auprès des supérieurs de l'ordre pour traiter de l'établissement de la maison de Tours ; la demande fut accueillie, mais il fallut trouver l'emplacement : les moines de Marmoutier furent appelés à céder un terrain qui leur appartenait, sur une côte aride, au-dessus de la ville..... Ce ne fut donc qu'en 1606, selon Chalmel, que se passèrent les faits racontés dans notre relation. Dans tous les cas, l'époque précise de cette construction est aujourd'hui peu utile à savoir ; elle n'ajouterait rien à la naïveté des détails fournis par le narrateur, ni à l'intérêt qu'inspire la peinture de l'enthousiasme qui animait toute la population tourangelle pour l'établissement de cette congrégation, qui de nos jours a servi de but au mépris et aux injures de tant de gens qui ne l'ont connue que par les déclamations des ennemis de la religion.

Nous avons dit que cette relation avait été rédigée par un contemporain, mais quelques années après l'événement ; en effet, il parle du gouverneur de Tours en disant : « *M. le Maréchal et Mme la Maréchale.* » Or Gilles, marquis de Souvré, gouverneur lieutenant général de Touraine depuis 1592 jusqu'en 1610, qu'il fut remplacé par son fils, ne fut créé maréchal de France que par Louis XIII, en 1615. On appelle ses deux fils marquis de Courtanvault et de Renouard, et la terre de Courtanvault ne fut érigée en marquisat qu'en 1609 ; elle fut attribuée au fils aîné du vivant du père. Le cadet fut baron de Renouard, du nom d'une terre provenant du côté maternel. La fille aînée de Mme de Souvré avait épousé, en 1601, Arthur de Saint-Gelais, dit de Lesignem, seigneur de *Lansac*.

On doit remarquer que dans cette relation, où est si bien peinte l'ardeur des travailleurs, il n'est pas dit, comme l'avance l'historien Chalmel, que tout fut fini en dix-sept jours ; car, après toutes les journées employées successivement aux travaux par le clergé,

la noblesse, la finance, le corps municipal, la justice, le commerce et les différentes branches d'industrie, lorsque les paroisses voisines, *jusqu'à six lieues à la ronde*, viennent pour travailler à leur tour, *ils trouvent souvent la place prise pour quinze jours*; cela suppose donc un espace de temps assez considérable : et cependant il ne s'agit encore que de préparer le terrain propre à recevoir l'établissement entier, et d'abord l'église; c'était toujours par là que commençaient les fondations religieuses. C'est donc après tous ces travaux, qui furent *de longue haleine*, qu'on posa la première pierre de l'église avec une pompe extraordinaire. Ceux qui connaissent Tours et la position de son ancien couvent de Capucins peuvent se faire une idée de la magnificence du spectacle qu'offrait alors le coteau de Saint-Symphorien; on y voyait groupée en habits de fête toute la population de la ville et des environs. Il n'y avait encore rien de construit sur le plateau, car de vastes tentes couvraient tout le terrain, et l'on fut obligé de construire une saeristie provisoire en planches pour les préparatifs de la cérémonie religieuse.

Après la pose de cette première pierre consacrée par la bénédiction du prélat, l'ouvrage fut continué *avec plus de zèle et de ferveur*, dit notre relation; il fallut bâtir les murs de l'église..... Cependant les couvreurs, au nombre de six cents, selon le chroniqueur, entreprennent de couvrir cette église *dans un jour*. Il peut y avoir ici un peu d'exagération, tant pour le nombre des artisans que pour la promptitude avec laquelle ils achevèrent l'entreprise; toutefois, si par couvrir on entend seulement placer et fixer les ardoises, il est possible que, tout le reste préparé d'avance, avec un grand nombre d'ouvriers distribués convenablement pour mettre en place sur la charpente, toute lattée, les ardoises qu'on leur faisait passer de main en main, on ait pu en effet achever cette opération en vingt-quatre heures. L'église d'ailleurs n'était pas grande, le public n'y était admis que rarement et en petit nombre; la position du couvent et sa clôture ne permettaient pas que les offices des religieux fussent l'occasion de grandes réunions.

Notre relation nous apprend enfin que *tous les autres ouvrages furent achevés dans la même année*. Il est donc certain que la tradition avait exagéré les faits, et qu'il ne reste de réel que l'empresse-

ment à travailler gratuitement pour des moines mendiants (c'était un commencement d'aumône), l'enthousiasme religieux et catholique en face des vains efforts des calvinistes, et le sentiment instinctif qui portait les classes les plus riches, les plus élevées de la société à se joindre à la bourgeoisie, aux simples artisans, pour préparer le lieu de retraite où de pieux cénobites allaient passer leur vie à invoquer Dieu pour leurs bienfaiteurs, à le prier d'écarter de la patrie les maux dont la révolte contre toutes les autorités politiques et religieuses avait, pendant tant d'années, affligé la province.

NOTES

Sur quelques chartes relatives à l'église de FOURAS EN AUNIS.

Par M. FAYE.

Après avoir, dans mes Recherches sur les vigueries du pays d'Aunis (1), indiqué aussi exactement que possible les anciennes divisions territoriales de cette petite province, je me proposais d'étudier les diverses localités qu'elle renferme, de recueillir les chartes où elles sont mentionnées, et de publier ces documents, en les accompagnant, à l'exemple de dom Fonteneau, de notes explicatives. Des circonstances indépendantes de ma volonté ne m'ont pas permis de mettre ce projet à exécution, et je le regrette d'autant plus, que ces documents intéressent à un haut degré l'histoire de l'Aunis. Pour montrer combien il serait à désirer que cette utile publication fût entreprise, je donne le texte des chartes relatives à l'ancienne église de Fouras (2); elles sont au nombre de cinq, et encore inédites, si j'en excepte quelques mots cités dans le *Gallia christiana* (3), dans la description de l'Aunis placée en tête

(1) *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, année 1845, p. 351.

(2) Fouras, village situé sur le bord de la mer, à l'embouchure de la Charente, est aujourd'hui le chef-lieu d'une commune qui compte huit à neuf cents habitants. Cette commune fait partie du canton de Rochefort, et se trouve à 14 kilomètres de cette ville.

(3) T. II, p. 1065, col. 2.

de l'Histoire de la Rochelle du père Arcère (1), et dans les Fastes historiques de la Charente-Inférieure, publiés par M. Lesson (2).

I.

17 octobre 1074.

Don fait à l'abbaye de Nouaillé par Geoffroi, fils de Hugues de Saint-Maixent, de l'église de Saint-Gaudence en Aunis et de plusieurs héritages aux environs (3).

In Dei nomine, ego GAUZFRIIDUS, filius HUGONIS DE SANCTO MAXENTIO (4), cum, propter enormitatem scelerum meorum, imploraturus pro eisdem gratiam Domini per sanctorum suffragia veneranda, quadam die Nobiliaco monasterio venissem (5), ubi sanctus Domini confessor Junianus quiescit humatus, inspectis sanctis et Deo dignis omnique seculo extollendis nuper inibi intra sacrarium ipsius sanctæ repertis reliquiis ecclesiæ, divina miseratione conditoris et desiderio gloriæ sanctorum tactus, tractare intra me cœpi, qualiter sanctissimo jam dicto Juniano sanctisque sanctorum reliquiis placere volerem, quò gratiosius communis contra me suo precatu iram refragarent iudicis et cunctis necessariam implorarent misericordiam conditoris.—Dum hæc mecum volverem, et

(1) *Hist. de la Roch.*, t. 1, p. 161.

(2) *Fast. hist.*, t. 1, p. 58.

(3) DOM FONTENEAU, t. XXI, p. 437.—L'original de ce titre est déposé aux archives du département de la Vienne. Il a 60 centimètres de large sur 28 de haut. L'écriture est belle et aussi facile à lire qu'une page imprimée. Les souscriptions sont de la même écriture que le texte.

(4) *Gausfridus filius Hugonis de Sancto Maxentio*.—Ce Geoffroi paraît être le même que Geoffroi de Rochefort, —GOSFRIDUS DE RUPEFORTI,—chargé en 1068, par Gui-Geoffroi, duc d'Aquitaine, de régler avec l'archevêque Archambaud, — ARCHEMBALDUS, archiepiscopus de S. MAXENTIO (comme il est dit dans la souscription), — le différend qui s'était élevé, à l'occasion de la terre de Saint-Agnan, entre un des prévôts du duc et l'abbé de la Trinité de Vendôme. (Besly, *Hist. des comtes de Poitou*, p. 347.) En 1044, Geoffroi souscrivait un don fait à l'abbaye de St-Maixent. —*Signum GOFFREDI, filio HUGONI*.—(Dom Font., t. xv, p. 263). En 1049, il signait avec son père, —S. UGONI, S. GOFRIDI, filii sui,— une manumission ou liberté accordée à un serf précisément par ARCHAMBAUD, abbé de Saint-Maixent. (Dom Font., t. xv, p. 271.)

(5) *Nobiliaco monasterio*, —l'abbaye de Nouaillé en Poitou.

ipse de hac re interpellatus sum ab abbate et a monachis, ut, quia Dominus dominum me largi fundii fecerat, aliquid prediorum vel ecclesiarum sanctissimo huic cœnobio et monachis inibi Deo et sanctis servientibus reliquiis conferre deberem. Unde, capio cum amicis consilio, Deum sanctumque Junianum heredem alicujus partis meæ hereditatis fieri statui, quatinus mihi partem idem Dominus Christus præclaræ hereditatis tribuere dignetur in cœlestis sedibus. Dono igitur sanctissimo jam nominato Juniano et monachis sibi Deoque servientibus, pro remedio animarum genitorum meorum et meæ simulque conjugis et filiorum, quandam ecclesiam (1) in SANCTONICO (2), in pago ALNISO, quam habeo de comite Pictavensi (3), annuente ipso domino meo, prope mare sitam, foris castrum (4) quod vocatur COLRASUM (5), in honore Domini et sancti

(1) *Quandam ecclesiam.* — Dom Fonteneau rappelle qu'à cette époque les princes donnaient aux seigneurs, à titre de bénéfice, des fonds de leur domaine, ou même des biens ecclésiastiques, et que ces seigneurs en jouissaient alors comme de leur propre héritage, avec cette seule restriction qu'ils ne pouvaient en disposer que du consentement du souverain.

(2) *In pago Sanctonico.* — Ces mots prouvent, comme le fait observer dom Fonteneau, que l'Aunis dépendait de la Saintonge, et non du Poitou.

(3) *Quam habeo de comite Pictavensi.* — Il résulte de ces expressions, comme le note également dom Fonteneau, que le comte de Poitou était seigneur souverain de l'Aunis, puisqu'il donnait à titre de bénéfice ou de fief les églises de ce pays. — J'ai dit à cette occasion, dans mes Recherches sur les vigueries de l'Aunis (*loco citato*, p. 352), que, sous le rapport administratif et judiciaire, ce pays était une dépendance du Poitou; mais que, sous le rapport ecclésiastique, il était une dépendance de la Saintonge.

(4) *Foris castrum.* — Ces deux mots indiquent que l'église de Saint-Gaudence se trouvait hors de l'enceinte du château. *Foris* est synonyme d'*extra*, — *foris esse dicuntur Gentiles, quod extra ecclesiam sunt* (Carpentier). Les deux titres suivants disent : l'un *juxta castrum*, l'autre *prope castellum*. La position de l'église, relativement au château, est donc clairement indiquée dans les trois chartes.

(5) *Colrasum.* — M. Lesson (*Fastes hist.*, p. 58 et 59) note deux fois que *Colrasum* a été mis sans doute pour *Folrasum*. Je ne puis me rendre à ce sentiment. Le soin qui a présidé à la rédaction et à l'exécution de l'original de notre charte, la netteté et la beauté de l'écriture, ne permettent guère d'admettre une erreur ou une faute de copiste. Il n'est donc pas douteux pour moi que *Colrasum* n'ait été l'ancien nom de Fouras; tout d'ailleurs concourt à le démontrer, ainsi qu'on le verra plus loin. Quant à présent, je me borne à dire que ce nom se rencontre quelquefois et qu'on en trouve même un autre exemple dans cette partie de la Saintonge qui dé-

martyris et episcopi Gaudencii (1) constructam, cum rebus sancto altari pertinentibus; hoc est terram laboris XVII sext., V quarterios vinearum, dimidium molendinum, in mare piscatorias, unam ad PONTEN NATALIS (2) et de hac quartam partem, alteram in mare et hanc integram; boscum ad opus eorum sufficiens, viridiaria (3) et ortos in circuitu ecclesiæ, cum mansionibus (4). Reditus vero omnes ecclesiæ, ut sanctorum præcipit auctoritas, ipsa habeat ecclesia, excepto decima quam aliqui de me noscuntur habere. Has res nominatas, cum additamentis non notatis, integras absque ulla calumpnia in jure transfundo Nobiliacensis cœnobii lege perpetua, ut habeat sanctus Junianus, teneat, possideantque sibi servientes, annuente uxore mea OXILE et filiis HUGONE (5)..... cum auctoritate Sanctonici præsulis BOSONIS (6) et ceterorum fidelium christiano- rum maximeque mihi domesticorum, qualiter peccatorum consequi valeam a pio Domino veniam, pacisque præsentis et future fruar gratia. Quod si bonorum virorum magnitudo aliquid adaugere illis

pendait autrefois de l'Aunis. On lit en effet dans la notice des dons faits par les ducs d'Aquitaine à l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély (juillet 951, — DOM FONTENEAU, XIII, p. 47) que cette abbaye possédait près de la forêt d'Essouver une petite église nommée *Colra* — *prope itaque loco ipso* (Exulverto), *ecclesiolas duas... alia quæ dicitur COLRA* (*Courant*, aujourd'hui chef-lieu d'une commune du canton de Loulay).

(1) *Sancti Gaudencii*, saint Gaudence, évêque de Brescia, qui vivait vers l'an 410.

(2) *Unam ad Pontem Natalis*. — Je ne puis préciser l'emplacement de cette pêcherie, qui se trouve également indiquée dans le titre suivant, — *piscatura Pontis Naau*. — Une troisième charte mentionne, vers 1171 (dom Font., t. XIII, p. 245; M. Mussiou, *Hist. de la Saint.*, t. II, p. 455), le don fait par Gilbert de Rochefort, — *Gislebertus de Rochafort.*, — à l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély et à l'obédience d'Yves, de droits de navigation et d'épaves, — *levatgium et ribatgium ab estierio* (l'étier) *de Sebilto, usque ad monesrium* (au moulin) *de la bessa* (du canal) *de PONTE NATALI, et quidquid inter hæc loca a mari projectum fuerit*. Le droit appelé *levatgium* était, d'après Carpentier, qui cite précisément notre charte, le tribut imposé sur les marchandises importées ou exportées. *Ribatgium*, d'après le même auteur, était le droit payé au rivage, — *tributum quod ad ripas solvitur*.

(3) *Viridiaria*, — vergers.

(4) *Mansionibus*, — maisons.

(5) Il y a ici une lacune qui existe dans l'original.

(6) *Sanctonici presulis Bosonis*. — Boson a occupé le siège épiscopal de Saintes de 1066 à 1082.

voluerit, habeant potestatem largiendi, sive cultum sit vel incultum, salsum vel insalsum, totum ab hodie quesitum et adquirendum ipsi monachi habeant et possideant absque mea meorumque vel domorum vel extraneorum contradictione. Quod si aliquis, vel propinquus, vel extraneus, huic helemosine obuius ire perrexerit, aliquid contra dicere volens iram omnipotentis patris incurrat, similique quo Pharaon, Datan et Abiron, vel Judas Domini proditor, poena puniatur, nec effectum habeat, sed convictus iudicium iudicio reus legis efficiatur; persolvat vero principi C. lib. auri (1). Ut autem carta hæc rata et inconvulsa permaneat, ducis et comitis Pictavensis, domini mei, GAUZFRIDI (2) auctoritate roborata et manu firmata, simul ISENBERTO (3) pontifici Pictavensi eam firmare rogavimus; venerando vero BOSONI præsuli Sanctonici ostensa, manu illius roborata est; nostris vero tam manibus quam auctoritate firmata; conjugii simul et filiis ita facere præcepi, a quibus libenti animo corroborata est. Similiter manibus amicorum et hominum meorum tradita adstipulatione eorum roborata est. — Actum hoc anno ab Incarnatione Domini millesimo LXXIII, indictione XII, apud Nobiliacum monasterium, XVI calendas novenbris, ante altare sancti Hylarii, regnante PHILIPPO rege (4).

S. GAUZFRIDI comitis. — S. BOSONIS episcopi Sanctonici. — S. ISENBERTI episcopi Pictavensis. — S. GAUZFRIDI, qui hoc fieri præcepit. — S. OXILE uxoris suæ. — S. PAPÆ matris Gauzfridi. — S. HUGONIS filii.

II.

4 février 1080.

Don fait à l'abbaye de Saint-Maixent par Geoffroi, fils de Hugues, de l'église de Saint-Gaudence en Aunis, et de plusieurs droits et héritages dans le même pays (5).

In nomine Domini nostri Jesu Christi, ego WOFFREDUS, filius

(1) *Libras auri*. — Voir, pour la valeur de la livre d'or, une note de mes Recherches sur les vigueries du pays d'Aunis (*loco citato*, p. 411).

(2) *Gauzfridi*. — Gul-Geoffroi, duc d'Aquitaine et comte de Poitou de 1058 à 1086.

(3) *Isemberto*. — Isembert II, évêque de Poitiers de 1047 à 1087.

(4) *Philippo rege*. — Philippe I^{er}, roi de France de 1060 à 1108.

(5) DOM FONTENEAU, qui transcrit ce titre (t. XV, p. 369), constate que l'écriture de l'original était belle et semblable à celle du XII^e siècle, quoique quelques caractères tinssent encore du XI^e.

UGONIS (4), cupiens devitare penas inferni et particeps fore sempiternæ gloriæ paradisi, pro remedio animæ meæ omniumque parentum meorum vel fidelium defunctorum, dono Deo et sancto Maxentio (2) ipsiusque ecclesiæ servitoribus ecclesiam sancti Gaudentii, que est in Alnisio, juxta castrum CURRASUM (5), cum terra que est a castello usque ad silvam, et a silva usque ad mare terram arabilem, et ab ecclesia inter duas vias usque ad castrum, et terram hominis COSTET, et censum de salinis ROBELINI, et a salinis totam terram usque ad mare : si silva supra dicta deserta ab arboribus fuerit, sit terra sancti Maxentii; terram RAINMUNDI DE BOTAVILLA, que est subtus ecclesia, cum terra PERTRIN et OTGERII, et orto, arneis (4) cum silvula. Concedo de piscatura PONTE NAAU medietatem meæ medietatis, hoc est quarta anguilla (5). Do eis et censum de molendino MARSILIE (6); de salina ROBELINI inferius (7)

(1) *Woffredus filius Ugonis*. — C'est le même que *Gauxfridus* du titre qui précède.

(2) Ainsi, dans un intervalle de moins de six ans, la même église était donnée successivement par le même seigneur à l'abbaye de Nouaillé et à celle de Saint-Maixent. Il faut, dit à ce sujet Arcère, que le premier don n'ait pas eu lieu, puisque le donateur, nommé Geoffroi, donne en 1080 la même église à l'abbaye de Saint-Maixent. De son côté, dom Fonteneau fait l'observation suivante : « Geoffroi avait déjà donné cette église à l'abbé de Nouaillé... comment peut-il la donner ici à l'abbaye de Saint-Maixent? Peut-être l'avait-il ôtée à la première pour la donner à la dernière, ce qui paraît assez singulier. » Cette circonstance semble en effet fort extraordinaire; mais elle se trouve expliquée par la charte qui va suivre, et qui nous apprend qu'antérieurement à l'année 1074 l'église de Fouras avait déjà été donnée à l'abbaye de Saint-Maixent. Fatigué des obsessions des moines de Nouaillé, qu'il était allé visiter, — *interpellatus ab abbate et a monachis ut, quia Dominus me dominum largi fundi fecerat, aliquid prediorum vel ecclesiarum conferre deberem*, — Geoffroi ne songea plus sans doute à l'antique donation faite à l'abbaye de Saint-Maixent, et donna précisément l'église de Fouras. Il y eut nécessairement de la part de l'abbé de Nouaillé une réclamation à laquelle Geoffroi fit droit par un autre acte de libéralité dont le souvenir n'est pas arrivé jusqu'à nous.

(3) *Castrum Currasium*. — La différence qui existe entre ce nom et celui de *Colrasum* du titre de 1074 se trouve expliquée par les énonciations contenues dans la charte suivante.

(4) *Arneis* — pour *arenis*, les sables du rivage, les dunes.

(5) *Quarta anguilla*. — Ces mots expriment, je pense, le droit au quart du poisson pris dans la pêcherie du Pontnau.

(6) *De molendino Marsilie*. — Ce moulin était situé peut-être à Marsilly.

(7) *Inferius*. — Ce mot indique d'une manière assez précise la situation de la saline de Robelin. Elle se trouvait probablement établie entre Fouras et l'Aiguille.

usque ad **AGYLLAM** (1). Si salina aut molendinum factum fuerit, consuetudo sit monachorum. Si ipsi monachi in eadem terra molendinum aut salinam facere voluerint, faciant sicut domini. Ista vero omnia hoc est predictam ecclesiam et cetera que subscribuntur, Deum et sanctum Maxentium et servitores ecclesiæ ejusdem cum omni libertate habere concedo. Terre autem de **ALANTIA** (2) et de **LIRONIS** (3) partem mihi divino nutu concessam, duarum scilicet medietatem insularum et bessam (4) qua Vindocimenses monachi (5) supradictas insulas circuire incepterunt, inmutabiliter dono, hac in hoc dono conventionem habita ut monachi sancti Maxentii inceptam bessam usque ad **SENSMURUM** (6) perficiant et ipsius besse piscaturam omnem optineant. Pecoribus quoque sive aliis bestiis monachorum quibuscumque seu famulorum sine aliqua consuetudine omni tempore pasturam habere concedo; ædificia vero domorum que monachi sunt facturi in supradictis insulis et circa monasterium, non prepositus, non quilibet persona violare

(1) *Agyllam*. — Il s'agit ici de la pointe l'Alguille, langue de terre, distante de Fouras d'environ deux kilomètres, et qui s'avance dans la mer. On y a construit une redoute en 1673. — La forme étroite et allongée de cette petite péninsule lui a valu sans doute le nom d'Alguille qu'elle portait, ainsi qu'on le voit, dès le XI^e siècle.

(2) *Terra de Alantia*, — appelée aujourd'hui *la Lance*; il faudrait écrire l'Alance.

(3) *Lironis*, — Liron; c'est un village de la commune de Loire, ainsi que la terre de l'Alance et Sensmur, dont il est parlé plus bas.

(4) *Bessam*. — Bessa signifie ordinairement bêche; ici il veut dire fossé, canal. De là le nom de *Bessons* donné, dans l'Aunis, à ceux qui creusent les fossés des marais, ainsi que je l'ai fait remarquer dans mes Recherches sur les vigueries de ce pays (*loc. cit.*, p. 390).

(5) *Vindocimenses monachi*. — Les moines de l'abbaye de la Trinité de Vendôme, qui possédaient divers terrains en Aunis.

(6) *Sensmurum*. — M. Rédet, dans ses curieuses observations sur les noms de lieux dans le département de la Vienne (*Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, année 1846, p. 327), parle des noms dont la première syllabe, pouvant se confondre avec le mot saint, a fait éclore une foule de saints qu'on chercherait vainement dans les calendriers. — *Sensmur* a donné naissance à un de ces saints imaginaires. On en a fait *saint Mur* ou *saint Mus*. — C'était autrefois une forteresse baignée d'un côté par la mer et entourée de l'autre par de larges fossés. Il n'en reste que des vestiges. — Sensmur est aujourd'hui à huit kilomètres au moins des bords de la mer.

aut judicare presumat, nisi forte monachus, vel alius jussione ejus. Rursus hoc convenio et promitto, ut pro injuriis vel aliis foris factis que mihi abbas vel monachi sancti Maxentii fortassis quandoque facient, de hoc loco vel de omnibus rebus ad eundem pertinentibus non accipiam aliquam vindictam, neque subtraham servitoribus loci beneficium meum (1). Si in his partibus (2) me, vel uxorem meam, seu heredem meum, hujus honoris possessorem, contigerit mori, expeto ut hic, si voluero, monachi et abbas sancti Maxentii me honorifice sepeliant, vel hinc, si petiero, deferant ad sanctum Maxentium sine precio, nisi aliquid spontanea voluntate dederò. Si vero comes Pictaviensis vel suorum aliquis injuriam aut pressuram aliquam ipsius loci habitatoribus monachis, vel insolitam consuetudinem inferre voluerint preter id dominium quod me superstite ibi habet, hoc divino jure ei prohibeatur, et ex mea parte et meorum penitus ei sit prohibitum. Et iterum si uxor vel heredum meorum aliquis monachos molestare aut elemosinam meam voluerit prorsus adnullare, comitis judicio jussione mea subjaceant, et, ut ei placuerit, ad equitatis tramitem quod injuste contra monachos egerint reducat.

S.
Gaufridi
filii Ugonis
qui hoc † donum
dedit.

S.
UGONIS filii
ejusdem Goffre†di
qui idem con-
firmavit (3).

Si quis vero supradictam sententiam ac donacionem, quod absit, violenter annullare voluerit, ex auctoritate Dei omnipotentis et

(1) *Beneficium meum.* — « Le monastère de Saint-Maixent et tous ses biens, dit dom Fonteneau, avaient été donnés à titre de bénéfice à des comtes par les prédécesseurs de Louis le Débonnaire, sans doute ceux du Poitou, sous la puissance desquels ce monastère demeura pendant quelque temps. » J'ai fait connaître, d'après dom Fonteneau, la signification du mot *bénéfice* dans mes Recherches sur les vigueries d'Aunis (*loc. cit.*, p. 421, en note).

(2) *Si in his partibus.* — Cette précaution de stipuler que s'il mourait en Aunis, les moines transporteraient son corps à Saint-Maixent, semble indiquer que Geoffroi, comme son père Hugues, était natif de cette ville et qu'il voulait être inhumé dans la sépulture de ses ancêtres.

(3) Ces suscriptions sont renfermées dans un cercle.

beatissime Marie matris ejus, et beatissimi Petri apostolorum principis, ac gloriosi confessoris adjutoris Maxentii, sanctorumque martirum Gaudentii atque Eutropii, omniumque sanctorum, quicumque in libro vite scripti sunt, excommunicetur et anathematizetur et a liminibus sancte Dei ecclesie sequestretur, et cum Dathan et Abiran qui vivi sunt a terra absorti, cum Faraone et Juda traditore Domini, inrecuperabiliter nisi resipuerit in profundo inextinguibili igne comburatur, atque reproborum sententiam judicariam in die judicii dicturi Creatoris patiatur : Ite maledicti in ignem eternum. Amen, fiat, fiat (4).

S. (signum) RAINALDI GROSPAN *prioris*. — S. WILLELMI GRATUM. — S. FORTONIS. — S. HUCBERTI, *cantoris*. — S. GARINI. — S. PETRI *conven. cell.* — S. JOHANNIS. — S. GIRALDI, *qui dictavit hanc cartam*. — S. ADEMARI, *subscriptoris hujus donationis*. — S. PETRI *pueri*. — S. ADEMARI *pueri*. — S. JOSCELINE *pueri et monachi*. — S. *cæterorum monachorum confratrum nostrorum*.

Huic donationi testes extiterunt et manu propria confirmaverunt :

WITBERTUS *archipresbiter*. — ARBERTUS *presbiter*. — RAINALDUS DAVID *presbiter*. — WILLELMUS *olim presbiter*. — HUGO *miles*. — JOSCELINUS RUFUS *miles*. — RAMNULFUS *miles*. — GARINUS. — HUGO AVAMUNS. — AIMERICUS MAINTROLE. — PETRUS DAALGE. — RAMNULFUS ENGELGERS. — BRUNETUS MAUFE. — JOSEBERTUS FERIERS. — JOHANNES VENDARIUS. — TETBAUDUS COMES. — BERNARDUS SERVIENS. — HUGO BOILLETE.

Data VI kal. marcii, in capitulo sancti Maxentii, domno ANSEGISO abbate eundem capitulum tenente, monasterii regimen solerter gubernante, ISEMBERTO vero Pictavensis sedis curam habente. Anno ab Incarnatione Domini millesimo LXXX, regnantibus PHILIPPO rege in Francia, WOFFREDO duce in Aquitania.

(4) *Ite maledicti*, etc. — Cette curieuse formule d'anathème, qui vient ici se réunir à celle qu'on trouve ordinairement à la fin des chartes, est une précaution de plus que croyait devoir prendre le rédacteur de la donation pour assurer à l'abbaye de Saint-Maixent la propriété définitive de l'église de Fouras. On verra cependant par le titre qui suit que, moins de seize ans après, le prieur de Saint-Gildas de Tonnay-Charente était parvenu à s'en emparer.

III.

1096.

Restitution faite à l'abbaye de Saint-Maixent, par le prieur de Saint-Gildas de Tonmay-Charente, de l'église de Saint-Gaudence en Aunis, qu'il avait usurpée injustement (1).

Posteris nostris notificare volumus ego WARNERIUS, abbas sancti Maxentii, ceterique fratres contemporanei, finem controversie que aliquandiu versata est inter nos et MASCELINUM monachum sancti Gildasii priorem apud castrum TALNIACI (2), super ecclesiam sancti Gaudencii que est sita juxta mare, prope castellum quod vulgari nomine nuncupatur CURRASIVM (3); hic siquidem Mascelinus pre-

(1) Dom Fonteneau (t. xv, p. 459). L'original n'existe plus.

(2) *Apud castrum Talniact.* — Tonmay-Charente.

(3) *Vulgari nomine Currasium.* — Ces expressions *vulgari nomine* expliquent la différence qui existe entre les noms donnés au château de Fouras dans les actes de 1074 et 1080. — *Colrasum* se traduisait en français par *Couras*, et le peuple disait *Curas*, en attachant à ce mot une signification indécente, ainsi que le démontre le passage suivant de la charte rapportée ci-après : — *Quod seculares homines usualiter TURPI NOMINE vocant.* De ce nom *Curas*, dont se servait le vulgaire, les rédacteurs des chartes ont fait en latin *Currasium*. Cette explication, puisée dans des titres authentiques, prouve combien peu est fondée cette observation d'Arcère : « Le » vulgaire, par impéritie ou par un badinage indécent, a défiguré ce nom, abusant » de l'expression *foris castrum*. » Le peuple, qui ne comprenait pas plus le latin au XI^e siècle qu'aujourd'hui, et qui ne lisait pas assurément les chartes relatives à Fouras, ne pouvait guère abuser du mot *foris*, comme le prétend notre auteur. Ce mot d'ailleurs, dans la charte de 1074, n'indiquait en aucune façon le nom du château ; il déterminait seulement, comme je l'ai déjà noté, la position de l'église relativement à ce château, — *prope mare, foris castrum quod vocatur COLRASUM*. — A l'exemple d'Arcère, M. Lesson semble avoir pris pour un nom propre la préposition *foris*, car il a imprimé — *prope maris Foris castrum*. — Cet auteur ajoute, en invoquant l'autorité des nouveaux éditeurs du *Gallia christiana*, que *Currasium* a été travesti par le peuple en *Follo raso*, et fait dériver ce mot de *foratus*, rec-tum, et de *foris* ou *foria*, dévoilement. Cette étymologie est inadmissible. Le nom de *Fouras* a succédé à celui de *Couras*. *Currasium* est la traduction latine de *Curas*, et *Curas* était le nom déshonnête donné par le vulgaire à cette localité.

fatam ecclesiam multa pecunia injuste invaserat (1) et virtute tyrannica possidebat. Unde, facto clamore in auribus et corde domni RAMNULFI, Sanctonensis episcopi (2), clérique sui, dieque judicii consilio inter utramque partem constituto, decrevit episcopus, curie sue ut GARINUS monachus noster, si veraciter posset et vellet, propria manu juraret cum duobus legitimis fratribus istius monasterii, scilicet ADEMARO GIRALDI (3) et ADEMARO TOSELINI, predictam ecclesiam donatam sancto MAXENTIO ab ARNULFO Sanctonensi episcopo (4), cum concessione Ugonis, domini ROCAFORTIS (5). Id enim idem

(1) *Multa pecunia invaserat.* — On voit ici, dit en note dom Fonteneau, jusqu'où la simonie était portée dans ces siècles.

(2) *Ramnulfus Sanctonensis episcopi.* — Ramnulle, évêque de Saintes depuis 1083 jusque vers 1107. — Il gouverna son église avec distinction et fermeté : — *Egregius episcopus, ecclesiam Sanctonensem viriliter gubernare perhibetur.* (Gall. christ.)

(3) *Garinus et Giraldu* figurent parmi les souscripteurs de la charte de 1080.

(4) *Ab Arnulfo Sanctonensi episcopo.* — ARNULFUS ou ARNALDUS siégeait dès l'an 1038. Il fut accusé de simonie, c'est-à-dire de conférer les ordres à prix d'argent et de vendre d'autres choses sacrées, et en fut convaincu dans un synode, où par décret en forme il fut dégradé de l'épiscopat; on ignore en quelle année. Il avait déjà un successeur en 1068. (Dom Font.)

(5) *Cum concessione Ugonis domini Rocafortis.* — Il semble résulter de ce texte qu'il n'y avait pas eu d'acte dressé de cette donation, ou que tout au moins l'acte n'existait plus dès 1086. Quant à la donation, elle avait dû être faite dans la période de 1038 à 1068, temps de l'épiscopat d'Arnulfe. Le nom d'Hugues de Rochefort, — *Hugonis de Rocafortis*, — figure au pied d'une charte constatant un don fait par Guillaume V, duc d'Aquitaine, à l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély. Parmi les autres souscripteurs on remarque Guillaume et Odon, fils de Guillaume V, qui succédèrent à leur père, le premier en 1029, le second en 1038; on y remarque également Agnès leur mère et Arnulfe, évêque de Saintes. — Cette charte a été publiée, sans date, par Besly (*Hist. des comtes de Poit.*, p. 358). Vialart (*Hist. de la maison de Surgères*) la place entre les années 1027 et 1031. Dom Fonteneau (t. LXII, p. 541) lui donne la date approximative de 1028. — Guillaume V étant mort en 1029, il est évident qu'elle remonte à cette époque, et que dès ce temps-là Arnulfe était évêque de Saintes, puisqu'il signe en cette qualité. — Hugues, seigneur de Rochefort, était-il le même que Hugues de Saint-Maixent désigné comme père de Geoffroi dans le titre du 17 octobre 1074 ? Il y a lieu de le penser. S'il en eût été autrement, comment l'église de Fouras, appartenant à Hugues, seigneur de Rochefort, et donnée à l'abbaye de Saint-Maixent, serait-elle devenue la propriété de Hugues de Saint-Maixent, et

GABINUS se fratresque illos et alios plurimos oculis suis vidisse in audientia tocius curie professus est; quod sacramentum cum in facie domni RAMNULFI Sanctonensis presulis et GAUFRIDI abbatis Malliacensis PETRIQUE archidiaconi multorumque aliorum MASCELINO priori presentatum fuisset, ex deliberatione consilii sui iuramentum dimisit, et ecclesiam cum rebus suis, quod injuste pervaserat, reddidit sancto Maxentio et abbati GARNERIO, a quo accepit ipse MASCELINUS C et X solidos (4) pro labore edificiorum in quibus aliquantulum desudaverat. Quod cum vidisset, antiquam illam donationem predecessoris sui supradictus antistes quasi novo et proprio dono confirmavit (2). Eodem vero anno, contigit infirmari EBULONEM filium GOFFREDI, domini ROCAFORTIS (3). Qua infirmitate vivens accepit habitum monachi et tandem defunctus est. Ad cuius obitum accurrentes mater ejus AUSIRIA, cum filiis suis GOFREDI

plus tard, de Geoffroi son fils? Le surnom donné à Hugues indique, à mon avis, qu'il était originaire de Saint-Maixent; une foule de titres des XII^e et XIII^e siècles, extraits des cartulaires de l'abbaye de cette ville et de celle des Châtelliers, mentionnent cette famille de seigneurs qui prenaient le nom de Rochefort. A la vérité, entre Hugues (1028) et Geoffroi (1068) se place Fouchard de Rochefort, — *Fulchardus de Rupefortis*, — qui signe en 1047 l'acte de fondation de l'abbaye de Notre-Dame hors les murs de Saintes; mais rien n'établit que Fouchard ne fut pas, comme Geoffroi, fils de Hugues de Saint-Maixent.

(1) *C et X solidos*. — Vingt sous faisaient une livre d'argent, et douze deniers faisaient un sou. — Voir, pour la valeur du denier, l'*Essai sur les monnaies du Poitou* de M. Lecointre-Dupont (*Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, année 1839, p. 312 et 443).

(2) *Confirmavit*. — Le titre qui constate cette confirmation est rapporté ci-après.

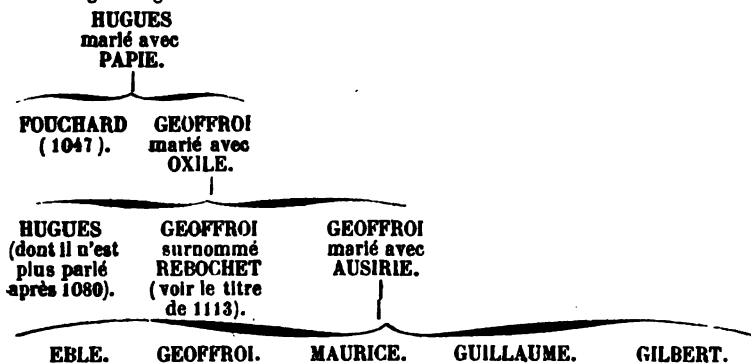
(3) *Ebulonem filium Goffredi, domini Rocafortis*. — Dans l'acte du 17 octobre 1074, Geoffroi, fils de Hugues et de Papie, parle de ses fils, — *filiis*; — mais le nom de Hugues est seul cité, car, ainsi que je l'ai noté, il existe précisément en cet endroit une lacune dans la charte originale. Dans le titre de 1080, Geoffroi parle aussi de ses héritiers, — *heredum meorum*, — bien que Hugues, l'un d'eux, souscrive encore seul la donation faite par son père à l'abbaye de Saint-Maixent. — Eble, dont il est ici question, était-il un de ces fils non désignés par leurs noms dans les titres précédents? Je n'établirais aucun doute à cet égard, si sa mère n'était pas appelée *Ausiria*, tandis que dans l'acte de 1074 la femme de Geoffroi se trouve désignée sous le nom d'*Ozila*, différence qu'on ne pourrait expliquer que par une erreur de nom ou par un second mariage: Eble était plutôt un des petits-fils de Geoffroi, fils

videlicet, GUILIELMO et MAURICIO (1) pro amore defuncti sui et honesto obsequio quod circa eum abbas cum monachis celebraverunt, concesserunt ipsi quatuor predictam ecclesiam, quia sui juris antiquitus erat, sancto Maxentio et monachis suis, sicut MASCELINUS monachus ante possederat. † Testes ad confirmationem episcopi vel dimissionem MASCELINI monachi fuerunt : UGO ARBERTI, ENGELRICUS,

Ad confirmationem AUSIRIE filiorumque suorum fuerunt : ipse UGO ARBERTI. — UGO VILLANUS. — RAINALDUS AIMO. — TETBALDUS. — ALDEARDIS comitissa (2).

Acta sunt hæc anno ab Incarnatione Domini millesimo nonagesimo sexto, regnantibus PHILIPPO rege in Francia, WILLELMO duce in Aquitania (3).

de Hugues. Si ces conjectures sont fondées, on pourrait établir de la manière suivante la généalogie de cette famille :



A partir de 1090 jusqu'au commencement du XII^e siècle, on trouve en outre Alboin, — *Alwinus*, — qui paraît avoir été aussi seigneur de Rochefort en Aunis (*Dom Font.*, t. XIV, p. 195; LXIII, p. 273, et LXXX). Il était sans doute parent, mais j'ignore à quel degré.

(1) *Gofredi videlicet Guillelmo et Mauricio*. — Le titre suivant prouve que Geoffroi se fit moine comme son frère Eble, et que Guillaume devint plus tard seigneur de Mauzé. Quant à Maurice, je n'ai rencontré aucun document qui le concerne.

(2) *ALDEARDIS comitissa*. — Sans doute la femme de Gui-Geoffroi, mère de Guillaume IX, duc d'Aquitaine. (*Dom Font.*)

(3) *Willelmo*, Guillaume IX, duc d'Aquitaine de 1087 à 1127; il était fils de Gui-Geoffroi.

IV.

1096.

Don de l'église de Saint-Gaudence de Fouras, fait à l'abbaye de Saint-Maixent par Rainulfe, évêque de Saintes (1).

Omnibus tam futuris quam presentibus, veraciter esse volumus notum quod ego RAMNULFUS, Sanctonensis ecclesiæ episcopus, do beato Maxentio ecclesiam beati Gaudencii de FOLLORASO (2), quod

(1) Dom Fonteneau (t. xv, p. 443) assigne à tort à cette charte la date vers 1092; on a vu dans le titre précédent qu'en ordonnant la restitution de l'église de Saint-Gaudence, Rainulfe avait confirmé le don de cette église, *quasi novo et proprio dono*. La donation et la restitution doivent donc porter la même date, celle de 1096.

(2) *Ecclesiam beati Gaudencii de Folloraso*. — C'est dans ce titre qu'on rencontre pour la première fois le nom de *Follorasum*, répété dans la charte suivante. On a vu par les actes qui précèdent que *Fouras* s'appelait d'abord *Couras* (*Colrasum*), et que le vulgaire disait *Curas* (*Currasium*). La différence qui se fait remarquer entre *Colrasum* et *Folrasum* ou *Follorasum* est-elle le résultat de l'incertitude et de la fluctuation que, suivant l'observation de M. Rédet, présentait à cette époque l'orthographe des noms communs eux-mêmes, ou bien la lettre F n'avait-elle été substituée à la lettre C que pour faire renoncer au nom vulgaire de *Curas*? C'est un point que je ne puis résoudre; mais ce que je dois répéter, c'est que *Follorasum* n'a jamais été, comme l'ont prétendu dom Fonteneau et d'autres historiens, le nom indécemment donné par le peuple à cette localité. « Il y a apparence, » dit notre célèbre bénédictin dans une note sur la charte de 1113, que ce nom était « un sobriquet donné au château de Fouras, puisque dans un autre titre (celui qui nous occupe) on lit : *Quod vocant turpi nomine Follorasum*. » L'erreur vient de l'inexactitude de la citation. *Follorasum*, dans le titre invoqué, précède les mots *quod vocant turpi nomine*, au lieu de les suivre: le nom déshonoré n'était donc pas *Fouras*; encore une fois, c'était *Curas*. Les détails dans lesquels je suis entré prouvent le peu de fondement des étymologies proposées. M. Gautier (*Statist. de la Charente-Inf.*, part. 2, p. 87), préoccupé de cette circonstance qu'un bois se trouvait dans les environs de Fouras, a émis l'opinion que cette localité tire son nom de cette *fforest*, forêt, en basque *fora*, en allemand *forst*. M. Lesson avait pensé d'abord, comme je l'ai déjà noté, que *Follorasum* venait de *foratus*, rectum, et de *foris* ou *fora*, dévoilement. Le même auteur s'est demandé (*Fast. hist.*, loco citato, et *Hist. des march. de la Saint.*, p. 100) si Fouras ne dérivait pas du mot *foras* ou *foris*, qui signifie dehors, aller dehors, parce que la pointe de Fouras commande le golfe; puis il a regardé comme probable que *follo*

seculares homines usualiter turpi nomine vocant. Hoc donum facio hujusque crucis (4).

V.

1113.

Don fait à l'abbaye de Saint-Maixent, par Geoffroi Rebochet, des dîmes sur le bétail de Fouras en Aunis, et sur quelques vignes du voisinage du château (2):

GOFFREDUS cognomento REBOCHET (3) dedit Sancto Maxentio apud FOLLORASUM ovium nostrarum et bestiarum propriarum decimam, et quartum et decimam vinearum que sunt supra mare quando pergitur de ecclesia ad castrum ad dexteram, sive cum venit de castro ad ecclesiam sunt ad sinistram. Hoc donum fecit in capitulo quando GOFFREDUM (4) nepotem suum monachavit et mater sua AUSIRIA obtulit in manu domni GARNERII abbatis, videntibus GUILLELMO nepote suo de MAUSEC (5); — TETBAUDO, Taun; — TET-

venait de *folitis*, vent, et *rasso* de *rado*, qui glisse sur les eaux, qui souffle sur les rivages. On pourrait proposer encore bien d'autres explications. Malheureusement le nom primitif de *Couras*, au lieu de *Fouras*, leur donne d'avance un démenti et montre combien, en matière d'étymologies, il faut tenir compte des altérations que subissent les noms de lieux, altérations qui finissent souvent par les défigurer de la manière la plus complète.

(1) A partir de ce moment, l'église de Fouras demeura la propriété de l'abbaye de Saint-Maixent; aussi, dans une bulle du pape Pascal II, en date du 17 avril 1110, on voit figurer cette église, — *ecclesia S. Gaudencii de FORAS*, parmi les biens appartenant à cette abbaye et qui se trouvaient placés sous la protection du saint-siège. — La bulle de Pascal est transcrite par dom Fonteneau (t. xv, p. 531). — Dans un aveu du temporel de l'abbaye de Saint-Maixent, en date du 15 décembre 1363, rendu au prince d'Aquitaine et de Galles par Guillaume, abbé de cette abbaye, figure le *prieuré de Fouras*. (Dom Font., t. xvi, p. 257.)

(2) Dom Fonteneau, t. xv, p. 569. — L'original est perdu.

(3) *Goffredus Rebochet*. — Geoffroi, surnommé Rebochet, était frère de Geoffroi de Rochefort, dont il est question dans le titre précédent; il ne saurait y avoir le moindre doute sur ce point, puisqu'il parle d'Ausirie, mère de Geoffroi, et de Geoffroi, Guillaume, leurs enfants, qu'il appelle ses neveux.

(4) *Goffredum*, — Geoffroi, l'un des fils de Geoffroi de Rochefort et d'Ausirie.

(5) *Guillelmo de Mausec*, — autre fils de Geoffroi de Rochefort et d'Ausirie.

BAUDO RUFENO ; — RAINALDUS AIMONE ; — et multis aliis et monachis omnibus sedentibus in capitulo, qui cum abbate totius monasterii beneficium eis dederunt et osculati sunt. Item, quando GISLIBERTUS (1) frater ejus obiit, complantum (2) vinearum que sunt juxta silvam, scilicet de quatuor quarteriis, et receptum quod suum erat, videntibus GUILLELMO, fratre suo ; — ADEMARO TALEFER ; — RAMNULFO ENGELRIO, et aliis multis, anno millesimo centesimo decimo tertio.

Tels sont les titres qui nous restent sur Fouras. M. Lesson note en outre une charte de 1095 (3), par laquelle Adhémar de Chizé donne l'église de Saint-Gaudence à l'abbaye de Nouaillé ; mais, n'ayant point le texte sous les yeux, il n'a pu voir que cet acte concernait une église située non pas en Aunis, mais, comme nous l'apprend un autre titre de janvier 988 (4), dans la viguerie de Niort en Poitou. — Il ne reste plus rien de l'ancienne église de Fouras. Les chartes sur parchemin ont résisté à l'épreuve du temps ; le monument en pierre n'a pas résisté, lui, aux ravages de la guerre. L'église actuelle, qui paraît avoir été bâtie à peu près au même endroit, entre le château et le bois de chênes verts, n'a pas même conservé le nom de Saint-Gaudence ; elle est dédiée aujourd'hui, dit M. Lesson, à Notre-Dame de Bon-Secours, patronne des mariniers. — Je terminerai cette note par quelques renseignements sur le château de Fouras. M. Lesson (5) regarde comme un fait certain que les Romains s'étaient établis dans cette localité, et ajoute que dans l'opinion populaire la tour de Fouras porte le nom de *Château de César*, *Castrum Julii*, qu'on donnait jadis à Chatellaillon. Arcère, dont je partage l'opinion, pense que ce château doit avoir été construit par les ordres de Charlemagne ou des ducs d'Aquitaine, pour fermer aux pirates du Nord l'entrée de la Charente. « Le château de Fouras,

(1) *Gislibertus*. — Gilbert était également fils de Geoffroi de Rochefort et d'Ausirle. — Les mots *frater ejus* se rapportent bien au Geoffroi qui s'était fait moine, car au nombre des témoins de la donation figure Guillaume son frère.

(2) *Complantum*, — droit de complant.

(3) DOM FONTENEAU, t. XXI, p. 537.

(4) *Ibid.*, t. XXI, p. 313.

(5) *Fast. hist.*, t. I, p. 60 ; — *Ère celt. de la Saint.*, p. 223 ; — *Hist. des march. de la Saint.*, 103.

« écrivait l'ingénieur Masse (1) au commencement du dernier siècle, est situé à l'embouchure de la Charente, au pays d'Aunis; on a commencé à le mettre en état de défense en 1689. Depuis ce temps-là on y a toujours travaillé. Il ne resta de l'ancien château que le donjon, qui n'estoit pas voûté, et deux tours (2). » Ce donjon, bâti sur une éminence au bord de la mer, qui en baigne le pied à chaque marée, a environ vingt mètres de hauteur. On y a établi un sémaphore. — Pendant les luttes entre l'Angleterre et la France, le château de Fouras, qui appartenait alors à Aimar de Malmont, fut un de ceux qui souffrirent le plus, à raison de l'importance de sa position. Il fut tour à tour pris et repris. « Pris a été par les ennemis, disait le roi de France dans des lettres du 27 mars 1346, et depuis pillé, gâté et fondu par les François. » En 1354, Jean le Maingre, dit Boucicaut, l'enleva d'assaut aux Anglais et le rendit à Aimar de Malmont, qui resta chargé de le défendre. — Durant les guerres du calvinisme, le 19 septembre 1585, le prince de Condé s'empara à son tour du château de Fouras (3). — C'est à Fouras que, le 8 juillet 1815, Napoléon dit adieu à la France; lorsqu'il s'y rendit en partant de Rochefort, « la population entière marcha sur ses pas; à cette population dévouée s'étaient joints des gens accourus de toutes parts, qui, l'œil fixé sur leur empereur, n'attendaient qu'un signe de lui pour l'enlever. Ce signe, il ne le fit pas, et l'on respecta son silence (4). » Vers quatre heures du soir, Napoléon quittait le rivage. — En 1839, je visitais le château de Fouras, et, malgré toute mon attention, toute ma curiosité d'antiquaire néophyte, je commençais à craindre de ne rien rencontrer qui eût échappé aux attentives recherches de mes prédécesseurs. Mais Dieu ne me réservait pas une pareille déconvenue. En montant au donjon, j'aperçus, sur le devant de la pierre qui forme la soixante-neu-

(1) Dom Fonteneau, t. xxxiv. Il avait fait prendre une copie de plusieurs de ces Mémoires.

(2) Suivant M. Lesson (*Fast. hist.*, t. I, p. 60), « Il ne reste aucune trace de l'ancien donjon, et celui actuel date au plus du xive siècle, à en juger par quelques fenêtres et par son escalier à vis; mais, ajoute cet auteur, de nombreuses restaurations ne permettent pas de décrire son caractère d'architecture. »

(3) Voir l'*Hist. de la Saint. et de l'Aunis*, par M. Massiou, t. III, p. 59-63; v. p. 30-226-508; vi, p. 476.

(4) MM. VIAUD et FLEURY, *Hist. de Roch.*, t. II, p. 512.

vième marche, deux lignes de caractères gravés. Je ne pus retenir une exclamation de joie. Une inscription inédite, quelle admirable découverte ! Je me prosternai, j'écartai avec précaution la poussière incrustée dans quelques lettres, et bientôt je pus lire ce remarquable distique, digne de passer à la postérité la plus reculée :

+G+. EST. LA. MO+T+É.
DE. GE. ES—QUALL+É.

COMPTE RENDU.

Pendant le premier trimestre de 1849, la Société s'est réunie les 11 et 18 janvier, 22 février, 8 et 24 mars, et dans ces cinq séances elle a entendu les lectures suivantes :

- 1° Par M. Auber, président de la Société, Discours d'installation;
- 2° Par M. Lecointre-Dupont, Essai sur les billets de confiance émis en Poitou pendant les années 1791 et 1792;
- 3° Par M. Auber, Histoire de la cathédrale (*suite*);
- 4° Par M. Bussière, Rapport au nom de la commission chargée de présenter un plan pour la restauration du palais de justice de Poitiers;
- 5° Par M. Faye, Notes historiques sur la ville de Civray (*première partie*);
- 6° Par M. Avril de la Vergnée, Note sur une monnaie inédite de Charles d'Aquitaine;
- 7° Par M. de Matty de la Tour, Mémoire sur la voie romaine d'Angers à Rennes;
- 8° Par M. l'abbé Texier, Introduction à son Recueil d'inscriptions limousines.

Admissions.

La Société a admis, comme membre correspondant, M. Léopold Delisle, élève de l'école des chartes.

Donn.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par la Société des Antiquaires de Picardie, les n° 3 et 4 de son

Bulletin pour 1848; — Par l'Académie de Reims, le n° 4 du compte rendu de ses séances pour 1848; — Par M. Didron, *les Annales archéologiques*, t. VIII, 6^e livraison (souscription de la Société); — Par l'administration de l'*Institut*, le n° de novembre et de décembre 1848, et celui de janvier 1849 de ce journal; — Par M. Fillon, 1^o *Notice sur Guillery*; 2^o *Compte d'un aide de 10,000 liv. octroyé au comte de Montpensier par les villes du Poitou en 1590*; — Par M. Dugast Matifeux, *Biographie du conventionnel Goupilleau, de Fontenay*; — Par M. Mauduyt, *Ichthyologie de la Vienne*; — Par la Société de l'Histoire de France, les n° 4 et 2 de son Bulletin pour 1849; — Par M. Hucher, 1^o *Catalogue des monnaies romaines trouvées au Mans en 1848*; 2^o *Description de quelques monuments de la Sarthe*; — Par M. Le Héricher, *Étude scientifique sur M. Mangon de la Lande*; — Par l'Association britannique d'archéologie, les n° 45 et 46 de son journal; — Par la Société anglaise de numismatique, *The numismatic Chronicle*, n° 42; — Par M. Roach Smith, *Collectanea antiqua*, n° 42; — Par M. Dufour, *Observations sur les noms de potiers et de verriers romains recueillis à Amiens*; — Par M. de Matty de la Tour, 1^o *Ruines romaines de Membrey*; 2^o *Lettre sur la pile de Cinq-Mars*; — Par la Société archéologique de Rambouillet, *Recueil des chartes et pièces relatives au prieuré de Notre-Dame de Moulineaux, etc.*; — Par M. de Chergé, *Observations d'un campagnard sur la loi électorale municipale*; — Par M. Thibaud, *Notice sur M. Benoît Gonod*; — Par M. Edouard Thierry, *Notice sur M. Le Chanteur*.

Objets divers.

Par M. Ledoux, dessin d'une statuette en argent trouvée à Poitiers; — Par M. Lagrenée, de Versailles, bon de confiance de 45 sous de la commune de Poitiers sous la première république; — Par M. Trichet, avocat, deux empreintes de cachets; — Par M. Dupré, imprimeur, trois planches sur bois provenant d'une ancienne imprimerie de l'abbaye de Charroux; — Par M. Mauduyt, douzain de Henri de Bouillon, prince de Sedan.

Chronique.

La Société est entrée en relation avec la Société archéologique de Rambouillet, et a décidé l'échange de ses publications contre les mémoires de cette compagnie.

M. Deloynes ayant permis à la Société de faire des fouilles dans l'église des Cordeliers, une commission composée de MM. Foucart, Mauduyt, Pressac et E. Lecoindre, a fait opérer des tranchées et des sondages sur différents points de ce monument ; mais ces travaux n'ont amené d'autres résultats que la découverte, à 1 m. 66 c. de profondeur, d'une rangée de squelettes d'une haute taille. Ils étaient ensevelis dans une couche de chaux, et la place de quelques-uns était creusée dans un mur de l'époque romaine. Auprès de plusieurs cadavres on a trouvé des débris de vases contenant encore du charbon. Deux inscriptions des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, qui existaient dans un mur de l'église, ont été offertes à la Société par M. Deloynes, et déposées au temple St-Jean. En voici la copie :

CY DEVANT GIST NOBLE HOMME ET SAGE AUDRY
MARCHANT LEQUEL EN SON VIVANT FUT CONSEILLER
DU FEU ROY CHARLES VI ET DU ROY CHARLES
VII QUI EST A PRESENT EN LEUR COURT DE PARLEMENT
ET DEPUIS FUT CONSEILLER ET CHAMBELLAN
DESD. ROYS ET EN SON TEMPS SUCCESSIVEMENT
BAILLI DE SENS ET DAUXERRE BAILHI DE MEAUX
PREVOST DE PARIS GOUVERNEUR DU DUCHIE
ET CAP^{le} DE LA VILLE DORLEANS POUR MONS^r.
LE DUC DORLEANS LEQUEL TRESPASSA EN
CESTE VILLE LE JOUR SAITE ANE LAN MIL
QUATRE CENS TRENTE ET NEUF.

CY DEVANT GIST JEHAN DAULBIGNE
ESCUIER LICENCIE ES LOIX FILS UNIQUE
DE ARNAULT DAULBIGNE AUSSI
ESCUIER 8^e DES. . . . LONGEFONTS
LIESGUE ET. . . . QUI TRESPASSA
EN CESTE VILLE LE DIMANCHE 20
DE AOUST 1549. PRIEZ
DIEU POUR LUY.

La Société s'installera prochainement dans les nouvelles salles bâties pour la Faculté des sciences, et que M. le maire de Poitiers

vient de mettre à sa disposition. Déjà son musée, réuni aux antiques possédés par la ville, remplit deux de ces salles ; une troisième est destinée à sa bibliothèque. La Société délibérera désormais au milieu des objets de ses études ; armes antiques, tableaux, médailles, meubles et poteries du moyen âge et de la renaissance , livres d'histoire et d'archéologie , seront sous sa main , pour servir constamment à la solution des difficultés historiques qui occupent ses séances. M. le maire de Poitiers n'est pas membre de la Société, mais elle ne lui en doit que plus de reconnaissance pour avoir compris les services qu'elle rend aux arts dans notre pays, et lui avoir facilité les moyens de remplir sa mission. Rendons également hommage au dévouement avec lequel M. Mauduyt, conservateur du musée de la ville et de la Société, a consacré plusieurs semaines au transport des objets d'art qui composent nos collections, et à leur classement dans le nouveau local qui leur est destiné.

Grâce à l'active intervention de M. Bourbeau, représentant du peuple et membre du conseil d'administration de la Société, le ministre de l'intérieur vient d'accorder à notre musée les douze médailles historiques suivantes, qui font partie de la collection dont ses prédécesseurs avaient déjà donné quelques pièces à la Société :

1° Rétablissement de la statue de Napoléon ; — 2° Translation de ses cendres ; — 3° Prise de Constantine ; — 4° Chapelle Saint-Ferdinand ; — 5° Fêtes de Versailles ; — 6° Mariage du duc de Montpensier ; — 7° Xavier Bichat ; — 8° Révolution de 1848 ; — 9° Journées de Juin ; — 10° Louis XVIII, duc d'Angoulême ; — 11° Louis XVIII, crédit public ; — 12° Duc de Berry.

Les restaurations à faire à la façade sud du palais de justice de Poitiers et à la tour de Maubergeon ont occupé la Société pendant plusieurs séances. Déjà elle a adressé à M. le préfet un rapport de M. Bussièrre et de beaux plans de M. de Matty. De nouveaux projets seront présentés dans une prochaine séance.

Le généreux sacrifice que s'est imposé, il y a deux ans, la Société, pour la restauration de la sacristie de Sainte-Radégonde, ont

porté leurs fruits. Les yeux les plus prévenus ont compris ce qu'avaient d'harmonieux, dans leur ensemble, les constructions du moyen âge avant qu'elles fussent déshonorées par des réparations postérieures. La fabrique de Sainte-Radégonde tient à marcher la première dans cette voie que les sociétés savantes ont rouverte à l'art religieux, et bientôt l'étranger qu'attire dans son église la renommée de la grande sainte du Poitou ne verra plus de grossières boiseries du siècle dernier couvrir les belles peintures des piliers du sanctuaire. L'autel reprendra sa place sur la voûte du tombeau, et si des temps plus prospères luisent pour notre pays, la crypte, rendue à ses anciennes proportions, pourra contenir la foule immense qui se presse chaque année autour des précieux restes qu'elle contient.

M. le ministre de l'instruction publique a accordé à la Société, sur les fonds de l'exercice 1849, une allocation de trois cents francs.

En prenant place au fauteuil de la présidence, M. l'abbé Auber a, dans une chaleureuse allocution, félicité la Société de la persévérance et du calme avec lesquels elle a poursuivi ses études au milieu des orages politiques qui, depuis une année, ont bouleversé le monde; il a énuméré en peu de mots les travaux qui devront spécialement occuper les membres pendant l'année 1849, et rappelé dans les termes suivants les conditions auxquelles sont attachées la prospérité et la vie de la Société :

« D'ailleurs nos travaux, dont le plan est toujours tracé par notre but, se continueront sous la sauvegarde de l'esprit de sagesse et de mutuelle bienveillance dont notre règlement nous fit, dès le berceau de notre Société, une heureuse obligation. Les questions brûlantes de la politique, causes si fréquentes de dissensions, de déchirements intérieurs, et aussi de ruine pour tant d'associations studieuses, ne sont jamais venues jusqu'à la nôtre pour troubler notre intime confraternité. Tout ce qui pouvait blesser des susceptibilités honorables des opinions consciencieuses, quoique divergentes, s'est arrêté au seuil de nos séances, et nos discussions scientifiques, et nos écrits, et nos relations personnelles ont toujours témoigné de ce sincère accord, de cette constante aménité, qui devraient être l'attrait et le lien des hautes intelligences. Tels sont, Messieurs, les errements que nous suivons encore, et votre président y trouvera un aimable allègement à sa charge, en fortifiant en lui, s'il est possible, des sentiments qu'il partage toujours avec vous. »

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1849.

SOMMAIRE.

- I. — *Notice* par M. l'abbé AUBER, sur une fresque du ^{xv}^e siècle découverte à N.-D. de Chauvigny, et représentant le portement de la croix.
- II. — *Notice* sur une monnaie inédite de Charles, duc d'Aquitaine, par M. AVRIL DE LA VERGNÉE.
- III. — *Note* sur une inscription du ^{xi}^e siècle existant à Sainte-Radégonde de Poitiers, par M. l'abbé AUBER.
- IV. — *Notice* sur les bons de confiance émis en Poitou pendant les années 1791 et 1792, par M. LECOMTE-DUPONT.
- V. — *Compte rendu et Chronique.*

NOTICE

SUR UNE FRESQUE DU ^{xv}^e SIÈCLE ET UNE INSCRIPTION DU ^{xvi}^e DÉCOUVERTES
À CHAUVIGNY,

Par M. l'abbé Auber, Président.

Les amis du moyen âge apprendront avec intérêt qu'une découverte récente vient d'ajouter une belle fresque à la collection de celles qu'on a retrouvées, depuis quelque temps en assez grand nombre, dans certaines églises où pendant plusieurs siècles le badigeon les avait soustraites aux regards.

Cette fresque appartient à l'église Notre-Dame de Chauvigny, joli petit édifice du ^{xi}^e siècle, décoré de tout le luxe du roman fleuri, et qu'on s'afflige de ne voir pas mieux apprécié par la commission des monuments historiques. Personne ne se souvient d'avoir vu la

moindre trace de cette peinture. Plusieurs couches de chaux l'avaient cachée de temps immémorial. Il a fallu qu'une de ces circonstances insignifiantes en elles-mêmes, et qui presque toujours ont amené les découvertes de ce genre, révélât son existence ignorée. Au mois de mars 1849, une échelle appuyée le long du mur en écailla la surface, et laissa à nu quelques traits diversement colorés qui donnèrent l'éveil. On chercha donc, et M. Dubost, curé de cette paroisse, voulut, en amateur éclairé, prendre tous les soins que méritait un objet peut-être d'une grande valeur artistique. Son jugement ne l'avait pas trompé. Appelé par lui, je me rendis à Chauvigny, et nous procédâmes ensemble au débadigeonnage. Je fis faire des lames de bois blanc, avec lesquelles, aidés que nous fûmes de deux ou trois personnes intelligentes, et en mouillant au préalable notre surface avec de l'eau tiédie qui pénétrait la chaux et facilitait sa chute, nous pûmes en moins d'un jour débarrasser du voile épais qui l'obstruait une immense page tenant toute la largeur du croisillon sud de l'église; c'est dire qu'elle n'a pas moins de 5 mètres 60 cent. d'étendue sur une hauteur de 2 mètres 60 centimètres.

Ceux qui se sont occupés une seule fois d'une telle œuvre comprennent seuls quelle anxiété éprouve l'archéologue, quand, livré à son travail qu'effectue tour à tour l'éponge ou le couteau de bois, il voit apparaître successivement les parties d'abord inexplicables, énigmatiques, de ce tout qui bientôt se déroule tout entier et vient réaliser ses conjectures ou déconcerter ses prévisions. Ainsi vîmes-nous se dégager d'abord de leur nuage trois tiaras, des visages, des pieds et des mains, des draperies et mille détails inexplicables, mais qui ne tardèrent pas à prendre un sens et enfin à se compléter; car j'avais fait attaquer sur quatre ou cinq points à la fois, pendant qu'au bord inférieur du tableau, à 2 mètres du sol, j'employais toute mon industrie à délivrer une longue inscription dont les caractères gothiques se déroulaient dans toute l'étendue de ma muraille.

Enfin se montra à nos yeux un vaste portement de croix, mais avec de tels accessoires, qu'ici le sujet s'est adjoint un épisode spécial que je ne lui ai vu nulle autre part, et qui lui donne un précieux caractère d'originalité. (V. pl. 1^{re}.) Le Sauveur, courbé sous une croix

longue et pesante, la soutient sur ses épaules, et marche péniblement. Cette croix n'a pas moins de longueur que le mur lui-même : c'est qu'elle devait être partagée par un grand nombre de personnes. En effet, à la suite de la Victime sainte qui s'en chargea pour sauver le monde, voici ce même monde représenté par les différents ordres de la hiérarchie catholique. Et d'abord une femme et un pape également coiffés de la tiare : ce dernier, d'un âge avancé, porte sous sa triple couronne une espèce de capuce qui lui enveloppe les côtés et le derrière de la tête; il est revêtu d'une longue robe qui semble bordée d'hermine; elle est fournie de manches pendantes comme celles de certains religieux. L'autre, dont le sexe se reconnaît parfaitement à ses traits plus délicats, à ses cheveux lisses et écartés de chaque côté du front, ne laisse voir, cachée qu'elle est par le pontife qui chemine à côté d'elle, que son épaule droite et sa main qui passe par-dessous la croix, et dont le raccourci est, par parenthèse, assez mauvais, comme deux ou trois autres. Une troisième tête les suit; c'est celle d'un homme dont tout le reste demeure inaperçu, mais qu'on ne devine guère à sa toque ronde et plate, à qui il ne manque que des perles pour en faire une couronne de baron, que quelques dentelures pour devenir une couronne royale. La moitié postérieure de cette tête est couverte aussi d'une draperie qui descend jusque sur la poitrine. En quatrième lieu, une autre femme se présente encore, coiffée, comme la première, d'une tiare posée sur un voile qui descend de sa tête à ses épaules et se mêle à sa longue robe plissée, dont une guimpe cache le haut. Ses traits, presque effacés, laissent bien distinguer cependant sur sa figure ovale le caractère féminin. De ses deux mains elle soutient la croix; une certaine inclinaison de son corps et la position de ses mains, dont l'une encore est assez mal réussie, font bien supposer quelques efforts; de même que la première avec son regard plein de sollicitude fixé sur le Christ, elle paraît vouloir alléger le fardeau à celui qui en prend la plus grande part et marche le premier. De ces deux femmes, celle-ci est l'Église marchant de concert avec le souverain pontife; l'autre est la Religion, symbolisée par une religieuse; et toutes deux se distinguent de la foule par la triple couronne, marque vénérée de la suprématie spirituelle. On voit venir, après ces quatre

chefs, des prêtres et religieux reconnaissables à leurs têtes tonsurées, et au-dessus desquelles s'élève une double croix papale; puis un évêque et un abbé que signalent une croix et une crosse. Le dernier, assez fluet, dégagé par le vide ménagé devant lui, est couvert d'une chape dont la forme est curieuse, et qui semblerait, n'ayant aucune échancrure, aucun fermoir sur la poitrine, se prendre, comme une chasuble, en passant la tête par une ouverture supérieure. Des prêtres suivent encore, dont la robe est pourvue d'un large collet de fourrure; puis une foule de personnages laïques, qui la tête nue, qui en plus grand nombre coiffés d'une toque ou d'un chaperon; leurs cheveux plats descendent sur le cou. Des femmes aussi prennent part à l'action commune; la seule qui apparaisse très-distinctement est jeune, vêtue d'une longue robe fendue médiocrement au-dessous du cou; elle porte une coiffe aplatie sur la tête, et dont la forme carrée enveloppe la figure et vient se confondre sur les épaules avec le corsage de la robe. Tourné vers elle, est un jeune homme portant le costume de la bourgeoisie: on dirait qu'ils se parlent avec une sorte de recueillement, et semblent deux époux personnifiant ici l'état du mariage au milieu de la bourgeoisie, dont ils occupent les rangs. Un valet arrive après eux, avec sa cotte aux manches ouvertes descendant jusqu'à mi-cuisses, et chaussé de bottines retroussées au-dessous des jarrets. Derrière lui, le populaire est représenté par deux ou trois têtes nues perdues à moitié dans une large éraillure du tableau, et devant lui, un jeune enfant, garçon ou fille, en jacquette et debout, s'efforce d'atteindre à la croix pour en soutenir aussi une part qui lui revient comme à toute humaine créature.

Toute cette compagnie se range de suite ou en groupe du côté de la croix opposé à celui des spectateurs, sauf le pape, qui marche de notre côté, et s'avance suivi d'un cardinal et d'une religieuse également espacés après lui. Aux pieds du cardinal est un lion assis gravement, et qui fait probablement allusion aux armoiries de ce haut dignitaire de l'Église.

Voilà bien tous les ordres du monde catholique représentés par les différentes conditions sociales. L'action est ici bien caractérisée dans son ensemble. Mais les détails sont du plus haut intérêt, et méritent d'être étudiés avec attention.

L'église connue aujourd'hui à Chauvigny sous le vocable de Notre-Dame ne l'a reçu que tout récemment. Elle portait encore en 1818 celui de Saint-Just, et, à son origine, elle fut consacrée par notre évêque Isembert I^{er}, au souvenir du *Saint Sépulcre*. Quelle que soit l'époque où ce dernier nom disparut, une scène de la passion était bien choisie pour garnir une des principales portions de l'édifice sacré. Mais le peintre ne voulut pas se contenter de la donnée ordinaire. Avec le Dieu-Homme portant le bois qui doit servir à son immolation, il ne pouvait guère remplir le large espace qu'il avait à ornementer; il a donc amplifié sa pensée en ajoutant au fait historique l'enseignement qui en découle, l'interprétation mystique qu'en a donnée le Sauveur. « Il disait à *tout le monde* : Si quelqu'un veut être mon disciple, qu'il renonce à soi-même; qu'il porte sa croix tous les jours et qu'il me suive. » (Luc. IX, 23.) Et encore et plus explicitement : « Celui qui ne prend pas sa croix à ma suite n'est pas digne de moi. » (Matth. X, 38.) De là, évidente nécessité *pour tout le monde* de combattre ses passions, de supporter avec la résignation et la patience du divin Modèle les peines de la vie; car, d'où qu'elles viennent et quelles qu'elles soient, c'est Dieu qui les permet et les ménage, pour rendre méritoire la carrière du chrétien, et lui donner part à une couronne acquise par l'effusion de son sang. Telle est l'idée-mère du tableau où nous voyons chacun, à quelque rang qu'il appartienne de l'échelle sociale, sans distinction d'âge, de sexe, de condition et de forces, s'empresser à partager avec le Maître un fardeau que personne ne peut décliner. La Société chrétienne, bien comprise, est toute dans ce mystère de son existence terrestre. Là chacun a sa portion de la charge; tous se soulagent en s'aidant : *fraternité* véritable, *communisme* divin qu'une indigne parodie de ces mois sacrés ne profane jamais sans altérer profondément l'existence du monde.

En comparant par un examen attentif ce que je viens de décrire, avec la planche fort exacte que l'habile crayon de M. l'abbé Dubost a mise sous nos yeux, on reconnaît clairement que les trois personnages à tiare ne sont point réellement trois papes, mais que deux d'entre eux sont allégoriques, comme je l'ai dit, puisqu'un seul des trois peut être regardé comme un homme à ses traits et à

son costume. Quant à ce costume et aux autres, ils me paraissent être ceux qui se portaient par les différentes classes peintes ici, sous les règnes de Charles VIII et de Louis XII. Les triples couronnes pontificales, qui ne dataient guère alors que d'une centaine d'années, ont bien la forme qu'on leur retrouve à la fin du moyen âge (1); les mitres seules pourraient donner quelque doute sur une époque aussi éloignée, par leur hauteur, qui surpasse de beaucoup celles des *xiv^e* et *xv^e* siècles, et ne diffèrent que très-peu dans leur ensemble de celles qu'on voit déjà au *xvii^e* jusqu'à présent : mais, en considérant que tout le reste indique bien le temps que j'assigne à notre peinture (de 1483 à 1504), il faudrait plutôt conclure qu'alors les mitres étaient faites déjà sur ce modèle, quoiqu'il ne fût pas adopté généralement et que les preuves en soient rares. On voit aussi que la tête du Christ ceinte de la couronne d'épines est entourée d'une auréole formée de rayons et fleuronnée. M. Dusommerard, dans son *Album des arts au moyen âge*, a reproduit un tableau sur bois du *xv^e* siècle, conservé à Amiens, et dans lequel on remarque ce nimbe donné à la tête du Christ, comme une particularité antérieure à l'invasion des artistes italiens en France.

On croit reconnaître d'ailleurs quelque chose du profil de Louis XII dans le personnage coiffé d'une toque placé à côté de la femme *tiarée* que je prends pour la figure de la Religion. Pourquoi n'a-t-il pas sa couronne? Pourquoi aussi la draperie qui enveloppe la tête et descend sur le cou? L'explique qui pourra; toujours est-il que la place assignée à ce personnage lui suppose quelque importance. Enfin la grosseur des traits et la rondeur de la figure du pape rappellent assez Alexandre VI, qui régna de 1492 à 1503.

L'œuvre, dans son ensemble, a été assez heureusement conservée, sauf deux ou trois mutilations, occasionnées par des récrépissemens plus modernes. Le mur a gardé sa surface unie; la peinture, dans une obscurité de plus de trois siècles, a échappé aux

(1) Marengoni, cité par D. Clémencet et ses collaborateurs (*Art de vérifier les dates*, t. III, p. 395, in-8°), attribue à Boniface IX, de 1389 à 1404, l'adjonction de la 3^e couronne à la tiare; on en a cependant des exemples plus anciens dans la sculpture du *xiv^e* siècle, notamment au portail de St-André de Bordeaux.

atteintes qui auraient pu nous en priver. Quant au dessin, il n'a certes ni trop de sécheresse ni trop de maniéré. Si quelques figures sont à peu près effacées, ce n'est pas au détriment de toute expression. Un sentiment de piété grave règne sur toutes les autres; les poses sont très-convenables, les draperies amples et bien traitées. La tête et l'attitude du Christ méritent surtout, à ces divers titres, d'ouvrir cette série de 34 personnages groupés avec beaucoup d'entente et de perspective.

J'ai parlé d'une inscription qui règne au bas du tableau dans toute la longueur du mur. Cette découverte me persuada, dès l'apparition des premières lettres, que nous aurions une date certaine et une explication du sujet dont je ne voyais d'abord que des portions inexplicables. Je fus bientôt détrompé, quand je m'aperçus que la date, écrite en toutes lettres, et les caractères généraux qui se dépouillaient enfin de leur enveloppe calcaire, ne pouvaient s'accorder. Voici le texte, sauf deux ou trois des derniers mots qu'on ne peut lire, vu leur mauvais état de conservation (V. pl. II):

**L'an mille quatre et cinq cens : Jean François Morin de
ceans : prieur fist faire cest hospice et les autiers de cest
oratoire : blanchir marqueter : l'église de ceans et
paver : Prion Dieu quæux et. . pdon
leurs sacc. Amen.**

Pour comprendre ces souvenirs épigraphiques, il faut se rappeler que l'église du Saint-Sépulcre était un prieuré dont la maison prieurale existait déjà au ^{xv}^e siècle, sous les murs du sud, et qu'une porte en encorbellement était ouverte dans le mur occidental du transept, à la suite de l'inscription. C'est là sans doute que Jean-François Morin avait fait construire un hospice, par quoi il faut bien entendre, non point la maison même, mais sans doute un hôpital destiné aux lépreux, aux pestiférés ou à ceux des malades atteints par quelque-une des épidémies si nombreuses à cette époque, et pour lesquelles se signala en tant de lieux la charité du clergé. J'entends par *les autiers de cest oratoire*, les autels auxquels étaient attachés quelques titres de chapellenie, dans cette portion du transept qui pouvait former un oratoire particulier.

— Je regarde le mot suivant comme à peu près illisible, tant les syllabes en sont confondues. *Blanchir* et *marqueter* s'expliquent par ce que nous voyons encore au-dessus de notre fresque. La même nappe de chaux qui l'a recouverte cachait encore un autre enduit blanc coupé en carreaux oblongs, tracés à la sanguine et garnis chacun d'une étoile à 8 branches. C'était là probablement la décoration de toute l'église, et nous avons rendu à ce croisillon sud toute celle qu'il avait eue autrefois. Quant au blanchissage de la fresque même, notre prieur n'en est certainement pas coupable; il doit être de beaucoup postérieur, puisque cette peinture conservait si bien dès ce temps-là sa fraîcheur et son intégrité. Nous voyons enfin que le pavé de l'église fut alors renouvelé, ce qui explique suffisamment pourquoi les pierres tombales qu'on y voit encore sont en si petit nombre, et toutes plus récentes que le commencement du xvi^e siècle.

Après tout, on ne comprend guère que le prieur figurant seul ici, on parle de lui au pluriel : « Prion Dieu qu'à eux pardon leurs face. » Le premier mot altéré de la 5^e ligne ne serait-il pas un nom propre?

L'inscription de François Morin est une page de sa vie oubliée; c'est aussi un feuillet de registre où l'église trouve des renseignements perdus pour son histoire. Les derniers mots en sont disparus, je m'empresse de le dire, antérieurement à notre travail. Au reste, il nous a fallu beaucoup de précautions et de soins pour conserver cette longue ligne de beaux caractères gothiques, adossés presque toujours deux à deux par des doubles lettres, d'une exécution ferme, correcte, et n'ayant rien de ces ornements parasites qui, dès le milieu du xvi^e siècle, tourmentèrent cette charmante écriture et la rendirent si capricieuse et si bizarre. Les jambages de nos lettres ont de 7 à 8 centimètres de haut sur 6 ou 7 millimètres de large. Ecrites avec une simple couche de noir de fumée, autre preuve qu'elles ne se rapportent pas à la fresque et lui sont postérieures, elles s'effacent sous la moindre approche de l'eau. Quelques-unes même ont cédé à l'action de la brosse qui badigeonna ce précieux spécimen. Il sera facile et très-important de repasser l'ensemble de l'inscription avec un pinceau qui en respecte tous les traits, et de la reconstituer à l'aide d'une matière

plus solide, que l'air et le moindre frottement ne puissent pas altérer.

Une question importante se présente naturellement ici. Cette ligne historique, que nous avons été forcé de diviser en six sur notre planche II^e, est-elle postérieure au tableau qui la domine? Je n'en doute pas. Parfaitement étrangère à la peinture exécutée peu d'années avant elle, sans doute, elle n'en fait aucune mention, et si nous la voyons placée aussi bas, c'est que déjà en 1504, dont elle porte la date, notre tableau occupait l'espace supérieur sur une hauteur de huit pieds.

Mais ne pourrait-on pas croire aussi que le tableau servait de retable aux *auteurs* dont il est ici question, et qu'avait fait faire le prieur?— Sans doute; mais nous demanderions toujours comment l'inscription se tairait sur une œuvre plus remarquable que toutes celles qu'elle signale?

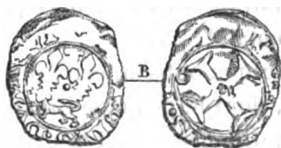
Les couleurs de la fresque ont souffert dans leur éclat du contact prolongé de la chaux, dont le principe caustique ne s'annihile jamais. Beaucoup d'égratignures aussi répandent à sa surface des points blancs plus ou moins considérables qui en déparent l'ensemble. Je pense qu'il ne faudrait entreprendre de les effacer qu'après s'être assuré, par des essais réitérés, que la teinte générale n'en souffrirait pas. Ce n'est point un beau tableau, jugé au point de vue de l'art actuel, que nous avons là; c'est une œuvre qui a sa nature propre et exceptionnelle, et à laquelle il faut conserver avant tout son allure spéciale, son âge, sa physionomie. L'essentiel, n'est point que notre Portement de croix paraisse *joli* aux yeux du vulgaire, qui le ferait volontiers refaire pour l'*embellir*; le point important, c'est que l'artiste y retrouve les souvenirs d'une époque qui commença à Cimabué et se prolongea par Giotto et l'angélique peintre de Fiesole jusqu'à André del Sarte, et les quelques autres qui avec eux firent école. Si ce n'est pas là, à beaucoup près, leur touche gracieuse et leur ravissante délicatesse, c'est néanmoins du sentiment chrétien, et l'exécution n'a pas trop mal servi ce qu'il y a de philosophie catholique dans la pensée génératrice. La planche que nous en donnons ici représente bien le caractère de l'œuvre, et M. l'abbé Dubost en a rendu l'ensemble et les détails avec une remarquable fidélité. Il apprécie donc à

sa juste valeur ce morceau de peinture du moyen âge, l'un des meilleurs, des plus considérables et des mieux traités de notre diocèse. La petite ville, si recommandable aux antiquaires par ses magnifiques ruines et ses deux belles églises romanes, le devient plus encore par cette nouvelle richesse archéologique, et nul voyageur cherchant les traces de l'iconographie du moyen âge n'y viendra désormais sans inscrire sur ses tablettes LE PORTEMENT DE CROIX DE CHAUVIGNY.

NOTICE

SUR UNE MONNAIE INÉDITE DE CHARLES, DUC D'AQUITAINE,

Par M. AVEL DE LA VERGÉE.



..ROLVS. DVX. AC..... — Les deux premières fleurs de lis de l'écusson de France, léopard d'Aquitaine tenant la place de la troisième. — *Point secret* sous la lettre V du mot DVX.

R....VS..... — Croix grecque. — *Point secret* correspondant à celui de l'obvers.

Billon. — Poids : 16 grains. — *Ma collection*.

Comme on le voit par la figure, cette pièce a beaucoup souffert. Elle a été fortement rognée; de plus, les caractères en sont effacés dans plus de la moitié de la légende à l'obvers, et presque totalement au revers, où deux lettres seulement sont restées apparentes. Malgré ces injures, nous retrouvons assez de traits caractéristiques sur la monnaie, pour lui donner avec certitude une attribution.

Les cinq dernières lettres, plus ou moins rognées, qui nous restent du premier mot de la légende ..ROLVS, ne peuvent être que la fin du nom KAROLVS. Le mot DVX, avec le commencement du suivant, AC....., en présence du *léopard passant à gauche*, symbole héraldique de l'Aquitaine, sont nécessairement la fin de cette phrase, commencée par le nom de Charles, DVX ACVITANIE.

D'un autre côté, comme Charles de France, deuxième fils de Charles VII et frère de Louis XI, fut le seul prince de son nom qui posséda la souveraineté de l'Aquitaine avec le titre de duché, c'est à lui seul que peut être donnée notre monnaie. Cette attribution est confirmée, d'ailleurs, par l'introduction du léopard aquitain au sein même de l'écusson de France; il y est placé en signe de la souveraineté particulière du prince, issu du sang royal. Une semblable disposition était nouvelle pour l'Aquitaine : les Plantagenets n'en offrent point d'exemple sur leurs monnaies de ce pays, depuis qu'ils commencèrent, sous Edouard III, à réunir le léopard et les fleurs de lis.

Notre pièce a tout l'aspect du menu billon royal de la dernière moitié du *xv^e* siècle; son poids et son titre en font un *denier*. Mais de quel nom le qualifier? Est-il bordelais, parisien ou tournois? La légende du revers ne nous montre plus que la syllabe ...VS., suivie d'un gros point qui indique la séparation de deux mots. Y verrait-on la fin de celui TVRONVS; et alors quel pourrait être l'ensemble de la légende? Je ne hasarderai point de conjectures sur cette question, que déciderait un autre exemplaire mieux conservé de la monnaie : je ne possède malheureusement que celui dont nous nous occupons.

Cet exemplaire, outre son type nouveau, offre encore la marque d'un atelier monétaire inconnu jusqu'ici sur les pièces de Charles d'Aquitaine. Toutes celles qui ont déjà été publiées et celles que j'ai pu voir dans plusieurs cabinets, sauf un beau double hardi d'argent inédit, de la collection de la ville de Poitiers, qui porte aussi le point secret sous la neuvième lettre de chacune de ses légendes, n'offrent pas de marque monétaire, ou portent, à la fin de la légende, un navire, signe indicatif probablement de l'atelier de Bordeaux (1). Duby donne ce différent au *fort* et à deux des quatre variétés du *hardi d'or* qu'il publie (2). Je possède dans ma collection un *hardi* semblable

(1) L'atelier monétaire de Bordeaux n'avait point été fermé après l'expulsion des Anglais de cette ville, en août 1451; il est cité le 9 mai 1455. — G. Conbrouse, *Monnaies nationales de France*, 1839, 2^e part.

Depuis Charles d'Aquitaine, on voit le différent du *navire* se continuer sur les monnaies royales, où on le retrouve dans le siècle suivant, après 1539, concurremment avec le K, lettre indicative de l'hôtel des monnaies de Bordeaux.

(2) T. I, pl. xxxviii, n^o 10, et pl. xxxix, n^o 3; t. II, supplément, pl. III, n^o 10.

et un *cavalier*, variété de celui de Duby (4), qui portent tous deux aussi le *navire* à la fin de la légende. Mon denier a été frappé à la Rochelle ; c'est ce dont le *point ou anneau*, placé au mot DVX, sous le V, *neuvième lettre de la légende*, ne nous permet pas de douter (2).

Au commencement de 1469, Louis XI étant parvenu à faire agréer à son frère Charles le duché de Guyenne en échange de tout ce qu'il lui avait concédé ou promis jusque-là pour son apanage, la Rochelle et le pays d'Aunis furent compris dans la nouvelle donation (3). Elle eut lieu à Amboise, au mois d'avril, sous la seule réserve par le roi de foi et hommage et de ressort en matière d'appel. Le duc Charles put faire prendre possession de la Rochelle le 24 mai de cette même année 1469 (4). Trois ans après, à pareil jour, le 24 mai 1472, Louis XI, en personne, entra par force dans la ville et la remettait en son pouvoir (5), dans le même temps que son frère de Guyenne mourait à Bordeaux empoisonné.

C'est donc pendant l'intervalle de ces trois années que notre monnaie a pu être frappée à la Rochelle, au coin du duc Charles et avec le signe indicatif de l'atelier royal de la ville, signe qui n'avait point été changé. On pourrait même conjecturer qu'elle a été fabriquée pendant les premiers mois de l'occupation du prince ; car Charles d'Aquitaine, après avoir fait son entrée solennelle à la Rochelle le 6 juillet 1469, demeura en Saintonge jusqu'à la moitié du mois de septembre suivant (6). La présence du nouveau souverain dut imprimer de l'activité à l'atelier monétaire de la contrée.

Le denier que je viens de décrire a été trouvé à Niort. Le hasard me l'ayant fait acquérir, je me félicite de pouvoir ajouter, en le publiant, un nouveau type aux monnaies déjà connues de Charles d'Aquitaine.

(1) Au revers, XPC VINCIT, etc., au lieu de SIT NOMEN, etc., sur l'exemplaire de Duby (pl. xxxix, n° 2).

(2) Liste des points secrets, *Revue numismatique*, 1838, p. 377. — G. Conbrouse, *loc. cit.*

(3) Phil. de Comines, *Mémoires*, liv. II, ch. 15. — De Sismondi, *Histoire des Français*, 6^e part., ch. 16.

(4) Arcère, *Histoire de la Rochelle*, t. I, liv. 2, p. 281.

(5) *Ibid.*, p. 288.

(6) Arcère, *Ibid.*, p. 281.

NOTICE

SUR UNE INSCRIPTION DU XI^e SIÈCLE DÉCOUVERTE A SAINTE-RADÉGONDE DE POITIERS,

Par M. l'abbé AUMER, Président.

Les restaurations qui s'effectuent actuellement dans l'église Sainte-Radégonde de Poitiers ont amené à la connaissance des ouvriers, qui se sont hâtés de m'en faire part, une inscription lapidaire en vers latins, cachée depuis deux cents ans derrière les panneaux d'une boiserie qui enveloppait l'intérieur du chœur, et qu'on enlève afin de rendre à cette partie de l'édifice sacré sa disposition architectonique. La pierre est placée au bas du pilier qui forme la limite du chœur, à main droite en entrant, et au-dessus de la crypte où reposent les saintes Disciole et Agnès, religieuses de Sainte-Croix, contemporaines de sainte Radégonde. Elle est du plus grand intérêt pour l'histoire de ce monastère et celle de la célèbre collégiale, car elle indique par une date certaine un fait resté inconnu à nos annalistes, et rend sa véritable place dans le catalogue des abbesses à une d'entre elles, que le *Gallia christiana* et ses nombreux copistes ont reculée à tort de cent ans. Voici le texte de cette inscription, dont la planche II^e donne le *fac-simile* :

ANNIS MILLE DEI CARNIS BISSEXQUE PERACTIS
OMNIBVS IGNOTA RADEGVNDIS SANCTA MANEBAT
SCROBIS IN ABSCONSO TVMVLVS TEGBATVR IN VMO
AVLA SVO VENERABATVR DE NOMINE SANCTO
ABBATISSA SACRIS SCRVTANS BELIARDIS

Ceci est gravé avec beaucoup d'habileté sur une pierre de liais longue de 84 cent. sur 35, en lettres capitales de 50 millimètres. L'ensemble de cette belle écriture manifeste tous les caractères de la période antérieure au XIII^e siècle. Les lettres mixtes et intercalées s'y montrent fréquemment, aussi bien que les abréviations; quelques-unes s'arrondissent en affectant un peu la forme onciale; un O de la 4^e ligne (*suo*) est quelque peu allongé. La fin du 3^e vers se fait remarquer par une faute d'orthographe qui n'est

pas unique dans cette période de notre littérature, et qui trouve peut-être son excuse dans l'impossibilité de faire tenir une lettre de plus en dedans des limites de la pierre : c'est le mot VMO, écrit sans l'H qui le précède ordinairement. Une fresque de notre temple Saint-Jean offre un autre exemple de cette soustraction de l'H au milieu du mot *Matheus*. On en pourrait citer d'autres.

Voici maintenant comment j'interprète notre inscription :

« Mille et douze années s'étant écoulées depuis l'Incarnation du
» Seigneur, sainte Radégonde était restée inconnue à tous : son
» tombeau était caché dans une grotte secrète pratiquée sous la
» terre. Sa communauté ne pouvait l'honorer que par le souvenir
» sacré de son nom. L'abbesse Béliarde faisant des recherches
» dans le lieu saint.... »

Il manque évidemment ici quelques mots. Un verbe à la troisième personne devient le complément indispensable de la phrase, qui n'est pas plus finie que le vers. Serait-ce que cette abbesse aurait découvert le pieux trésor ? Je le pense ; tout le fait croire, et le contraire serait encore plus inexplicable que l'étrange distraction ou l'inexactitude qui a fait oublier à la fin de ces cinq lignes le mot qui en devait être l'indispensable dénouement.

Quoi qu'il en soit, nous voyons mentionné le long séjour du corps de la sainte reine dans le mur où il avait été scellé. Quand s'était faite cette opération mystérieuse ? qui pouvait y avoir donné lieu ? Ces deux questions peuvent se résoudre l'une par l'autre. On sait les invasions des Normands sur le littoral de la France au ix^e siècle, quelle terreur ils répandaient, comme on fuyait devant leurs bandes cruelles, et combien de reliques furent emportées loin des lieux où elles reposaient, par les moines et les clercs délogés à l'approche des barbares. Poitiers ne fut pas plus exempt de ce fléau que les autres villes, excitant au contraire par son importance l'attention et la cupidité des barbares. Bouchet, les chroniques de Maillelais et de Saint-Bertin, Belle-Forest, Floury, font foi de ces invasions. Le premier de ces historiens, qui n'écrit que sur le canevas de ses prédécesseurs, mentionne l'incendie de Saint-Hilaire de Poitiers en 863 par ces mêmes hordes. Besly (1) place dix ans auparavant,

(1) Comtes de Poitou, p. 254, in 4^o.

en 853, la ruine de l'église de Ste-Radégonde, brûlée comme celle du grand évêque, et voilà sans doute la date de la disparition de nos reliques. Elles durent être soustraites aux insultes des Normands et à la destruction qu'ils n'auraient pas manqué d'en faire, par le soin de quelque inconnue qui dut gouverner le monastère entre Gerberge, qu'on ne trouve plus après 840, et Rotrude, élue vers 876 (1). Ces sortes de soustractions devaient se faire aussi secrètement que possible. Il est à croire même que tous les membres d'une communauté ne savaient pas le lieu du dépôt, ce secret ne devant être confié qu'à un très-petit nombre de personnes; c'est ce qui explique comment celui-ci sera demeuré *inconnu à tous* jusqu'au commencement du xi^e siècle, c'est-à-dire pendant un espace de cent cinquante-neuf ans. Cette date, si on la contestait, ne pourrait être d'ailleurs reculée que de fort peu, puisque les Normands, qu'on s'accorde à faire débarquer sur nos côtes vers l'an 820, ne vinrent pour la première fois à Poitiers qu'en 846 (2).

Mais un point de chronologie qui importe à l'histoire de notre collégiale se trouve éclairci par la découverte de cette inscription. L'abbesse Béliarde, rejetée jusqu'à présent, dans tous les catalogues, à l'an 1108, doit nécessairement remonter de quatre-vingt-seize ans, et reprendre dans l'histoire la place que lui assigne ce curieux et incontestable renseignement lapidaire. Relégué sous les planches qui le couvraient, cité en termes vagues par des écrits du chapitre qu'avaient consultés les éditeurs du *Gallia christiana*, il n'est mentionné par ceux-ci que comme existant sur un pilier du chœur. Ils citent Béliarde, comme xiii^e abbesse, à l'an 1108, et ils ajoutent : « *Ex veteri inscriptione super pilam ecclesie sanctae Radegundis quam* » *non referimus; quia ex ipso nihil eruere licuit, nisi hujus abbatissae* » *nomen.* » Voyez-vous quelles petites *inexactitudes* se glissent ici : on dirait que nos savants maîtres « n'ont rien pu tirer de cette inscription... » — *Ex ipso nihil eruere licuit !...* rien absolument que le nom de cette Béliarde. C'est-à-dire qu'ils ne l'avaient pas lue, car ils en auraient induit nécessairement, sans avoir même besoin de toute leur sagacité habituelle, d'abord que les reliques

(1) *Gallia christiana*, t. II.

(2) Bouchet, *Ann. d'Angoul.*, in-8°, mihl., p. 49 et 99.

de sainte Radégonde furent cachées au ix^e siècle et retrouvées au xi^e, ce qu'aucun historien n'avait raconté jusqu'à présent, et ensuite que Béliarde, au lieu d'occuper le 15^e rang parmi les abbesses, entre Sybille, qui paraît élue en 1104, et Anne, qui semble l'être en 1119, devra désormais prendre place entre Geïle, dont un acte est daté de 993, et Pétronille, citée à l'an 1040. — Un autre point devient aujourd'hui incontestable : c'est l'impossibilité que le corps de notre sainte ait jamais reposé à St-Bénigne de Dijon, quoi qu'en ait raconté un chroniqueur recueilli dans la *Bibliothèque des Manuscrits* du P. Labbe, et cité par notre collègue M. de Fleury (1), dont la critique éclairée par d'attentives études avait déjà réfuté victorieusement cette allégation. En effet, d'après l'auteur du xii^e siècle, ce serait en 1001 que les ossements de sainte Radégonde auraient été retrouvés dans le sol de l'église de Saint-Bénigne, que l'on reconstruisait. Et nous voyons que onze ans après, en 1012, elle est retrouvée aussi, mais *tout entière*, sans aucune altération de son corps, puisqu'en 1112 l'ouverture de son tombeau la montra telle à Jean de Berry et à Simon de Cramaud. « On trouva le corps... et si estoit entier, voilé, couronné et ses mains jointes (2). » — Il fallait donc que le monastère de St-Bénigne possédât une sainte Radégonde qui n'était point celle du Poitou. C'était peut-être celle de Chelle ou de Combrailles.

Concluons. Notre découverte prouve avec mille autres de quel secours l'archéologie est à l'histoire, et quelles lumières peuvent jaillir de ces pierres obscures si longtemps enfouies, si justement recherchées, suppléant avec une si absolue autorité au silence des chroniques ou aux erreurs des historiens.

On remarque à l'angle gauche de la pierre, au-dessus des deux premiers mots ANNIS MILLE, et dans l'encadrement qui règne sur ses quatre côtés, le mot ADEMARIUS, qui semble se répéter incomplètement à l'angle droit. — Quelques autres traits répandus dans cette même ligne, mais inintelligibles et presque entièrement effacés, y figurent aussi, plus sensibles au doigt qui les cherche qu'à l'œil qui ne peut guère les apercevoir. Serait-ce le nom d'un doyen de

(1) Hist. de sainte Radégonde, p. 295.

(2) Bouchet, *Hist. de Clotaire et de sainte Radégonde*, liv. IV, ch. 12.

l'église, que les archives muettes conserveraient encore, ou bien un projet de quelque autre inscription abandonné et effacé à dessein pour en consacrer la pierre à l'usage que nous lui voyons ? ou bien encore le nom du graveur obscur mais habile qui incisa ces beaux caractères ? Tout cela est possible. Peut-être le nom d'Adémar se rencontrera-t-il dans nos études.

Je n'ai pas besoin de dire que cette inscription conservera dans son église *mère* la place d'honneur qui lui est rendue. Elle y deviendra un motif de plus à l'intérêt que lui accorderont bientôt, nous l'espérons, tous ceux qui ne cessent pas d'aimer les plus belles choses du moyen âge.

NOTICE

SUR LES *Billets de confiance* ÉMIS EN POITOU PENDANT LES ANNÉES 1791 ET 1792.

Par M. LECOINTRE-DUPONT.

L'histoire du papier-monnaie forme un complément presque indispensable de l'histoire des espèces métalliques. L'Essai sur les monnaies frappées dans notre province, que je vous ai présenté, offre donc une lacune que j'ai dû chercher à combler en réunissant les papiers-monnaies créés en Poitou et les documents relatifs à leur émission. Permettez-moi de vous faire connaître les résultats de mes recherches sur ces nouveaux signes représentatifs de la fortune, ou plutôt de la misère publique dans notre province.

Les papiers-monnaies émis en Poitou se divisent en deux classes bien distinctes : la première comprend les billets de confiance, créés en différentes localités, pendant les années 1791 et 1792, pour suppléer à l'insuffisance de la menue monnaie et des assignats de faible valeur ; la seconde se compose des divers bons donnés par les chefs vendéens en paiement d'objets fournis à leur armée. Ces derniers billets, stipulés remboursables à la paix, ont pris le nom d'assignats vendéens. Ils ne furent même souvent que des assignats ordinaires, soit contre-signés par les chefs de l'armée catholique, soit timbrés des armes de France ou de la tête du roi. Aujourd'hui nous ne nous occuperons que des billets de confiance. Rappelons

en quelques mots les causes qui provoquèrent leur émission.

Avant la première révolution, la totalité du numéraire circulant en France s'élevait, au rapport de Necker, à 2,220,000,000 liv., soit 90 livres environ par habitant (1); et en l'absence des institutions de crédit, qui alors n'existaient qu'en germe; en l'absence des maisons de banque, qui manquaient à presque toutes les villes de l'intérieur du royaume, ce numéraire suffisait à tous les besoins de la circulation. L'or entraînait pour plus de huit cent mille livres dans le chiffre total, et, continuellement transporté d'une place à l'autre, il tenait le plus souvent lieu de la lettre de change.

L'émigration, la cherté des subsistances, les approvisionnements de grains et d'effets militaires faits à l'étranger pendant les années calamiteuses 1790 et suivantes, amenèrent la disparition presque complète du numéraire. L'or surtout, plus facile à transporter, sortit presque entièrement de France, et les assignats, créés par l'Assemblée constituante et par l'Assemblée législative, avec affectation de remboursement sur le produit de la vente des biens nationaux, devinrent bientôt, avec les espèces de cuivre, la seule monnaie en circulation. Mais une juste proportion n'avait pas été observée dans la fabrication des assignats des diverses valeurs, et tandis que les billets de cinquante livres et au-dessus inondaient le pays, ceux de cinq livres et au-dessous manquaient pour les transactions journalières et pour la paye des ouvriers, devenus d'autant plus malheureux, que, le travail manquant, l'augmentation des salaires n'avait pas suivi une progression inverse de la dépréciation dont le papier-monnaie avait été atteint dès son origine, et de l'accroissement du prix des denrées, qui avait été le résultat de ce discrédit.

Augmenter, dans ces circonstances, la masse des assignats déjà émis, c'était accroître cette dépréciation. D'ailleurs la fabrication de ces billets était encore soumise à des règles et à un contrôle qui ne permettaient pas à la presse aux assignats de fonctionner sans relâche, et l'on n'était pas encore venu à cette déplorable époque où *la crainte de détruire le crédit et d'alarmer le peuple faisait jeter un voile sur les émissions ordonnées par les décrets*; où Dubois-

(1) NECKER, de l'Administration des finances de la France, t. III, p. 46 et 187.

Grancé hurlait au conseil des Cinq-Cents : *Il faut que les Français sachent bien qu'il leur faut l'assignat ou la mort* (1).

Vainement le gouvernement jetait dans les fourneaux et convertissait en mauvaises espèces de cuivre et de billon les cloches des églises et les métaux divers arrachés aux monastères et aux résidences royales ; les besoins du peuple devançaient les balanciers de la monnaie, et se traduisaient en émeutes dans les grands centres de population. Pour calmer l'irritation populaire, des bureaux furent organisés, vers la fin de 1790, pour l'échange des gros assignats contre des petits ; puis quelques associations particulières se formèrent à Paris, sous le nom de caisses de secours, et émirent, sous les yeux et avec l'approbation tacite de l'autorité, de petits bons qu'elles donnaient en échange d'assignats de cent livres et au-dessus, en rendant ces mêmes assignats aux personnes qui rapportaient pareille valeur en bons des caisses de secours. L'exemple de la capitale fut bientôt suivi partout, et la France se couvrit de caisses patriotiques qui émirent chacune son papier-monnaie, et multiplièrent ainsi, sous diverses formes, le signe représentatif du numéraire (2). Le désir désintéressé de faciliter les petites transactions ne fut pas le seul mobile qui fit naître les caisses patriotiques ;

(1) Rapport de Camus au nom de la commission des finances.—Discours de Dubois-Grancé dans la séance du 22 février 1796.— Voir aussi l'*Histoire de l'administration des finances de la République française pendant l'année 1796*, par sir Francis d'Ivernois, 2^e édit., p. 6 et suiv.

(2) Voir dans le *Moniteur* les séances des 5 et 6 mai 1791.—Le 17 du même mois, M. de Montesquieu proposa un décret portant (art. 3) : « L'Assemblée nationale » approuve tous les établissements particuliers qui, sous la surveillance des corps » administratifs, se chargeraient de mettre en émission des fractions d'assignats de » cinq livres, et de les donner en échange contre des assignats nationaux, à la charge » par eux de fournir des cautionnements suffisants pour la sûreté de leur gestion, et » à la condition expresse d'acheter aux monnaies la quantité de sous nécessaire pour » entretenir l'échange à bureau ouvert desdites fractions d'assignats contre des sous ; » le tout conformément à une instruction qui sera adressée à tous les corps admini- » tratifs. » Cette proposition fut repoussée par l'ordre du jour, et l'Assemblée, par un décret du 20 mai, rendu sur le rapport de Roderer, se contenta d'affranchir du droit de timbre les billets de 25 liv. et au-dessous souscrits par des particuliers et échangeables à vue contre des assignats ou de la monnaie de cuivre, à la volonté des porteurs, sans exiger aucune garantie pour la solidité de ces billets, auxquels, du reste, elle ne reconnaissait aucun caractère légal.

dans beaucoup de localités, leurs fondateurs furent mus par un esprit de spéculation, et virent surtout, dans l'émission de leurs bons, un moyen de se procurer, sans intérêt, un capital qu'ils pourraient employer en négociations commerciales. Du reste, aucune loi générale ne réglementa ces caisses; et, malgré les réclamations énergiques dont retentit plus d'une fois la tribune de l'Assemblée législative, tout à peu près, dans ces institutions, resta livré à l'arbitraire des autorités locales et à la spéculation des fondateurs des caisses patriotiques, qui, dans certaines localités, se réduisaient même à un seul individu. Ce fut, sur une plus grande échelle, et avec la valeur métallique de moins, tout le désordre monétaire des temps les plus barbares de la féodalité.

Niort fut la première ville du Poitou qui créa une caisse patriotique. Dès le 24 janvier 1791, une association s'y constituait dans la salle de la juridiction consulaire, et décidait l'émission de 8,225 bons de 2, de 3 et de 6 livres, au capital de 25,000 livres. Le 11 juin elle émettait 5,000 bons d'une livre et 16,000 de dix sous; le 8 août suivant, 12,000 bons d'une livre et 12,000 de dix sous; et le 23 novembre, par une nouvelle création de bons de dix et de vingt sous, elle portait à 75,000 livres le montant de ses émissions (1). Les vues les plus désintéressées présidèrent à son établissement. D'après l'article 10 de son règlement, les dépenses occasionnées par la caisse devaient être supportées en commun par les fondateurs, sauf à leur être remboursées à l'expiration de trois années, si la perte des billets procurait quelque bénéfice; et l'excédant de ce bénéfice, s'il y en avait, devait être employé en travaux de charité.

Châtellerault eut aussi de bonne heure une caisse patriotique. Nous manquons de documents sur l'époque précise de sa création et sur son organisation primitive; nous savons seulement qu'elle émit en deux fois cinquante mille livres en bons de 3 livres, de 15 sous et de 10 sous. Dès le mois d'août 1791, ces bons avaient été accaparés par des spéculateurs qui ne les donnaient en échange

(1) Je dois à l'obligeance de M. A. Briquet, ancien archiviste de la ville de Niort, les extraits des délibérations relatives à l'établissement de la caisse patriotique et à ses différentes émissions faites en 1791. De nouveaux bons furent créés à Niort en 1792, notamment des billets de cinq sous; mais je n'ai aucun renseignement postérieur au 28 novembre 1791.

des gros assignats que moyennant une prime, et le conseil de la commune *déclarait d'avance mauvais citoyens ceux qui continueraient à faire de pareils agiotages et accaparements*. Le 4 décembre de la même année, quatre actionnaires de la caisse formèrent entre eux une société pour émettre indéfiniment, sous leur garantie solidaire, des bons de confiance de même valeur que les précédents. Ils offrirent de se charger des cinquante mille livres déjà émises, à la condition d'en payer par an deux pour cent d'intérêts applicables aux pauvres, sous la déduction des frais occasionnés par les premières émissions, ce qui fut réalisé jusqu'à concurrence de 43,000 livres; et au mois de novembre suivant, époque de la suppression des caisses patriotiques, ils avaient en émission pour 286,665 livres de bons de confiance (1).

Poitiers et Fontenay-le-Comte n'entrèrent que tardivement dans la voie où Niort et Châtellerault les avaient précédés. M. Fillon, dans ses intéressantes Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay, a fait connaître l'organisation de la caisse patriotique de cette ville, qui, à partir du mois d'août 1791, époque de son établissement, jusqu'au mois de septembre 1792, émit pour 106,000 liv. de bons de confiance (2). Quant à Poitiers, ce ne fut que *sous l'empire de la nécessité* que MM. Pélisson et Segris, députés du commerce, présentèrent au conseil de la commune, sur sa demande formelle, un projet de règlement fort sage pour l'établissement d'une caisse de confiance (3). Le 13 juillet 1791, ce règlement fut adopté, et on vota, le même jour, l'émission de bons de 3 livres, de quarante sous, de trente sous et de vingt sous. Ces bons devaient être imprimés en rose, en bleu, en vert et en noir, selon leur valeur, et signés par des négociants et des membres de la commune chargés de l'administration de la caisse. L'échange des assignats contre des bons de confiance se faisait moyennant demi pour cent de perte pour les assignats de 50 à 100 livres, et pour les assignats de plus

(1) Délibérations du conseil général de la commune de Châtellerault, en date des 11 août, 4 et 26 décembre 1791 et 14 novembre 1792.

(2) *Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay (Vendée)*, t. 1, p. 360, et t. II, p. 313 et suiv.

(3) Registre des délibérations de l'assemblée municipale de Poitiers, séance du 10 juillet 1791.

fortes sommes, moyennant un pour cent. Le produit de ce droit de change était destiné à couvrir les frais d'administration. En cas d'insuffisance, la commune devait y suppléer, comme elle devait aussi supporter les pertes résultant de la falsification des billets ou de toute autre cause; en cas d'excédant, le boni était applicable aux pauvres. Le caissier, aux appointements de six cents livres, ne pouvait avoir en maniement qu'une somme de douze mille livres en bons de confiance ou en assignats, et la vérification de sa caisse se faisait tous les mardis (1).

Je n'ai pu retrouver le chiffre des premières émissions; mais il dut être considérable, puisque, dans une délibération du 21 janvier 1792 (2), on voit qu'il y avait déjà pour 30,000 livres au moins de bons usés ou lacérés. Le règlement du 43 juillet 1791 ne limite point les émissions; il porte seulement (art. 2) que *la somme des mandats en circulation sera toujours égale à celle des assignats qui seront déposés à la caisse*, et (art. 41 et 26) que les bons de 3 livres seront sur papier grand raisin, couleur de rose, avec un chiffre bleu composé des lettres B. D. C. (bon de confiance); ceux de 2 livres, en bleu avec chiffre rose; ceux de trente sous, en vert avec chiffre noir, et ceux de vingt sous, en noir avec chiffre vert. Les bons de dix et de quinze sous, qui furent émis plus tard, furent tirés en noir sur papier jaune et sur papier blanc. Voici leur inscription :

CAISSE PATRIOTIQUE DE POITIERS

*Cautionnée par le conseil général de la commune,
autorisée à cet effet par les directoires de département et de district.*

BON DE VINGT SOUS

Remboursable en assignats.

Malgré la sagesse du règlement, il paraît que la confiance dans les bons de la caisse fut quelque temps à se généraliser. Au mois de février 1792, le trésorier du district, ainsi que les directeurs de la poste aux lettres et de la messagerie, refusaient encore de les

(1) Registre contenant les délibérations de la municipalité de Poitiers du 1^{er} mai 1791 au 18 avril 1792, f^{os} 23 et suiv.

(2) *Ibid.*, f^o 106 recto.

admettre en paiement, et il fallut un message de la municipalité pour leur intimer d'avoir à les prendre (1). Le discrédit qui les frappait résulta encore mieux d'un mémoire adressé par la Commune, le 14 octobre 1791, à l'Assemblée nationale (2). Cette pièce résume trop fidèlement la position financière de Poitiers à cette malheureuse époque, pour que nous ne la reproduisions pas ici.

« L'état de détresse où Poitiers est réduit, particulièrement » depuis l'émigration, devient chaque jour plus accablant; l'or, » l'argent, la monnaie, les petits assignats, tout est disparu. Il ne » nous resterait aucun moyen d'échange, si l'on n'y eût pourvu » par l'établissement d'une caisse patriotique; mais, quelque sage » que soit cette institution, les bons n'ont obtenu qu'une confiance » partielle; ils ne sortent point de nos murs pour passer dans les » campagnes, où ils ne sont pas accrédités. Tous les citoyens qui » ont des relations au dehors rejettent un papier qui n'y a pas » cours. Le boucher, le boulanger, le pourvoyeur, l'entrepreneur, » le chef d'atelier, le manufacturier en laine, en coton, ne peuvent faire leurs paiements ordinaires sans recourir à des échanges » souvent difficiles et toujours ruineux. Les hôpitaux, celui particulièrement qui se trouve chargé de payer les mois de nourrice » pour les enfants trouvés, éprouvent les plus grandes difficultés et » un préjudice énorme. Pour parer, autant qu'il est en eux, à des » inconvénients aussi fâcheux, les officiers municipaux s'adressent » avec confiance aux pères de la patrie, et sollicitent de leur bienfaisance ordinaire, et conformément à la loi du 20 septembre, » une somme de dix-huit à vingt mille livres par semaine, en » assignats de cinq livres, dont ils remettront le montant en gros » assignats. »

Toutefois, le 24 novembre suivant, le caissier n'avait plus de bons de confiance à émettre, et les commissaires nommés pour la signature, ainsi que le caissier lui-même, peu confiants dans le cautionnement de la municipalité, *dont les revenus*, disaient-ils, *étaient nuls en ce moment*, se refusaient à signer de nouveaux billets,

(1) Registre contenant les délibérations de la municipalité de Poitiers du 1^{er} mai 1791 au 18 avril 1792, fo 121 verso.

(2) *Ibid.*, fo 66 verso.

pour ne pas engager davantage leur responsabilité morale en apposant leurs noms sur des bons dont la contre-valeur n'offrait déjà plus de garantie réelle, et devait, quelques années plus tard, s'anéantir complètement dans une immense banqueroute de 45 milliards (4). Les commissaires furent remplacés, et le 21 janvier fut ordonné une nouvelle émission de cent mille livres, moitié en bons de dix sous, le quart en bons de vingt sous, et l'autre quart en bons de deux livres (2).

A partir de ce moment, les émissions se multiplient. D'abord ce sont encore cent mille livres qu'on lance dans la circulation le 31 mars 1792 (3); puis encore même somme le 19 mai suivant, dont quarante mille livres en bons de quinze sous (4); puis deux cent mille livres, le 3 juillet, en bons de vingt, de quinze et de dix sous (5); ensemble cinq cent mille livres en moins de six mois. Il était si facile de battre ainsi monnaie! Pour éviter les lenteurs, et aussi peut-être pour dissimuler le refus fait par les négociants les plus notables de signer les nouveaux billets, on avait supprimé les signatures des commissaires et du caissier, en les remplaçant par une simple griffe d'abord au nom de Deschamps, et, pour la dernière création, au nom de Joigny-Masson.

Heureusement pour la Commune de Poitiers, un décret de la Convention, rendu, sous la pression de la Commune de Paris, le 8 novembre 1792, vint faire cesser sa responsabilité pour ces émissions immodérées. Toutes les caisses patriotiques et de confiance furent supprimées d'un seul coup, et la création de nouveaux bons de confiance assimilée au crime de fabrication de fausse monnaie. Comme dans toutes les mesures révolutionnaires, on n'eut égard ni aux difficultés du moment, ni aux besoins des ouvriers et des indigents, pour lesquels les bons de confiance tenaient lieu de menue monnaie, ni aux intérêts engagés dans beaucoup de ces caisses, qui étaient, comme celle de Châtellerault, la propriété

(1) Registre des délibérations de la municipalité de Poitiers du 1^{er} mai 1791 au 18 avril 1792, fo^s 79 et 80.

(2) *Ibid.*, fo 106 recto.

(3) *Ibid.*, fo 139 recto.

(4) Registre des délibérations du 21 avril au 5 décembre 1792, fo 10 verso.

(5) *Ibid.*, fo 30.

d'associations commerciales vivifiées par l'emploi des assignats échangés contre leurs bons. Dans les trois jours de la promulgation ; ces associations durent représenter, sous peine de contrainte par corps contre leurs membres, des valeurs suffisantes pour retirer ces bons. Le décret les obligea à vendre immédiatement les gages qui représentaient ces valeurs, mit à la charge des corps municipaux le déficit qui pouvait se trouver dans les caisses de confiance créées dans leurs communes avec ou sans leur participation, et prescrivit la répartition de ce déficit au marc la livre entre les habitants, d'après un mode de contribution extraordinaire. Enfin tous les bons devaient être retirés de la circulation avant le premier janvier (1), sous peine de déchéance contre les porteurs qui n'auraient point fait de diligences, avant ce jour, pour obtenir leur remboursement. Ordre fut donné aux municipalités de recevoir réciproquement leurs bons, et la franchise leur fut accordée à la poste pour les envois tant des billets de confiance que de leur contre-valeur. Ce décret fut rendu sans discussion. Les caisses patriotiques, *créations de ces aristocrates de bourgeois et de marchands en faveur du peuple* (2), déplaisaient à la Commune de Paris : elle venait de députer à l'Assemblée plusieurs de ses membres pour demander leur suppression. La Convention prévint leur démarche en frappant sans distinction, sans ménagements, toutes ces institutions qui, malgré leurs imperfections, avaient rendu dans les provinces d'immenses services au commerce, à l'industrie et à l'indigence. Quand la députation de la Commune arriva à l'Assemblée, le décret venait d'être voté (3). Si vous le

(1) La Convention fut forcée de reconnaître que cette disposition de son décret était inexécutable, et le 19 décembre elle prorogea les délais jusqu'au 1^{er} mars pour certains bons, et jusqu'au 1^{er} juillet pour les autres. Ces délais furent plus tard étendus jusqu'aux 1^{er} avril et 1^{er} août.

(2) Une nouvelle aristocratie veut s'élever sur les débris de l'ancienne par le fatal ascendant des richesses. Les maisons de commerce, de banque, de secours, les caisses prétendues patriotiques, étaient ligüées avec le tyran des Tuileries. — *Discours de l'orateur de la Commune de Paris à la barre de la Convention*. V. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. xx, p. 413.

(3) *Moniteur* du 9 novembre 1792. — Il faut reconnaître que plusieurs caisses patriotiques, par leur mauvaise administration, avaient altéré le crédit nécessaire à ces établissements. Ainsi, le 1^{er} avril 1792, l'Assemblée législative avait dû mettre

cherchez dans le *Moniteur*, vous le trouverez immédiatement à la suite de l'acte d'accusation présenté par Mailhe contre le vertueux et infortuné Louis XVI. La fermentation, les alarmes pour les subsistances qu'allait soulever dans les départements le retrait subit des bons de confiance devaient fournir aux fureurs des sections de Paris un nouveau thème de calomnies contre le roi, un nouveau prétexte de presser son jugement (1).

Lorsque le décret du 8 novembre parut, la caisse patriotique de Poitiers avait en circulation pour 571,000 livres de billets (2). Malgré quelques murmures et quelques menaces, leur retrait paraît s'être effectué sans grandes difficultés à Poitiers, grâce à des envois de petits assignats que le conventionnel Thibaudeau fit faire à la Commune; grâce surtout à un bureau central d'échange établi par les *Amis de la liberté et de l'égalité*. La circulaire suivante, adressée aux diverses municipalités par le directeur du bureau d'échange, fait connaître le but et la durée de cette institution. Cette circulaire est curieuse à plus d'un titre; nous la reproduisons le plus fidèlement possible :

« L'amour de la Liberté, fruit de l'oppression, a porté les Citoyens
» amis de la Patrie à consulter en tout l'intérêt général; de là
» cette confiance, ce pacte tacite, mais universel, auquel tout le
» monde a été obligé de se soumettre, a fait recevoir dans la cir-

trois millions à la disposition de la municipalité de Paris pour venir en aide à la maison de secours, qui avait suspendu le paiement de ses billets de confiance. Par une loi promulguée le même jour, elle avait enjoint à toutes les municipalités de vérifier l'état des caisses ayant émis des bons de confiance, et de constater l'existence des gages qui devaient en répondre. Elle avait prescrit en même temps de prévenir et d'arrêter toutes nouvelles fabrications. Cette loi ne fut point observée, malgré les nombreuses circulaires du ministre Roland qui en recommandaient l'exécution.

(1) N'entendez-vous pas tous les jours, dans cette enceinte et dehors, des hommes crier avec fureur : Si le pain est cher, la cause en est au Temple; si le numéraire est rare, si nos armées sont mal approvisionnées, la cause en est au Temple; si nous avons à souffrir chaque jour du spectacle du désordre et de la misère publics, la cause en est au Temple! — Ceux qui tiennent ce langage savent bien cependant que la cherté du pain, le défaut de circulation des subsistances, la disparition de l'argent, la dilapidation dans les ressources de nos armées, la nudité du peuple et de nos soldats, tiennent à d'autres causes. Quels sont donc leurs projets? — *Discours de Vergniaud, dans l'Histoire des Girondins*, liv. xxxiii, § 23.

(2) Lettre du maire aux administrateurs du département (*archives de la Vienne*, classe L, n° 84).

» culation, des billets de confiance émis dans toutes les parties de
» la République.

» La classe indigente, qui communément ne sait pas lire, pou-
» voit être facilement trompée; cependant elle n'a pas mis de
» bornes à sa confiance, et elle a pris indistinctement ces Billets
» en paiement. Étant dépourvue des ressources de la correspon-
» dance pour obtenir des Municipalités éloignées le rembourse-
» ment dû à sa bonne foi, les Amis de la Liberté et de l'Égalité de la
» ville de Poitiers, se sont fait un devoir de venir à son secours; ils
» ont imaginé d'établir un Bureau d'échange; ils en ont présenté
» le projet au Département de la Vienne, qui l'a approuvé par son
» Arrêté du 18 Décembre 1792.

» En conséquence, je vous envoie des Billets de confiance qui
» concernent votre Municipalité, dont ce Bureau a réalisé le
» paiement en Coupures et Assignats; cet envoi pourra être suivi
» d'un autre, et même de plusieurs, d'ici le 15 janvier 1793, que
» le Bureau sera clôs, etc. (1). »

Encore qu'un faussaire de Gençay ait été condamné aux fers pour contrefaçon de bons de confiance, je ne sache pas que la Commune de Poitiers ait eu de pertes à supporter pour remboursement de faux billets de sa caisse patriotique : plus heureuse que celle de Melle, qui, sur 351 billets de vingt sous brûlés le 21 février 1793, en trouva 48 faux (2); plus heureuse surtout que celle de Bourges, qui en remboursa pour plus de sept mille livres (3). Les primes perçues pour l'échange des billets de confiance donnèrent même un bénéfice net de 19,664 livres 7 sous, qui auraient dû, aux termes du règlement du 13 juillet 1794, être appliqués aux pauvres. Par un arrêté du 3 ventôse an II, Ingrand, alors en mission dans le dé-

(1) D'après un exemplaire original appartenant à M. Fillon. — Voir aux archives de la Vienne le règlement de ce bureau d'échange.

(2) La caisse patriotique de Melle, formée le 20 mars 1792, avait créé seulement pour 12,000 livres de bons de confiance, savoir : 4,800 livres en bons de cinq sous, 3,000 livres en bons de dix sous, 2,400 livres en bons de quinze sous, et 1,800 livres en bons de vingt sous. Suivant sept procès-verbaux en date des 23 janvier, 21 février, 6 mars, 11 mai et 12 juillet 1793, 27 nivôse et 27 germinal an II, il en fut brûlé, conformément aux dispositions du décret du 8 novembre 1792, pour 10,318 livres. — *Registre des délibérations de la ville et municipalité de Melle*, f^o 150, 151, 180, 182, 183, 195, 203, 228 et 243.

(3) Pierquin de Gembloux, *Histoire monétaire et philologique du Berry*, p. 150.

partement, autorisa la commune à en disposer à son profit (4).

A Châtellerault, l'encombrement des billets de confiance locaux et étrangers et la contrefaçon des bons de la première caisse occasionnèrent une vive agitation, et quelques désordres au minage et parmi les bouchers. L'autorité locale, faute de quantité suffisante de petits assignats pour remplacer les bons de confiance, toléra au delà du 1^{er} janvier le cours des billets émis par les actionnaires de la caisse patriotique, en faveur desquels elle sollicita vainement de la Convention un prêt de cent mille livres remboursables par tiers dans trois mois. De leur côté, les actionnaires se pressèrent peu de se conformer à toutes les dispositions du décret du 8 novembre. Le 7 pluviôse an II, la Commune leur réclamait encore le remboursement d'une certaine quantité de leurs bons, remboursément qu'ils ajournaient depuis plusieurs mois, au grand scandale des *vrais sans-culottes* (2). On s'explique facilement leur retard à payer : c'étaient des spéculateurs. Plus ils attendaient, moins les assignats qu'ils devaient remettre avaient de valeur. Au mois de pluviôse an II, les assignats, par rapport à la menue monnaie, n'avaient encore subi qu'une dépréciation du tiers de leur valeur nominale ; deux ans plus tard, un louis de 24 livres s'achetait au prix de 6,200 livres d'assignats (3). Le retrait des bons de confiance de Châtellerault se continua jusqu'en 1797. Un procès-verbal du 22 prairial an V constate que 2,762 billets, montant ensemble à la somme de 3,388 livres 10 sous, furent brûlés ce jour sur la promenade de cette ville, au pied de l'arbre de la liberté (4).

Le format des billets de confiance émis en Poitou varia de 6 centim. sur 4 à 10 centim. sur 6. Dans plusieurs localités, telles que Niort, Châtellerault, Saint-Maixent, ils furent imprimés sur de vieilles cartes à jouer, soit entières, soit coupées par moitié. Leur inscription se borne le plus souvent à désigner la localité où ils ont été émis, l'autorisation accordée à leur création par les directoires de district ou de département, leur valeur nominale et la valeur des assignats

(1) Archives de la Vienne, liasse 1, 84.

(2) Délibérations du conseil général de la commune de Châtellerault, en date des 14 novembre et 9 décembre 1792 ; 2, 4, 5, 6 et 9 janvier 1793 et 7 pluviôse an II.

(3) Voir l'arrêté du directoire du département de la Vienne du 12 thermidor an V, portant fixation des valeurs successives du papier-monnaie dans son arrondissement.

(4) Registre des délibérations de la commune de Châtellerault.

contre lesquels ils étaient échangeables. Les billets de la municipalité de l'île d'Olonne et quelques-uns de ceux du district de Thouars portent en tête la devise : **ADORE UN DIEU, SOIS JUSTE ET CHÉRIS LA PATRIE**. Quelques bons émis par la municipalité de Thouars indiquent, par les mots : *Travaux de charité*, l'objet spécial de leur création. Le peu de soin apporté, en général, dans la confection des billets rendit très-facile leur contrefaçon. Ainsi ceux de Luçon furent très-aisément imités à la main.

Les localités du Poitou qui ont, à ma connaissance, émis des billets de confiance, sont : pour le département de la Vienne, Poitiers, Châtellerault, Civray, Charroux, Loudun, Montmorillon, Saint-Savin, la Trimouille, l'île-Jourdain ; pour les Deux-Sèvres, Niort, Melle, Parthenay, Bressuire, Thouars, Saint-Maixent, Mauzé, Airvault et Chef-Boutonne ; et pour la Vendée, Fontenay, la Roche-sur-Yon, les Sables-d'Olonne, Luçon, Montaigu, la Châtaigneraie, l'île-d'Yeu, l'île-d'Olonne, Mortagne, Challans et Noirmoutiers. Je donne à la suite de cette notice le tableau des billets de ces différentes localités dont j'ai pu retrouver les originaux ou la mention.

Des recherches faites dans les archives des autres villes du Poitou et dans les cabinets des collecteurs de papiers-monnaies permettront de compléter ce tableau, nécessairement très-imparfait (1).

Les billets de confiance sont des antiquités bien modernes, et cependant leur souvenir est déjà presque complètement effacé, comme celui des mandats territoriaux de l'an IV, comme celui du projet de cédules hypothécaires, mort-né en 1796, et ressuscité avec grand fracas, mais sans succès, comme une nouveauté, en 1848 ; et cependant leur histoire n'est pas, il me semble, moins intéressante à étudier, moins utile à connaître que celle de ces vieilles pièces mérovingiennes et baronales dont je vous ai entretenus autrefois dans un travail que vous avez bien voulu accueillir avec tant d'indulgence.

(1) M. Lagrenée, juge à Versailles, possesseur d'une collection considérable des papiers-monnaies émis pendant la première révolution, m'a fait connaître un grand nombre de ces bons de confiance. MM. Briquet, de Niort ; Rondier, de Melle ; Fillon, de Fontenay ; Bonsergent et E. Lecointre, de Poitiers, m'ont aussi fourni de précieuses indications pour la confection de ce tableau. Je les prie d'en recevoir ici mes remerciements.

TABLEAU DES BILLETS DE CONFIANCE ÉMIS EN POITOU.

DÉPARTEMENT DES DEUX-SÈVRES.

		1 s.	2 s.	5 s.	10 s.	15 s.	20 s.	3 l.
Airvault.	Billets de la ville.	2 s.	5 s.					
Bressuire.	Billets de la commune.	10	2	4	10 s.	15 s.	20 s.	
Chef-Boutonne.	Billets de la caisse patriotique.	3	5					
Mauzé.	Billets de la caisse patriotique.	3	5					
Melle.	Billets de la caisse patriotique.	3	5					
Niort.	Billets de la caisse patriotique.	2 l.	5	10	15	20		
"	Création du 20 mars 1792.	2 l.	5	10	15	20		
"	Création du 24 janvier 1791.	2 l.	5	10	15	20		
"	Création du 8 juin 1791.	10 s.	20 s.		6 l.			
"	Création du 8 août 1791.	10	20					
"	Création du 23 novembre 1791.	10	20					
Parthenay.	Billets de la caisse patriotique.	5	10					
St-Maixent.	Billets de la société patriotique.	2	5	3	5 s.	20	30	3 l.
"	Emission de juin 1792.	10	15	15	20	30	3 l.	
"	Création du 26 juillet 1791.	10	15	15	20	30	3 l.	
St-Maixent.	Billets de la caisse patriotique.	3	5	10	20	30	3 l.	
Thouars.	Billets du district.	1	5	10	20	30	3 l.	
Thouars.	Billets de la commune.	1	5	10	20	30	3 l.	
Thouars.	Billets de la municipalité.	1	5	10	20	30	3 l.	
	(Travaux de charité.)	1	5	10	20	30	3 l.	

DÉPARTEMENT DE LA VENDEE.

Challans.	Billets du district.	Création du 18 août 1791.	5 s.	10 s.					
Fontenay.	Billets de la commune.	Création du 29 avril 1792.	10	20	21.				
"	"	Création du 26 juin 1792.	5	12	15 s.				
"	"	Création du 2 septembre 1792.	5	12	15				
Ile d'Olonne.	Billets de la commune.	Création du 22 mars 1792.	1	2	3	4 s.			
Ile-d'Yeu.	Billets de la caisse patriotique.		2	5	10	20	30 s.		
La Châtaigneraye.	Billets de la caisse patriotique.		2	3	4	10	20		
La Roche-a.-Yon.	Billets de la commune.	Première création.	5	10	20				
Les Sab.-d'Olonne	Billets de la ville.	Création du 13 mars 1792.	5	10	15	3 l.			
"	Billets de la municipalité.		5	10	40	30 s.			
"	Billets du conseil général de la commune.	Création du 1 ^{er} août 1792.	5	10	30				
Lacaze.	Billets de la caisse patriotique.		2	5	10	10	16 s.		20 s.
Montaigu.	Billets de la municipalité.	Création du 5 mai 1792.	4	5	8				
"	Billets du district.	Création du 14 juillet 1792.	10	20					
Mortagne.	Billets de la municipalité.	Création de mai 1792.	5	10	15				
Noirmoutiers.	Billets de la caisse patriotique.	Création de janvier 1792.	5	10	20				

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE.

Charroux.	Billets de la caisse patriotique.	Caisse 1791.	2 s.				
Châtellerault.	Billets de la caisse patriotique.	Caisse Méreau, 1791 et 1792.	10	15 s.	3 l.		
Civray.	Billets de la caisse patriotique.		10	15	25 s.	3 l.	
La Trimouille.	Billets du canton.		5	10	20	25 s.	30
L'île-Jourdain.			5	10			
Loudun.	Billets de la caisse patriotique.		10	2 s. 6 d.	5	10	20 s.
Montmorillon.	Billets de la caisse patriotique.	Émissions de 1791.	5	10	15	20	50 s.
Poitiers.		Émissions de 1792.	20	30	2 l.	3 l.	
"			10	15	20 s.	2	
Saint-Savin.			5	10	20	30 s.	

OBSERVATION.

Les indications données dans la seconde colonne sont prises sur l'inscription des billets. Ainsi les bons des Sables-d'Olonne, quoique tous émis par l'autorité municipale, forment trois séries bien distinctes. Ceux de la première création portent en tête : *Ville des Sables* ; ceux de la seconde : *Municipalité des Sables* ; ceux de la troisième : *Conseil général de la commune des Sables*. Les mots *Caisse patriotique* doivent être interprétés de différentes manières, selon les localités. A Poitiers, la caisse patriotique était une véritable institution municipale fonctionnant aux risques et périls de la commune ; à Châtellerault, elle était l'œuvre et la propriété d'une association commerciale ; à Montmorillon, elle était cautionnée par les officiers municipaux individuellement ; à Civray, par les membres du district et de la municipalité. Les caisses de Niort, de Melle, de St-Maixent, fonctionnaient sous la garantie de citoyens notables qui s'étaient associés pour les former.

COMPTE RENDU.

La Société s'est réunie les 19 avril, 18 mai et 24 juin, et, dans ces trois séances, elle a entendu les lectures suivantes :

1^o Fin d'un mémoire sur la voie romaine de la capitale des Andes à la capitale des Redones, par M. de Matty de la Tour ;

2^o Fin d'un mémoire sur la cathédrale de Poitiers, par M. l'abbé Auber ;

3^o Notice sur une fresque découverte dans l'église Notre-Dame de Chauvigny, par le même membre, travail inséré au présent bulletin ;

4^o Notice sur une inscription trouvée dans l'église Sainte-Radégonde de Poitiers, par le même membre, travail inséré au présent bulletin ;

5^o Plusieurs extraits d'un mémoire sur Civray, par M. Faye.

Admissions.

Ont été admis : comme membres titulaires résidants, MM. H. et L. Godineau de la Bretonnerie, architectes ; comme membre titulaire non résidant, M. Fournial, principal du collège de Loudun

Donn.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par la Société de l'École des chartes, la collection de sa bibliothèque, moins le tome 1^{er}, qui est épuisé ; — Par la Société de l'Histoire de France, son 4^e bulletin de 1849 ; — Par l'Académie de Reims, ses bulletins n^{os} 8, 9, 10, 11 et 12 ; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, son 1^{er} bulletin de 1849 ; — Par la Société libre des beaux-arts, le t. XVI de ses *Annales* ; — Par l'Académie de Rouen, ses Mémoires de 1848 ; — Par la Société centrale d'agriculture, sciences et belles-lettres du département du Nord, *Recueil d'actes en langue romane wallonne* ; — Par l'Association britannique d'archéologie, le n^o XVII de son journal (avril 1849) ; — Par la Société numismatique de Londres, le n^o XLII de *the Numismatic Chronicle* ; — Par la Société d'archéologie de Lorraine, la 4^{re} livrai-

son du tome 4^{re} de ses bulletins; — Par la Société d'agriculture, sciences et belles-lettres de Rochefort, ses bulletins 4, 2, 3 et 4 de l'année académique 1848-1849; — Par M. Hucher, du Mans, *Catalogue raisonné des monnaies romaines trouvées dans le jardin du collège du Mans en 1848*; — Par M. Lecoq, de Clermont-Ferrand, les livraisons 1 et 2 du tome XXII des *Annales scientifiques de l'Auvergne*; — Par M. Didron, les livraisons 4 et 2 du tome IX des *Annales archéologiques* (souscription de la Société); — Par les administrations de ces journaux, le n° 1684 de *the Literary Gazette*, et le n° 8 de *la Tribune des Peuples*.

Manuscripts.

Par M. de la Tousche, *Copie de pièces concernant le prieuré de Savigny-sur-Vienne*; — Par MM. Mangon de la Lande, diverses pièces relatives à M. l'abbé Gibault.

Objets divers.

Par M. Orillard, maire de Poitiers, un boulet de canon de gros calibre trouvé dans le Clain; — Par M. Ritter, de Fontenay, un buste en plâtre du mathématicien Viette.

Chronique.

Les membres de la Société apprendront avec plaisir que les magnifiques ruines de l'église abbatiale de Fontgombaud, menacées de disparaître par des ventes en détail, et qui par cela même touchaient à une démolition complète, resteront désormais acquises à l'archéologie. M. de Chergé, inspecteur des monuments historiques de la Vienne, vient d'annoncer officiellement à M. le président que le gouvernement a alloué des fonds pour l'acquisition et la conservation des précieux restes de ce bel édifice, l'un des plus beaux types du xii^e siècle dans nos contrées. Fontgombaud est situé à peu de distance du Blanc, dans le département de l'Indre. Personne ne pouvait mieux apprécier ces ruines désormais impérissables que M. de Chergé, qui les avait décrites il y a quelques années dans un intéressant mémoire lu à l'une des séances publiques de la Société. M. Merindol, architecte du ministère des cultes, chargé de l'inspection des édifices diocésains dépendant de l'évêché de Poitiers, a reçu la mission d'assurer la conservation de ces précieuses ruines.

M. le ministre de l'intérieur vient d'accorder une importante allocation pour la restauration de la belle église St-Hilaire de Melle.

On avait craint que la tour de la Poudrière, dernier débris remarquable de l'ancien château de Clain et Boivre, élevé sous Poitiers par Jean, duc de Berry, ne fût détruite par le passage du chemin de fer. Tous les amis de l'antiquité, et notamment M. Compaing, ingénieur du chemin de fer à la résidence de Poitiers, se sont intéressés à sa conservation, qui paraît maintenant assurée.

Deux nouveaux membres de la Société, MM. Godineau de la Bretonnerie, lui ont soumis des plans et dessins très-remarquables de l'église de Lusignan, dont la restauration est vivement sollicitée auprès de M. le ministre de l'intérieur.

De belles fresques du *xiii^e* siècle ont été découvertes à l'église Sainte-Radégonde de Poitiers sous le badigeon de la voûte du chœur. Elles ont été calquées avec une grande exactitude par M. Honoré Hivonnait, qui travaille à les restaurer sous la direction de MM. l'abbé Auber et Ménard.

Le conseil municipal de Poitiers a, sur la demande de M. le ministre de l'intérieur, qui de son côté promet une nouvelle allocation, voté quatre mille cinq cents francs, payables en trois annuités, pour contribuer à l'achèvement de la restauration de Notre-Dame de Poitiers. Il y a lieu d'espérer que les travaux interrompus seront repris aussitôt que sera terminée la belle restauration de Saint-Pierre de Chauvigny, qui s'exécute, aux frais de l'État, par les soins de M. Dupré, et sous la savante direction de M. Jolly, architecte du ministère de l'intérieur.

M. le Préfet de la Vienne vient de former à Poitiers une commission des bâtiments civils, dont il est président. Cette commission a pour vice-président M. de Matty de Latour, et compte dans son sein plusieurs autres membres de la Société.

Nécrologie.

La Société des Antiquaires de l'Ouest a fait une perte infiniment regrettable dans la personne de M. René-Primevère Lesson, pharmacien en chef de la marine, correspondant de l'Académie

des sciences, né à Rochefort le 20 mars 1794, et décédé dans la même ville le 28 avril 1849.

En 1822, il accompagna le capitaine Duperrey dans le voyage de circumnavigation exécuté sur la corvette la *Coquille*. « A dater de cette époque, dit M. Lefèvre, il prit place parmi les naturalistes les plus distingués du xix^e siècle, et, son ardeur pour la science croissant en même temps que sa réputation, pas une année ne s'écoula sans qu'il ne mit au jour quelques nouvelles productions. Ses nombreux ouvrages sur l'*ornithologie* sont surtout estimés des savants; ils lui ont valu un des premiers rangs parmi les hommes qui s'occupent de l'étude de cette branche importante de la zoologie. »

Doué d'une prodigieuse activité et d'une rare facilité de travail, il trouva moyen, au milieu de ses vastes études d'histoire naturelle, de se livrer, à titre de délassement, à des recherches sur les antiquités du département de la Charente-Inférieure, et publia successivement : en 1840, des *Lettres historiques et archéologiques sur la Saintonge et l'Aunis* (in-8°); de 1842 à 1845, les *Fastes historiques, archéologiques et biographiques de la Charente-Inférieure* (2 vol. in-8°); en 1845, un livre intitulé : *Histoire, Archéologie et Légendes des marches de la Saintonge* (in-8°); en 1846, son *Musée Anaïs, choix de vues des monuments historiques de la Saintonge et de l'Aunis* (in-8°); en 1847 enfin, son *Ère celtique de la Saintonge* (in-8°). — La Société des Antiquaires lui doit deux notes : l'une sur la *basilique de Marestay* (*Bull.*, année 1840, p. 46); l'autre sur l'*église d'Ecurat* (*Mém.*, année 1844, p. 156), et une série de dessins de divers monuments de la Charente-Inférieure. M. Lesson, se trouvant à Poitiers à la fin de l'année 1846, fut invité à présider la séance publique du 28 décembre, qu'il ouvrit par un discours (*Mém.*, année 1846, p. 45) dans lequel on trouve la preuve du zèle dont il était animé pour la science archéologique. « Il n'est pas digne d'être appelé homme civilisé, disait-il, celui qui marche avec l'indifférence du sauvage au milieu de sa terre natale, fermant les yeux à ses merveilles, les oreilles à ses enseignements. »

AVIS.

Pour faciliter aux membres les moyens de compléter leurs collections des publications de la Société, le conseil d'administration a réduit pour eux à cinq francs le prix de la plupart des volumes de Mémoires et de Bulletins, pris chez le trésorier, M. Rédel.

Les volumes de Mémoires de 1855 et 1842, et de Bulletins des années 1835-36 et 37. — 1844-45 et 46, qui sont presque complètement épuisés, sont seuls exceptés de cette réduction de prix.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

TROISIÈME TRIMESTRE DE 1849.

SOMMAIRE.

I. — *Notes historiques* sur la ville de Sivrai, par M. LÉON FAYE.

II. — *Compte rendu et Chronique.*

NOTES HISTORIQUES

SUR LA VILLE DE SIVRAI,

Par M. LÉON FAYE.

I.

Réunir et mettre en ordre les documents épars que j'ai recueillis sur une ville à laquelle son château, son église et la sénéchaussée dont elle fut le siège, ont donné une certaine importance, tel est le but de cette notice.

En essayant de suppléer au laconisme des ouvrages dans lesquels on rencontre quelques détails sur Sivrai (1), devenu l'un des chefs-

(1) Voici en quels termes Corneille parle de Sivrai dans son *Dictionnaire géographique* publié en 1708 : — « SIVRAY (en latin *Sivriacum*), ville de France, dans le Poitou, sur la Charente, à trois lieues de sa source, à dix au midi de la ville de Poitiers, sur le chemin d'Angoulême. L'église paroissiale de cette petite ville est dédiée à saint Nicolas. Outre cette église, elle a un couvent de capucins et de religieuses urselines (il faut lire bénédictines). Les religieux y étoient autrefois en très-grand nombre, à cause d'un temple qu'ils y avoient. Il y a à Sivray une sénéchaussée royale. Cette ville est le chef-lieu d'un comté auquel elle donne son nom, et qui est composé de cinq baronnies, qui sont : Sivray, Aulnay, Chissay,

lieux d'arrondissement du département de la Vienne, je n'ai pas assurément la prétention d'écrire l'histoire de cette ville, et il sera facile de reconnaître que trop souvent mes recherches sont demeurées incomplètes. Toutefois, sans m'exagérer la valeur des notes que je publie, j'ose croire qu'elles ne paraîtront pas entièrement dépourvues d'intérêt, et je dois, pour ce motif, un témoignage public de gratitude à toutes les personnes qui m'ont prêté leur concours, non moins empressé que bienveillant.

Je dois aussi dire sur-le-champ pourquoi je fais subir un double changement à l'orthographe actuelle du nom de la ville dont je m'occupe, et j'emprunte au savant auteur des Observations sur les noms de lieux en Poitou (1) les raisons que j'invoque à cet égard. M. Rédet fait, en effet, judicieusement observer que dans le mot CIVRAY, tel qu'on l'écrit aujourd'hui, le c a pris la place de l's par un pur caprice, et qu'il en est de même de l'x substitué à l'i, puisque la prononciation ne se trouve pas modifiée. Sur ce dernier point, M. Rédet n'a pas hésité à revenir à l'ancien usage; il a sacrifié, avec raison, l'x (2), quoiqu'il ait été employé dès le xiii^e siè-

» Melle et Usson. Le comté de Sivray est un domaine de la couronne et membre du
 » comté de Poitou. (*Mém. manusc.*) » — Cette note se trouve reproduite textuellement dans le dictionnaire de Lamartinière, qui parut soixante ans plus tard. — L'*Abrégé de l'histoire du Poitou* de Thibaudeau (t. III, p. 317 et suiv.), publié en 1783, contient l'historique de l'établissement de la sénéchaussée de Sivray, rédigé d'après les indications fournies à cet auteur par M. Lelong, procureur du roi. — On lit dans l'*Histoire des villes de France*, éditée en 1846 par M. Guilbert (t. IV, p. 348 et 349), une courte notice sur Sivray écrite par M. de la Fontenelle. — Malchin, dans son *Histoire de la Saintonge et du Poitou* (1671), dit (page 189) quelques mots de la ville de Sivray « bastie sur la Charente, dans un pays fort agréable, comme
 » sont tous ceux où passe cette belle rivière. » — Enfin on trouve un mémoire (anonyme) sur la même ville dans les *Affiches du Poitou* (année 1773, p. 51, 54 et 59); mais les seuls renseignements historiques que renferme cette notice se résument dans la phrase suivante : « On juge par la façade de l'église et les restes du
 » château que cette ville est très-ancienne. »

(1) *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest* (1846), p. 317 et 324.

(2) « Des savants dont l'autorité est d'un grand poids, dit M. Rédet (*loc. cit.*),
 » ont jugé que, puisque l'on avait supprimé l'Y à la fin des noms communs, tels
 » que *loy, roy, luy, etc.*, il n'y avait pas plus de raisons de le maintenir à la fin
 » des noms de lieux, et, non contents de proposer cette réforme, ils l'ont réalisée
 » dans leurs ouvrages. »

cle (4); mais il n'a pas cru pouvoir aller jusqu'à rendre à l's ses anciens droits, tout en reconnaissant néanmoins que le c ne se montra dans le mot Sivrai que vers le commencement du xv^e siècle, et que l's continua d'être employé par plusieurs écrivains jusqu'à la fin du siècle dernier (2). Pour moi, je ne recule pas devant une réforme complète, et, détrônant impitoyablement le c que l'étymologie repousse, comme M. Rédet a déjà détrôné l'x, je me crois autorisé à écrire SIVRAI, comme jadis l'écrivaient nos pères.

J'ai prononcé le mot d'étymologie; il faut donc que je donne celle de Sivrai. Au premier abord, on serait tenté de croire que ce nom a une origine celtique (3), et les monuments de cette époque qu'on trouve dans les environs de la ville (4) sembleraient justifier cette opinion. On doit néanmoins la rejeter, et ici je ne puis mieux faire que de laisser parler M. Cardin, si compétent en pareille matière : « Il est certain, à mon sentiment, m'écrit ce linguiste érudit, que » Civray a une origine gallo-romaine, et que son nom est dérivé de » celui de SEVERUS. La désinence *acum*, ainsi que je l'ai expliqué » dans ma dissertation sur Mignalou (5), est adjectivale; elle ex- » prime un rapport entre l'objet dont elle concourt à composer la » dénomination et l'être dont le nom lui sert de base. Unie à un

(1) On trouve de 1208 à 1222 un Guillaume de Sivrai, « Willelmus de SIVERAY, » envoyé, « nunciatus », de Savary de Mauléon. (*Rot. lit. claus. in turri Londinensi asservati*, t. II, p. 101, 477 et 494.)

(2) Notamment par Jouyneau-Desloges (*Affiches du Poitou*, à partir de 1773.)

(3) « Sivrac, nom celtique latinisé par les Gallo-Romains. » (Lesson, *Ére celt. de la Saint.*, p. 189.) — « Ce nom de Sivrac se reproduit plusieurs fois dans la Saintonge, » et toujours dans des lieux qui possédaient des monuments celtiques, et dont le sol » calcaire, élevé en coteau, domine les alentours. » (*Fast. hist. de la Char.-Inf.*, t. II, p. 12.)

(4) A quelques kilomètres de Sivrai, dans la commune de Limalonges (Deux-Sèvres), existe encore un dolmen remarquable connu sous le nom de *Pierre-Pèse*, et décrit par M. de la Marliouze. (*Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest* (1838), p. 109.) M. Vernial a observé dans la commune de Blanzai les restes d'un autre dolmen. — Des monnaies gauloises frappées dans le système grec, et antérieures à l'invasion romaine, ont même été trouvées près de Sivrai. (*Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest* (1838), p. 148.)

(5) Conjectures sur la signification d'*Exania Magnalorum*, ancienne dénomination de la commune de Mignalou. (*Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest* (1841), p. 46.)

» nom propre, elle indique la propriété. Ainsi, pour rendre la même idée, on eût dit à Rome : *fundus Severianus*. » Sivrai ne devait être, en effet, dans le principe, qu'un simple domaine, un fonds particulier, en un mot une localité sans aucune espèce d'importance. La forme primitive *SEVERIACUM* (4) s'était transformée, au *x^e* siècle, en *SIVRIACUM* (2). Cette forme s'altéra elle-même, et, du *x^e* au *xiii^e* siècle, on écrivit successivement *SIVRACUM*, *SIVRAICUM* et *SIVRAIUM*. En français j'ai trouvé quelquefois *SIVRAC*, mais le plus ordinairement *SIVRAI* (3). La terminaison *ac*, qui se montre parfois dans les noms de lieux de l'arrondissement de Sivrai, est due, comme le fait remarquer M. Rédet, à l'influence de la langue romane, parlée autrefois dans le voisinage de cette contrée (4). La désinence *ai*, qui se rattache au français du nord, est beaucoup plus commune (5).

(1) *Severiacum*, adoucissement pour *Severacum*, ce qui est très-fréquent avec le suffixe *acum*, fait observer M. Cardin.

(2) On retrouve cependant *Castrum Severiacum* dans une charte de 1079. (Dom Font., t. xv, p. 387.) — Mais *Sivriacum* se rencontre plus fréquemment : vers 1007 (dom Font., t. vi, p. 509) ; — entre 990 et 1030 (Besly, *Hist. des comtes de Poitou*, p. 289) ; — 1086 (dom Font., t. xv, p. 397) ; — 1119 (t. xxi, p. 593) ; — etc.

(3) La forme primitive (*Severiacum*) s'est conservée intacte dans *Sévérac* (Loire-Inférieure et Aveyron, 3 fois) ; elle s'est seulement modifiée dans *Sevrai* (Orne), *Sevrey* (Saône-et-Loire), et *Sevry* (Cher). — La forme *Sivriacum* se retrouve dans *Sivrac* (Gironde, 3 fois, et Charente-Inférieure) ; dans *Sivrai* (Vienne, arrondissement de Poitiers, Cher et Indre-et-Loire) ; enfin dans *Civry* ou *Séry* (Ardennes, Meurthe, Marne, Seine-et-Marne, Meuse, 2 fois, Eure-et-Loir, Yonne, Côte-d'Or, Seine-et-Oise).

(4) 23 villages ou hameaux de l'arrondissement de Sivrai offrent la terminaison *ac*, savoir : dans les cantons de Charroux, 9 ; de Sivrai, 6 ; d'Availles, 4 ; de Gençai, 4. Cette terminaison ne se rencontre pas une seule fois dans le canton de Couhé, placé plus au nord. — Dans la commune de Sivrai, non loin de cette ville, on observe *Romensac*.

(5) Elle existe dans *Blanzai*, *Linazai*, *Montazai*, etc. La seule commune de *Chamai* renferme *Coussai*, *Massai*, *Tassai* et *Traversai*. — La désinence *ec*, substituée à *ac* par suite de la prédilection des dialectes français du nord pour la lettre *é*, ne se montre qu'une fois dans l'arrondissement de Sivrai (*Poussac*, commune de St-Saviol). La terminaison *é*, au contraire, est très-fréquente ; on rencontre autour de Sivrai *Champagné*, *Comporté*, *Genouillé*, *Leigné*, *Marigné*, *Périgné*, *Savigné*, *Vergné*, etc.

Je dois ajouter, à l'appui de l'étymologie qui précède, que deux voies romaines passaient à peu de distance de Sivrai. La première, qui s'embranchait au village des Minières (commune de Payré), sur la voie directe de *Mediolanum Santonum* (Saintes) à *Limonium* (Poitiers), se rendait au *Ratiastum* des Angoumoisins par Couhé et Chaunai, d'où elle arrivait aux Maisons-Blanches (commune de Limalonges, à neuf kilomètres de Sivrai), et de là à Ruffec. — L'autre route était une voie secondaire en chaussée, reliant la route de *Limonium* à *Augustoritum Lemovicum* (Limoges) à celle dont je viens de parler. Cet embranchement partait des environs de Quéaux, traversait Charroux, Latouche (commune de Genouillé, à cinq kilomètres à peine de Sivrai) et le bourg de Lizant, d'où il allait rejoindre Aunai (1).

Ces courtes observations préliminaires m'ont paru indispensables; j'aborde maintenant la revue rétrospective qui fait l'objet de mon travail, et, pour prévenir toute confusion, je vais parler d'abord du château et de ses seigneurs, puis de l'église Saint-Nicolas, et en troisième lieu de la ville. Je m'occuperai ensuite des anciens établissements religieux, tels que la Commanderie, les Capucins et les Bénédictines. Un chapitre particulier sera en outre consacré au Temple protestant, un autre à la Sénéchaussée; enfin, comme complément nécessaire de cette notice, je dirai quelques mots de Saint-Clémentin, qui, après avoir formé une paroisse et une commune particulières, a désormais perdu ce double privilège, et n'est plus maintenant qu'un faubourg de Sivrai.

II.

LE CHATEAU ET LES SEIGNEURS.

Les auteurs qui se sont occupés de la seigneurie de Sivrai, prenant pour point de départ un hommage rendu en 1190, déclarent qu'elle ne remonte pas à une haute antiquité (2). Quelques titres échappés à leurs investigations permettent de se reporter à deux

(1) Dom Font. Notice sur les voies romaines en Poitou: (*Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest* (1836), p. 85.)

(2) Thihaudeau (*loc. cit.*); de la Fontenelle (*loc. cit.*); de Chergé, Rapport sur les monuments historiques du Poitou. (*Procès-verbaux du congrès archéol. de Poitiers*, p. 49.)

cents ans en arrière, et d'établir ainsi que le château auquel Sivrai a dû, dans le principe, toute son importance, existait dès la fin du x^e siècle (1).

Situé en Poitou (2), mais sur les confins de la Marche, ce château appartenait aux comtes de cette dernière province, lorsque, vers 1030, Bernard premier se le vit enlever par un seigneur nommé Aiméri. — Guillaume, duc d'Aquitaine et comte de Poitou, mécontent de cette usurpation, engagea Hugues IV de Lusignan, qui avait quelques droits sur la seigneurie de Sivrai, à prendre parti pour Bernard. Hugues résista pendant plus d'un an; mais il se rendit enfin, malgré ses répugnances, aux pressantes sollicitations de son maître, et, grâce au concours de ce puissant allié, Bernard ne tarda pas à rentrer en possession de son château et de ses domaines (3).

Ce comte mourut en 1047, laissant pour lui succéder son fils aîné Aldebert III, et plusieurs autres enfants parmi lesquels je dois citer Almodis, mariée à Hugues V de Lusignan, qui la répudia après qu'elle eut donné le jour à Hugues VI, dit le Diable (4).

(1) On lit dans un mémoire sur la sénéchaussée de Sivrai, rédigé en 1788 par les officiers municipaux de cette ville, que le château de Sivrai était un des plus forts et des plus anciens du Poitou, et « qu'on y a trouvé une médaille qui annonçoit son existence du temps de Constantin. » Cette dernière assertion n'a pas besoin d'être réfutée.

(2) *Aussi vrai que Sivrai en Poitou* est une vieille locution proverbiale, dont se servent encore quelquefois les habitants de la Saintonge et de l'Aunis.

(3) Convention entre Guillaume, duc d'Aquitaine, et Hugues de Lusignan, vers 1030. — Besly (*Hist. des comtes de Poitou*, p. 289 et 290); — *Rerum Gallicarum scriptores* (t. XI, p. 535). — « Quidam tribunus, nomine Almericus, abstrahens » castrum vocitatum SIVRIACUM Bernardo seniori suo et hoc castrum rectitudo » erat Hugoni, sicuti fuerat patri suo. Pro irā quam tenebat Willelmus comes adver- » sūs Almericum, amonuit Hugonem ut fieret homo supradicto Bernardo, pro ipsam » partem de castro qui fuerat patri suo et ne ambo acciperent litigationem cum » Almericum. Fuit autem contrarium Hugoni ut esset homo Bernardi, facere noluit. » Hanc istam amonitionem comes uno anno tenuit et quod amplius irascebat, tanto » majus amonebat Hugoni ut fieret homo Bernardi. Transacto verò anno, veniens » comes ad Hugonem quasi iratus dixit ei : — Quare non agis conventum cum Ber- » nardo? — Credidit eum Hugo et homo fuit Bernardi propter quartam partem » de castro supradicto..... »

(4) Art de vérifier les dates. (*Chronol. des comtes de la Marche et de ceux du Périgord.*)

Aldebert III, qui avait épousé Ponce, dont il eut deux enfants, Boson et Almodis, vécut jusqu'en 1088 (1); c'est à lui qu'il faut attribuer, je pense, la fondation de l'église Saint-Nicolas de Sivrai. Il me semble du moins que c'est sa statue et celles de sa femme et de ses enfants qu'on remarque sur la façade de cette église, à côté de la statue du saint patron sous l'invocation duquel le fondateur l'avait placée. Je me borne, quant à présent, à énoncer cette conjecture, mais j'aurai soin d'y revenir plus tard.

Boson survécut peu de temps à son père; il fut tué en 1091 devant le château de Confolens, et sa sœur Almodis lui succéda. Celle-ci s'était mariée avec Roger de Montgomeri, comte de Lancastre, qui, dépouillé de ses biens et banni d'Angleterre par Henri I^{er}, pour s'être révolté contre lui, vint se fixer à Charroux, alors capitale de la Marche (2). Almodis prenait le titre de comtesse de Charroux, et c'est avec cette qualification qu'elle apparaît dans une charte à laquelle dom Fonteneau donne approximativement la date de 1125. Il résulte de ce titre qu'un seigneur, nommé Aiméri de Bernard, avait donné à l'abbaye de Fontevrault le lieu de Montazai, « de Monteazeasio (3), » et ce du consentement de Pierre de Bernard, son frère (4),

(1) Une charte de 1079 constate un don fait à l'abbaye de St-Maixent « apud Se-
 » veriacum castrum in manu Rainaldi prioris, cum ramulo sarmentis, videntibus et
 » audientibus, Petro ipsius castri possessore. » (Dom Font., t. xv, p. 367.) Ce Pierre
 était vraisemblablement un seigneur particulier de Sivrai, comme semble l'établir
 une autre charte de 1085, qui contient sur Pierre et son frère, à l'occasion de la do-
 nation d'une église à la même abbaye, les renseignements suivants : « Hujus ecclesie
 » donum fecerant... duo fratres... Petrus videlicet et Goscerannus; Petrus apud
 » castrum Sivriacum, in domo sua, cum eodem libro, videntibus Guillelmo Botba...
 » (Le nom de Bobe est encore assez répandu dans les environs de Sivrai.) Goscerannus
 » autem, apud Voaciacum cum filiis suis, Gilberto scilicet et Gosceranno, cum Erme-
 » sinde matre eorum... Denique post pocius tempus, Petrus defunctus est apud
 » Campaniam et, inde deportatus, sepultus est honorifice, in cimiterio S. Maxentii;
 » quo audito, Germanus ejus Goscerannus libenter amplavit donum et confirmavit. »
 (Dom Font., t. xv, p. 397.)

(2) La petite ville de Charroux est située à 11 kilom. de Sivrai.

(3) Dom Font., t. xviii, p. 271. — Montazai, où fut fondé au commencement du
 xii^e siècle un monastère de femmes, fait partie de la commune de Savigné, et se
 trouve à 3 kilom. de Sivrai.

(4) Pierre de Bernard figure dans deux autres titres. Il souscrit comme témoin, à
 l'occasion d'un don fait au monastère de Montazai, vers 1139. — « Teste Petro

d'Almodis, comtesse de Charroux, et d'Aldebert et Boson, enfants de cette dernière. Almodis, de son côté, avait donné à la même abbaye ne forêt nommée Malafrie, à peu de distance de Sivrai, — « foresta que dicitur Malafriam juxta Sivraicum. » — L'abbé de Charroux réclama ces propriétés, prétendant, malgré les dénégations des donateurs, que ce don avait été fait à son abbaye (1), — « quia castellum Sivraici de jure est ecclesie nostre et loca predicta similiter. » — Le débat fut porté devant Guillaume II, évêque de Poitiers, qui jugea en faveur de l'abbaye de Fontevrault.

Almodis eut à soutenir une longue guerre contre Hugues VI de Lusignan, dit le Diable, son cousin germain, qui lui disputait le comté de la Marche (2), et la querelle passa même du père aux enfants. Cette comtesse laissa trois fils, qui lui succédèrent, et deux filles, dont l'une, nommée Ponce comme sa grand'mère, épousa Vulfrin II, comte d'Angoulême.

Aldebert V, arrière-petit-fils d'Almodis, affligé de la mort de Marquis, son fils (3), et victime des usurpations des seigneurs de Lusignan et du roi d'Angleterre, vendit à ce dernier, le 47 décembre 1177, ce qui lui restait du comté de la Marche — « pro quindecim » millibus librarum andegavensis monetæ et pro viginti mulis et pro

» Bernardi, de Sivraico. » (Dom Font., t. XVIII, p. 281.) Et, vers 1140, il fait à son tour au même monastère don d'un four qu'il avait à Sivrai, « suum furnum de Sivrai » (Dom Font., t. XVIII, p. 285.)

(1) La célèbre abbaye de Charroux date du VIII^e siècle.

(2) C'est sans doute à cause de ces prétentions que Hugues VI, tué en Palestine en 1102, prenait le titre de comte de la Marche et seigneur de Sivrai. Il était parti pour la Terre-Sainte en 1096. — Pierre, surnommé Tudebode, prêtre, né à Sivrai, *Syvracensis*, l'avait accompagné, et écrivit l'histoire des événements accomplis sous ses yeux de 1096 à 1099. (Dreux du Radier, *Bibl. hist. du Pottou*, t. I, p. 198. — Dom Rivet, *Hist. litt. de la France*, t. VIII, p. 629 à 640.) Duchesne a publié ce curieux document historique sur la première croisade. (T. IV, p. 773 à 815.) Malgré l'autorité de ces savants, M. de Saulcy (*Bibl. de l'école des chart.*, t. IV, p. 302, note 3) a exprimé l'opinion que Pierre dit Tudebode n'était pas l'auteur du récit qui lui est attribué. — Tudebode, issu d'une noble famille, avait un frère nommé Arvé, « robustissimus miles », qui mourut sous ses yeux en Orient.

(3) C'est par suite des regrets que lui causait la mort de son fils qu'Aldebert s'efforça de réparer les torts qu'il avait eus envers l'abbaye de Charroux. (Dom Font., t. IV, p. 233.)

» viginti palefridis (1). » — Mais Geoffroi de Lusignan et ses frères s'opposèrent à cette aliénation, et Henri II s'en désista.

Mirable, femme d'Aldebert V, figure avec le titre de comtesse de Charroux dans une charte constatant le don qu'elle faisait, vers 1178, au monastère de Montazai, de tout ce qui lui appartenait dans les moulins de Sivrai, — « in molendinis de Sivraico, » — don qui fut confirmé par le roi d'Angleterre en présence d'un grand nombre de seigneurs, et notamment d'Arvé de Sivrai. — « Hoc donum concessit et confirmavit rex Henricus, aput insulam Jordanis (l'Ile-Jourdain), multis viris audientibus, scilicet Arveo de Sivraico (2). »

Aldebert mourut à Constantinople en 1180, mais les seigneurs de Lusignan ne recueillirent point son héritage. Ce fut Mathilde, fille de Vulfrin III, comte d'Angoulême, arrière-petite-fille d'Almodis et de Roger de Montgoméri, qui, en qualité de plus proche parente, et par l'autorité de Richard, duc d'Aquitaine, devint comtesse de la Marche (3).

Pour éteindre les querelles qui depuis si longtemps divisaient les comtes de cette province et la maison de Lusignan, Mathilde épousa Hugues IX, dit le Brun, seigneur de Lusignan. Il est à croire que, dans leurs prétentions sur l'héritage du comte de la Marche, les Lusignan s'étaient partagé nominalement ou réellement les terres qui en dépendaient; le mariage de Mathilde eut pour conséquence de rendre paisible possesseur des seigneuries de Chizai et de Sivrai, Raoul de Lusignan, surnommé d'Issoudun, frère de Hugues IX, seigneur de Mello en Beauvaisis et comte d'Eu, du chef d'Alix sa femme, sœur et héritière de Raoul I^{er}.

Mathilde était morte en 1208. Vingt ans plus tard, le 22 mars 1228, Raoul III rendait à son cousin Hugues X de Lusignan, comte de la Marche, hommage lige du château de Sivrai, —

(1) Dom Font., t. xxiv, p. 429 et 435.

(2). Dom Font. (t. xviii, p. 503). Arvé de Sivrai, qui souscrit dans diverses chartes depuis 1169 jusqu'en 1196, était peut-être un descendant d'Arvé, frère de l'historien Tudebode dont j'ai parlé dans une des notes qui précèdent. — Mirable, comtesse de la Marche, fit encore d'autres libéralités au monastère de Montazai. (Dom Font., t. xviii, p. 467.)

(3) Art de vérifier les dates (*loc. cit.*).

« castrum de Sivraico (1). » — Ce qui précède prouve combien est inexacte cette assertion de Thibaudeau : « Les seigneurs de Lusignan donnèrent la terre de Civray aux aïeux de Raoul d'Issoudun, » leur parent. »

Après avoir été fidèle à Henri II et à Richard, rois d'Angleterre, Raoul d'Issoudun prit les armes contre leur successeur, puis il se déclara de nouveau pour lui, et combattit, en 1214, à la bataille de Bouvines, contre le roi de France. Philippe-Auguste, pour l'en punir, confisqua ses terres, et Raoul alla mourir au siège de Damiette. Alix, sa veuve, le suivit dans la tombe en 1227, mais après avoir obtenu de son souverain la restitution de tous ses biens (2).

Raoul III, son fils, comte d'Eu et seigneur de Sivrai, épousa en secondes noces Yofande, fille de Robert II, comte de Dreux; et de ce mariage naquit Marie d'Issoudun, dame de Sivrai, qui s'unit en mariage à Alphonse de Brienne dit d'Acre, fils de Jean de Brienne, roi de Jérusalem (3).

Alphonse de Brienne, en sa qualité de seigneur de Sivrai, — « ratione castri nostri de Sivrayo, » — fit, le 14 avril 1270, un traité avec Hélie, abbé de Noailly, au sujet de la haute et basse justice dans plusieurs fiefs dépendant de cette abbaye et situés dans la châtellenie de Sivrai, — « castellania de Sivrayo (4). » — Peu de mois après, il partit avec Louis IX, et mourut devant Tunis le 25 août suivant, le même jour que le saint roi.

Jean de Brienne I^{er}, comte d'Eu, fut, après son père, seigneur de Sivrai, et épousa Béatrix, fille de Guy de Châtillon, comte de Saint-

(1) Dom Font. (t. III, p. 317). — Dans cette pièce, extraite du Grand Gauthier, le seigneur de Sivrai est qualifié de comte de Sivrai. Cette seigneurie relevait aussi de l'évêque de Poitiers, et dom Fonteneau fait à ce sujet l'observation suivante : « On voit par ce titre que le château de Civrai étoit un fief mouvant de l'évêché de Poitiers, et que le seigneur de Lusignan, comte de la Marche, portoit l'hommage de ce château à l'évêque de Poitiers. C'est pour cette raison sans doute que les seigneurs de Lusignan étoient vassaux de cet évêque, et qu'en cette qualité ils étoient obligés de le porter avec trois autres seigneurs, depuis l'église de Notre-Dame-la-Grande jusqu'à celle de St-Pierre, lorsqu'il faisoit son entrée dans cette dernière. »

(2) Art de vérifier les dates. (*Chronol. des comt. d'Eu.*)

(3) *Ibid.*

(4) Dom Font., t. XXII, p. 305.

Pol, réputée la plus belle femme de son temps (1). A la date de janvier 1276, on trouve une sentence arbitrale rendue par Herbert de la Chapelle, sénéchal du Poitou, et deux autres chevaliers, qui adjuge la haute justice, dans le prieuré de Mairé, à Jean d'Acre, boutillier de France, fils du roi de Jérusalem, et seigneur de Sivrai à cause de Jean de Brienne, son neveu, dont il était tuteur (2).

C'est aussi comme seigneur de Sivrai que Jean de Brienne II, comte d'Eu en 1294, et plus tard comte de Guines par son mariage avec Jeanne, fille de Baudoin de Guines, céda à perpétuité, le 13 février 1302, aux religieux de la Maison-Dieu de Montmorillon, tout ce qui lui appartenait dans la paroisse de Tenet, au Dorat, à Lussac, à Saint-Savin et autres lieux (3). Quelques mois après, le 4 juillet, il trouvait la mort à la bataille de Courtrai.

Raoul de Brienne I^{er}, son fils, connétable de France, vendit en 1327, au cardinal de Mortemar, deux cents livres de rente à prendre sur la châtellenie de Sivrai et de Montmorillon ; il lui vendit en outre la seigneurie de Limalonges, que celui-ci donna aux Augustins de Mortemar (4).

En 1346, Raoul de Brienne II, connétable de France, ainsi que son père, était, comme ses ancêtres, seigneur « du chastel et de la » châtellenie de Sivrai. » Fait prisonnier par les Anglais en 1346, Raoul revint en France le 16 novembre 1350, et se présenta à l'hôtel de Nesle, devant le roi. Mais celui-ci le fit arrêter, et, trois jours après, il eut la tête tranchée, sur le simple soupçon du crime de haute trahison. Par suite de cette exécution à mort, que rien ne justifiait, et qui, en excitant une grande indignation, contribua, dit-on, aux malheurs du roi Jean, tous les biens de Raoul, notamment la seigneurie de Sivrai, furent confisqués au profit de la couronne (5).

(1) Robert du Dorat, *Manuscrits*. (Dom Fonteneau, t. xxix, p. 75.)

(2) Dom Font. (t. xxii, p. 327.) Autre cession, en date du 9 septembre 1290, faite au prieur de Mairé par Geoffroi de Mairé et autres, des droits qu'il avait dans le Bois-Hervent, avec tous dédommagements envers Simon de Prinçay, chevalier, seigneur de Sivrai. « Simonem de Pincayo militum et dominum de Sivrayo. » (Dom Fonteneau, t. xxii, p. 369.) Simon de Prinçay était sans doute, comme Pierre, dont il a été question dans une précédente note, seigneur particulier de Sivrai.

(3) Dom Font., t. xxiv, p. 473.

(4) Robert du Dorat, *Manuscrits*. (Dom Fonteneau, t. xxix, p. 77.)

(5) Art de vérifier les dates. — Maichin (*Hist. de Saint.*, p. 189, d'après Nicolas

Il résulte de l'exposé rapide qui précède que, pendant plus de trois siècles, la seigneurie de Sivrai appartenait successivement aux comtes de la Marche et aux comtes d'Eu.

Mais je dois ajouter que ces seigneurs étaient soumis aux comtes de Poitou (1). On en trouve la preuve non équivoque dans un document que j'ai déjà cité; je veux parler de la convention intervenue, vers 1030, entre Guillaume et Hugues IV de Lusignan, après la prise du château de Sivrai. Le comte de Poitou voulait que Hugues IV, qui avait des droits sur cette seigneurie, se déclarât contre Aiméri en faveur de Bernard I^{er}, et il lui disait à cette occasion : « Tu n'es rien que par moi, et tu dépends tellement de moi, » que si je te disais de te faire paysan, il faudrait obéir. » — « Tantum ex me tu es, ut si dixerim tibi rusticum facere in seniore » facere debueras (2). » — J'ai dit également que Henri II, roi d'Angleterre, devenu comte de Poitou par son mariage avec Aliénor, confirmait les donations faites par Mirable, comtesse de la Marche; j'ai rappelé enfin qu'en 1180, Richard, soutenant les droits de Mathilde, fille du comte d'Angoulême, lui fit obtenir le comté de la Marche, malgré les prétentions des seigneurs de Lusignan. Voici d'autres preuves non moins certaines de la souveraineté des comtes de Poitou.

En 1196, Richard, du consentement d'Aliénor, sa mère, donna l'usufruit du duché d'Aquitaine, avec le comté de Poitou, à Othon, son neveu, fils de Henri le Lion, duc de Saxe. Déjà Othon avait obtenu la jouissance de plusieurs terres en Poitou, ainsi qu'on le voit par l'hommage qu'il fit, en 1190, du château et de la châtellenie de Sivrai, à Guillaume Tempier, évêque de Poitiers. — « Otho » nobilis adolescens, filius nobilis ducis Saxonie, liberaliter et benigne fecit nobis hominum..., propter Sivraicum castrum et castellaniam (3). » Quelques années après, Othon, élu empereur, partit pour l'Allemagne et ne revit plus la France. Richard étant

Chartier). — C'est par erreur que dans un *mémoire sur la baronné de Cierai* (dom Fonteneau, — État du domaine du roi en Poitou, — t. xxxiv, p. 63), on assigne à cette confiscation la date 1333.

(1) « Le comte de la Marche était le plus grand feudataire des anciens comtes de Poitou. » (Filleau, *Essai sur l'ordre judic.*, p. 4.)

(2) Besly (*loc. cit.*).

(3) D. Font., t. xxiv, p. 449.

mort en 1199, Aliénor, sa mère, se ressaisit du comté de Poitou et s'associa Jean Sans-Terre, son fils, qui se vit ensuite confisquer ses biens par la cour des pairs de France, pour crime de félonie et de parricide.—En 1241, saint Louis donna le comté de Poitou à son frère Alphonse, qui devint ainsi seigneur de Sivrai (1); et c'est en cette qualité que, le 24 mars 1246, ce dernier fit un traité avec Jean de Melun au sujet de l'hommage du château de Sivrai, relevant de l'évêché de Poitiers. Il fut convenu que le comte de Poitou serait dispensé de rendre cet hommage; mais l'évêque se réserva ses droits pour l'avenir (2), et cette réserve fut de nouveau monumentée dans des lettres du 25 février 1269, par lesquelles Alphonse déclara formellement que ceux qui posséderaient après sa mort le château de Sivrai seraient tenus d'en faire hommage à l'évêque de Poitiers (3). Aussi, ce prince étant mort sans enfants, et Philippe le Hardi ayant réuni le comté de Poitou à sa couronne, Philippe le Bel n'hésita pas à reconnaître, le 16 août 1287, qu'il devait à l'évêque de Poitiers l'hommage de son château et de sa châtellenie de Sivrai (4).

Ainsi que je l'ai dit plus haut, c'est en 1350 que la seigneurie de Sivrai fut confisquée sur le connétable Raoul de Brienne. Quinze ans plus tard, le duc d'Orléans était seigneur de Sivrai. En 1374, Jean V, de Montfort, duc de Bretagne, ayant conclu une alliance avec Edouard III, roi d'Angleterre, contre Charles V, roi de France, reçut pour prix de sa trahison Chizé, Melle et Sivrai. Cette ville devint ainsi une seigneurie des ducs de Bretagne, mais pour un instant seulement, car, en 1373, Duguesclin la fit rendre au roi (5).

Vers la fin du xv^e siècle, en 1482, on retrouve Sivrai entre les mains de Louis XI. Dans l'intervalle, ses prédécesseurs en avaient plusieurs fois concédé la jouissance. En 1417, le Dauphin, depuis

(1) Sivant M. de Chergé (*loc. cit.*), Raoul (III) d'Issoudun aurait cédé en 1246 la seigneurie de Sivrai à Alphonse, comte de Poitou.

(2) D. Font., t. III, p. 347.

(3) *Ibid.*, p. 377.

(4) *Ibid.*, p. 403 et 405.

(5) Smolett, *Hist. d'Angl.*, t. VI, p. 370.

Charles VII, alors régent du royaume, était seigneur de Sivrai (1); et, en 1456, ce titre appartenait au comte du Maine, à qui cette terre et celles de Melle, Chizé et Saint-Maixent avaient été données en apanage (2).

En 1498, Louis XII abandonna le domaine de Sivrai à Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, tutrice de ses enfants, François, duc de Valois, et Marguerite. Elle reçut cette seigneurie en dédommagement de la tierce partie du comté de Périgord, adjugée au comte d'Angoulême par un arrêt du parlement de Paris, exécutoire par provision, rendu contre le sire d'Albret, son cousin, qui, de son côté, avait obtenu sa garantie contre le roi. Cette transaction fut enregistrée en parlement le 26 avril 1499, et, dès le 11 juin suivant, la duchesse d'Angoulême donna une procuration, datée d'Amboise, pour prendre possession de cette terre (3). Le duc de Valois, depuis roi de France sous le nom de François I^{er}, érigea ensuite en pairie la châellenie de Sivrai. Plus tard, voulant faire don à sa mère de l'usufruit de cette seigneurie (4), il en fit un comté auquel il réunit, ainsi que je l'expliquerai en parlant de la séné-

(1) D. Font., t. xxvi, p. 381, transcrit une pièce constatant qu'en janvier 1437 ou 1438, Charles VII rendit la liberté à Louis d'Amboise, vicomte de Thouars, et lui restitua toutes les terres qu'il avait confisquées à son préjudice pour crime de lèse-majesté. La terre de Sivrai se trouve comprise dans cette restitution. — Louis I^{er} de la Trémouille, vicomte de Thouars, était de la famille de Gui II, autre vicomte de Thouars, marié avec l'une des filles de Jean de Brienne I^{er}, comte d'Eu et seigneur de Sivrai (1252 à 1294); peut-être, à raison de cette parenté, eut-il, à son tour, cette seigneurie; mais je dois dire qu'il est probable que le titre dont je m'occupe ne concerne pas Sivrai, puisque D. Fonteneau lui-même déclare dans une note qu'il faut peut-être lire *Sinçay*.

(2) En 1440, le Poitou étant dévasté par des malfaites qui se livraient à l'envi au meurtre et au pillage, une réunion des personnages les plus importants de la province eut lieu à Poitiers, pour aviser aux moyens de réprimer ces brigandages. On décida qu'une députation serait envoyée auprès du roi, et la noblesse nomma pour la représenter le seigneur de Sivrai et celui de la Châtaigneraye. Thibaudeau, à qui j'emprunte ces détails, ajoute que le roi accueillit la députation avec bienveillance, et promit son concours pour parvenir au but qu'en se proposait.

(3) Thibaudeau, *loc. cit.* — Lelong, *Hist. (manuscrite) de la sénéch. de Civray*. — D. Font., t. lv.

(4) Les lettres patentes sont du 4 février 1514. — (Jouyneau-Desloges, *Affich. du Poitou*, 1779, p. 17.)

chaussée, les châtellenies d'Usson, Chizé, Melle et Saint-Maixent. Rentré en possession de Sivrai à la mort de la duchesse d'Angoulême, François I^{er} donna ce comté en apanage au duc d'Orléans, son fils.

A partir du règne de Henri IV, commence une suite d'aliénations tant partielles que complètes du domaine de Sivrai, qui n'offrent, il faut le reconnaître, qu'un intérêt très-secondaire. Le premier engagement de la totalité de ce domaine fut consenti en faveur du sieur Chesne, le 24 avril 1589, moyennant 2,530 écus d'or (1).

Le 14 décembre 1593, Sivrai fut transmis, à faculté de rachat à perpétuité, à Méry de Barbezières, chevalier du Saint-Esprit, grand maréchal des logis de la maison du roi. Dix-sept mois plus tard, le 26 mai 1595, une nouvelle adjudication eut lieu à son profit et à celui de Claude de l'Aubépisne, sa femme, moyennant 16,438 écus, « outre les anciennes finances. »

Le comté de Sivrai passa bientôt à François de Barbezières, sieur de Chémérault, petit-neveu de Méry, époux de Charlotte de Fontlebon (2). Il mourut à Rochechouart le 22 septembre 1638. Son corps fut apporté à Sivrai le 25 du même mois, et conduit de là à Marigny, où il fut inhumé (3). Charlotte de Fontlebon, qui se maria en secondes noces avec Nicolas de Verdun, premier président du parlement de Paris, était d'une beauté remarquable (4).

François de Barbezières, fils aîné du précédent, étant mort sans postérité, son frère, Achille de Barbezières, chevalier de Malte, fut après lui seigneur engagiste du comté de Sivrai; il en jouissait encore en 1648 (5). Six ans plus tard, le titre de comte de Sivrai

(1) Deux ans après, le 5 décembre 1591, il y eut revente sur lui et adjudication à son profit, moyennant 200 écus en sus de la précédente finance.

(2) On trouve deux adjudications à son profit, à la date des 3 mars 1600 et 17 novembre 1620.

(3) Registres des sépultures de Saint-Nicolas de Sivrai.—Marigny est aujourd'hui le chef-lieu de la commune appelée Marigny-Chémérault (canton de Vivône).

(4) Robert du Dorat, *Manuscrits*. (D. Font., t. xxix, p. 381.) Charlotte de Fontlebon survécut également à Nicolas de Verdun. Elle vivait encore en 1643, époque à laquelle elle tint sur les fonts de baptême un fils de « noble homme, Charles Imbert, » conseiller du roy et son avocat au siège de Civray. » (*Reg. de bapt. de la paroisse Saint-Nicolas de Sivrai.*)

(5) Beauchet-Filleau, *Dict. des fam. hist. de l'Anc. Poit.*, t. 1, p. 204. — En

était passé à Charles de Barbezières, frère de François et d'Achille (1).

Les finances de l'Etat s'épuisant de plus en plus, de nouveaux édits prescrivirent la revente des domaines engagés, et, le 12 janvier 1656, le comté de Sivrai et les baronnies de Melle et Usson furent adjugés au maréchal de Turenne, par les commissaires du conseil, moyennant 18,700 livres (2), à la charge de rembourser au précédent engagiste le prix de son engagement, qui, par ordonnance de liquidation du 6 avril de la même année, fut fixé à 137,374 livres, 10 sous. Le 29 novembre suivant, le nouvel engagiste paya, en outre, une somme de 13,000 livres, pour être confirmé dans la jouissance du droit de nomination aux offices du comté de Sivrai, et des sièges de Melle, Usson, Chizé et Aunai en dépendant (3).

Le maréchal de Turenne étant mort le 27 juillet 1675, le cardinal de Bouillon, son neveu, n'accepta sa succession que sous bénéfice d'inventaire. Le 27 mai 1679, un arrêt du conseil liquida la finance payée par Turenne à la somme de 169,038 livres, et, le

1641, Josué de Saint-Gelays-Lusignan était qualifié seigneur de Sivrai. — Le 4 octobre 1642, portion du domaine de Sivrai fut adjugée à Pierre de Montigny moyennant 3,300 liv.

(1) *Reg. de bapt. de Saint-Nicolas de Sivrai.*

(2) Thibaut de Thibaut reporté cet engagement au 11 mai 1656; mais il a pris la date de la délivrance d'une expédition du titre pour celle de l'adjudication. — L'original de cette expédition m'a été communiqué par M. Malapert, avoué. Le contrat fut enregistré au cahier de roi à Sivrai, le 26 octobre de la même année.

(3) On trouve dans les archives de la sénéchaussée de Sivrai (liasse de 1693) une décision rendue en faveur de « très-haut et très-puissant seigneur Henri de la Tour- » d'Auvergne, vicomte de Turenne, comte de Civray, grand maréchal général du » royaume, gouverneur du haut et bas Limousin. » Il s'agissait du paiement d'une rente de 3 sous 4 deniers, due par un sieur Jacques Picquet, sergent royal, « à la » recette du château de Civray, pour raison d'une maison sise sur les fossés de » cette dite ville, proche la porte de l'évêquerie. » — Assigné par exploit du 11 décembre 1657, Picquet prétendit que la maison n'était pas « tenue à mouvance du » château, mais bien du nommé Pierre Pineau, soy-disant sieur de la Folie, à cause » de la seigneurie de la Folie. » Pineau prit le fait et cause de Picquet; mais, sur le vu des pièces présentées par le maréchal de Turenne, et notamment « d'une copie vidi- » mée du papier terrier de cens à rente dues au roy nostre sire à cause de son chas- » teau de cette ville, » les magistrats condamnèrent Picquet, le 1^{er} décembre 1660, sans avoir égard à l'intervention du seigneur de la Folie.

25 août suivant, le cardinal de Bouillon céda le domaine de Sivrai à Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau, moyennant 150,000 livres.

Un an après, le 17 mai 1680, ce domaine fut saisi à la requête du sieur Pierre Ducernar, bourgeois de Paris, créancier du marquis d'une somme de dix mille livres; et, le 17 septembre 1681, l'adjudication en fut prononcée en faveur de l'engagiste au prix de la première cession, pour en jouir suivant son contrat d'acquisition. Le 29 mars 1699, un nouvel engagement eut lieu en faveur du marquis de Dangeau, en conséquence des édits de mars et avril 1695; enfin, le 10 mars 1703, il fut remboursé d'une somme de 20,235 livres onze sous cinq deniers, pour droits de petits scels des justices de Sivrai et d'Usson. — Le marquis de Dangeau mourut en 1720, et le domaine de Sivrai passa à sa veuve, Sophie de Bavière de Lowestein, en déduction de ses reprises. Cette dame laissa pour héritière Sophie de Courcillon, sa petite-fille, veuve en premières noces du duc de Péquigny, en secondes de Charles de Rohan, prince de Soubise (1), et qui vint elle-même à décès le 4 avril 1756. Après de longues contestations judiciaires qu'il eut à soutenir contre le duc de Chevreuse et le prince de Lowestein (2), le prince de Condé parvint à se faire déclarer héritier de Sophie de Courcillon, et il jouissait encore du domaine de Sivrai au moment où éclata notre première révolution.

Le procès-verbal de la saisie du 17 mai 1680 fait connaître que, sans y comprendre les baronnies de Melle et d'Usson, ce domaine se composait alors du vieux château et « des cens, rentes, dixmes, » terrages, droits de halle, foires et marchés, deniers abonnés » qui ont accoutumé de se prendre et percevoir sur les châtelainies » de Montembœuf, Vitrac, Lespains, Biarge et autres endroits (3),

(1) P. Anselme, *Hist. généalog.*

(2) Ils furent même considérés, pendant quelque temps, comme héritiers. — Dans l'ordonnance de nomination d'un conseiller à la sénéchaussée de Sivrai, en date du 11 juillet 1760, le duc de Chevreuse est désigné comme « étant aux droits de la princesse de Rohan. » A partir de cette époque jusqu'en 1767, Théodore-Alexandre de Bavière, prince de Lowestein-Werthen, comte de Rochefort, figure, dans d'autres provisions, comme engagiste du comté de Sivrai, « étant aux droits de la dame marquise de Dangeau. »

(3) Le seigneur engagiste jouissait d'un droit de cinq sous par feu, et de cinq autres

» prés, bois, eaux et poscheries qui sont (tant) en la banlieue de
» Civray qu'en la rivière de Chasteau-Garnier; terres vaines ou
» vagues, droits de chasse, greffes civils et criminels, de présen-
» tations, insinuations et notifications, droits d'amendes, aubaine,
» bastardise, déshérence, confiscation, nomination aux offices des
» officiers du siège royal dudit Civray, Melle, Chizé, Aulnay et
» Usson, et encore de l'office de juge-prévost de la ville de Mont-
» morillon, et aussi de ceux des sergents, domaines, mutations,
» ventes, honneurs et tous autres droits de fief. » — Dans un écrit
intitulé « Mémoire instructif, » rédigé au ^{xviii} siècle (1), on lit ce qui
suit : « Le revenu de Civray étoit autrefois de quatre à cinq mille
» livres; il n'en vaut pas trois mille. Le greffe, qui fait la majeure
» partie, est entièrement détruit par la misère du temps et par
» l'usurpation des justices et droits utiles et seigneuriaux. » A
cette occasion, on insistait sur la nécessité de la confection d'un
terrier (2). Une note, ajoutée plus tard, fait connaître que le do-
maine de Sivrai étoit affermé « 2,700 livres, à la réserve des parties
» casuelles et du droit de nomination aux offices vacans (3). »

sous pour droit de guet et de garde du château de Sivrai, suivant une charte du roi Jean, en date du 15 juillet 1354, confirmée plusieurs fois depuis.

(1) Ce mémoire, trouvé dans les archives du prince de Condé, et qui m'a été communiqué par M. Malapert, avoué, est assez pauvrement rédigé. En voici le titre complet : *Mémoire instructif de la dépendance de Civray, appartenant à M. le marquis de Dangeau par engagement*. Il date des dernières années du ^{xviii} siècle; on y lit en effet : « Il seroit très à propos de faire borner l'étendue de la justice par
» des poteaux que l'on a commencé de faire et que l'on a sursis de poser, aux environs
» de cette ville, par l'incertitude où l'on est si la terre sera à M. le marquis de Dan-
» geau, ou s'il la donnera à son gendre M. de Montfort. » Le duc de Montfort, qui
avait épousé, en 1694, la fille unique du premier mariage du marquis de Dangeau,
mourut en 1704 (*Hist. général. du P. Anselme.*)

(2) Il résulte de ce passage du mémoire que la copie vidimée du papier terrier qui fit gagner un procès au maréchal de Turenne, ainsi que je l'ai dit dans une note précédente, n'étoit plus en la possession du seigneur en gage. On lit au surplus ce qui suit dans une note du même mémoire : « On croit que la plupart des titres de
» Civray sont à Paris chez le procureur au parlement qui occupoit pour M. le car-
» dinal de Bouillon, dont M. le marquis de Dangeau a acquis le domaine. Les autres
» sont au bureau des trésoriers de France à Poitiers, et à la chambre des comptes à
» Paris. »

(3) Les notes du *Mémoire instructif* ont été ajoutées par un sieur Robert vers 1743.

Dans l'état du domaine du roi en Poitou, dressé en 1730 (1), le revenu de Sivrai se trouvait évalué à 3,400 livres environ; mais le rédacteur de ce travail n'avait pu donner qu'un chiffre approximatif, « sur le refus du seigneur engagiste de fournir sa déclaration de la » consistance et revenu, quoiqu'il en eût été sommé par trois » fois (2). » En 1789, le domaine de Sivrai avait perdu beaucoup de son importance; l'édit de février 1771 avait notamment privé le seigneur engagiste du droit de nomination aux offices et du revenu des parties casuelles. Il avait été dépouillé également, au profit du seigneur apanagiste, des droits de lods et ventes; enfin les droits de péage n'existaient plus (3).

J'ai dit qu'au commencement du ^x^e siècle le château de Sivrai fut enlevé par Aiméri à Bernard I^{er}, comte de la Marche. Il fut encore pris et repris, soit dans les luttes de l'Angleterre contre la France, soit pendant les guerres de religion. C'est ainsi qu'au commencement de l'année 1373, le connétable Duguesclin investit Sivrai, et mit en déroute un corps d'Anglais et de Gascons qui avaient tenté d'enlever ses quartiers (4), et qu, deux siècles plus

Une de ces notes prouve, en effet, qu'elles ont été écrites au moment où l'on construisait le nouveau pont, et c'est en 1740 que l'ancien avait été emporté par les grandes eaux.

(1) Mémoire sur la baronnie de Civray. Dom Fonteneau, t. xxxiv, p. 63.

(2) On voit dans cet état que le bois des Touches, situé à deux ou trois kilomètres de Sivrai, et qui s'étend dans les communes de Savigné, St-Gaudent et Genouillé, était alors d'une contenance d'environ 600 boisselées (la boisselée de Sivrai se composait de 15 ares 20 centiares). Ce bois portait, à une époque assez réculée, le nom de *Garenne de Sivrai*. Le *Mémoire instructif* fait connaître qu'il aurait pu rapporter 80 ou 100 livres par an, mais qu'il était « entièrement détruit, faute de garde, par » les bœufs des laboureurs circonvoisins et les habitants des fauxbourgs. » Dès le 27 mai 1683, dans le procès-verbal de visite du domaine de Sivrai, les experts constataient que ce bois était « fort agasté et abroulé par la dent du bétail. »

(3) Thihaudeau (*loc. cit.*), d'après les Mémoires de M. Lelong. — Une note du *Mémoire instructif* porte ce qui suit : « Les péages étoient considérables autrefois. » Il y avait un lieu destiné, sur le grand chemin de Savigné à la Rochelle, pour percevoir ce droit. Il y avait une billette attachée à un poteau. Depuis vingt ans » on a relâché de prendre le droit de péage en ce lieu, et on ne le perçoit que les » jours de foire, »

(4) Smolett, *Hist. d'Angl.*, t. vi, p. 379. — On désigne sous le nom de *Camp des Anglais* une enceinte antique située près de Montazai, et que je crois bien an-

tard, en 1577, Sivrai tomba, pour un moment, au pouvoir des protestants, ainsi que je le dirai plus loin. L'histoire n'a pas enregistré les autres faits d'armes qui ont pu s'accomplir au pied des remparts du château.

Ce château occupait, du reste, une position heureusement choisie. Bâti sur le sommet d'un coteau assez élevé, il dominait toute la vallée qu'arrose la Charente dans son cours sinueux. On n'y pouvait pénétrer que par un pont-levis, environné qu'il était de fossés profonds où se rendaient les eaux de la rivière dont le cours avait été divisé à cet effet. Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, il résista aux injures du temps et de l'ennemi. On lit, à la vérité, dans le *Mémoire instructif* que j'ai déjà cité, « qu'il fut *ruiné* à cause de la » félonie du comte d'Eu ; » mais cette assertion est tout à fait erronée. Lorsqu'en 1350, le roi Jean fit trancher la tête au connétable Raoul, pour un crime resté à l'état de doute, il se garda bien de détruire les châteaux qui lui appartenaient, ce qui eût été un acte de démence après un acte d'iniquité ; il se contenta de les confisquer ; et, pour le démontrer, il me suffira de dire qu'en 1429, messire Pierre de Gairache était « capitaine du chastel de Civray (1). » Sous le règne de Henri IV, Olivier de Jousserant, seigneur de Layré, commandait cette place (2) ; en 1602, vingt-six ans après le coup de main des protestants sur la ville de Sivrai, le château était encore debout, et Jean Sapinaud, écuyer, dans l'aveu qu'il rendait au roi de son fief de Fayolle, insérait la mention suivante : « *Item*, dans le chasteau et » forteresse de Civray, une chambre pour lieu de retraicte durant » les guerres contre mon prince (3). » En 1616, Nicolas de la Brau-

tériere à l'invasion de nos voisins d'outre-mer. (Voir *Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1848, p. 314.)

(1) Sa signature se trouve au pied d'un règlement intervenu entre le curé de St-Nicolas de Sivrai et ses paroissiens. (*Arch. départ.*)

(2) Jouyneau-Desloges (*Affich. du Poit.*, 1773, p. 76.) Le château de Lairé, situé dans la commune de St-Pierre-d'Exideuil, a été possédé pendant plus de huit siècles par la famille Jousserant. Le titre de gouverneur du château de Sivrai, accordé à l'un de ses membres, lui avait conféré le droit de sépulture dans l'église paroissiale de St-Nicolas.

(3) Dénombrement du fief de Fayolle du 19 avril 1602. Il est à remarquer que cette mention ne figure pas dans un précédent dénombrement, en date du 8 mars 1498.

dière, chevalier, sieur de Villenon, gentilhomme ordinaire du roi, était « capitaine commandant, pour Sa Majesté, de la ville et du » château de Civray; » et, ce qui prouve jusqu'à l'évidence que ce château était alors militairement occupé, c'est qu'on voit, dans le courant de la même année, figurer sur les registres de l'état civil de Sivrai le nom « d'un soldat de la garnison du chasteau de cette » ville. » En 1636, enfin, Pierre Imbert décédait capitaine du même château (1). Mais, à partir de cette époque, la décadence du château de Sivrai fut rapide, et, faute sans doute des réparations nécessaires, l'antique citadelle, que les progrès de l'art de la guerre avaient déshéritée de son importance, se dégrada de jour en jour. Le 17 mai 1680, en pratiquant, à la requête d'un simple bourgeois, une saisie sur les biens d'un noble seigneur, le sergent royal Malapert décrivait ainsi, dans son style de praticien, les vieux restes sur lesquels s'étendait la main de la justice : « Une vieille mesure de » chasteau, tout à fait ruyné et inhabitable, tours autour, renfermé » de fossez qui sont comblez, situé aux faubourgs dudit Civray, la » ville estant au-dessous, la rivière de Charente entre deux. » Dans un procès-verbal de visite des villes de Sivrai, Melle et Usson, en date du 27 mai 1683 (2), on lit que les experts se transportèrent « au » château dudit Civray, situé sur un terrain près de la ville, » et que ledit château leur parut « être en ruine et mesure sans aucune habitation, logement ni couverture, et hors d'état même d'être » habité, ne restant que quelques vieux murs de la ceinture et » circuit dudit château et dedans d'icellui étant entièrement démoly. » Diverses circonstances hâtèrent sa ruine totale. En 1740, notamment, le pont Perrin ayant été emporté par les grandes eaux, on en établit un autre en face de la Grand'Rue, et on ouvrit le nouveau chemin de Sivrai à Ruffec. Il fallut pour cela démolir une

(Arch. de la sous-préf.) Le fief de Fayolle était situé dans la commune de Saint-Saviol.

(1) Registres de baptêmes et sépultures de la paroisse de St-Nicolas.

(2) Le procès-verbal de cette visite, qui fut faite en exécution d'une des clauses écrites dans l'acte de vente du 25 août 1679, m'a été communiqué par M. Vernial. L'original se trouve aux archives du royaume.

sorte d'ouvrage avancé, dont les matériaux servirent à la construction du pont (1).

Dès ce temps-là, comme le constate le procès-verbal de 1683, des arbres étaient accrus sur les ruines (2); plus tard, le prince de Condé, voulant tirer parti du terrain, annonça l'intention de le donner à cens. Informé de ce projet, le corps de ville arrêta unanimement que le maire supplierait le seigneur engagiste de céder à la ville l'emplacement du château, « avec le droit qu'elle pouvoit » prétendre sur le chemin situé entre le château et la rivière, pour » former deux places, l'une supérieure, l'autre inférieure, qui » seroient applanies et plantées d'arbres avec l'argent consacré par » le roi aux travaux de charité (3). » Il est à regretter que le prince de Condé, peu touché sans doute des avantages qui devaient résulter de la réalisation de ce projet, n'ait pas accordé la concession demandée, et contribué ainsi à l'embellissement de la ville.

Quoi qu'il en soit, les habitants de Sivrai pouvaient espérer que les ruines du château perpétueraient longtemps le souvenir de sa splendeur passée. Mais le représentant du peuple Ingrand leur ravit, en 1794, cette inoffensive satisfaction. A son point de vue, « ces vieilles décombres de la féodalité, malgré les coups destructeurs du temps, attestoient encore l'orgueil des tyrans et l'avisement de nos pères; » et il reconnut, — un archéologue n'y eût pas songé, — que « ces restes hideux de la monarchie, ces vieilles » forteresses qui l'avaient autrefois défendue, pouvaient enfin servir la liberté, en procurant les matières premières nécessaires à » la fabrication du salpêtre. » En conséquence, il prit, le 25 ventôse an II (15 mars 1794), un arrêté pour que les chefs d'ateliers de salpêtre fussent autorisés à démolir les anciens édifices, en restreignant toutefois cette autorisation à ceux qui n'avaient aucune valeur soit pour la nation, soit pour les propriétaires. Malheureu-

(1) Mémoire signifié, en 1783, dans un procès soutenu par la ville. (*Arch. de la mairie.*)

(2) « Il parralt sur lesdites masures, y est-il dit, de gros arbres, et particulièrement deux cerisiers. »

(3) Délibération du corps de ville du 25 juin 1778. (*Arch. de la mairie.*)

sement la citadelle de Sivrai parut devoir être rangée dans cette catégorie. Les maçons se mirent à l'œuvre et démolirent la presque totalité « des tours de la mesure du ci-devant château (1). »

Il est désormais impossible de se faire une idée exacte de son état primitif ; je n'ai rencontré d'ailleurs aucun plan, aucun dessin de ce vieux monument. Il ne reste plus aujourd'hui que les vestiges de deux tours du côté de la route de Ruffec, et vis-à-vis de la Charente quelques pierres du massif d'une autre tour dans laquelle un puits profond et de forme carrée avait été creusé. Enfin, comme si ce n'était pas assez que le château eût été déjà sapé jusque dans ses fondements, quelques-uns des propriétaires du terrain achèvent maintenant l'œuvre de destruction, en attaquant même une partie du rocher sur lequel il était jadis si solidement assis.

Après avoir recherché la trace des anciens maîtres de Sivrai, interrogé jusqu'aux dernières pierres de leur forteresse, je vais m'occuper de l'église Saint-Nicolas, et là, du moins, malgré quelques actes de vandalisme, j'aurai autre chose à constater que de déplorables ruines.

III.

L'ÉGLISE SAINT-NICOLAS.

A quelle époque a été construite l'église Saint-Nicolas de Sivrai ? par qui a-t-elle été fondée ? Telles sont les deux questions que ne manquent jamais de faire ceux même qui, par hasard ou par désœuvrement, jettent les yeux sur la façade de ce bel édifice.

La réponse, il faut le reconnaître, n'est pas sans difficultés ; car, aucun document contemporain de la construction n'ayant enregistré une date précise, ou le nom du fondateur, il a bien fallu se lancer dans le vaste champ des conjectures.

Je ne mentionne que pour mémoire celle émise par un antiquaire et un officier du génie, qui, envoyés en mission archéologique à

(1) *Arch. de la mairie.* — On abandonna aux directeurs de l'atelier de salpêtre la moitié des matériaux, à la charge par eux de contribuer pour un quart aux dépenses de la démolition et de l'extraction des terres salpêtrées. — Les maisons du faubourg, dans le voisinage du pont, ont été construites avec des pierres provenant du château.

Sivrai par une société savante de Toulouse, dans les premières années de ce siècle, tombèrent d'accord pour déclarer que la façade de Saint-Nicolas avait été bâtie des ruines d'un ancien temple dédié au soleil, ou au dieu MITHRA. M. Alexandre de Laborde, qui nous a transmis ces détails (1), ajoute « qu'il ne saurait admettre une opinion » qui ne me paraît pas en effet sérieusement discutable.

Des titres qui nous sont parvenus sur cette église, le plus ancien où elle se trouve mentionnée est une bulle du 28 octobre 1119, par laquelle le pape Gelase II confirmait les églises et possessions de l'abbaye de Noailly. On y voit, en effet, figurer l'église Saint-Nicolas de Sivrai et la paroisse du château. « Ecclesia sancti » Nicholai de Sivriaco (2), cum parrochia ejusdem castri (3). »

Dom Etiennot pense qu'elle avait pu être donnée à l'abbaye de Noailly par un chevalier nommé Bertrand Gauvain, en réparation de torts graves dont elle avait eu à se plaindre de la part de ce seigneur (4); mais le titre même sur lequel s'appuie dom Etiennot me semble réfuter victorieusement cette conjecture. Ce sont des

(1) *Les Monuments de la France*, 1806, t. II. — Désireux de prendre connaissance du rapport dans lequel M. de Laborde semblait avoir puisé ces renseignements, j'ai cru devoir écrire à Toulouse, où M. Alexandre du Mège a bien voulu se livrer à des recherches qui sont demeurées sans succès. Il résulte des investigations de ce savant archéologue qu'aucune société académique de Toulouse ne s'est occupée du portail de l'église de Sivrai. M. du Mège est porté à croire que M. de Laborde a commis une erreur. Il fait observer cependant qu'il y avait à Toulouse quelques alchimistes qui croyaient trouver dans des bas-reliefs et des statues du moyen âge des emblèmes relatifs au *grand œuvre*, et qu'il serait possible que quelques-uns de ces visionnaires, qui ont vu dans les bas-reliefs de l'église Saint-Cernin des allusions à ce qu'ils nommaient l'*art royal*, eussent voulu s'assurer de ce que pouvaient avoir de conforme à leurs idées les ornements du portail de Sivrai.

(2) D. Font., t. XXI, p. 593. — Saint-Nicolas de Sivrai est désigné comme il suit dans le *Grand Gauthier* : — « Ecclesie Sancti Nicholay de Syvrayo patronatum » habet abbas nobiliacensis et debet V sol. de byss » (cinq sous de droit de blissexe).

(3) Voir le chapitre relatif à l'église Saint-Clémentin.

(4) « Has ecclesias, ut conjicio, dimisit abbat et conventui Nobiliacensi Bertrandus » Gauvais de Sivriaco miles, ductus poenitentiæ super multis injuriis quas intulerat » abbat et conventui Nobiliacensi apud Conalcum, ut ipsemet fatur in litteris quas » habes in probationibus nostris. » — D. Etiennot : Extrait transcrit par D. Fonteneau, t. LV.

lettres de Maurice de Blazon, évêque de Poitiers, datées de 1211, par lesquelles on voit que ce chevalier, « Bertrandus Gauvang de » Sivraico miles, bonæ memoriæ, » donne à l'abbaye de Noaillé tout ce qui lui appartenait à Caunai, « apud Conaicum (1). » Evidemment cette donation ne pouvait comprendre l'église paroissiale de Sivrai.

M. de Chergé est porté à croire que l'église « a pu être commencée » par Othon, dont la puissance et la position élevées expliqueraient, » dit-il, la construction d'un monument, remarquable par sa » richesse, dans une terre qui était primitivement de peu d'importance (2). » Cette opinion ne me paraît pas non plus pouvoir être adoptée. Ce fut seulement dans les dernières années du XII^e siècle que Richard donna à Othon, son neveu, non la propriété, mais seulement l'usufruit du comté de Poitou. Dès 1198, celui-ci quitta la France, et il est difficile d'admettre que ce prince ambitieux, qui aliéna tous ses droits dans notre province pour payer les suffrages qui devaient le faire élire empereur d'Allemagne, ait songé à fonder à Sivrai une église, dont la construction d'ailleurs est bien certainement antérieure à cette époque.

Pour moi, je n'hésite pas à penser, ainsi que je l'ai énoncé plus haut, que ce fut Aldebert III, comte de la Marche de 1047 à 1088, qui jeta les fondements de l'église Saint-Nicolas de Sivrai. Ici les données historiques se réunissent aux considérations architectoniques pour rendre cette opinion, sinon certaine, au moins très-vraisemblable. — Guerrier, Aldebert avait la farouche valeur qui caractérisait son siècle. On raconte que les ennemis qu'il poursuivait s'étant retranchés dans l'abbaye de Lesterp (3), il eut la barbarie de mettre le feu au couvent. Dix-sept cents personnes périrent dans les flammes, et les moines échappèrent seuls, dit-on, au désastre. Aldebert ne tarda pas à se repentir de cet acte de cruauté, et, comme il était d'usage alors, il l'expia par des libé-

(1) D. Fonteneau, t. XXII, p. 25. — La même donation est rappelée dans deux autres chartes, l'une de la même année (D. Font., t. XXII, p. 23), l'autre de 1216 (*ibid.*, p. 51.) — Dans ces titres, le nom Gauvain est écrit *Guauvagn* et *Gauvais*.

(2) De Chergé, *Rapp. sur les monum. hist. de la Vienne*, p. 50.

(3) Arrondissement de Confolens.

ralités envers l'abbaye qu'il avait dévastée (1), et par d'autres fondations pieuses, au nombre desquelles, malgré l'absence d'un titre décisif, doit être rangée, ce me semble, celle de l'église de Sivrai. Aldebert avait acquis d'ailleurs une grande réputation de capacité et d'intégrité. En 1080, il fut choisi par Gui Geoffroi, comte de Poitou, et par les religieux de l'abbaye de Saint-Cyprien, pour régler un différend qui s'était élevé entre eux (2). Aldebert décida en faveur de ce dernier, et telle était la confiance que le juge inspirait au maître de l'Aquitaine, qu'il accepta la sentence et chargea, dès l'année suivante, le comte de la Marche de statuer sur une autre contestation pendante entre Bertrand, abbé de Noaillé, et un seigneur nommé Aimeri (3). Bertrand eut gain de cause, et cette affaire ayant mis Aldebert en rapport avec les religieux de l'abbaye de Noaillé, on comprend dès lors qu'il ait pu faire don à cette abbaye de l'église qu'il avait fondée.

Une autre circonstance vient fortifier ces présomptions. J'ai dit qu'Aldebert III avait épousé Ponce, et que de cette union étaient nés deux enfants, Boson et Almodis. Or, dans une des arcades supérieures de la façade de l'église, on remarque à côté de la statue de saint Nicolas quatre autres statues dans lesquelles il me semble qu'on doit voir la noble famille d'Aldebert. Le costume, l'attitude, la disposition même de ces statues, se réunissent pour donner à cette conjecture l'apparence de la vérité. Aussi l'habile sculpteur chargé d'exécuter les travaux de restauration commencés en 1842 (4) les a-t-il considérées, lui aussi, comme représentant la famille du fondateur. Les noms seuls restaient à connaître, et je crois les avoir trouvés.

Le style d'architecture du monument vient-il d'ailleurs donner un démenti à tout ce qui précède? Je ne le pense pas. On est d'accord aujourd'hui pour admettre que la façade de Notre-Dame de Poitiers date de la seconde moitié du ^{xii}^e siècle. Au témoignage

(1) *Art de vérifier les dates* (loc. cit.).

(2) D. Font., t. VII, p. 47.

(3) *Art de vérifier les dates* (loc. cit.).

(4) M. Barles. — Voir le rapport de M. de Chergé sur la restauration de l'église Saint-Nicolas (loc. cit., p. 244).

de M. de Mérimée, celle de Saint-Nicolas est plus ancienne. Son aspect lui paraît « plus grave, plus sévère ; » il trouve « ses formes » plus pures, moins altérées par le mélange d'un autre style, se rapprochant davantage de la simplicité antique, » et il évalue à un demi-siècle environ l'intervalle de temps qui les sépare (1). Cette opinion nous reporte, en conséquence, aux premières années du même siècle. Quant aux chapiteaux intérieurs, M. Mérimée constate qu'ils portent le caractère de l'art roman du XI^e au XII^e siècle ; enfin MM. Alexandre de la Borde (2) et Eméric David (3) regardent également Saint-Nicolas de Sivrai comme un monument du XI^e siècle.

En effet, c'est vraisemblablement peu de temps avant sa mort, arrivée en 1088, qu'Aldebert jeta les premiers fondements de cette église, léguant, sans doute, à sa fille Almodis, puissante et pieuse comme lui, le soin de faire achever un édifice dont la construction ne pouvait être l'œuvre d'un jour, l'œuvre d'une année, et qui, suivant toute apparence, n'était pas achevé lorsqu'en 1119 le pape Gélase le faisait figurer au nombre des possessions de l'abbaye de Noaillé.

Quelle que soit en définitive la valeur de ces conjectures, elles me conduisent naturellement à une description sommaire de Saint-Nicolas de Sivrai, et principalement de la façade de cette église (4). Pour se livrer à une appréciation complète et approfondie des beautés de ce remarquable monument de l'art byzantin, il faudrait écrire un volume, faire une véritable monographie, entreprise qui, je le déclare, serait au-dessus des forces d'un antiquaire aussi peu compétent que moi. J'aurais même reculé devant les détails qui vont suivre, si je n'avais eu pour guide le travail de M. Mérimée. — Les notes de ce savant archéologue pourraient être offertes comme un modèle, si elles ne renfermaient pas quelques

(1) P. Mérimée, *Notes d'un voyage dans l'ouest de la France*, 1836, p. 397 et 399. — M. de Caumont, *Bull. monum.*, 1830, p. 108, exprime aussi l'opinion que la façade de l'église de Sivrai est du XIII^e siècle.

(2) *Loc. cit.* — M. de la Borde, entre autres motifs de son opinion, fait observer que « les colonnes sont, comme toutes celles de cette époque, d'une petite proportion. »

(3) *Bull. monum.*, t. V, p. 395.

(4) Le dessin qu'en a donné M. de la Borde dans ses *Monuments de la France*, t. II, pl. CXVI, est dû au crayon de M. Chapuy, et renferme quelques inexactitudes. Celui de M. Thiollot, *Antiquités du Poitou*, 1823, pl. IX, que M. de Caumont a reproduit dans son *Bulletin monumental*, n'est pas non plus irréprochable.

inexactitudes, résultat d'un examen nécessairement bien rapide.

Considérée dans son ensemble, la façade de Saint-Nicolas de Sivrai forme un carré long de 14 mètres de haut sur 19 de large, et se compose de six arcades en plein cintre symétriquement disposées sur deux rangs, trois au rez-de-chaussée, trois au-dessus. Une corniche saillante à modillons (1) sépare ces deux étages, et une seconde corniche, également à modillons (2), qui règne sur les arcades supérieures, supporte l'entablement (3). A droite et à gauche, deux massifs, composés chacun de six colonnes engagées, s'élèvent jusqu'à la seconde corniche (4). « Suivant toute » apparence, dit M. Mérimée, ces colonnes n'ont été destinées » qu'à servir de contre-forts, car on n'en a pas tiré parti pour la décoration. » Cet auteur ne paraît pas avoir remarqué qu'au centre de chacun des massifs a été ménagé un escalier conduisant à l'étroite plate-forme (5) qui existe en arrière du couronnement (6), de façon qu'on doit les considérer comme des tourelles (7) flanquant chaque côté de la façade.

(1) Ces modillons, au nombre de 28, offrent, suivant l'usage, les sujets les plus bizarres : on y remarque 11 têtes d'hommes et 8 d'animaux. Les autres représentent des objets dont il n'est pas toujours facile de reconnaître la destination. Le dernier modillon à droite du spectateur n'est pas sculpté. La figure du huitième montre une tête d'homme dont la joue droite est le siège d'une énorme tumeur, et dans le modillon suivant, une femme à longue chevelure semble émue de compassion à la vue de cette difformité; peut-être cependant cède-t-elle à une préoccupation d'une autre nature, car près d'elle on aperçoit trois dés à jouer marquant les nombres 3, 5 et 6.

(2) Les arcatures de cette corniche, au-dessus de l'arcade placée à droite, sont en forme de trèfle, à la différence de toutes les autres, qui sont simples. Des 30 modillons dont elle se compose, 16 seulement ont été sculptés.

(3) Suivant M. de Caumont (*Bull. monum.*, 1836, p. 108, en note), un fronton triangulaire devait s'élever, dans l'origine, au-dessus de la seconde corniche, — M. Mérimée (*loc. cit.*, p. 390) regarde également comme possible l'existence d'un gable.

(4) « Un chapiteau dépassant la corniche, fait observer M. Mérimée, eût été promptement dégradé par la pluie; et ces colonnes se terminent par une espèce de cône dont la base débordant le fût fait office de larmier. »

(5) Elle n'a que 70 centimètres de largeur. — Aux deux extrémités de cette plate-forme, deux gargouilles faisant saillie sur la façade servent à l'écoulement des eaux.

(6) Dans un large écusson qu'on aperçoit au-dessus de la seconde corniche, sur le couronnement, étaient sculptées des armes qui malheureusement paraissent avoir été effacées à coups de ciseau.

(7) L'horloge placée autrefois au sommet de l'une de ces tourelles, celle qui se

Après avoir constaté « que toutes les archivolttes étaient comme a » l'envi une profusion d'ornements, tous variés dans leurs motifs, » mais combinés adroitement pour produire une décoration générale de l'effet le plus agréable (1), » je vais successivement passer en revue chacune des six arcades, en commençant par celle qui occupe le milieu du rez-de-chaussée, et dans laquelle s'ouvre la principale porte d'entrée.

Cette arcade n'a pas moins de cinq archivolttes, dont l'extérieure forme une bordure composée de gracieux entrelacs. Sur les quatre autres « quatre compositions différentes sont sculptées (2) : la première, — à partir de la bordure, — est un zodiaque dont les signes commencent à gauche (3) par le Verseau, entremêlés, suivant l'usage, de petites compositions qui représentent les occupations correspondantes aux différents mois de l'année. — Ça et là paraissent quelques figures de fantaisie sans rapport sensible avec le zodiaque, ajoute M. Mérimée, » qui a cru remarquer, en outre, mais « sans pouvoir l'affirmer, vu l'état de mutilation de » ces jolies sculptures, que le signe de la Vierge manquait. » — Un examen attentif du zodiaque me permet d'affirmer que, si l'on en excepte une figure cornue et grimaçante qui forme la clef de voûte de l'archivolte, il n'existe que les douze signes et les douze compositions alternant avec eux, sans mélange aucun des figures de fantaisie dont parle M. Mérimée (4); d'un autre côté, j'ai pu me con-

trouve du côté du presbytère, avait coûté 800 livres en 1787. (*Reg. de baptêmes de 1788*). C'est vers 1820 qu'elle a été transportée dans le clocher.

(1) Les passages marqués par des guillemets, sans indication de sources, sont extraits textuellement des Notes de M. Mérimée.

(2) Dans ces archivolttes, « plates, en retraites les unes sur les autres, et légèrement obliques, M. Mérimée trouve l'origine des voussures remplies de statuettes » qui, au XIII^e siècle, devinrent un motif si général pour la décoration des portes. » — M. de Caumont (*Bull. monum.*, t. VI, p. 338, — congrès de Niort) voit également « dans l'église byzantine de Clvray un des premiers exemples des statuettes » tapissant les voussures des portails, qui se développa surtout au XIII^e siècle. »

(3) Ces mots à gauche, à droite, indiquent la gauche ou la droite du spectateur placé devant l'église.

(4) Voici dans quel ordre sont rangés les signes et les scènes correspondantes, en commençant à gauche. — 1^{re} scène : peu distincte; on reconnaît un personnage assis. — 1^{er} signe. Le VERSEAU. — 2^e scène : autre personnage assis; ses souliers-

vaincre que le zodiaque est complet, et que le signe de la Vierge, loin de manquer, est, au contraire, un des mieux conservés. La Vierge est représentée sous la figure d'une femme étendant les bras et portant un globe dans la main. Combien on doit regretter que cette archivolté, où l'on admirait « une multitude de menus détails » exécutés aussi finement que si le sculpteur eût travaillé un meuble facilement transportable, ait été déplorablement mutilée !

Sur la seconde archivolté, six anges ailés, enveloppés dans de longues robes, sont groupés à droite et à gauche d'un médaillon placé au sommet de l'arc. Ce médaillon, ou *vesica piscis*, porté par deux des anges, contient une statuette en pied dans laquelle on croit reconnaître la Vierge. Elle porte sur la tête une couronne.

Dix figures occupent la troisième archivolté. « A droite, dit M. Mérimée, elles tiennent élevé un objet qui ressemble à une lampe ou bien à une coupe, tandis que celles du côté opposé le portent renversé. Sont-ce, ajoute-t-il, les vierges sages et les vierges folles, qui les unes conservent la lumière de leurs lam-

sont auprès de lui ; il est occupé sans doute à se chauffer. — 2^e signe. Les POISSONS. — 3^e scène : la taille des arbres. — 3^e signe. Le BÉLIER. — 4^e scène : mutilée. — On aperçoit un oiseau perché sur une branche. — 4^e signe. Le TAUREAU. — 5^e scène : entièrement brisée, sauf une partie du corps d'une haquenée. — 5^e signe. Les GÉMEAUX. Le buste seul existe ; ils semblent se jeter dans les bras l'un de l'autre. Suivant l'observation de M. Mérimée, ils sont « mâle et femelle, et dans une attitude fort suspecte, ainsi qu'on les peint souvent dans les anciens manuscrits. — 6^e scène : elle est très-mutilée, mais on y reconnaît la fauchaison. — 6^e signe. L'ÉCREVISSE, représentée sous la forme d'un gros crabe tenant dans ses pattes un objet dont je n'ai pu me rendre compte. — Clef de voûte : figure cornue et grimaçante. — 7^e signe. Le LION. — 7^e scène : représentant la moisson, mais presque entièrement brisée. — 8^e signe. La VIERGE. — 8^e scène : malgré les mutilations qu'elle a subies, on reconnaît des moissonneurs battant le blé. — 9^e signe. La BALANCE, portée par une femme. — 9^e scène : les vendanges. Un vendangeur verse des raisins dans le cuvier, un autre les foule. — 10^e signe. Le SCORPION. — 10^e scène : horriblement mutilée. On y voit des pourceaux mangeant des glands. — 11^e signe. Le SAGITTAIRE. — 11^e scène : les bœufs à l'étable. — 12^e signe. Le CAPRICORNE. — 12^e scène : une femme assise dans une niche. — Pour prouver davantage que ce zodiaque est aussi complet que régulier, j'ajouterai que l'archivolte est composée de 36 pierres, non compris la clef de voûte. Chaque signe est sculpté sur une seule pierre (12), et chaque scène en occupe deux (24).

» pes, et les autres l'éteignent? » Je ne saurais expliquer, je l'avoue, le sens de cette scène symbolique; mais je ne puis admettre l'interprétation proposée, parce qu'elle repose sur une observation inexacte. Une seule, en effet, des figures placées à droite, tient sa coupe ou sa lampe renversée, et ses bras sont appuyés dessus, dans une attitude qui ne ressemble guère à celle d'une vierge folle. Le médaillon placé au centre de l'arc contient le buste de Jésus-Christ.

La dernière archivolt, la plus rapprochée du tympan, est également pourvue d'un médaillon dont la figure en buste représente Dieu le Père, ayant dans la main gauche le livre des Évangiles, et tenant levés deux doigts de la main droite. Trois des angles de la pierre sur laquelle il est sculpté sont occupés par un ange, un aigle et un lion ailé; le quatrième angle est brisé, mais on devait sans doute y voir un bœuf, complétant la série des symboles des quatre Évangélistes. De chaque côté du médaillon, deux anges d'assez grande dimension encensent le Père éternel. — La plupart des personnages que je viens de décrire ont été, comme le zodiaque, l'objet de mutilations d'autant plus regrettables, qu'elles rendent plus difficile encore à saisir la pensée de l'artiste qui les a créés.

Les deux arcades latérales du rez-de-chaussée sont moins compliquées et n'ont chacune que trois archivolt. Une bordure d'ornements entremêlés de têtes, un rang de feuilles, un rang de dragons, de griffons et autres animaux fantastiques, se repliant, se regardant ou se mordant, forment les archivolt de l'arcade gauche. Un seul sujet occupe le sommet du dernier arc. Il se compose d'un musicien, d'une femme qui semble danser la tête en bas, et de deux figures, telles qu'on en voit sur les médailles, paraissant examiner avec étonnement une danse aussi excentrique. Les archivolt de l'arcade droite offrent deux rangs de feuilles, une bordure formée de longs couds d'oiseaux gracieusement entrelacés, et un sujet parallèle à celui de l'autre arcade, représentant un dragon attaqué par un chevalier couvert de son bouclier, armé de son épée, et derrière lequel un homme ou un singe accroupi mord avec avidité dans un large gâteau. Chacune des arcades latérales en contient deux autres en ogive (1), qui, suivant M. Mérimée,

(1) Elles sont, d'après M. Emeric David, de la forme que les antiquaires nomment *à lancette*. (*Bull. monum.*, t. v, p. 395.)

pourraient avoir été ajoutées plus tard. A son avis, « les moulures » maigres et pauvres qui les entourent, comparées avec la richesse » des autres archivoltas, seraient peut-être un motif suffisant pour » le faire supposer. » L'ensemble de la construction dans cette partie de l'édifice repousse, je crois, l'idée d'un travail exécuté après coup; et si les sculptures sont moins riches, c'est sans doute parce qu'elles occupaient une place moins importante. Je ne suis pas non plus disposé à admettre que les arcades secondaires aient été ouvertes dans le principe. L'observation que le mur qui les bouche est dépourvu de tout ornement ne me semble pas très-concluante, puisque, à l'exception de quelques rosaces à droite et à gauche de la croisée ouverte dans une des arcades supérieures, « on cherche vainement l'appareil de décoration » qu'on voit, suivant M. Mérimée, « dans les autres parties lisses de la façade. »

Les bordures ou archivoltas extérieures des trois arcades viennent s'appuyer sur deux têtes monstrueuses dont la première dévore une autre tête, et la seconde, ouvrant une vaste bouche, semble réclamer aussi sa proie, — *Querens quem devoret.* — « Les retombées de tous » les arcs viennent s'appuyer à des colonnes dont les chapiteaux » historiés sont de la plus grande richesse. Leurs tailloirs ressemblent à des bas-reliefs, tant ils sont couverts de petites compositions de fantaisie qu'on ne se lasse pas de considérer, mais qu'il » serait impossible de décrire. » Les chapiteaux sont au nombre de vingt-quatre. De plus, quatre montants engagés entre les colonnes sont également couverts de sculptures. A droite, il n'existe que de simples rosaces; à gauche, on reconnaît des aigles éployés, des cerfs, des oiseaux, des poissons; le tout dans un fâcheux état de dégradation.

J'arrive aux trois arcades supérieures pourvues chacune de deux archivoltas, l'extérieure servant de bordure ou d'encadrement, et l'autre historiée. M. Mérimée fait observer, avec raison, que les sujets de ces dernières sont infiniment mieux exécutés que ceux des parties basses de la façade. Il ne pense pas cependant que ces différences d'exécution indiquent des différences d'époque; il en conclut seulement que les sculpteurs les moins habiles ont été chargés des parties les moins importantes (1).

(1) Cette observation ne s'applique point aux statues de ronde bosse. — Suivant M. Barles, les sculptures supérieures indiqueraient le faire du XIII^e siècle, tandis que

Sur l'archivolte de l'arcade centrale, on voit six femmes « revêtues de longues robes et d'amples manteaux, coiffées de casques coniques, » tenant la lance ou l'épée de la main droite, et la main gauche appuyée « sur de grands boucliers arrondis à leur extrémité supérieure, finissant en pointe aiguë (1), » et dont quelques-uns sont ornés d'une croix grecque ou même du croissant d'Orient. Chacune de ces femmes, qui représentent les vertus (2), terrasse un affreux démon et le foule aux pieds.

Au centre de l'arcade existe une fenêtre en plein cintre assez étroite « et très en retraite sur la partie inférieure de la façade. » Cette fenêtre est surmontée de quatre archivoltes dont l'ornementation, comme celle des bordures des trois arcades, consiste « en palmettes, rinceaux et feuillages, détails capricieux qu'excellaient à rendre les artistes du moyen âge, et dont l'effet est délicieux. »

Deux statues placées, la première à droite, la seconde à gauche de la fenêtre, « sont abritées de la pluie par la saillie de l'arc qui l'enveloppe. L'ajustement des draperies, et, jusqu'à un certain point, le style de la sculpture, leur donnent une apparence toute antique. Aux cheveux frisés de l'une, au front chauve de l'autre, on peut reconnaître les deux types consacrés très-anciennement à St-Pierre et à St-Paul. » En 1793, ces deux statues furent coiffées du bonnet rouge, costumées en gardes nationaux et armées d'une pique. Sentinelles immobiles, elles gardèrent héroïquement l'entrée du TEMPLE DE LA RAISON (3). Mais le métier des armes est rude, comme chacun sait, et quand le monument et les statues furent rendus à leur destination primitive, on reconnut que ces dernières avaient perdu les bras.

la partie inférieure se rapprocherait davantage de la manière byzantine. (De Chergé, *loc. cit.*, p. 247.)

(1) C'était la forme des boucliers en usage au XIII^e siècle.

(2) *Bull. monum.*, t. VI, p. 228. En constatant que ce sont toujours des femmes qui représentent les vertus, M. de Caumont rappelle le motif qu'en donne Durand, évêque de Mende, dans son *Rationale divinarum officiorum*. Les vertus, dit-il, sont représentées sous la figure de femmes, parce qu'elles touchent les cœurs et les nourrissent.

(3) Ces mots avaient été peints en grandes lettres sur la façade de l'église.

L'archivolte de l'arcade placée à gauche est composée de seize médaillons, et du fond de chacun d'eux sort un musicien céleste. C'est à tort que M. Mérimée dit que tous ces anges sonnent de l'oliphant : ils jouent de divers instruments, dont quelques-uns, totalement inconnus aujourd'hui, présentent des formes bizarres qu'il serait intéressant d'étudier au point de vue de l'art musical (1).

L'intérieur de l'arcade forme une niche (2), dans laquelle se trouvait autrefois une statue équestre. Il ne reste aujourd'hui qu'une partie du corps du cheval, et, du côté de la muraille, le pied gauche du cavalier (3) et l'extrémité de son manteau. Si les renseignements que des personnes âgées m'ont donnés de vive voix sont exacts, ce fut pendant le rigoureux hiver de 1789 que ce cavalier tomba brisé par la gelée. Il avait, dit-on, sur la tête un chapeau à bords étroits relevés d'un côté. Pour quelques-uns, c'était St Georges; pour le plus grand nombre, Henri IV, — le seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire. — L'examen du pied, la manière dont il est posé dans l'étrier, la forme de la bottine, font penser à M. Mérimée que cette statue pouvait avoir été sinon sculptée, du moins réparée assez longtemps après la construction, et qu'il ne serait pas même impossible qu'elle ne fût qu'une imitation d'un ouvrage plus ancien, suppositions que rend très-vraisemblables l'emploi de pierres susceptibles de se fendre à l'action du froid. Quoi qu'il en soit, l'absence complète du cavalier ne me

(1) De Chergé. *Rapport sur la restauration de l'église Saint-Nicolas de Cieray* (loc. cit.). — M. de Caumont, (*Bull. monum.*, t. x, p. 644) a reproduit le dessin de deux de ces médaillons. — L'un des instruments paraît être une espèce de violon dont la forme, aussi bien que celle de l'archet, se rencontre quelquefois dans les bas-reliefs de la même époque. L'autre est une *symphonie* ou *chifonie*, nom donné, au x^e siècle, à l'instrument appelé précédemment *organistrum*, et depuis *vielle*. Ici l'instrument est pourvu de deux roues, destinées sans doute à faire vibrer chacune seulement certaines cordes; il est en outre suspendu par une courroie laissant libres les deux mains du musicien. (Voir l'*Essai sur les instruments de musique au moyen âge*, par M. E. de Cousse-Maker. *Ann. archéol.*, t. VIII, p. 247.)

(2) Dans la partie supérieure de cette niche s'ouvre une petite fenêtre à plein cintre, destinée, je suppose, à éclairer les voûtes de l'église.

(3) Ce cheval et son cavalier me paraissent avoir été sculptés de grandeur naturelle, et il me semble qu'il y aurait de l'exagération à donner, comme M. Mérimée, au premier l'épithète de *gigantescus*, et au second le titre de *colosse*.

permet pas d'aborder la question si vivement débattue, de savoir quels étaient ces personnages à cheval occupant l'endroit le plus apparent de la façade, la place d'honneur, si je puis parler ainsi. — M. Didron (1) pense que la statue équestre de l'église de Sivrai représentait saint Martin à cheval coupant son manteau pour en donner la moitié à un pauvre mendiant. Mais la démolition de la façade a démontré l'existence d'une statue équestre seule et sans accessoires dans le cintre qu'elle occupait, et dès lors l'absence du personnage indispensable pour compléter la scène dont St Martin fut le héros (2). Suivant M. de Chergé, dont l'opinion a été regardée comme la plus vraisemblable lors du Congrès archéologique de Poitiers (3), les grandes statues équestres des églises du Poitou étaient celles des fondateurs. Ce sentiment a été combattu par MM. Jourdain et Duval (4), qui, posant en principe que l'histoire profane contemporaine n'a pas laissé de traces sur les tympans des églises, ne veulent voir dans ces statues que des sujets exclusivement religieux. — Par suite, ils proposent de reconnaître, dans celle de la façade de Sivrai, soit le cavalier de l'Apocalypse, soit la mort d'Héliodore. Assurément ils n'auraient pas émis cette double conjecture s'ils avaient connu la façade de Saint-Nicolas autrement que par des dessins. M. de la Fontenelle considère les statues équestres comme un droit féodal appartenant aux vicomtes et aux seigneurs puissants du Poitou (5), opinion qui, sous certains rapports, n'est peut-être pas tout à fait dépourvue de fondement; mais, je le répète, je ne dois point aborder l'examen d'une question sur laquelle je me crois hors d'état d'apporter quelque lumière.

(1) Critique du projet de restauration de la façade de Cléray. — (Feuilleton du journal *l'Univers*, du 9 avril 1842.)

(2) M. de Chergé, Dissertation sur les statues équestres (1843). — *Congrès archéologique de Poitiers*, p. 109.

(3) *Ibid.*, p. 117.

(4) *Bull. monum.*, t. x, p. 505. — *Congrès de Saintes*.

(5) *Bull. monum.*, t. vi, p. 335. — *Congrès de Nîort*. — En appliquant l'opinion de M. de la Fontenelle à Saint-Nicolas de Sivrai, la statue équestre de cette église serait celle du comte de Poitou, suzerain du comte de la Marche, Aldebert III, à qui j'attribue la fondation du monument, et cette circonstance fortifierait l'avis que j'émet, qu'il faut reconnaître dans les statues de l'arcade de droite celles du fondateur et des membres de sa famille.

La dernière arcade à droite n'est pas moins intéressante que les deux autres. L'archivolte historiée « contient douze figures revêtues de longues robes, tenant des livres; c'est ainsi qu'on représente souvent les apôtres. » Peut-être faut-il y voir des rois de Juda ou des prophètes? L'un de ces personnages joue du violon; les autres portent des rouleaux ou des livres. L'intérieur de l'arcade est divisée en deux parties. La supérieure, plus profondément enfoncée dans la muraille, forme une niche qui renferme quatre statues de vieillards enveloppés de longues robes et tenant des livres ouverts ou fermés. Suivant toute apparence, ce sont les quatre évangélistes. La partie inférieure de l'arcade est occupée par cinq statues. M. Mérimée en compte sept; mais il me semble qu'on doit considérer comme parfaitement distinctes deux statuette qui font l'office de colonnes au-dessous des chapiteaux sur lesquels retombe l'archivolte. Le premier chapiteau se compose de feuilles élégantes formant une corbeille légèrement posée sur la tête de la statuette, dont l'attitude est calme et heureuse. Le chapiteau correspondant montre, au contraire, un démon grimaçant, accroupi et pesant de tout son poids sur l'épaule d'un malheureux que ce fardeau accable, et qui penche la tête avec toute l'apparence d'une douleur profonde.

Quant aux cinq statues, la première, à gauche, représente un prélat assis: c'est le saint patron de l'église. La tête manque, mais l'erreur est impossible, puisqu'on lit sur le socle: S. NICOLAVS (1). Cependant les antiquaires dont parle M. de la Borde, placés sans doute sous l'influence de cette pensée que jadis se trouvait là un temple dédié à MITHRA, ont cru voir dans cette statue l'image de JANUS, avec le double visage qui permettait à cet autre dieu du paganisme de lire à la fois dans le passé et dans l'avenir (2).

A la suite de saint Nicolas se groupe une famille composée de quatre personnes. A gauche est l'épouse, dont la haute taille,

(1) Les caractères ne se lisent pas à l'œil nu du pied de l'édifice.

(2) Par suite de cette indication, M. de la Borde (*loc. cit.*) se livre aux conjectures suivantes: « Les statues bien mutilées parmi lesquelles on reconnaît un Janus » n'étaient peut-être, dans la pensée de l'artiste, qu'une personnification des vertus » nécessaires au chrétien. La prudence aura été représentée sous les traits du dieu » qui voyait le passé et l'avenir. » — Le dessin de M. Chapuy, publié par M. de la Borde, nous montre en effet le dieu Janus avec ses deux visages.

pleine de noblesse, attire involontairement l'attention; elle est revêtue d'une robe collante, sur laquelle venait retomber un long voile ou une écharpe (1). Du côté opposé on voit le mari, dont la figure, toute mutilée qu'elle est, conserve encore un air digne et sévère. On reconnaît en lui un guerrier. Entre ces statues se trouvent, près de la mère, un jeune homme vêtu d'une longue tunique et d'un manteau agrafé par devant (2); près du père, une jeune fille dont les cheveux sont noués en arrière, et dont la robe dessine la taille svelte et élégante. Ses bras sont pendants et ses mains disparaissent sous un long ornement placé au bout des manches. Je m'étais demandé d'abord si ces quatre statues, symétriquement disposées à côté du patron de l'église, n'étaient pas la traduction en pierre de l'influence favorable que, suivant le vulgaire, saint Nicolas exerce sur les mariages; mais, après un examen plus attentif, j'ai dû m'arrêter de préférence à l'opinion partagée par M. Barles, qu'elles représentaient la famille du fondateur, et qu'on devait y voir, ainsi que je l'ai dit, Aldebert, comte de la Marche; Ponce, son épouse; Boson et Almodis, ses enfants. — Au témoignage de M. Mérimée, ces statues « offrent ces plis roides et serrés, » ces riches broderies, cette profusion de bijoux, caractères si » connus de la sculpture byzantine. » Il constate également qu'elles ne manquent pas de grâce, et sont même remarquables par leur exécution. Je reconnais avec lui qu'elles sont posées dans les niches et détachées de la muraille; mais je ne puis admettre, comme il le prétend, qu'elles aient été « disposées sans ordre, » déplacées sans doute et remplacées par des mains maladroites, et » qu'elles n'aient d'autre rapport qu'une certaine uniformité dans » le costume; » je ne puis croire, enfin, qu'on les ait apportées successivement pour les mettre « sur deux rangs, comme des » livres dans une bibliothèque, pour en former une sorte de musée » d'ouvrages anciens et modernes. » Les statues des évangélistes paraissent, à la vérité, appartenir à une autre époque, mais il n'est pas étonnant qu'on les ait utilisées lors de la construction de l'édifice. Au-dessus des arcades supérieures, à droite et à gauche

(1) Les bras sont brisés.

(2) La tête de cette statue manque comme celle de saint Nicolas.

de deux colonnes engagées qui s'élèvent jusqu'à la seconde corniche, on remarque quatre autres statues de vieillards portant aussi des livres, et représentant sans doute encore les quatre évangélistes, sous la protection desquels on plaçait ainsi deux fois l'église, tout en la consacrant spécialement à saint Nicolas (1).

Entre les arcades inférieures existaient quatre compositions dont les figures, d'un assez fort relief, sont trop mutilées, non pas seulement pour « se faire une idée de leurs proportions, » mais surtout pour en saisir le véritable sens. Le sujet placé à droite de la porte d'entrée a entièrement disparu ; la partie supérieure du groupe sculpté à gauche de la même porte a été brisée : on voit seulement qu'il se composait de deux personnages dont l'un paraît porter une palme à la main. Les deux autres bas-reliefs, non moins horriblement mutilés, ne contenaient qu'une seule figure.

Aux détails qui précèdent, et qui ne peuvent donner qu'une idée bien imparfaite des beautés de la façade de Saint-Nicolas de Sivrai, il convient d'ajouter que les fonds de sculpture étaient peints autrefois. « Parmi les couleurs dont les vestiges attestent l'existence, » dit M. de Chergé (2), le rouge et le bleu semblent dominer, peut-être parce qu'elles ont mieux résisté que les autres à l'action délétère des agents atmosphériques. Les parties unies de la façade étaient même colorées de peintures à fresque dont on a retrouvé des fragments... La plupart des figurines des archivoltées inférieures offrent cette particularité remarquable, qu'elles ont les yeux perforés. Cette perforation de l'orbite s'expliquait par l'enlèvement dans la pierre d'émaux imitant le globe de l'œil. — On peut juger de l'effet que devait produire sur les populations religieuses du moyen âge la vue de ces magnifiques façades. »

Pour préserver celle de l'église de Sivrai d'une chute imminente que présageait un surplomb de trente centimètres, il fut résolu, en 1842, qu'elle serait démolie et reconstruite avec les mêmes matériaux. — Un intéressant rapport de M. de Chergé, inspecteur

(1) Au lieu d'offrir une répétition du sujet des quatre évangélistes, ces quatre statues sont peut-être celles des quatre grands prophètes qu'on observe sur le portail de Notre-Dame de Poitiers.

(2) Rapport sur la restauration de l'église Saint-Nicolas de Civray. — *Congrès de Poitiers*, p. 244.

des monuments historiques de la Vienne (1), fait connaître toutes les dispositions prises pour l'exécution d'un travail auquel on doit incontestablement la conservation de l'édifice. Il est seulement à regretter que les sculptures des pierres substituées à celles jugées hors d'état de servir ne soient pas encore terminées.

M. Mérimée fait observer, avec raison, que l'intérieur de l'église ne répond pas à la richesse de son ornementation extérieure; mais sa nudité même lui donne un caractère remarquable de majestueuse simplicité. C'est à peine si les chapiteaux sont ornés de rinceaux ou de feuillages. Un ou deux seulement sont historiés (2). L'église, longue de 44 mètres et large de 16, a la forme d'une croix latine. La longueur du transept est de 27 mètres. Les collatéraux, très-étroits (3 mètr. 80 cent., y compris la banquette), ont leurs voûtes en plein cintre, « renforcées d'arcs-doubleaux; » celle de la nef principale, soutenue de chaque côté par quatre piliers, et la voûte du transept, sont en ogive « toutes construites en berceau; » enfin une arcature ogivale est figurée dans les murs des collatéraux. Les voûtes du transept, et probablement aussi celles de la nef, ont dû être refaites. M. Mérimée en trouve la preuve, pour les premières, dans la corniche du mur du transept, devenue inutile, et conservée néanmoins après la restauration. Il y a lieu de penser que les autres murs (3), soutenus à l'extérieur par plusieurs contre-forts, sont aussi de construction primitive, puisque leur appareil est exactement le même que celui de la muraille dont je viens de parler.

La coupole, placée au centre du transept, a huit pans, dont quatre munis de fenêtres qui en éclairent l'intérieur. Les colonnettes qui séparent chaque pan reposent sur des consoles, la plupart à figures grimaçantes; deux des angles formés par les grands arcs de la coupole sont occupés par des personnages qui semblent, l'un la porter sur son dos, l'autre la retenir avec la tête et les mains.

(1) *Congrès archéol. de Poitiers*, p. 244.

(2) Celui qui se trouve au fond de la nef à droite me paraît représenter Cain tuant Abel.

(3) Ces murs, de même que la façade, ont été construits avec des pierres calcaires assez dures, mais qui ne résistent pas toujours à la gelée, comme on peut s'en convaincre dans plusieurs parties de l'édifice. Elles provenaient, je suppose, des carrières de Blanzai.

La nef principale est terminée, au levant, par une abside semi-circulaire éclairée par cinq fenêtres, et dans laquelle se trouve le maître-autel. A droite et à gauche sont deux autres absides plus petites et éclairées par une seule ouverture. On y a placé deux autels consacrés, l'un à saint Roch, l'autre à la Vierge. Une seule fenêtre existe également à chaque extrémité du transept. Les murs des collatéraux en ont quatre de chaque côté. Toutes ces fenêtres sont en plein cintre (1); deux d'entre elles, à gauche, sont même arrondies en œil-de-bœuf. Au dehors, plusieurs de ces ouvertures sont ornées avec l'élégance qui caractérise la façade; leurs archivoltes, principalement du côté de la grande abside, se composent d'un rang de pointes de diamants, alternativement en saillie et en creux, d'un agréable effet. Plusieurs des chapiteaux des colonnettes méritent d'être étudiés. Enfin les murs du transept et des absides sont terminés extérieurement par un corniche à modillons tantôt unis, tantôt sculptés avec une bizarre variété.

Le clocher, placé au-dessus de la coupole, est de forme octogone comme elle, et éclairé par huit fenêtres. Sa hauteur, à partir du sol jusqu'à la charpente, est de 26 mètres; mais je suppose que la construction n'en a pas été achevée. La charpente, disposée dans le goût du xvii^e siècle, se compose de deux lanternes ou dômes superposés et munis de huit ouvertures. L'escalier qui conduit au clocher est pratiqué dans une tourelle appuyée sur le mur extérieur de la coupole (2).

Le pavé de l'église est très-dégradé; dans quelques parties même, le sol semble s'être affaissé. Des inondations assez fréquentes lors des débordements de la Charente, et de nombreuses inhumations qui n'ont cessé qu'à la fin du siècle dernier (3), peuvent avoir contribué à l'état de dégradation que je signale. Toute la longueur du transept est encore occupée par de larges pierres

(1) Cette disposition prouve, suivant l'observation de M. Mérimée, qu'on préférait encore le plein cintre pour la décoration extérieure, à une époque où déjà l'ogive était en usage à l'intérieur.

(2) La porte d'entrée du clocher ouvre dans l'église, entre l'abside principale et celle où se trouve l'autel Saint-Roch.

(3) Ces inhumations ont cessé vers 1776. — En 1733, l'ouverture d'une fosse dans l'église coûtait 3 livres. (*Comptes de la fabrique.*)

tumulaires : on en compte trente-trois placées parallèlement et se touchant. De louangeuses épitaphes, de fastueuses armoiries, étaient gravées sur ces tombeaux ; mais, incessamment foulées aux pieds, elles sont aujourd'hui presque entièrement effacées, et, chose singulière, lorsque le souvenir de tant de nobles personnages a disparu, malgré de grands efforts pour le perpétuer, deux inscriptions modestes ont seules été préservées, l'une du xvii^e siècle, consacrée à la mémoire d'un des pasteurs de l'église, et l'autre du xv^e, rappelant un acte de pieuse libéralité. Je donnerai plus loin le texte de cette dernière inscription.

Indépendamment des chapelles de la Vierge et de Saint-Roch, il en existait deux autres au xvii^e siècle, celles de Saint-Jean et de Ste-Marie-Madeleine (1). Je pense qu'elles étaient placées, soit en face des deux premières, soit à chaque extrémité du transept ; dans cette dernière hypothèse, l'une d'elles aurait masqué la porte qui conduit dans la sacristie actuelle (2). Mais il existe, en face de la chapelle Saint-Roch, une autre porte, aujourd'hui murée, ornée à l'extérieur d'une archivolte à têtes de diamant, qui ouvrirait sur la cour du presbytère, et des vestiges d'anciennes constructions sembleraient indiquer que la sacristie était alors dans cet endroit (3). — Plusieurs autels dédiés à sainte Barbe, à sainte Anne, à sainte Julienne, à saint Crépin et à saint Antoine, ont également disparu depuis longtemps ; j'ignore même où ils pouvaient être placés.

Malgré les désordres de nos guerres civiles et religieuses, l'église de Sivrai était beaucoup mieux décorée il y a deux siècles que de nos jours (4). Un procès-verbal dressé, le 30 octobre

(1) La fabrique possédait en 1722 une rente de 15 livres sur cette chapelle.

(2) C'est au-dessus de cette porte que se trouve sur le mur du transept la curieuse fresque découverte en 1847, et dont j'ai donné la description (*Bull. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, année 1847, p. 69). Une grande partie de l'église était peinte autrefois ; on en trouve du moins sur quelques piliers et à la voûte de la nef des preuves irrécusables.

(3) Elle a été aussi placée pendant longtemps derrière le maître-autel, au fond de l'abside principale, comme cela se pratique dans beaucoup d'églises de campagne.

(4) Elle était encore assez richement pourvue en 1793. — L'argenterie qu'on enleva alors pesait 50 marcs, et les ornements furent estimés 818 livres. — On voit

1634, par les commissaires chargés de la visite des bénéfices et cures de plusieurs archiprêtres du diocèse de Poitiers, en fournit la preuve (4). « De là sommes allés, y est-il dit, en la ville de » Civray, en laquelle avons visité l'église parochiale de Saint- » Nicholas... Nous avons trouvé ladite église bien ornée, voûtée » et couverte, le tout en bon estat, tant pour la garde du Saint- » Sacrement que service divin qui y est fait au contentement des

figurer dans l'inventaire « un habillement de moire galonné en argent, complet, à l'exception du devant, coupé pour mettre à l'arbre de la liberté, » et plusieurs devants d'autels en soie, dont « trois avaient été pris et défaits pour les drapeaux de l'horloge et du clocher. » (*Archives de la mairie*, inventaire des 28 frimaire et 1^{er} ventôse an II, — 18 décembre 1793 et 19 février 1794.) Aujourd'hui l'église est très-mesquinement décorée. La chaire et le bénitier seraient à peine admis dans une pauvre église de village. Les fonts baptismaux méritent cependant une mention spéciale : ils sont, ainsi que leur support, en marbre d'un gris jaunâtre, provenant de la Bonnardellière, et on y voit sculptées les armes des anciens seigneurs de ce lieu. — A cette occasion je crois devoir rappeler que la carrière de marbre de la Bonnardellière (commune de Saint-Pierre-d'Exideuil) fut découverte en 1773. Le marquis de Cerzé, propriétaire du terrain, fit venir des ouvriers d'Angers et « les occupa, dès leur arrivée, à » un travail bien digne des sentiments de piété qui l'animent ; il fit faire un bénitier » pour l'église de Saint-Pierre-d'Exideuil, et il se proposait aussi d'en faire présent d'un » à la ville de Civray. » M. de Cerzé céda bientôt l'exploitation de la carrière à un marbrier nommé Chéreau (*Affich. du Poitou*, année 1773, p. 73, 107, 179, etc.). — Il est à regretter que cette exploitation ait été abandonnée. M. Oré, propriétaire à Sivray, possède une table d'assez grande dimension (1 m. 50 c. de longueur sur 0,73 c. de large), composée de petits trapèzes de marbre de la Bonnardellière. Ces trapèzes, alternativement gris, gris jaunâtre et jaune, s'élargissent graduellement à partir du centre de la table, et forment une mosaïque d'un très-agréable effet. Plusieurs des trapèzes offrent des apparences de végétation analogues à celles qu'on voit sur les agates. Sur un côté de la table, sont figurés des jetons et des cartes étalés. Une de ces dernières, le neuf de trèfle, semble pliée ou froissée. A cette occasion, on raconte, — je ne garantis pas le fait, — que le seigneur de la Bonnardellière destinait cette table à une haute et puissante dame, grande joueuse, qui, après un coup malheureux, avait dans sa colère froissé entre ses mains un malheureux neuf de trèfle, cause innocente d'une perte considérable. La noble douairière accueillit fort mal le cadeau et l'épigramme, et renvoya, dit-on, incontinent la table, qui fut criée aux enchères en 1793, et vendue 150 francs.

(1) Cette visite avait été ordonnée par arrêt des grands jours de Poitiers, du 30 septembre 1634. Les commissaires chargés de visiter l'archiprêtre de Gençai, dont Sivray faisait partie, étaient Jean Filleau, avocat du roi à Poitiers, et Denis Guilloteau, chanoine théologal de l'église de Poitiers. — L'extrait du procès-verbal m'a été communiqué par M. Beauchet-Filleau.

» paroissiens, comme nous ont certifié ceux qui se sont trouvés en
» la dicte église: » Le chœur, mieux disposé que de nos jours,
était entouré d'une grille en fer. On voit par un acte de sépulture,
en date du 9 mai 1613, qu'un notaire, nommé Jean Guyot, « avait
» donné le crucifix étant au-dessus la porte du chœur... ains les
» deux images de Nostre-Dame et de saint Jehan étant aux deux
» costés d'icelui (4). Le pupitre en bronze qu'on y remarque au-
jourd'hui provient de l'abbaye de la Reau (2); l'aigle éployé qui le
termine est d'une exécution assez remarquable.

Au-dessus de l'autel Saint-Roch, on voyait autrefois un
tableau déposé maintenant à la cure, mais qu'on peut regarder
comme perdu, tant il est détérioré. Ce tableau représente
le patron de la chapelle, qu'un religieux de l'ordre de Saint-
François implore à genoux et les mains jointes. Dans l'angle,
à gauche, apparaît une partie de la ville de Sivrai, le clocher de
Saint-Nicolas (3), la halle, le pont des Barres et la Charente.
Au-dessus plane un ange exterminateur, tenant un glaive dans la
main droite et des foudres dans la main gauche, ce qui prouve, je
crois, que l'autel Saint-Roch fut établi à la suite d'une peste
meurtrière. Il ne reste plus de la date écrite au bas du tableau
que des traces indéchiffrables; mais une annotation consignée
dans l'un des papiers mortuaires de la paroisse de Saint-Nicolas
me paraît y suppléer; on y lit en effet : « 15 aoust 1629, sont
» décédez tous ceux de la maison Rolland. — 20 aoust, est décédé
» Jacques Chipot de la contagion. » — Puis ces mots : « Durant le
» reste de l'année, il est mort plusieurs personnes de contagion,
» jusqu'au nombre de douze ou treize vingtz (240 à 260 personnes),
» tant de la religion catholique, apostolique et romaine que de la
prétendue. » C'est alors que le fléau décimait la population, que

(1) L'absence complète de tableaux qui se fait remarquer dans l'église de Sivrai
tient sans doute à ce que l'humidité considérable qui y règne à la suite des inon-
dations a détérioré promptement ceux qu'on y avait placés.

(2) Il fut apporté à Sivrai au mois de mai 1791. (*Comptes de la fabrique.*) —
L'église était autrefois garnie de bancs; ils furent enlevés en 1790, et on y substitua
des chaises. (*Délib. de la municipalité du 26 septembre.*)

(3) La charpente du clocher est exactement semblable à celle qui existe aujour-
d'hui. On voit par les comptes de la fabrique qu'elle fut réparée à neuf en 1733.

les fidèles se placèrent sans doute sous la protection du saint auquel est attribué le pouvoir de conjurer les épidémies.

En 1733, on mit en ordre les archives de la fabrique, et elles furent renfermées dans une armoire placée sous le grand autel et munie de deux serrures (1). On eut même soin de faire écrire des copies de plusieurs titres (2). Vaines précautions ! De toutes les pièces que contenait cet important dépôt, quelques-unes seulement nous sont parvenues. Parmi ces dernières figure un testament, en date du 8 mars 1417 (vieux style), par lequel Catherine Prévost, femme de Perrochon de Lors, dame de Passac, demeurant à Sivrai, faisait en faveur de l'église Saint-Nicolas un legs formulé dans les termes suivants (3) : *Item* je ordonne ma sépulture en l'église de Saint-
» Nicholas de Civray devant l'autel de Saint-Jame (4). *Item* donne
» et laisse quatre livres de rente perpétuelle payables en deniers
» assis, situés et assignés sur mon lieu de Passac (5), pour icelles
» quatre livres de rente convertir pour (6) la main d'iceulx qui de
» moi auront droit et cause en une messe de Nostre-Dame, et
» icelle estre dicte et célébré en ladite église de Saint-Nicholas de
» Civray à l'autel de Nostre-Dame estant en ladicte église, chascun
» semadi de chascune sepmaine de l'an par le curé de la dicte église
» de Saint-Nicholas ou son vicaire pour l'âme de moi et de mes
» feuz parens et amis trepassez. Et lesquelx quatre livres de rente
» je vuil que soient païées audit curé ou à son dit vicaire pour faire
» ledit service de ladicte messe par la main dudit Perrochon de Lors,
» mon dit seigneur et mari, durant le cours de sa vie ; et en cas que
» ceulx qui de moi auront cause ou les leurs héritiers et succes-
» seurs apointeroient et paieroient par unes fois seulement les

(1) *Comptes de la fabrique*, 1733. — 4 liv. pour deux serrures et leurs clefs mises aux archives.

(2) *Ibid.* — 12 s. pour avoir fourni trois mains de papier afin d'écrire des copies de titres de la fabrique.

(3) *Archives départementales*, prieuré de Saint-Nicolas. — Cette pièce est la plus ancienne des archives.

(4) La pierre tumulaire est placée en avant de l'autel consacré aujourd'hui à la Vierge.

(5) Passac est situé dans la commune de Champniers.

(6) *Lisez* : par. (Note de M. Rédet.)

» deniers que cousteroient et pourroient couster et valoir les-
» dictes quatre livres de rente perpétuelle, selon la coutume du
» pais de la chastellanie de Civray (4), audit curé ou à son dit
» vicaire, je vuil et ordenne que lesditz qui de moi auront droit et
» cause et les leurs perpétuellement demourent quiptes, délivrés et
» deschargés de ladicte rente..., et vuil et ordenne que ledit curé
» de ladicte église de Saint-Nicholas ou son dit vicaire, où l'un d'eulx
» qui recevront lesdiz deniers que valent et peuvent valoir les-
» dictes quatre livres de rente soient tenuz de iceulx deniers convertir
» et metre en autant de rente pour faire ledit service de ladicte messe
» en ladicte église et que ad ce faire le dit curé oblige ses biens
» et iceulx de ladicte cure..., et en cas que ledit curé ou son dit
» vicaire seroient contredisans et reffusans de prendre et recevoir
» lesdiz deniers desdictes quatre livres de rentes, je vuil et
» ordenne que lesdiz qui de moi auront cause et les leurs puissent
» bailler et consigner lesdiz deniers audit cas ès mains de quelque
» justice que bon leur semblera, soit justice d'église ou séculière,
» et en baillant et consignnant lesdiz deniers ès dictes mains de la-
» dicte justice, parmi ce que ladicte justice sera tenue de les
» convertir en autant de rente comme dit est, je veulx et ordenne
» que lesdiz qui de moi auront cause et les leurs perpétuellement
» demourent quiptes de ladicte rente et ledit lieu et herbergement
» de Passac, quipte et deschargé d'icelle rente. » Catherine Prévost

(1) Ce passage est très-intéressant en ce qu'il rappelle quelle était en pareille ma-
tière la *coutume du pays de la châtellenie de Sivers*. Thibauden (*loc. cit.*) rap-
pelle quelques autres usages de cette circonscription judiciaire. Ainsi, « les femmes
» roturières n'y avoient point de douaire, ce qui fut encore conservé lorsque la cou-
» tume de Poitou, déjà rédigée, fut imprimée pour la première fois en 1486. » — Ce
n'est que plus tard que le douaire leur fut accordé dans toute l'étendue de la province.
— Dans l'origine, « les retraits étoient perpétuels, et on pouvoit les exercer tant que
» les domaines se trouvoient dans la main de l'acheteur ou de ses héritiers, ou que
» la chose étoit transportée de vente en vente. » Cet usage, qui laissoit la propriété
toujours incertaine, et dont on abusoit pour dépouiller les anciens possesseurs, fut
abrogé en 1486. — L'ordre des successions n'étoit pas uniforme dans toutes les par-
ties du Poitou; à Sivers « l'aîné entre nobles avoit pour droit d'aînesse le principal
» châtel et clôtures anciennes, et un héritage de la valeur de cinq sous. S'il n'y en
» avoit pas, il prenoit autre devoir ou chose, jusqu'à ladite valeur, et le surplus des
» biens se partageoit également. »

mourut dix ans plus tard, le 46 février 4427 (vieux style), et, conformément à ses dernières volontés, elle fut inhumée dans l'église Saint-Nicolas, ainsi que le constate l'inscription gravée sur sa tombe en caractères gothiques. Cette inscription, dont la première ligne est effacée, porte ce qui suit :

.
Catherine Prioste. d. a. de Passac. que.
legavit. rectori. huj. ecclesie. quatuor.
libras. redditus. situatas. super. dicto loco.
de Passac. et. o. bonis. suis. certis.
pactis. in. dno. legato. ipse.
rector. deberetur. ppetuis. temporibus.
qualibet. die. sabbati. celebrare. vocam.
missa. de. beata. m^a. virgie. in. predicta.
ecclesia. ad. altare. ejusde. v. igis.
et. abijt. die. sabbati. vi. februii.
anno. dni. mille^o. lxxxviii^o. xxviii^o. Xia. ej.
requiescat. in. pace. amen.

Les bâtiments de l'ancien prieuré, parallèles à l'édifice, n'offrent rien de remarquable, si l'on en excepte deux mâchicoulis, l'un appuyé sur la tourelle de l'escalier, et l'autre fixé à l'angle de la muraille du côté opposé. Le plus ancien prieur dont le nom soit parvenu jusqu'à nous est celui de Pierre Bernard, — « P. Bernardus, » prior Sancti Nicholai, » — qui signait comme témoin, vers 4495, une donation faite au monastère de Montazai (1). — Les revenus du prieuré s'élevaient, en 1728, à 1,245 livres, dont 447 de legs pieux et 450 de casuel. Le curé payait 400 livres de décime, 3 liv. 40 sous pour le luminaire, et 400 livres à un vicaire, avec la table et le tiers du casuel (2). En 4788, ces revenus n'avaient pas sensiblement varié (3).

(1) D. Font., t. xviii, p. 623.

(2) Renseignements fournis par M. Rédet.

(3) Voir les *Comptes de la fabrique*. — Les archives de la mairie possèdent ceux des années 1719 à 1724, 1733 à 1739, 1740 à 1745, 1761 à 1769, 1777 à 1781, 1782, 1784, 1787 et 1790 à 1793.

Les anciens curés de la paroisse de Saint-Nicolas de Sivrai étaient nommés sur la présentation de l'abbé de Noaillé; je puis citer parmi eux :

I. JEAN DÉARDE. — On trouve, à la date du 42 novembre 1429 (1), un règlement amiable, intervenu entre ce curé et les procureurs des habitants de Sivrai, « relativement aux droiz funératiques au- » dict curé appartenant des trépassez paroissiens d'icelle église. » Cette pièce curieuse, trop étendue pour être transcrite ici, fait connaître que l'enterrement d'un « chef d'hostel » coûtait alors huit sous quatre deniers de la monnaie courante. On ne devait que six sous huit deniers pour les « enfants de famille, » et seulement deux sous six deniers pour les petits enfants ou filles « non rece- » vant le corps de Nostre-Seigneur. »

II. GIRAUDEA. — Ce fut lui qui reçut, par l'intermédiaire de Berthomé Guitard, prieur de Saint-Nicolas, vicaire de la même église et fermier des revenus de la fabrique, le montant du legs fait par Catherine Prévost, dame de Passac. — La quittance, en date du 15 janvier 1437 (vieux style), est jointe au testament. Ce payement donna lieu sans doute à quelques difficultés, car, à la date du 6 mars 1444 (v. s.), le prieur Guitard délivra une attestation constatant que, lors de la dernière maladie de Catherine Prévost, cette dame lui avait déclaré avoir fait son testament quatorze ans environ auparavant, et qu'elle entendait qu'il fût exécuté.

III. NICOLAS GÉNOYS. — Il était curé dès l'année 1446. On voit, par une sentence arbitrale rendue le 47 mai 1453 (2) entre le curé de Saint-Clémentin et lui, que, « pour le regard d'une certaine » procession de la blée (3), qui se faisait ordinairement le mardi de » la Pentecôte, c'était audit curé de Saint-Nicolas à la faire, et » que le vieux cimetière, autrement dit le charnier (4), devait être

(1) *Archives départ.* — Titres du prieuré de Saint-Nicolas de Sivrai.

(2) *Ibid.*

(3) Je n'ai pu découvrir ce que c'était que cette procession de la blée.

(4) Ce cimetière était situé au delà de l'Ermitage, dans un terrain qui a conservé le même nom. On a cessé d'y enterrer au commencement du XVIII^e siècle. En 1761, la fabrique de la paroisse Saint-Nicolas possédait plusieurs rentes sur cet ancien cimetière, qui tenait « au chemin par lequel on va du Puy-Carré à Montazat, et à celui qui » conduit de l'Ermitage, suivant le chemin bas, au lieu de Bagolre. »

» commun entre lesdits curés. » Cette pièce, qui n'est pas sans intérêt, réglait aussi les lieux où les deux curés devaient percevoir la dime.

IV. — HONORÉ SAUVESTRE était vicaire de Saint-Nicolas avant 1611, époque à laquelle remontent les registres de baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse; curé en 1614, il mourut 44 ans après, le 18 novembre 1658, et fut enterré dans l'église près de l'autel de la Vierge. L'inscription gravée sur sa tombe constate que, pendant ce long espace de temps, il « porta dignement la qualité de curé, » et qu'il se distingua par « sa charitable vigilance envers » les âmes qu'il avait en charge. — Ce vénérable prêtre fut puissamment secondé dans l'exercice de son saint ministère par un vicaire nommé Noël Pérax, qui demeura avec lui pendant quarante ans, et qui lui ferma les yeux. Ce dernier mourut en 1673, à l'âge de 90 ans, et fut inhumé auprès du pasteur dont il avait si longtemps et si honorablement partagé les travaux. Une transaction intervenue, le 6 septembre 1628 (1), entre ce curé et Claude Pidoux, fils de Charles Pidoux, lieutenant général de la sénéchaussée de Sivrai, fait connaître quelle était alors l'étendue de la dimerie, « vul- » gairement appelée la dixmerie de la franchise, » appartenant à la cure de St-Nicolas. Elle commençait « dès le cimetière neuf (2), en- » close l'ousche de la chapelle Ste-Appolline (3), tirant dudit cime- » tière aux environs de Roche et descendant à la Folie; d'icelle » traversant la rivière de Charente, droit au Pré-des-Dames de » Montazay, et montant au lieu où étoit anciennement le château » des Ages (4). De là retournant à la Croix-Guionnet, autrement au

(1) *Archives de la mairie.*

(2) Le cimetière neuf existait dès 1453, puisque, dans la sentence arbitrale du 17 mai de cette même année, le charnier était déjà appelé *Cimetière-Vieux*. Contigu à la propriété des Palatries, non loin de l'ancien couvent des Capucins, ce cimetière est désigné dans les actes de sépultures sous les noms de *Grand-Cimetière*, *Cimetière des Palatries*, *Cimetière de Saint-Nicolas*, etc. — Les pierres dont on se sert pour les tombes sont tellement sensibles à l'action du froid, qu'elles se brisent au bout d'un petit nombre d'années. Je ne crois pas qu'il existe d'inscription antérieure à 1780.

(3) Il ne reste plus aucune trace de cette chapelle, qui existait encore en 1720. (*Registres des actes de sépultures de la paroisse Saint-Nicolas.*)

(4) Le château des Ages était bâti sur le sommet du coteau de ce nom, situé à deux

« Gros-Châtaigner, et de ladite croix allant le long du chemin que » l'on va au cimetière du charnier à main dextre... » La ligne de démarcation suivait ensuite « le chemin que l'on va à l'aumos- » nerie..., jusqu'au puits et four de ladite aumônerie. » Elle se rendait de là au Puy-Guillot...; du Puy-Guillot à la Croix-Ensaume, au quéreux Seguin, « et dudit quéreux jusqu'au chemin » que l'on va de la Commanderie à Comporté. » Arrivée au Moulin-Neuf, elle traversait « la rivière de Charente jusqu'à la porte » Niortaise, » longeait « les murailles et fossés de Civray jusqu'à » la porte Sénéjaut, » et arrivait enfin au cimetière neuf, c'est-à-dire au point de départ.

V. GASPARD DE TRIOLLON, qui succéda à Honoré Sauvestre, fut curé de 1658 à 1662.

VI. D'ARGENTON, — de 1662 à 1682.

VII. PIERRE VERIET, — de 1682 à 1695. Il mourut, en 1717, aumônier des Bénédictines.

VIII. IGNACE RIFFAUD, — de 1695 à 1707.

IX. PIERRE JALIFIÉ, — de 1707 à 1728. Il était, dit son acte de décès, « docteur en la fameuse université de Poitiers. »

X. JEAN-BAPTISTE ARDIBUS, — de 1728 à 1731.

XI. JACQUES-MARIE MAIGNEN, — de 1731 à 1776. Il fut « l'un des » plus distingués pasteurs du diocèse, soit par sa profonde science, » soit par sa pratique constante de toutes les vertus qui caracté- » risent le bon prêtre (1). » Ce fut lui qui institua à Sivrai l'association de la Bonne-Mort (2).

XII. JEAN AUGRY clôt la liste des curés de Sivrai antérieurs à la révolution de 1789. — Cinq ans avant cette époque, il présida à l'érection « d'une superbe croix de mission » plantée au bout du pont Neuf. Les magistrats de la sénéchaussée assistèrent à cette cérémonie, et « y donnèrent témoignage d'une véritable piété, en

kilomètres à peine de Sivrai. — Il n'en existe plus de vestiges ; on reconnaît seulement l'emplacement qu'il occupait. J'ai entendu exprimer l'opinion, qui ne me paraît pas fondée, qu'un camp avait été autrefois établi dans cet endroit par les Anglais.

(1) Acte de sépulture du 20 mars 1776.

(2) Le bref du pape Benoît XIV, en date du 10 juin 1755, autorisant cette confrérie de femmes, fut déposé au greffe de la sénéchaussée. Cette pièce est encore aujourd'hui dans les archives, liasse de 1755.

portant eux-mêmes la croix (1). » En 1791, Jean Augry prêta le serment constitutionnel. Mais cet acte de soumission à la loi ne le mit pas à l'abri des persécutions, car il fut détenu pendant quelque temps à Poitiers. Réintégré plus tard dans ses fonctions, il mourut curé de Sivrai, le 21 juillet 1806.

Il n'entre pas dans le plan que je me suis tracé d'aborder les faits postérieurs à 1789. Je crois devoir cependant enregistrer deux pièces appartenant à cette époque, l'une parce qu'elle explique la perte d'une foule de documents précieux; l'autre parce qu'elle fait connaître la cause de la plupart des mutilations dont l'église Saint-Nicolas se ressent encore, malgré les sacrifices que le gouvernement a faits dans ces derniers temps pour la restauration de ce beau monument.

La première de ces pièces est le procès-verbal, en date du 10 nivôse an II (30 décembre 1793), d'une réunion « à laquelle assis- » taient les maire, officiers municipaux et notables, membres du » conseil de la commune, avec le secrétaire greffier (2). — Ladite » commune assemblée, accompagnée des autres corps administra- » tifs, de la société populaire et autres citoyens de cette commune » et canton, a fait transporter sur le champ de foire de cette dite » commune tous les anciens titres et pièces relatifs aux anciens » droits féodaux supprimés qui ont été déposés à son secrétariat et » à celui du directoire, lesquels ont été brûlés et consommés en nos » présences, celles des autres corps administratifs et du peuple, qui » y a assisté. D'après quoy il a, par continuation, été célébré la » fête de la Raison dans l'ancienne église de cette commune, où nous » avons fait construire une montagne, et le reste de la journée » s'est passé à lire la constitution, les nouvelles et à prêcher par » deux orateurs nommés à ce sujet, et la cérémonie (commencée » à huit heures du matin) a fini à six heures après midi. »

Peu de temps après, le 22 pluviôse de la même année (10 février 1794), le maire de Sivrai dressait le procès-verbal suivant : « Sur la » réquisition qui nous a été faite par ..., commissaires ..., à nous

(1) *Registres de baptêmes, mariages et enterrements.* — Quarante ans environ auparavant, une croix avait été plantée au même endroit « près le bout et à côté du pont. » (*Arch. de la mairie.*)

(2) *Archives de la mairie.* — Registres des délibérations de la municipalité.

» envoyés, le 20 pluviôse présent mois, aux fins de nous inviter à
» faire disparaître tous les signes représentant saints, vierges, tant
» en sculpture qu'en peinture, rampe en fer, le tout étant en la
» ci-devant église de cette commune, en un mot tout ce qui peut
» caractériser un lieu autre que celui du temple de la Raison ;
» en outre, de faire également disparaître toutes croix au dedans
» et au dehors d'icelui temple, ainsi que dans le cimetière, sur
» les tombes et inscriptions de l'ancien régime supprimé. En y
» déférant avons commencé à mettre des ouvriers dans l'ancienne
» église, ce jourd'hui, lesquels nous avons chargé d'ôter toutes les
» marques ci-dessus, ainsi que celles des croix et chevalets qui sont
» dans le cimetière de cette même commune (1). »

Déplorons un pareil vandalisme, mais disons, en finissant, qu'il n'est plus à redouter. Une réaction salutaire s'est opérée dans les esprits, et chacun comprend désormais que mutiler un monument est un acte de folie ; le protéger, au contraire, un acte de patriotisme.

IV.

LA VILLE.

Deux causes principales ont favorisé l'accroissement des bourgades d'origine celtique ou gallo-romaine. « Ici, dit le savant auteur des Recherches sur les noms de lieux en Poitou (2), les populations se pressaient autour du monastère enrichi, par la piété et la munificence royale, d'immunités auxquelles elles étaient avides de participer ; là, elles cherchaient sous les murs du donjon féodal un abri contre les vexations et les rapines dont le désordre social ne leur permettait pas de se garantir autrement ; » et c'est à cette dernière cause seulement que M. Rédet attribue l'importance que prit Sivrai (3). Il n'est pas douteux, je le reconnais, que, lorsque le château s'éleva, un certain nombre de

(1) *Archives de la mairie.* — Registres des délibérations de la municipalité.

(2) *Loc. cit.*, p. 338.

(3) M. Rédet fait observer qu'avant le règne de la féodalité, Sivrai devait être une localité bien peu importante, puisqu'elle n'était pas même le chef-lieu de l'archiprêtre, alors placé à Savigné.

familles trouvèrent, autour de ses remparts, la protection et la sécurité qui leur manquaient ailleurs. Mais lorsque l'église Saint-Nicolas fut construite, les fidèles s'établirent de préférence autour de ce monument, sur la rive droite de la Charente; et c'est alors surtout que se forma le noyau d'habitations qui a depuis constitué la ville de Sivrai.

Pour justifier ce que j'avance, je puis invoquer un titre qui remonte environ à l'année 1165, et qui contient une donation en faveur du monastère de Montazai; on y voit en effet que quelques rentes venant à échéance le jour du dimanche des Rameaux devaient être payées au VIEUX-SIVRAI, — « in veteri Sivraico (1). » — Pour que Sivrai occupât au XIII^e siècle un autre emplacement que dans l'origine, il fallait bien qu'une sorte d'émigration se fût opérée lors de la construction de Saint-Nicolas. Le vieux Sivrai comprenait sans doute toutes les maisons bâties dans le voisinage du château, y compris, je pense, le village de Saint-Clémentin. L'église de cette ancienne paroisse est désignée dans une charte de 1096 sous le nom d'église de Sivrai, — « ecclesia de Sivraico (2); » — et l'aumônerie du même lieu se trouve aussi mentionnée dans plusieurs titres comme étant située dans la ville, — « domus elemosinaria apud Sivraicum (3). »

Il est donc impossible de douter que la fondation du château et celle de l'église Saint-Nicolas n'aient été les causes successives auxquelles Sivrai a dû son accroissement, et c'est précisément parce que cette double influence m'a paru incontestable que je me suis occupé des deux monuments avant de parler de la ville.

Aucun document ne fait connaître quelle était, au XIII^e siècle, l'étendue de Sivrai. — Quelques chartes recueillies par dom Fonteneau constatent seulement qu'il y avait alors un certain nombre de plessis, — « pleturas, » — c'est-à-dire de petits héritages, dont la situation n'est pas précisée (4), ou n'est plus reconnaissable. On peut placer dans cette dernière catégorie ceux notamment qui se

(1) Dom Font., t. XVIII, p. 331.

(2) *Ibid.*, t. IV, p. 89.

(3) *Ibid.*, t. XVIII, p. 455, 491 et 609.

(4) *Ibid.*, t. XVIII, p. 325 et 439.

trouvaient « apud Sivraicum in plateâ juxta Motam (1), et apud » Sivraicum au Posbozau (2). » — Il y avait aussi plusieurs aires à battre le blé. Vers 1187, la fille d'un seigneur nommé Hugues de Mairé abandonnait au monastère de Montazai une rente d'un setier de fleur de farine, payable, chaque année, « apud Sivraicum, in » area Sinarece (3). » Le même monastère recevait, en 1196, une rente de même nature, qui devait être servie « apud Sivraicum, in » areâ decimariâ (4). » D'autres titres mentionnent des habitations particulières, mais sans aucune indication qui permette d'en préciser l'emplacement. Ainsi, vers 1160, un don de quelques rentes était fait au monastère de Montazai, — « in domo Olivieri Carlo » Anerii, apud Sivraicum (5). » — En 1169, Arvé de Sivrai, — « Arveus de Sivraico, » — en faisait un autre à l'église de Fontevrault, — « apud Sivraicum in domo Airaudi Roifol (6). » — Enfin, vers 1195, plusieurs particuliers abandonnaient leurs droits sur un plessis situé à Sivrai, — « quidquid juris habebant in pletura » Arvei Lombreor, que est juxta domum Johannis de la Jauza apud » Sivraicum (7). »

Au xvi^e siècle, Sivrai était entouré de murailles et de fossés, et la

(1) Dom Font., t. xviii, p. 471 (année 1177).

(2) *Ibid.*, t. xviii, p. 563 (année 1185).

(3) *Ibid.*, t. xviii, p. 575.

(4) *Ibid.*, t. xviii, p. 623.

(5) *Ibid.*, t. xviii, p. 303.

(6) *Ibid.*, t. xviii, p. 389.

(7) *Ibid.*, t. xviii, p. 607. — Un titre de 1199, environ, parle de la monnaie qui alors avait cours à Sivrai, « pro sex nummis usualis monete apud Sivraicum, » mais il ne précise pas quelle était la valeur de cette monnaie. — Vers 1189, la livre poitevine, suivant les calculs de M. Lecoindre (*Rapport sur une découverte de monnaies du moyen âge à Saint-Saviol*, Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, 1837, p. 209), valait environ 19 fr. 5 centimes; le sou, 95 centimes 25 centièmes; le denier, 7 centimes 97 centièmes. — Il faut franchir un intervalle de six siècles, pour retrouver une monnaie particulière à Sivrai; je veux parler des *bons de confiance* de 5, 10, 20, 25 et 30 sous, émis, en 1792, par la caisse patriotique de Sivrai, fondée par les membres du district et de la municipalité. Ces bons, désormais sans valeur, sont devenus excessivement rares. M. Lecoindre, qui vient de publier un mémoire très-intéressant sur ceux émis en Poitou (*Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1849, p. 365), m'a montré un bon sivralsien de 10 sous, portant le n^o 6494.

rivière formait sa limite au levant. L'enceinte commençait à peu près en face de la Commanderie, sur la rive opposée de la Charente. — En suivant la muraille, à partir du bord de l'eau, on trouvait d'abord la *porte Niortaise*, et, après avoir longé le terrain qu'occupe maintenant la rue des Douves, jusqu'en face de la Grand'Rue, on arrivait à une seconde porte, appelée *porte Sénéjau* (1). Le mur d'enceinte et les douves se prolongeaient ensuite dans toute la longueur de la rue du Palais-de-Justice jusqu'à la rue des Arts, où se trouvait une troisième porte, celle de l'*Evesquerie*. Enfin la muraille allait rejoindre la rivière dans le voisinage de l'église St-Nicolas. On voit combien était restreinte alors l'étendue de la ville, puisque toute la rue des Arts et la majeure partie de la Grand'Rue, désignées alors sous le nom de faubourgs de l'Evesquerie et Sénéjau, n'en faisaient point partie.

Dès le milieu du siècle suivant, les murailles étaient dans le plus mauvais état. En 1646, Achille de Barbezières, seigneur engagiste de Sivrai, arrentait, sur la demande de divers particuliers « qui » vouloient y faire des bastiments..., plusieurs places vagues et in- » utiles... où estoient ci-devant les douhes de ladite ville et joi- » gnant les murailles d'icelle (2). » Le procès-verbal déjà cité, de l'état du domaine de Sivrai au 27 mai 1683, constate, en outre, que les murailles et les portes de la ville étaient en ruines depuis longtemps. La porte Sénéjau et celle de l'Evesquerie ont entièrement disparu; mais la porte Niortaise existe encore. Au-dessus de sa voûte règne un appartement muni d'une vaste cheminée, éclairé par de petites croisées rétrécies extérieurement comme des meurtrières, et qui servait sans doute de corps de garde. Au sommet de cette porte et de celles qui n'existent plus, se trouvait autrefois, de même que sur la façade de Saint-Nicolas, un écusson sur lequel étaient sculptées les armes des seigneurs de Sivrai (3), et non

(1) Un acte d'échange, en date du 29 janvier 1541, de la maison qui devint plus tard le couvent des Bénédictines, porte qu'elle était située « ès faubourgs de ceste » ville dudict Civray, au-dessus de la porte Signegehault, tenant d'une part ès » douhes de ceste dicte ville. » (*Archives de la mairie.*)

(2) *Archiv. de la mairie.* — Pièces relatives aux Bénédictines.

(3) *Archiv. de la ville* (mém. dressé en 1784).

les trois G épigrammatiques dont parle la tradition populaire.

Les rues de la ville, étroites, tortueuses, ne portaient point de noms dans l'origine, et n'étaient désignées, dans les actes notariés, que par la direction qu'elles suivaient. Au ^{xvii}^e siècle, l'usage en avait baptisé quelques-unes, notamment la rue Patta (1) et la Grand'Rue (2). La rue actuelle du Commerce a été connue longtemps sous celui de rue Criminelle, parce que le lieutenant criminel y avait établi son domicile, et la rue Louis XIII, sous celui de rue des Trois-Piliers, qu'elle avait pris d'un hôtel en renom situé à l'entrée de cette rue, au coin de la place de la Halle, et qui existe encore, sous le nom d'hôtel de France (3).

Les maisons étaient en général basses, sombres et mal bâties, si l'on en juge par quelques-unes qui existent encore. J'excepte cependant celle qu'on remarque dans la rue Louis XIII; elle paraît dater de la fin du ^{xv}^e siècle, et se distingue par une croisée élégamment sculptée, dont l'appui est orné de deux griffons séparés par une guirlande de feuilles de vigne et de raisins. La plupart des habitations étaient pourvues d'un escalier en pierre renfermé dans une tourelle empiétant quelquefois sur la largeur de la rue. Au-dessus de l'entrée d'une ancienne boutique située dans la rue des Arts, on lit la sentence suivante, qui remplaçait avan-

(1) Acte du 8 juillet 1622. Aveu rendu pour une maison située « en la rue Patta, » tenant par le devant à ladite rue, et par le côté à la rue par laquelle on va du puits » Dauphin au canton Moquet, à main senestre. » — La rue *Patta*, appelée rue de l'*Union* en 1793, porte aujourd'hui indifféremment ces deux noms.

(2) Acte du 21 février 1638. — Vente d'une maison « scituée es la Grande-Rue de » Civray. » — Acte de 1686. — Vente d'une partie de maison « sise en ladite ville, » dans la Grande-Rue, comme l'on va de la porte Sénéjan au canton Bessorgueil, à » dextre. »

(3) En 1660, Pierre Dupont, propriétaire de cet hôtel, ajoutait à son nom la qualification de *sieur des Trois-Piliers*. On trouve dans les archives de la sénéchaussée une plainte que sa veuve, « hôtesse du logis où pend pour enseigne les Trois-Piliers de cette ville, » portait, le 1^{er} février 1700, contre le sieur de Lassardière et son gendre, le sieur Defontafret, qui, après avoir passé la journée à boire, étaient rentrés à l'hôtel « à l'heure de onze heures attendant minuit » en état d'ivresse, l'épée à la main, « jurant le saint nom de Dieu » et disant qu'ils voulaient tuer l'hôtesse et incendier l'auberge.

tageusement, à mon sens, le *prix fixe* de nos commerçants :

M I E V X · V
A V L T · EN
T R E R · P
A V V R E ·
A V · C I E L
Q V E · R I
C H E · E N
E N F E R (1).

Pour faciliter les communications entre les deux rives de la Charente, il n'existait autrefois qu'un seul pont. On voit, en effet, qu'avant 1169, Mirable, femme de Robert de Sillé, avait donné au monastère de Montazai un emplacement situé à l'entrée du pont de Sivrai, emplacement sur lequel les religieuses firent construire un four. — « Unam pleturam, apud Sivraicum, ad capud pontis, in qua » pleturā moniales fecerunt furnum (2). » — Ce pont était placé non loin de la porte Niortaise. Plus tard, un autre pont fut établi dans le voisinage de l'église. Le premier était appelé pont Perrin ou Grand-Pont ; l'autre, pont des Barres ou Petit-Pont (3). Le *Mé-*

(1) Cette inscription me paraît dater de la fin du xvie siècle. — Au-dessus d'une porte ouvrant sur la cour d'une maison située devant la place de la Halle, on lit cette espèce de distique :

LE · TOVT · AT ·
ESTE · FAIT ·
NEVF · LA³ ·
1589 · M · M ·
:: S ::

On ignore d'où provient cette inscription, apportée là sans doute lors de la construction assez moderne de l'habitation où elle a été utilisée.

(2) Dom Font., t. xviii, p. 387. — Le monastère de Montazai possédait à Sivrai un autre four, bâti devant la porte de la Tour, et qui lui avait été donné par la même dame en 1172. — « Furnum suum quod est apud Sivraicum, ante portam Turris. » — (*Ibid.*, t. xviii, p. 417.)

(3) Entre les deux ponts se trouvait la maison appelée *maison de la Treille*, « sise sous le chasteau de Civray, avec les jardins appartenant à icelle, tenant à la » font (fontaine) de la Treille... d'une part, à la rivière de Charente, d'autre à la » doube dudict chasteau. (*Arch. de la sous-préfect.* — Dénombrement du château

moire instructif que j'ai déjà cité constate dans les termes suivants l'état où ils se trouvaient à la fin du xviii^e siècle : « Le grand pont est » entièrement ruiné. Le petit se détruit tous les jours, depuis qu'il » ne passe plus personne dessus. Il seroit très à propos de refaire » le grand et d'élargir le petit dans le milieu, afin que les charrettes » qui peuvent se rencontrer allant et venant de la ville puissent » facilement passer. Le défaut de pont est très-préjudiciable aux » habitants, parce que les voyageurs, messagers et rouliers se dé- » tournent de Civray pour éviter le mauvais passage. L'on pourroit, » attendu que Civray est un lieu de passage de troupes..., demander » un fonds au roi pour le rétablissement de ces ponts... Ils coûte- » roient peu, eu égard aux matériaux qui sont proches et que l'on » pourroit prendre au château, qui n'est qu'une mesure de terre. » Le pont Perrin fut réparé; mais, en 1740, les grandes eaux l'emportèrent (1), et on se décida alors, comme je l'ai dit en parlant du château, à en construire un nouveau vis-à-vis de la Grand'Rue.— Une note du *Mémoire instructif* porte ce qui suit : « On refait actuel- » lement le grand pont, et l'entrepreneur, de son autorité privée, » en prend les pierres dans les murs du château, qu'il fait dé- » molir... C'est aux frais du roi que ce pont est rétabli. » — Le nouveau pont prit le nom de pont Neuf, « pour le distinguer, dit » un mémoire de 1785 (2), d'un autre pont ruiné qu'on appelle le » pont des Barres. » Depuis, ce dernier pont a été également rendu à la circulation.

En 1783, le pont Neuf ayant besoin de réparations, l'intendant de la province engagea les habitants de Sivrai à faire les fonds nécessaires à cet effet. Le corps de ville objecta que le pont, ayant été payé des deniers du roi, devait être entretenu à ses frais, avec d'autant plus de raison, que de tout temps les troupes avaient passé par Sivrai, et que le messager de Paris à Bordeaux, qui y passait aussi autrefois, suivrait de nouveau cette direction, lorsque le grand chemin, fait en partie de Poitiers à Sommières, aurait

de Fayolle du 8 mars 1498.) Cette fontaine a donné son nom à la promenade et au chemin qu'on nomme aujourd'hui le *Fond de Treille*.

(1) On reconnaît encore au bout de l'impasse du Pont-Perrin les vestiges des anciennes arches.

(2) *Archives de la mairie*.

été continué jusqu'à Mansle. On consentit pourtant à consacrer à ces réparations la diminution qui devait être accordée aux habitants sur leurs impositions, et les travaux furent exécutés. Le corps de ville avait, du reste, mis pour condition de ne pas employer la pierre de Blanzai, qui, quelque bien choisie qu'elle fût, était sujette à la gelée, et d'adjuger les travaux sur les lieux, afin que l'adjudicataire eût la facilité d'attendre, pour commencer, le moment des basses eaux (1).

L'établissement de la halle de Sivrai remonte à une époque assez reculée; cependant le titre le plus ancien où je l'ai trouvée mentionnée est seulement du 8 mars 1498. A cette date, le seigneur de Fayolle faisait figurer dans un dénombrement une rente due sur une maison « assise devant la halle de Civray. » Un acte du 4^e octobre 1636, au rapport du notaire Vaugelade, constate la location, moyennant quarante sous tournois par an, « d'un banc et » estal estant sous la halle de cette dicte ville. »

En 1743, une partie de cette halle, qui dépendait du domaine engagé de Sivrai (2), s'écroula, et, comme le reste menaçait ruine, il fallut la reconstruire en entier. C'est à cette époque qu'on l'entoura du perron « qu'il était à propos d'y faire, » suivant le *Mémoire instructif*, afin d'éviter l'entrée des charrettes et des eaux (3). Le marché au blé se tenait autrefois sur la place; mais les seigneurs de Passac, à qui le droit de minage appartenait de temps immémorial, voulant faire jouir les marchands de l'avantage qu'il y avait à placer les grains sous la halle, obtinrent, vers 1630, de M. de Barbezières, seigneur engagiste, l'autorisation nécessaire, en lui abandonnant

(1) *Arch. de la mairie*. — Délibération des 8 juin et 6 juillet 1783.

(2) En 1730, les droits de plaçage, étalage, bancs loués aux marchands et bouchers, les jours de foires et marchés, étaient affermés environ 400 livres. (Dom Font., t. xxxiv. — État du domaine du roi en Poitou en 1730.) — Le droit était d'un sou par bœuf et de trois deniers par cochon. — Thibaudau nous apprend que ces droits avaient doublé, en 1774, par l'entreprise des fermiers.

(3) La halle, consignée sur le prince de Condé, pour cause d'émigration, fut concédée, par un décret du 26 mars 1806, à la ville de Sivrai, qui, par suite d'un transfert (du 5 décembre 1832), se trouva chargée de payer à l'hospice d'Eymoutiers une rente de trente francs que le seigneur engagiste devait, dans l'origine, aux Augustins de Mortemar.

leurs droits sur les deux premières foires de l'année (1). Le droit de minage, suivant des dénombrements de 1493, 1535 et 1547, rendus au roi par les seigneurs de Passac, et en exécution d'une sentence du 22 avril 1483, était d'une cuillerée ou d'une écuellée de blé par chaque prévendier vendu et mesuré (2) : le prévendier se composait de quatre boisseaux, mesure de Sivrai ; ce boisseau en contenait deux du minage de Poitiers, et l'écuellée formait la onzième partie du boisseau (3).

(1) D'après le *Mémoire instructif*, le droit de minage de trois folres, au lieu de deux, aurait été concédé au seigneur engagiste.

(2) Un dénombrement du 3 janvier 1611, qui n'est probablement que la reproduction des dénombrements antérieurs, porte ce qui suit : « *Item* les droits de boiceaux et de mesurage audit Civray, avecq les droietz de minage de tous bledz, jarouasse, vesses, poix, febves, noix, sel, lin, chanvres, chastelignes... et de tous autres grains et fruitz acoustumés estre vendus au boiceaux et mesure dudit Civray, au minage et marchés dudit Civray et ailleurs, en la ville, fauxbourgz et baronnie dudit Civray, pour lequel droiet j'ay acoustumé de prendre, de chaque prévandier de bled, une poillonne ou escuelle minagère. » — A la suite de ce passage se trouve l'énumération de tous les autres droits dont jouissait le seigneur de Passac, et parmi lesquels je crois devoir citer les trois suivants : « *Item* le droiet que j'ay de pouvoir casser les quenouilles aux femmes qui filent au marché dudit Civray ; *item* la moictié d'ung muid de vin, ponr ralsen de ceulx ou celles qui se marient seconde-ment ; *item* troys chansons, que me doiet le bachelier de Puyquairer, au pré du Moyne, le premier dimanche de may. » — Cette pièce très-intéressante se trouve déposée aux archives de la sous-préfecture.

(3) Thibaudcau (*loc. cit.*). — *Affiches du Poitou* (notamment année 1781, p. 107). Le diamètre du boisseau de Civray était de 140 pouces, sa hauteur de 80, et sa circonférence de 44 ; il pesait 40 livres. — La *minée* était de huit boisseaux et le setier de 16. — Un acte, au rapport de Deschamps, notaire à Sivrai, fait connaître qu'en 1698 les droits de petit minage, c'est-à-dire les droits perçus sur les pois, fèves, lins, chanvres, sels et fruits, étaient affermés quarante livres tournois par an. — On trouve dans l'Encyclopédie (*arts et métiers*, t. v, p. 83) un arrêt du parlement homologuant une ordonnance de la sénéchaussée de Sivrai, relative au droit de mouture. — Cet arrêt porte que les particuliers avaient le droit d'exiger que les meuniers prissent le blé au poids, et rendissent la farine au même poids, sous la déduction d'un seizième pour droit de mouture, lorsqu'ils allaient chercher le grain et retournaient la farine, et d'un trente-deuxième lorsqu'ils recevaient le blé au moulin. Les articles 36 et 37 de la coutume du Poitou réglaient autrement le droit de moulage ; mais la perception était devenue si arbitraire de la part des meuniers, qu'ils prélevaient la quatorzième, la douzième, et souvent même la dixième partie du boisseau. « Heureux encore, disait le procureur du roi dans son réquisitoire, quand le farinier et les valets du

Jusque vers le milieu du dernier siècle, il ne se tint à Sivrai que sept foires par an. Très-anciennes, elles étaient aussi très-renommées (1). Aussi l'auteur du *Mémoire instructif* trouvait-il que, « pour » la commodité du public et pour le profit du seigneur, il serait à » propos d'en faire établir trois ou quatre nouvelles. » — Ce vœu ne pouvait manquer d'être entendu, et, grâce aux démarches de l'engagiste, les foires du premier mardi de chaque mois furent établies (2). Les marchés, qui se tiennent le même jour de chaque semaine, remontent à une époque très-reculée. En 1773, on y vendait une grande quantité de truffes, qui dès ce temps-là étaient fort chères, parce que les pourvoyeurs de Poitiers et de Ruffec les faisaient enlever (3). — Les châtaignes qu'on y achetait servaient à approvisionner tous les marchés voisins dans un rayon de quinze à vingt lieues, et leur réputation s'étendait jusqu'aux îles de l'Amérique, où on les expédiait de la Rochelle (4). Il est assez curieux de rapprocher ces renseignements de ceux contenus dans le mémoire dressé, vers 1698, par l'intendant de la province du Poitou (5). Il n'y est pas dit un seul mot des truffes, dont l'usage et la réputation ne datent, à la vérité, que d'un siècle environ, et l'on n'y mentionne qu'en passant les *quelques* châtaignes récoltées

» meunier ne prenaient pas pour eux une nouvelle portion lorsque leur maître avait » pris la sienne. »

(1) *Affiches du Poitou*, Mémoire sur Sivrai (année 1773, p. 59). — Ces foires sont celles du 17 janvier, dite foire de la Saint-Antoine; du lundi avant la mi-carême; du lundi avant la Pentecôte (foire fromagère); du lendemain de la fête de saint Pierre et saint Paul (foire des avortons); du jeudi avant la Madeleine; du 2 octobre (foire de la Saint-Michel), et du 13 novembre (foire de la Saint-Brice). — Un arrêt du parlement, du 26 mai 1778, porte que les foires qui tombaient un dimanche ou un jour de fête annuelle devaient être remises au lendemain. (*Affich. du Poitou*, année 1778, p. 111.) — Les droits perçus pour trois de ces foires appartenaient, suivant le *Mémoire instructif*, à la fabrique Saint-Nicolas de Sivrai, au prieur de cette église et à l'aumônerie de Saint-Clémentin. — C'est par erreur qu'il est dit dans ce mémoire que les anciennes foires étaient au nombre de huit.

(2) *Affich. du Poit.*, année 1773. — Mémoire sur Sivrai, p. 59.

(3) *Ibid.*, p. 54.

(4) *Ibid.*

(5) Louis XIV, on le sait, avait ordonné, pour l'instruction du duc de Bourgogne, que chaque intendant fit une description détaillée de sa province. La bibliothèque publique de Poitiers possède une copie manuscrite de tous ces mémoires.

dans les environs de Sivrai. — Les foires et marchés pour le bétail avaient lieu au bout du pont Neuf. On songea, en 1765, à transporter le champ de foire dans un autre endroit, parce que, resserré entre le château et la rivière, il n'avait d'issue qu'aux deux extrémités, ce qui était une cause continuelle d'encombrement. Plusieurs fois, d'ailleurs, des pierres tombées des ruines du château avaient occasionné de graves accidents (1); mais, nonobstant des raisons si décisives, les choses restèrent dans le même état.

A part la vente des denrées et des bestiaux, le commerce était à peu près nul à Sivrai, par suite de la difficulté des communications. En 1769, des ingénieurs sondèrent la rivière, et déclarèrent qu'il serait possible de la rendre navigable (2); mais les frais qu'il eût fallu faire empêchèrent sans doute l'exécution de ce projet, qui eût rendu un service immense à la ville. L'industrie, de même que le commerce, était peu florissante, et se résumait dans la fabrication d'étoffes de serge. Cette industrie était, du reste, fort ancienne à Sivrai, puisque, dès le ^{xiii}^e siècle, il existait des moulins à foulon sur la Charente. Un, entre autres, situé sous la tour du château, fut donné à cens par la prieure du monastère de Montazai (3), qui l'avait reçu en don de Mirable, fille d'Engelme de la Roche, femme de Thibaut Chabot (4), — « apud Sivraicum molendinum » pannorum sub turre. » — Le 20 janvier 1746, l'inspecteur général des manufactures de Poitou fit comparaitre devant lui les maîtres sergiers de Sivrai pour procéder à une enquête sur l'état de leur industrie. Il fut répondu que la confection des étoffes était satisfaisante, mais que l'exécution en était entravée par la rareté de l'argent, par l'obligation de prendre des acquits-à-caution pour le transport des étoffes aux foires et marchés, et par les frais considérables qu'exigeait ce transport, eu égard à la rupture des ponts de la ville. Il résultait de cet état de choses qu'au lieu de vingt maîtres sergiers qu'il y avait autrefois à Sivrai, on en comptait

(1) *Arch. de la sénéchaussée* (année 1765).

(2) *Affich. du Poitou*, 1773. — Mémoire sur Sivrai, p. 54.

(3) D. Font., t. xviii, p. 301.

(4) *Ibid.*, t. xviii, p. 407. — Dom Fonteneau reporte cette dernière charte vers 1170, et donne à l'autre la date vers 1160. — Le don ayant précédé l'acensement, l'une des deux dates est nécessairement erronée.

à peine le tiers, les autres ayant embrassé de nouvelles professions pour faire vivre leurs familles (1).

Faute de commerce et d'industrie, la misère était grande à Sivrai. Tous les mémoires du temps sont d'accord sur ce point. « Cette » ville est peuplée de quantité de pauvres, » dit un document des premières années du XVIII^e siècle (2). « Cent cinquante habitants au » moins sont à la charge des autres, » ajoute la Notice de 1773. Cette misère s'augmentait de l'apathie qui caractérisait alors la population. « Les habitants de Sivrai ne sont pas laborieux, » disait, en 1698, l'intendant de la généralité (3). Toutes ces causes réunies, en imposant de grands sacrifices aux personnes aisées, contribuèrent au développement de plusieurs établissements de bienfaisance. Indépendamment de l'aumônerie de Saint-Christophe, dont je parlerai plus loin, il existait un hôpital ayant un revenu de cinquante livres, qui fut réuni à celui de Lusignan, et dont les bâtiments, situés au Martinet (4), furent vendus après cette réunion (5). Au commencement du dernier siècle, une confrérie charitable, désignée sous le nom de *dames de la Miséricorde*, se réunissait le second dimanche de chaque mois; on rendait compte à chaque séance des aumônes faites à domicile et du produit des quêtes versées entre les mains du trésorier de l'association (6). A une époque plus rapprochée de nous, un bureau de charité fut organisé à Sivrai. Le règlement, dressé par les officiers de la sénéchaussée le 3 septembre 1782, et homologué le 8 mars suivant par le parlement de Paris, fait connaître « qu'il s'était établi, depuis plusieurs années, » une compagnie de dames charitables qui faisaient des quêtes

(1) *Arch. de la sénéchaussée*, année 1716.

(2) Manuscrits de la bibliothèque publique de Poitiers, n° 42.

(3) *Affich. du Poitou* (loc. cit.).

(4) La Charente était guéable en face de cet endroit; plusieurs titres du XVII^e siècle parlent du carrefour et du gué du Martinet.

(5) *Archiv. de la mairie*, note sans date. — Les fonds provenant de cette vente furent versés entre les mains des administrateurs de l'hospice de Lusignan. — La cession est antérieure à 1765.

(6) *Archiv. de la sénéchaussée*. Le 20 novembre 1758, le curé de Sivrai déposa au greffe un registre qui fait connaître les recettes et les dépenses de l'association, de janvier 1704 à juin 1707. — Le 1^{er} mars 1759, il déposa deux autres registres commençant, l'un le 26 juin 1707, l'autre le 10 mai 1733; mais ils ne sont plus aux archives.

» pour le soulagement des pauvres, » et que les dispositions dont il se composait avaient pour but « de diriger cet établissement » d'après les règles fixes et certaines suivies par les autres compagnies de ce genre (1). Les ressources du bureau de charité se composaient alors de deux rentes, l'une de 60, l'autre de 96 livres, payées par le clergé de France, et de quelques dons particuliers (2). Une rente de 400 livres était due, en outre, aux pauvres de Sivrai par la fabrique de Saint-Nicolas; mais elle n'était pas d'obligation, et ne recevait d'emploi que dans les temps les plus calamiteux (3).

Les établissements d'instruction publique se bornaient à quelques écoles. Cependant, de 1674 à 1744, Sivrai posséda un professeur de rhétorique, nommé Jacques de Brabant (4). En 1767, Jean de Coulomb, maître ès arts, régent de latin, vint, à son tour, enseigner les humanités dans cette ville. Pour favoriser son établissement, le corps municipal l'exempta du logement des gens de guerre, et réduisit à six livres l'impôt qu'il devait payer pour la taille (5). Malgré cette double faveur, le pauvre régent ne fit pas fortune sans doute, car, peu d'années après, Sivrai se trouva de nouveau dépourvu de tout moyen d'éducation (6). Cette ville offrait d'autant moins de ressources pour un établissement d'instruction, que sa population, peu considérable, loin de s'augmenter, tendait au contraire à décroître. En 1700 on y comptait 1,625 habitants (7), et, lors du recensement de 1793, ce nombre était descendu à 1,484. Suivant l'auteur du *Mémoire instructif*, que j'ai souvent cité, le logement des gens de guerre était une des principales causes de

(1) *Archives de la mairie*. — Pièces relatives à l'hospice de Sivrai.

(2) Un compte présenté par le receveur du bureau fait connaître que, du 1^{er} août 1784 au 25 janvier 1793, les recettes s'élevaient à 1,548 livres 8 sous, et les dépenses à 1,428 livres 4 sous.

(3) Renseignement fourni par M. Rédet.

(4) Dans plusieurs actes de l'état civil il est qualifié « maître des écoles de Sivrai. »

(5) *Arch. de la mairie*, registre des délibérations.

(6) *Affiches du Poitou*, année 1778, p. 172. — Mieux partagé sous ce rapport, Sivrai possède aujourd'hui un collège communal, placé sous la direction d'un homme non moins honorable qu'instruit et entièrement dévoué à la prospérité de cet utile établissement.

(7) 325 feux. — Suivant un document de 1719, il y avait alors à Sivrai 346 feux (1,730 habitants).

cette diminution. Beaucoup de familles, pour se soustraire à une obligation aussi onéreuse, se retiraient à la campagne.

Sous le rapport administratif, Sivrai dépendait, avant 1789, de la généralité de Poitiers, qui se divisait en neuf élections comprenant chacune plusieurs subdélégations. Après avoir formé une election particulière (1), cette ville fut seulement le chef-lieu d'une subdélégation composée de soixante-trois paroisses (2). Choisi ordinairement parmi les magistrats de la sénéchaussée, le subdélégué, entre autres attributions, était chargé de présider au tirage de la milice et d'adresser des rapports à l'intendant de la généralité sur les affaires administratives.

Les fonctions de subdélégué furent successivement remplies, de 1705 à 1742, par JEAN-BAPTISTE CACAULT, Sr DE LA COTTRIE, assesseur criminel, et plus tard président à la sénéchaussée; de 1742 à 1770, par JEAN-PHILIPPE CACAULT, Sr DE LA COTTRIE, son fils, président au même siège; de 1770 à 1782, par CHARLES-FRANÇOIS-MARIE FRADIN, Sr DE BELABRE, lieutenant général à la sénéchaussée; enfin par JEAN-FRANÇOIS LELONG, procureur du roi, qui fut subdélégué depuis 1782 jusqu'à la révolution.

Privés d'un hôtel de ville, les officiers municipaux étaient obligés de tenir leurs assemblées au *palais royal*, — c'est le nom que portait alors le palais de justice (3), — et l'insuffisance de ce local ne per-

(1) On trouve, à la date du 13 mai 1627, l'acte de décès de « messire Josias de la Maisonneuve, esleu particulier en ceste ville. » (*Registres de sépultures de la paroisse Saint-Nicolas.*)

(2) Celles d'Alloue, Benest, Bouchage (le), Champagne-Mouton, Chasslecq, Chappelle-Chabossant, Grand-Madieu (le), Parsac, Pleuville, Saint-Coutant, Saint-Laurent-de-Cerris, Turgon et Vielcerier (arrondissement de *Confolens*); de Limalonges et Vaussal (arrondissement de *Melle*); d'Aizecq, Biarge, Moutardon et Mouton (arrondissement de *Ruffec*); enfin d'Anché, Asnols, Ayroux, Blanzai, Brion, Brux, Ceaux, Champagné-le-Sec, Champagné-Saint-Hilaire, Champniers, Charroux, Châtain, Châtillon, Château-Garnier, Chaunai, Couhé, Genouillé, Joussé, Chapelle-Bâton (la), Laferrière, Linazai, Lizant, Magné, Mauprevoir, Payré, Payroux, Romagne, Saint-Clémentin, Saint-Gaudent, Saint-Macoux, Saint-Martin-Lars, Saint-Pierre-d'Exideuil, Saint-Romain, Saint-Saviol, Saint-Secondin, Savigné, Sivrai, Sommières, Surin, Usson, Vaux-en-Cormy, Villaret, Voulême et Voulon (arrondissement de *Sivrai*).

(3) En 1790, la municipalité acheta la maison où il était placé, mais elle fut revendue peu de temps après par les administrateurs du district.

mettait pas d'y établir le dépôt des archives. Aussi ai-je recherché vainement et les registres de délibération, et les pièces anciennes se rattachant à l'administration locale. Ces documents, si intéressants pour l'histoire particulière de Sivrai, sont aujourd'hui perdus. Cette perte, fâcheuse sous plus d'un rapport, me met dans l'impossibilité de faire connaître le régime municipal de la ville, et même de donner la liste complète des maires, à partir de l'édit du 27 août 1792 (1).

Parmi ces officiers, je puis citer seulement :

I. PIERRE FRADIN, Sr DE LA VIGERAYE, maire perpétuel, en exécution de l'édit. La confusion qui régnait alors dans les attributions de certains fonctionnaires, jaloux de maintenir leurs droits, occasionnait parfois entre eux de singuliers conflits. En voici deux exemples. Informé, le 27 novembre 1693, que six compagnies de dragons devaient loger à Sivrai, le procureur du roi, en l'absence du maire, voulut faire les billets de logement, « comme étant un » droit de sa charge; » mais les billets se trouvaient au domicile du maire, où les syndics étaient occupés à les écrire, « ce fonctionnaire leur ayant déclaré qu'il n'entendait pas faire les billets » ailleurs qu'à sa maison, comme étant la maison et hostel de » ville. » Sur l'ordre du procureur du roi, les billets furent réclamés; « mais la damoizelle, femme dudit sieur maire, ne voulut pas » les laisser apporter, entendant que lesdits billets se fissent dans » sa maison. » — Alors le procureur du roi dressa procès-verbal du fait, « qu'il considérait comme un trouble apporté aux fonctions » de sa charge, ses prédécesseurs ayant toujours été en droit » d'assister aux logements des gens de guerre et soldats qui logent » en cette ville (2). »

L'année suivante, nouvelle difficulté. Le 5 mars 1694, le maire avait donné l'ordre de sonner la cloche des assemblées de ville. Le lieutenant général de la sénéchaussée, en ayant eu avis, se rendit en personne dans l'église Saint-Nicolas, et dressa le procès-verbal

(1) Ce mémoire, dressé par l'intendant de la généralité vers 1698, constate qu'il y avait alors à Sivrai « un maire perpétuel de nouvelle création. » — Antérieurement il n'y avait sans doute qu'un syndic.

(2) *Archives de la sénéchaussée.*

suivant : « Où estant, seroit survenu ledit Sr de la Vigeraye, avec
» une espée à son costé, qui nous auroit demandé si nous nous
» opposions à ce que la cloche fût sonnée pour faire une assemblée;
» auquel nous aurions répondu que, attendu que la police estoit
» annexée à notre office de lieutenant général, et que nous et nos
» prédécesseurs en avions toujours jouy, et que le roy, par son
» édit de création touchant les maires, ne nous privoit d'aucune
» fonction de la police, si ce n'est des logements des gens de guerre,
» des assemblées, des deniers d'octroy (1) et des feus de joie, et
» que, dans un temps de trouble et de guerre, nous estions pour lui
» demander la raison et quels ordres il avoit pour faire sonner la
» cloche, et que s'il arrivoit quelque chose qui fût contre l'Estat et
» le public, nous en étions responsables, offrant après qu'il nous
» auroit dit le subject, de consentir, si faire se devoit, à ce que la
» cloche fût sonnée, pour par luy faire l'assemblée que nous ne lui
» contestions pas, estant un des chefs de police... A quoy il nous
» auroit répondu qu'il n'en vouloit rien dire, et qu'il ne devoit
» point rendre compte aux officiers du siège de ce qu'il faisoit;
» qu'il le feroit cognoistre dans l'assemblée. — Et l'ayant sommé
» d'abondant de nous en dire les motifs, si les ordres qu'il avoit
» estoient cachetés ou non, il ne nous auroit rien voulu dire, lequel
» refus nous auroit fait présumer qu'il n'y alloit, ni de l'intérêt du
» roy, ni du public, ce qui auroit fait que nous aurions défendu
» audit sacristain de faire sonner ladite cloche sans avoir notre per-
» mission préalablement, et à l'advenir aussi celle du procureur du
» roi (2). »

Pierre Fradin mourut en 1710; son acte de décès lui donne le titre de « premier maire et capitaine » de Sivrai (3).

II. FRANÇOIS FRADIN, Sr DE LA RENAUDRIE, maire perpétuel après son père, avait été capitaine d'infanterie au régiment de Rouergue.

(1) Je n'ai trouvé aucun document faisant connaître en quel ils consistaient alors. Mais, par une déclaration du 27 juillet 1765, ils furent fixés à 8 liv. 8 s. 6 d. pour un muid d'eau-de-vie, 3 liv. pour un muid de vin, et 26 s. 8 d. par muid de bière, cidre ou poiré, mesure de Paris, vendus en détail. (*Affch. du Poitou*, année 1779.)

(2) *Archiv. de la sénéchaussée.*

(3) *Registres de baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de St-Nicolas.*

III. CHARLES BRICAULT, Sr DE VERNEUIL, conseiller du roi, lieutenant général de police, fut maire alternatif en 1744 et en 1748.

IV. JEAN-CHARLES RIVAUD, conseiller du roi, lieutenant général de police, fut nommé maire en 1751 (1). Pendant qu'il exerçait ces fonctions, le corps de ville plaida contre la communauté des procureurs au siège de Sivrai, et obtint, le 22 juillet 1752, un arrêt du parlement, portant que, les jours de *Te Deum* et de cérémonies particulières, les maire et échevins occuperaient, dans le chœur de l'église, le banc placé vis-à-vis celui des officiers de judicature, et défendant aux procureurs « de troubler à l'avenir les officiers municipaux dans la possession et jouissance dudit banc et dans les honneurs de préséance à eux dus. » Ce banc était à droite du chœur, les magistrats s'étant placés du côté gauche pour leur commodité particulière (2). Par lettres patentes du 46 mars 1773, M. Rivaud reçut une nouvelle investiture, en exécution de l'article 6 de l'édit de 1771; et, pour que rien ne manquât sans doute à l'organisation du corps municipal, il fut décidé, en 1774, que les sergents de ville porteraient l'habit bleu à boutons blancs, à parements et collets rouges, et le chapeau brodé d'argent. (3). M. Rivaud mourut le 18 janvier 1778, à l'âge de 50 ans. La magistrature et le barreau de Sivrai assistèrent en robe à ses obsèques, de même, ajoute l'acte d'inhumation, « qu'une affluence de citoyens qui savent honorer jusqu'au delà du tombeau l'homme de loi et le vrai patriote (4). »

(1) Le 30 mai 1750, le sieur Jacques-Isaac Barbier paya, à la décharge des habitants de la ville de Sivrai, une somme de 13,288 liv., « pour la finance de deux offices de conseillers du roi, maires ancien et alternatif, my-trienniaux (et douze autres offices municipaux), créés et rétablis par édit du mois de novembre 1733, et réunis au corps de ladite ville par arrêt du 21 mars 1747. » — Le 3 juin suivant, des lettres patentes en forme de provisions lui furent accordées pour tous ces offices, auxquels il n'avait pas encore été pourvu, « sans que ledit Barbier pût prendre le titre ni faire les fonctions d'aucuns desdits offices. » (*Arch. de la mairie.*)

(2) *Arch. de la ville.*

(3) Délibérations du corps de ville.

(4) *Reg. de sépultures de la paroisse Saint-Nicolas.* — De son mariage avec Elisabeth Rondeau, M. Rivaud eut dix enfants. Le plus jeune, OLIVIER-MACOU RIVAUD, né à Sivrai le 10 février 1766, parvint sous l'empire au grade de général de

V. PIERRE-BERNARD BOURDIER DE LALLIER, *Sr de la Lande*, fut nommé maire en 1777. En 1780, un nouveau conflit administratif s'éleva. Le sieur Autellet, « syndic de la ville et paroisse de » Saint-Nicolas de Civray, » ayant voulu convoquer lui-même une assemblée, les maire, échevins et procureur du roi de la maison de ville de Sivrai réclamèrent auprès de l'intendant, qui rendit l'ordonnance suivante : « Vu la présente requête, nous, intendant de » la généralité de Poitiers, avons maintenu et maintenons les » suppliants dans le droit et possession de convoquer et présider les » assemblées de Civray; ordonnons au syndic de ladite ville de » remettre et déposer au greffe de la maison de ville de Civray les » significations qui pourront lui être faites au nom des habitants, » aux fins qu'il soit par les suppliants fait et requis ce qui sera nécessaire pour la défense de ces mêmes habitants et le bien commun, sauf au syndic à requérir les suppliants de faire des » assemblées lorsque les circonstances l'exigeront. Fait à Poitiers, » le 13 mars 1780. Signé DE BLOSSAC. » — Dans la lettre d'envoi de cette ordonnance on lit : « Je ne doute point, Monsieur, de votre » zèle et de celui de l'hôtel de ville pour le bien commun. Vous » avez occasion d'en faire usage en rétablissant la paix et l'union » dans votre ville, et en faisant cesser les tracasseries qui y règnent » plus que partout ailleurs. » Lorsque les fonctions de maire devin-

division, et mourut à Poitiers le 17 décembre 1840. Un article assez étendu lui a été consacré dans le supplément de la *Biographie universelle*. M. Girard, conseiller à la cour d'appel de Poitiers, lui a également payé un juste tribut d'éloges (*Bull. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, année 1842, p. 219) dans une courte notice où la date de la naissance se trouve reportée à l'année 1768, par suite d'une faute d'impression. En 1794, Rivaud, alors âgé de 28 ans, vint à Sivrai pour rétablir sa santé délabrée, muni de l'autorisation suivante, qui fut transcrite sur les registres de la municipalité : « Florent-Joseph Duquesnoy, général de la division détachée de l'armée du Nord et » réunie à celle de l'Ouest, sur l'attestation des officiers de santé de ladite armée que » le citoyen Rivaud ne peut continuer ses fonctions sans se donner les soins nécessaires au rétablissement de sa santé, permet au citoyen Rivaud, adjudant général, » chef de brigade et de l'état-major, d'aller dans le département de la Vienne jusqu'au 25 germinal prochain, pour se faire donner les soins de la médecine. Le général Duquesnoy atteste que le citoyen Rivaud s'est toujours comporté en brave et » intelligent militaire, et que sa santé s'est affaiblie dans les travaux de son état, auxquels il s'est livré sans relâche. Au quartier général, à Angers, le 30 pluviôse an II » (18 février 1794).

rent électives, en vertu du décret du 14 décembre 1789, Bourdier de l'Allier fut maintenu par les suffrages des habitants; mais il se démit le 1^{er} janvier 1791, ayant accepté des fonctions incompatibles avec celles qu'il remplissait depuis quatorze ans.

Par suite de la perte des anciennes archives, un petit nombre seulement des faits relatifs à l'histoire particulière de Sivrai ont échappé à l'oubli. J'ai noté le siège du château vers l'an 1030, et la prise de la ville par Duguesclin en 1373. — Un siècle et demi plus tard, en 1541, les vexations des préposés de la gabelle ayant occasionné une révolte de la part des habitants de la Guienne, les rebelles s'avancèrent du côté du Poitou, contraignant, par leurs menaces, les habitants des villes à se réunir à eux. « Ceux de » Civray, dit Thibaudeau (1), tinrent une assemblée où il fut résolu » qu'on enverroit un député à Poitiers. Ce fut Jean Manneteau (ou » plutôt Meneteau), avocat du roi. Il se présenta à l'hôtel de ville, » et fit une sommation juridique aux maire et échevins de lui » déclarer quel étoit le parti qu'ils entendoient prendre dans les » troubles présents, et de fournir à la ville de Civray des secours » pour se défendre de l'attaque dont elle étoit menacée. Le maire » répondit que les habitants ne manqueroient jamais à la fidélité » qu'ils devoient au roi; qu'il n'avoit au surplus aucun conseil ni » secours à donner à ceux de Civray, et qu'ils devoient s'adresser » au comte du Lude, gouverneur de la province. — On lui donna » aussitôt avis de la sommation indiscrete de l'avocat du roi de » Civray. Le gouverneur trouva très-mauvais qu'il eût fait une » pareille démarche, et il écrivit au maire qu'il étoit fâché de ce » qu'on n'avoit pas arrêté ceux qui avoient présenté la sommation. » — On prit cependant des mesures à Poitiers pour se mettre à l'abri d'un coup de main. Puis on négocia avec les rebelles, qui, par suite d'une amnistie, abandonnèrent leurs projets de révolte.

Pendant les guerres de religion, les habitants de Sivrai mirent l'enceinte de la ville en état de défense. Le 4 juillet 1574, une assemblée « faisant la plus saine et meilleure partie desdits habitants (2) » nomma des syndics « auxquels étoit donnée puyssance

(1) *Hist. du Poit.*, t. IV, p. 30.

(2) La délibération est signée par Jacques DE BASSAC, P. DE LAILLÉ, Thomas

» et mandement de vendre et aliéner des cens, rentes et choses
» immeubles, tant de la fabrique de Saint-Nicollas que des com-
» munités et confrérie de Saint-Blays et Saint-Nicollas du dict
» Civray, jusques à la somme de 200 livres et au-dessus... pour
» parachever la closture encommancée, jà fort achevée de ceste
» dicte ville (1). » L'année suivante, le 20 septembre, nouvelle dé-
libération : « A esté délibéré et concleu continuer les dictes répara-
» tions et clostures de la dicte ville... conclut qu'il sera levé sur
» les dits habitants la somme de 200 livres, suivant le roole... ci-
» devant fait par M. le sénéchal de ceste ville... » Ces sacrifices
devaient être inutiles. En mars 1577 (2), au commencement des
troubles de la Ligue, Civray fut pris par les protestants.

Voici en quels termes d'Aubigné rend compte de cet événement :
« Tost après (la prise de la Réolle), la Boulaie prit Civray, par une
» échelle plantée vis-à-vis du corps de garde, où ils n'estimoient pas
» avoir besoin de sentinelle. Chevallereau de Boisragon (gentil-
» homme protestant) y fut tué (3). » La Popelinière, de son côté,
raconte ainsi cet événement : « Or, comme les troupes se dressaient
» deçà delà, plusieurs entreprinses se firent sur les catholiques,
» entre autres Civray, petite ville du haut Poitou, fut surprise
» par (Louis de) Saint-Gelays; lequel y ayant envoyé quelques
» harquebuziers, la surprint par le décès du jeune Triffardièrre,
» qui y mourut avec peu d'autres. Puis, se voulant rendre au gros

CHOLLET, avocat du roi; Ogier PIBREAU, avocat; Nicolas MENETEAU, François PON-
TENIER, Nicolas PASCAULT, Gabriel DUNOYER, Louis MICHEAU, procureurs; Jean et
Guillaume MARTIN, N. PASCAUT, J. PIBREAU, Nicolas FAURE, Thomas DEXMIER, P.
DUNOYER, A. BONFFORD, H. YMBERT, P. DUPONT, Étienne ARNAUT, G. PASCAUT,
A. SUIRE, C. SAUYESTRE, Nicolas JACQUIAUT, Jean CACAULT et François SERPH. —
La plupart de ces noms se retrouvent au pied de la délibération du 20 septembre 1575,
et, en outre, ceux de Pierre FAURE, procureur du roi; Joseph MAISONNET, François
INGRAND, François MARTIN, avocats; Jean GUYOT, Georges PASCAULT, Jean PONTENIER,
Antoine MARON, Thomas CACAULT, François DUPONT, Jean POUPIN, Pierre MICHEAU
et Michel MARTIN.

(1) *Arch. de la sous-préfect.*

(2) La date de 1568, indiquée par M. de la Fontenelle (*loc. cit.*), et celle de 1597,
mentionnée par M. Beauchet-Filleau (*Diction. hist. des fam. de l'Anc. Poitou*,
vo Chevallereau de Boisragon), sont le résultat de fautes d'impression.

(3) *Edit. de 1618*, t. II, p. 239.

» de l'armée, la laissa entre les mains du frère du sénéchal du lieu (1), lequel la rendit aussitôt aux catholiques (2), » en la livrant à Guy de Daillon, comte du Lude, gouverneur du Poitou. — Tels sont les seuls renseignements qui nous soient parvenus sur ce fait, dont il est assez extraordinaire que Michel le Riche n'ait rien dit dans son journal. On remarquera sans doute que la Popelinière attribue la prise de Sivrai à Louis de Saint-Gelays, et d'Aubigné à la Boulaye (3). Cette différence tient, je pense, à ce que ce dernier historien attachait le nom du commandant en chef de l'armée protestante à une expédition faite par l'un de ses lieutenants.

En 1616, à son retour de Bordeaux, où il venait d'épouser Anne d'Autriche, Louis XIII, en se rendant à Poitiers, passa par Sivrai. Il y arriva le 3 janvier, et y séjourna le 4, ainsi que nous l'apprennent les mémoires du temps. « Le 5, au desloger de Civray, le duc » de Guise manda à toutes les troupes de l'armée de se rendre à » Linazay, et Leurs Majestés allèrent passer le Clain, qu'elles laissèrent à leur main droite, pour aller coucher à Chastelacher » (Château-Larcher), et de là à Poitiers (4). » Aucun document particulier ne fait connaître de quelle manière le roi et la reine de France furent accueillis à Sivrai, et comment ils employèrent la journée qu'ils y passèrent tout entière. Seulement la tradition rapporte qu'ils couchèrent dans la maison dont j'ai noté la croisée élégamment sculptée, tradition qui a valu à la rue où cette maison se trouve placée le nom de *rue Louis XIII*, qu'elle porte depuis environ trente ans.

A partir de ce moment jusqu'à la révolution de 1789, aucun événement notable ne s'accomplit à Sivrai. Je n'ai point l'intention d'aborder l'histoire de cette dernière époque. Il est cependant un fait, raconté par M. de la Fontenelle (5), sur lequel, à raison de

(1) Jean Meneteau était alors sénéchal de Sivrai. Nicolas Meneteau, l'un des notables qui avaient assisté à la délibération du 4 juillet 1574, était sans doute son frère, et celui à qui Sivrai fut remis lors du départ des protestants.

(2) *Édit. de 1581*, t. II, p. 336. — Jean de Laval, *édit. de 1584*, t. II, p. 871. — De Thou, *édit. de 1734*, t. VII, p. 471.

(3) Charles Eschallard, seigneur de la Boulaye, mort en 1594.

(4) *Mercurius François*, t. IV, p. 18.

(5) Notice sur Civray (*loc. cit.*).

cette circonstance, je crois devoir fournir quelques éclaircissements. « En 1790, dit cet auteur, les ecclésiastiques de Civray, » que l'assemblée constituante avait élevé au rang de chef-lieu de » district, se prononcèrent assez hautement pour la constitution » civile du clergé. Tous les curés du canton, réunis chez leur archi- » prêtre, le 14 mai, vouèrent solennellement à l'anathème les » députés qui l'avaient combattue; assemblés, le 27 du même mois, » sur la place publique, ils déclarèrent infâmes et traîtres à la » patrie ceux qui propageaient des pamphlets séditieux dans les » campagnes, et protestèrent de leur adhésion aux décrets des re- » présentant de la nation. Le procès-verbal de cette cérémonie, à » laquelle avait assisté un immense concours de peuple, fut con- » signé sur les registres de toutes les municipalités du district, et » envoyé à l'assemblée constituante (1). »

Le fait est vrai; mais il me semble que le récit de M. de la Fontenelle n'est pas exempt d'exagération, et je ne puis mieux faire, je crois, que de transcrire le texte même de la délibération des ecclésiastiques de Sivrai. Cette pièce, extraite des registres de la municipalité, me paraît fort intéressante.

« Aujourd'hui, 27 mai 1790, nous soussignés archiprêtre, curés » et autres ecclésiastiques, tant de la conférence de Civray que des » environs, au diocèse de Poitiers, réunis au palais de la ville de » Civray, en présence de MM. les officiers municipaux de ladite » ville, par nous requis. Informés que des esprits malintentionnés » attribuent indistinctement à tous les ecclésiastiques, et par consé- » quent aux curés, l'esprit pernicieux d'une contre-révolution qui » paraît occasionnée notamment par le décret du 13 avril dernier; » indignés d'une telle calomnie, déclarons qu'intimement liés aux » intérêts des peuples confiés à nos soins, tout ce qui pourra con- » tribuer à leur bien et à celui de la nation entière, sera toujours » le plus tendre objet de nos vœux; que le serment que nous avons » fait, lors de la formation de nos municipalités, d'être fidèles à la

(1) Les lignes qui précèdent paraissent avoir été rédigées d'après la note suivante, insérée au procès-verbal de la séance de l'assemblée nationale du 27 mai 1790 (*Moniteur* du 29) : « Lettre des curés de Civray en Poitou.— Ils ont arrêté qu'en place » publique, et à jour fixe, on déclarera hautement que l'on impute la conduite » des protestants de l'assemblée nationale. »

» nation, à la loi et au roi, a été et sera toujours l'expression la
» plus vraie de nos cœurs; que non-seulement nous adoptons, avec
» soumission et respect, tout ce qui a été fait jusqu'à présent, mais
» encore tout ce qui sera fait dans la suite, pour le bonheur de la
» nation, et notamment le décret du 13 avril, concernant la re-
» ligion, auquel nous adhérons formellement, et que nous résiste-
» rons de toutes nos forces, et porterons nos peuples à résister de
» même, à tout ce qui pourrait y être contraire. En foi de quoi nous
» avons signé la présente déclaration, inscrite sur le présent re-
» gistre de la municipalité dudit Civray, et requis du greffier une
» copie de ladite déclaration, pour être envoyée à MM. de l'assemblée
» nationale. »

Il y a loin de cette déclaration grave et mesurée aux paroles d'anathème dont parle M. de la Fontenelle. J'ajouterai ce qu'il ne dit pas, qu'à l'exemple des ecclésiastiques de Sivrai, les gentilshommes des environs voulurent faire, à leur tour, un acte d'adhésion. — Le 2 juin, ils se réunissent, en présence des officiers municipaux, pour protester en termes beaucoup plus énergiques de leur patriotisme et de leur respect pour les décrets de l'assemblée nationale; ils déclarent « qu'ils regardent celui du 13 avril comme
» le chef-d'œuvre de la raison humaine, par les fers dont il vient
» d'enchaîner pour jamais le fanatisme... » Puis ils ajoutent :
« Bien éloignés de désirer le retour du régime oppressif dont nous
» sortons, nous croyons au contraire que l'honneur, qui fit de nos
» ancêtres autant de héros, nous impose le devoir le plus sacré
» d'embrasser la cause de notre liberté et celle de nos concitoyens;
» pourquoi nous jurons à la face du ciel et de la terre, sur tout ce
» que nous avons de plus saint et de plus sacré, que nous acceptons
» avec joie et de bon cœur tous les décrets rendus par l'assemblée
» nationale..., entre autres celui du 13 avril dernier... » que nous
» sommes prêts de répandre jusqu'à la dernière goutte de notre
» sang pour défendre la liberté nouvellement reconquise. — Sup-
» plie les officiers municipaux d'envoyer la déclaration à l'auguste
» aréopage, et de la rendre publique par la voie de l'impression. »

Mais, je l'ai dit, mon intention n'est pas d'écrire l'histoire de Sivrai depuis 1789; abandonnant donc ce terrain, qui semble encore brûlant d'actualité, je me transporte à la Commanderie,

pour évoquer le souvenir des frères de la milice du Temple et de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

V.

LA COMMANDERIE.

Le XI^e siècle vit naître l'ordre des frères de la milice du Temple, qui prirent leur nom du lieu où ils résidèrent d'abord. Cet ordre religieux militaire ne tarda pas à se répandre dans toute la France, et Sivrai, comme un grand nombre d'autres localités, posséda bientôt des templiers. Une charte nous apprend qu'ils y étaient établis dès 1184. Cette charte, qui contenait une donation faite par Audouin de Ruffec au monastère de Montazai, avait été dressée publiquement dans la maison des chevaliers du Temple. — Actum publice, aput Sivraicum, in domo Templi (1). »

En 1277, le commandeur de Sivrai était frère PIERRE-MICHEL, dont les archives départementales possèdent une lettre que je crois devoir reproduire ici, bien qu'elle ait été publiée récemment (2). Cette lettre, adressée aux doyen et membres du chapitre de Saint-Hilaire de Poitiers, annonçait l'envoi d'un marbotin d'or, dû annuellement au chapitre à titre de redevance. — « Viris venerabilibus » et discretis dominis suis karissimis et amicis domino decano et » capitulo beati Hilarii Pictavensis, frater Petrus Michaelis, pre- » ceptor humilis domus militie Templi de Sivrayo, salutem cum » omni promptitudine servicii et honoris. Discretioni vestre trans- » mittimus unum marbotinum aureum quem debemus ratione » domus nostre de Sivrayo annui redditus, cum nostrarum testi- » monio litterarum. Datum die sabbati ante festum beati Hilarii » hiemalis, anno Domini M.^o CC.^o LXX^o sexto (9 janvier 1277 (3). Va- » leat dominacio vestra in Domino Jesu Cristo (4). » — Je dois

(1) D. Font., t. XVIII, p. 555.

(2) *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, année 1847, p. 338. — Ce volume renferme la première partie des documents publiés, avec tant de soin, par MM. Rédet et Lecointre-Dupont, pour servir à l'histoire de l'église Saint-Hilaire de Poitiers. — La pièce que je reproduis porte le no 283.

(3) 1276, — vieux style.

(4) Original. *Arch. de St-Hil.* Champagné-Saint-Hilaire, no 16. Jadis scellé sur une petite bande de parchemin découpée dans le bas de la pièce. (Note de M. Rédet.)

ajouter que la rente qui faisait l'objet de cette lettre fut payée pendant plus de trois siècles, ainsi que l'attestent plusieurs quittances données, de 1246 à 1568 (1), par le receveur du chapitre de Saint-Hilaire. Le marbotin d'or était une monnaie d'Espagne qui avait cours en France (2), et il résulte des quittances précitées que celui qui était dû par les templiers sur le temporel de la commanderie de Sivrai valait alors vingt sous.

On sait quelles circonstances amenèrent la destruction de cet ordre. Son dernier grand maître, Jacques Molay, ayant été brûlé vif en 1314, les frères hospitaliers de St-Jean de Jérusalem, également désignés sous le nom de chevaliers de Rhodes ou de Malte, furent mis en possession des biens des templiers de Sivrai.

La commanderie de cette ville, dépendant de celle d'Ansigny (3), faisait partie du grand prieuré d'Aquitaine. On trouve, à la date du 15 avril 1416, un aveu rendu à EAUME DAUZELART, grand prieur d'Aquitaine et commandeur de Sivrai. En 1439, le 4 avril, RICHARD DE PONTAILLER, autre commandeur, est nommé dans le bail à rente d'une pièce de terre assise au Champ-du-Bois, tenant d'un côté au fossé de l'hôpital. Richard était encore commandeur en 1456, et, le 11 mai de cette année, il donnait à bail « un veil village à pré-
» sent froust et désert, appelé Veillefau, en la paroisse de Saint-
» Pierre-d'Exideuil, » pour une redevance de sept sous six deniers, et à condition « de bastir une bonne maison de deux travées, cou-
» verte de tieuble cougne (tuiles courbes), comme pour la demeure
» rance d'un homme de bien (4). » Il y a lieu de penser que la condition ne fut pas accomplie, car, en 1498, le seigneur de Fayolle faisait figurer dans un dénombrement de son fief « une
» pièce de terre sur les combres de Veillefaux... tenant d'une part
» au chemin par lequel on va dudit Breuil audit Civray. » Il n'existe aujourd'hui dans la commune de Saint-Pierre-d'Exideuil aucune habitation du nom de Veillefau, que porte au contraire un terrain situé près de la route mentionnée dans le dénombrement.

Un aveu fut rendu, en 1550, à PIERRE PELLOQUIN, commandeur

(1) *Archiv. départ.* Liasse de la commanderie d'Ansigny.

(2) *Ménage, Dict. étymol.*

(3) Ou Ensigné, arrondissement de Nolle (Deux-Sèvres).

(4) Ces trois pièces sont déposées aux archives départementales.

de Sivrai et de Sauzé, par Jean Jay, écuyer, seigneur de Boisseguin, pour un hébergement situé à Nieuillet. Dans un acte d'échange de l'année 1572 figure **BERTRAND PELLOQUIN**, sans doute parent de Pierre, et comme lui commandeur de Sivrai (1). Le 16 mai 1642, frère **JACQUES DE JALESME**, commandeur d'Ansigny, se transporta, avec un notaire, dans les bâtiments de la commanderie de Sivrai, pour rédiger un procès-verbal de l'état des lieux; et il résulte de cette pièce qu'ils étaient considérablement dégradés. Le portail de la chapelle menaçait ruine, ainsi que la croisée placée au-dessus de l'autel, que la pluie venait inonder, les vitres étant brisées depuis longtemps. Lorsque le curé de Saint-Nicolas y célébrait la messe, il fallait qu'il fit apporter les ornements qui lui étaient nécessaires. Une nouvelle visite, dressée par le même notaire le 22 novembre 1653, en présence du greffier et receveur de la commanderie d'Ansigny, commis à cet effet, prouve que les réparations jugées indispensables n'avaient pas été faites, et que, par conséquent, les bâtiments étaient encore dans un plus déplorable état (2).

En 1745, frère **GABRIEL DUCHILLAUD** prenait le titre de commandeur des commanderies d'Ansigny, Sauzé et Sivrai (3). Depuis longtemps déjà celle de cette dernière ville n'avait plus de commandeur particulier. La chapelle était alors desservie par le curé de Saint-Clémentin (4), et les revenus affermés moyennant huit cents livres par an (5).

La commanderie de Sivrai, bâtie hors de la ville, sur le versant du côteau qui borde la rive gauche de la Charente, est aujourd'hui une propriété particulière. Un écusson sur lequel on reconnaît une croix de Malte, au-dessus d'une petite porte de la façade, est le seul signe qui rappelle l'ancienne destination de l'édifice. Les bâti-

(1) *Archiv. départ.*

(2) Minutes de M^e Vaugelade, déposées chez M^e Moreau, notaire à Sivrai.

(3) Cahiers d'audience de la sénéchaussée.

(4) *Archiv. départ.*, quittances de 1728 à 1731.

(5) *Ibid.*, bail à ferme des revenus du membre de Sivrai, en date du 25 octobre 1734. — En 1686, le fermier de la commanderie sous-louait, au prix annuel de 26 livres, la ferme avec les bâtiments de la commanderie, à la réserve de la chambre du commandeur.

ments sont assez vastes, et la façade présente, en y comprenant la chapelle, un développement d'environ soixante mètres. Cette chapelle, qui me paraît dater seulement du *xv^e* siècle, est maintenant aussi dégradée qu'elle l'était en 1642 et 1653, et les procès-verbaux dressés à cette époque pourraient servir encore, en changeant seulement la date. Des bâtiments de servitude, appuyés depuis quelques années sur le mur extérieur du côté nord, ont masqué la principale entrée. Une autre petite porte permettait d'y arriver de l'intérieur de la commanderie. J'avais entendu dire qu'au fond d'un caveau se trouvait le tombeau d'un des commandeurs, avec une inscription; mais je l'ai vainement recherché (1). — Un écusson presque effacé, une maison et une chapelle à demi ruinées, voilà tout ce qui rappelle aujourd'hui un des plus anciens établissements de Sivrai.

VI.

LES CAPUCINS.

Malgré les recherches auxquelles je me suis livré, je n'ai pu découvrir la date précise de l'établissement des capucins; mais, comme ils vinrent à Poitiers en 1609, et à Saint-Maixent en 1613, il est probable que c'est à peu près vers le même temps qu'ils furent envoyés à Sivrai, où leur présence devait être jugée d'autant plus nécessaire, que la ville et les environs comptaient alors un assez grand nombre de protestants.

Ces religieux, de l'ordre réformé des frères mineurs, ne vivaient que de charité. Il y a lieu de penser qu'ils furent favorablement accueillis, puisque, par suite de libéralités, ils furent mis en possession de la maison qui porte encore aujourd'hui leur nom, et près de laquelle ils avaient fait bâtir une chapelle. Cette maison se

(1) Un autre caveau assez profond, dans lequel on a cru voir des oubliettes, ne me semble pas avoir eu cette destination. — A quelques pas de la chapelle se trouvait le cimetière, désigné, dans les actes de sépulture de la paroisse Saint-Nicolas, sous le nom de *cimetière de la Commanderie* : on a cessé d'y enterrer dans la première moitié du dernier siècle. Trois pierres tumulaires, dont deux ont été utilisées pour soutenir une barrière, sont encore sur le terrain.

trouvait placée au milieu d'une vaste enclôture, et on y arrivait par une allée d'arbres dite grande allée des Capucins (1).

Le premier titre qui constate officiellement la présence des capucins à Sivrai ne remonte qu'à l'année 1668. On lit, en effet, dans l'acte de sépulture, en date du 11 décembre, de la veuve d'un lieutenant criminel à la sénéchaussée, que cette dame fut confessée par le révérend père Claude, leur supérieur (2). Cette mention se rencontre plusieurs fois, à partir de cette époque, sur les registres d'enterrements.

La plupart des actes de donation faits en faveur des capucins de Sivrai sont aujourd'hui perdus. On sait cependant que le seigneur engagiste était tenu de leur fournir cinq cenis fagots par an (3), et que les magistrats appliquaient parfois à leur profit les amendes qu'ils prononçaient en matière criminelle (4). Ce n'était pas seulement à Sivrai qu'ils recevaient des libéralités; en 1678, par exemple, messire Obert, écuyer, sieur de la Barlotière, demeurant au lieu de Fontaine, paroisse de Saint-Martin-l'Ars, imposait à ses enfants, en faisant entre eux un partage de ses biens, l'obligation « de payer » aux pères capucins de la ville de Civray la somme six livres, annuellement, pour dire une douzaine de messes par an, pour le repos de son âme (5). Indépendamment des aumônes et donations qui leur étaient faites, les capucins augmentaient encore leurs revenus en prêchant dans l'église Saint-Nicolas, et ils reçurent même pendant assez longtemps une indemnité annuelle pour leurs

(1) La maison située au bas de cette allée, sur le bord de la grande route de Niort, appartenait également aux capucins; le 26 avril 1787, le révérend père René, gardien, « demeurant audit couvent, paroisse de Saint-Pierre-d'Exideuil », « affirmait cette maison « du consentement du procureur du roi, » servant en cette circonstance « de » père temporel » aux capucins.

(2) Je dois dire qu'une lacune existe dans les registres de sépultures de la paroisse Saint-Nicolas, à partir de 1638 jusqu'à 1659.

(3) D. Font., t. xxxiv. — État du domaine du roi en Poitou en 1730.

(4) *Arch. de la sénéch.* — En 1727, un individu déclaré coupable de vol fut condamné, indépendamment de la peine du fouet et de celle de la marque, à cinq livres d'amende envers le roi, et à pareille somme envers les capucins.

(5) *Arch. de la ville.* — Acte du 29 novembre 1678, au rapport de Colasson, notaire de la vicomté de Rochemaux.

sermons (1). Néanmoins il n'existait pas toujours une entente très-cordiale entre eux et le curé de la paroisse. En 1727, le prieur de cette église, qui devait dire « une petite messe » tous les dimanches et jours de fête, chargea les capucins de ce soin ; mais le curé fit emporter chez lui les ornements, ne laissant à l'officiant qu'une « chasuble d'un vieux camelot blanc, dont l'étole étoit crasseuse , » et qui fut refusée comme n'étant pas décente et conforme aux » canons. »

Le dimanche suivant , une scène semblable eut lieu, « au grand » scandale du peuple assemblé pour entendre la messe. » Le lieutenant général intervint alors, et , pour couper court à toute discussion , ordonna qu'on porterait « la chasuble chez les fabriqueurs, » afin de la faire nettoyer et raccommoder, si faire se pouvoit (2). »

Dans la nuit du 17 au 18 décembre de la même année , une grande partie des bâtiments fut la proie d'un incendie auquel la malveillance étoit restée étrangère. La chapelle fut préservée ; mais le procès-verbal du sinistre , dressé par le lieutenant général , fait connaître que « la populace , craignant que le feu ne s'y commu- » niquât , arracha et brisa les balustres qui séparaient le sanctuaire » d'avec la nef , brisa aussi une partie des tableaux , et dédora plu- » sieurs endroits du tabernacle (3). »

En 1783, par un acte capitulaire des capucins de la province de Touraine, à Saumur, en date du 20 juillet, la suppression de seize couvents , déjà projetée en 1768 , fut définitivement arrêtée, « at- » tendu , entre autres motifs , qu'il étoit plus intéressant que jamais » de rassembler les religieux épars pour les ramener à l'observance » de leurs devoirs dans les communautés religieuses. » Six des couvents supprimés appartenaient au diocèse de Poitiers , et parmi eux figurait celui de Sivrai. Le 23 février 1784 , sur l'exposé qui lui fut fait que l'évacuation étoit devenue nécessaire par le petit nombre de religieux et par le peu de ressources qu'ils possédaient , l'évêque de Poitiers prononça l'interdit des six églises , interdit qui fut ap-

(1) *Arch. de la ville.* — Il résulte des comptes de la fabrique qu'ils reçurent 400 livres pour les années 1722, 1723 et 1724 ; 300 livres pour les années 1734, 1735 et 1738. En 1763 , un seul sermon fut payé 36 livres.

(2) *Arch. de la sénéch.*

(3) *Ibid.* — Cette chapelle n'existe plus.

prouvé par le roi au mois de mai suivant. Mais, avant de procéder à l'enregistrement des lettres patentes, le parlement de Paris, par arrêt du 20 juillet, ordonna qu'à la requête du procureur général, il serait fait une enquête *de commodo et incommodo*, et que les officiers municipaux, syndics et habitants seraient appelés à donner leur consentement. L'enquête eut lieu, le 5 janvier 1785, devant le lieutenant général de la sénéchaussée; tous les témoins entendus furent unanimes pour demander la conservation des capucins (1), et les motifs qu'ils invoquaient furent reproduits dans la délibération du corps de ville, qui lui aussi s'opposait à la suppression demandée. Les officiers municipaux faisaient valoir, dans cette délibération, qu'il n'y avait à Sivrai qu'une seule paroisse, à laquelle en était annexée une autre très-étendue, celle de Saint-Pierre-d'Exideuil, et que beaucoup d'habitants seraient privés de la messe, s'ils ne pouvaient pas assister à celles que disaient les capucins dans leur église et dans la chapelle des bénédictines. La délibération portait encore que l'église Saint-Nicolas était sujette aux inondations de la Charente; que l'humidité qui en résultait ne permettait pas pendant longtemps d'y célébrer le service divin, et qu'il fallait alors le transférer aux Capucins; enfin on constatait que les capucins de Sivrai étaient dans une position très-satisfaisante; qu'ils desservaient plusieurs chapelles appartenant aux familles nobles des environs, et que leur maison était parfaitement disposée pour recevoir trois prêtres et un frère. Prévoyant le cas où son opposition ne serait pas accueillie, le corps de ville ajoutait que l'ordre des capucins ne pouvant rien posséder en propre, ce serait aller contre la volonté des personnes qui avaient fait des legs pieux, que de vendre au profit de l'ordre les biens des capucins de Sivrai, et qu'ils devaient être employés de préférence à des objets d'utilité publique. On demandait, en conséquence, que, si la suppression venait à être prononcée, le couvent fût abandonné à la ville, afin d'y établir une caserne (2), un hôpital ou un collège, et la chapelle pour suppléer à l'église paroissiale, à la charge d'acquitter toutes les fondations pieuses.

(1) *Arch. de la sénéch.*

(2) Il n'y en a jamais eu à Sivrai, bien qu'on lise le contraire dans le *Nouveau dénombrement du royaume* (1720).

Ces raisons triomphèrent, et Sivrai conserva ses capucins; mais le succès obtenu par le corps de ville fut de courte durée, et bientôt cette communauté, comme toutes les autres, fut emportée par le torrent révolutionnaire (1).

En 1697, le gardien des capucins de Sivrai était le frère JEAN-BAPTISTE DE LAVALETTE. Ces fonctions furent remplies, en dernier lieu, par le frère LUC BOURGOUIN, qui, le 5 juillet 1791, déclara ne point vouloir suivre la loi commune, et fixa sa résidence à Sivrai. C'est au couvent des Capucins, où il se trouvait retenu par suite d'un accident, que, le 31 décembre de la même année, JACQUES DELION, ex-député à l'assemblée nationale, vicaire épiscopal de Blois, suivant sa nomination en date du 24 novembre précédent, signée Grégoire, évêque de Loir-et-Cher, prêta le serment constitutionnel prescrit par les décrets des 13 juillet et 26 décembre 1790 (2).

VII.

LES BÉNÉDICTINES.

Si la date précise de l'arrivée des capucins à Sivrai a échappé à mes recherches, il n'en a pas été de même pour les bénédictines, et les titres que j'ai pu consulter (3) me permettent de rappeler succinctement les circonstances qui ont accompagné l'établissement de cette communauté.

Le 12 novembre 1636, les religieuses de l'abbaye de Saint-Auzone d'Angoulême, s'étant réunies en assemblée générale, la sœur Marguerite de Pichon exposa qu'un legs de 300 livres de rente lui avait été fait par un sieur Delestang, à la charge d'employer cette

(1) La maison bâtie à la place de l'ancien couvent appartient aujourd'hui à la ville de Sivrai, à laquelle Mlle Zélie Blanchard en a fait don le 2 septembre 1842, pour y établir un hospice, une école gratuite et une salle d'asile. De nouvelles libéralités de la même donatrice, en date du 16 mars 1845, ont eu pour but la création d'un pensionnat de jeunes demoiselles. Ce dernier établissement, placé sous la direction des sœurs de la Sagesse, est aujourd'hui, grâce à leur zèle, dans une situation très-prospère.

(2) *Arch. de la mairie.*

(3) *Arch. de la mairie.*—Ces titres sont au nombre de trente-sept, que j'ai réunis en une liasse.

somme « à la construction d'un nouveau monastère au lieu où il » plairoit à ladite de Pichon, » et que d'autres dons, jusqu'à concurrence de 500 livres de rente, lui avaient également été faits, ainsi qu'à Mathurine Duvignaud, religieuse professe de la même abbaye, pour assurer l'établissement de la nouvelle communauté. Elle ajouta qu'elles « avoient esté appelées et demandées par les » habitants de la ville de Civray assemblés pour cet effect au son » de la cloche, » et demanda, en conséquence, à dame Catherine de la Rochefoucaud, son abbesse, « d'octroyer, accorder et consentir obédience et permission d'aller audict lieu de Civray pour » édifier ledict nouveau monastère, » destiné à être soumis à la règle de Saint-Benoît, mais sans dépendre de l'abbaye de Saint-Auzone, la direction devant en demeurer confiée à l'évêque de Poitiers (1).

Ce prélat s'empessa de donner son assentiment. « Nous avons » ressensty, disait-il le 21 du même mois, une consolation très- » particulière par la vue et lecture de la requeste à nous présentée » par religieuses dames sœurs Marguerite de Pichon, Mathurine » Duvignaud et Aloyse Deméré, religieuses professes de l'abbaye » de Saint-Ozony de la ville d'Angoulesme, laquelle contient que, » devenues informées des pieux désirs que les habitants de la ville » de Civray, en notre diocèse, ont de l'érection et établissement » d'ung monastère de religieuses dudict ordre de Saint-Benoist, » sous l'invocation de Nostre-Dame en ladicte ville... nous supplient » d'agrée, accepter et permettre ledict établissement. » L'autorisation fut accordée, sous la condition que la sœur de Pichon aurait « la charge et auctorité de supérieure » pendant sa vie, et qu'après son décès, les religieuses éliraient une autre prieure, dont la nomination ne serait valable qu'après avoir été confirmée par l'évêque. Aucune religieuse ne devait d'ailleurs être reçue, si elle n'apportait pas au moins « six vingts livres tournois de pension inamortissable durant sa vie (2). »

(1) Acte capitulaire, au rapport de Martin, notaire à Angoulême.

(2) Les archives de la ville possèdent l'original de cette autorisation et deux copies, l'une en date du 11 mars 1637, portant la signature M. DE PICHON; l'autre du 16 février 1674, signée LUCE BAUDOUIN, prieure.

Pour seconder le pieux dessein de Marguerite de Pichon, « haute » et puissante dame Aymerie de Rochechouart, marquise douairière de Ruffec, et dame de Boisseguin, veuve de hault et puissant seigneur messire Philippe de Volluire, chevalier et capitaine de cinquante hommes d'armes de l'ordonnance du roy, » prit le nouvel établissement sous sa protection, et se fit donner le titre de fondatrice et patronne du monastère (1). Par ses soins, une maison située « aux faubourgs de la ville de Civray, appelée de la Grand'-Ruhe, au-devant de la porte Sénéjau, » fut disposée pour les recevoir. Une chapelle y fut établie, et bientôt, sous la conduite de leur protectrice, les sœurs de Pichon, Duvignaud, Louise de Gombaut, et Isabelle Couëturier, sœur laïe, s'acheminèrent vers Sivrai. Elles y arrivèrent le 2 juillet 1637, et y furent « reçues solennellement, en l'église paroissiale de Saint-Nicolas, par MM. les curés et recteurs et autres ecclésiastiques de ladite église. » Le lieutenant particulier, les conseillers, juges-magistrats et gens du roi, assistèrent en personne à la cérémonie, pour « rendre leur réception plus solennelle et leur donner un témoignage évident d'affection. » — De l'église, on se rendit processionnellement, en chantant le *Te Deum*, jusqu'à la porte Sénéjau, et là, en présence du clergé, des autorités et des habitants qui étaient accourus en foule, la prieure prit possession de la maison et de la chapelle. Acte fut dressé sur-le-champ de cette prise de possession, et enregistré au greffe (2).

Le 23 septembre suivant, Mme de Rochechouart acheta la maison qu'occupaient les bénédictines, et, le 30 octobre suivant, elle en fit don à la communauté, par un acte (3) qui contient les motifs et les conditions de cette libéralité. Elle voulait par là, d'abord « témoigner de plus en plus sa pitié envers les ordres religieux, » et, en même temps, affermir l'établissement du nouveau cou-

(1) Permission de l'évêque de Poitiers du 28 février 1637. Cette pièce n'est plus aux archives de la ville.

(2) La copie déposée aux archives de la ville est du 29 juillet 1637. La bibliothèque des Antiquaires de l'Ouest possède (n° 27 des manuscrits) une copie de cette pièce, et en outre une quittance (n° 127), en date du 30 novembre 1745, donnée par les bénédictines de Sivrai pour deux années de la pension viagère d'une religieuse.

(3) Au rapport de Guyot, notaire à Sivrai.

vent. Elle désirait, d'ailleurs, « à présent que son âge ne luy per-
» mettoit plus de s'éloigner beaucoup de sa maison, s'assurer de
» quelque compagnie religieuse dans laquelle elle pût parfoys se
» retirer pour vacquer plus particulièrement à ses exercices de
» piété et de dévotion. » — Quant aux conditions de la donation,
elle stipulait pour elle et ses descendants « d'estre tenus pour les
» seuls et vrais fondateurs dudit couvent, » avec la jouissance des
privilèges accordés aux fondateurs, notamment de nommer et pré-
senter les prieures. Elle se réservait le droit d'entrer dans le mo-
nastère « toutes foys et quantes bon luy sembleroit, » sans être
assujettie à la règle; elle réservait également ce droit à dame Olive
de Bordes, baronne de Chadurie, « pour la grande et singulière
» affection qu'elle luy portoit. » Elle énumérait enfin les prières à
dire pour elle « pendant son vivant et après sa mort; les prêtres
» chargés de dire la messe devant en être avertis par un escript
» qui seroit mis pour cet effect dans une plaque de cuivre, avec les
» armes de ladicte fondatrice, appliquée contre la paroi et au lieu
» le plus apparent de l'église, pour estre à la vue du peuple. » L'acte
se terminait par un témoignage de haute estime pour la sœur de
Pichon. Madame de Rochechouart la maintenait dans sa dignité de
prieure, « pour son grand zèle et charité à procurer l'établissement
» dudit monastère, et parce que à peine il pourroit subsister sans
» sa conduite pour la grande expérience qu'elle avoit au gouverne-
» ment des personnes religieuses. » Pour donner plus de force et
d'authenticité à cet acte, la fondatrice s'engageait à le faire homolo-
guer et ratifier par le pape et par l'évêque de Poitiers dans le
délai de six mois.

Dès le 5 novembre 1637, l'évêque de Poitiers donna son appro-
bation, « estant en son palais et château épiscopal à Dissay (1); »
le 3 janvier suivant, dans une réunion capitulaire, les religieuses
de Sivraj reconnurent madame de Rochechouart pour fondatrice
et bienfaitrice. Des lettres patentes du roi, datées de juin 1638,
et enregistrées en parlement le 5 août 1639 (2), « octroyèrent »

(1) Cette approbation se trouve à la suite d'une copie de l'acte de donation, déposée
aux archives de la ville avec l'original.

(2) L'original sur parchemin est déposé aux archives de la ville.

l'établissement; enfin, par une bulle du mois de mars 1644, le pape Innocent X confirma l'élection de Marguerite de Pichon en qualité de prieure (1).

Les libéralités de madame de Rochechouart et la sage administration de la prieure firent prospérer rapidement la nouvelle communauté. Dès 1638, des sommes assez considérables purent être consacrées à agrandir la chapelle, à bâtir une infirmerie et à meubler l'église et le couvent (2). Le jardin était peu étendu; mais des acquisitions successives, dont quelques-unes furent payées par la baronne de Chadurie, amie de la fondatrice (3), en reculèrent les limites, et rendirent les religieuses propriétaires du vaste emplacement qu'occupent aujourd'hui le collège, la sous-préfecture et le palais de justice (4).

Les bénédictines se livraient à l'éducation des jeunes filles, et leur couvent était, sous ce rapport, très-avantageux pour la ville de Sivrai (5). En 1727, la communauté se composait de treize religieuses et d'une sœur converse, et avait 4,068 livres de rente (6); au moment de la révolution, elle comptait onze sœurs et trois sœurs converses, et ses revenus dépassaient trois mille livres. Mais alors sonna tout à coup l'heure de l'adversité. En 1790, dans une pétition adressée aux membres du directoire de Poitiers, les sœurs exposaient que « leurs redevables ne les payant » pas, elles étaient, à bien dire, dépourvues de pain, de vin et de » tout ce qui est le plus nécessaire à la vie. Elles espèrent, ajoutaient-elles, que vous ne voudrez pas les laisser mourir de faim, » sans aucune subsistance, et que vous voudrez, au contraire, leur » tendre une main secourable (7). » MARIE-LOUISE PÉRIER était alors

(1) Cette pièce n'est pas aux archives; elle m'a été indiquée par M. Rédet.

(2) Acte du 22 avril 1638.

(3) Plusieurs titres de 1638 à 1659.

(4) La partie du couvent où se trouve le collège n'a point été reconstruite, mais seulement appropriée à sa nouvelle destination. La sous-préfecture a été bâtie à peu près sur l'emplacement de la chapelle, et le palais de justice non loin du cimetière de la communauté.

(5) *Archives de la sénéchaussée* (1785). — Enquête sur le projet de suppression des capucins.

(6) Renseignement fourni par M. Rédet.

(7) *Arch. de la ville*.

prieure (1). L'année suivante, les religieuses se dispersèrent, et leurs meubles, ainsi que la maison, furent vendus (2). L'administration du district établit le lieu de ses séances dans cet ancien couvent, et on y déposa également les livres provenant des abbayes et châteaux compris dans cette circonscription (3).

J'ai constaté la splendeur et la ruine des établissements religieux de Sivrai ; il convient de rappeler maintenant les souvenirs qui se rattachent aux protestants de cette ville.

(1) A Marguerite de Pichon avait succédé, dès 1659, en qualité de prieure, la sœur Luce Baudoin ; en 1690, ces fonctions étaient remplies par Madeleine du Rousseau ; en 1713, par Louise de la Broue de Varelles ; et en 1776, par la sœur (Cacault) de la Coterie.

(2) La vente de la maison fut consentie pour 6,283 liv. 4, sous. Celle des meubles s'éleva à 1,671 livres. Le mobilier des capucins n'avait produit que 651 livres. (*Arch. de la sous-préfect.*)

(3) Dans son Histoire de la bibliothèque de Poitiers (Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, année 1848, p. 238), M. Pressac a consacré une note très-intéressante à cette collection. Il fait connaître que dom Mazet y choisit 283 volumes, et signale la perte si regrettable de deux manuscrits, notamment de celui qui portait pour titre *Proprium B. Mariæ de Regali* (de la Reau). Aux renseignements que donne M. Pressac, j'ajouterais, d'après une note (non signée) déposée à la cure de Saint-Nicolas, et qui m'a été communiquée par M. Boutineau, ancien vicaire, que, lors de la formation de la bibliothèque de Sivrai, Loiseau-Grand-Maison, ancien religieux de l'abbaye de la Reau, fut chargé d'en dresser un état. On n'avait détourné alors qu'environ 200 volumes de romans et autres ouvrages sans intérêt. Loiseau s'étant démis de ses fonctions de bibliothécaire, on mura la porte de l'appartement où étaient les livres ; et c'est alors que, malgré cette singulière précaution, ils furent, comme l'énonce M. Pressac, pillés en grande partie. Le 3 décembre 1796, Jacques Baudoux, instituteur, fut chargé par les administrateurs municipaux de cataloguer ceux qui restaient, afin de les préserver « des rats, des vers et de l'humidité. » Cette pensée de conservation était un peu tardive, il faut en convenir ; quoi qu'il en soit, Jacques Baudoux partit de Sivrai sans avoir rédigé le catalogue. En 1797, M. de Lambertye, émigré, réclama 250 volumes. A l'organisation des tribunaux, plusieurs ouvrages passèrent dans la bibliothèque des magistrats (notamment le *Dictionnaire de Moréri*, la partie de la jurisprudence de l'*Encyclopédie*, l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury, incomplète, etc.) ; plus tard enfin, ainsi que le dit M. Pressac, une certaine quantité de volumes fut vendue, des livres de plain-chant donnés aux églises des paroisses voisines, et le surplus, composé en grande partie d'ouvrages de théologie la plupart incomplets, formant environ 900 volumes, déposé à la cure. M. Boutineau a dressé la liste de ce qui reste de cette collection, si déplorablement gaspillée, et qui, sans l'incurie de l'administration d'alors, aurait procuré à la ville de Sivrai l'avantage de posséder une bibliothèque publique.

VIII.

LE TEMPLE ET LES PROTESTANTS.

Dans la notice qu'il a publiée sur Sivrai, M. de la Fontenelle (1) s'exprime ainsi qu'il suit au sujet des protestants : « Pendant les » guerres de religion, les réformés s'emparèrent de Civray, où ils » construisirent un temple, et se maintinrent, sans opposition, » jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes. Tel est le seul fait historique, assez remarquable du reste, qui rappelle le nom de cette » ville jusqu'à la fin du xviii^e siècle. » S'il était vrai, comme M. de la Fontenelle semble le croire, que les protestants se fussent établis à Sivrai par droit de conquête, et maintenus en maîtres dans cette ville après y avoir fait construire un temple, ce fait exceptionnel, au milieu de nos discordes religieuses, mériterait assurément d'être mis au nombre des plus remarquables parmi ceux qui ont signalé cette période de notre histoire. Mais, il faut bien le dire, les choses ne se sont pas ainsi passées, et les assertions de M. de la Fontenelle sur ce point ne résistent pas à un examen attentif. Pour le démontrer, il suffit de rappeler, avec les historiens contemporains, que la ville resta au pouvoir des protestants pendant quelques jours seulement, ayant été presque aussitôt rendue aux catholiques : la construction du temple ne fut donc pas la conséquence de cet événement. Sivrai, comme les autres villes de cette partie du Poitou, comptait dans son sein un certain nombre de réformés ; ceux-ci profitèrent, pour bâtir ce temple, des dispositions favorables de l'édit du 13 mai 1598, si connu sous le nom d'édit de Nantes, qui accordait aux protestants, avec la liberté de conscience, le droit d'exercer publiquement leur religion.

Mais, avant d'établir ce fait, je vais essayer de rechercher quel était, sous l'empire de ce dernier édit, le nombre des protestants de Sivrai. Corneille (2) et les autres géographes se bornent à dire qu'il était considérable, sans aucune évaluation approximative. Un registre de l'état civil des calvinistes, le seul qui nous soit par-

(1) *Hist. des villes de France.* — Poitou (*loc. cit.*).

(2) *Dict. géogr.* (*loc. cit.*).

venu (1), constate qu'il y eut, pendant l'année 1669, quarante-six enfants baptisés. De ce nombre il faut en retrancher douze, apportés des localités voisines (2), et calculer comme s'il n'y avait eu que trente-quatre naissances inscrites. Pendant le cours de la même année, il y eut quatre-vingt-onze baptêmes de catholiques, ou au total cent vingt-cinq naissances. Les protestants entrent pour un peu plus du quart dans ce nombre. On peut donc, partant de cette donnée, admettre qu'ils entraient également pour un peu plus du quart dans le chiffre total de la population, qui, à cette époque, était de 4,650 à 4,700 habitants. A la vérité, dès 1669, quelques conversions avaient eu lieu ; mais il n'en est pas moins évident qu'antérieurement les catholiques étaient encore en majorité à Sivrai, et qu'on se rapproche beaucoup de la vérité en avançant que les protestants formaient tout au plus, à la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e, le tiers de la population : il y a donc beaucoup d'exagération dans cette assertion de l'Encyclopédie, que « les protestants faisoient autrefois fleurir la ville de Sivrai (3). » J'ai dit que la construction du temple de cette ville était postérieure à la publication de l'édit de Nantes. On en trouve la preuve dans un procès-verbal dressé, le 30 octobre 1634, par M. Jean Filleau, conseiller et avocat du roi au présidial de Poitiers, commissaire député par arrêt des grands jours du 4 du même mois (4) : « Estant en la ville de Civray, y est-il dit, » nous seroit venu trouver messire Honoré Perret, chapellin de » la Magdeleine, audict lieu de Civray, lequel se seroit plainct de » ce que despuis *vingt-un ans*, ou environ, ceux de la religion pré- » tendue réformée audict lieu de Civray, auroient de leur autho- » rité privée, basti un lieu pour faire le presche, lequel bastiment » a été faict dans une place estant du domaine de ladicte chapelle, » qui estoit une maison relevant dudit chapellin, baillée à rente » par ses prédécesseurs, ce qu'il a offert justifier. » Précisément le jour même où ce procès-verbal étoit dressé, c'est-à-dire le 30 oc-

(1) *Bibl. de la Soc. des Ant. de l'Ouest* (n° 161 des manuscrits).

(2) Charroux, Chanaul, Limalonge, Lizant, Savigné, Talzé, Voulême, etc.

(3) *Encyclop. méthod.*, géographie, t. III, p. 220.

(4) Cette pièce m'a été communiquée par M. Beauchet-Filleau.

tobre 1634, un arrêt des grands jours, par suite, sans doute, de plaintes antérieurement portées, faisait « injonction à ceux de la » religion prétendue réformée de la ville de Civray, de justifier à la » cour en vertu de quoy ils avoient faict construire un lieu public » pour l'exercice de ladicte religion prétendue réformée (1). »

Il résulte clairement de ces pièces que le temple de Sivrai fut bâti vers l'année 1613. Les protestants de cette ville firent, du reste, les justifications exigées par l'arrêt des grands jours. En 1665, une production fut faite par les sieurs Demaulec et Gilbert (députés généraux de ceux de la religion prétendue réformée en la généralité de Poitiers), tendante... « à ce que lesdits de la » religion prétendue réformée fussent maintenus et gardez au » droit qu'ils ont et en la possession où ils sont de faire l'exercice » de leur dite religion, en vertu de l'article 9 de l'édit de Nantes, » es lieux de... Civray, etc. » Et un arrêt du conseil d'Etat, du 6 août de la même année (2), ordonna « qu'avant de faire droit sur » l'interdiction ou confirmation requise de l'exercice, les parties » contesteroient plus amplement par-devant les commissaires que » Sa Majesté députerait à cet effet, toutes choses cependant à cet » égard demeurant en état. » L'arrêt définitif, que je n'ai pas rencontré, maintint sans doute le temple de Sivrai, et on ne voit nulle part que ce monument ait été détruit avant la révocation de l'édit de Nantes (3). Le temple était placé à l'entrée de la rue qui porte encore ce nom, et à main gauche en arrivant par la Grand'-Rue. On aperçoit encore quelques vestiges de cette construction, transformée aujourd'hui en écuries appartenant à divers particuliers.

A l'époque où le temple fut bâti, le pasteur de Sivrai était Jacques

(1) Bibliothèque publique de Poitiers. — (Collection des arrêts des grands jours.)

(2) Cet arrêt, par lequel le roi « avoit vidé les partages d'entre MM. Colbert... et » de la Noue..., commissaires nommés pour informer des contraventions faites à » l'édit de Nantes en la généralité de Poitiers, » m'a été communiqué par M. Beauchet-Filleau.

(3) Un acte de vente du 25 octobre 1676, au rapport de Pascaut, notaire à Sivrai, porte que la maison vendue était située en la rue Patta, « proche le temple de cette ville. » Si le temple, adossé à cette maison, n'eût pas été excepté de l'arrêt du conseil de 1665, fixant ceux de ces édifices qui devaient être démolis, le notaire rédacteur n'eût pas manqué d'écrire : « proche l'ancien temple de Sivrai. »

la Roche-Crozé, dont le nom se rattache à une polémique qui eut quelque retentissement. Les catholiques publièrent à cette occasion un livre qui en contient tous les détails, et je puise dans la préface de cet ouvrage, devenu excessivement rare (1), le récit sommaire des circonstances qui amenèrent cette curieuse discussion.

Vers la fin de l'année 1612, M. de la Roche-Posay, évêque de Poitiers, avait envoyé un jésuite, le père Moquot, prêcher l'Avent à Sivrai; « secours fort nécessaire en ces quartiers, que l'Evangile » réformé a corrompu plus que ne croiroient ceux que Dieu par » la grâce a préservés. » Pendant trois dimanches, le prédicateur chercha à prémunir les fidèles contre les continuelles attaques des huguenots; le dimanche suivant, vers la fin de son sermon, il tira de son sein un livre du ministre, intitulé : *le Juge des controverses* (2), et chercha à démontrer quelques-unes des erreurs qu'il contenait.

Crozé se récria vivement dans un écrit daté du 26 décembre 1612, et intitulé : *Traicté de la perfection suffisante* (3). Le père Moquot, en ayant eu connaissance, annonça qu'il était prêt à revenir à Sivrai prêcher « sous la halle, par la compassion qu'il avoit des » pauvres âmes qui périssent par les menées des ministres. »

(1) Ce livre est intitulé : « La fuite de Jacques Crozé, soi-disant ministre de Civray, » avec l'analyse des syllogismes dudict Crozé, par les catholiques de Civray, témoins » oculaires de la vérité de tout ce qui s'est passé tant es sermons de leur prédicateur » qu'en la conférence accordée audit Crozé. » — Poitiers, par Antoine Mesnier, imprimeur du roy et de l'université, 1613, in-12 de xx, 124 pages. — Ce livre, qui ne figure pas dans la bibliothèque poitevine, m'a été communiqué par M. Pressac.

(2) « Le Juge des controverses de ce temps, distingué en deux parties, pour res- » ponde à François de la Béraudière dit Sigon, abbé de Nouaillé. » — Niort, Jean Baillet, 1610, petit in-8° de 149 pages. — Dédié « à noble Jean Jousserant, seigneur » de Lairé, gentilhomme doué de piété et de vertu excellente. » — Dreux du Radier (*Bibl. hist. du Poit.*, t. III, p. 457) nous apprend que l'abbé de Nouaillé répondit par « l'Adresse de salut pour les dévolés de la foi contre le Juge des controverses, 1610, imprimé dans l'*otium episcopale*, publié en 1635. Quant au père Moquot, il écrivit l'*Esgatigneure du livre intitulé : le Juge des controverses*.

(3) « Traicté de la perfection suffisante, clarté luyzante, salutaire lecture et som- » maire doctrinal de l'escripture, pour antidote aux sermons du jésuite Mont-Caut, » qu'il a prononcés en la ville de Civray. » — A MM. de l'église romaine de Civray, par Jacques Crozé, Lodunois, pasteur en l'église réformée de Civray. — Niort, 1613, Jean Brillet, petit in-8° de 13 pages.

Il arriva bientôt en effet, et prêcha le 17 février 1613. Après avoir protesté qu'il n'était animé par aucun sentiment de haine, et qu'il ne pouvait haïr les religionnaires « sans offenser Dieu et se damner, » il déclara qu'il voulait seulement « faire voir à l'œil quel homme estoit Crozé, à ce qu'estant bien reconnu, on se gardât de fier le salut de son âme à une personne qui vend tant de menteries et faussetés. » Pendant six dimanches consécutifs, la foule se pressa aux sermons du père Moquot, « arrivant parfois jusqu'à plus de deux mille personnes qui faisoient un tel silence, qu'on ne l'eust sceu souhaitter plus grand. » Le prédicateur, comme il le déclarait lui-même, voulait établir que Crozé était « un menteur, faussaire de la parole de Dieu, ignorant et athéiste. » Ces sermons motivèrent encore de vives récriminations de la part de Jacques Crozé (1).

Le 25 mars suivant, « se promenant le matin sous la halle, » un catholique, M. Cacault de la Cotterie, lieutenant particulier, demanda au ministre protestant s'il voulait entrer en conférence *aymable* avec le père Moquot, qui avait accusé ses « écrits d'ignorance, tant en logique qu'en théologie. » La proposition, faite « en présence de plusieurs et notables personnes tant de l'une que de l'autre religion, » fut acceptée, sous la condition que des *scribes* seraient nommés de part et d'autre pour rédiger un procès-verbal des séances, revêtu de la signature des parties, et que les conférences seraient publiques et se feraient en présence du magistrat.

Elles commencèrent le même jour, et trois *sessions* eurent lieu, les 25, 26 et 27 mars. A la fin de cette troisième séance, le père Moquot fit observer que, Crozé ne se conformant plus aux conditions arrêtées, il ne croyait devoir rien ajouter de plus. Le ministre écrivit alors au pied du procès-verbal : « Approuvé la suite du jésuite. » Les catholiques ne voulurent pas laisser signer « ceste menterie » à leur prédicateur, et, le premier avril, il envoya une nouvelle sommation à Crozé. Celui-ci soutint le lendemain

(1) Notamment dans la préface d'un livre intitulé : « Responses à six demandes » proposées par le jésuite Coton. — Je n'ai pas rencontré d'exemplaire de cet ouvrage.

qu'il avait convaincu « de calomnie et d'ignorance le père Moquot, » qui, faussant sa foy donnée sans signer, s'étoit retiré avec honte » et fuitte en outrageant à coups de poings et injures atroces un » de la religion, homme d'honneur et de qualité, pour faire éclipser » la conférence...; » qu'après avoir fait « consulter les oracles de » Poitiers pour couvrir sa honte, » il faisait feinte de renouveler la conférence, et qu'il étoit prêt, sous l'autorité des magistrats, en présence de cinquante personnes, à lui prouver encore qu'il étoit calomniateur et ignorant. Mais les catholiques répondirent « que la » fausseté des coups de poing et injures atroces estoit aussi puante » que pièce des précédentes, » et l'*aymable* conférence en resta là. Il étoit difficile, en effet, qu'elle se prolongeât davantage (1).

Au témoignage de Jouyneau-Desloges, Jacques Crozé étoit savant (2), et il est d'autant plus extraordinaire que Dreux du Radier ne lui ait pas accordé une place dans sa *Bibliothèque historique du Poitou*, qu'il appartenait à cette province à un double titre, par ses écrits et par sa naissance; il étoit Loudunais. Indépendamment des ouvrages que j'ai déjà cités, il avait publié, en 1608, ses traités « du franc arbitre, de la prédestination, des afflictions et de la loi

(1) Le père Moquot continua cette polémique en faisant imprimer les éclaircissements « que l'impudence du ministre ne lui auroit pas permis de pouvoir dilater. » Le livre où je puise ces détails se termine ainsi : « Lecteurs catholiques, prenez nostre » petite ville de Civray comme pour modèle du grand théâtre de la France. Représentez-vous en nostre prédicateur et au ministre Crozé, ce qui se passe entre les » prédicateurs et les ministres, et vous apprendrez de là les fuites, les ruses et la » mauvalse conscience des ministres... Le profit qui peut revenir au catholique conversant parmi les religionnaires de la lecture de ce présent traité nous a fait » mettre la main à la plume pour leur communiquer le fruit que nous en avons » receu, priant Dieu de bon cœur qu'il serve aux desvoies de la foy et qu'un chacun » reconnaisse la vérité. Recevez ce présent avec autant d'affection comme il vous est » offert par ceux qui sont vos plus affectionnez serviteurs et amis : LES CATHOLIQUES » DE CIVRAY. » — La bibliothèque de Poitiers possède du père Estienne Moquot, Nivernois, « l'Examen de la censure des bibles et de la confession de foy des églises » prétendues réformées de France, de leur manière d'administrer les sacrements, et de » leurs prières et cathécismes. » — Poitiers, Ant. Mesnier, 1617, 2 vol. in-8° de plus de 700 pages.

(2) Note manuscrite sur l'exemplaire de l'ouvrage de Dreux du Radier qui lui appartenait, et qui est déposé aujourd'hui à la bibliothèque publique de Poitiers.

éternelle (4), » et, en 1644, un « Eclaircissement général et particulier des sacrements (2). » En 1644, la fille du ministre Crozé épousait Jacques Fradin, sieur de la Roche-d'Orillac, sénéchal de Boisseguin, l'un des ancêtres de cinq lieutenants généraux de la sénéchaussée de Sivrai, dont je parlerai plus loin (3).

Revenant aux protestants de cette ville, je dois dire que ce n'était pas seulement par des conférences ou par des écrits qu'on cherchait à les ramener à l'orthodoxie ; on faisait en sorte de leur enlever, en outre, tout moyen de propagande. C'est ainsi que, par l'arrêt des grands jours du 30 octobre 1634, mentionné ci-dessus, il fut défendu à ceux de la religion prétendue réformée de Sivrai de tenir « les petites escolles establies depuys quatre mois audit Civray » par un pédagogue faisant profession d'icelle religion prétendue réformée : » pour répondre sur les conclusions dudit procureur général, porte l'arrêt, « leur faict deffenses de tenir lesdictes » petites escolles, jusques à ce que autrement par ladicte cour en » ayt esté ordonné. »

Il paraît même que la police locale n'entourait pas toujours les protestants d'une protection immédiate ; une plainte dressée le 4^{er} juin 1650, par un notaire de Sivrai, le ferait du moins supposer (4). Le plaignant, « honorable M^e Jean Masson, ministre de

(1) Voici le titre exact de cet ouvrage : « Quatre traittez par lesquels tous fidèles » seront adresses à une vraye et saine cognoissance du franc arbitre, de la prædestina- » tion, des afflictions et de la vie éternelle, » par J. Crozé, Lodunois, ministre du saint Évangile à l'église réformée de Civrai. — Niort, René Troismailles, 1608, in-8^o de 373 p., avec une épître à « Messieurs et très-honorez frères les fidèles de l'église ré- » formée de Civrai, » pour le traité du franc arbitre. Celui de la prédestination est dédié « à noble, vertueux et magnanime seigneur Gabrielle de Saint-Georges, seigneur » de Vérac, baron de Couhé, etc. ; » les deux autres, « à très-excellent et fidèle servi- » teur en la maison du Seigneur, M. de la Touche, mon beau-père, ministre de la » paroisse de Dieu, en l'église de Mouchamps. »

(2) « Eclaircissement général et particulier des sacrements, distingué en six livres, » contre les erreurs et fourvoyements des hérésiarques sacramentaires de ce temps, » Niort, Jean Ballet, 1611, in-8^o de 442 p. — Dédicé à monseigneur le duc de Rohan, pair de France, prince de Léon, etc.

(3) 24 juillet 1614. Contrat de mariage de Jacques Fradin, fils de Laurent Fradin, écuyer, seigneur de la Cantinolière, et de dame Anne d'Aguessau, avec Marie Cognée (pour Crozé), fille de Jacques, ministre de l'église réformée à Civray. (*Bibl. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*. — Liste de titres concernant la famille Fradin, n^o 238.)

(4) Acte au rapport de Vaugelade.

» ladite ville, » avait obtenu, le 22 avril précédent, un arrêt des conseils du roi qui l'exemptait du logement des gens de guerre. Malgré cet arrêt, le lieutenant général délivra un billet de logement à un sieur « Baron, soi-disant cornette de la compagnie de chevaliers légers de M. de Thieu, » qui se présenta au domicile du pasteur accompagné de plusieurs cavaliers de sa compagnie. Après avoir usé de violence pour se faire ouvrir la porte, il entra un pistolet à la main, et contraignit le ministre de lui « payer la somme de huit » livres, qu'il disoit due pour deux journées de subsistance, en » vertu dudit billet. » Cette invasion dans le domicile du sieur Jean Masson ayant causé quelque rumeur dans le quartier, les voisins accoururent; l'un d'eux fut blessé à la main, et plusieurs autres reçurent aussi des coups. Aucun document ne fait connaître s'il fut donné suite à cette affaire.

Quoi qu'il en soit, le zèle des ecclésiastiques de Sivrai et des missionnaires ou prédicateurs étrangers parvint à triompher du protestantisme dans cette ville. Les conversions, rares dans le principe, se multiplièrent plus tard, à partir surtout de l'année 1684; de sorte que, le 23 octobre 1685, la révocation de l'édit de Nantes ne trouva plus dans la ville qu'un petit nombre de familles encore attachées aux doctrines de Calvin.

La première abjuration date du 24 décembre 1610. Ce jour-là, Pierre de Raffou, avocat en parlement et au siège royal de Sivrai, fit, dans la cathédrale de Poitiers, une « déclaration de foy » qui fut imprimée aussitôt (1), et réimprimée l'année suivante à Paris (2). Cette déclaration solennelle, malgré la publicité qui lui fut donnée, eut d'abord peu d'imitateurs à Sivrai. En 1623, cependant, un vieillard abjura au lit de mort (3).

Jusqu'en 1664 aucune autre abjuration ne se trouve consignée sur les registres de la paroisse Saint-Nicolas; elles étaient alors inscrites sur des registres particuliers (4), et l'on voit, par le seul qui nous soit parvenu, que, de 1664 à 1670, il y eut douze absolu-

(1) Poitiers, Charles Pignon.

(2) Paris, 1611, in-8° de 18 p.

(3) *Reg. de sépult. de la paroisse Saint-Nicolas.*

(4) Ce registre est intitulé *Absolution des hérésies*. Plus tard, on inscrivit les conversions avec les baptêmes, mariages et sépultures.

tions d'hérésie⁽¹⁾. A cette époque, la formule d'abjuration était ainsi conçue : « Je reconnois et confesse d'un cœur humble et repentant, » devant la très-sainte Trinité et toute la cour céleste, et vous qui » êtes ici présents, témoins, que j'ai grièvement péché adhérant » aux hérétiques et croyant leurs erreurs et hérésies, notamment » celle de Luther et Calvin. Or, maintenant que par la grâce de » Dieu estant remis au bon chemin, je déteste et anathématise les » susdites hérésies et toute autre secte, croyant à la sainte Église » catholique, apostolique et romaine, hors laquelle il n'y a point » de salut, et faisant profession de tout ce qu'elle croit et professe, » et particulièrement j'adore la très-sainte Eucharistie et le saint » sacrement de l'autel, auquel est contenu le vrai corps et sang de » Jésus-Christ avec son âme et divinité, sous les espèces du pain et » du vin. De plus, j'invoque tous les saints du paradis pour être à » mon secours par leurs prières, surtout la benoîte Vierge Marie, » mère de Dieu. J'avoue qu'il y a sept sacrements par lesquels la » grâce nous est communiquée. Il y a un purgatoire où les âmes » sont purgées après cette vie, et reconnois notre saint-père le pape » pour souverain pasteur de l'Église universelle de saint Pierre, » vicaire de Jésus-Christ; je promets de garder et suivre inviolable- » ment la foi qu'icelle Église catholique, apostolique et romaine,

(1) Il ne s'agit ici que des abjurations faites par des habitants de Sivral, de Saint-Clémentin et de Saint-Pierre-d'Exidenil. Aucune conversation ne paraît avoir eu lieu en 1668 et 1669. — Sur la couverture d'un registre de baptêmes de la paroisse Saint-Nicolas, se trouve transcrite l'épigramme suivante contre les protestants :

SONNET.

On ne vous fait point d'injustice,
L'arrest n'est point injurieux;
Ne faites point les furieux,
Le roy connoît votre malice.

Souffrez donc, sans faire de bruit,
Qu'on règle vos pompes funèbres;
Ayant vécu dans les ténèbres,
L'on doit vous enterrer de nuit.

Soyez sages par politique,
N'agissez pas en étourdis;
C'est assez du nombre de dix
Pour le convoi d'un hérétique.

Le 20 mai 1668.

» colonne et appui de vérité, tient et prêche : ainsi je jure sur les
» saints Evangiles que je touche. Fait en l'église Saint-Nicolas de
» Civray, en présence des soussignés et autres (1). » Cette formule
indiquait assez exactement les points de dissidence entre les deux
religions.

L'année 1681 fut celle qui compta le plus de conversions (2). Cent religieux des deux sexes abjurèrent entre les mains de prédicateurs capucins, quelques-uns même en présence de l'intendant de la province. Il y eut aussi des abjurations timides, celle, par exemple, d'un praticien, qui eut lieu dans la chambre du président de la sénéchaussée. Du reste, la plupart des convertis étaient de pauvres gens chargés de famille, ou des enfants, dont plusieurs au-dessous de l'âge de 15 ans (3).

En 1682, une mission fut prêchée à Sivrai par Laurent Boyer et Noël Bassat, docteurs en théologie, et par François Chevalier, Antoine Serre et de la Perrouse, docteurs en Sorbonne, en présence de Mgr Hardouin, évêque de Poitiers. Le nombre des abjurations fut de dix-sept, dont cinq de protestants demeurant dans des paroisses voisines. La plus notable, celle de Pierre Prévost, avocat, eut lieu devant l'intendant, M. de Lamoignon, qui apposa sa signature au pied de l'acte destiné à la constater (4).

(1) Plus tard, le nombre des conversions augmentant, on se borna à consigner sur les registres la mention suivante : « Le..... s'est présenté en l'église Saint-Nicolas
» de Civray..... auquel j'ai donné l'absolution de l'hérésie, suivant la permission (ou
» l'ordre) qui m'en a été donnée par monseigneur l'évêque de Poitiers, en présence
» des soussignés. »

(2) Elles sont inscrites avec les autres actes de la paroisse Saint-Nicolas.

(3) Indépendamment des 73 actes contenant ces cent absolutions, 57 autres actes concernent des individus des paroisses environnantes, et même de Ruffec, Benest, Montalembert, etc.— On y trouve, entre autres, la conversion d'un bordier du seigneur de Lalré, ce qui semble démontrer que la famille de Jousserant s'était convertie antérieurement. — Les prédicateurs capucins qui prêchaient alors à Sivrai étaient les révérends pères Michel, de Châtellerault; Bernard, de Parthenay; Antoine, de Blois; et Alexis, de Poitiers.

(4) C'est en 1682 que fut imprimé le « rôle des nouveaux convertis à la foy catholique, apostolique et romaine dans le diocèse de Poitiers, depuis le mois de février 1681. » La liste de ceux de Sivrai (p. 166) contient 76 noms de personnes des deux sexes, sans compter les enfants en bas âge ou au-dessous de 16 ans.—Indépendamment des convertis que j'ai cités, on y voit figurer Louis Rivault, seigneur des

Durant chacune des deux années suivantes, il n'y eut que onze conversions; mais, en 1685, ce nombre s'éleva à cinquante-deux (1). La veuve d'un notaire qui s'était converti, peu de temps auparavant, dans l'église de Saint-Saviol, reçut l'absolution des mains de l'évêque de Poitiers. Le dernier acte de cette nature qui précéda la révocation de l'édit de Nantes, porte la date du 26 septembre (2).

J'ai déjà constaté qu'à Sivrai la volonté de Louis XIV put s'accomplir sans obstacle. L'intendant du Poitou, chargé de faire exécuter l'édit qui interdisait aux réformés tout exercice de leur religion et ordonnait la prompte démolition de leurs temples, n'éprouva dans cette ville aucune résistance, et on n'eut point à y déplorer les violences commises dans quelques localités, et que l'histoire a flétries sous le nom de *Dragonnades* (3).

Toutefois, les magistrats de Sivrai tinrent strictement la main à l'exécution des ordonnances : ainsi, en 1696, une apposition de scellés au domicile de Jacques de la Lande, sieur de Lesmerière, ayant fait connaître que le défunt, nouveau converti, possédait dans sa bibliothèque plusieurs ouvrages protestants, le lieutenant général de la sénéchaussée se transporta sur les lieux, ordonna que les livres seraient déposés au greffe, et les héritiers furent

Verdonnières, et Jean Hervé, avocats; François Sureau, procureur; la veuve de Pierre Régnier, notaire, etc... — Le rôle fut notifié aux ministres protestants avec défense de recevoir dans les temples ceux qui y étaient nommés. Les nouveaux convertis ne pouvaient en effet assister à aucun des exercices de la religion réformée, « à peine auxdits ministres d'interdiction et de la démolition des temples dans lesquels il aurait été contrevenu audit arrêt » (du conseil d'État, du 17 juin 1682.)

(1) Dans ce nombre ne sont pas compris 13 actes d'abjuration de protestants de Couhé, Pamproux, Villefagnan, Limalonge, etc.

(2) A partir de 1685, on ne trouve plus qu'un très-petit nombre d'absolutions d'hérétiques : une en 1689; une autre en 1694, celle de Marie Faure, fille d'un avocat au parlement, qui était sur le point de se marier avec le fils d'un procureur du roi aux traites foraines. — En 1698 un artisan se convertit; enfin, en 1699, Pierre Dumas, écuyer, seigneur de Puillautier, fit son abjuration..

(3) Quelques familles cependant abandonnèrent le pays. On trouve dans les archives de la sénéchaussée, à la date du 18 février 1695, une requête contre les héritiers de Charles Duverger, écuyer, sieur de Mourroy, et Anne Gourgault, leurs père et mère, « fugitifs du royaume pour cause de religion. » Peu après, les héritiers obtinrent un sursis, « eu égard aux lettres d'état » qui leur avaient été accordées.

condamnés aux frais qu'avait entraînés cette opération, « attendu » que le défunt de la Lande avait donné lieu à la descente... par » la contravention aux ordonnances du roy, en gardant des livres » défendus (1). »

Trois ans plus tard, en 1699, le lieutenant général, se rendant un dimanche au sermon, vit entrer un homme au cabaret. Il pénétra aussitôt dans l'établissement, et trouva dans une chambre un archer, un notaire et un troisième individu, nouveaux convertis, ayant devant eux une pinte de vin et trois verres. Les buveurs et le cabaretier s'excusèrent assez mal. Aussi, procès-verbal ayant été dressé, cabaretier et buveurs furent condamnés, « pour » avoir contrevenu aux ordonnances, estant au cabaret après que » le sermon estoit sonné au lieu d'y aller, chacun à l'amende de » trois livres douze sols, applicables aux religieux capucins de » Civray (2). » Dans le courant de la même année, le lieutenant général rendit une ordonnance pour l'exécution des règlements relatifs à l'instruction à donner aux enfants des prétendus réformés et aux nouveaux convertis (3).

Depuis bien longtemps il n'était plus question des réformés de Sivrai (4), lorsque, le 11 avril 1788, l'intendant de la province, en exécution d'un édit de novembre 1787, demanda aux officiers municipaux quel était le nombre des « non catholiques, » et s'il y avait un terrain pouvant servir de cimetière pour les enterrer, avec indication du chiffre de la dépense à faire pour l'achat et la clôture du terrain. Le maire répondit que, « quoiqu'il y eût autre- » fois à Civray un temple pour les prétendus religionnaires et un » cimetière pour les enterrer, il ne se trouvoit cependant aucun » non catholique habitant de cette ville, et que, comme il pourroit » arriver qu'il en mourût quelques-uns de ceux qui viennent aux » foires ou pour suivre les affaires qu'ils auroient au palais, il » seroit pris une partie de l'ancien cimetière, ci-devant arrenté

(1) *Arch. de la sénéch.*

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Une absolution d'hérésie fut cependant donnée en 1773 à une jeune servante de la paroisse de Saint-Sauvant, dans l'église Saint-Nicolas de Sivrai. (*Reg. de bapt. de la paroisse.*)

» par les fabriqueurs de l'église paroissiale (1). » Ce cimetière était placé en face des Palatries, et la pièce de terre où il se trouvait a conservé le nom de *Cimetière des Huguenots*.— Ce nom et celui de la rue du Temple sont désormais les seuls souvenirs qui rappellent à Sivrai un siècle entier d'agitations et de discordes.

IX.

LA SÉNÉCHAUSSEE.

Aussitôt que l'administration de la justice reçut une organisation régulière en Poitou, Sivrai devint le chef-lieu d'une circonscription judiciaire. Vers la fin du x^e siècle, un viguiery y fut placé. Sa compétence se réduisait au jugement des affaires civiles ordinaires, quelques causes importantes et les affaires criminelles étant réservées aux comtes de la province, qui avaient plénitude de juridiction. On sait que le territoire des vigueries était assez restreint; mais les titres que nous possédons sont en trop petit nombre pour qu'il soit possible de préciser l'étendue de ces circonscriptions (2). En ce qui touche la viguerie de Sivrai, je puis dire seulement qu'elle se trouvait limitée par celles de Blanzai (3), de Linazai (4) et de Ruffec (5), et qu'il résulte d'une charte de 1007 (6), relative au don de plusieurs héritages fait à l'abbaye de Saint-Maixent, qu'elle comprenait Sauzé, Vaussai et d'autres localités moins importantes : « Concessit alodum suum in vicaria SIVRIACO, in villa que dicitur » Patrinias (7). Castaniacus (8)... in villa quoque Vauciaco (9)

(1) *Arch. de la mairie*. — Il était arrenté quarante sous en 1781. (*Comptes de la fabrique*.)

(2) Filleau, *Essai sur l'ordre judiciaire en Poitou*, p. 3 et 21, et de la Fontenelle, *Recherches sur les vigueries en Poitou*. — Les comtes étaient chargés à la fois de l'administration de la guerre et de la justice.

(3) D. Fonteneau, t. vi, p. 235, 287, 289 et 431.

(4) *Ibid.*, p. 223.

(5) *Ibid.*, p. 585.

(6) *Ibid.*, p. 509.

(7) PÉRIGNÉ. — On écrivait autrefois Parigné ou Palrigné. Voir deux donations du moulin de Palrigné, faites au monastère de Montazai vers 1120 et 1150 (D. Font., t. xviii, p. 269 et 289), et une autre du pré de Parigné, vers 1166 (*Ibid.*, p. 349).

(8) CHATAIN. — Ce lieu est également indiqué dans la viguerie de Blanzai. (Dom Font., t. vi, p. 287.)

(9) VAUSSAI.

» unum campum, juxta viam que ducit Saltiaco (1) villa... In
» villa etiam Giaco (2) terris, etc. » Une autre charte, de 1013,
citée par M. de la Fontenelle, et que je n'ai pas retrouvée, constate
que la viguerie de Sivrai faisait partie du pays de Briou, « in pago
» Briocense (3). »

Sivrai dut avoir aussi des prévôts ; mais je n'ai trouvé aucun do-
cument qui les concerne, à moins qu'il ne faille compter au nombre
de ces magistrats un HÉLIE CLÉMENT, qui donnait au monastère de
Montazai son droit de prévôté dans un quartier de terre situé près
de l'aumônerie de Sivrai :— « Quidquid habebat prepositure in uno
» quarterio terre, juxta domum elemosinariam aput Sivraicum (4).

Quoi qu'il en soit, cette ville ne tarda pas à devenir le chef-lieu
d'une châtellenie. Les châtelains, gardiens des châteaux et forte-
resses, étaient les juges ordinaires des localités où les seigneurs les
établissaient (5). Un titre qui remonte à l'an 1100 nous apprend
que la châtellenie de Sivrai était dès lors assez étendue, puisque la
paroisse de Taizé en formait la limite du côté de l'Angoumois.
« Hic ergo mansus vel terra in finibus castellanix Sivriacensium et
» in parrochia ecclesie de Taisec super Charantam (6). »

Au commencement du xvi^e siècle, le duc de Valois, depuis roi
de France sous le nom de François I^{er}, érigea en pairie les châtellenies
de Sivrai et de Saint-Maixent. Néanmoins ces deux sièges ne
cessèrent pas d'être considérés comme faisant partie du comté de
Poitou, et le sénéchal continua d'y connaître des cas royaux et
privilegiés (7). Mais, en 1526, par édit du mois de juillet donné à
à Nanteuil, enregistré au parlement de Paris le 26 du même mois,
François I^{er}, voulant gratifier la duchesse d'Angoulême, sa mère,

(1) SAUZÉ.

(2) Peut-être JARQ, dans la commune de Champagné-le-Sec.

(3) Cette charte constate le don fait par Doctrinus, à Saint-Étienne de Limoges et à
ses chanoines, de l'église de Saint-Junien de Vausai. (Ecd. Sancti-Juniani de
Vauclaco.)

(4) D. Font., t. xviii, p. 491.

(5) Filleau (*loc. cit.*), p. 23.

(6) D. Font., t. vii, p. 395. Cartulaire de Saint-Cyprien.

(7) Thibaudau, *Hist. du Poitou*, t. iii, p. 321, et Pièces justificatives, p. 493. On
entendait par cas royaux les affaires dans lesquelles il s'agissait du domaine du roi,
ainsi que le jugement de certains crimes à la répression desquels le roi avait le prin-
cipal intérêt. (Filleau, *loc. cit.*)

de l'usufruit de la terre de Sivrai, érigea, sur sa demande, cette terre en comté et en sénéchaussée, en y joignant les chatellenies d'Usson, Chizé, Melle et Saint-Maixent (1). Il ordonna, en conséquence, que la justice serait rendue à l'avenir dans chacun de ces sièges « par les juges prévôtaux desdits lieux qui étoient ou seroient » établis en chacun d'iceux, et qu'ils auroient la connaissance, en » première instance, de toutes matières, tant civiles que criminelles, entre nobles (2) et autres, chacun en sa juridiction. » Il décida; en outre, que « les appellations seroient ressortissantes » par-devant le sénéchal qui étoit (3) ou seroit établi audit lieu de » Civray, pour connoître, juger, décider et déterminer, comme » juge comtal, des causes provenant par appel devant lui. » Enfin le sénéchal de Sivrai fut déclaré seul compétent pour connaître des cas royaux, de même que de l'entérinement des lettres de grâce et de rémission, et de la rescision de contrats. L'appel des décisions par lui rendues devait être porté directement au parlement de Paris (4).

(1) Il résulte de l'édit que Sivrai, Usson et Saint-Maixent ressortissaient directement du parlement de Paris, tandis que Chizé et Melle ressortissaient par appel du sénéchal de Poitou.

(2) Un édit de 1536 enleva aux juges prévôts la connaissance des causes personnelles des nobles et des ecclésiastiques, qui durent, à partir de ce moment, être portées en première instance devant les sénéchaux. — Divers arrêts furent rendus en ce sens de 1668 à 1780, dans l'intérêt des officiers de la sénéchaussée de Sivrai, contre les prévôts de Melle, Aunai, Chizé et Usson. (Thibaudéau, *loc. cit.*, p. 322.)

(3) Dans l'origine, les sénéchaux ou baillis n'étaient que de simples commissaires que le roi envoyait dans les provinces pour s'assurer si la justice était bien rendue par les prévôts et les vigiliers; ils furent élevés, sous la troisième race, en titre d'office, et plus tard ils devinrent héréditaires. (*Encyclopédie*, jurisprudence, v° sénéchaux). — Les sénéchaux ou baillis exerçaient les mêmes fonctions. Ce dernier nom était en général donné dans le nord; le nom de sénéchal était plus particulièrement employé dans le midi et dans les provinces occupées par les Anglais. Les prévôts n'exerçaient pas seulement la justice; ils étaient en outre chargés de l'administration des biens des seigneurs, ce qui étendit beaucoup leur autorité. Les églises avaient aussi des prévôts proposés à l'administration de leurs biens. — On sait que les prévôts finirent par être données à ferme, ce qui devint la source de nombreux abus, et que c'est précisément pour les réprimer que les baillis ou sénéchaux furent établis. (Filleau, *loc. cit.*)

(4) L'édit de 1526 a été publié par Thibaudéau dans les Pièces justificatives de son *Histoire du Poitou*, t. III, p. 488. — Il se trouve aussi dans dom Fonteneau, t. V.

La duchesse d'Angoulême étant morte quelques années après, le roi rentra en possession du comté de Sivrai, et bientôt un édit du mois d'octobre 1533, donné à Marseille, en prononça la suppression, motivée dans les termes suivants : « Considérant que notredit » comté de Poitou est l'un des bons et principaux membres de » notredite couronne; désirant, à cette cause, le réduire, remettre, » entretenir et conserver en son entière intégrité, et les vassaux et » sujets de notredite sénéchaussée de Poitou être sous une même » bannière, en nos bans et arrière-bans, pour plus grande confi- » dence, puissance et sûreté, justice être administrée et même- » ment es matières de grosse conséquence, tant civiles que crimi- » nelles es lieux fameux dudit comté, ainsi qu'elle a été d'ancien- » neté. » Le roi ordonna, en conséquence, que les terres de Sivrai, Saint-Maixent, Melle, Usson et Chizé, seraient annexées à la sénéchaussée de Poitou; qu'il n'y aurait plus de sénéchal à Sivrai, et que la justice y serait rendue de la même manière qu'avant 1526 (1).

Il est évident, malgré les motifs que je viens de rappeler, que la suppression du comté de Sivrai, établi sept ans auparavant pour « bonnes, grandes, justes et raisonnables causes, » fut le résultat d'une intrigue. L'intérêt des justiciables exigeait incontestablement le maintien de la sénéchaussée de Sivrai; mais on ne se préoccupait alors d'un intérêt aussi évident que d'une manière très-accessoire. Ce fut, à ce qu'il paraît, le cardinal de Grammont qui, « par la bonne affection qu'il avoit à la ville de Poitiers, » trouva moyen de faire prononcer cette suppression (2). L'édit fut enregistré au parlement de Paris le 16 décembre 1533, à la requête des maire et échevins de la ville de Poitiers et du procureur général. L'abbé et les religieux de Saint-Maixent demandèrent également l'enregistrement, ce qui donne lieu de penser qu'intéressés

p. 333. — C'est par erreur que, dans l'*Etat du domaine du roi en Poitou* (D. Font., t. xxxiv), le rédacteur du mémoire sur Sivrai donne à l'érection du comté sénéchaussée et siège royal de cette ville, la date de 1535.

(1) Thibaut de Thibaut a également donné le texte de cet édit dans les *Pièces justificatives de l'Histoire du Poitou*, t. III, p. 493.

(2) « Fragments historiques concernant l'élévation du cardinal de Grammont sur le siège épiscopal de Poitiers. » — Extraits des manuscrits de Saint-Hilaire. (D. Font., t. xxii, p. 369.)

à cette suppression, ils y avaient contribué. Une autre intrigue faillit ravir aux habitants de Poitiers une partie des avantages qu'ils espéraient en retirer. Les officiers d'Angoulême firent des démarches pour que Sivrai fût réuni à ce dernier siège; mais, informés à temps, les Poitevins firent échouer ces tentatives, moins sans doute en prouvant que Sivrai avait toujours dépendu du comté de Poitou (1), qu'en faisant agir activement le cardinal de Grammont et d'autres personnages influents.

Toutefois ce succès ne fut pas de longue durée. Huit ans s'étaient à peine écoulés, lorsque « le lieu de Civrai, » qui, en 1526, avait été « par bonnes et raisonnables causes trouvé le plus apte, » idoine et convenable à recevoir le titre de comté, » fut rétabli dans ce titre, par un édit donné à Châtellerault, au mois de juin 1541. Voici dans quelles circonstances se fit la nouvelle érection de la sénéchaussée de Sivrai. Le 12 juin 1540, François I^{er} avait donné en apanage à son second fils, Charles, duc d'Orléans (2), les terres et seigneuries de Sivrai, Usson, Melle, Chizé, Aunai et St-Maixent. Celui-ci remontra à son père « qu'au moyen de la suppression et abolition dudit comté de Civray et de la juridiction » d'icelui, les proufits, revenus et émoluments en étoient grandement diminués, et ses officiers et sujets desdites seigneuries et » chacune d'icelles journellement travaillés, fatigués et distraits » en divers ressorts, comté et juridiction, au grand dommage, préjudice et diminution des deniers de notredit fils, et oppression » de sesdits sujets (3). » C'est par ces motifs que le comté de Sivrai fut reconstitué, en y unissant la vicomté d'Aunai (4). Cependant,

(1) Thibaudéau (*loc. cit.*, p. 324.)

(2) On voit par le *Journal de Lériché* que les lettres patentes du don de l'apanage furent publiées, le 22 octobre suivant, à Saint-Maixent, par le chancelier du duc d'Orléans. Ce prince mourut en 1546, et à la date du 23 octobre de cette année, on trouve la note suivante dans le même *journal* : « Vint en cette ville un commis-saire et un sergent qui monstra aux maire et échevins lettres patentes de contraindre les habitants du comté de Civrai de payer aux commissaires députés des » debtes certaines et passives de feu M. d'Orléans, la somme de vingt-neuf livres, » par eulx audit feu monsieur d'Orléans donnée par le don gratuit. »

(3) Thibaudéau a donné le texte de cet édit dans les Pièces justificatives de l'*Hist. du Poitou*, t. III, p. 499.

(4) Par suite de cette réunion, les quatres prévôtés royales du Poitou, Melle, Chizé,

prenant en considération que, dès le temps de Charles VII, Saint-Maixent était un siège particulier du sénéchal de Poitou, François I^{er} voulut que, tout en maintenant Saint-Maixent dans le comté de Sivray, « le sénéchal dudit Civray, ou son lieutenant général, » eût que voir sur ledit siège de Saint-Maixent (1), fors en la séance » des grandes assises et conduite de ban et arrière-ban du ressort » dudit Saint-Maixent. »

Le roi décida également qu'il serait créé, à la nomination du duc d'Orléans, « sièges des exempts audit lieu de Civray, lequel au- » roit la connaissance et juridiction desdits cas royaux et matière » de prévention dudit comté, » et, en outre, « juge des exempts » pour décider desdits cas royaux et matière de prévention au res- » sort dudit Saint-Maixent. »

L'édit portait encore que la justice ordinaire serait rendue, en première instance, dans le ressort de la sénéchaussée, par des juges

Usson et Aunal, firent partie de la sénéchaussée de Sivray. Elles avaient chacune un juge royal et un procureur du roi. (Filleau, *loc. cit.*)

(1) Il résulte d'une liste, dont je dois la communication à M. Beauchet-Filleau, que le ressort du siège de Saint-Maixent comprenait les localités suivantes : — Ardin, Augé, Azil, Brelon, Brulain, Chapelle-Bâton, Chavagne, Chaurai, Cherveux, Échiré, Exireuil, Faye-sur-Ardin, François, Nanteuil, Reigné, Romans, Rouvre, Saint-Carlais, Saint-Christophe-sur-Roc, Sainte-Easne, Saint-Gelais, Saint-Léger, Saint-Martin et Saint-Saturnin de Saint-Maixent, Saint-Maxire, Sainte-Néomaye, Sainte-Onenne, Saint-Projet, Salvre, Souvigné, Torigny, Villiers-en-Plaine et Vouillé-sur-Niort (dépendant aujourd'hui de l'arrondissement de Niort); Chantacors, Clavé, Coustière, Fontperon, Ménigoute, Saint-Georges de Nolné, Saint-Germier, Saint-Lin, Vautebis, Verruyes et Vouhé (arrondissement de Parthenay); Aigonay, Doussal, Bougon, Exoudun, Fressine, Goux, Lamote-Saint-Héraye, Messé, Montigné, Mougon, Saint-Martin et Saint-Maixent de Pamprou, Prailles, Rom, Salles-en-Saint-Maixent, Soudan, Verrines, Vitré et l'enclave de la Martinière, près de Lézay (arrondissement de Melle). Hors de la circonscription actuelle du département des Deux-Sèvres, la juridiction du siège de Saint-Maixent s'étendait, dans le département de la Vienne, sur les paroisses de Sanxay et de Nesde (arrondissement de Poitiers); Brux, Ceaux, Couhé-Vérac et Vaux-en-Cormy (arrondissement de Sèvres); et, dans le département de la Vendée, sur les lieux de Boisroux, Damvix, Gué-de-Velluire, Marsais, Payré, Saint-Martin-des-Fontaines, Sainte-Radégonde-la-Vineuse et Vouillé-les-Marais (arrondissement de Fontenay). Enfin Moudursai et Saint-Martin-du-Gas, dont je ne connais pas la position, étaient aussi du ressort de Saint-Maixent, qui embrassait conséquemment tout ou partie du territoire de soixante-dix-neuf paroisses.

prévôts qui connaîtraient seulement des causes des roturiers, et que les appels seraient portés devant le sénéchal de Sivrai, ou son lieutenant général et particulier. Quant aux appels du juge prévôtal de Saint-Maixent et des autres juges subalternes du même siège, ils devaient être portés par-devant le lieutenant particulier dudit lieu. — A cet effet, l'office de juge prévôtal de Sivrai fut uni à celui de sénéchal et juge des exempts, et deux places de lieutenants particuliers furent créées, l'une à Sivrai, l'autre à Saint-Maixent.

Enfin, François I^{er} imposa au duc d'Orléans l'obligation de maintenir, sans nouvelles provisions, le lieutenant, l'avocat et le procureur du roi, précédemment pourvus de ces offices; et le droit de faire les enquêtes fut dévolu au lieutenant général ou particulier, « sans érection d'enquêteur audit siège » de Sivrai.

L'édit de 1544 fut enregistré au parlement de Paris le 30 juin de la même année. On lit, à cette occasion, dans le journal de Guillaume Leriche, avocat du roi à Saint-Maixent : « Le 12 (juillet) je » receus des lettres de Michel (Leriche), qui est à Paris, contenant, entre autres choses, que, le dernier jour de juin, fut publiée » en la cour de parlement, présent le duc de Cleves, l'érection du » comté de Civrai, par laquelle est dict que Saint-Maixent seroit » siège particulier dudit comté, sans être sujet à Civrai, fors quant » aux grans assises, ban et arrière-ban que pourra tenir audit » Saint-Maixent le sénéchal dudit comté ou son lieutenant général; que, audit Saint-Maixent, il y aura juge des exempts qui » gnoistra de tous les cas royaux. » — Vendredi 22 (juillet) fut publié en « cette ville (de Saint-Maixent) l'édit de l'érection du » comté de Civrai, et ce fut le juge des exempts d'Angoulême qui fit » faire ladite publication, en présence de plusieurs de Civrai et » autres. »

Thibaudeau ajoute que, suivant quelques mémoires, la sénéchaussée de Sivrai fut de nouveau supprimée à la mort du duc d'Orléans. Voici, à cet égard, ce qu'on lit encore dans le journal de Guillaume Leriche du mois de décembre 1545 : « Le 2, fut sceu » que la comté de Civrai a été réunie à la comté de Poitou, ce qui a » esté publié en la cour de parlement à Paris, à quoi les habitants » de Civrai et ceulx de Chastellerault se sont opposés, et, pour dire

« leurs causes, leur a esté donné jour au conseil privé. » Le 27 février suivant, toujours au témoignage de Guillaume Leriche, « fut dit que ceulx de Cyvray payroient par provision des droits de » la comté de Cyvray, nonobstant les lettres de suppression obtenues par ceulx de Poitiers, et au principal a esté ordonné par la » cour que les parties seroient promues *super commodo vel incommodo*. » L'enquête ne pouvait manquer d'être favorable à ceux de Sivrai, pour parler comme Leriche (1). Aussi, à partir de 1546, l'existence de la sénéchaussée de Sivrai cessa d'être menacée : elle fut alors définitivement constituée, conformément aux dispositions de l'édit de 1544, et traversa sans obstacle une période de plus de deux siècles.

Composée des sièges de Sivrai, Chizé, Melle, Usson et Aunai, cette juridiction, sans même y comprendre Saint-Maixent, avait un ressort très-étendu. Les localités qui en dépendaient se trouvent réparties maintenant entre cinq départements, et on aura une idée assez exacte de cet ancien ressort, lorsque j'aurai dit que, des paroisses qui, en tout ou en partie, ressortissaient par appel à la sénéchaussée de Sivrai (2), neuf appartiennent à l'arrondissement de Niort (5), et 54 à celui de Melle (4), dans le département des Deux-

(1) Thibaudeau déclare avoir fait inutilement beaucoup de recherches pour se procurer les derniers édits relatifs à la sénéchaussée de Sivrai. Je n'ai pas été plus heureux.

(2) J'ai puisé la nomenclature qui va suivre dans une liste dressée, à l'époque de l'établissement des grands baillages, par M. Filleau, un des ancêtres de M. Beauchet-Filleau, à qui je dois la communication de ce document.

(3) Ardin, Augé, Beauvoir-sur-Niort, Bruslain, Jussecorps, Marigné, Rimbaut, Saint-Romain-des-Champs et Vouillé. — Ardin n'est pas compris dans l'énumération des paroisses convoquées à Sivrai en 1789 pour la rédaction des cahiers de doléances du tiers état de cette sénéchaussée.

(4) Availles-sur-Chizé, Baussal, Basseclairin, Bataille, Brieuil-Chizé, Brioux, Caudai, Celles, Chall, Chapelle-Pouilloux, Chizé, Clussal, Ensigné, Fontenille, Les Fosses, Gournai, Hanc, Juilllé, Limalonges, Lorigné, Luché, Lusserai, Mairé-Lévescault, Maisonnai, Mazières, Melle (Saint-Hilaire, Saint-Léger et Saint-Pierre-de-) Mougou, Paisal-le-Chapt, Paisal-le-Tort, Pérignol, Pilibou, Pouffons, Rantré, St-Faziol, Saint-Génard, Saint-Martin près Melle, Saint-Médard, Saint-Roman-lès-Melle, Sainte-Soline, Sauzé, Secondigné-sur-Chizé, Sellignol, Sompt, Teillou, Thorigné, Vauzal, Vaussal, Villefolet, Villiers-en-Bois, Villiers-sur-Chizé, Vitré et Vernoux-sur-Boutonne. — Les paroisses de la Bataille, Hanc et Sainte-Soline ne sont pas comprises dans l'état de 1789, mais on y voit figurer celle de Pers. Une liste de

Sèvres ; 34 à l'arrondissement de Sivrai (1) et 2 à celui de Montmorillon (2), dans le département de la Vienne ; 4 à l'arrondissement de Ruffec (3), autant à l'arrondissement de Confolens (4), dans le département de la Charente ; 34 à l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély (5), dans le département de la Charente-Inférieure ; 4 enfin à l'arrondissement de Fontenay (6), dans le département de la Vendée (7).

Le hasard, plutôt que l'intérêt bien entendu des justiciables, avait présidé, il faut le dire, à la délimitation du ressort de la sénéchaussée. Pendant que les habitants de localités voisines de Fontenay, de Saint-Jean-d'Angély et de la Rochefoucauld, étaient obligés de venir, à grands frais, plaider en appel à Sivrai, ceux de

la mouvance de la baronnie de Melle, en 1774 (*Affich. du Poitou*), ne mentionne pas cette dernière paroisse, mais contient celles de Melleran, Montigné, Sevret et Sainte-Blandine.

(1) Blanzai, Brion, Brux, Champagné-le-Sec, Champniers, Châteaugarnier, Chaunal, Genouillé, Jouscé, Linazai, Lizant, Magné, Payroux, Saint-Clémentin, Saint-Gaudent, Saint-Maconx, Saint-Martin-Lars, Saint-Maurice, Saint-Pierre-d'Exidenil, Saint-Romain, Saint-Saviol, Saint-Secondin, Savigné, Sivrai, Sommières, Surin, Vaux-en-Cormy, Vieilleville, Villaret, Voulême et Usson. — Les paroisses de Brion, Magné, Saint-Maurice et Vaux-en-Cormy ne figurent pas dans l'état de 1789.

(2) Bouresse et Saint-Laurent-de-Jourdes, qu'on ne retrouve pas sur l'état de 1789.

(3) Aizee, Biarge, Monjean et Taizé. Cette dernière paroisse ne figure pas dans l'état de 1789, mais on y trouve celle de Mouton. Biarge était une annexe de la justice de cette localité.

(4) Chasseneuil, Lespains, Montembœuf et Vitrac. — La première de ces paroisses n'est pas nommée dans l'état de 1789.

(5) Antezant, Asnières, Aunai, Bernal, Blanzai-sur-Boutonne, Cherbonnières, Covert, Contré, les Églises-d'Argenteuil, Garnaud (ou Poursai-Garnaud), Gibourne, Mondevi, Nuailé, Saint-Coutant-le-Petit, Saint-Georges-de-Longuepierre, Saint-Hilaire-de-Ligné, Saint-Julien-de-l'Escap, Saint-Mandé (ou Saint-Brix), Saint-Martial, Saint-Martin-de-Juilliers, Saint-Pardoux, Saint-Pierre-de-Juilliers, Saint-Pierre-de-l'Isle, Saint-Severin, Salleignes, Salles, Varaize, Vervant, la Villiedieu-d'Aunai, Villemorin et Vinax. — Bernal n'est pas compris dans l'état de 1789 ; mais on voit figurer, parmi les paroisses convoquées, Courcelles et Saint-Georges-de-Paillé.

(6) Ardoyne, Denant, Saint-Hilaire-sur-l'Autize et les Loges (Saint-Étienne-des-Loges). — Cette dernière paroisse ne figure pas sur l'état de 1789. Dans la liste de 1774, contenant l'étendue de la mouvance directe ou indirecte de la baronnie de Melle, se trouve comprise la paroisse de Charzai.

(7) La juridiction de Sivrai s'étendait sur une localité du nom de Saint-Julien, dont je ne puis préciser la position géographique.

paroisses situées dans le voisinage de cette ville, telles que Charroux, la Chapelle-Bâton, etc., relevaient de la sénéchaussée de Poitiers.

Cet état de choses occasionna plus d'un conflit de juridiction. Dès l'année 1578, l'autorité du roi dut intervenir pour maintenir la compétence des magistrats de Sivrai. Au mois de février de cette année parut une déclaration portant que toutes les paroisses qui dépendaient de la vicomté d'Aunai, et qui se trouvaient comprises dans un dénombrement rendu le 10 juillet 1412, faisaient partie de la sénéchaussée de Sivrai et ressortissaient au parlement de Paris. Cette déclaration défendit, en conséquence, aux officiers du siège de Saint-Jean-d'Angély, qui relevaient du parlement de Bordeaux, « de s'attribuer aucune cour ni ressort des appellations, » ni de faire aucune entreprise sur les officiers et tenanciers des » seigneuries et châteaux dépendant de la vicomté d'Aunay et Mondevais, et d'en prendre connoissance, en quelque manière que ce fût, et ce nonobstant qu'aucuns des justiciables fussent demeurans » dans le pays de Saintonge. »

Malgré cette déclaration, les magistrats de Sivrai eurent à lutter plus d'une fois encore contre les prétentions du siège de Saint-Jean-d'Angély, que justifiait, du reste, l'intérêt personnel des plaideurs. Divers arrêts du conseil, rendus les 18 mai 1716, 16 mars 1726, 19 juillet 1751 et 3 juin 1771 (1), contre le procureur général du parlement de Bordeaux, renouvelèrent les défenses précédemment faites aux officiers de Saint-Jean de connaître des différends des habitants des paroisses de la vicomté d'Aunai, «[à peine]de nullité, » cassation de procédures et de tous dépens, dommages et intérêts. »

En 1789, lors de la réunion des députés des paroisses de la sénéchaussée de Sivrai pour la rédaction du cahier général des doléan-

(1) Ce dernier arrêt mit à néant des décisions que le procureur général de Bordeaux avait obtenues les 27 juillet 1768 et 19 mai 1770, et qui prononçaient la nullité d'assignations données, à la requête du procureur du roi de Sivrai, à des individus domiciliés dans les paroisses de Garnaud, Courcelles, Saint-Pardoult, etc. — Le 22 juin 1770, les magistrats de la sénéchaussée, pour mettre fin aux entreprises continuelles faites sur leur ressort, avaient, par suite d'une délibération générale, donné pouvoir au sieur Sicorel, avocat aux conseils, de demander l'exécution des précédents arrêts. (*Arch. de la sénéch.*)

ces, le procureur du roi fit observer que « quelques paroisses » de la vicomté royale d'Aunai, telles que celles de Nuaillé, » Saint-Pierre-de-l'Isle, Vervant et les Eglises-d'Argenteuil, de- » mandaient dans leurs cahiers d'être réunies au siège de Saint- » Jean, dont elles prétendaient avoir été distraites, et que celles de » Garnaut, Saint-Pardoult, Courcelles, Antezan, Varaise, Saint- » Julien-de-l'Escap et Gibourne, avaient sans doute, sous le même » prétexte, refusé de comparaître. » Pensant que l'intérêt de la sénéchaussée, « et même celui des habitants desdites paroisses, » exigeaient qu'il démontrât le peu de fondement de leurs prétentions, le procureur du roi rappela les dispositions des lettres patentes de l'année 1578, et les divers arrêts dont j'ai donné la date; puis il « requit acte des protestations qu'il faisait contre les prétentions, allégations et demandes des paroisses qui voudraient se » distraire de la vicomté d'Aunai, et par conséquent de cette sénéchaussée, pour se donner à un siège et à un parlement étranger, » situé dans un pays de droit écrit, tandis qu'ils sont régis par » la coutume du Poitou (1). » — Cette persévérance, on le voit, était moins le fait des officiers du siège de Saint-Jean-d'Angély que celui des justiciables eux-mêmes, à qui peu importait, en définitive, d'être régis par le droit coutumier ou par le droit écrit, pourvu qu'ils ne fussent pas éloignés des magistrats chargés de prononcer sur leurs différends.

Ce grave inconvénient avait frappé les habitants de Sivrai eux-mêmes. En 1788, le corps de ville, consulté par M. de Nanteuil, intendant de la généralité de Poitiers, lui adressa un mémoire (2) dans lequel on lit que « la ville de Civray étoit à dix ou douze » grandes lieues des villes où il y avoit d'autres sièges d'établis, » et que, comme l'on avoit eu plus d'égard, en établissant ces sièges

(1) *Arch. de la sénéch.* — A ce document fort curieux se trouvent joints les cahiers particuliers de toutes les paroisses qui n'avaient pas fait défaut.

(2) *Arch. de la mairie.* — L'original, de ce document, que possède M. Fortuné Serph, avocat, est intitulé : « Mémoire des officiers municipaux de la ville de Civray, » contenant les motifs qui doivent déterminer à ériger la sénéchaussée de cette ville » en présidial, et les noms des justices et paroisses qui doivent y être ajoutées, et de » celles qui peuvent en être distraites comme trop éloignées. — 3 août 1788. »

« et sénéchaussées, à la mouvance (1) qu'à l'utilité des justiciables, » il se trouvoit qu'ils avoient été très-mal arrondis. » Le corps de ville indiquait ensuite de quelle manière on pouvait constituer plus régulièrement un présidial assez étendu. Les détails que le mémoire contient à cet égard sont aujourd'hui dépourvus d'intérêt; je rappellerai cependant qu'on proposait de réunir au siège de Saint-Jean-d'Angély les paroisses voisines de cette ville, « où les » habitants alloient toujours plaider sans égard aux arrêts qui le » leur défendoient. » Les réformes proposées par le corps de ville étaient sages, sans contredit, mais elles venaient trop tard; car bientôt on allait voir disparaître l'ancienne magistrature et surgir une nouvelle organisation judiciaire (2).

Le nombre des offices variait suivant l'importance des sièges; la sénéchaussée de Sivrai avait :

Un sénéchal de robe courte, à l'instar de celui de Poitiers (3);

Un président;

Un lieutenant général civil et criminel (4);

(1) En voici un exemple : la châtellenie de Melleran ressortissait par appel au siège de Sivrai; mais, en 1713, le comte de Pontchartrain obtint des lettres patentes pour la réunion de cette châtellenie au magistrat de Chef-Boutonne, avec appel au siège présidial de Poitiers, à la charge de dédommager les officiers de Sivrai. Ces derniers, consultés, prirent, le 2 mars 1714, une délibération dans laquelle on lit : « Nous » avons consenti unanimement à la réunion, et ce sans aucuns dédommagements de » notre part, lesquels nous avons remis et remettons avec plaisir audit seigneur, » comte de Pontchartrain. »

(2) Les magistrats de la sénéchaussée tinrent leur dernière audience le 30 octobre 1790.

(3) D. Font., *État du domaine du roi en Poitou*, t. xxxiv, p. 63. — M. Filleau (*loc. cit.*), p. 25, dit que les droits du sénéchal de Sivrai, d'une institution récente, n'avaient de rapport qu'à l'ordre judiciaire, et se bornaient à l'intitulé des sentences en son nom. — Cependant, comme les autres sénéchaux d'épée, il était chargé de convoquer la noblesse et de la présider lorsqu'elle était rassemblée. — Un édit du mois d'octobre 1693 accordait l'hérédité aux sénéchaux. Cet édit, révoqué par arrêt du conseil du 26 décembre 1719, fut confirmé par un autre du 16 décembre 1759.

(4) Dans le principe, les sénéchaux exerçaient leurs offices en personne; mais, plus tard, on leur donna des lieutenants pour rendre la justice en leur nom. — Le lieutenant général civil et criminel était chargé de l'instruction des affaires, et prenait part au jugement, avec voix délibérative, en qualité de conseiller.

Deux lieutenants particuliers, dont l'un résidait à Sivrai, l'autre à Saint-Maixent (1) ;

Un lieutenant criminel (2) ;

Un lieutenant général de police (3) ;

Un assesseur civil ;

Un assesseur criminel ;

Cinq conseillers, dont quatre d'ancienne création (4) ;

Un avocat du roi ;

Un procureur du roi ;

Enfin, un substitut des gens du roi.

Le personnel des magistrats n'était pas cependant aussi considérable que cette énumération pourrait le faire croire. Quelques-uns d'entre eux étaient pourvus à la fois de plusieurs offices ; ainsi les lieutenants particuliers étaient presque toujours en même temps assesseurs. Ceux des conseillers qui n'avaient pas d'autre office recevaient ordinairement la qualification de *juges magistrats* (5). Il convient d'ajouter que, par édit du mois de novembre 1594, Henri IV avait créé en la sénéchaussée de Sivrai une juridiction prévôtale, sous le titre de vice-sénéchaussée, composée d'un vice-sénéchal et d'un lieutenant (6).

(1) Ce dernier y exerçait sa charge comme *lieutenant particulier de Sivrai audit siège de Saint-Maixent*. (État du domaine du roi en Poitou, *loc. cit.*)

(2) Le lieutenant particulier civil et le lieutenant particulier criminel étaient, après le lieutenant général, les principaux officiers du siège.

(3) Il était chargé de veiller au bon ordre et de faire exécuter les règlements de police.

(4) *Mémoire instructif*, souvent cité.

(5) Il y avait de plus un commissaire des saisies réelles, un receveur des consignations, un greffier, seize à dix-huit procureurs, huit à dix huissiers ordinaires, et un grand nombre de notaires et sergents royaux qui résidaient dans les paroisses de la sénéchaussée. (*Mémoire instructif*.)

(6) Et en outre d'un greffier et de douze archers. — Par un autre édit de juillet 1602, il fut déclaré que l'office de vice-sénéchal de Sivrai n'était pas compris dans celui de 1599. — Suivant le *Mémoire instructif*, il y avait, en outre, à Sivrai un assesseur et un procureur du roi près de la maréchaussée. — La maréchaussée était une compagnie de gens à cheval, créée par édit de mars 1720, pour veiller à la sûreté publique et poursuivre les malfaiteurs. — En 1782, bien qu'il n'y eût pas eu d'ordonnance de translation, le lieutenant de la maréchaussée avait fixé sa résidence à Montmorillon, et on avait envoyé à Sivrai un sous-lieutenant. Aussi, dans le cahier des

Le droit de nomination aux divers offices dont il vient d'être parlé appartient au seigneur engagiste jusqu'en 1774, époque à laquelle il en fut déchu, ainsi que je l'ai dit précédemment. L'office de lieutenant général était évalué 20,000 livres; celui de lieutenant criminel, 10,000; les charges de lieutenant particulier civil, d'assesseur criminel et premier conseiller, d'avocat et de procureur du roi, 6,000; celles enfin des simples conseillers, 3,000 livres (1). — Pour faire passer, après leur décès, la propriété des offices à leurs héritiers, les titulaires devaient payer chaque année le *droit de paulette* (2). Il était à Sivrai de 200 livres pour le lieutenant général, 100 pour le lieutenant criminel, 37 livres 10 sous pour les assesseurs, 20 livres pour les conseillers, 30 pour l'avocat du roi, et 70 pour le procureur du roi. Mais si le seigneur engagiste touchait des sommes assez importantes, soit pour le prix des offices, soit pour le droit de paulette, il était chargé d'acquitter les frais de justice des procédures criminelles instruites à la requête du procureur du roi, dans toute l'étendue des domaines qu'il tenait à titre d'engagement (3).

L'édit de 1544 n'avait annexé le siège de Saint-Maixent à la sénéchaussée de Sivrai que pour la tenue des grandes assises et la convocation du ban et arrière-ban. Par un sentiment de rivalité, les officiers de ce siège travaillèrent à se rendre tout à fait indépendants. Ce n'était plus une question de compétence, mais un simple

doléances du tiers état de Sivrai, on faisait observer (art. 9) « qu'il existait dans cette » ville une juridiction prévôtale dont l'exercice avait été transporté en la ville de » Montmorillon par la seule autorité et pour la commodité seulement du lieutenant » assesseur. — Les députés demanderont, ajoutait le cahier, que cette justice soit » exercée en la ville de Civray, que la résidence du lieutenant y soit rétablie, d'au- » tant mieux que le siège est suffisamment pourvu de magistrats pour assister cet » officier dans ses jugements de compétence. » Cet article fut reproduit dans le cahier général des doléances du tiers état de la sénéchaussée (art. 33).

(1) *Mémoire instructif*. — Les évaluations indiquées dans l'*Etat du domaine du roi* diffèrent un peu de celles contenues dans ce document.

(2) Le droit de l'*annuel* ou *paulette*, ainsi nommé de Charles Paulet, secrétaire de la chambre du roi, qui en fut l'inventeur et le premier fermier, fut établi par édit du 12 décembre 1604. — Si le titulaire d'un office décédait sans avoir payé le droit, l'office devenait vacant au profit du roi (ou du seigneur engagiste), et devait être taxé comme tel aux parties casuelles. (*Encyclopédie*, jurisprudence, vo *annuel*.)

(3) *Etat du domaine du roi en Poitou*.

débat d'amour-propre. En effet, les droits du chef de la compagnie judiciaire de Sivrai ne furent pas contestés dès le principe, et l'on voit qu'en 1566, la ville de Saint-Maixent ayant demandé l'autorisation d'acheter une maison destinée à servir de collège, c'est au sénéchal de Sivrai que furent adressées les lettres qui accordaient aux habitants l'autorisation de s'imposer pour une somme de 4,200 livres, prix de cette acquisition (1).

En 1600, cependant, le lieutenant particulier de Sivrai au siège de Saint-Maixent fit employer dans ses provisions la qualité de *lieutenant général de Saint-Maixent*. Le lieutenant général de Sivrai s'opposa à la réception, et son opposition donna lieu à un procès porté devant le parlement, qui ordonna, par son arrêt, que les lettres de provision seraient réformées, et qu'on y substituerait la seule qualification à laquelle le magistrat du siège de Saint-Maixent pouvait prétendre (2). En 1668, une autre opposition du même genre fut formée par le lieutenant général de Sivrai, par le motif que, s'il ne faisait pas réprimer cette usurpation, les officiers du siège de Saint-Maixent ne manqueraient pas de lui contester le droit d'aller tenir les assises sur leur siège (3).

Les anciennes provisions des sénéchaux de Sivrai leur donnaient le titre de « sénéchal au comté-sénéchaussée de Civrai et siège » royal de Saint-Maixent ; » les dernières qui furent accordées, en 1769, portaient la qualité de « sénéchal d'épée de Saint-Maixent et » de Civray en Poitou, ce qui, disait le procureur du roi, semble » faire marcher de pas égal ces deux sièges, ou tendrait à faire » croire que celui de Saint-Maixent est le premier en dignité, » comme il est le premier en dénomination. » On procéda, toutefois, à l'installation du nouveau sénéchal, mais à la condition que les jugements, sentences et actes notariés seraient intitulés, « conformément aux termes portés par les provisions de ses prédéces-

(1) D. Font., t. xvi, p. 481.

(2) *Affch. du Poit.*, année 1776, p. 117. Lettre de M. Lelong, procureur du roi. — D. Font., t. xxxiv, p. 63. — *État du domaine du roi en Poitou*.

(3) *Affch. du Poitou*. Lettre de M. Lelong, dans laquelle se trouvent rappelés les arrêts cités par Imbert, *Pratq. civ. et crim.*, liv. 1, ch. LIX, et par Brodeau sur Louet, lettre R. — Boucheul, dans la préface de son *Commentaire sur la coutume du Poitou*, dit, p. 27 : « Le sénéchal de Sivrai a son lieutenant à Saint-Maixent. »

» seurs. » Les officiers du siège se pourvurent, d'ailleurs, auprès du garde des sceaux pour faire employer dans les provisions le seul titre qui devait s'y trouver (1).

Les sénéchaux de Sivrai ne manquèrent jamais d'exercer le droit qu'ils avaient de convoquer le ban et l'arrière-ban. « Les registres du greffe, disait M. Lelong en 1776 (2), prouvent que cette convocation et les taxes sur les gentilshommes ont toujours été faites en ce siège, même pour ce qui concerne la noblesse de Saint-Maixent, et qu'en absence du sénéchal, les ordonnances ont été délivrées au nom du lieutenant général. »

« Le 24 mai 1542, dit Guillaume Leriche dans son journal, fut tenu le ban et arrière-ban des gentilshommes du comté de Civray par le sénéchal d'icelui, audit lieu de Civray (3). »

En 1635, le 14 août, le sénéchal imposa une taxe sur les nobles de Sivrai, en présence du lieutenant général et du procureur du roi. Les 18 et 20 octobre de la même année, les mêmes officiers continuèrent cette opération, et imposèrent les gentilshommes du siège de Saint-Maixent. Les archives de la sénéchaussée possèdent encore le compte des dépenses faites à cette occasion (4), dans lequel on remarque la mention suivante : « A Jérôme Garnier, Isaac Pontenier et Pierre Prévost, sergents royaux audict Civray, la somme de 81 livres... pour s'estre transportez exprès et à cheval en la ville de Saint-Maixent pour mettre à exécution les jugemens donnez (par le sénéchal) et contraindre... audict ban et arrière-ban, suivant les taxes qui ont esté faictes. »

Il paraît, au surplus, que, pendant le cours de cette opération, le droit de convocation dévolu au sénéchal de Sivrai lui fut contesté. Le greffier porta en effet dans son compte une dépense de

(1) *Affch. du Poit.* (loc. cit.)

(2) *Affch. du Poit.* — Lettre déjà citée.

(3) *Journal* de Guillaume Leriche.

(4) Ce document est intitulé : « Compte particulier de M. Pierre Fradin, greffier en la sénéchaussée de Civray, nommé et commis par Jean de Cumont, escuyer, seigneur de la Barbottière, sénéchal audit Civray, pour faire la recepte des deniers qui proviendront des contributions ordonnées et faictes durant l'année 1635 pour le ban et arrière-ban convoqué en ladite sénéchaussée, par recepte et par dépense. » — Manuscrit in-f° en trois cahiers, contenant ensemble 50 feuillets.

32 livres « pour remboursement des frais faicts au voyage faict
» exprès à Poictiers par le substitut du procureur du roy en la
» sénéchaussée dudict Civray... pour porter les pièces justificatives
» de la possession que ledict sénéchal de Civray a en la convoca-
» tion dudict ban , qui estoient nécessaires de faire apparoir à cause
» des contestations qui estoient mues entre MM. les sénéchaux de
» Poictou , pour la convocation dudict ban et arrière-ban. — Plus
» six vingt dix-huit livres, pour remboursement de pareille somme
» payée à un homme envoyé exprès en poste dudict Civray à
» Paris, pour se pourvoir au conseil , afin d'avoir un réglemant sur
» les différents meuz entre les sénéchaux de Poictou et le séné-
» chal de Civray. » C'est sans doute par suite de ces démarches
qu'intervint un arrêt du 44 septembre 1635, qui ordonna que
« la convocation de la noblesse seroit faite et les rôles des montres
» d'icelle dressés, dans la province de Poitou , par chacun des
» sénéchaux, dans l'étendue de son ressort, et qu'après lesdites
» montres, lesdits sénéchaux de... et de Civray seroient tenus
» d'amener et conduire à Poitiers tous les gentilshommes et autres
» tenant fiefs qu'ils auroient assemblés, et seroient reçus par le
» sénéchal de Poitou et de là par lui conduits à l'armée (1). »

Deux nouvelles taxes furent imposées en 1638 par le sénéchal de Sivrai, pour lever une compagnie de gens de pied et empêcher les gentilshommes d'aller servir en personne (2).

En l'absence du sénéchal, d'autres ordonnances furent rendues par le lieutenant général (3). La première, en date du 29 avril 1695, fut rendue en exécution de lettres patentes du 6 du même mois :
« Enjoignons, y était-il dit, de la part du roy, à tous nobles, barons,
» chevaliers, escuyers... et à tous roturiers possédant fiefs... de
» comparoître, ou personne pour eux, devant nous et en présence
» du procureur du roy en cette ville de Civray, jusques et avant le
» 14 mai prochain... ordonnons que les susnommés mettront es
» mains de notre greffier des déclarations sincères des noms, re-

(1) Pièces justificatives de l'*Histoire du Poitou*.

(2) *Affich. du Poitou*. — Lettre de M. Lelong.

(3) M. Lelong (*loc. cit.*) donne à tort à cette ordonnance la date du 20 mai 1695.

» venus et situations de leurs fiefs et arrière-fiefs, rentes inféodées
» et autres biens nobles. »

Les ordonnances du 19 avril 1697 et du 9 décembre 1700, citées par M. Lelong, ne se trouvent plus dans les archives; mais il en existe une, dont ce magistrat n'a pas parlé, qui porte la date du 42 juin 1703, et par laquelle il était enjoint, « en conséquence des
» ordres du marquis de Tarcq, lieutenant général des armées du
» roy, à toute la noblesse de la sénéchaussée, de monter incessam-
» ment à cheval, en équipement requis, suivant les ordonnances du
» roy et sous les peines y contenues, pour se rendre à Niort, at-
» tendu le pressant besoin de l'Etat. » Le lieutenant particulier, en l'absence du lieutenant général, prescrivait l'exécution de son ordonnance à la diligence du procureur du roi, « auquel, ajoutait-il,
» nous avons fait défense d'ouvrir, à l'avenir, seul les paquets qui
» seront adressés au sénéchal ou au premier officier de la séné-
» chaussee. »

Le 9 mars 1789, lors de l'assemblée générale du tiers état du ressort de Sivrai, le procureur du roi fit observer « que la séné-
» chaussee n'avoit été placée qu'au rang des sièges secondaires,
» qui députeroient indirectement, tandis qu'elle auroit dû être
» placée parmi les sénéchaussées du premier ordre, qui devoient
» députer directement, telles que Poitiers et Châtellerault; que la
» sénéchaussée de Civray, qui avoit comme elles l'avantage d'avoir
» pour premier officier un sénéchal d'épée..., avoit député directe-
» ment aux états généraux qui devoient se tenir à Tours en
» 1634 (1)..., et que ceux du siège de Saint-Maixent y furent ap-
» pelés. » En conséquence, le procureur du roi protesta contre l'ordonnance du sénéchal de Poitiers, « qui n'avoit qualifié le pre-
» mier officier du siège que de lieutenant général, au lieu de séné-
» chal d'épée, » et ajouta que, s'il n'avait pas fait assigner les paroisses du siège royal de Saint-Maixent, c'est parce qu'il avait été informé que le lieutenant de ce siège avait reçu du lieutenant

(1) Le procès-verbal de nomination des députés fait par-devant M. de Cumont, sénéchal, le 11 juillet de la même année, existait encore au greffe en 1789. — Il n'est plus maintenant aux archives.

général de Poitiers les imprimés nécessaires pour cette opération, Ces protestations passèrent dans le cahier général des doléances (1), dont l'article 32 (2) portait ce qui suit : « Observeront lesdits députés que la sénéchaussée de Civray étant au nombre de celles » qui ont acquis la députation directe, depuis 1614, par la convocation des états de 1651, doit être mise dans la classe des sénéchaussées principales à l'effet de députer directement auxdits états, d'autant mieux que son premier officier est un sénéchal d'épée, et que le siège royal de Saint-Maixent est un siège secondaire de ladite sénéchaussée. »

On le voit, jaloux de leurs attributions, les magistrats de la sénéchaussée de Sivray n'étaient pas plus disposés à laisser usurper leurs prérogatives que leur compétence. Ceci me conduit à dire que l'harmonie ne régnait pas toujours au sein de la compagnie. Les émoluments fixes des officiers du siège, leurs gages, comme on disait alors, ne suffisaient pas même pour payer le droit de paulette (3); les revenus de leurs offices consistaient donc presque exclusivement dans les épices qu'ils recevaient directement des plaideurs (4). De là le désir assez naturel de ne rien perdre de ce

(1) On vauqua trois jours à la confection de ce cahier, et soixante-cinq députés, dont le lieutenant général et le procureur du roi faisaient partie, furent chargés de le porter à Poitiers et d'y représenter le tiers état de la sénéchaussée.

(2) Cet article était la reproduction de l'article 13 du cahier particulier de Sivray, dressé le 4 mars 1789.

(3) Les lieutenants généraux n'avaient que cent livres, l'avocat du roi vingt, le procureur du roi dix, etc. (*Mémoire instructif*.) — Ces gages n'étaient même pas exactement payés par le seigneur engagiste. — En 1700, ils ne l'avaient pas été depuis M. de Barbezzières. Aussi les officiers du siège avaient-ils formé une demande contre le marquis de Danjeau, et saisi-arrêté une somme de 12,000 livres que le cardinal de Bouillon avait laissée entre ses mains pour le paiement de ces gages. (*Ibid.*)

(4) Les officiers du siège avaient aussi une bourse commune, et un état arrêté en chambre du conseil, en 1699, fixait de la manière suivante les droits à payer par les magistrats et les officiers ministériels lors de leur réception. — Les officiers du siège étaient taxés à 200 livres, les juges prévôts royaux à 50, les juges châtelains à 20, les procureurs fiscaux à 15. Les avocats versaient 12 livres, et les notaires, huissiers et sergents, 6. Les fils de *matres*, aussi bien des magistrats que des officiers ministériels, ne payaient que la moitié du prix porté au tarif. — Un des membres de la sénéchaussée était nommé par ses collègues receveur de la bourse commune « à nous » due, dit une délibération du 9 mars 1743, par ceux qui se font recevoir en charge de judicature. »

salaire; de là des difficultés sans nombre, auxquelles venaient se joindre ces rivalités d'amour-propre, ces haines vivaces qu'on rencontre parfois dans les petites localités (1); le tout monumenté dans des procès-verbaux soigneusement déposés aux archives.

Tantôt des conseillers imputaient à leurs collègues de s'être concertés pour juger une affaire un jour de fête, « afin de les priver » des droits attribués à leurs charges (2); » tantôt un magistrat se rendait opposant à la distribution d'un procès faite par le président : *en droit*, parce qu'il contestait ce pouvoir à son collègue, soit comme président, soit comme assesseur; *en fait*, « pour les termes » peu judiciaires dans lesquels... il avait raisonné de la distribution » dudit procès (3). »

S'agissait-il de lever des scellés, deux conseillers se trouvaient en concurrence sur les lieux, se disputant l'opération, et invoquant, pour y procéder, l'un son droit d'ancienneté, l'autre la réquisition qui lui avait été adressée (4).

Fallait-il interroger un prévenu, deux juges se rendaient en toute hâte à la prison, comme si cet acte de procédure devait être le prix de la course (5).

De temps à autre, cependant, on signait un traité d'alliance :

(1) « On ne saurait croire combien les officiers de baillages ont eu entre eux de contestations au sujet de leurs droits, de leurs prérogatives ou de leurs émoluments. Il n'est presque pas de siège qui n'ait eu quelque règlement particulier à cet égard. » (*Encyclopédie*, jurisprudence, v^o *baillis*.)

(2) *Arch. de la sénéch.* Procès-verbal du 25 juillet 1705. — Par une coïncidence assez singulière, les audiences de la sénéchaussée se tenaient le vendredi et le samedi, comme aujourd'hui celles du tribunal de première instance. — En 1759, les juges ordinaires ayant été chargés de la connaissance des affaires consulaires, on choisit le mardi pour les juger; mais on s'aperçut bientôt que ce jour, qui avait été désigné précisément à cause du marché, ne convenait sous aucun rapport. On renvoya donc ces affaires au samedi, et on fixa l'audience criminelle au mercredi. (*Arch. de la sénéch.* Délibération du 7 juillet 1782, approuvée par arrêt du parlement de Paris du 2 septembre suivant.)

(3) *Arch. de la sénéch.* Procès-verbal du 9 septembre 1727.

(4) *Ibid.* Procès-verbal du 12 octobre 1722.

(5) *Ibid.* Procès-verbaux des 31 août et 1^{er} septembre 1748. — On peut consulter, en outre, divers procès-verbaux des 27 et 28 février 1693, 10 juillet et 2 septembre 1722, 4 janvier et 9 mai 1738, 30 mai 1741, etc.

« Il a été convenu, porte une délibération (1), que, pour le bien
» de la paix et de l'union entre les officiers soussignés, ... en consé-
» quence de l'usage ci-devant établi par les officiers nos prédéces-
» seurs, et en nous conformant à icelui au sujet des procès
» criminels, sçavoir est que M. le lieutenant criminel rapportera
» tous lesdits procès, même ceux qui sont instruits par contumace,
» moyennant quoy, il aura la moitié des épices taxées pour le rap-
» port desdits procès, et que l'autre moitié sera divisée, sçavoir,
» un tiers à M. l'assesseur criminel, et les deux autres tiers entre
» M. le lieutenant particulier et autres officiers tant présents qu'ab-
» sents. »

Vers 1772, les officiers de la sénéchaussée présentèrent un mé-
moire à M. Filleau, procureur général près le conseil supérieur de
Poitiers (2), pour se plaindre de ce que « la juridiction du conser-
» vateur des privilèges royaux de l'université de Poitiers, dont
» l'exercice, dans son origine, étoit réservé par des limites fort
» étroites, étoit devenue si étendue par la multiplicité des privi-
» lèges abusifs, que celle de Civray n'en avoit, à bien dire, que le
» nom (3). » Il y a lieu de croire que ces plaintes étaient fondées.

En insistant sur les détails qui précèdent, je n'ai pas voulu
dire que les magistrats de Sivrai fussent animés d'un esprit de tra-
casserie ou de cupidité. Malgré la position mauvaise que leur faisait
l'organisation judiciaire d'alors, ils savaient, au contraire, se
rendre dignes d'estime et de considération par leur zèle et leur
intégrité. J'ai voulu montrer seulement qu'une réforme radicale
était devenue nécessaire : on le comprenait si bien dès lors, que,
dans l'article 9 du cahier des doléances du tiers état de Sivrai, on
demandait que la compétence et le ressort des juridictions fussent
modifiés dans l'intérêt des justiciables, et que les épices fussent
supprimées. L'hérédité des offices, le salaire reçu directement par

(1) *Ibid.* Délibération du 13 décembre 1788.

(2) Sans date. Cette pièce m'a été communiquée par M. Beauchet-Filleau.

(3) Ce n'était pas seulement contre le conservateur des privilèges de l'université
que les officiers de Sivrai avaient à défendre leur compétence. Il fallut un arrêt de
règlement (27 juillet 1779) pour défendre aux consuls de Poitiers « de connaître des
» causes des domiciliés dans l'étendue du bailliage et sénéchaussée de Civray, » qu'ils
fussent marchands ou non. Le procès datait de 1770.

les magistrats de la main de ceux qu'ils jugeaient, et les privilèges accordés à certains plaideurs, étaient en effet autant de violations des principes sur lesquels doit reposer l'administration de la justice. Aussi, en créant un nouvel ordre judiciaire par la loi du 24 août 1790, le législateur s'attacha surtout à restituer à la juridiction ordinaire ce qui en avait été arbitrairement détaché, et à rendre la justice gratuite, en dispensant le juge de tendre la main pour s'acquitter de ses devoirs.

Si la dignité personnelle des magistrats est indispensable à la bonne administration de la justice, la dignité du lieu où elle se rend y contribue également dans une certaine mesure. Sous ce dernier rapport, la sénéchaussée de Sivrai, bien que le palais de justice dût être fourni par le seigneur engagiste, était on ne peut plus mal partagée. « Il n'y a point de palais à Civray, dit le *Mémoire instructif* précédemment cité, il n'y a qu'une méchante chambre, » sans titre ni aucune figure de juridiction. MM. les officiers s'en plaignent extrêmement; il faudrait au moins un lieu convenable pour tenir une chambre du conseil, et un parquet pour les gens du roi qui fût distingué. » Décorée du titre pompeux de *palais royal*, la maison où se tenaient les audiences était occupée au rez-de-chaussée, en l'année 1743, par un cabaretier (1). A cette époque, la partie réservée aux magistrats, et qui se composait alors d'un seul appartement au premier étage, « destiné pour toutes les expéditions et opérations de la justice, » menaçait ruine; et, malgré de pressantes sollicitations, le procureur du roi ne put obtenir aucune réparation de la princesse de Rohan, « en attendant qu'elle devînt propriétaire au total de la maison pour y faire un palais convenable à la majesté du lieu et dans une sénéchaussée de grande étendue. » Le danger devint si grand que, vu l'urgence, les magistrats se réfugièrent dans la maison d'un avocat, pour que le cours de la justice ne fût pas interrompu (2).

(1) Cet ancien *palais royal* était situé devant la place de la Halle, dans la maison séparée de l'église Saint-Nicolas par la ruelle qui conduit au presbytère. On voit, par le procès-verbal de visite du domaine de Sivrai, qu'en 1683 le locataire du bas de la maison et des greniers était un marchand sergier, et que dès lors la chambre haute où se tenaient les plaids était la seule qui appartint au seigneur engagiste.

(2) *Arch. de la sénéch.* Procès-verbal du 21 juin 1743.

Le fermier du domaine se décida enfin à faire exécuter les réparations les plus urgentes ; mais, peu d'années après, le local se trouva de nouveau dans le même état. « Le procureur du roi dit et » remontre, porte un procès-verbal du 40 janvier 1764, que, pour » l'intérêt public et la décence qui est due à l'administration de la » justice, il se trouve forcé de représenter, après l'avoir fait plusieurs fois aux régisseurs du domaine engagé, que la maison qui » sert de palais se trouve totalement dégradée ; que tous les murs, » planchers et chambres ne peuvent empêcher par leur vétusté que » tout ne soit prêt à être totalement écrasé ; que la salle où l'on » tient l'audience est sur une cave sans voûte, soutenue par des » chevrons totalement pourris ; qu'on y est journellement au risque » de la vie, et que cette salle n'a qu'un peu de tapisserie qui a » peine à couvrir le siège des magistrats. » Le procureur du roi requerrait, en conséquence, que, vu la vétusté de la maison, le peu de sûreté qu'il y avait d'y entrer, et l'indécence avec laquelle la justice était obligée de s'y exercer, il lui fût permis de se pourvoir à l'effet de faire réparer ledit palais, et au besoin d'en référer au procureur du roi du bureau des trésoriers de France, pour parvenir aux fins requises ; mais ces protestations n'aboutirent encore qu'à des réparations incomplètes. La sénéchaussée de Sivrai n'eut jamais un palais de justice digne de ce nom, et l'ex-palais royal, où elle siégea si longtemps, rendu à la seule destination dont il était susceptible, est encore aujourd'hui la demeure d'un cabaretier (4).

(1) Le procureur du roi se plaignait également dans son réquisitoire de l'ineommodité de la prison, à raison de son éloignement du palais et de la fréquence des évasions. Cette prison, fort mal entretenue, était située dans la Grand'Rue, dans une maison appartenant au seigneur de Lairé. (*Censif ou cahier des rentes dues au château de Lairé*, 1785). — Il y avait à Sivrai un exécuteur des sentences criminelles. On voit par l'acte de nomination du dernier titulaire (22 mars 1775) qu'il avait le droit de « porter des armes offensives et défensives, pour sûreté de sa personne, à cause de son dit office. » — Un exécutoire du 25 février 1738 nous apprend qu'il recevait 30 livres pour une exécution à mort, et 20 livres, pour appliquer un accusé à la question. — Le juge ne taxa cependant que 45 livres payables par les receveurs du domaine du roi. — Voici le texte d'une sentence capitale prononcée le 25 novembre 1710 : « Tout considéré, le saint nom de Dieu au premier appelé, nous » avons déclaré ledit Toussaint atteint et convaincu de vol nocturne avec effraction, » et pour réparation, l'avons, par jugement prévostal, condamné à estre pendu et

Après avoir rappelé les souvenirs qui se rattachent à la sénéchaussée, il me reste à donner la liste de ses officiers; mais je dois dire auparavant quelques mots de deux autres tribunaux que Sivray a également possédés.

Le premier était une gruerie; mais cette juridiction forestière, dont l'établissement remonte à une époque assez reculée, n'avait aucune importance, ainsi que le prouve l'extrait suivant d'un ouvrage publié en 1667 sur les eaux et forêts (1) : « L'on prétend » qu'il y aye une maîtrise à Civray, néanmoins, il n'y a aucuns » officiers, et ceux qui prétendent l'estre font leur résidence en la » ville de Fontenay-le-Comte, éloignée de quinze lieues. Les offi- » ciers de la maîtrise de Poitiers prétendent y avoir leurs fonc- » tions, et que leur maîtrise s'estend sur les bois qui dépendent » de ce comté. Il n'y a aucune forest considérable dans le comté de » Civray, mais seulement de petits bosquetaux. » — Ces considérations déterminèrent vraisemblablement la suppression de la gruerie, prononcée le 4 août 1669.

La seconde juridiction était celle des traites foraines (2). J'ignore la date de son établissement. Par lettres patentes du 4 octobre 1766, son siège fut transféré à Ruffec, centre de la ligne établie, par arrêt du conseil du 10 février 1750, sur les limites du Poitou, de l'Angoumois, de la Marche et du Limousin, pour la sûreté des droits d'entrée et de sortie de certaines marchandises. Cette transla-

» étranglé, jusqu'à ce que mort s'ensuive, à une potence qui pour cet effet sera » dressée par l'exécuteur de la haulte justice dans la place publique de cette ville, » pour son corps mort estre porté par ledit exécuteur à la même potence sur le » grand chemin de cette ville à Sauzé, au lieu appelé la *Pierre-Levée*; l'avons » condamné à dix livres envers le roy, et sera préalablement appliqué à la question » ordinaire et extraordinaire pour déclarer ses complices. » — On lit au pied du jugement : « La présente sentence a été mise cejourd'hui à exécution par le maître » des hautes œuvres à Civray, ce 25^e novembre 1710. » — Dans une autre sentence du 18 avril 1719, on retrouve cette singulière disposition qui consistait à faire porter à la Pierre-Levée le cadavre d'un supplicié.

(1) *Réformation générale des forests et bois de Sa Majesté de la province de Poictou*, etc. — Poitiers, Jean Fleuriau, 1667, in-fo, p. 269. — L'extrait que j'ai cité m'a été communiqué par M. Beauchet-Filleau.

(2) *Mémoire de l'intendant de la généralité de Poitiers*, 1698. — Il y avait aussi un bureau des traites.

tion avait pour but d'assurer davantage la perception des droits et de diminuer les dépenses que la juridiction supprimée occasionnait aux plaideurs (1).

J'arrive aux magistrats de Sivrai. J'aurais voulu donner une liste complète de ces officiers ; mais les archives de la sénéchaussée sont fort incomplètes, et ne remontent qu'à 1633 pour les rôles, à 1693 pour les minutes, et à 1752 pour les lettres de provision (2). A défaut des documents officiels que je n'ai pu y rencontrer, j'ai consulté les registres de l'état civil et les titres déposés aux archives de la sous-préfecture et de la mairie ; malheureusement, malgré les renseignements que j'y ai puisés, et ceux que je dois à M. Beauchet-Filleau, il m'a été impossible de combler toutes les lacunes.

MAGISTRATS ANTÉRIEURS A L'ÉTABLISSEMENT DE LA SÉNÉCHAUSSEE.

On trouve, en 1276, NICOLAS DE LA ROSÈRE, « baillif de « Syvray (3). »

En 1446, MATHURIN AREMBERT OU ARAMBERT, seigneur des Ouches, sénéchal de Sivrai (4).

En 1465, JEAN VERNON, licencié ès lois, sénéchal pour le comté du Maine.

En 1509, PHILIPPE ARNAULT, licencié en droit, juge de Sivrai (5).

En 1513, JEAN PONTENIER, sénéchal de Sivrai. M. Beauchet-Filleau cite de lui une ordonnance, en date du 15 juillet de la même année, par laquelle il déchargeait Guillaume et Antoine Dubreuil-Héliou de la tutelle des enfants mineurs de leur frère,

(1) François Pressac de la Forgerie et Louis-François Pressac de la Chenaye ont été successivement conseillers du roi, présidents des traites de Sivrai, le premier de 1725 à 1755, l'autre depuis cette dernière année jusqu'à la suppression.

(2) Le mauvais état du palais royal de la sénéchaussée de Sivrai n'avait pas permis d'y établir le greffe. — En exécution de l'art. 33 de la loi du 19 vendémiaire an IV, les archives de la sénéchaussée avalsnt été transportées au greffe du tribunal de département, d'où le greffier du tribunal civil de Sivrai les a retirées en 1825. — Toutes ces circonstances réunies expliquent la perte d'une assez grande quantité de pièces.

(3) D. Font., t. XXII, p. 327.

(4) Beauchet-Filleau, *Dict. des familles hist. du Pottou*.

(5) *Arch. départ.* — Titres du prieuré de Saint-Nicolas.

l'un parce qu'il était « home maladif, chargé d'enffans et eage de » plus de l'eage de 60 ans ; » l'autre, qui était prêtre, parce qu'il alléguait « l'intencion au plaisir à Dieu de faire et accomplir le » voyage de Jhérusalem, lequel il dit avoir vouelx (1). »

En 1536, dans l'intervalle qui sépara la suppression de la sénéchaussée de son rétablissement (1533-1541), NICOLAS BABIGNON était « juge ordinaire en la cour de Civray, tenue audit lieu pour le roi » nostre sire (2). »

MAGISTRATS DE LA SÉNÉCHAUSSEE.

1. SÉNÉCHAUX.

1. Sr DE BOISSEGUIN. Il fit, en 1529, une taxe sur les nobles de la cinquième partie des revenus de leurs fiefs, pour retirer les enfants de France engagés par François I^{er} (3). Il était sans doute encore pourvu de son office lorsque l'édit de 1533 décida qu'il n'y aurait plus de sénéchal à Sivrai, et que la justice y serait rendue comme avant 1526. Lors du rétablissement de la sénéchaussée, en 1541, FRANÇOIS BABIGNON était « juge prévostal » à Sivrai. L'édit portait que cet office serait uni à celui de sénéchal et juge des exempts ; j'ignore si cette réunion eut lieu de suite, et si François Babignon fut considéré comme sénéchal de Sivrai jusqu'à la nomination de Jean Menneteau, qui, en 1541, était procureur du roi, et dut être, lui aussi, aux termes de l'édit, maintenu dans son office sans nouvelles provisions.

II. JEAN MENNETEAU. Il assista, en qualité de sénéchal, à la réformation de la coutume du Poitou, en 1559. On lit dans le journal de Michel Leriche : « Le jeudi 2 janvier 1578, M. Menneteau, sénéchal » de Civray et conseiller au parlement, et Baudry, maistre des » monnoyes du roy, firent lire judiciairement à Poitiers leurs com- » missions pour faire entretenir l'esdit des monnoyes en ce pays, » Limousin et Saintonge. » — « Le jeudi 28 janvier 1580, M^e Jehan » Menneteau, sénéchal de Civray, y mourut. »

(1) *Dict. des fam. hist. du Poitou.*

(2) La famille de ce magistrat était assez ancienne. On trouve, à la date du 8 août 1403, un aveu de divers fiefs relevant du château de Sivrai, fait par Jeanne Buffeteu, veuve de feu Jean Babignon.

(3) *Affich. du Poitou*, année 1776, p. 117.

III. JEAN GAY, Sr DE BOISSEGUIN. Il était gouverneur de Poitiers. — « Le mercredi 13 avril 1583, dit Michel Leriche dans son journal, M. le maire (de St-Maixent) et moi fûmes à l'or de Poitiers » saluer M. de Boisseguin, nostre sénéchal de Civray. »

IV. CHARLES DE VILLEDON, écuyer, Sr DE LA CHEVRELIÈRE. Nommé sénéchal en 1594.

V. RENÉ DE CUMONT, chevalier, Sr DE FIEFBRUN, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, sénéchal aux comté et sénéchaussée de Sivrai et siège royal de St-Maixent. — 1629.

VI. JEAN DE CUMONT, chevalier, Sr DE LA BARBOTIÈRE. Fils du précédent et son successeur, il était en outre gentilhomme ordinaire de M. le prince. Nommé le 19 novembre 1634, il mourut en mars 1655.

VII. RENÉ DE CUMONT, chevalier, Sr DE LA BARBOTIÈRE. — 1655.

VIII. JACQUES DE FOUCHER-CIRCÉ, marquis de Circé. — 11 janvier 1675.

IX. ABIMELECH DE FOUCHER-CIRCÉ, marquis de Circé, fils du précédent. Il fut pourvu de la charge de sénéchal le 24 mai 1682, et l'exerçait encore en 1698.

X. JEAN-HENRI DE FOUCHER-CIRCÉ, marquis de Circé. Il prenait le titre de conseiller du roi en ses conseils, son grand sénéchal aux comté et sénéchaussée de Sivrai et St-Maixent. — 1726.

XI. PIERRE-ALEXANDRE GILBERT DE VÉRONNE, chevalier, comte de Lohéac, baron d'Augé, seigneur de Poinçon et autres lieux, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, gouverneur de Parthenay. On lit dans ses provisions, en date du 15 février 1769 : « Donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, » la charge de notre conseiller en nos conseils, sénéchal d'épée de » Saint-Maixent et Civray en Poitou, à laquelle n'a été pourvu » depuis sa création (1). » — Gilbert de Véronne ne s'étant pas fait recevoir, obtint, le 31 mai 1775, des lettres « de relief de suranation, » et prêta serment devant le parlement de Paris le 18 décembre de la même année.

Il se fit installer l'année suivante, le 17 juin, à St-Maixent (2),

(1) C'est-à-dire depuis l'édit du 16 décembre 1759, qui rétablissait l'hérédité de cette charge.

(2) *Affch. du Poitou*, année 1776, p. 107.

et, le 28 du même mois, à Sivrai (1). Il demeurait alors dans sa baronnie d'Augé, à deux lieues de cette ville.

Les détails de cette installation ne manquent pas d'intérêt :

« Aussitôt que les officiers du siège furent informés que leur
» sénéchal arrivait dans leur ville, ils députèrent trois d'entre eux,
» le lieutenant général, le lieutenant de police et le procureur du
» roi, pour aller au-devant de lui jusqu'à l'endroit où il devait dîner.
» Ils l'emmenèrent le soir même (25 juin) avec eux. Le lendemain
» tous les officiers, en habit, allèrent lui faire visite. Le jour sui-
» vant (27 juin), le premier officier après le lieutenant particulier
» et deux conseillers allèrent le saluer et lui faire un compliment
» de la part de la compagnie, qu'il visita ensuite revêtu de l'habil-
» lement destiné à son office, qui est un habillement ordinaire et
» ~~un~~ manteau noirs, une grande cravate (2), un chapeau à plumet
» blanc rabattu et une épée. Le jour de son installation, les mêmes
» officiers qui avaient été le saluer la veille allèrent, précédés de
» deux huissiers, le prendre dans l'endroit où il était logé (3). Ils
» trouvèrent à sa porte deux compagnies formées de tous les jeunes
» gens de la ville, qui l'accompagnèrent jusqu'aux portes du palais,
» où toute la milice bourgeoise (4) était rangée en double haie.
» Parvenu au bas de l'escalier qui conduit à la chambre du conseil,
» il y trouva le lieutenant particulier avec les autres conseillers
» et les gens du roi. Après qu'il eut été complimenté par ce premier
» officier, il monta avec eux à la chambre où l'attendaient le lieu-
» tenant général, le lieutenant de police et le lieutenant criminel.
» Dès qu'on eut pris séance, le lieutenant général lui fit un com-
» pliment et le conduisit ensuite à l'audience, où il se plaça sur un
» siège beaucoup plus élevé que ceux des autres officiers, qui, en
» formant un angle, se réunissaient au sien.

(1) *Affch. du Poitou*, année 1776, p. 114.

(2) Avec un rabat semblable à celui des maîtres des requêtes. (Installation à Saint-Maixent.)

(3) La place de sénéchal n'ayant pas été remplie depuis longtemps à Sivrai, et les registres du greffe ne faisant pas connaître le cérémonial observé alors, ce fut un arrêt du 28 février 1714, rendu pour la sénéchaussée du Mans, qui servit de règle de conduite pour l'installation du sénéchal Gilbert de Véronne.

(4) Elle se composait de plusieurs compagnies, dont une de cavalerie. — En 1701, le sieur Aimé Barbier était capitaine-major de la milice bourgeoise de Sivrai.

» Le lieutenant général, adressant la parole au premier huissier
» audencier, lui dit : M. le sénéchal vous commande de faire la
» lecture de ses provisions. Cette lecture faite, l'avocat du roi étant
» indisposé, le procureur du roi porta la parole et fit un discours
» fort étendu, dans lequel, après avoir parlé de l'origine des fonc-
» tions et des prérogatives des offices de sénéchaux, il démontra
» combien M. Gilbert était digne à tous égards de remplir cette
» place...

» Le discours fini, M. le lieutenant général alla aux opinions et
» prononça l'installation au nom de M. le sénéchal, qui fit un com-
» pliment dans lequel on admira une éloquence franche et guer-
» rière (1), bien plus énergique que toute autre éloquence.

» On plaida ensuite une cause fort étendue, dans laquelle les
» avocats s'empressèrent à l'envi de rendre hommage au nouveau
» sénéchal. Lorsqu'on fut aux opinions, on lui demanda sa voix,
» qui n'est qu'une voix d'honneur, et le lieutenant général pro-
» nonça en ces termes : Monsieur a dit.

» L'audience se lava aussitôt. Tous les officiers conduisirent leur
» sénéchal jusqu'à la dernière porte du palais, et ceux qui l'y
» avaient amené l'accompagnèrent jusqu'à sa maison dans le
» même ordre où ils y étaient venus, escortés des deux compagnies
» de cadets, auxquelles se joignit la milice bourgeoise. Les officiers,
» les avocats et les procureurs allèrent ensuite lui faire visite en
» corps (2). — Le lendemain (29 juin), jour fixé pour son départ,
» le lieutenant général, le lieutenant criminel et le procureur du
» roi l'accompagnèrent jusqu'à Couhé. »

II. LIEUTENANTS GÉNÉRAUX.

I. JEAN ARNAULT, Il assistait en 1541 à la délibération des
habitants de Sivrai, lors des troubles occasionnés par la gabelle.

II. CHARLES PIDOUX, écuyer, Sr du CHAILLOU. Le 12 octobre

(1) Gilbert de Véronne avait été capitaine des troupes de marine.

(2) Il dîna, le jour de son installation, chez le lieutenant général, où l'on servit une
table de trente couverts. Les autres officiers s'étaient empressés de le recevoir les
jours précédents. (*Affch. du Poitou.*)

1599, il procédait, en la qualité de conseiller du roi, lieutenant général civil et criminel, à l'adjudication aux enchères, pour trois années, des cens et rentes de la confrérie de Saint-Blais (1).

III. FRANÇOIS-ALEXANDRE, écuyer, Sr du PINIER. A la date du 14 octobre 1606, on trouve une autre adjudication des rentes de Saint-Blais, dans laquelle il reçoit également la qualification de lieutenant général civil et criminel (2).

IV. GUILLAUME RAZIN, Sr DE LA VERDONNIÈRE. Il était gendre de Charles Pidoux, et mourut, le 5 septembre 1612, « lieutenant général » civil et criminel de ceste ville (3).

V. CHARLES PIDOUX, Sr DU CHAILLOU. Il mourut le 25 avril 1624. — Charles Pidoux a publié « la Vie de sainte Radégonde, jadis » royne de France et fondatrice du royal monastère de Sainte-Croix de Poitiers. » (Poitiers, Mesnier, 1621, in-12 de 648 p.) — Dreux-Duradier (4) fait connaître qu'il travailla à cet ouvrage avec Meynard, docteur, régent en droit à Poitiers, Besly, avocat à Fontenay, et un anonyme.

VI. PIERRE RAT, écuyer, baron de Sommières. Il est nommé, dans plusieurs actes, avec le titre de lieutenant général civil et criminel, depuis le 14 octobre 1625 jusqu'au 30 septembre 1627 (5). — C'était un des descendants de JEAN RAT, baron de Sommières, conseiller au parlement de Paris en 1530, et allié à la famille du même nom, dont plusieurs membres exercèrent à Poitiers les fonctions de maire, et dont l'un, PIERRE RAT, Sr de la Poitevinière, publia un commentaire sur la coutume du Poitou (1548).

VII. JACQUES FRADIN, Sr DE CHATAIN. Il était fils de Jacques Fradin, substitut, et épousa en 1617 Gabrielle Pidoux, fille de Charles Pidoux, Sr du Chaillou; il a eu le premier la charge de président en même temps que celle de lieutenant général (6). Ce

(1) *Arch. de la sous-préfect.*

(2) *Ibid.*

(3) *Registres des sépultures de la paroisse Saint-Nicolas.* — Sa femme s'appelait Henriette Pidoux.

(4) *Bibl. hist. du Poit.*, t. III, p. 259.

(5) *Actes de baptêmes de la paroisse de Saint-Nicolas.* — Pierre Rat y figure en qualité de parrain.

(6) Renseignements puisés dans une liste de titres de la maison Fradin. (*Biblioth.*

magistrat a publié un volume intitulé : *Compliments de M. Fradin, président et lieutenant général de Sivrai* (1), « contenant divers discours adressés au roi , à la reine mère (2 novembre 1652, 6 août 1659) , et au maréchal de Turenne, seigneur engagiste de Sivrai (3 juillet 1660) , ainsi que plusieurs discours de rentrée (novembre 1659, 1661 et 1664) (2).

VIII. CHARLES FRADIN, Sr DE CHATAIN, né à Sivrai le 30 juillet 1651 (3), marié, en décembre 1676, avec Anne Guillaumeau. — Il prenait le titre « de conseiller du roy, président, lieutenant général enquesteur et commissaire examinateur d'ancienne et nouvelle création, au comté, sénéchaussée et siège royal de Civray. » Il résigna son titre de lieutenant général en faveur de son fils, et fut nommé lieutenant général honoraire. Quant aux fonctions de président, il les conserva jusqu'à sa mort, arrivée le 8 janvier 1721, et elles passèrent alors à JEAN-BAPTISTE CACAULT, son gendre.

IX. JACQUES-MARIE FRADIN, Sr DE BLANZAI et DE BELABRE, marié en 1714 à MARGUERITE CHANTOIS DE LA REMONERIE (4); il fut pourvu de la charge de lieutenant général le 12 juillet 1719. Ses provisions, en date du 8 juin 1715, portent qu'il était « le sixième, de père en » fils, successivement pourvu du même office (5). » Il mourut le 31 décembre 1748, après avoir résigné ses fonctions en faveur de son fils.

X. CHARLES-FRANÇOIS-MARIE FRADIN, Sr DE BELABRE, né à Sivrai le 11 juillet 1715; il épousa FRANÇOISE-DENISE-PRESLE DUPLESSIS. Ses provisions sont du 50 avril 1741; en 1772 il fut nommé lieutenant général honoraire « par la considération que méritent ses services

de la Soc. des Antiq. de l'Ouest, no 238.) — Le contrat de mariage de Jacques Fradin avec Gabrielle Pidoux porte la date du 11 novembre 1617; — le 28 février 1648, elle fit un testament en faveur de son mari.

(1) Paris, Jacquin, 1664.

(2) *Affich. du Poitou*, 20 décembre 1781, p. 201.

(3) Il ne fut baptisé que le 18 mai 1653. — La note généalogique jointe à la liste de titres de la famille Fradin lui donne à tort les prénoms de JEAN-CHARLES, que porta seulement un de ses fils, né le 19 août 1684. — Le contrat de mariage de Charles Fradin est à la date du 7 décembre 1676.

(4) Le contrat de mariage est du 9 juillet 1711.

(5) Sans doute Charles Pidoux; Guillaume Razin; Charles Pidoux; Jacques Fradin et Charles Fradin (no^s II, IV, V, VII et VIII de la présente liste).

» distingués dans la charge de conseiller général, dont il a rempli
» les fonctions pendant plus de trente ans avec autant de zèle que
» d'intégrité et de talent, à l'exemple de six de ses ancêtres qui
» l'avaient exercée avant lui avec distinction, et ceux qu'il continue
» de rendre dans la charge de conseiller au conseil supérieur à
» Poitiers. » — Il mourut à Sivrai le 28 août 1782. Il était, porte
son acte d'inhumation, « doué de toutes les qualités qui caracté-
» risent l'honnête homme et le magistrat distingué. »

XI. JACQUES-JEAN-MARIE FRADIN, Sr DE BELABRE, né à Sivrai le 7 avril 1746, fut pourvu de la charge de lieutenant général le 9 décembre 1772.—L'auteur du mémoire sur la ville de Sivrai, que j'ai plusieurs fois cité (1), a eu soin de rappeler cette circonstance assez remarquable, que ce magistrat était le huitième, de père en fils, remplissant les mêmes fonctions, ajoutant que cette famille « jouis-
» sait, à juste titre, dans tout le ressort, du respect et de l'estime
» de ses concitoyens. » — Jacques-Jean-Marie Fradin de Belabre exerça ses fonctions jusqu'en 1790, époque où elles furent supprimées, et mourut à Sivrai le 22 mai 1825, après avoir été, dans l'intervalle, juge au tribunal de cassation, et accusateur public au Port-au-Prince. Il avait épousé en 1776 Jeanne-Marie-Louise Albert, fille de Jean-François-Claude-Louis Albert, conseiller, juge magistrat (2).

III. PRÉSIDENTS.

I. JACQUES FRADIN (3).

II. CHARLES FRADIN (4).

III. JEAN-BAPTISTE CACAULT, Sr DE LA COTTRIE. Il était assesseur criminel et premier conseiller, en remplacement de son père, dès l'année 1705. Il fut pourvu de l'office de président par lettres de provision du 13 juillet 1721, après le décès de Charles Fradin, son beau-père, et résigna cette charge en faveur de son fils.

IV. JEAN-PHILIPPE CACAULT, Sr DE LA COTTRIE, beau-frère de

(1) *Affich. du Potiou*, année 1773, p. 51.

(2) Voir *juges magistrats*, no XIV.

(3) Voir *lieutenants généraux*, no VII.

(4) *Ibid.*, no VIII.

Charles-François-Marie Fradin de Belabre. Ses provisions sont du 28 août 1740 pour la charge de président, et du 24 mars 1741 pour celles d'assesseur criminel et de premier conseiller. Il mourut le 1^{er} juin 1770, et l'office de président ne fut pas rempli après lui.

IV. LIEUTENANTS CIVILS.

I. MOÏSE HUET, écuyer, Sr DE LA LIVRAYE.—1644. Les actes dans lesquels il est nommé le qualifient de « conseiller du roy, lieutenant particulier civil du comté et siège royal de cette ville. »

II. JEAN GUYOT. Il était en même temps pourvu de l'office d'assesseur civil; mais lorsqu'il mourut, le 12 janvier 1679, à l'âge de 80 ans, il n'exerçait plus ses fonctions. — Par arrêt du parlement de Paris, en date du 8 juillet 1638, Jean Guyot avait été condamné, j'ignore pour quel fait, à une amende de deux mille livres au profit des pauvres de Sivrai. La condamnation exécutée, la moitié de l'amende fut convertie en une rente dont le paiement s'effectuait régulièrement pendant longues années. En 1737, elle était servie par Jean Malapert, procureur, qui en avait reçu le capital après plusieurs remboursements successifs.

III. JACQUES MARON, Sr DE LA BONNARDELIERE. Après avoir été avocat du roi (1), il devint lieutenant particulier vers 1640, et mourut le 2 juin 1683, à l'âge de 83 ans.

IV. JEAN DANIAU, Sr DUPLESSIS. — 1681-1703 (2).

V. OLIVIER-JEAN MAIGNEN.— 1712-1742.— Fils de Jean Maignen, juge magistrat, et gendre de Pierre Dupuy, lieutenant criminel, il était pourvu également de l'office d'assesseur civil. — Mort en 1743, et remplacé par son fils.

VI. JEAN-OLIVIER MAIGNEN. Il se démit pour entrer dans les ordres, et fut curé de la paroisse de Champniers jusqu'en 1790.

VII. JEAN-BAPTISTE DUPUY, Sr DUBREUIL, petit-fils du lieutenant criminel Pierre Dupuy. Il fut nommé lieutenant particulier asses-

(1) Voir *avocats du roi*, no IV.

(2) Ces deux dates n'indiquent pas la durée exacte de son exercice, mais seulement l'intervalle de temps pendant lequel des actes constatent qu'il remplissait ses fonctions. — Cette observation est commune aux autres magistrats dont le nom se trouve suivi d'une indication semblable.

seur civil le 11 juillet 1760, en remplacement de Jean-Olivier Maignen. En 1787, il assista à l'assemblée provinciale du Poitou.

V. LIEUTENANTS CRIMINELS :

Quelques-uns de ces officiers ont pris le titre de lieutenant général criminel, notamment :

I. JACQUES COLLIN, écuyer, Sr DE PINAVIN. — 1647-1655. — Décédé avant le 44 novembre 1661, époque du mariage d'une de ses filles avec Olivier de Jousserant, seigneur de Layré.

H. PAUL DUTIERS, écuyer, Sr DU MAS DE L'AGE. — 1658-1674. — Il était gendre du précédent.

Quant aux lieutenants particuliers criminels, on trouve :

I. JEAN CACAULT, écuyer, Sr DE LA COTTRIE. Il était en même temps assesseur criminel et premier conseiller, et mourut le 3 décembre 1634, à l'âge de 46 ans.

H. CHARLES CACAULT, Sr DE LA COTTRIE, fils du précédent, né le 15 février 1612, décédé le 31 décembre 1676. Dès 1666 il s'était démis en faveur de son fils, et avait reçu le titre de lieutenant particulier honoraire.

III. PHILIPPE CACAULT, Sr DE FIEFRICHARD. Son office d'assesseur criminel et premier conseiller passa à son fils Jean-Baptiste Cacaault, nommé plus tard président (1). Quant à la charge de lieutenant criminel, elle fut remplie après lui par

IV. PIERRE DUPUY, Sr DE LA FÉRAUDERIE. — 1704-1714.

V. PIERRE-JACQUES BOURDIER, remplacé par son fils.

VI. JACQUES BOURDIER, Sr DE LA GORCE, nommé lieutenant criminel le 18 mai 1768, « avec le tiers des offices de commissaire » enquesteur examinateur d'ancienne création, en ce qui regarde » le criminel seulement. »

VI. LIEUTENANTS GÉNÉRAUX DE POLICE.

I. CHARLES BRICAUT, Sr DE VERNEUIL. — 1709. — Il fut d'abord avocat du roi à la sénéchaussée (1692), puis lieutenant de général de police, fonctions que son fils exerça après lui.

II. CHARLES BRICAUT, Sr DE VERNEUIL, décédé le 15 mars 1737.

(1) Voir *présidents*, n° III.

III. JEAN-CHARLES RIVAUD. Installé le 1^{er} juillet 1750, et nommé lieutenant général de police honoraire le 6 août 1777 (1), après s'être démis en faveur de son gendre.

IV. JOSEPH-JEAN-FRANÇOIS-MARIE LAUBIER DE GRANDPIEF, nommé le 25 juin 1777 pour son mérite personnel, et, ajoutent les lettres patentes, « en considération des services rendus par son » père en qualité de conseiller (2), et par son beau-père en la charge » de lieutenant général de police. »

VII. CONSEILLERS (JUGES MAGISTRATS).

I. NICOLAS DUPONT. — 1627-1644. — Il était gendre de Jean Cacaault, lieutenant particulier criminel.

II. JEAN CACAULT, Sr DELAGARDE. — 1645-1672. — Gendre du précédent.

III. JEAN MAIGNEN. — 1646. — Décédé le 2 avril 1665.

IV. JACQUES CACAULT, Sr DELAGARDE. — 1677. — Il succéda à Jean Cacaault, son père, et mourut le 22 décembre 1699.

V. JEAN MILLET, Sr DE FÉLÉ. — 1680. — Il était en outre assesseur à la maréchaussée.

VI. PIERRE CARTIER, Sr DE LA CHAUVELERIE. — 1688-1692.

VII. LOUIS RIVAUD, Sr DES VERDONNIÈRES. — 1695. — Il était en même temps premier assesseur à la maréchaussée, et mourut le 15 avril 1735.

VIII. JEAN ALBERT, Sr DE BELLEVUE. — 1695. — Gendre de Jacques Cacaault. Il exerça les fonctions de conseiller pendant 55 ans, et mourut le 5 novembre 1750, à l'âge de 77 ans. — Sa femme vint à décès le même jour que lui : après cinquante-six ans de mariage, la mort ne les sépara pas, et ils furent déposés dans le même tombeau (3).

IX. CLAUDE-LOUIS GUIOT, Sr DE BESSIGNÉ. — 1701-1740.

X. CHAMPOYAUX DE CUVILLIER. Il était mort avant 1717.

(1) Voir ce que j'ai dit de ce magistrat en parlant des maires de la ville de Sival.

(2) Voir *conseillers, juges magistrats*, no XIII.

(3) L'acte de sépulture constate en effet qu'ils furent « inhumés dans la même » fosse. » — Le fait se trouve rapporté dans les *Affich. du Poitou* (no du 14 août 1774). — Trompé par la date de ce journal, M. Beauchet-Filleau (*Diction. des fam. hist. du Poitou*, vo ALBERT) dit que Jean Albert mourut en 1774.

XI. CHARLES BRICAUT, Sr DE VERNEUIL. — 1701-1706 (1).

XII. LOUIS-PIERRE SUREAU, Sr DE LAMIRANDE, nommé conseiller le 22 février 1775.

XIII. MICHEL-FRANÇOIS DE LAUBIER, Sr DE GRANDPIEF, nommé le 13 octobre 1761, en remplacement de Jean Albert, et décédé le 31 juillet 1788, « doué, dit l'acte de sépulture, de toutes les vertus qui caractérisent le bon magistrat et le fidèle chrétien. »

XIV. JEAN-FRANÇOIS-CLAUDE-LOUIS ALBERT. Après avoir exercé pendant 42 ans, et avec distinction, la profession d'avocat à Sivrai, il fut nommé conseiller le 23 avril 1774, en remplacement de Louis Guiot. — C'était, dit l'acte d'inhumation, en date du 11 avril 1778, « un homme d'un mérite rare, reconçu pour une des premières lumières de la contrée. »

XV. JEAN-PHILIPPE LELONG, Sr DE LA CROISARDIÈRE, nommé conseiller le 20 avril 1774. Il était frère de Joseph Lelong, procureur du roi.

XVI. CHARLES-PIERRE-THÉRÈSE ROBERT. Conseiller et assesseur criminel, il se démit, le 9 février 1784, en faveur de Jean Guény.

XVII. PIERRE-CHARLES PONTENIER DE LA GIRARDIÈRE, nommé conseiller le 12 février 1783, en remplacement de Jean-François-Claude-Louis Albert, mort, le 26 août 1817, président honoraire du tribunal de première instance de Sivrai.

XVIII. JEAN GUÉNY DE LA BRAUDIÈRE, nommé conseiller et assesseur criminel le 19 novembre 1788, décédé, le 5 novembre 1805, président du tribunal de première instance de Sivrai.

VIII. AVOCATS DU ROI.

I. JEAN MENNETEAU. — 1511. — Il devint ensuite sénéchal (1).

II. THOMAS CHOLLET. — 1574-1589.

III. JACQUES CHOLLET. — 1605-1642. — Il était sans doute fils du précédent.

IV. JACQUES MARON, Sr DE LA BONNARDELIÈRE. — 1625-1637. — Il fut ensuite lieutenant particulier civil.

(1) Voir *avocats du roi*, n° VI.

(2) Voir *sénéchaux*, n° II.

V. CHARLES IMBERT. — 1637-1641. — Beau-frère du précédent ; il était mort avant 1663.

VI. CHARLES BRICAUT, SR DE VERNEUIL. — 1659. — Beau-frère du précédent. Après avoir résigné sa charge en faveur de son fils vers 1692, il fut pourvu d'un office de conseiller, juge magistrat, au même siège, et mourut le 14 avril 1706. — Le 18 janvier 1701, il avait marié une de ses filles avec RENÉ BOUCHEUL, SR DE LA GAGNERIE. Ce dernier était fils de JOSEPH BOUCHEUL, savant commentateur de la coutume du Poitou. On sait que ce fut René Boucheul qui, en 1727, publia l'ouvrage de son père sous le titre de « Coutumier général, ou corps et compilation de tous les commentateurs sur la » coutume du comté et pays de Poitou (4). »

VII. CHARLES BRICAUT, SR DE VERNEUIL. — 1692 (2).

VIII. LOUIS BRICAUT, SR DE LA MOTTE. — 1704. — Frère du précédent, gendre de Jacques Cacault, conseiller; il mourut à l'âge de 84 ans, le 20 juillet 1749.

IX. CHARLES BRICAUT, SR DE VERNEUIL, fils de Louis Bricaut, décédé le 19 septembre 1776.

IX. PROCUREURS DU ROI.

I. JÉRÔME VINCENT. — 1541.

II. JEAN BABIGNON. Il assista, le 16 octobre 1559, à la réformation de la coutume du Poitou en sa qualité de procureur du roi, et aussi comme représentant le tiers état de Sivrai, « comparant en conséquence pour les manants et habitants de cette ville. » — Il était sans doute fils de François Babignon, juge prévôtal à Sivrai en 1541 (3).

III. PIERRE FAURE. — 1575-1581.

IV. PANTALÉON BRICAUT. — 1614-1642.

V. JEAN BRICAUT, écuyer. — 1648. — En 1691, il se démit en faveur de son gendre.

VI. OLIVIER PÉAN. Avant d'être pourvu de la charge de procu-

(1) Poitiers, chez Jacques Faulcon, 2 vol. in-fo.

(2) Voir *lieutenants généraux de police*, no 1.

(3) Voir *sénéchaux*, no 1.

reur du roi à Sivrai, il était avocat au présidial de Poitiers. — Il mourut le 31 janvier 1717. D'Aguesseau, en lui écrivant, en 1705, l'appelait son frère et bon ami (1).

VII. JEAN-FRANÇOIS RIVAUD, gendre du précédent, lui succéda en 1715, et vint à décès le 29 octobre 1752.

VIII. JOSEPH LELONG, Sr DE LA FRAGNAYE, gendre de Jean-François Rivaud, fut nommé procureur du roi le 14 juillet 1733. Après 33 ans de service, il se démit en faveur de son fils, obtint des lettres patentes de conseiller honoraire, et mourut le 5 novembre 1777.

IX. JEAN-FRANÇOIS LELONG, né le 6 février 1734, gendre de Charles Bricaut, avocat du roi, fut pourvu de l'office de procureur du roi en 1766. Il est auteur d'une Histoire de la sénéchaussée de Sivrai, manuscrit de quinze pages, qui figure dans la collection de dom Fonteneau (2). — Thibaudeau, à qui l'auteur l'avait communiqué, a publié dans son Abrégé de l'histoire du Poitou (3) tout ce que cette notice renferme d'intéressant. — Lors de l'établissement des tribunaux de district, en 1790, Jean-François Lelong fut nommé commissaire du roi, et mourut l'année suivante.

X. SUBSTITUTS.

I. PIERRE PHILIPPIER. Il résigna ses fonctions en 1649.

II. JACQUES FRADIN. Ses provisions sont du 26 juillet 1649. —

(1) D'Aguesseau était alors procureur général au parlement de Paris. La lettre dont il est ici question, donnée récemment à la Société des Antiquaires de l'Ouest par M. Garnier, conseiller à la cour d'appel de la Martinique, est ainsi conçue : « M. le procureur, j'ay eu avis que les sieurs de Linay et Bricault, étudiants en droit à Poitiers, s'étant rencontrés dans une auberge à Civray, s'y sont querellés et donnez rendez-vous dans le lieu appelé la Fontaine de la Treille, pour s'y battre en duel, mais que l'impatience les ayant pris au sortir de l'auberge, ils se sont battus dans la rue, et que le sieur Bricault y a même été blessé. Je vous prie de vous informer de quelle manière la chose s'est passée, et, en m'en rendant compte, de me marquer aussi si vous faites quelques poursuites sur cette affaire. Je suis, Monsieur le procureur, votre frère et bon ami. *Signé D'AGUESSEAU.* A Amboise, le 25 octobre 1705. »

(2) Dom Font., t. LV (lettre c). Les six premières pages seulement du mémoire de François Lelong sont consacrées au Siège de Sivrai.

(3) Tome III, *loc. cit.*

De son mariage avec Françoise Tahourdin naquit Jacques Fradin, qui fut lieutenant général (1).

III. JEAN-MAIGNEN, Sr DES SALMONDIÈRES. — 1701. — Fils de Jean Maignen, juge magistrat, et frère d'Olivier-Jean Maignen, lieutenant particulier civil. Il fut aussi « conseiller du roy, receveur des épices. » Jean-François Maignen, curé de St-Nicolas de Sivrai, dont j'ai parlé plus haut, était un de ses fils.

IV. JACQUES MOREAU. — 1702-1747.

OFFICIERS DE LA VICE-SÉNÉCHAUSSEE.

I. VICE-SÉNÉCHAUX.

I. DAVID DE FONTENEAU, écuyer, décédé le 17 juin 1618.

II. NICOLAS DE FONTENEAU, écuyer, Sr DU FERROU. Son père s'était sans doute démis en sa faveur, car il exerçait ses fonctions dès 1615. Il était en même temps prévôt de la maréchaussée de Sivrai. Le 4 septembre 1634, lors de l'ouverture des grands jours de Poitiers, les conseillers, en se rendant à la messe du St-Esprit, célébrée par l'évêque de Poitiers au couvent des Cordeliers, étaient précédés du prévôt provincial, du vice-sénéchal de Sivrai et des lieutenants et archers du prévôt. Nicolas de Fonteneau, mort en 1664, possédait à Sivrai une maison et une ouche ou jardin, situées entre les portes Sénéjau et de l'Evesquerie, « confrontant par un » bout au chemin ou passée estant entre ladite ouche et les fossés » de cette ville. » Cette maison avait un four, et on y arrivait par la ruelle qui porte encore aujourd'hui le nom de *rue du Ferrou*.

III. GABRIEL DE FONTENEAU, écuyer, Sr DU FERROU, succéda à son père vers 1653 dans les fonctions de vice-sénéchal et de prévôt, et mourut le 3 juin 1674, dans la paroisse de Saint-Secondin, d'où

(1) *V. Lieutenants généraux*, no VII. — La famille Fradin, fort ancienne, ainsi que le prouve la liste de titres que possède la bibliothèque des Antiquaires de l'Ouest, a, pendant deux siècles, occupé des charges de magistrature. Laurent Fradin, écuyer, seigneur de la Cantinolière, grand-père du substitut, était en 1601 juge de Villefagnan, et Jacques Fradin, son père, sénéchal de Boisseguin en 1619. Cet office passa ensuite à un des fils de ce dernier, Alexandre Fradin. — Isidore Fradin, seigneur de la Vigeraye, dont les descendants furent maires de Sivrai, était, ainsi qu'Alexandre, frère du substitut. — Jacques Fradin, sénéchal de Boisseguin, avait, comme je l'ai dit ci-dessus, épousé la fille de Jacques Crozé, ministre protestant à Sivrai.

« son corps fut apporté pour estre inhumé dans la sépulture de ses
» prédécesseurs, dans l'église Saint-Nicolas de Civrai, proche le
» grand autel. »

IV. FRANÇOIS DE FONTENEAU, écuyer, Sr DU FERROU, reçu prévôt
de la maréchaussée en 1676.

V. JEAN ALBERT, écuyer, Sr DE MARSILLY. — 1680-1692. — Il était
mort en 1696. Les actes dans lesquels il est nommé lui donnent le
double titre de vice-sénéchal de Sivrai, et de prévôt provincial de
la maréchaussée.

VI. ALEXIS-FRANÇOIS ALBERT, écuyer, Sr DE COMBOURG. — 1694.
— Il succéda à son père comme vice-sénéchal et prévôt, et mourut
le 11 décembre 1724, à l'âge de 58 ans (4).

II. LIEUTENANTS.

I. JEAN CHAIN, écuyer, Sr DES COULONBIERS. — 1654. — Il prenait
le titre de « lieutenant général en la maréchaussée de Civrai. »

II. ACHILLE IMBERT, fils aîné de Charles Imbert, avocat du roi.
Il mourut le 17 juin 1677.

III. PIERRE CHAIN, écuyer, Sr DE BERRAIN, était mort en 1685.

III. ASSESSEURS.

I. JEAN MILLET, Sr DE FELS. — 1660 (2).

II. LOUIS RIVAUD, Sr DES VERDONNIÈRES (3).

X.

SAINT-CLÉMENTIN.

J'ai dit, en commençant, qu'après avoir formé une paroisse et

(1) On lit dans les *Affiches du Poitou* (14 août 1774), et, d'après ce document, dans le dictionnaire de M. Beauchet-Filleau, que Jean Albert de Bellevue, conseiller, juge magistrat (no VIII), était fils d'Alexis François Albert de Combourg. Ils étaient seulement frères.—On voit, en effet, dans l'inventaire des biens de ce dernier (18 décembre 1721, *archives de la sénéch.*), qu'après avoir été inventoriés, les papiers furent placés dans un coffre et « la clef mise es mains de M. Jean Albert, seigneur de Bellevue, frère dudit feu seigneur de Combourg. » Ils étaient nés à dix ans d'intervalle, l'un en 1663, l'autre en 1673.

(2) Voir *conseillers* (no V).

(3) *Ibid.* (no VII).

même une commune particulière, Saint-Clémentin n'était plus qu'un faubourg de Sivrai. Quelques renseignements sur cette localité sont donc le complément indispensable des notes qui précèdent.

L'église de Saint-Clémentin est mentionnée pour la première fois en 1096, sous le nom d'église de Sivrai, « ecclesia de Sivraico, » dans une bulle du pape Adrien II, portant confirmation des biens appartenant à l'abbaye de Charroux (1). Le pouillé du Grand-Gauthier constate en effet que l'église Saint-Clémentin de Sivrai relevait de cette abbaye : « Ecclesie Sancti Clementini de Sivraye » patronatum habet abbas de Karroff. » Une charte fort curieuse (2) nous apprend qu'en 1128, l'abbé de Noaillé prétendit que cette église lui appartenait, à cause de son église de Saint-Pierre d'Exideuil. Le débat fut porté, par ordre du pape, devant Géraud, évêque d'Angoulême, assisté de plusieurs autres prélats, — « Willelmus Pictaven., Willelmus Petragoricen., et Calo Leonensis » episcopi. » L'abbé de Noaillé voulait faire résulter ses droits de ce que l'église de Saint-Clémentin se trouvait comprise dans les limites de la paroisse d'Exideuil : — « Eo quod infra terminos ecclesie sue de Simul (3) contineretur et parrochia ejusdem ecclesie » de Simul esset circa castellum Sivriaeum. » L'abbé de Charroux répondait que l'église de Saint-Clémentin était depuis longtemps une église paroissiale; que jamais son desservant n'avait été tenu d'aucun devoir envers le curé de la paroisse d'Exideuil, et que l'évêque de Poitiers l'avait donnée à l'abbaye de Charroux avant même que l'abbaye de Noaillé possédât l'église d'Exideuil : « Quod » ecclesie Sancti Clementini ex antiquo jus parochiale par se et integre habuit (4). Nec in aliquo tempore, presbyter ecclesie Sancti

(1) D. Font., t. iv, p. 89. D'autres bulles de confirmation d'Anastase IV en 1153, et d'Innocent III en 1210 (*ibid.*, p. 171, 179 et 267), mentionnent la même église sous le nom « d'ecclēsia de Sivriaco.

(2) D. Font., t. iv, p. 161.

(3) Ce nom est écrit *Isinol* dans d'autres titres. *Simul* est une faute de copiste, suivant l'observation de D. Fontenenn. L'église d'Exideuil était une succursale et une annexe de celle de Saint-Nicolas de Sivrai.

(4) La charte contient l'énumération suivante des droits paroissiaux : « Jus parochiale... in chrismate, in baptisinate, in confessionibus, in oblationibus, in puri-

» Clementini presbytero ecclesie de Simul aliquom censum vel
» debitum persolvit nec ei aliquam reverenciam ex debito exhibuit... Quod Karroffense monasterium ecclesiam Sancti Clementini dono episcopi Pictaven. ante habuit quod monasterium
» Nobiliacense ecclesiam de Simul habuisset... » L'abbé de Noailles ne trouva rien à répliquer, et l'abbaye de Charroux gagna son procès. « Judicavimus quod ecclesia Sancti Clementini predictum
» jus parochiale per se et integrè et libertatem suam in perpetuum
» haberet et possideret, et monasterium Karroffense et servitores
» ejusdem ecclesie eandem ecclesiam Sancti Clementini cum
» omnibus ad ipsam pertinentibus, absque calumpnia et inquietatione monasterii Nobiliacen., quietè habet et possidet (1). »

L'église dont il s'agit dans les titres qui précèdent n'est pas celle qui existe aujourd'hui à Saint-Clémentin. Cette dernière dépendait autrefois de l'aumônerie de Saint-Christophe, dont je parlerai bientôt. L'ancienne église paroissiale se trouvait dans le voisinage du château, dont elle n'était séparée que par les douves et un sentier qui conduit du Grand-Pont au Puy-Carré (2). Sa position se trouve clairement indiquée dans la charte que je viens de citer. On y lit, en effet, qu'elle se trouvait située au-dessous du château : — « Ecclesiam Sancti Clementini, infra castrum Sivraicum sitam. » — Dès 1699, le service divin était célébré dans la chapelle de l'aumônerie (3); mais, bien que l'église fût en ruines, les desser-

» ficatione mulierum, in nupciis, in cimiterio et in sepulturâ, in duellis et in iudiciis et in ceteris que ad parochiale jus pertinent... »

(1) Cette déciſion fut rendue à Angoulême, trois jours après la dédicace de l'église de cette ville, — « tertio die post dedicationem Engolismensis ecclesie. »

(2) Le Puy-Carré, situé entre Sivrai et Saint-Clémentin, sur le ſommet d'un coteau, s'appelait autrefois *Poicairier*. Deux chartes (vers 1166 et 1215) contiennent des dons faits au monastère de Montazai par Durand et Guy, ſon fils, « Duradus de Poicalrer et Gaido de Poiquairier. » (D. Font., t. XVIII, p. 353 et 669.) En note, D. Fonteneau ajoute : « Puycairier est un château autour duquel paſſoit autrefois la Charente; il est dans la paroisse de Saint-Clémentin. » Le Puy-Carré était au contraire dans la paroisse de Sivrai. D'un autre côté, D. Fonteneau a confondu ſans doute le Puy-Carré avec l'ancienne citadelle de Sivrai, dont il n'était ſéparé que par les foſſés. Il n'y avait point de château dans l'endroit appelé aujourd'hui Puy-Carré; on n'y voit du moins aucun veſtige de construction de quelque importance.

(3) *Arch. départ.* — Mémoire pour l'établissement d'un hôpital à Sivrai.

vants nouvellement pourvus de la cure de St-Clémentin venaient y prendre possession (1) vers le milieu du siècle dernier. Les derniers vestiges de cet édifice ont disparu (2). On voyait encore, il y a quelques mois, un reste de mur presque au niveau du sol; mais le propriétaire du terrain a fait enlever les pierres, et rien n'indique désormais l'emplacement de cette église, dont le nom d'église de Sivrai, qu'elle portait au ^{xr} siècle, justifie l'opinion précédemment émise que les maisons groupées autour du château, et même celles de Saint-Clémentin, constituaient jadis le vieux Sivrai.

La cure de St-Clémentin fut annexée pendant quelques années à celle de Saint-Nicolas. On voit, par une transaction du 6 septembre 1628, dont il a déjà été question, qu'Honoré Sauvestre était à la fois curé de Saint-Nicolas, de Saint-Pierre d'Exideuil et de Saint-Clémentin, « ses annexes ». Cet état de choses subsistait encore en 1634, lorsque M. Filleau, commis pour visiter les églises de l'archiprêtré de Gençai, se rendit à Sivrai. Il s'adressa à M. Sauvestre, qui, « actuellement sur le lieu..., dict estre prieur de Saint-Clémentin, et, quant à la cure dudict St-Clémentin, qu'elle a été réunie à celle de St-Nicollas. » Peu de temps après cependant, la paroisse de Saint-Clémentin eut de nouveau un curé particulier (3); et il était difficile qu'il n'en fût pas ainsi, puisque, sous le rapport judiciaire, cette paroisse relevait d'une autre autorité, celle de Boisseguin (4). On montre au bout du pont des Barres la maison

(1) *Archiv. de la ville.* — Pièces du procès soutenu par la ville contre Houdat et autres (1784). — Le terrain contigu à l'église était, je suppose, un ancien cimetière. A l'appui de cette conjecture, on peut invoquer un acte de vente de 1685, au rapport de Pascaut, notaire à Sivrai, d'une borderie, maison et jardin joignant « d'un costé » à l'église dudict St-Clémentin, une travée de huit pieds dudict costeau entre deux... » joignant par un bout au chemin comme l'on va du pont Perrain de ceste ville au Puy-Guillot... et par l'autre costé et bout au cimetière dudict Saint-Clémentin. — On cessa sans doute d'y enterrer lorsque le service divin fut transféré dans la chapelle Saint-Christophe.

(2) Ils étaient encore assez considérables du temps de D. Fonteneau (t. iv, p. 127, en note; — t. xviii, p. 351, en note).

(3) M. Pierre Laubier de Grandisef était curé de Saint-Clémentin au moment de la révolution de 1789. D. Fonteneau (t. iv, p. 161) nous apprend que l'église était à la fois paroissiale et seigneuriale, et que, de son temps, le prieuré, qui était entre les mains d'un séculier, pouvait valoir une centaine d'écus.

(4) Le château de Boisseguin, situé dans la commune de Lizant, appartenait en 1789 à la famille de Choiseuil.

où le juge sénéchal de Boisseguin tenait autrefois ses audiences (1).

Les limites entre les deux paroisses étaient en quelque sorte indécises : plusieurs maisons, à l'entrée de Saint-Clémentin, dépendaient de la paroisse Saint-Nicolas, et des habitations qui touchaient à la ville étaient de celle de Saint-Clémentin. Il en résultait de fréquents débats. La paroisse de Saint-Clémentin, une des plus petites de la généralité (2), était presque exclusivement habitée par de pauvres gens pour qui les charges imposées aux habitants de Sivrai étaient on ne peut plus onéreuses. Un premier procès se termina, en 1705, à l'avantage de cette dernière paroisse. Un arrêt du conseil d'Etat, en date du 3 février, ordonna en effet « que les » impositions de Saint-Clémentin près Civray seroient levées par » des collecteurs particuliers de cette paroisse, sans que les habitants pussent être compris dans aucune des impositions et charges » de la ville de Civray. » L'arrêt portait également défense « de » délivrer aucun billet pour le logement des gens de guerre qui » passeroient par étape en ladite ville de Civray (3). »

En 1753, la ville ayant voulu comprendre Saint-Clémentin dans un abonnement par tarif, des lettres furent écrites à cette occasion à M. d'Ormesson, intendant général des finances, et au duc de Rendat. Le juge sénéchal de Boisseguin rendit même une ordonnance pour défendre aux habitants de Saint-Clémentin de se mêler aux perturbateurs de Sivrai à l'occasion de cette affaire (4).

Plusieurs procès furent perdus successivement par la ville. La cour des aides, par arrêt du 22 février 1765, décida notamment qu'une maison située au bout du Pont-Neuf était de la paroisse Saint-Clémentin. Entre autres arguments, la ville alléguait qu'un tanneur, à qui, dans l'origine, cette maison appartenait, faisait,

(1) Les fonctions de sénéchal de Boisseguin étaient remplies, en 1601, par Jacques Fradin, Sr de la Catinolière, aïeul de Jacques Fradin, lieutenant général de la sénéchaussée de Sivrai ; en 1633, par Alexandre Fradin, un de ses fils ; avant 1730, par Pierre Abraham Baveau ; en 1731, par Pierre Dupuy, fils de Pierre Dupuy, lieutenant criminel (no IV), et père de Jean-Baptiste Dupuy, lieutenant civil (no VII) ; enfin, en dernier lieu, par Pierre-Jean-Baptiste Dupuy, fils du lieutenant civil du même nom.

(2) Elle ne comptait que 42 feux (210 habitants environ) en 1789.

(3) *Arch. de la ville.*

(4) Les lettres et l'ordonnance se trouvent jointes à un exemplaire de l'arrêt de 1705, appartenant à la bibliothèque de la Société des Antiquaires de l'Ouest (no 168).

bien qu'il fût calviniste, cesser tout travail le jour de la fête de saint Nicolas, patron de Sivrai, et que, vers 1746, une croix de mission avait été plantée devant cette maison par le curé de Saint-Nicolas, sans réclamation de la part de celui de Saint-Clémentin (1).

L'arrêt de 1705 dispensait les habitants de Saint-Clémentin du logement des gens de guerre. Les officiers municipaux de Sivrai obtinrent cependant, le 7 octobre 1776, une ordonnance de l'intendant qui les autorisait « à envoyer, au besoin, des billets de » logement des troupes qui passeroient par Civray, aux habitants » de la paroisse de St-Clémentin, ainsi que de ceux des autres » paroisses voisines, lorsque la ville ne pourroit pas y suffire. » Cette ordonnance était motivée sur ce que, lors de l'arrêt de 1705, les passages de troupes n'étaient pas aussi multipliés; qu'il n'avait eu d'ailleurs pour objet que d'établir une distinction entre les habitants de Sivrai et ceux de Saint-Clémentin, et d'éviter la confusion entre ces deux paroisses; mais que cela ne devait pas empêcher la dernière de contribuer au logement lorsque la ville ne pouvait y suffire (2).

En 1784, un nouveau procès s'engagea. Un sieur Houdart et plusieurs autres propriétaires de maisons situées sur une partie de la souche du château, et bâties avec des pierres en provenant, avaient été compris d'office par l'intendant sur le rôle des tailles de la ville de Sivrai. Le sieur Houdart et les autres intéressés interjetèrent ce qu'on appelait alors un appel de cote de taille. Il s'agissait de savoir si les maisons en litige étaient ou non de la paroisse de Saint-Clémentin. De part et d'autre de volumineux mémoires furent élaborés, et les avocats, aussi bien que les procureurs, se mirent en frais d'érudition. Sivrai, disaient ceux de la ville, appartient au roi, Saint-Clémentin au seigneur de Boisseguin, et « l'on ne peut supposer que les anciens comtes de Civray » aient bâti leur château sur le fief d'un vassal auquel ils auroient » été obligés de rendre hommage. — Les habitants de Saint-Clémentin objectaient que ces maisons se trouvaient dans « l'in-

(1) *Arch. de la ville.*

(2) *Arch. de la ville.*

» térieur de la dixmerie de la paroisse Saint-Clémentin », et que l'arrêt de 1705 avait considéré la rivière comme la ligne séparative des deux paroisses. — On relevait alors, de la part de la ville, ce qu'il y avait d'erroné dans cette interprétation de l'arrêt, et on cherchait à démontrer que la question de la dime était sans importance au procès, puisque cette dime comprenait tout le faubourg, où se trouvaient beaucoup de maisons dépendant de la paroisse Saint-Nicolas. On rappelait que le prince de Condé, engagiste, était taxé au rôle de Sivrai; que les fermiers et les fariniers du château l'étaient également, et que ceux qui vendaient vin au bout du grand pont, les jours de foire, payaient également le droit de ville; enfin on arrivait à conclure que, si le château était déclaré de Saint-Clémentin, « la ville deviendrait un désert et ne serait » plus habitée que par des exempts ou des gens sans aveu. »

Par suite de petites intrigues, les pièces restèrent à Poitiers jusqu'au mois de décembre 1788; mais, le 29 janvier 1789, l'intendant approuva une délibération prise par la ville, et accompagnée d'une assignation à comparaître devant la cour des aides pour suivre le procès (1). Sur ces entrefaites la révolution survint, et aucune décision ne fut rendue. Plus tard, d'autres maisons ayant été taxées dans les deux paroisses, la difficulté fut tranchée par une transaction. On décida, le 15 août 1793, que toutes les taxes en double emploi seraient réunies « pour en être supportées, une » moitié par les redevables, et l'autre moitié divisée en deux parts » égales, l'une à la charge de Sivrai, et l'autre à la charge de Saint- » Clémentin, » sauf aux deux communes à se faire autoriser à les porter en rejet. — Déjà, avant cette transaction, le 16 août 1790, une demande de réunion de Saint-Clémentin à Sivrai avait été faite pour tarir toute source de procès; mais il n'y fut pas donné suite alors, et c'est seulement le 24 octobre 1821 que cette réunion a été prononcée (2).

Dans le bourg même de Saint-Clémentin se trouve l'ancienne aumônerie de Saint-Christophe, désignée également sous le nom

(1) *Arch. de la ville.* — Un plan des lieux avait été joint à la procédure. Il est à regretter que cette pièce se soit égarée.

(2) *Archiv. de la ville.*

d'hôpital de Sivrai. L'époque précise de la fondation de cet établissement de bienfaisance n'est pas connue; il est certain seulement qu'il existait dès le ^{xiii} siècle. — Vers 1170, Bernard de Sivrai abandonnait au monastère de Montazai le cens qu'il percevait sur le four de l'aumônerie de cette ville (1); en 1174, le nommé Poley donnait au même monastère divers héritages situés près de cet hôpital, — « aput Sivraicum prope domum elemosinariam (2). » J'ai déjà cité, en note, un autre don consenti, vers 1178, par Hélie Clément (3). Enfin on trouve, vers 1195, un acte portant donation au même monastère, de la part d'Aimeri Bertrand, de plusieurs rentes sur des maisons situées à Charroux et à Sivrai, et notamment d'une rente de douze deniers angevins, payable dans cette dernière ville, au domicile de Jean Maingot, qui demeurait devant l'aumônerie, — « aput Sivraicum, in domo Johannis Maengot, que » est ante domum helemosinariam (4). »

On retrouve l'aumônerie mentionnée, en 1417, dans le testament de Catherine Prévost : « Item, je donne et laisse, par une fois seulement, à l'aumosnier de l'aumosnerie de Civrai, une coëte, un » coessin de plume, deux linceux, et un tapis pour coucher les » puvres de Nostre-Seigneur (5). »

Des lettres de mainlevée du 24 décembre 1556 nous apprennent qu'à cette époque le revenu temporel de l'aumônerie avait été saisi à la requête des trésoriers de France, et mis sous la main du roi, faute par Jean Bonnevin, alors chapelain, d'avoir fourni la déclaration exigée par les édits sur les francs-fiefs (6). Il y a lieu de penser que cet hospice, où l'on recevait quelques pauvres et les enfants exposés, était alors assez mal organisé, puisqu'un autre

(1) D. Font., t. xviii, p. 609. — Il donnait en même temps au même monastère les prés dits de Chambon, — « et prata que vocantur Chambum. » — Ces prés, situés à peu de distance de la commanderie, s'appellent encore aujourd'hui les prés de Chambon.

(2) *Ibid.*, p. 455.

(3) *Ibid.*, p. 491.

(4) *Ibid.*, p. 609.

(5) *Arch. départ.* — Au testament a été jointe la quittance donnée, le 17 février 1441, par Jean Vignaud, prêtre, aumosnier de l'aumônerie de Sivrai, du lit garni de couettes légué par la dame de Passac.

(6) *Archiv. de la sous-préfect.*

aumônier, nommé Louis Caillon, fut obligé d'exercer des poursuites, en 1583, par-devant un conseiller au présidial de Poitiers, commis à cet effet, pour obtenir des administrateurs la restitution des fruits qu'ils avaient perçus (1).

Le 14 juin 1639, par acte au rapport de Guyot, notaire à Sivrai, Noël Pérax, « prieur de Saint-Clémentin et aumosnerie de Sivrai, » afferma pour cinq années, à messire Charles Michaud, seigneur de Bajonnière, moyennant le prix annuel de huit vingts livres tournois, payables le 25 décembre, et dix rās d'avoine, mesure de Sivrai, « toutes les rentes qui sont du revenu de ladite aumosnerie (2). »

Un autre acte, du 5 novembre 1686 (3), prouve que l'hospice n'était pas richement pourvu des objets nécessaires à un établissement de ce genre. Par cet acte, le mandataire de Louis Ménard, prieur de Saint-Clémentin, aumônier de Saint-Christophe de Sivrai et curé de Segonzac, consentait que Jean Tarin, journalier, demeurât « gardien de l'hôpital » de cette ville « sis audit lieu de » l'aumosnerie, pour faire le devoir de gardien de ladite hospitalité, et d'avoir soin des pauvres qui s'y retireraient, dont il sera » obligé de tenir les portes bien et dûment closes et fermées, » lequel dit Tarin sera aussy tenu de tenir ladite hospitalité le plus » proprement que faire se pourra, et a reconnu que ledit Mesnard » lui a mis es (mains), sçavoir : quatre chaslits garnis de quatre » paillasses, deux matelas et deux couvertures neuves, dont il » sera tenu... deux linceuls de toile meslinge de cinq aulnes chacun, de conserver le tout du mieux qu'il lui sera possible, et d'assister les pauvres passants qui y logent dans leurs nécessités et » autres choses qu'il leur sera nécessaire, ce que ledit Tarin a » accepté. » Malgré l'exiguité de ce mobilier, on pouvait cependant, indépendamment des pauvres, recevoir à l'aumosnerie de Saint-Christophe les soldats qui tombaient malades en route ; et

(1) *Archiv. départ.* — Les pièces relatives à cette affaire sont au nombre de 28 (1583-1585). — On y trouve annexées huit pièces « concernant la nourriture et entre-tenement des pauvres et enfants exposés en ladite aumosnerie. » (1585-1587.)

(2) *Arch. départ.*

(3) Au rapport de Pascaut, notaire à Sivrai.

les registres de la paroisse Saint-Nicolas prouvent que, jusqu'en 1692, plusieurs y trouvèrent asile.

Mais, en 1693, parut une déclaration relative « aux maladreries, » léproseries et autres établissements destinés pour la subsistance et entretien des pauvres (1). » L'article 3 portait que ceux de ces « établissements qui ne seroient pas suffisants pour y établir l'hospitalité seroient, mais à d'autres hospitaux..., à la charge de recevoir les pauvres et malades des lieux où les hospitaux unis seroient situés au nombre, réglé par rapport aux revenus unis, et de satisfaire aux prières, services et fondations qu'il pourroit y avoir. » Cette réorganisation des hôpitaux entraîna la suppression de celui de Sivrai. Par lettres patentes du 16 décembre 1698 (2), l'aumônerie de Saint-Christophe de Sivrai fut réunie à l'hôpital Saint-Louis de Lusignan, à la charge de recevoir deux pauvres infirmes de Sivrai munis de bons certificats. Les revenus de l'aumônerie étaient alors de 240 livres (3). Ces lettres patentes furent enregistrées en parlement le 6 juillet 1699.

On essaya alors de s'opposer à cette translation en faisant « remarquer les conséquences fâcheuses que ce seroit pour Sivrai, qui estoit absolument ruiné et abîmé de misère. » On adressa en même temps un mémoire à l'évêque de Poitiers « pour l'établissement d'un hôpital à Sivrai, et pour empêcher que l'aumônerie restât jointe à celle de Lusignan (4). » On exposait dans ce mémoire que l'aumônerie se composait, indépendamment de la chapelle et du logement de l'aumônier, d'un hôpital dans lequel on

(1) Registrée en parlement le 15 février 1696.

(2) Ces lettres étoient la conséquence d'un arrêt du conseil du 22 août précédent. — D'autres aumôneries, notamment celle de Couhé, avaient déjà été réunies à l'hôpital de Lusignan par lettres patentes du 10 décembre 1695. (*Arch. départ.*)

(3) Suivant un extrait sans date contenant l'*État général de tous les établissements de charité de la généralité de Poitiers*, l'aumônerie de Sivrai avait 600 livres de rentes. — (*Arch. départ.*) — Cet extrait est, je suppose, celui fourni par M. de Villiers, qui l'avait puisé dans un ouvrage publié à Paris, en 1705, sous le titre de : « État général par diocèse et par ordre alphabétique des unions faites des biens et revenus des maladreries, léproseries, aumôneries et autres lieux pleux aux hôpitaux de pauvres malades, en exécution de l'édit du roi du mois de mars, et des déclarations des 15 du même mois et 26 août 1693. (*Affich. du Pottou.*)

(4) *Archiv. départ.*

pouvait mettre huit à dix lits, d'un grand jardin, d'un pré et d'un bois taillis; qu'en ajoutant au revenu de cette aumônerie, évalué 240 livres (1), une rente de 100 livres appartenant aux pauvres de Sivrai; le revenu de la maladrerie et aumônerie de Charroux, s'élevant environ à 400 livres, et possédé par un sieur Bourdier, curé de Sommières, « qui s'estoit approprié ce revenu sans faire ce qu'il » estoit obligé à l'égard des pauvres; » enfin ce qui restait dû par l'ancien consistoire de Sivrai, on aurait des ressources suffisantes pour subvenir aux dépenses de l'établissement, ressources qui pourraient s'augmenter encore du produit d'amendes prononcées en faveur de l'hôpital, et de dons particuliers. Le curé de Saint-Clémentin s'offrait d'ailleurs à donner aux pauvres tous les secours spirituels. Le mémoire se terminait ainsi : « Les pauvres habitants » de Civray vous supplient, monseigneur, d'avoir égard à ce que » dessus, et de vouloir bien leur accorder votre protection en cette » occasion; d'autant plus que Civray est un passage continuel de » gens de guerre, auquel lieu il en demeure souvent de malades, » et que MM. de Lusignan veulent bien avoir ce revenu d'aumô- » nerie et ne prendre de leurs pauvres habitants, en cas qu'ils » tombent en nécessité, comme ils l'ont déclaré, et ne fournir au- » cune chose dans l'hôpital, ni pour les coucher ni pour les » nourrir (2). »

Ces justes réclamations demeurèrent sans succès, et l'hôpital de Lusignan fut mis en possession des revenus de l'aumônerie de Saint-Christophe. Le 28 septembre 1705, les administrateurs arrivèrent à Sivrai pour visiter, en présence du lieutenant général et du procureur du roi de la sénéchaussée, les bâtiments qui venaient d'être loués moyennant vingt-cinq livres par an. Il y eut des protestations et des réserves faites au sujet du prix du bail, qui paraissait minime, et le procureur du roi protesta, de son côté, « que la » présente visite ne pourroit nuire ni préjudicier aux droits et pré- » tentions de la ville de Civray et paroisse de Saint-Clémentin, ledit

(1) Par acte du 18 septembre 1750, le revenu temporel des aumôneries de Saint-Clémentin et de Sivrai, réuni à l'hôpital de Lusignan, fut loué pour sept ans au sieur Imbert à raison de 210 livres par an. (*Arch. de la mairie.*)

(2) *Arch. départ.* — L'obligation imposée à l'hôpital de Lusignan de recevoir deux malades de Sivrai n'a jamais été bien remplie.

» hospital ayant été réuni à Lusignan contre leurdits droits et
» contre même leurs intentions et sans leur participation (1). »

Ces protestations prouvent que les rédacteurs des mémoires échangés lors du procès Houdart étaient dans l'erreur quand ils disaient, d'une part, que « cette réunion avait eu lieu du consentement des habitants de Civray, qu'il avait fallu consulter pour » cela ; » et, de l'autre, que « cette réunion avait été la source des » différends qui ont existé depuis entre la paroisse de Civray et » celle de Saint-Clémentin. » Quoi qu'il en soit, Sivrai, « peuplé » de pauvres gens qui n'avoient pas le moyen de se faire traiter, » fut privé d'un établissement dont la nécessité se faisait sentir tous les jours (2).

L'ancienne aumônerie de Saint-Christophe est devenue une propriété particulière. La chapelle, qui est voûtée, sans abside, et longue de onze mètres sur cinq mètres cinquante centimètres de large, ne me semble pas antérieure au ^{xv}^e siècle, et offre peu d'intérêt sous le rapport archéologique. Derrière cette chapelle existe un petit cimetière où, depuis longues années, aucune inhumation ne paraît avoir eu lieu.

Il me reste à dire quelques mots de la chapelle St-Blais, détruite il y a soixante-dix ans environ, et qui se trouvait placée près du domaine qui porte le même nom, au delà des douves du château (3). Cette chapelle était celle d'une confrérie anciennement établie à Sivrai, et dont on trouve la première indication, en 1417, dans le testament de Catherine Prévost. « Item, y est-il dit, donne et laisse » à la confrérie de Saint-Blais vingt soulx, une fois paiés, pour estre » convertiz en rentes au prouffit de ladite confrérie. » Le 26 janvier

(1) *Arch. de la sénéch.* — On visita avec deux experts la chapelle, l'hôpital, une chambre y attenante, l'écurie, le logement de l'aumônier, le jardin, le pré et le bois en dépendant, enfin le cimetière et un autre jardin contigu. — Le procès-verbal des experts manque.

(2) *Arch. départ.* — Note jointe à l'extrait d'un *État général des établissements de bienfaisance* déjà cité. — Thibaudau, *Hist. du Poitou* (loc. cit.).

(3) « Sise sous le chasteau de ceste ville de Civray, » dit un acte du 3 juillet 1581. — Dans la transaction de 1628, dont j'ai parlé ci-dessus, on voit figurer une rente de six boisseaux de froment, trois boisseaux de seigle, vingt sous et quatre chapons, due à la chapelle de Saint-Blais, à raison des maisons et « ouches tenant à icelle et » le quereux ou pré assis devant ladite chapelle, tenant d'une part aux grandes » ouches dudit Saint-Blais, d'autre aux vieilles ouches du château de Civray. »

1441 (v. s.), « Pierre Marron, prestre, prieur et procureur des cousins des de la chapelle de Saint-Blais de Civray, » donnait quittance de la somme ainsi léguée. J'ai rencontré, à la date du 15 décembre 1536, une ordonnance par laquelle Nicolas Fromentin, prieur des confrères de Saint-Blais, obtenait l'autorisation de reprendre un procès, au nom de l'association, contre les héritiers d'un Sr Blanchard. Tous les trois ans, les revenus de Saint-Blais étaient affermés aux enchères. Le 12 octobre 1599, ils furent adjugés à raison de dix écus par an; le 31 mai 1615, ce prix fut porté à quarante livres tournois (1). Le prix du bail était ordinairement consacré à payer une partie des réparations faites à l'église Saint-Nicolas de Sivrai. Honoré Sauvestre, curé de cette paroisse, était, en 1628, procureur syndic de la chapelle et confrérie de Saint-Blais, « réunies à la fabrique de l'église. » — Je ne sais rien de plus sur cette association.

Parvenu au terme de la tâche que je m'étais imposée, je crains maintenant d'avoir dépassé le but. En essayant de faire revivre des souvenirs presque effacés, j'ai peut-être accordé trop d'importance à des faits dépourvus d'intérêt réel, et multiplié mal à propos les citations. Je compte néanmoins, je l'avoue, sur la bienveillance de ceux qui liront ces notes. Les uns, enfants du sol, ne m'en voudront pas, je suppose, d'avoir quelque peu mis en relief la ville qui les a vus naître; les autres, convaincus de l'utilité des recherches historiques locales, me pardonneront, je l'espère, d'avoir cédé à l'attrait qu'elles offrent toujours, comme aussi d'avoir pensé qu'au lieu de paraphraser plus ou moins heureusement des documents recueillis, non sans peine quelquefois, il valait beaucoup mieux leur laisser la physionomie originale et le cachet particulier qui les distinguent.

COMPTE RENDU.

La Société s'est réunie les 27 juillet et 16 août, et dans ces deux séances elle a entendu :

1° Une notice de M. l'abbé Auber sur l'inscription tumulaire d'Adado, épouse de Ramnulle, inscription dont s'est enrichi le musée de la Société;

(1) *Arch. de la sous-préfect.* — Elles possèdent encore une autre adjudication, en date du 14 octobre 1602, consentie moyennant trente livres tournois par an.

2° Un fragment des recherches de M. Faye sur Civrai, insérées au présent bulletin;

3° Une notice de M. de Matty de Latour sur la voie romaine qui passait au pont antique récemment découvert sur la Loire, entre Dieu (Allier) et Gilly (Saône-et-Loire);

4° Une lettre de M. l'abbé Bronillet, ancien aumônier de Pontevault, contenant divers détails sur les sépultures royales qui ont existé dans l'église de l'ancienne abbaye de ce lieu, et annonçant la restitution à cette église des statues tumulaires des Plantagenets, restitution que la Société des Antiquaires de l'Ouest n'avait cessé de réclamer;

5° Un rapport écrit de M. Ménard sur des notices de M. A. de la Borderie, relatives à Conobert, comte du Vannetais-Breton, à Conan Mériadec et à Conan le Tort;

6° Un rapport verbal de M. l'abbé Auber, au nom d'une commission chargée par M. le préfet d'examiner l'état des voûtes de Notre-Dame de Chauvigny, sur les réparations urgentes que réclame ce monument.

7° Un rapport verbal de M. Cardin sur un travail de M. Dulaury, professeur à l'école nationale des langues orientales vivantes, intitulé : *Examen de quelques points des doctrines de J.-F. Champollion, relatifs à l'écriture hiéroglyphique des anciens Égyptiens*;

8° Un rapport verbal de M. Lecointre-Dupont sur des monnaies offertes par M. le docteur Villain, notamment sur un moyen bronze d'un prince de la famille de Septime-Sévère, portant au revers, avec un Neptune debout dans le champ, la légende *Aurelius*; et frappé pour la ville d'Asiné, dans le Péloponèse.

Admissions.

Ont été admis : comme membres titulaires résidents, MM. Mayer, professeur de littérature ancienne à la faculté des lettres, et Compaing, ingénieur ordinaire du chemin de fer; comme membres titulaires non résidents, MM. l'abbé Cholet, vicaire à la cathédrale de la Roche-Me, et Faure, sous-préfet à Civrai; comme membres correspondants, MM. G. Surenne, professeur à l'école navale d'Edimbourg (Écosse), et M. Arthur Lemoine de la Borderie, propriétaire à Vitré (Ille-et-Vilaine).

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par M. le Ministre de l'instruction publique, les tomes III et IV du *Bulletin archéologique du comité des arts et des monuments*; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, le tome IX de ses Mémoires et son second bulletin de 1849; — Par la Société des Antiquaires de France, son *Annuaire* de 1849 et le tome IX de ses Mémoires, 2^e série; — Par la Société des Antiquaires de Londres, le n° 17 du Recueil des procès-

verbaux de ses séances ; — Par l'Association britannique d'archéologie, le n° 18 de son journal (juillet 1849) ; — Par la Société numismatique de Londres, le n° XLIV du *Numismatic Chronicle* ; — Par la Société de l'histoire de France, les n° 5 et 6 de son bulletin de 1849 ; — Par l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, ses statuts, les tomes 1^{er} et IV de la première série de ses Mémoires, les tomes 1^{er} à VI de ses Mémoires, seconde série, et les quatre premiers volumes de la troisième série, enfin ses deux *Annuaire*s pour 1846 et 1849 ; — Par la Société de médecine de Poitiers, son bulletin n° 45 ; — Par la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers, les numéros 9, 10, 11 et 42 de son bulletin, nouvelle série ; — Par la Société archéologique du midi de la France, la première livraison du tome VI de ses Mémoires ; — Par M. de Wismes, *Rapport sur l'exposition de 1848 à Nantes*, précédé de quelques considérations sur l'influence de la politique sur les beaux-arts ; — Par M. Arthur Lemoine de la Borderie, de Vitré, ses notices sur Conobert, Conan Mériadec et Conan le Tort ; — Par M. Lecointre-Dupont, les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, années 1827 et 1828 ; — Par M. Fillon, sa *Notice sur René Moreau*, curé de Notre-Dame de Fontenay (Vendée) ; — Par M. Joseph Bard, de Beaune : 1^o le XII^e *Bulletin monumental et liturgique de la ville de Lyon* ; 2^o un opuscule intitulé : *Situation Monumentaire du grand Hôtel-Dieu de Beaune et de l'Hôpital général de Châlons-sur-Saône* ; — Par MM. Barthélemy et Guimard, de St-Brieuc, leur notice sur quelques monuments du département des Côtes-Du-Nord.

Monnaies et objets divers.

Par M. le docteur Villain, une médaille grecque en moyen bronze de Geta, frappée pour la ville d'Asiné ; des médailles en petit bronze de Gallien, de Diocletien, de Licinius le père, de Constantin le Grand, de Fausta et de Valentinien ; une demi-lire de Venise au nom du doge Prioli, un para et un aspre de Constantinople, et une pièce de 5 oboles du nouveau royaume de la Grèce ; — Par M. Pressac, une empreinte d'un très-beau sceau du chapitre de Notre-Dame-la-Grande de Poitiers ; — Par M. Faye, une vue prise au daguerréotype de la façade de St-Nicolas de Civrai ; — Par un anonyme, une inscription tumulaire du IX^e ou du X^e siècle.

Chronique.

M. Léopold Delisle, membre correspondant de la Société, a obtenu de l'Institut la seconde médaille du concours pour les meilleurs ouvrages sur les antiquités nationales. Cette distinction a été accordée à ses savantes recherches sur les revenus publics en Normandie au XII^e siècle.

M. Fillon, ancien vice-président de la Société, vient d'être nommé membre étranger de l'Association britannique d'archéologie.

BULLETINS

DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 1849.

SOMMAIRE.

- I. — *Notice* sur la suite d'une inscription découverte à Sainte-Radégonde de Poitiers, par M. l'abbé AUBER.
 - II. — *Compte rendu et Chronique.*
 - III. — *Table analytique* des douze bulletins formant le volume.
-

NOTICE

SUR LA *Suite* D'UNE INSCRIPTION DÉCOUVERTE A SAINTE-RADÉGONDE DE POITIERS (1),

Par M. l'abbé AUBER, président de la Société.

Vous vous rappelez sans doute, Messieurs, qu'une inscription retrouvée, dans le cours du mois de mai dernier, sous les boiseries qui masquaient le sanctuaire de Sainte-Radégonde de Poitiers, n'avait pu nous donner qu'en termes incomplets les renseignements historiques gardés précieusement dans une obscurité de plusieurs siècles. Le sens, aussi net que possible, quant au fait qui y était constaté, restait cependant comme suspendu à la fin de la dernière ligne après le nom de l'abbesse Béliarde, sous le gouvernement de laquelle on avait recouvré le corps de Ste Radégonde : à ce nom manquait la troisième personne d'un verbe qui devait exprimer la part qu'avait prise à l'événement cette dignitaire du monastère de Sainte-Croix. On se demandait comment un pareil oubli avait été possible, et personne ne se doutait, malgré d'assez

(1) *V.* p. 361.

fréquents exemples bien connus, que la fin de la phrase pût être placée non loin de là. C'est pourtant ce qu'a fait découvrir la continuation des travaux. En démolissant un piédestal sur lequel portait une statue adossée à la face occidentale du pilier dont la première inscription occupe la face nord, les ouvriers ont vu apparaître derrière le malencontreux annexe le complément de notre trouvaille. La nouvelle page de pierre est gravée très-certainement par la même main, en beaux caractères romans qui prêtent aux mêmes observations que les précédents par leurs dimensions, leur mode d'abréviations, leurs formes spéciales. Ce sont aussi les mêmes mesures pour l'encadrement qui renferme notre pièce. Enfin celle-ci a cinq lignes, comme la précédente; mais, par une singularité que son contenu rend moins étonnante, elle n'est pas en vers. La prose a subitement remplacé la poésie historique: c'est que le récit finit, à peu de chose près, avec le dernier mot de la première page; il n'est presque plus mention ici que d'annotations chronologiques; et nous savons tous combien l'expression des dates se prête peu aux exigences du mètre latin. Ce n'est pas que de nombreux témoignages de tentatives semblables ne vivent encore sur nos vieux murs ou sur les débris de nos musées; le premier vers lui-même:

Annis mille Dei carnis bissexque peractis,

en serait un autre exemple. Mais aussi personne n'ignore ce que les distiques y ont gagné d'aisance et d'harmonie.

La prose n'est donc pas un accident regrettable dans l'espèce, et l'antiquaire s'en consolera plus facilement que des mutilations trop multipliées qu'a subies encore le pauvre petit monument. Il est vrai qu'on n'a à regretter que le commencement et la fin de chaque ligne, et quelques autres lacunes de peu d'importance; d'où résulte qu'au fond le sens général n'y perd rien, et les mains barbares des manœuvres qui, là comme sur le côté nord du pilier, ont enfoncé des barres de fer dont les efforts firent éclater la pierre, n'ont pas poussé l'inintelligence jusqu'à effacer entièrement cette chronique du *x^e* siècle. On y lit clairement d'abord ce que les données déjà obtenues avaient laissé deviner, à savoir: que Béliarde, après la découverte du pieux trésor si longtemps

caché dans le secret de la grotte souterraine, avait pris occasion de cette possession nouvelle pour faire orner convenablement la crypte où reposait la sainte patronne de Poitiers : il paraît même qu'elle y avait fait suspendre plusieurs lampes. On trouve encore que ce recouvrement des reliques dut s'effectuer dans les quinze derniers jours de février de l'an 1042 (1043), ou peut-être le 28, car nous n'avons plus le terme ordinal qui devait précéder le mot *kalendarum*. Enfin, il y est mention, comme dans tous les actes de ce temps, des souverains alors régnants et de l'évêque diocésain : c'étaient Robert II, roi de France, qui gouverna de 996 à 1024 ; un Guillaume, comte de Poitou, qui doit être le III^e du nom, ou le V^e comme duc d'Aquitaine, dont le gouvernement se prolongea de 990 à 1029, et qui fut surnommé le Grand ; l'évêque est Gislebert, qui siégea de 975 à 1021. — On voit que toutes ces dates concordent parfaitement avec celle de 1042, et qu'il n'y a pas moyen de révoquer en doute l'authenticité de notre charte lapidaire.

Je joins ici un specimen aussi exact que j'ai pu le faire de cette seconde partie de l'inscription. (V. la planche.)

Maintenant, qu'on me permette une remarque d'où l'on sera libre de tirer telle conclusion que l'on voudra, mais qui me semble fondée sur un rapprochement capable de fixer l'attention. Le mot *kalendarum* de la première ligne pouvait très-bien se trouver précédé du mot *pridie* ; la place laissée vide devant lui paraît être celle qui suffisait à contenir ces six lettres. Or, la *veille des calendes* de mars était précisément le 28 février, jour où se célèbre la fête de Ste-Radégonde-des-Avennes. Mais ne serait-il pas remarquable que cette date fût encore celle de la découverte de la sainte ? n'aurions-nous pas quelques conjectures à former sur cette coïncidence ? Le séjour des reliques au monastère de Dijon est moins que jamais acceptable en présence du témoignage que nous avons examiné dans notre première notice (1). — Quant à celui qu'on leur fit faire à Saint-Benoît de Quinçay, et dont le martyrologe gallican de du Saussay indique la fin au 28 février, nous pouvons, sans trop de hardiesse, le regarder aussi comme donnant lieu à des doutes fondés. En effet, outre qu'on sait parfaitement que

(1) Ci-dessus, p. 361.

du Saussay n'a pas autant d'exactitude et de critique que d'érudition, je cherche vainement à quelle époque le saint corps aurait été soustrait de Poitiers et transféré à Saint-Benoît pour y trouver une sûreté contre les Normands. Nous avons vu que ces rudes conquérants, inconnus à notre littéral avant 820, ne s'avancèrent jusqu'à Poitiers pour la première fois qu'en 846. Il est plus que probable que la destruction de l'abbaye, qu'on leur attribue au ix^e siècle (1), aura précédé ou suivi de près le sac de notre ville. Dans le premier cas, on aurait pu choisir le monastère pour asile; dans le second, les reliques de sainte Radégonde n'auraient pas échappé plus que les autres aux conséquences du pillage. Je me sens bien plus porté à croire que le précieux dépôt que gardaient les filles de Sainte-Croix n'a jamais quitté leur église; qu'il y avait été si parfaitement caché à tous les regards, qu'on l'y aura perdu de vue, personne n'allant plus dans la crypte, dont l'entrée interdite et soigneusement murée était] devenue inapercevable. Peut-être même avait-on répandu le bruit d'une translation dont la persuasion devait ôter aux ennemis toute pensée d'un sacrilège. Et lorsque Béliarde, renseignée en 1012 par quelques souvenirs de l'abbaye, par quelque titre laissé à ce dessein dans les archives, aura vu ses recherches couronnées d'un succès qui dut la rendre si heureuse, on aura regardé ce recouvrement de l'auguste patronne comme un retour de la mère au milieu de ses enfants, de la fondatrice dans le monastère qu'elle semblait avoir privé deux siècles durant de sa présence; de là cette fête *de adventis*, des *étrangers*, dont le concours aura dû se porter avec un religieux empressement vers le tombeau retrouvé de la sainte, et à laquelle ce nom sera demeuré en souvenir de cette affluence remarquable. Il n'y aurait donc qu'une très-légère différence entre le titre que je donnais ici à cette fête de sainte Radégonde, des *Étrangers* ou des *Pèlerins*, placée le 28 février dans le *Propre* de la collégiale, et celui que lui donna longtemps la légende des *Avouins* (*de adventis*). Cette légende, on le sait, n'est appuyée sur aucune des règles d'une saine critique, et quand notre savant collègue, M. de Fleury, l'a interprétée soit par l'arrivée de la sainte (*de adventu*), ce qui semble un

(1) Du Tems, *Clergé de France*, t. II, p. 467.

peu forcé, soit par le souvenir d'une hôtellerie destinée aux voyageurs sous son vocable (4), il ne pouvait pas connaître le document qui vient de nous être révélé. Pour moi, il me paraît que les conséquences que j'en tire naissent assez naturellement, et que des deux faits mentionnés sous la date du 28 février, pourrait bien être seul le dernier de quelque valeur et renfermer sous une vérité incontestable le germe d'une poétique et ingénieuse fiction.

Voici maintenant comment je lirais le texte en lui restituant les mots ou syllabes peu lisibles :

Pridie KALENDARUM MARCHI PATEFECIT, CRIPTAMQUE LUCERNIS HONESTE F.
.....ULE BELIARDSS TUM SERVULA sororum, ROBERT^o REX DUXQUE PICTAVIS WILLELMUS APEX. GISLEBERTO REGENTE ECCLESIAM.

Et je traduirais ainsi :

« Béliarde découvrit *ces précieuses reliques* la veille des calendes de mars, et fit orner la crypte de lampes *qui y brûlent* en son honneur. Béliarde était alors *l'humble servante de ses sœurs du monastère*. Robert était roi de France. Guillaume le Grand était duc d'Aquitaine et comte de Poitou. Gislebert gouvernait l'église de Poitiers. »

COMPTE RENDU.

La Société s'est réunie les 15 et 22 novembre, les 13, 20 et 26 décembre, et dans ces séances elle a entendu les lectures suivantes :

1^o Première et deuxième parties d'une Notice de M. Matty de la Tour sur le *triple emplacement de l'ancienne capitale de l'Anjou* ;

2^o Rapport de M. de Chergé sur les monuments historiques du département de la Vienne et quelques autres monuments des Deux-Sèvres et de l'Indre (*une partie de ce rapport a été lue en séance publique*) ;

3^o Première partie d'un Mémoire de M. Rédet sur le *Grand Gauthier*, ou livre des fiefs du Poitou ;

(1) *Histoire de sainte Radégonde*, p. 90, in-8^o.

4° Notice de M. l'abbé Auber, insérée au présent bulletin, sur la suite de l'inscription rappelant la découverte des reliques de sainte Radégonde en 1012 (*cette deuxième partie de l'inscription a été récemment retrouvée*) ;

5° Discours de M. l'abbé Auber, président de la Société, lu en séance publique ;

6° Rapport de M. Lecointre-Dupont, secrétaire, sur les travaux de la Société en 1849, lu en séance publique ;

7° Notice de M. Meyer sur le Poitevin Blanchet, auteur de l'*Avocat Patelin*, lue en séance publique ;

8° Discours de monseigneur l'évêque de Poitiers, prononcé en séance publique ;

9° Rapport de M. Avril de la Vergnée sur une découverte de deniers du Poitou aux noms de CARLVS REX—METALO.

Admissions.

Ont été admis : comme membre titulaire résidant, M. Félix Garran, ingénieur des mines en retraite ; comme membre titulaire non résidant, M. de Girardot, secrétaire de la préfecture du Cher.

Dons.

Les objets suivants ont été offerts à la Société :

Imprimés.

Par M. Cartier d'Amboise, *Revue numismatique*, année 1848 ; — Par M. Chaudruc de Crazanne, *Notice* sur le cabinet d'antiquités d'Auch ; — Par M. Roach Smith : 1° cinq numéros de *The literary gazette* ; 2° première partie du tome II de ses *Collectanea antiqua* ; — Par M. James Orchard Halliwell : 1° *Raretés mss. des bibliothèques de l'université de Cambridge* ; 2° collection de *Traité sur les mathématiques* extraits d'anciens mss. ; 3° son édition de l'*Histoire du collège de Jésus* à Cambridge, par Scherman ; 4° son introduction au *Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare ; — Par l'Association britannique d'archéologie : 1° le numéro d'octobre 1849 de son journal ; 2° son catalogue de l'exposition d'antiquités faite à Chester en 1849 ; — Par la Société numismatique de Londres : 1° les numéros 45 et 46 de

son journal ; 2° les procès-verbaux de ses séances du 23 novembre 1848 au 14 juin 1849 ; — Par M. Meyer, *Études de critique ancienne et moderne* ; — Par M. Barthélemy, sa lettre sur les armoiries et les monnaies des anciens comtes de Gôello et de Penthievre ; — Par M. Godart-Faultrier : 1° plusieurs notices sur les monuments de l'Anjou ; 2° 17 numéros des *Nouvelles archéologiques de Maine-et-Loire* (janvier 1847 à juillet 1849) ; — Par la Société d'agriculture d'Angers : 1° procès-verbaux de ses séances en 1846 ; 2° septième livraison du tome v et tome vi de ses Mémoires ; — Par M. Didron aîné, *Annales archéologiques*, tome ix, 4° et 5° livraisons (souscription de la Société) ; — Par M. Lécointre-Dupont, *Notice* sur les billets de confiance émis en Poitou pendant les années 1791 et 1792 ; — Par la Société archéologique du midi de la France, la huitième livraison du tome v de ses Mémoires ; — Par la Société archéologique de Béziers, le compte rendu de sa séance publique du 17 mai 1849 ; — Par la Société de l'histoire de France, les numéros 7, 8, 9 et 10 de son Bulletin pour 1849 ; — Par la Société de l'école des chartes, les livraisons cinq et six du tome v (2° série), et la première livraison du tome 1^{er} (3° série) de sa Bibliothèque ; — Par l'administration du journal l'*Institut*, les numéros de juillet et août, septembre et octobre 1849 ; — Par la Société des Antiquaires de Picardie, son troisième Bulletin de 1849 ; — Par la Société d'agriculture de Tours, la première livraison du t. xxix de ses Annales ; — Par l'Athénée de Beauvais, le Bulletin de sa séance du 27 août 1849 ; — Par la Société de Statistique des Deux-Sèvres, la seconde livraison de ses Mémoires (1846-1847) ; — Par la Société d'archéologie lorraine, le numéro premier du tome 1^{er} de ses Bulletins ; — Par M. Lecocq, de Clermont-Ferrand, les numéros de mai, juin, juillet et août 1849 des *Annales de l'Auvergne* ; — Par l'Académie de Clermont-Ferrand, le catalogue des ouvrages imprimés et mss. concernant l'Auvergne ; — Par M. l'abbé Auber, sa *Notice* sur l'Institut des provinces ; — Par M. Ménard, Carte historique de la France jusqu'en 1815 ; — Par M. Lair, de Caen, Rapport de M. Cailleux sur le concours de bestiaux de l'arrondissement de Caen, du 20 mai 1849 ; — Par la Société Française pour la conservation des monuments historiques, procès-verbaux de ses

séances générales tenues en 1849; — Par l'Athénée des arts, sciences, belles-lettres et industrie de Paris, ses statuts.

Dessins.

Par MM. Godineau de la Bretonnerie, architectes, de beaux dessins coloriés du temple Saint-Jean et des fresques qui couvrent les murs de cet édifice; — Par M. l'abbé Pallu-Duparc, dessin à la plume des ornements gravés aux quatre coins d'une tombe découverte près de la cathédrale de la Rochelle; — Par M. de Chergé, dessin d'une bague conservée depuis longtemps dans sa famille; — Par M. l'abbé Chollet, une gravure représentant l'entrée de Louis XIII à la Rochelle.

Médailles et papiers-monnaies.

Par M. Mauduyt, deux médailles en potin de Posthume le père et de Gallien, et une médaille en cuivre de la croix de saint Benoît, trouvée dans les déblaiements opérés sous Poitiers pour le chemin de fer; — Par M. Sabourault, cantonnier, un liard en billon de Henri, roi de Navarre, trouvé dans les décombres provenant du palais de justice de Poitiers; — Par M. le curé de Joué, une pièce en cuivre de Henri IV, trouvée dans le jardin de son presbytère; — Par M. Rosé fils, un grand-blanc de Charles VIII, découvert dans les fondations du presbytère de Montierneuf; — Par M. Berland-Gazeau, trois monnaies étrangères, un douzain de Louis XIII, un jeton de Louis XIV; — Par M. le préfet de Maine-et-Loire, 49 bons de confiance : 1° de Poitiers, un de deux livres, un de trente sols, quatre de vingt sols, trois de quinze sols, trois de dix sols; 2° de Loudun, un de cinq sols; 3° de Niort, un de dix sous (faux); 4° d'Airvaux, un d'un sol et un de six deniers; 5° des Sables, deux de cinq sous; 6° de Noirmoutier, un de trois sols.

Objets divers.

Par M. Mauduyt, une petite coupe en verre irisé, trouvée dans les fouilles faites pour l'ouverture du nouveau lit de la Boivre; — Par M. Lecointre-Dupont, un panneau de boiserie sculptée provenant d'une maison de la rue de la Chalne.

Chronique.

La Commission des monuments historiques a proposé à M. le ministre de l'intérieur d'allouer 8,405 fr. , sur l'exercice de 1850 , pour l'achèvement de la restauration de Saint-Pierre de Chauvigny. Les travaux de réparation de la tour de Charroux et de l'église Saint-Nicolas de Civray devront aussi être terminés en 1850.

Dans le cours du mois de novembre , plusieurs pièces d'or ont été trouvées rue de la Galère. M. Lecointre-Dupont a rendu compte à la Société de la composition de ce petit trésor. Une seule pièce offre quelque intérêt; elle est de Louis XII avec le titre de duc de Bretagne. Les autres monnaies , toutes très-communes , appartiennent aux règnes de Charles VII , Louis XI , Charles VIII et Louis XII. La parfaite conservation de ces dernières fait supposer que l'enfouissement remonte au règne de Louis XII.

Le 26 décembre , à midi , la Société a tenu sa séance publique annuelle dans la salle du musée. La présence de plusieurs membres de la magistrature et de l'administration , de M. le préfet de la Vienne , de Mgr l'évêque de Poitiers , et de plusieurs dames qui n'avaient pas craint de braver la rigueur de la saison , ajoutait un nouvel éclat à cette solennité scientifique.

Le soir , dans la salle ordinaire de ses séances , la Société a procédé au renouvellement de son bureau ; ont été nommés :

<i>Président</i> ,	MM. Foucart , doyen de la faculté de droit.
<i>Vice-président</i> ,	Ménard , proviseur du lycée.
<i>Secrétaire</i> ,	Lecointre-Dupont , propriétaire.
<i>Secrétaire adjoint</i> ,	Eugène Lecointre , avocat.
<i>Trésorier-archiviste</i> ,	Rédet , archiviste du département.
<i>Questeur</i> ,	Godineau de la Bretonnerie aîné , architecte.

Membres du conseil d'administration.

MM. Auber , chanoine.
de Matty de la Tour , ingénieur en chef du département.
Pressac , bibliothécaire adjoint de la ville de Poitiers.
Bourbeau , professeur de droit.

Le volume des Mémoires de la Société pour l'année 1848 a été distribué aux membres titulaires de la Société dans le courant de ce trimestre. Outre le discours du président et le rapport du secrétaire, lus dans la séance du 27 décembre 1848, ce volume contient la première partie de l'*Histoire de la cathédrale de Poitiers*, par M. l'abbé Auber. Ce beau travail sera complété dans le volume des Mémoires de 1849, qui paraîtra dans le mois de février. L'*Histoire de la cathédrale de Poitiers* est accompagnée de très-nombreuses lithographies exécutées sur de beaux dessins de MM. H. Godineau aîné; Dupré, architecte; Honoré Hivonnait, et de M. l'abbé Auber lui-même.

TABLE DES MATIÈRES.

(Les lettres *M. R.*, placées après le nom d'un membre de la Société, signifient *membre résidant*; les lettres *M. N. R.*, *membre non résidant*; les lettres *M. H.*, *membre honoraire*, et les lettres *M. C.*, *membre correspondant*.)

A

ALCHIMIE. — Note sur les alchimistes du XVIII^e siècle, p. 312.

ANJOU (maison seigneuriale d'). — Origine de ses prétentions à la couronne de Sicile, 170.

ANTIQUITÉS. — Création du cabinet des antiquités de Poitiers, par M. l'abbé Gibault, 261.

ARCHIVES de la ville de Poitiers déposées à la bibliothèque, 284.

AUBER (l'abbé), M. R. — Dirige les travaux de restauration de Saint-Jacques de Châtellerault, 4, 72; — celle des peintures de Sainte-Radégonde de Poitiers, 383. — Description d'une peinture murale de la cathédrale de Poitiers, 51. — Description de l'église Saint-Jacques de Châtellerault et son nouveau vitrail, 72. — Recherches historiques sur la Roche-sur-Yon, 137. — Notice sur une fresque et une inscription découvertes à Notre-Dame de Chauvigny, 349; — sur une inscription découverte à Sainte-Radégonde de Poitiers, 361, 537. — Préside une commission chargée d'examiner l'état de l'église de Notre-Dame de Chauvigny, 535.

AUBERT. — Renseignements sur la famille de ce nom, 100.

AUBIGNÉ. — Inscription funéraire de Jean d'Aubigné, 346.

AVANTON. — Notice sur cette commune, son église et ses anciens seigneurs, 93.

AVRIL DE LA VERGNÉE, M. N. R. — Notice sur une monnaie inédite de Charles d'Aquitaine, 358.

B

BADIGEON. — Procédés employés pour le séparer des murs peints qu'il recouvre, 52, 350.

BAPTISTÈRES disséminés au XII^e siècle en diverses églises éloignées, 148.

BAPTISTÈRE. — Renseignements sur celui qui se trouve dans le jardin public de Rochefort, 206.

BÉATRICE DE TALMONT, dame de la Roche-sur-Yon. — Légende merveilleuse du XIII^e siècle, 153.

BÉLIARDE, abbesse de Sainte-Croix de Poitiers au XI^e siècle, découvre les reliques de sainte Radégonde, 361 et suiv., 538.

BELLE-FONTAINE. — Origine probable de ce monastère, 150.

BIBLIOTHÈQUE. — Histoire de la bibliothèque de Poitiers, 221. — Bibliothèque

- fondée en 1783 par les étudiants en droit , 223.—Les livres des bibliothèques confisqués par la nation sont réunis dans une salle de l'école centrale , 229. — Provenance et premier classement des livres de la bibliothèque, 232. — Translation de la bibliothèque à l'école de droit , 254. — Acquisition des livres de D. Mazet , 256.
- BILLETTS DE CONFIANCE.** — Notice sur les billets de confiance émis en Poitou en 1791 et 1792 , 365.
- BONNARDELIÈRE (la).** — Carrière de marbre de cette localité , 426.
- BORDEAUX.** — Marc ou demi-livre de Bordeaux en 1316 , 218.
- BOURG- (le) sous-la-Roche.** — Origine de cette localité vendéenne , 146.
- BOUTARD.** — Inscriptions latines de ce poète , 209.

C

- CAMP DES ANGLAIS.** — Enceinte antique désignée sous ce nom , 314.
- CARTIER père.** — Sa notice sur la fondation du couvent des capucins à Tours , 317.
- CATHÉDRALE** de Poitiers. — Découverte d'une peinture murale dans cette église , 51.
- CHABOT**, famille vendéenne, adopte les idées calvinistes et persécute le clergé , 176, 187.
- CHATELLERAULT.** — Rapport de M. Foucart sur la restauration du chœur de l'église Saint-Jacques , 4. — Réponse aux observations de M. l'abbé Auber au sujet de l'église Saint-Jacques de Châtellerault et de son nouveau vitrail , par M. Foucart , 103.
- Restauration de l'église Saint-Jacques, et notice historique sur cette ancienne collégiale, par M. l'abbé Auber , 72, 304.
- CHANDOS** assiège la Roche-sur-Yon , 166.
- CHARROUX.** — Enceinte antique située dans cette commune , 314.
- CHAUVIGNY.** — Extinction de la ligne masculine de cette famille , 181. — Peinture murale découverte dans l'église Notre-Dame , 349, 353. — Inscription historique du XVI^e siècle , 355. — Commission départementale chargée d'examiner l'état de cette église , 535.
- CHERGÉ (de), M. N. R.** — Note sur la restauration du lampadaire de Journet , 314.
- CIVAUX.** — Origine de ses sarcophages , 148.
- CIVRAY.** — V. SIVRAY.
- CLÉMENTIN (SAINT-).** — Renseignements sur l'église et l'aumônerie de cette localité , 523.
- CLISSON (Olivier de)** assiège la Roche-sur-Yon , 169; — possède la seigneurie , 170.

COMPTE RENDU des séances et CHRONIQUE du ressort, 24, 59, 90, 132, 203, 217, 293, 310, 344, 381.

CONGRÈS SCIENTIFIQUE. — Questions présentées par la Société au congrès de Tours ; 61.

CONTI (Bourbon-). — Branche de la famille royale de France possédant la principauté de la Roche-sur-Yon, 195.

COULEURS. — Leur symbolisme dans la peinture religieuse, 83 et suiv., 306 et suiv.

CROZÉ (Jacques), ministre protestant à Sivrai ; 474.

D

DIABLE VERT. — Idée qu'il représente dans la peinture religieuse, 83, 306.

DUBOST (l'abbé), M. N. R. — Planche dessinée par lui du *Portement de croix de Chauvigny*, 349. — Autre d'une inscription gothique, 361.

E

ÉCURÉ. — Rapport sur les fouilles d'Écuré, par M. Eugène Lecoindre, 110.

EXIDEUIL (Saint-Pierre d'). — Renseignements sur cette localité, 404, 426, 523.

F

FAMILLE (la Sainte-), tableau mural de la cathédrale de Poitiers, 51.

FAYE, M. N. R. — Allocution prononcée à la séance d'installation du 7 janvier 1847, I. — Discours prononcé aux funérailles de M. de la Fontenelle, 18. — Notes historiques et bibliographiques sur le même, 20. — Lettre sur les peintures murales de l'église Saint-Nicolas de Sivrai, 69. — Extrait d'une notice statistique sur la commune d'Avanton, 93. — Les antiquités de Rochefort, 205. — Notes sur quelques chartes relatives à l'église de Fouras, 327. — Notice nécrologique sur M. Lesson, 383. — Notes historiques sur la ville de Sivrai, 385.

FONTENELLE (de la). — Discours prononcé à ses funérailles, 18. — Notes historiques et bibliographiques sur cet antiquaire, 20.

FONTENELLES (les), abbaye de la Vendée ; sa fondation et son histoire, 153 et suiv., 160, 162, 165, 177.

FOUCAUT, M. R. — Rapport sur la restauration du chœur de l'église Saint-Jacques de Châtellerault, 4. — Réponse aux observations de M. l'abbé Auber au sujet de l'église Saint-Jacques de Châtellerault et de son nouveau vitrail, 103. — Notice sur l'érection de la statue de Louis XIV sur la place d'Armes de Poitiers, 295.

FOURAS. — Chartes relatives à cette localité, 327.

FRADIN. — Renseignements sur la famille de ce nom, 512.

FRESQUES. — V. PEINTURES MURALES.

G

GALLIA CHRISTIANA. — Erreur de chronologie des auteurs sur l'abbaye Bé-liarde, 363.

GIBAULT (l'abbé), bibliothécaire de la ville de Poitiers, 256.

GIROUARD, sculpteur poitevin, auteur de la statue de Louis XIV érigée sur la place d'Armes de Poitiers, 297.

GRAND'GUEULE (appendice à l'article sur la) inséré dans les Vieux Souvenirs du Poitou d'avant 1789, 8.

GUIMARD, M. C. — Notice sur Guy-Eder, baron de Fontenelles, ligueur breton, 29.

GUY-EDER, baron de Fontenelles (notice sur), par M. Guimard, 29.

H

HISTOIRE NATURELLE. — Création du cabinet d'histoire naturelle de Poitiers par M. l'abbé Gibault, 258.

HOMMAGE LIGÉ. — Formule de cet acte au moyen âge, 160.

I

INSCRIPTIONS de l'église des Cordeliers déposées au temple Saint-Jean, 346; — de l'église Notre-Dame de Chauvigny, 355, 361; — de Sainte-Radégonde de Poitiers, 361, 537.

J

JACQUES (saint). — Sa légende tirée de la légende Dorée et peinte sur verre, 76.

JEANNEL, M. C. — Procédé pour obtenir des empreintes de médailles, 64.

JEAN-VINCENT DE MELLE. — Notice de M. Lecoindre-Dupont sur les annotations de ce professeur de l'université de Poitiers à un ouvrage de grammaire intitulé *Crecismus*, 41.

JOURNET. — Restauration du lampadaire de Journet, 314.

L

LECOINTRE-DUPONT, M. R. — Notice sur les annotations de Jean-Vincent de Melle, professeur de l'université de Poitiers, à un ouvrage de grammaire intitulé *Grecismus*, 41. — Note sur quelques monnaies antiques, 48. — Notice sur la vie et les travaux archéologiques de M. Mangon de la Lande, 119. — Notice sur les billets de confiance émis en Poitou pendant les années 1791 et 1792, 365.

LECOINTRE (Eugène), M. R. — Rapport sur les fouilles d'Écuré, 110.

LÉGENDES du moyen âge; peuvent être suivies par les artistes modernes et à

quelles conditions, 80, 85 et suiv., 304 et suiv. — Leurs défauts à redouter, 105 et suiv.

LESSON. — Note sur la vie et les travaux archéologiques de M. Lesson, 384.

LIENNE (St-) ou Leonius. — Fondation du prieuré de son nom à la Roche-sur-Yon, 142 et suiv. — Son histoire, 148 et suiv., 153, 157. — Suite de ses prieurs au moyen âge, 151, 161, 177, 183.

LIBORLIÈRE (de la), M. R. — Appendice à l'article sur la Grand'Gueule inséré dans les Vieux Souvenirs de Poitiers d'avant 1789, 8. — Note sur ses ouvrages, 66.

LIVRÉE. — Sens de ce mot pris comme mesure agraire, 164.

LORRAIN (René), chapelain de la cathédrale de Poitiers au XVII^e siècle, représenté sur un tableau mural de cette église, 56.

LOUIS XIV. — Notice sur l'érection de la statue de ce prince sur la place d'Armes de Poitiers, 295.

M

MADemoiselle (la Grande). — Anne-Marie-Louise de Montpensier, princesse de la Roche-sur-Yon, 194.

MAIXENT (St-). — Ressort de l'ancien siège royal de cette ville, 488.

MANDÉ (St-). — Chapelle de cette localité, 98.

MANGON DE LA LANDE, M. R. — Nouvelles observations sur une tessère romaine en ivoire, 47. — Notice sur la vie et les travaux archéologiques de M. Mangon de la Lande, par M. Lecointre-Dupont, 119.

MARMOUTIER. — Les chanoines de ce monastère possédaient un canonicat à Saint-Hilaire de Poitiers, 145.

MAZAIS. — Constructions romaines trouvées dans cette localité, 313.

MAZET (dom) ; bibliothécaire de la ville de Poitiers, 230. — Sa mort, 256.

MONNAIES. — Note sur quelques monnaies antiques, par M. Lecointre-Dupont, 48. — Lettre de M. Jeannel sur un procédé pour obtenir des empreintes de monnaies, 64. — Découverte de monnaies du XII^e siècle à Montmorillon, 65. — Acquisition de monnaies faite par le cabinet de la ville de Poitiers, 219. — Découverte de 1,450 deniers du XIII^e siècle à Lusignan, 219. — Découverte de monnaies du Prince-Noir à Saint-Maurice, 294. — Médailles historiques données par le ministre de l'intérieur, 347. — Monnaie inédite de Charles d'Aquitaine, 358.

MONTPENSIER (famille de Bourbon-). — Possède la seigneurie de la Roche-sur-Yon, 189 et suiv. — V. MADemoiselle.

MORIN (François), prieur de l'église du Saint-Sépulcre à Chauvigny, répare l'église et fonde un hospice, 355.

N

NOTRE-DAME (projet de dégagement de l'église) de Poitiers, 62.

NOYSIÈRES, officier commandant à Poitiers pour Henri III; lettre que lui écrit le prince Henri de Bourbon-Montpensier pour l'engager à garder la ville sous l'obéissance du roi, 191.

O

ORNAV (Saint-André d'), petite localité de la Vendée; origine de son prieuré, 147.

OYRON. — Note sur un manuscrit relatif à ce château par M. de Wismes, 214.

P

PACHÉ. — Renseignements sur cette localité, 94.

PEINTURES murales découvertes à la cathédrale de Poitiers, 51; — à Notre-Dame de Chauvigny, 349; — à Sainte-Radégonde de Poitiers, 383.

PERRIER (Vendée). — Notice sur cette commune, par M. de Sourdeval, 108.

PIERRE (St-) des-Églises. — Origine du cimetière antique de cette localité, 148.

PORTAL (Frédéric). — Citation de son curieux et savant ouvrage sur les couleurs symboliques, 307.

PORTEMENT de croix. — Sujet allégorique représenté sur un mur de l'église Notre-Dame de Chauvigny, 350.

PRESSAC, M. R. — Histoire de la bibliothèque de Poitiers, 221.

PUY-CARRÉ. — Note sur cette localité, 524.

R

RADÉGONDE (sainte). — Ses reliques n'ont jamais quitté l'église de son nom, mais y sont restées cachées pendant tout le temps qu'on les a crues ailleurs, 363, 539. — *Sainte-Radégonde-des-Avoines*; valeur de ce vocable, 540 et suiv.

RENÉ D'ANJOU, roi de Sicile. — Description d'un sceau de ce prince, 138. — Possède la Roche-sur-Yon et l'habite, 174. — Sa mort, 179 et 180.

RIVAUD, général de division, né à Sivrai, 451.

ROCHEFORT. — Antiquités de cette ville, 205. — Ses anciens seigneurs, 338.

ROCHE-SUR-YON, aujourd'hui Napoléon-Vendée. — Recherches historiques sur cette ville, 137 et suiv. — Ses différents noms au moyen âge, 140. — Succession de ses seigneurs, 151. — A le titre de ville, 164. — Suite de quelques-uns de ses chanceliers, 170. — Passe à la maison d'Anjou, 164; — au Prince Noir, puis au duc de Lancastre, son frère, 167. — Importance qu'y attachent les rois de France et d'Angleterre, 168. — Passe à la maison de Bourbon, 178; — à celle de Montpensier, qui lui donne le titre de principauté, 181, 189; à celle de Bourbon-Conti, 195. — Devient commune, puis chef-lieu du département de la Vendée, 200 et suiv. — Ses monuments actuels, 202.

ROCHE-SUR-YON (Jacques de la), évêque de Langres. — Notice sur ce personnage, 184.

ROMAN (style). — Caractères variés de ses moulures dans le Châtelleraudais, 74.

S

SALVANDY. — Lettre adressée par lui au président de la Société, 68.

SAVIGNÉ. — Fabrication d'instruments celtiques dans cette localité, 315.

SÉPULTURES. — Usages du moyen âge à ce sujet, 148.

SIVRAI. — Étymologie du nom de cette ville, 387. — Son château, ses seigneurs, 396. — Église Saint-Nicolas, 407 ; — Peintures murales de cette église, 69. — Description de la ville, 435. — La Commanderie, 458. — Les Capucins, 461. — Les Bénédictines, 465. — Le temple et les protestants, 471. — La sénéchaussée, 483. — Liste des magistrats de ce siège, 507.

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST. — Importance qu'elle a acquise, 3. — Renouveau de son bureau, 136, 313. — Allocations qu'elle a reçues, 63, 136, 294, 348.

SOURDEVAL (Ch. de), M. C. — Notice sur la commune du Perrier (Vendée), 108.

SYMBOLISME des couleurs dans l'art chrétien, 83 et suiv., 306 et suiv. — L'Église symbolisée par l'image d'une femme portant la croix avec le Sauveur, 351 ; — la Religion par une religieuse, *ibid.*

T

TESSÈRE. — Nouvelles observations de M. Mangon de la Lande sur une tessère romaine en ivoire, 47.

TIARE PONTIFICALE. — Note sur l'époque où elle reçut la troisième couronne, 354.

TOURS. — Fondation du couvent des capucins de cette ville, 317.

TUDEBODE (Pierre dit), historien de la première croisade, né à Sivrai, 392.

V

VILLAIN, M. R. — Monnaies offertes par lui, 48. — Antiquités égyptiennes données par lui, 313.

VITRAUX modernes. — Observations sur leurs tons et les conditions de leur fabrication, 81 et suiv., 305.

VENANSULT. — Origine de ce bourg vendéen, 148.

W

WISMES (de), M. C. — Note sur un manuscrit relatif au château d'Oyron (Deux-Sèvres), 214.

FIN DE LA TABLE.

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

- P.150 l. 11.—Maulévriers (*mala lepore*). *Lisez* : Maulévrier (*malo lepore*).
 —176 — 18.—Famille des Rohan-Chabot. *Lisez* : des Chabot.
 —168 — 10.—Remplacer à Felton. *Lisez* : remplacer Felton.
 —209 — 9.—En s'enivrant. *Lisez* : en se mirant.
 —211 — 27.—Dulaure. *Lisez* : Dulaurens.
 —222 — 1.—Ne possédât. *Lisez* : ne possédât pas.
 —232 — 19.—Et communautés religieuses de Poitiers. *Lisez* : communautés religieuses du district de...
 —242 — 27.—1437. *Lisez* : 1527 ; ligne 39 : *PPe*, *lisez* : *PPe*.
 —244 — (Aux armes). *Lisez* : armoiries.
 —251 — 21.—Rapport. *Lisez* : rapport ; ligne 32 : 1842, *lisez* : 1812.
 —252 — 22.—Le 30 octobre. *Ajoutez* : 1812.
 —257 — 16.—Tout au plus. *Lisez* : environ.
 —311 — 30.—William Devonshire. *Lisez* : par M. William, du comté de Devonshire.
 —377 — 13.—*Ajoutez* : Châtillon.
 —378 — 1 du tableau. — Airvault. *Ajoutez* : Billets de la commune, 6 d.
 —414 — 19.—Occupé à se chauffer. *Lisez* : Occupé à se chauffer.
 —446 — 29.—*Affich. du Poit.* (loc. cit.). *Lisez* : Manuscrit de la bibliothèque publique (*Mém. sur la gendr. de Poitiers*).
 —449 — 8.—27 août 1792. *Lisez* : 27 août 1692.
 —451 — 3.—*Ajoutez* : L'arrêt du conseil d'État qui désunit en sa faveur l'office de maire ancien et celui de maire alternatif, est du 19 décembre 1713.
 —454 — 16 et 37.—Chevalereau. *Lisez* : Chevalleau.
 —464 — 16.—La béliération. *Lisez* : La délibération.
 —474 — 1.—La Roche-Crozé. *Lisez* : Crozé, sieur de la Roche.
 —477 — 38.—[Pour Croisé]. *Lisez* : [pour Crozé].
 —481 — 14.—*Ajoutez* : On voit, par une requête du marquis de Dangeau, que le maréchal d'Estrées envoyait de toutes les parties du Poitou, dans les prisons de Sivrai, des personnes arrêtées pour fait de religion. Leur procès entraînant des frais considérables, un arrêt du conseil d'Etat, du 19 janvier 1700, dispensa le seigneur engagéiste de les payer, et les mit à la charge du roi.
 —501 — 15.—Émoluments fixes. *Lisez* : les émoluments fixes.
 —505 — 23.—Dont il était susceptible. *Lisez* : qu'il était susceptible de recevoir.
 —508 — 24.—Avant Jean Menneteau placer le sieur DU PUYBELLART, dont Guillaume le Riche parle en ces termes dans son journal de l'année 1541 : « Le lundi 5 (septembre), le sénéchal de la comté de Sivrai,

- nomme le sieur de Puybénart, pris possession en cette ville de
- St-Maxent de l'état de senechal : et aussi maître armurier.
- lieutenant general de l'office comme, et tint un registre secret.
- Journal de Le Riche, p. 29.
- P. 50 — 2.—A deux lieues de cette ville. *Lesz* : a quinze lieues de cette ville.
- 51— 29.—*Ajoutez* : « Le 27 mars 1641-1642. M. Jean Armand, lieutenant
- general de la comte de Cuvry et juge des exempts audit lieu, prit
- leur les assises en cette ville de St-Maxent, et en vertu d'un
- commission du roi, crea deux sergents royaux outre le nombre
- qui estoit en cette ville : et sur les champs, comme : 1.
- Mothe, Sarray et autres lieux de ce ressort, crea, outre
- deux, autres sergents royaux et aussi les notaires royaux, et
- non en cette ville, parce que le nombre estoit suffisant. — Le 27
- M. le lieutenant, comme juge les exempts, prit les assises en
- le ressort de l'abbaye de fondation royale. » Journal de l'abbaye
- de Riche, p. 21.
- 52— 27.—Epoque en 1647. *Lesz* : époque en 1647.
- 53— 29.—11 novembre 1647. *Lesz* : 11 novembre 1647.
- 54— 4.—*Ajoutez* : En 1700, il fut élu juge le paix. Ces fonctions passerent
- ensuite a son fils, puis a son petit-fils, qui exerce actuellement.
- 55— 11.—*Ajoutez* : Mort en 1682.
- 56— 27.—1. *Lesz* : 1.
- 57— 4.—*Ajoutez* : L'office le substitut fut supprimé apres lui.
- 58— 12.—Devenant. *Lesz* : devenant.
- 59— 31.—Qui tombaient malades. *Lesz* : qui tombaient malades.
- 60— 27.—Comme aussi l'avoir pense. *Lesz* : et aussi l'avoir pense.
- 61— 5.—Eux. *Lesz* : Eux.
- 62— 14.—M. Gustave Surcoure, professeur à l'école navale d'Edimbourg.
- Enose, est membre titulaire non résidant et non membre corres-
- pondant.

Fig. I.

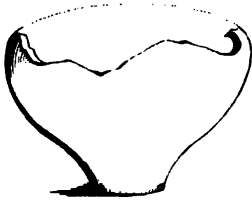


Fig. II.

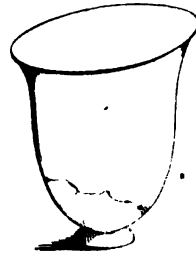


Fig. III.

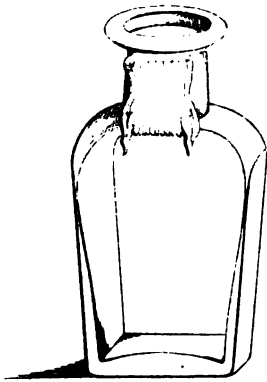
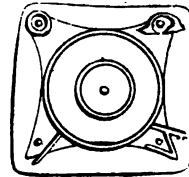


Fig. IV.



Fond du vase

Fig. V.



Fig. VI.



Fig. VII.

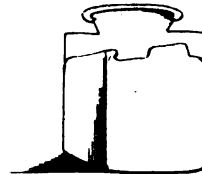


Fig. VIII.



Fig. IX.



» nommé le sieur de Puybellart, prit possession en cette ville (de
» St-Maixent) de l'état de sénéchal ; et aussi maistre Arnault, de
» lieutenant général de ladite comté, et tint au matin l'assise. »
Journal de le Riche, p. 39.

P.510 l. 2.—A deux lieues de cette ville. *Lisez* : à quinze lieues de cette ville.

—511 — 29.—*Ajoutez* : « Le 27 mars 1541 (1542), M^e Jean Arnault, lieutenant
» général de la comté de Civray et juge des exempts audit lieu, vint
» tenir les assises en cette ville de St-Maixent, et, en vertu d'une
» commission du roi, créa deux sergents royaux outre le nombre
» qui estoit en cette ville ; et sur les champs, comme à la
» Mothe, Sanxay et autres lieux de ce ressort, créa, selon les
» lieux, autres sergents royaux et aussi des notaires royaux, et
» non en cette ville, parce que le nombre étoit suffisant. — Le 29,
» M. le lieutenant, comme juge des exempts, tint les assises sur
» le ressort de l'abbaye de fondation royale. » (Journal de Guillaume
le Riche, p. 41.)

—512 — 27.—Épousa en 1617. *Lisez* : épousa en 1647.

—513 — 28.—11 novembre 1617. *Lisez* : 11 novembre 1647.

—517 — 8.—*Ajoutez* : En 1790, il fut élu juge de paix. Ces fonctions passèrent
ensuite à son fils, puis à son petit-fils, qui les exerce aujourd'hui.

—517 — 11.—*Ajoutez* : Mort en 1662.

—518 — 27.—(1). *Lisez* : (2).

—521 — 8.—*Ajoutez* : L'office de substitut fut supprimé après lui.

—528 — 13.—Devendrait. *Lisez* : deviendrait.

—530 — 31.—Qui tombaient malades. *Lisez* : qui tombaient malades.

—534 — 27.—Comme aussi d'avoir pensé. *Lisez* : et aussi d'avoir pensé.

—535 — 5.—Dieu. *Lisez* : Diou.

—535 — 34.—M. Gustave Surenne, professeur à l'école navale d'Édimbourg
(Écosse), est membre titulaire non résidant et non membre corres-
pondant.

Fig. I.

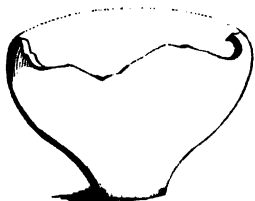


Fig. II.

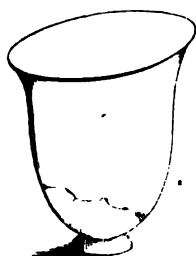


Fig. III.

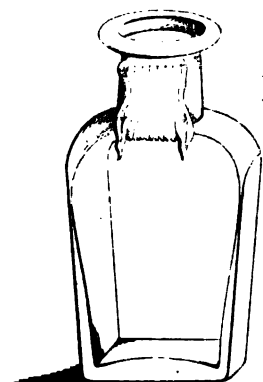
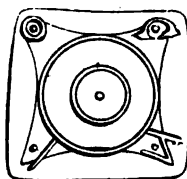


Fig. IV



Fond du vase

Fig. V.



Fig. VI.



Fig. VII.

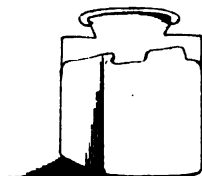
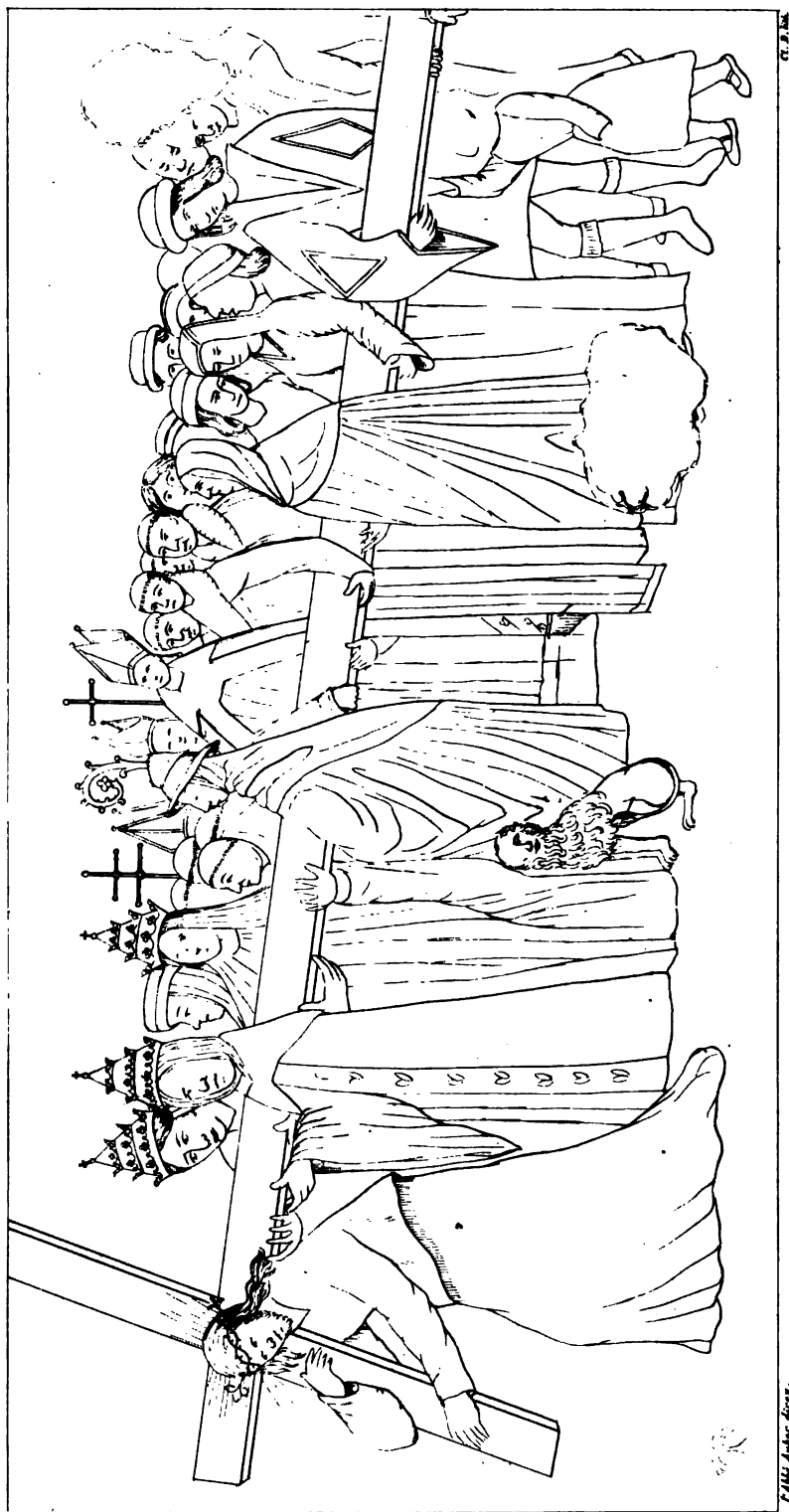


Fig. VIII.



Fig. IX.





Et Abbi Ambar Dires.

F. Dubois del.

Largeur 5m. 60 c.

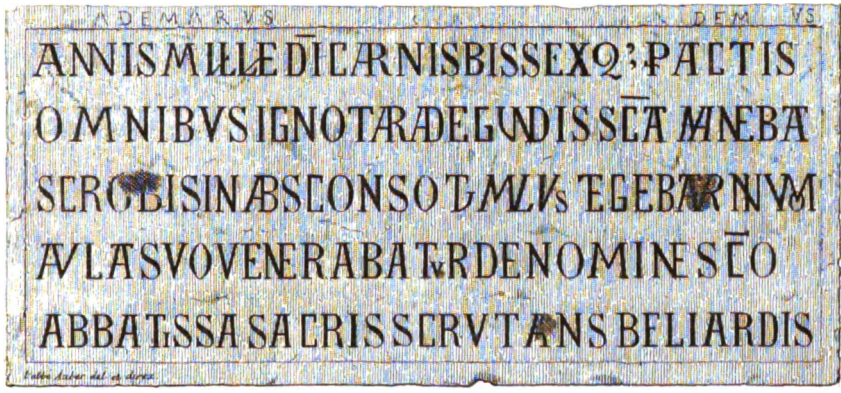
Let's Gamble Politics

Inscription découverte dans l'Eglise St Radegonde de Poitiers en 1849.

Longueur de la pierre 0.84.

Longueur de la pierre 0.35

Longueur des lettres 0.050



Inscription dans l'Eglise Notre-Dame à Chauvigny.

nulle vatre et emq ceas : ten vrancois
moren de cean x : mieu cist tãire æt
halpice : et lea cultres de ut oratoire :
amulus blanche marquettee : teglise de ceas et
pance : pons dieu quaux i s f... y
et pdon leurs fac : amen

F Dubost scripsit.

L'Abbi Aubert dirae.

Lith. Gaumont a Poitiers.

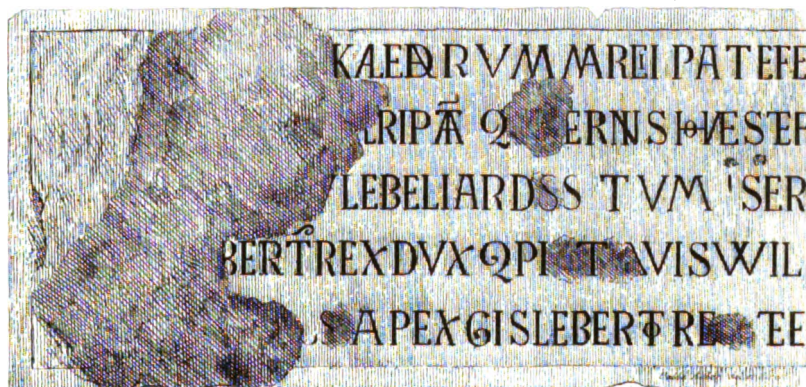
III

Inscription découverte dans l'Eglise de Rindgond de Boilers en 1849

N° II.

Longueur de la pierre. 0,84.

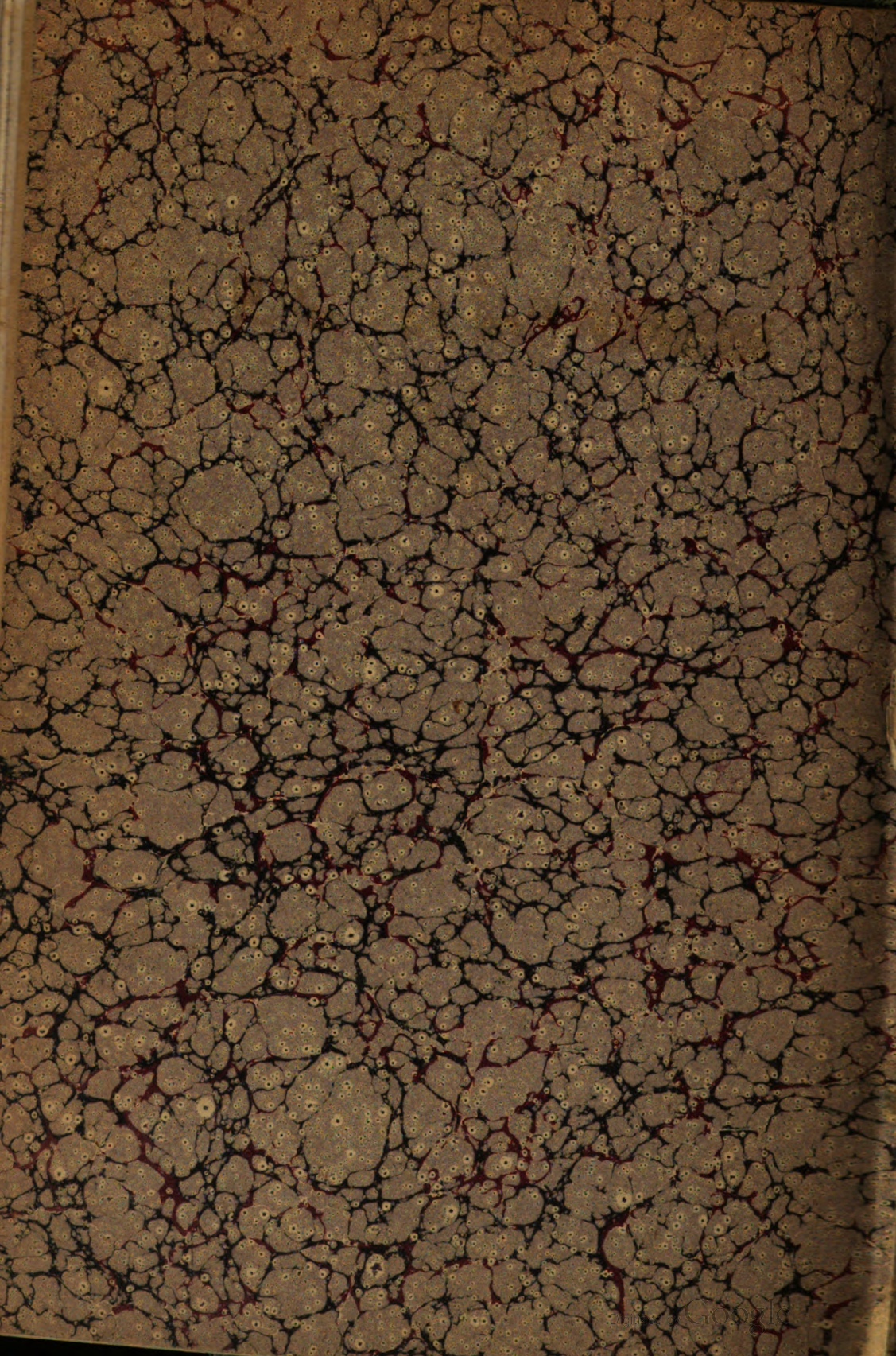
hauteur de la pierre 0,35



longueur de la pierre 0,84

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest 1849.

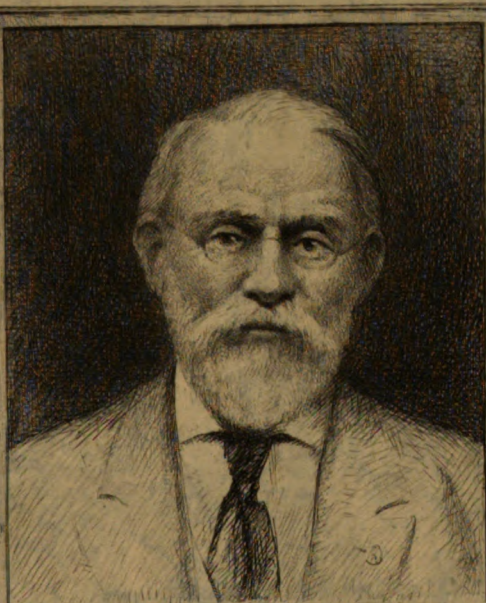
DO NOT CIRCULATE



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 01235 8407



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

March 1939

B49464 0

Digitized by Google

